Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 7 mai 2019
à 18 h 30

Bureau d'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- Aucune demande

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 149, rue Sainte-Catherine Est : « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » (40.06)

10.04 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 7 mai 2019

10.05 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701004

Période de questions du public

10.06 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701039

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2019

10.08 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701038

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 avril 2019

10.09 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701037

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019

12 – Orientation

12.01 Énoncé de politique
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194951003

Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par 4 organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Contribution financière
CA *Direction d'arrondissement* - 1196091002

Approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 9 600 $

20.02 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194105003

Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2019, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix et accorder une contribution de 14 210 $

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1190173001

Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2019, avec différents organismes dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 109 400 $

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1192624004

Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 » et accorder des contributions totalisant 182 700 $

20.05 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1190619005

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 18 200 $

20.06 Entente

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1161903001

Approuver la convention modifiée avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, dans le cadre de la construction et de l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford afin d'apporter des modifications dans les annexes

District(s) : Peter-McGill

20.07 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318011

Approuver la convention, se terminant le 25 novembre 2019, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet « Cyclocitoyen arrondissement de Ville-Marie », édicter l'ordonnance nécessaire à la tenue du projet et accorder une contribution de 70 000 $

District(s) : Peter-McGill
Saint-Jacques

20.08 Entente

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195377002

Approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder une contribution de 7 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318009

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 », volet 3, soutien au développement économique non commercial et accorder une contribution de 43 680 $

District(s) : Saint-Jacques

20.10 Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1195382010

Accorder un contrat de 3 376 522,56 $, taxes incluses, à Ramcor construction inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ (Appel d'offres public VMP-19-008 – 2 soumissionnaires)

20.11 Contrat de services professionnels
CA *Direction des travaux publics* - 1195382013

Autoriser une dépense totale de 139 157,38 $ pour des services professionnels pour la conception des plans, des devis et du suivi pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019, conformément à l'entente-cadre 1197493 avec Axor Experts-Conseils inc.

20.12 Contrat de services professionnels
CA *Direction des travaux publics* - 1195382009

Approuver la convention et accorder un contrat de service professionnel à IGF axiom inc. de 367 023,20 $, taxes incluses pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximal de 403 725,51 $ (appel d'offres public VMP-19-007 – 1 soumissionnaire)

20.13 Appel d'offres public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194951004

Accorder un contrat de 334 174,84 $, taxes incluses, à Sodem inc. pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense maximale de 367 592,32 $ (appel d'offres public 19-17442 - 6 soumissionnaires)

District(s) : Sainte-Marie

20.14 Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1195382011

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. de 4 984 523,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (PRR) pour l'année 2019 et autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ (appel d'offres public VMP-19-009 - 3 soumissionnaires)

20.15 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels
CA *Direction des travaux publics* - 1195382012

Accorder un contrat de gré à gré à Manufacturier Sheltec inc. au montant de 99 982,26 $, taxes incluses, pour la fourniture de 80 supports à vélo modèle Cyclofixe et autoriser une dépense maximale de 99 982,26 $

30 – Administration et finances

30.01 Recours judiciaires et règlement de litiges
CA *Direction d'arrondissement* - 1196440001

Accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais en recouvrement du montant impayé de permis d'occupation temporaire du domaine public émis notamment pour l'entrave d'une ruelle en conséquence de l'incendie qui a endommagé l'immeuble le 8 novembre 2012, en règlement de l'action intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1197763002

Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la ville, que l'arrondissement prenne en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement d'une aire de jeux dans le parc de Dieppe dans l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Saint-Jacques

30.03 Reddition de comptes
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1195158001

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 mars 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie.

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701026

Adopter le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection - Adoption

40.02 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701028

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise - Adoption

40.03 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197400001

Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.04 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197199003

Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

District(s) : Sainte-Marie

40.05 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197303003

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa - 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.06 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186399003

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est, (lot 2 161 583)

District(s) : Saint-Jacques

40.07 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195914006

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 8 espaces de stationnement tarifés sur la rue Saint-Antoine Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.08 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701036

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27) - Avis de motion et dépôt

40.09 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195907002

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 4e partie, A) et édicter les ordonnances

40.10 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction des travaux publics* - 1198305005

Désigner, dans le cadre d'un projet pilote, comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai 2019 au 10 mai 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

40.11 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1197195017

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 4e partie, B)

40.12 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction des travaux publics* - 1196290002

Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier du 26 juin au 24 septembre 2019 et une autre partie entre la rue St-Vincent et Saint-Paul du 6 juin au 24 septembre, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

40.13 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1194869004

Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1535, boulevard De Maisonneuve Ouest) - 1er projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.14 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193332001

Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.15 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255006

Adopter une résolution afin de permettre l'animation de l'esplanade de la Place des Arts et certains usages pour le complexe sis au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.16 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255007

Adopter une résolution autorisant l'installation de nouvelles enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) -1er projet de résolution

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318010

Désigner monsieur Sylvain Villeneuve, directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement à titre de membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination Centre-ville.

District(s) : Peter-McGill
Saint-Jacques

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192701004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (mai)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:20

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (mai)

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192701039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2019.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 12:50

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2019

CONTENU

CONTEXTE

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-23

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

11 avril 2019
8 h 30

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

M. Christian Ducharme, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Antonin Labossière, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Marie-Ève Gravel, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Ophélie Synnott, étudiante

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Anne-Rose Gorroz, conseillère en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
Mme Christine Racine, conseillère en aménagement
M. Louis Routhier, architecte

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8 h 34.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 14 mars 2019 est déposé et remis aux membres. Le procès-verbal de la séance du sous-comité du 9 avril 2019 est déposé lors de la séance du comité.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001508758	1535, boul. De Maisonneuve Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.2.2	3001479160	105, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.2.3	3001509604	1440, rue de la Montagne	Favorable avec condition
4.2.4	s. o.	1333, boulevard Robert-Bourassa	Favorable avec condition
4.2.5	3001529800	3460, rue Peel	Favorable avec conditions
4.2.6	s. o.	2015 rue Montcalm	Favorable avec conditions

4.3 Modifications réglementaires
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001529622	99999, rue du Square-Phillips	Favorable avec conditions et commentaire

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001494836	2020, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.5.2	s. o.	1622 et 1628, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec condition

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001478120	425, boulevard De Maisonneuve Ouest	Favorable
4.6.2	3001416067	1180, rue Sherbrooke Est	Défavorable
4.6.3	3001476708	3678, rue de la Montagne	Favorable
4.6.4	3001506914	185, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.5	3001490134	1738, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.6.6	3001502415	1623, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.7	3001519494	1188, rue Sherbrooke Ouest	Favorable
4.6.8	3001516356	2305, rue Bercy	Favorable avec conditions
4.6.9	3001517314	2417, rue Sainte-Catherine Est	Favorable
4.6.10	3001502676	712, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.11	3001501725	2281-2291, rue Dorion	Favorable avec conditions
4.6.12	3001502034	2475, rue Hochelaga	Favorable avec conditions
4.6.13	3001502037	2501, rue Logan	Favorable avec conditions
4.6.14	3001477694	2190, rue De Bordeaux	Favorable avec conditions
4.6.15	3001467961	800, rue De La Gauchetière Ouest	Favorable avec conditions
4.6.16	3001527614	1218, rue Union	Favorable
4.6.17	3001492359	677, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec commentaire
4.6.18	3001493560	630, rue Saint-Paul Ouest	Favorable
4.6.19	3001503515	4089, avenue Highland	Favorable

4.6.20	3001417213	439, rue St-François-Xavier	Favorable
4.6.21	3001534374	2541, rue de Rouen	Favorable
4.6.22	3001501044	2316, rue Montgomery	Favorable avec conditions
4.6.23	3001478131	1640, avenue Selkirk	Favorable avec conditions
4.6.24	3001509478	525, avenue Viger	Favorable
4.6.25	3001536054	1268-1288, rue Saint-Antoine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.26	3001415759	1458, rue Crescent	Favorable
4.6.27	3001458390	900, boulevard de Maisonneuve Ouest	Favorable avec conditions
4.6.28	3001475317	2336-2340, rue Fullum	Favorable avec conditions
4.6.29	3001509604	1440, rue de la Montagne	Favorable avec condition

4.7 Surhauteur

4.7.1	3001529622	99999, rue du Square-Phillips	Favorable avec conditions et commentaire

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3001517535	404, rue McGill	Défavorable
4.8.2	3001488605	2358, rue Logan	Favorable avec conditions
4.8.3	3001476803 3001476802 3001476807	170-188, boulevard René-Lévesque Est	Partiellement favorable avec conditions
4.8.4	3001432945 3001433019	2361, place Dufresne et 2042, rue Dufresne	Favorable avec conditions

4.9 Autres dossiers

4.9.1	3001525256	99999, rue Île Sainte-Hélène	Favorable avec condition et commentaire

5. Prochaine rencontre

La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 7 mai 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 9 mai 2019.

6. Varia

Aucun dossier

7. Levée de l'assemblée

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 11 h 42.

Sophie Mauzerolle 2019-04-17
Sophie Mauzerolle — date
Présidente

Billy Chérubin 2019-04-17
Billy Chérubin — date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001508758
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1535, boulevard De Maisonneuve Ouest

Responsables : Catherine Beaulieu et Thomas Fontaine

Description : La demande vise la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire pour l'aménagement de salles de cours afin de répondre aux besoins de l'Université Concordia. Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur minimale sur rue, à l'usage « université », à la marge latérale et arrière, aux équipements mécaniques prescrits par le *Règlement d'urbanisme 01-282*, mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)*. Le projet prévoit également déroger à certaines dispositions du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018)* compte tenu de la particularité du bâtiment.

Le site visé est un terrain vacant d'une superficie de 1 085 m^2, utilisé comme stationnement extérieur depuis 1969. Depuis l'automne dernier, l'Université Concordia a acquis ce lot en vue de l'utiliser pour répondre à leur besoin d'espace à court, moyen et long termes.

Afin de pallier au manque d'espace pour maintenir les activités d'enseignements pendant la durée des rénovations majeures de l'édifice Hall, il est proposé d'ériger un bâtiment temporaire de 2 étages soit d'environ 9 m de hauteur pour une durée approximative d'au plus 6 ans. Cette proposition permettrait l'aménagement de 8 ou 10 salles de cours qui pourraient accueillir entre 648 et 816 étudiants.

Le volume est habillé d'un revêtement métallique ondulé prépeint de couleur anthracite et la façade principale est surmontée d'un élément architectural en saillie qui sert d'écran végétal par l'aménagement de plantes grimpantes. L'objectif étant de créer un objet qui serait un événement dans la ville, il est proposé d'apposer une membrane autocollante avec l'inscription « Concordia » sur une toiture blanche qui viendrait ajouter un élément signalétique et qui serait vu par les occupants des tours voisines.

Un aménagement paysager serait réalisé en lien avec la place Norman Bethune qui favorisera une intégration urbaine en continuité avec les aménagements existants. La proposition prévoit également l'aménagement de 14 unités de stationnement pour vélo situées à l'extérieur près de l'entrée principale sur le lot voisin, propriété appartenant à l'Université Concordia. Aucune unité de stationnement n'est prévue.

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.
Considérant que :	L'implantation du volume sur la presque totalité du lot permet l'élimination complète du stationnement de surface qui occupe les lieux depuis 50 ans et ainsi contribuer à la diminution d'îlot de chaleur en plein cœur du centre-ville.
Considérant que :	L'occupation temporaire du site se traduit par un volume de 2 étages, disproportionnée par rapport au contexte urbain, mais qui répond entièrement aux besoins immédiats de l'Université Concordia.
Considérant que :	La présence du bâtiment, bien qu'elle soit temporaire, doit assurer une plus-value qui se traduit dans ce cas-ci par l'amélioration du paysage urbain.
Considérant quw :	L'aspect temporaire du bâtiment s'explique également dans le choix de la matérialité et des détails de l'enveloppe.
Considérant que :	La volonté d'aménager les unités de vélos à un endroit accessible et sécuritaire en plus de maximiser la végétation en bordure de la future construction justifie son emplacement sur le lot voisin situé en bordure du boulevard De Maisonneuve directement adjacent à l'entrée principale du bâtiment projeté.
Considérant que :	Le projet n'engendrait aucun impact par rapport aux conditions d'ensoleillement puisque le volume est inférieur au bâti environnant.
Considérant qu' :	À plus long terme, selon le zonage en vigueur, le bâtiment temporaire proposé pourrait être remplacé par une construction en surhauteur et ainsi offrir des espaces supplémentaires pour les besoins futurs de l'université.
Considérant que :	Pour assurer un développement futur qui s'insèrerait dans le contexte du centre-ville, la démolition du bâtiment temporaire est une condition à l'obtention du permis de construction.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment ;**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du site ;**
- **Présenter une version révisée du projet lors de la révision architecturale à l'étape de l'étude du permis de construction, en prenant en compte les éléments suivants :**
  - **Profiter du caractère temporaire du bâtiment afin d'y réaliser un projet plus dynamique, en optant par exemple pour un traitement des murs et du toit qui seraient davantage animé et coloré.**
- **Fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation, pour la réalisation des travaux de construction, l'occupation et la démolition complète visées par la présente autorisation.**

Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que l'Université Concordia pourrait mettre à contribution sa faculté des arts pour la réalisation d'un traitement artistique du bâtiment. Une réflexion pourrait être amorcée relativement à la proposition de grillage avec plantes grimpantes pour lequel le comité émet une réserve en raison des résultats souvent non concluants pour ce type d'installation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001479160
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 105, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsable : Gabrielle Leclerc-André, Bruno Collin et Thomas Fontaine

Description : La demande vise l'autorisation d'un projet particulier pour l'aménagement encadrant les événements de la Place des Arts sur son esplanade et pour l'exercice des usages liés à la catégorie M.9.

La Place des Arts occupant l'îlot formé des rues Saint-Urbain, Sainte-Catherine, Jeanne-Mance et De Maisonneuve, regroupe le Musée d'art contemporain, six salles de spectacles, des salles d'exposition et de réception, ainsi que 8 locaux commerciaux. Le site est connecté au réseau souterrain qui mène au Complexe Desjardins, ainsi qu'au métro. Au-dessus du complexe se trouve une esplanade qui fait l'objet d'une rénovation depuis 2017 et dont l'achèvement se terminera cette année avec la réfection des escaliers donnant sur Sainte-Catherine. Cet espace extérieur possède aussi des accès depuis les autres artères qui l'entourent, pour un total de 7.

Le Musée d'art contemporain fera également l'objet d'une rénovation majeure au cours des prochaines années.

Dans le cadre de son Programme d'accessibilité aux arts (PAAA), la Société de la Place des Arts souhaite rejoindre plus largement les communautés artistiques et culturelles. Pour atteindre cet objectif, la stratégie développée par l'organisme prévoit animer son esplanade à l'aide d'une programmation variée à échelle locale durant les mois de mai et de septembre. Pour accueillir la programmation du projet Hors-Les-Murs, des installations temporaires seraient déployées à travers six zones réparties sur l'esplanade. Une scène de 71 m² et une piste de danse occupent la place centrale et permettront d'y offrir des cours de danse et des spectacles de musique. Des structures en aluminium gris anthracite d'une hauteur de 3,5 m avec un éclairage intégré viendront encadrer ces zones. Elles seront fixées au système d'ancrage scénique déjà intégré au dallage. Avec leur caractère adaptable selon la programmation, elles pourront accueillir des tables et bancs, un kiosque d'information, des toiles solaires, des projecteurs d'ambiance ou scéniques ou encore des concessions alimentaires. Pour ces dernières, des huches abriteront des équipements utiles à l'assemblage des aliments servis sur l'esplanade (aucune cuisson). Les locataires commerciaux situés à l'intérieur du complexe seraient aussi invités à participer à la programmation en y offrant leurs services et produits.

Parallèlement à la demande de projet particulier, une ordonnance pour la diffusion de son amplifié devra être édictée.

Un affichage signalétique en aluminium qui se greffera aux structures métalliques identifiera l'activité en cours, ainsi que le logo de la Place des Arts et celui du commanditaire. La superficie totale de cet affichage est de 1,25 m², dont 70% est accordé à l'activité, 15% à la PDA et 15% au commanditaire. Une enseigne électronique de 3 m² composée de six écrans est aussi prévue à la zone d'accueil, en haut des escaliers de la rue Sainte-Catherine. Dans les mêmes proportions que pour l'affichage statique, elle fera dérouler la programmation, accompagnée du logo de la PDA et du commanditaire. Il est prévu qu'à certains moments, l'enseigne affichera aussi entièrement le titre de la programmation, ou le nom de la PDA accompagné de celui du commanditaire. Cette apparition sera de trois minutes, six fois par heure pour un total de dix-huit minutes par heure, soit 30% de l'heure.

En parallèle, l'organisme gouvernemental souhaite également diversifier les usages commerciaux à l'intérieur du complexe de la PDA. Il souhaite obtenir les usages permis sur la rue Sainte-Catherine. Actuellement, seuls deux locaux ayant pignon sur rue bénéficient des usages permis dans la catégorie M.9. Enfin, un café-terrasse destiné aux restaurateurs du complexe sera aménagé à l'extérieur au-dessus des locaux commerciaux sur Sainte-Catherine.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : 31 janvier 1989 – Règlement modifiant le règlement intitulé « Autorisation d'utilisation de terrains, de construction et d'occupation de bâtiments à des fins spécifiques » afin d'agrandir et d'occuper la salle Wilfrid Pelletier ;

17 août 1991 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard de Maisonneuve et les rues Jeanne Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764) ;

CA09 240681 - 29 septembre 2009 - Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant la construction d'une salle de concert pour l'Orchestre symphonique de Montréal dans le quadrant nord-est de l'îlot de la Place des Arts, en bordure de la rue Saint-Urbain et du boulevard De Maisonneuve ;

CA14 240042 - 11 février 2014 - Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux de la catégorie M.9 pour les locaux directement accessibles de la rue situés au 105 à 175, Sainte-Catherine Ouest (Place-des-Arts), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

CA18 240364 - 12 juin 2018 - Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

Considérant que : Le projet répond aux critères établis par le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.*

Considérant que : Le projet respecte les paramètres du Plan d'urbanisme.

Considérant que : L'aménagement des zones d'activité permet d'animer l'espace en dehors de la période des festivals et répond au caractère dynamique de la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : L'offre commerciale du secteur est déjà bien implantée et diversifiée.

Considérant que : Les installations seront peu visibles à partir de la rue Saint-Urbain.

Considérant que : Les structures modulables en aluminium gris anthracite proposées sont simples et favorisent une unité architecturale avec le nouvel aménagement de l'esplanade.

Considérant que : La programmation sur l'esplanade répond à l'objectif du PPU du Quartier des spectacles – secteur Place des Arts quant à assurer l'ancrage de manifestations culturelles dans des lieux urbains bien encadrés et animés durant toute l'année, et répond à un souhait du PPU qui incite la PDA à s'ouvrir sur la rue et contribuer à son animation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Les usages commerciaux et industriels situés à l'intérieur du bâtiment devront avoir une superficie totale maximale de 3 000 m² ;**
- **Les zones d'animation extérieures auront une superficie totale maximale de 2 300 m²;**
- **Réduire la dimension des écrans numériques ;**
- **En tout temps, le nom du commanditaire pourra occuper une superficie maximale de 15% de l'ensemble de l'enseigne numérique ;**
- **L'enseigne électronique doit être conçue de manière à afficher un écran noir ou à s'éteindre en cas de défaillance ;**
- **La superficie des enseignes des établissements devra se limiter aux quotas établis par le *Règlement d'urbanisme 01-282* ;**
- **Déposer les documents détaillés des stèles signalétiques et du mobilier pour les matières résiduelles qui devront présenter la même signature architecturale que les structures en aluminium déjà soumises ;**
- **Exclure l'aspect commercial de la programmation « Hors-les-murs ».**

Par ailleurs, les membres du comité ont exprimé leurs préoccupations quant à la stratégie de montage/démontage et d'entreposage des équipements temporaires.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001509604
4.2.3 et 4.6.29

Objet : **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1440, rue de la Montagne

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise l'autorisation d'un projet particulier afin de permettre l'installation d'enseignes pour le restaurant de l'hôtel, ainsi qu'un drapeau à une hauteur de plus de 16 m.

Le bâtiment mixte en cours de réalisation est situé sur la rue de la Montagne, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine, aux abords du centre des affaires. Le complexe dont la construction s'achève comprend l'agrandissement du Ogilvy et le développement d'une tour de 65 m comprenant l'hôtel Four Seasons et une quinzaine d'appartements. Un restaurant avec débit de boissons alcooliques s'installera au 3^{e} étage.

L'offre commerciale de la rue de la Montagne se caractérise par la présence de restaurants et de bars, ainsi que des boutiques de vêtements dans sa portion au nord de Sainte-Catherine. Face au site, se trouve un stationnement de surface ainsi que l'hôtel Loews.

La chaîne hôtelière a décidé de s'associer au restaurateur Marcus Samuelsson pour l'ouverture de son restaurant au 3^{e} étage du complexe. Le restaurant disposera donc de son propre nom, indépendamment de la signature du Four Seasons. Il souhaite s'afficher et ainsi avoir une certaine visibilité à partir de la rue. Deux enseignes sur boîtier reprenant le même design que celles déjà approuvées sont proposées : l'une à l'entrée de l'hôtel et l'autre au-dessus de l'entrée du stationnement intérieur. La première enseigne aura une superficie de moins de 0,25 m² et sera placée tout juste en dessous celle de l'hôtel, perpendiculaire au trottoir. La seconde sera introduite dans le concept d'enseignes regroupées du complexe (Nespresso, SAQ, Ogilvy). La superficie du nom affiché représente moins de 0,80 m².

Parallèlement à l'affichage, l'hôtel souhaite installer quatre drapeaux représentant le Canada, le Québec, la Ville de Montréal ainsi que le Four Seasons. Ils surmonteront le volume de trois étages au nord de l'entrée de l'hôtel, avec une saillie de 2,6 m au-dessus du domaine public.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 13 septembre 2018, le comité a émis un avis favorable à l'installation des deux enseignes annonçant le nom d'un immeuble.
CA13 240513 - 11 septembre 2013 - Accorder une dérogation mineure relativement au nombre d'unités de chargement exigé d'un bâtiment projeté au 1440, rue de la Montagne ;

CA14 240102 - 11 mars 2014 - Adopter une résolution autorisant la construction d'une tour mixte (commerces et habitation) sur un terrain vacant de la rue de la Montagne constitué des lots portant les numéros 1 341 066, 1 341 077 et 1 341 076 (1440, rue de la Montagne) et abroger la résolution CA12 240356, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

CA16 240268 - 10 mai 2016 - Adopter une résolution modifiant les résolutions CA14 240102 et CA14 240511 autorisant l'occupation et la construction d'un complexe immobilier mixte aux 1307, rue Sainte-Catherine et 1430 au 1440, rue de la Montagne (magasin Ogilvy, terrain de l'ancien Hôtel de la Montagne et le stationnement de surface adjacent), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Considérant que : Le projet d'enseignes du complexe de l'hôtel Four Seasons permet de donner une certaine visibilité à un restaurant possédant une identité propre.

Considérant que : L'ajout des enseignes s'inscrit en cohérence avec le caractère commercial de la rue de la Montagne.

Considérant que : Les enseignes proposées adoptent la même signature graphique et le même gabarit que les autres déjà approuvées, favorisant une certaine simplicité et unité de la signalétique des établissements.

Considérant qu' : Elles assurent aussi une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment.

Considérant que : L'ajout du nom du restaurant au-dessus de l'entrée du garage permet d'indiquer à la clientèle que le stationnement lui est destiné.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande à la condition suivante :

- **Les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 m par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
n° à venir
4.2.4

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1333, boulevard Robert-Bourassa

Responsable : Olivier Légaré

Description : La demande vise à autoriser l'occupation de l'usage restaurant dans un local situé sur le site de la Cathédrale Christ Church. Un tel usage n'est pas autorisé dans ce secteur en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282), mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales qui y sont prévues.

Le site du projet est présentement occupé par la Cathédrale Christ Church, un édifice à bureaux de 34 étages (tour KPMG) et un espace commercial en sous-sol, les Promenades Cathédrale. Le bâtiment visé par la demande constitue une reconstitution du presbytère qui a été démantelé lors de la construction des Promenades Cathédrale. Depuis sa reconstruction, le bâtiment est occupé aux trois niveaux par des restaurants, mais le dernier, l'Apollo, a cessé ses activités depuis deux ans.

La transformation du bâtiment correspondant à l'ancien presbytère, afin d'y ajouter un nouveau volume contenant un escalier d'issue, fait l'objet d'une demande de permis distincte. La demande à l'étude vise à y autoriser l'exploitation d'un restaurant tel qu'à l'origine.

Le secteur de catégorie d'usages visé, E.5 – Lieux de culte patrimoniaux, ne comprend aucun usage commercial. Le demandeur souhaiterait qu'y soient autorisés les usages commerciaux de la catégorie M.7C qui correspond aux commerces et services caractéristiques du centre-ville et l'usage « restaurant » aux trois niveaux.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 13 décembre 2018, le comité a émis un avis favorable à la demande de permis de transformation du bâtiment afin d'ajouter une cage d'escalier vitrée.

Considérant que : Le caractère commercial du site est établi depuis la reconstruction du presbytère et les trois niveaux du bâtiment sont occupés par les usages restaurant et débit de boisson alcoolique depuis plus de 20 ans.

Considérant que : Le plan d'urbanisme reconnaît les usages commerciaux compris dans les sites de lieux de culte dont l'existence précède 2004, soit la date d'entrée en vigueur de la seconde version du plan d'urbanisme.

Considérant que : L'exploitation de ces usages tels usages, qui sont compatibles avec le milieu environnant, permettrait d'assurer la pérennité d'un bâtiment vacant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Que l'usage débit de boissons alcooliques ne soit pas autorisé à un niveau supérieur au rez-de-chaussée.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001529800
4.2.5

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	3460, rue Peel
Responsable :	Christine Racine
Description :	La demande vise l'autorisation d'un projet particulier dans le cadre d'une transformation d'un bâtiment situé au 3640, rue Peel. Le requérant procède actuellement aux travaux intérieurs et voudrait implanter de nouveaux usages commerciaux au rez-de-chaussée. Le plan d'ensemble qui a été adopté pour les trois tours qui longent la rue Peel autorise seulement un restaurant sans spécifier sa localisation. Situé dans le Golden Square Mile, il se trouve dans l'aire de protection du Mount Royal Club. Témoin de la densification d'après-guerre du centre-ville de Montréal, ce bâtiment issu du mouvement brutaliste, comprend 20 étages hors sol et deux étages de stationnement en sous-sol. Le projet consiste à la mise à niveau les appartements existants et en reconfigurer certains. Le réaménagement du toit-terrasse, la réfection des façades et des aires paysagères, ainsi que l'installation d'équipements mécaniques de meilleures performances énergétiques sont aussi prévus. À terme, la tour comprendra un nombre total de 343 logements répartis comme suit : 188 studios (55 %), logement d'une chambre (22 %), logements de 2 chambres (37 %), logements de 2 chambres sur 2 étages (0,01 %) et logements 3 chambres (12 %). De plus, rez-de-chaussée accueillera de nouveaux commerces de proximité avec, entre autres l'ajout d'un traiteur et d'une épicerie d'appoint (dépanneur).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	CM - 21 avril 1987 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel.
Considérant que :	Le projet permet de diversifier les services de proximité aux résidants.
Considérant que :	L'aménagement de ces nouveaux commerces n'a pas d'impact sur l'apparence extérieure du bâtiment.
Considérant que :	Les constructions et les aménagements hors toit devront être substantiellement conformes au plan annexé au projet particulier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fixer une superficie maximale de l'ensemble des espaces commerciaux à 110 m² ;**
- **Les espaces commerciaux devront être localisés au rez-de-chaussée du bâtiment ;**
- **Optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
n° à venir
4.2.6

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 2015-2019, rue Montcalm

Responsable : Anne-Rose Gorroz et Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'autorisation d'un projet particulier relatif à la démolition de 2 immeubles jumeaux et à la construction d'un projet de remplacement.

La volumétrie proposée s'inspire du bâtiment contigu du côté nord, et prévoit une hauteur de 3 étages avec mezzanine au-dessus du rez-de-chaussée ; un agrandissement au bâtiment situé au 1215, rue Ontario Est, fait partie du projet, pour permettre de créer un lien entre les 2 immeubles.

La première étape consiste en la démolition des bâtiments jumeaux existants. Ceux-ci sont, selon le demandeur, dans un état acceptable à l'intérieur. Toutefois, une rénovation majeure, qui a eu lieu vraisemblablement au cours des années 1980, lui a fait perdre tout intérêt historique et patrimonial, en modifiant le nombre et la forme des ouvertures pour correspondre au réaménagement intérieur, et en renouvelant le revêtement de brique, le tout sans égard aux détails et à la composition de façade initiale. Seule demeure la corniche d'origine.

D'autre part, la structure du bâtiment ne se prête pas à l'aménagement de bureaux, ni au rehaussement d'un étage de l'immeuble existant.

Le concept repose sur une différenciation marquée entre la partie basse, où logerait l'agrandissement des bureaux, et la partie haute, où seraient aménagés 8 logements d'une chambre à coucher. À l'avant, le bâtiment serait aligné sur son voisin sud à l'extrémité, mais en recul de 1,2 m à l'extrémité nord ; cette asymétrie est renforcée par le fait que la façade est composée de 2 plans de façade qui reculent du domaine public en angle et se rejoignent ailleurs qu'au centre, à une distance approximative de 2,5 m du trottoir.

L'espace ainsi dégagé en cour avant servirait de zone horticole destinée au verdissement de la rue, ainsi qu'à la plantation de plantes grimpantes devant composer un écran végétal. Ce n'est qu'une partie de la composante résolument écologique de cette proposition, qui prévoit aussi des capteurs solaires au toit, en plus d'un toit vert, et de différentes mesures au niveau du traitement des eaux grises et de la récupération de l'eau de pluie.

La partie domiciliaire des 2e et 3e étages vient retrouver visuellement l'alignement zéro caractéristique de la rue par la présence de 2 grands balcons appuyés sur une structure métallique en forme d'arbre qui permettra également d'arrimer l'écran végétal. L'extrémité nord de la façade serait avancée vers le domaine public aux 2e et 3e étages, mais sans atteindre l'alignement zéro, puisqu'il s'agit d'un autre plan oblique qui n'est reculé, à son maximum, que d'environ 20 cm. On prévoit allonger la structure des balcons de ce côté ; celle-ci viendrait graduellement s'insérer au mur en angle. Le recul est toutefois très court.

Le revêtement de brique d'argile de couleur gris/beige nuancée serait réparti de façon asymétrique sur les étages inférieurs, et les étages supérieurs seraient accentués par un revêtement métallique de couleur dorée, faisant référence aux fausses mansardes typiques de l'environnement. Le couronnement serait parachevé par un plan incliné découpé de façon non orthogonale.

Les 2 accès aux unités d'habitations seraient situés de part et d'autre de la façade et accentués par une démultiplication localisée de l'enveloppe, qui inclut aussi une issue d'urgence au rez-de-chaussée du côté sud. Les concepteurs doivent préciser leurs intentions sur plusieurs points, dont la zone de plantation et l'intégration de garde-corps aux balcons.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 12 mars 2015, le comité a émis un avis préliminaire favorable avec conditions à la demande de projet particulier.

Considérant que : Le concept proposé repose sur la reprise du gabarit du bâtiment contigu du côté nord.

Considérant que : L'articulation des volumes dégage une dose de lyrisme et de légèreté avec un rez-de-chaussée très ouvert visuellement, une superposition de plans obliques et inclinés et l'expression poétique de la structure.

Considérant que : Le traitement de la façade Montcalm cherche à se différencier des bâtiments voisins en affirmant sa contemporanéité, tout en demeurant à l'échelle du bâti environnant.

Considérant que : Plusieurs éléments sont à préciser, mais l'intention demeure séduisante et l'empreinte écologique de l'immeuble semble très soignée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir l'alignement de construction du bâtiment au niveau des 2e et 3e étages à l'extrémité nord ;**
- **Fournir les plans de paysagement de la cour avant ;**
- **Préciser l'intégration de garde-corps aux balcons avant ;**
- **Revoir l'articulation de l'entrée sud ;**
- **Revoir la typologie des logements proposés afin que le projet comporte au minimum 2 logements d'au moins 2 chambres, dans la section donnant sur la rue Montcalm.**

Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001529622
4.4.1 et 4.7.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE ET SURHAUTEUR**
Endroit :	99999, rue du Square-Phillips
Responsable :	Bruno Collin et Louis Routhier
Description :	La demande vise la construction d'un complexe immobilier mixte sur un des derniers grands terrains vacants du centre des affaires, aux abords du square Phillips. Depuis dix ans, c'est la troisième fois qu'un projet d'envergure est proposé pour cet emplacement. Un projet de tour à bureaux en 2009 et une tour universitaire en 2013 ont fait l'objet d'approbations à la fois par l'arrondissement et par le MCC. L'emplacement est situé au centre d'un îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Place Phillips, Sainte-Catherine et Saint-Alexandre. Ce contexte particulier fait en sorte qu'il n'a aucune présence sur rue, à l'exception d'une parcelle du terrain, qui fait face au square Phillips. D'une superficie totale de 7 412 m², cet immense terrain est utilisé à des fins de stationnement de surface depuis 60 ans. L'édifice projeté comprend 3 phases, soit une tour d'habitation de 61 étages, une barre en L de 20 étages, également destinée à de l'habitation, et enfin un hôtel de 14 étages en bordure de la rue Place Phillips. Le programme est donc principalement constitué d'habitation, pour un total de 1 150 unités, dont 303 à des fins locatives. L'hôtel a une capacité de 150 chambres tandis que le stationnement souterrain du complexe compte 369 places. L'accès véhiculaire donne sur la rue Place Phillips avec une entrée charretière située au sud de la façade sur rue, c'est-à-dire le plus loin possible de l'intersection Cathcart.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car le bâtiment est situé dans l'aire de protection de la Maison William-Dow.
Remarque importante :	Aucune
Considérant qu' :	Il s'agit d'un projet structurant, qui se démarque par une approche sensible au milieu.
Considérant que :	Le traitement extrêmement épuré de la tour assure un apport significatif et durable à la silhouette architecturale du centre-ville, ainsi qu'une intégration harmonieuse avec le cadre bâti du square Phillips, incluant la Maison William-Dow.

Considérant que : La construction proposée en bordure de la rue Place Phillips présente une volumétrie à l'échelle du cadre bâti du square. D'ailleurs, la dérogation mineure demandée vise justement à permettre une hauteur sur rue équivalente à celle de l'édifice Canada Ciment.

Considérant que : La dérogation demandée quant à l'aménagement d'un débarcadère hors rue se justifie par l'absence d'interface directe du site avec la trame de rue environnante. De plus, le futur aménagement du square et de la rue Place Phillips comprend le retrait du stationnement sur rue, et du potentiel de débarcadère sur rue.

Considérant que : Ce projet permet d'éliminer un des plus importants (et anciens) stationnements de surface hors rue du centre-ville.

Considérant que : Le projet actuel n'a pas les impacts visuels négatifs des versions précédentes depuis la Place des festivals et dans l'axe de la rue Sainte-Catherine, notamment pour la visibilité de la Place Ville-Marie.

Considérant qu' : En matière d'impacts microclimatiques, les critères semblent respectés et que l'éloignement de la tour par rapport au domaine public est garant d'un impact mineur, mais qu'une étude exhaustive est néanmoins en cours à ce sujet et si cela s'avère nécessaire, des mesures de mitigations seront proposées.

Considérant que : Le projet doit présenter une qualité architecturale à la hauteur de l'emplacement stratégique et prestigieux du site.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir le projet lors de l'étude du permis de construction, et accompagner cette nouvelle étude d'un complément d'information sur les aspects suivants :**
  - **Échantillons de matériaux ;**
  - **Détails relatifs au stationnement pour vélos (quantité, accessibilité et localisation) ;**
  - **Détails de construction du mur-rideau et des garde-corps de balcon ;**
  - **Détails de l'aménagement paysager au sol, et sur les toits-terrasses ;**
  - **Analyse des impacts éoliens.**
- **Porter une attention particulière au traitement architectural de la façade sur rue, qui devrait, à l'instar de sa hauteur, être en parfaite continuité avec le rythme des ouvertures et les proportions de maçonnerie des édifices significatifs du square. L'usage d'une pierre grise et d'un métal naturel de type zinc est souhaitable ;**
- **Explorer la possibilité de souligner l'aboutissement de la rue Cathcart dans la composition de la façade sur rue.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaiteraient que le programme inclue des logements sociaux et abordables ainsi que pour des familles. De plus, ils expriment leurs préoccupations face à la gestion des matières résiduelles.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001494836
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2020, rue Saint-Denis
Responsable :	Anne-Rose Gorroz
Description :	La demande vise l'autorisation d'un nombre de logements supérieur à 8, dans le bâtiment localisé au 2018-2020, rue Saint-Denis. Le bâtiment de trois étages se situe sur deux secteurs de zonage. Du côté de la rue Saint-Denis, le zonage est mixte (M.8C) et permet l'usage hôtel ainsi qu'un nombre illimité de logements. Du côté de la rue Joly, le zonage est résidentiel (R.2) et limité à 8 logements par bâtiment. L'immeuble nommé « Terrace St-Denis », fait partie d'une série de maisons en rangées de la rue Saint-Denis. Il abrite actuellement une maison de chambres d'une trentaine d'unités, très mal entretenues depuis de nombreuses années. Actuellement, toutes les chambres sont vacantes sauf une, le bâtiment dans son ensemble étant en très mauvais état. Le site se trouve dans le Quartier des spectacles, pôle Quartier latin. Le demandeur souhaite rénover le bâtiment en profondeur et y réaménager 20 logements locatifs abordables. L'espace commercial en rez-de-chaussée de la rue Saint-Denis serait maintenu, Les logements viseraient des étudiants et des jeunes professionnels attirés par la proximité de l'UQAM et du centre-ville. Le demandeur projette des logements modernes, ergonomiques et polyvalents avec mobilier adaptable encastré. Le demandeur est averti que le locataire actuel devra être relocalisé. L'ensemble du bâtiment serait mis aux normes et rénové. La toiture sera refaite et les corniches repeintes.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant qu' :	Il est compatible avec le milieu environnant résidentiel.
Considérant que :	L'apparence extérieure du bâtiment reste la même, favorisant son intégration dans le milieu environnant. La toiture sera refaite et les corniches repeintes et l'ensemble du bâtiment sera rénové et mis aux normes.

Considérant que : Le projet n'est pas susceptible d'entraîner d'impacts négatifs significatifs en termes de circulation ou de stationnement compte tenu d'une part du type d'une partie de la clientèle visée qui est étudiante et d'autre part de la proximité des transports en commun ;

Considérant que : Le projet n'a pas pour conséquence de réduire les logements existants, les unités actuelles étant des unités déjà peu spacieuses de maison de chambres

Considérant que : Le demandeur est averti que le locataire actuel devra être relocalisé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Porter une attention particulière au respect de la densité maximale autorisée de 3 ;**
- **Relocaliser le locataire actuel ou les éventuels locataires au moment de la demande de permis de transformation ;**
- **Prévoir un minimum de 4 logements offrant des unités d'au moins 2 chambres.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
n° à venir
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1622 et 1628, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Christine Racine
Description :	La demande vise à autoriser par la procédure de l'usage conditionnel la transformation d'un espace commercial qui se trouve au rez-de-chaussée de la rue Sherbrooke portant les numéros civiques 1622 et 1628, à des fins résidentielles. Le lot comprend un ensemble de maisons en rangée qui ont été restaurées et dédié à des fins de logement, commerce, ainsi que de bureau. Au sud, se trouve une tour de condominiums de 20 étages avec une entrée principale sur la rue Sherbrooke.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	CA03 240320 – 6 mai 2003 - Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant la restauration et l'agrandissement d'un ensemble bâti situé aux 1622 à 1650, rue Sherbrooke Ouest, à l'angle de la rue Saint-Mathieu. CA04 240949 – 5 octobre 2004 - Adopter, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, une résolution autorisant l'aménagement de 16 places de stationnement additionnelles dans le complexe commercial et résidentiel projeté aux 1622 à 1650, rue Sherbrooke Ouest, à l'angle de la rue Saint-Mathieu.
Considérant que :	Le projet satisfait les critères énoncés à l'article 315 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant qu' :	Aucune modification extérieure n'est faite au bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001478120
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE**
Endroit :	425, boulevard De Maisonneuve Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne de nom d'occupant d'immeuble sur un édifice de 17 étages datant de 1983 selon les registres de la ville. Alors que la proposition précédente consistait en une enseigne à plat installée directement sur la façade du bâtiment, la proposition actuelle propose désormais une enseigne installée sur la marquise d'entrée principale. L'enseigne consiste en des lettres détachées lumineuses hautes de 0.9 m et formant l'inscription « La Capitale », accompagnées du logo de l'entreprise. Deux inscriptions au sol pour la même entreprise sont retirées dans le cadre du projet. D'autres enseignes de type « occupants d'immeuble » sont également présentes à la même façade (Banque Laurentienne et groupe financier Optimum).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 17 janvier 2019, le comité a émis un avis défavorable au projet.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 519 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne proposée remplace deux autres enseignes existantes de la même façade qui seront retirées.
Considérant que :	L'enseigne à cet emplacement signale l'entrée du bâtiment et présente une intégration adéquate à son architecture.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001416067
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1180, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la transformation partielle d'un studio situé au toit d'un édifice de trois étages datant de 1940, selon les informations contenues aux registres de la ville. Une issue de secours est ajoutée au logement, qui n'en comporte actuellement qu'une seule. Un corridor d'environ 3 mètres de long menant à la nouvelle issue est ajouté au toit. La condition énoncée par le comité lors de la séance de 2016 n'a pas été tenue compte adéquatement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 16 juin 2016, le comité a émis un avis favorable au projet à la condition de rehausser la qualité architecturale du parement de la construction hors toit.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La construction hors-toit est apparente depuis la voie publique.
Considérant que :	Le revêtement proposé, à attaches apparentes, ne présente pas un fini soigné compatible aux finis présents sur le bâtiment ou sur les bâtiments environnants de la rue Sherbrooke.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001476708
4.6.3

Objet :	**DEMANDE D'OPÉRATION CADASTRALE**
Endroit :	3678, rue de la Montagne
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser une opération cadastrale sur un terrain situé dans les limites du site patrimonial du Mont-Royal. Le site a fait l'objet de travaux depuis 2013 visant à réunir trois bâtiments datant du début du XXe siècle et la construction d'un 3e. L'opération cadastrale est de type vertical, créant ainsi une copropriété divise.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 1.2.1 du *Règlement sur les opérations cadastrales* R.R.V.M. c. 01.
Considérant que :	Le projet respecte le paysage et la végétation du mont Royal.
Considérant que :	Le projet respecte le caractère du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001506914
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	185, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser une modification assez mineure au projet de réfection de l'esplanade présenté au comité en mars 2015. Un plan incliné à la limite ouest de l'esplanade, jouxtant le bâtiment abritant le Musée d'art contemporain fut proposé en 2015 comme revêtu d'un parement de béton. Le demandeur propose désormais un fini de panneaux métalliques de couleur noire, appareillant le revêtement de la marquise d'entrée du complexe.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 12 mars 2019, le comité a émis un avis favorable au projet de réfection de l'esplanade
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127, 127.8, 127.23 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Le plan incliné métallique favorise la mise en valeur des marches de béton de l'esplanade, en créant un encadrement avec le plan incliné de la marquise revêtue du même matériau.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001490134
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1738, rue Saint-Denis
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise deux enseignes devant une ancienne résidence victorienne dont la façade présente un recul d'environ 7 m relativement à la voie publique, une implantation plutôt typique dans ce secteur de la rue Saint-Denis. Une première enseigne à plat (large de 2,1 m et haute de 0.6 m) est proposée directement au-dessus de la porte d'accès du commerce. Elle présente l'inscription « *Edgar Hyperlodge, braseurs de West Shefford* » en lettres lumineuses blanches. La deuxième enseigne est juchée sur un poteau haut de 3 m portant l'inscription « *Edgar* » en lettres lumineuses blanches. Un panneau d'une matière non-identifiée et fiché perpendiculairement au poteau porte l'inscription « *Hyperlodge* ».
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1et 713 du *Règlement d'urbanisme* 01-282.
Considérant que :	L'enseigne à plat ne devrait pas couvrir l'imposte au-dessus de la porte d'entrée.
Considérant que :	L'enseigne sur poteau est imposante et s'adresse plutôt à l'échelle des véhicules qu'à celle des piétons.
Considérant que :	Une enseigne sur poteau réduite présenterait une meilleure intégration au paysage de la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour l'enseigne à plat au-dessus de l'entrée, prévoir une enseigne ne couvrant pas l'imposte au-dessus de la porte double ;**
- **Pour l'enseigne sur poteau, prévoir une enseigne d'une hauteur maximale de 2 m, d'une échelle l'adressant davantage aux piétons déambulant sur la rue Saint-Denis ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001502415
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1623, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise une enseigne lumineuse en saillie à la façade avant du bâtiment de 3 étages datant de 1935 selon les registres de la ville. L'enseigne lumineuse consiste en le logo de la chaine de restaurants « *Poulet Rouge* » d'un diamètre de 0,75 m, qui serait suspendu sous le soffite de l'alcôve menant à l'entrée du commerce.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 23 novembre 2017, le comité a émis un avis favorable pour les enseignes à plat actuelles consistant en l'inscription « Poulet Rouge » en lettres détachées accompagnées du logo de l'entreprise.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne n'est pas implantée harmonieusement à la composition du bâtiment, sous le bandeau horizontal en façade avant.
Considérant qu' :	Une enseigne similaire pour le commerce « Burger King » présentée au CCU en décembre 2017 a fait l'objet d'une recommandation favorable à la condition de plutôt l'installer sur le bandeau d'enseigne du bâtiment.
Considérant que :	L'installation d'un logo en saillie au bandeau d'enseigne du bâtiment serait davantage en phase avec les critères prévus au règlement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer la nouvelle enseigne en saillie au bandeau d'enseigne du bâtiment, qui est prévu à cette fin ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001519494
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1188, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le rétablissement de deux ouvertures en façade avant de l'ancien hôtel Berkeley construit en 1928, et qui fut incorporé en 1983 au complexe de la Maison-Alcan. Des photos soumises par le demandeur, prises depuis l'intérieur du bâtiment, démontrent en effet que deux portes existaient jadis à l'emplacement des deux fenêtres actuelles, de part et d'autre des portes d'entrée. Les nouvelles portes sont d'une facture vitrée très simple, jouxtées d'un vitrage latéral pleine hauteur.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial du Complexe-de-La-Maison-Alcan.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme* 01-282.
Considérant que :	La proposition restaure des ouvertures d'origine du bâtiment.
Considérant que :	L'aspect contemporain des nouvelles portes vitrées marque clairement l'époque de leur installation, et permet une intégration discrète à la façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001516356
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2305, rue Bercy
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise des travaux effectués sans permis, soit le remplacement des portes et des fenêtres du rez-de-chaussée d'un édifice comportant 5 logements répartis sur 3 étages, construit vers 1923 selon les registres de la Ville. Les fenêtres sont à guillotine divisées en deux parties égales et sont installées dans les ouvertures existantes non modifiées. Les portes possèdent un vitrage de pleine longueur et une imposte vitrée. La porte principale est flanquée d'un panneau latéral vitré de pleine longueur également.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105, 120 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le modèle de fenêtre installé est compatible avec les caractéristiques architecturales du bâtiment.
Considérant que :	L'ouverture plus large de l'entrée principale aurait vraisemblablement été occupée par une porte à deux battants égaux surmontée d'une imposte vitrée, selon les plans des bâtiments semblables de la même époque conservés aux archives de la Ville.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Remplacer la porte d'entrée principale par une porte à deux battants égaux surmontée d'une imposte vitrée, dans l'ouverture existante ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001517314
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2417, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise le remplacement des portes et des fenêtres du rez-de-chaussée d'un édifice de trois étages, construit vers 1885 selon les registres de la Ville. Un commerce occupait le rez-de-chaussée à l'origine, et fut transformé en logement par la suite sans que des plans ne soient conservés aux archives municipales. Les deux nouvelles portes auraient un vitrage aux deux tiers de la hauteur ainsi qu'une imposte vitrée. Celle de l'ancien local commercial, se trouvant actuellement au fond d'une petite alcôve, serait installée à l'alignement de la façade comme celle qui mène aux étages. Les nouvelles fenêtres occuperaient les ouvertures existantes sans modifications, et seraient à guillotine, divisées en deux parties égales.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les ouvertures des fenêtres du rez-de-chaussée ne datent pas de la construction d'origine du bâtiment.
Considérant que :	Le modèle de fenêtre proposé s'harmonisera avec les fenêtres récemment installées aux étages supérieurs.
Considérant que :	Le modèle de porte proposé et l'installation en façade de la porte de l'ancien local commercial renforceront le caractère résidentiel du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001502676
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	712, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise une enseigne rectangulaire posée à plat, formée de lettres détachées en acrylique encastrées dans un boîtier métallique et éclairées de l'intérieur, ainsi qu'une enseigne en saillie formée d'un boîtier circulaire dont les deux faces seraient en acrylique opaque, avec lettrage translucide également éclairé de l'intérieur.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés à l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'éclairage limité au lettrage sur les deux enseignes contribuera positivement à l'ambiance visuelle de la rue.
Considérant que :	La sobriété des deux enseignes s'harmonisera avec l'architecture du bâtiment et contribuera à sa mise en valeur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001501725
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS TRANSFORMATION**
Endroit :	2281-2291, rue Dorion
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise l'ajout d'un garde-corps et de trois colonnes en acier peint au perron du rez-de-chaussée d'un bâtiment qui comporte six logements. Les nouveaux éléments du garde-corps seraient de composition traditionnelle. Les colonnes proposées reproduiraient le modèle des colonnes existantes au balcon du 2e étage. Certains bâtiments voisins similaires au bâtiment visé par les travaux ne possèdent pas de colonnes au rez-de-chaussée, les balcons étant en porte-à-faux. Les colonnes ne semblent pas constituer une caractéristique architecturale de la composition d'origine du bâtiment, qui daterait de 1910 selon les registres de la Ville.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.7 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le garde-corps et les colonnes proposées ne remplaceraient pas des caractéristiques architecturales d'origine, mais que leur forme et leur apparence s'harmoniseraient avec celles des éléments existants aux étages supérieurs.
Considérant que :	Des bâtiments voisins similaires possèdent des garde-corps et des colonnes au niveau du rez-de-chaussée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Ne pas prévoir une colonne centrale au rez-de-chaussée ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001502034
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2475, rue Hochelaga
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise des travaux déjà réalisés, non conformes aux plans d'un permis délivré en 2018 (3000715593), soit : le remplacement des fenêtres de l'escalier central, le remplacement de la porte d'entrée et le remplacement des fenêtres des étages. Les fenêtres de l'escalier central, auparavant en blocs de verre, sont remplacées sans autorisation par de nouvelles fenêtres divisées verticalement en deux parties égales. La nouvelle porte d'entrée et les panneaux latéraux possèdent un vitrage de pleine longueur, alors que les plans approuvés montraient un vitrage plus court qui aurait reproduit la hauteur des blocs de verre démolis datant vraisemblablement de la construction d'origine. Les fenêtres existantes, mais non d'origine, à trois panneaux coulissants, sont remplacées sans autorisation par de nouvelles fenêtres à deux guillotines jumelées. Les fenêtres de la conception d'origine étaient à guillotine de chaque côté d'un châssis central fixe, mais aucune photo de celles-ci n'est disponible aux archives couramment accessibles de l'arrondissement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.7 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les fenêtres à guillotine installées aux étages sont compatibles avec les caractéristiques architecturales d'origine toujours présentes sur le bâtiment.
Considérant que :	Les fenêtres installées dans l'escalier central ne reproduisent pas la forme et l'apparence d'origine des blocs de verre et n'empruntent pas un modèle compatible avec les caractéristiques architecturales d'origine toujours présentes sur le bâtiment.
Considérant que :	La hauteur des vitrages de la porte et des panneaux latéraux de l'entrée principale ne s'apparente pas à celle de la conception d'origine des parties vitrées de l'entrée du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Remplacer les fenêtres de l'escalier central par des fenêtres d'un seul châssis, ou par des blocs de verre tel qu'existant précédemment ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001502037
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2501, rue Logan
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise le remplacement de toutes les fenêtres par de nouvelles fenêtres à guillotine divisées en deux parties égales et le remplacement des portes par de nouvelles portes avec vitrage aux deux tiers de la hauteur, sur deux bâtiments distincts occupant un terrain de coin, ainsi que le remplacement des bardeaux d'asphalte par un revêtement métallique imitant la tôle à joints pincés, en acier prépeint de couleur gris charbon de bois, sur la fausse mansarde du bâtiment de coin. Le bâtiment situé à l'intersection des rues Logan et D'Iberville aurait été construit vers 1875, et celui donnant sur la rue D'Iberville, vers 1924, selon les registres de la Ville.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les modèles de portes et de fenêtres proposés sont compatibles avec les caractéristiques architecturales des deux bâtiments.
Considérant que :	Le modèle de revêtement métallique proposé reproduit substantiellement la forme de la tôle à joints pincés, qui était un type courant de revêtement des fausses mansardes au XIXe siècle, mais la finition prépeinte de couleur foncée ne reproduit pas l'apparence de la tôle galvanisée en usage à cette époque.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Choisir un revêtement pour la fausse mansarde imitant la tôle traditionnelle à baguettes ou à joints pincés, en acier galvanisé ou Galvalume sans couleur ajoutée, ou en acier prépeint de couleur gris pâle ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001477694
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2190, rue De Bordeaux
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise des travaux qui sont débutés, mais ont été suspendus par un avis de l'inspecteur en bâtiments du secteur. Les deux balcons des étages supérieurs seraient reconstruits en conservant une partie de la structure existante, qui recevrait un plancher en bois recouvert de fibre de verre et serait ceinturée d'un fascia en relief. À tous les étages, de nouveaux garde-corps en acier peint seraient vissés à de nouvelles colonnes de section carrée de 76 mm x 76 mm en acier peint également.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le modèle de garde-corps proposé est compatible avec les caractéristiques architecturales du bâtiment construit vers 1910 selon les registres de la Ville.
Considérant que :	Les balcons auraient vraisemblablement été en porte-à-faux à l'origine, tel que visible sur un bâtiment identique situé à proximité.
Considérant que :	D'autres bâtiments identiques adjacents possèdent des colonnes ajoutées ultérieurement pour supporter les balcons.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer plutôt des colonnes en acier peint dont la conception réinterprète les modèles traditionnels ajourés ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001467961
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	800, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise la place Bonaventure qui a été construite entre 1964 et 1967 sous la direction d'Éva Vecsei, des architectes Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold et Sise, et qui était destinée majoritairement dès l'ouverture aux grandes expositions, raison pour laquelle on avait jugé bon de ne pas fenestrer les 8 premiers étages. La société propriétaire est engagée depuis 1998 dans un programme progressif d'ouverture sur la ville qui, petit à petit et au gré des contrats de location de bureaux, fait percer ici et là de nouvelles ouvertures dans ses murs extérieurs, selon un patron dérivé des ouvertures prévues dès l'origine pour l'hôtel situé au sommet de l'immeuble. Elle a également préparé une reconfiguration des entrées de bureaux situées sur les rues y donnant accès, introduisant un nouveau matériau à caractère brut (acier Corten) sur l'édifice, ainsi que l'ouverture complète du hall principal d'exposition sur la rue. Le demandeur propose, pour mettre en valeur une nouvelle sculpture en Corten installée récemment sur une placette existant au coin Robert-Bourassa et Saint Antoine, de recouvrir le béton coulé, qui a été débarrassé de ses ailettes caractéristiques, de panneaux de verre givré sur la hauteur de 2 étages. Il fait valoir que les parties en projection du mur de béton étaient en mauvais état, et qu'il en tombe par terre régulièrement, d'une part, et d'autre part, il ajoute que le verre est le seul autre matériau qu'il puisse utiliser, puisque la sculpture est en Corten et se détacherait mal d'un fond fait du même matériau.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les finis de béton originaux seraient occultés au lieu d'être restaurés.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir l'intervention afin de préserver l'apparence historique de la place Bonaventure ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001527614
4.6.16

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1218, rue Union
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise un immeuble érigé en 1912 selon les dessins des architectes Hyde et Nobbs, puis rehaussé de 2 étages en 1926 ; les 2 étages inférieurs ont été revampés en granit rose et noir durant l'âge d'or du post-modernisme. Le demandeur propose une réfection des vitrines d'un petit local commercial, qui prévoit de centrer la porte au lieu de la placer à l'extrémité, à l'intérieur de la même ouverture. La position actuelle de la porte n'est pas celle d'origine, et le nouvel emplacement a peu d'impact dans l'appréciation de l'ensemble. Des grilles décoratives seraient installées à l'intérieur. La poignée de porte et le joint au-dessus de la plinthe de granit seraient d'un fini doré, puisqu'il s'agit d'une bijouterie.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact est quasi-nul sur la perception de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001492359 et 3001492377
4.6.17

Objet : **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET D'ABATTAGE D'ARBRES**

Endroit : 677, rue Sherbrooke Ouest

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise le chemin d'accès principal au campus de l'Université McGill qui est l'élément le plus ancien du campus. Même si le chemin a été refait plusieurs fois, il servait déjà d'accès à la ferme Burnside, lorsque James McGill l'a acquise en 1796, avant de la donner en 1813 à Société qui devint l'université portant son nom.

Son aménagement actuel remonte à la fin des années 1970, à l'époque où on ne remettait pas encore en question la pénétration de l'automobile dans tous les recoins du campus. Depuis 2005, une réflexion en profondeur a été entreprise sur le sujet et un plan d'action visant à éliminer la circulation sur le campus est en marche, qui a mené, entre autres à la piétonnisation de la rue McTavish.

Les demandeurs proposent l'excavation de la partie sud du chemin actuel et le retrait de l'infrastructure souterraine, ainsi que l'abattage d'un petit arbre situé non loin du portail Roddick. De nouvelles conduites seraient installées et de nouveaux massifs électriques ajoutés, permettant l'ajout d'un nouvel éclairage tout au long du chemin ; la surface serait revêtue des mêmes pavés de béton acceptés pour la phase précédente, et les trottoirs seraient éliminés et remplacés par une bordure de granit. Il s'agit donc d'une voie partagée avec les véhicules d'urgence, au besoin, et bordée d'alignements de bancs, dont certains seraient en granit et d'autres semi-amovibles, pour permettre l'organisation d'événements au parterre inférieur ouest.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 15 septembre 2016, le comité a émis un avis favorable pour le projet de réaménagement autour du portail d'entrée Roddick.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'impact de la proposition serait bénéfique à la perception du campus de l'Université McGill.

Considérant que : Les éléments de mobilier et de pavage ont été autorisés ailleurs sur le campus dans le cadre d'autres demandes de permis.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité souhaiteraient que le traitement des caniveaux et des grilles de puisard soit raffiné, afin d'assurer une meilleure intégration face au caractère historique du lieu.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001493560
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE**
Endroit :	630, rue Saint-Paul Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise un immeuble construit en 1907, qui a été rehaussé de 3 étages et agrandi vers l'arrière en 2018. Le demandeur propose, une enseigne de nom d'immeuble, déjà installée, faisant face à la rue de Longueuil, qui serait fixée à une hauteur d'environ 25 m, ainsi qu'une enseigne au sol indiquant les noms des locataires. L'enseigne au sol est également en place sur le mur de l'entrée latérale du bâtiment. Il s'agit d'un module d'acrylique pouvant accueillir un certain nombre de petites plaques. Les 2 enseignes proposées font preuve de discrétion.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Bien que les 2 enseignes proposées aient été installées sans permis, le résultat demeure discret et acceptable.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001503515
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	4089, avenue Highland
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise une résidence faisant partie d'un ensemble de 15 unités situé sur l'avenue Highland, et qui ont été construites vers 1900, au moment où elles étaient vendues comme des maisons de campagne situées au grand air, loin de l'agitation et de la pollution de la grande ville. Le demandeur propose un réaménagement complet des espaces extérieurs en cour avant et latérale, qui ferait passer les surfaces minérales pavées de 8% à 15% de l'aire totale de ces cours. Le pavé de béton actuel serait remplacé par des pavés de pierre calcaire et l'allée principale aurait 1,5 m au lieu de 1 m. Les arbres existants seraient conservés, et 7 nouveaux arbres de petite stature seraient plantés. Un nouveau sentier de criblure de pierre irait vers la cour arrière, et les plates-bandes avant seraient remplacées par de nouveaux espaces plantés de massifs de graminées, d'anémones, de buis et d'hydrangées.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Quoique la proposition diminue le pourcentage de végétalisation des cours avant et latérale, l'augmentation est minime et permettra un meilleur accès à la résidence.
Considérant que :	La proposition s'insère de façon discrète à l'environnement bâti.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001417213
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	439, rue St-François-Xavier
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise, un bâtiment qui a été construit en 1886 pour le juge Berthelot selon les dessins de l'architecte Victor Roy, ayant fait son apprentissage avec John Ostell sur la résidence Ravenscrag. Il a été rehaussé de 2 étages en 1905, selon les dessins de l'architecte J.O. Turgeon. Le demandeur propose de rehausser d'un étage le bâtiment sur l'ensemble de la toiture. La façade du nouveau volume serait en retrait de 2 m du parapet existant, et en abaissant le niveau du plancher au plus bas de l'entretoit existant, celui de la toiture serait plus bas encore que le niveau de la construction hors toit existante. Un retrait est également observé à l'arrière, qui donne dans la cour du domaine des Sulpiciens, afin de minimiser l'ombrage sur cet espace. La rue Saint-François-Xavier est assez étroite et encaissée, mais le rehaussement sera quand même visible par la rue Saint-Sacrement qui bute de façon perpendiculaire sur le bâtiment à l'étude. Pour pallier à cette situation, le demandeur a abaissé le haut des fenêtres du dernier étage, pour qu'elles ne soient pas visibles de loin. Le revêtement de façade sera en panneaux Panfab à fini zinc pré-patiné, ce qui devrait lui accorder un vieillissement harmonieux.
Élément particulier :	Ces travaux ont déjà été autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal.
Remarque importante :	À la séance du 11 octobre 2018, le comité a émis un avis favorable sous conditions à la réalisation du projet dans le cadre d'une autorisation réglementaire, soit de soumettre l'émission du permis à la procédure du Titre VIII, de n'autoriser aucun équipement mécanique, antenne ou autres éléments sur le toit de l'ajout et de choisir des matériaux de recouvrement assurant une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La proposition s'insère de façon discrète à l'environnement bâti.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001534374
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION**
Endroit :	2541, rue de Rouen
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise la construction d'un immeuble où s'élevaient jusqu'en 2016, trois bâtiments vernaculaires érigés au début du siècle dernier, qui ont été détruits par un incendie en 2014. Sur la rue de Rouen, il s'agit d'un îlot assez court – 8 lots de 22½ pieds –, dont le sort est en transition, car plus de la moitié du front bâti y serait reconstruit en 2019, en reprenant le volume déjà autorisé pour le 2525 Rouen. Le demandeur propose un bâtiment de 3 étages sur demi sous-sol avec construction hors toit, abritant 10 logements, dont la façade serait revêtue de brique noire aux sous-sols et rez-de-chaussée, composant ainsi un socle unifiant les 2 niveaux. La partie supérieure serait recouverte de brique d'argile rouge recouverte d'un glacis blanc, laissant légèrement transparaitre la couleur de la masse ; la fenestration est traitée de façon verticale par groupements de 2 étages. La façade Frontenac est divisée en 4 sections marquant le parcellaire ancien, et la façade de Rouen est percée, à son extrémité ouest, d'une entrée piétonnière menant à la cour qui distribue à l'extérieur les circulations accédant aux logements des étages.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 13 décembre 2018, le comité a émis un avis favorable sous conditions à la réalisation du projet, soit de reconfigurer les logements du sous-sol/rez-de-chaussée pour qu'on y accède depuis la rue et de présenter à nouveau la proposition au comité consultatif d'urbanisme, avec des documents illustrant, en couleurs, comment s'insère le bâtiment dans le contexte des rues de Rouen et Frontenac. Les ajustements demandés ont été apportés, ce qui augmente la pertinence du projet. À la séance du 15 mars 2018, le comité a émis un avis favorable pour la construction d'un bâtiment sur les 2 lots contigus du côté ouest de la rue de Rouen.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Vu la largeur du bâtiment proposé sur la rue Frontenac, il est préférable d'accéder aux unités du rez-de-chaussée par l'avant.

Considérant que : Les documents déposés sont d'une grande qualité graphique et font la démonstration des particularités du contexte existant/en construction.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001501044
4.6.22

Objet : **DEMANDE DE PERMIS D'AGRANDISSEMENT**

Endroit : 2316, rue Montgomery

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise une résidence unifamiliale d'une hauteur d'un étage de type shoebox construite en 1920 et qui était dotée à l'origine d'un revêtement de brique d'argile. La maçonnerie d'origine est toujours en place à l'arrière du revêtement d'aluminium actuel, quoiqu'elle soit peinte et probablement en mauvais état, et le demandeur l'a découverte pour se conformer à la recommandation du Comité.

Le demandeur propose de conserver le volume du bâtiment actuel et de le rehausser d'un étage additionnel situé en recul de 0,3 m, au lieu des 1,5 m de la première version, malgré que l'intérêt architectural de l'existant soit évalué comme étant faible. Il envisage de reconstruire le revêtement de brique du rez-de-chaussée selon une réinterprétation sobre et contemporaine, en conservant les proportions et les couronnements des ouvertures, mais en relocalisant une des fenêtres.

Le revêtement de l'étage serait en profilés d'acier plats blancs, et le demandeur a introduit un cadre en aluminium de même couleur et séparé les fenêtres blanches pour complexifier un peu la composition de la façade de l'agrandissement ; le blanc est choisi à ce niveau pour contraster avec le revêtement rouge et les ouvertures noires du rez-de-chaussée. Le couronnement du mur de briques du rez-de-chaussée serait simplement fait de 2 briques en soldat superposées, au lieu de s'inspirer du détail des linteaux de fenêtres. Le demandeur préfère que la façade du rez-de-chaussée soit symétrique, plutôt que de conserver la position actuelle de la fenêtre Nord.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 14 mars 2019, le comité a émis un avis favorable sous conditions à la réalisation du projet, dont de dégarnir le revêtement d'aluminium en façade pour documenter l'apparence d'origine et s'en inspirer, réduire le retrait du 2^{e} étage proposé par rapport à la façade du rez-de-chaussée, de bonifier la composition de la façade au niveau supérieur et de présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du Comité.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 36, 99 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La proposition réinterprète l'élévation du volume original sans reproduire le modèle d'origine.

Considérant que : La proposition s'inspire partiellement des détails de maçonnerie originaux sans en tirer tout le parti.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **S'inspirer de l'appareillage des linteaux de fenêtres pour le couronnement de la façade, en y insérant une demi-brique en projection un rang sur deux ;**
- **Insérer des allèges en pierre artificielle au bas des fenêtres du rez-de-chaussée ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001478131
4.6.23

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

Endroit : 1640, avenue Selkirk

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser l'ajout d'un 3e étage partiel sur le bâtiment ainsi que 2 terrasses au toit. Il s'agit d'une résidence unifamiliale construite en 1929.

Bien que l'exhaussement proposé s'apparente à une construction hors-toit, il s'agit d'un étage au sens du *Règlement d'urbanisme 01-282,* car il représente 57% de l'étage situé directement en dessous. Il est autorisé de plein droit puisque le voisin situé directement à l'ouest comporte un 3e étage implanté en recul et autorisé en 1957.

Le recul proposé de la nouvelle construction est de 4,22 m par rapport à la façade avant, ce qui correspond à un recul de 1 :1,5. La façade s'aligne avec celle voisine et une volumétrie simple avec un toit plat est proposée. Le mur latéral Ouest est en brique ainsi que 2 courtes sections aux limites est et ouest de la façade avant. La partie centrale est occupée par du vitrage pleine hauteur avec des cadres en aluminium anodisé naturel réparti en 6 baies égales. Un fascia en acier prépeint complète la façade.

Le garde-corps de la terrasse avant est en recul de 1,2 m par rapport à la façade. Il est composé de verre et est interrompu par 2 bacs de plantation en acier qui dissimulent des sorties de ventilation. Celui de la terrasse arrière est également en verre et il est fixé derrière le parapet de brique.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 21.6, 99, 103, 104, 105 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Son impact sur l'architecture du bâtiment est faible, bien que l'exhaussement sera visible de la voie publique.

Considérant que : Le recul et le traitement du garde-corps de la terrasse avant ne minimise pas son impact sur le cadre bâti existant. Il devrait être discret, uniforme et ne pas comporter de sortie de ventilation sur sa face avant.

Considérant que : La localisation du garde-corps de la terrasse arrière ne causera pas de préjudice aux voisins arrière vu la configuration des bâtiments.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour la terrasse au toit situé du côté de l'avenue Selkirk :**
  - **augmenter le recul du garde-corps afin qu'il ne soit pas plus visible que la ligne de toit de la nouvelle construction depuis le trottoir opposé ;**
  - **proposer un garde-corps opaque au traitement uniforme pour la terrasse avant ;**
  - **éviter toute sortie de ventilation ou équipement mécanique du côté de la voie publique ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001509478
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	525, avenue Viger Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'une terrasse sur le toit du basilaire de l'immeuble ainsi que l'ajout de 2 portes dans le mur rideau du 5e étage afin d'y accéder. Cette terrasse se trouve du côté de la rue de la Gauchetière Ouest. La terrasse sera cachée par le parapet de l'immeuble, mais un garde-corps en verre dépassera de 0,41 m et aura un recul d'environ 0,3 m par rapport à la façade. Les portes proposées, en aluminium anodisé naturel comme le mur-rideau existant, ne seront pas visibles de la voie publique.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'Édifice de la Unity Building.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.20 du *Réglement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Il serait difficile d'aménager une terrasse au toit en respectant les reculs prévus au règlement.
Considérant que :	La rue de la Gauchetière est étroite et que le niveau de la terrasse proposée est élevé, le garde-corps en verre sera très peu visible.
Considérant que :	L'impact de l'intervention proposée sur le bâtiment est très faible et que cette dernière ne nuira pas à la mise en valeur du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001536054
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1268-1288, rue Saint-Antoine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la modification de 2 maisons de ville dans le projet de la Tour des Canadiens 3. Cette modification est requise suite au déplacement de la voie d'accès au projet à la demande du ministère des Transports du Québec (MTQ), puisque la voie était en partie située sur un terrain lui appartenant. Le débarcadère hors rue du projet, autorisé dans le projet particulier, est aussi légèrement modifié. La maison de ville située au coin de la rue de la Montagne et de la rue Torrance reprend la forme trapézoïdale du lot. La maison à l'Est est implantée en recul afin d'accommoder le débarcadère. Le sous-sol, très dégagé sur la rue Torrance, abrite un local à vélos avec un accès direct à l'extérieur. Ces maisons, dont la volumétrie est singulière, sont recouvertes de pierre calcaire avec des accents de granit noir, comme les autres maisons de la rue de la Montagne. Elles sont toutes deux dégagées du socle du bâtiment, la maison du coin étant en projection et l'autre en recul. Finalement, l'entrée commune liée au débarcadère hors rue est localisée juste à l'est des 2 maisons de ville modifiées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	CA17 240346 – 14 juin 2017 – Adopter une résolution modifiant l'autorisation d'aménager un complexe immobilier mixte sur un emplacement situé au sud de la rue Saint-Antoine, entre les rues de la Montagne et Jean-D'Estrées, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet Cadillac Fairview).
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La modification proposée est conforme au projet particulier adopté.
Considérant que :	Les maisons proposées s'intègrent au projet global par leur matérialité.
Considérant que :	Les entrées se trouvant au niveau du sous-sol sur la rue Torrance devraient être mieux soulignées et refléter l'échelle globale du projet de la Tour des Canadiens 3.

Considérant que : Le socle du bâtiment est très apparent sur la rue de la Montagne et au coin de la rue Torrance et un couvert végétal plus important devrait le dissimuler.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des entrées plus soignées et monumentales pour les accès communs localisés sur la rue Torrance au niveau du sous-sol ;**
- **Bonifier le couvert végétal sur la rue de la Montagne et au coin de la rue Torrance afin de mieux dissimuler le socle du bâtiment en proposant, par exemple, des bacs de plantations à niveaux multiples tels que dans la version précédente du projet ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001415759
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1458, rue Crescent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser une enseigne sur auvent déjà installée. L'enseigne, installée sur la face avant d'un auvent noir, a une dimension de 1,5 m par 0,9 m. On y retrouve l'inscription « DRAGON & DAME PUB URBAIN » en lettrage blanc par-dessus un dessin d'un dragon de couleur rouge.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne installée sur l'auvent s'intègre à ce dernier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001458390
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE**
Endroit :	900, boulevard de Maisonneuve Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne faisant office de nom d'occupant d'immeuble sur la tour Manuvie. L'enseigne en saillie, sera localisée à la limite Sud de la façade Metcalfe, sur le basilaire de l'immeuble et en bordure de l'entrée véhiculaire donnant accès au stationnement souterrain. On retrouvera sur l'enseigne grise, l'inscription «Maison Manuvie» en lettrage noir rétroéclairé ainsi que la lettre «P» en lettrage noir sur fond blanc rétroéclairé. Elle sera située à 3,52 m du sol et aura des dimensions de 3,61 m par 0,81 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 11 octobre 2018, le comité a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet à la condition de proposer un enseigne en saillie de taille fortement réduite s'adressant aux piétons ainsi qu'aux automobilistes à proximité de l'entrée véhiculaire de la tour.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Bien que l'enseigne en saillie proposée ait été réduite, elle demeure encore trop grosse et ne répond pas aux critères énoncés à l'article 519 du *Règlement d'urbanisme*, soit : • L'enseigne doit s'intégrer harmonieusement à l'architecture du bâtiment [...] et contribuer à leur mise en valeur ; • L'enseigne doit s'intégrer harmonieusement au caractère et à l'ambiance de la rue ou du secteur ; • Les dimensions et le nombre des enseignes doivent correspondre au minimum nécessaire pour identifier l'immeuble.
Considérant que :	L'enseigne en saillie annonçant la Maison Manuvie n'est pas à l'échelle du piéton et qu'elle est beaucoup plus grande que le minimum nécessaire à sa lecture.
Considérant que :	C'est l'enseigne « P » annonçant le stationnement intérieur qui doit s'adresser aux automobilistes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Diminuer de 30 % la taille de la portion « Maison Manuvie » de l'enseigne proposée en :**
  - **Modifiant le concept du boitier d'enseigne ;**
  - **Proposant une enseigne en saillie et une enseigne à plat ou 2 enseignes en saillie (une pour le nom d'immeuble et l'autre pour le « P ») ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Cherubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001475317
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2336-2340, rue Fullum
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise le remplacement des portes et fenêtres sur la façade de l'immeuble de 3 étages construit en 1929. Les 4 portes en acier proposées comportent un vitrage d'une hauteur 1,65 m et n'ont pas de caisson au bas. Un vitrail composé de sections de verre givré est également proposé pour chacune des portes. Les 3 fenêtres proposées reprennent la forme et l'apparence d'origine (1/3 fixe en haut et 2 battants en bas) et ne font donc pas l'objet d'une présentation au comité en vertu de l'article 104 du *Règlement d'urbanisme*.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 96, 99, 103, 104, 105 et 127.7 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes proposées ne reprennent pas l'apparence de celles d'origine, qui comportaient un caisson au bas.
Considérant que :	La surface vitrée des portes proposées n'est pas transparente telle que requis par l'article 96 du *Règlement d'urbanisme*.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des portes comportant un caisson au bas et un vitrage clair d'une hauteur variant entre 1,1 m et 1,27 m ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001517535
4.8.1

Objet :	**AVIS PRÉLIMINAIRE POUR DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	404, rue McGill
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à évaluer la possibilité d'autoriser l'ajout d'une unité de stationnement supplémentaire aux 9 unités existantes au sous-sol du bâtiment afin de régulariser un espace de stationnement utilisé depuis plusieurs années, mais n'apparaissant pas sur le cadastre de l'immeuble. Le bâtiment, construit en 1860 a été transformé en copropriété avant la rénovation cadastrale de 1998. Aucune transformation majeure du bâtiment n'a été enregistrée à l'arrondissement depuis les dernières décennies. Le bâtiment est situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité). Il fait partie du site patrimonial déclaré de Montréal et s'inscrit dans l'unité de paysage Vieux-Montréal. Il abrite actuellement : 9 unités de stationnements au sous-sol, des bureaux au rez-de-chaussée bureaux et 18 unités résidentielles aux étages 2 à 6.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le bâtiment ayant été construit vers 1860 alors que les normes de stationnement sont entrées en vigueur seulement depuis 1955, des droits acquis sont reconnus pour les 9 unités de stationnement existantes puisqu'au moment de leur aménagement, aucune norme n'était prescrite ;
Considérant que :	Les dérogations occasionnées par la proposition ne sont pas de nature mineure et pourraient occasionner des problématiques relatives à la sécurité des utilisateurs ainsi qu'au bon fonctionnement du stationnement souterrain.
Considérant que :	L'aménagement d'une unité de stationnement supplémentaire pourrait porter atteinte à la jouissance par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété puisque l'espace de circulation et de manœuvre s'avèrerait réduit.
Considérant que :	L'ajout d'une case viendrait réduire de 30 % la largeur minimale de la voie de circulation requise.

Considérant que : La très grande majorité (89 %) des unités existantes sont de petites dimensions alors que les besoins réels nécessitent généralement des unités de dimension standard comme c'est le cas dans le bâtiment visé.

Considérant que : Bien que l'espace visé par la demande ait été utilisé comme unité de stationnement depuis les années 2000 et qu'il y a eu plusieurs propriétaires différents qui se sont succédé, aucun des propriétaires n'a à ce jour obtenu de dérogation à la Ville de Montréal pour déroger aux paramètres réglementaires.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001509214
4.8.2

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

Endroit : 2358, rue Logan

Responsables : Thomas Fontaine

Description : La demande vise la démolition du 2358, rue Logan et la construction d'un bâtiment de 3 étages et une construction hors-toit abritant un total de 4 unités résidentielles (trois logements de deux chambres et un logement de trois chambres).

Le bâtiment existant est d'un gabarit typique des bâtiments ouvriers modestes du quartier Sainte-Marie et sa construction est estimée à 1885, selon les documents fournis par le demandeur. Il est implanté à la limite avant du lot et présente un décor résultant probablement d'un remodelage dans la première moitié du XX^{e} siècle.

Le bâtiment a fait l'objet d'une expertise d'ingénierie et d'architecture, qui documente la dégradation de la structure existante. Les murs de fondation en moellons sont particulièrement mal en point, ont atteint la limite de leur vie utile et doivent être remplacés selon l'ingénieur. La structure de bois hors-sol est déformée et est atteinte de moisissures.

Les unités du projet de remplacement présentent une organisation spatiale variée et sont accessibles par une entrée commune directement sur la rue Logan. Les deux premiers niveaux ouvrent sur la cour arrière alors que le 3^{e} niveau avec mezzanine profite de deux terrasses privées au toit.

La portion gauche de la façade avant est revêtue de brique d'argile Belden Blend #09 en format modulaire, alors que la portion droite au-dessus des portes d'accès est recouverte d'un parement métallique de couleur gris anthracite.

Aucun espace de stationnement n'est prévu, alors qu'une cour végétalisée est prévue à l'arrière du lot.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : La démolition et le projet de remplacement doivent être autorisés par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) lors d'une séance dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles.

Considérant que : Le bâtiment démoli ne présente pas des caractéristiques lui induisant une valeur architecturale notable. Les expertises déposées par les professionnels en ingénierie et en architecture documentent la vétusté du bâtiment existant.

Considérant que : Le projet de remplacement présente une matérialité et un gabarit qui permettent généralement une intégration adéquate au contexte de la rue Logan.

Considérant que : La richesse de la spatialité des unités résidentielles est certainement une plus-value du projet relativement au bâtiment existant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir la configuration des logements afin d'éviter le logement situé complètement au sous-sol, une combinaison des logements du sous-sol avec celui du rez-de-chaussée afin de créer des logements sur deux étages pour famille pourrait être considérée ;**
- **Présenter à une séance subséquente du comité consultatif d'urbanisme la version révisée du projet pour un avis préliminaire, avant de présenter au comité de démolition ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001476803, 3001476802 et 3001476807
4.8.3

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

Endroit : 170 à 188, boulevard René-Lévesque Est

Responsable : Thomas Fontaine et Catherine Beaulieu

Description : Une demande vise la démolition des trois bâtiments portant les adresses civiques 170 et 188, boulevard René-Lévesque Est, de même que le 1119, rue De Bullion et la construction d'un bâtiment de 20 étages (secteur de surhauteur) abritant un total de 233 unités résidentielles, 3 espaces commerciaux et 88 unités de stationnement intérieures.

Le site est présentement occupé par trois bâtiments distincts. Le front bâti du boulevard René-Lévesque est constitué de deux bâtiments d'une facture architecturale moderne du milieu du XX^{e} siècle. D'abord, le 170-180, boulevard René-Lévesque Est est un bâtiment de 4 étages occupant l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue De Bullion. Il fut construit en 1956 suite à l'élargissement du boulevard et abrite des espaces commerciaux. Le 188-198, boulevard René-Lévesque est pour sa part un bâtiment de trois étages occupant l'intersection de la rue Hôtel-de-Ville. Il fut construit en 1953, également suite à l'élargissement du boulevard et abrite depuis des locaux commerciaux.

Le troisième bâtiment est situé au 1119-1123, rue De Bullion. Haut de trois étages et mitoyen de son voisin au Sud, il fut construit vers 1865 selon l'étude déposée par les demandeurs. Il serait vacant depuis septembre 2017, mais aurait abrité des usages résidentiels depuis sa construction à l'époque victorienne.

Des études d'ingénierie (Sylvain Parr et associés, novembre et décembre 2018) ont été déposées pour les trois bâtiments. Les deux bâtiments sur René-Lévesque comportent des structures de béton et sont tous deux dans un état convenable et fonctionnel. Le rapport mentionne par contre que ces structures ne pourraient supporter les étages supplémentaires prévus au projet. Le bâtiment sur De Bullion, d'une structure de bois, présente selon l'ingénieur une structure acceptable. Le principal enjeu semble être que le bâtiment est négligé (il n'est par exemple désormais plus chauffé) et que le cycle de dégradation est enclenché.

Le projet de remplacement est une tour de 20 étages d'une hauteur totale de 65 mètres, d'un usage mixte résidentiel et commercial. La proposition architecturale illustre un basilaire de trois étages en forme de « L » occupant le front de l'îlot sur le boulevard René-Lévesque et celui de la rue De Bullion, occupant complètement les emplacements occupés

présentement par les bâtiments dont la démolition est à l'étude. La tour présente une géométrie tronquée suivant la diagonale du boulevard René-Lévesque à cet endroit précis.

Alors que le basilaire présente une composition plutôt régulière, celle de la tour présente quant à elle une composition dynamique induite par un décalage vertical des ouvertures. Les 19e et 20e étages présentent un fini vitré contrastant.

Les matériaux proposés sont des panneaux de béton préfabriqués de couleur gris pâle avec des insertions de panneaux métalliques gris foncé. Le 4e étage à la base de la tour est revêtu de panneau métallique de couleur cuivrée.

L'emplacement actuel du 1119, rue De Bullion supporte une descente vers le stationnement intérieur de 88 cases de stationnement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : La démolition et le projet de remplacement doivent être autorisés par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) lors d'une séance dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles.

Considérant que : Les deux bâtiments sur le boulevard René-Lévesque sont généralement dans un bon état structural, présente une certaine intégrité architecturale de leur apparence d'origine et ne contribuent pas négativement à la qualité de vie du voisinage.

Considérant que : La recommandation de procéder à leur démolition repose donc davantage sur la qualité du projet de remplacement, qui présente un certain potentiel d'intérêt architectural et améliore l'encadrement du boulevard René-Lévesque, à l'échelle urbaine.

Considérant que : Le projet de remplacement présente également un gabarit qui permet une intégration adéquate à son contexte et qui est opportun considérant le caractère prestigieux de cette artère d'importance.

Considérant que : Le bâtiment du 1119, rue De Bullion, présente une valeur d'ancienneté et de rareté, étant l'un des derniers témoins de ce style architectural dans le secteur immédiat.

Considérant que : Malgré sa vétusté relative, le 1119, rue De Bullion présente une lisibilité de son gabarit ancien et des composantes de sa composition.

Considérant que : Son gabarit réduit est d'ailleurs adéquat à cet emplacement, exprimant sa position au cœur de l'îlot qui a un caractère davantage résidentiel.

Considérant que : La démolition du 1119, rue De Bullion afin de laisser place à la descente de stationnement souterrain semble un usage peu opportun et contribue faiblement à la qualité de vie du voisinage.

Considérant que : Le futur projet de remplacement serait d'ailleurs réalisable, en incorporant par exemple le bâtiment ancien.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de la démolition du 1119, rue De Bullion, mais émet, à l'unanimité, un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE pour la démolition des bâtiments du 170 à 188, boulevard René-Lévesque Est, aux conditions suivantes :

- **Présenter le projet de remplacement à une séance subséquente pour un avis préliminaire avant de présenter au CEDD, selon les orientations suivantes :**
  - **Revoir la proposition afin d'intégrer dans son entièreté le bâtiment situé au 1119, rue De Bullion en prévoyant de restaurer ses composantes d'origines ;**
  - **Rehausser de façon générale l'intérêt architectural de la proposition du basilaire considérant le caractère prestigieux du boulevard René-Lévesque, en prévoyant par exemple, un revêtement de pierre naturelle ;**
  - **Affiner le traitement du couronnement proposé ;**
  - **Prévoir une meilleure intégration volumétrique des balcons de la façade nord et des loggias.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaiteraient que le programme inclue des logements sociaux et abordables ainsi que pour des familles.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001432945 et 3001433019
4.8.4

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

Endroit : 2361, place Dufresne et 2042, rue Dufresne

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise la démolition d'un bâtiment résidentiel isolé de 2 étages comportant 8 logements. Le bâtiment, situé sur la place Dufresne, est bordé à l'ouest par un passage piéton aménagé et à l'est par la rue Dufresne et l'usine JTI Macdonald. On retrouve 6 portes sur la rue donnant accès aux logements.

Le bâtiment a été évacué en mai 2018 suite au dépôt d'un rapport d'un ingénieur en structure mandaté par le propriétaire du bâtiment. Ce dernier recommandait une évacuation immédiate du bâtiment et recommandait sa démolition. Suite à cette évacuation, l'arrondissement a mandaté un ingénieur en structure afin qu'il réalise une contre-expertise. Ce dernier a lui aussi conclu que le bâtiment ne pouvait pas être réhabilité.

Le projet de remplacement accompagnant la demande de démolition prévoit la construction d'un immeuble de 3 étages surmontés d'une construction hors-toit abritant 26 logements (18 3½ ,6 4½ et 1 5½) et 26 stationnements à vélo intérieurs. Le taux d'implantation proposé est de 84%, soit le maximum autorisé. Un espace gazonné est prévu à la limite nord du terrain. On y trouve également une cour anglaise permettant d'éclairer les logements situés au sous-sol. Une entrée commune pour les logements est prévue sur la rue Dufresne et 4 logements ont un accès direct sur la place Dufresne.

Vingt-quatre logements sont répartis sur les 3 niveaux principaux et 2 sont en sous-sol. Le rez-de-chaussée est de plain-pied, tel que les immeubles voisins. Des loggias sont prévues pour tous les logements des 2^{e} et 3^{e} étages, mais elles n'ont pas de profondeur et leurs ouvertures sont réalisées à l'aide de porte-patio.

Les façades sont recouvertes majoritairement de brique d'argile de teinte rougeâtre et de teinte brunâtre, avec des bandeaux verticaux en alternance. Les façades latérales reprennent les mêmes matériaux et la construction hors-toit est recouverte d'un clin horizontal gris. Cette dernière sera peu visible des voies publiques adjacentes et aucune terrasse au toit n'est prévue.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 14 février 2019, le comité a émis un avis préliminaire défavorable à la réalisation du projet.

La démolition et le projet de remplacement doivent être autorisés par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) lors d'une séance dont la date reste à déterminer, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Deux rapports produits par des ingénieurs en structure recommandent la démolition du bâtiment.

Considérant que : La proposition s'est améliorée depuis la précédente proposition au comité, mais qu'un travail supplémentaire est nécessaire en terme de gabarit et d'aménagement des cours.

Considérant que : Le bâtiment proposé, par sa volumétrie et son implantation imposantes, ne cadre pas adéquatement au cadre bâti environnant.

Considérant que : Les jeux de briques proposés manquent de profondeur afin de mieux briser la masse du bâtiment proposé.

Considérant que : Les 2 types de briques proposés devraient reprendre les teintes dans les tons de rouge des bâtiments ouvriers voisins afin de maintenir le caractère du secteur.

Considérant que : Le bâtiment prévoit plusieurs entrées, permettant ainsi d'atteindre le même niveau d'animation sur la rue que le bâtiment démoli. Les entrées devraient cependant revêtir un caractère plus individuel.

Considérant que : Les portes-patio proposées sur les façades sur rue reprennent un langage de façade arrière plutôt que de façade avant.

Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Limiter l'implantation du bâtiment à 70% du terrain ;**
- **Éliminer la construction hors-toit de la proposition ;**
- **Éliminer entièrement les logements en sous-sol ;**
- **Éliminer la cour anglaise et prévoir un aménagement paysager de qualité pour cette cour ;**
- **Revoir le concept des juliettes des 2e et 3e étages en remplaçant les portes-patio par un autre type d'ouverture et en donnant une profondeur aux juliettes en acier ;**
- **Proposer un aménagement paysager dans les cours avant ;**
- **Proposer des briques d'argiles dans les tons de rouge s'agençant avec celles de bâtiments ouvriers du secteur ;**
- **Augmenter la profondeur des jeux de brique entre les sections verticales ;**
- **Proposer des portes individuelles et séparées sur la place Dufresne ;**
- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001525256
4.9.1

Objet : **AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ**

Endroit : 99999, rue Île Sainte-Hélène

Responsable : Thomas Fontaine pour Étienne Longtin

Description : La demande vise à autoriser la réfection du pont d'étagement de l'Île Sainte-Hélène dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène. L'immeuble visé est constitué du lot 3 986 721 du cadastre du Québec, comprenant une partie du parc Jean-Drapeau sur l'Île Sainte-Hélène. Le pont d'étagement de l'Île Sainte-Hélène est un ouvrage de génie construit à compter de 1964 par la Compagnie Canadienne de l'Exposition Universelle de 1967 pour l'Exposition universelle et internationale de 1967, « Expo 67 ». Il est constitué d'un total de 36 piliers répartis sur trois rangées pour relier le pont de la Concorde au pont des Îles et abritait à l'origine une station de l'Expo-Express sur le tablier, desservant la place des Nations et le lac des Cygnes. Une rampe d'accès vers le chemin Macdonald pour l'accès à l'Île Sainte-Hélène est située au sud-est géographique et comprend 5 piliers supplémentaires.

La demande vise à autoriser la réalisation de divers travaux de réfection du pont d'étagement de l'île Sainte-Hélène, notamment :

- l'enrobage de l'ensemble des piliers trapézoïdaux de béton d'origine, malgré l'état de certains piliers ne nécessitant pas cette intervention complète, afin de maintenir l'uniformité visuelle ;
- la suppression d'une rainure en « Y » présente sur les piliers d'extrémités nord et sud géographiques, servant à encastrer le système de drainage du tablier du pont, remplacé par un concept différent en 1995 ;
- l'enrobage de la culée est, la joignant au pont des Îles, avec reproduction des rainures sur les coins, ces culées ayant des détails similaires sur l'ensemble des ponts de la Concorde, d'étagement et des Îles.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La proposition définitive, intervenant de manière identique sur l'ensemble des piliers du pont d'étagement et reprenant les caractéristiques d'origine de ses divers éléments en réponse à l'intervention préliminaire de l'arrondissement, met en valeur le concept d'origine et a peu d'impacts visuels par rapport à la situation existante.

Considérant qu' : Au contraire, celle-ci, une intervention exemplaire en matière de gestion d'ouvrages de génie municipaux, est susceptible de bonifier l'unité de l'ensemble et de rehausser l'attrait de ce secteur bordant des éléments importants du site patrimonial cité, à savoir la place des Nations et le lac des Cygnes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Préconiser, lors de la réalisation de ces travaux, un choix de teinte ou de couleur de béton similaire à celle existante.**

Par ailleurs, les membres du comité sont préoccupés quant aux impacts potentiels de la gestion du chantier et de l'entreposage des matériaux, sur les activités de l'Île Sainte-Hélène. Ils sont d'avis que la place des Nations ne devrait pas être utilisée pour cet usage puisque cela contribuerait à la dégradation du site.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Antonin Labossière, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4360, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☒ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 11 Avril 19

Antonin Labossière

Signature du membre

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ

Je soussigné(e), Ophélie Synnott, affirme solennellement que je m'engage à respecter les règles de régie interne dont le comité consultatif d'urbanisme (CCU) s'est doté, notamment les dispositions concernant la confidentialité à l'égard de toutes données, toutes informations ou tous renseignements portés à ma connaissance ainsi que la teneur des discussions de la séance du 11 avril 2019 de ce comité.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé,

NOM DE LA PERSONNE

DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT devant moi à Montréal, ce 11e jour de avril 2019.

Me Domenico Zambito (252227-6)
Secrétaire d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192701038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 avril 2016

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 avril 2016.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-30 14:36

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 avril 2016

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 24 avril 2016

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-30

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

24 avril 2019
17 h 30

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Madame Sophie Mauzerolle, présidente d'assemblée et conseillère de la Ville

Monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement;

Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement;

Maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus le 13 avril 2019 dans le journal *Le Devoir*.

Elle déclare l'assemblée ouverte à 17 h 32.

2 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) 1, circuit Gilles-Villeneuve – PPCMOI - pp 403 (dossier 1197199003)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 9 avril 2019, le premier projet de résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, et ce, en dérogation notamment à l'article 296 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, aux usages commerciaux complémentaires autorisés dans un secteur de catégorie E.3(2).

La présidente d'assemblée indique que monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

b) 987, rue de la Commune Ouest – PPCMOI - pp 402 (dossier 1197400001)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 9 avril 2019, le premier projet de résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, et ce, en dérogation notamment aux articles 44, 227 et 228 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatifs, entre autres, à la densité et aux usages autorisés au rez-de-chaussée dans un secteur de catégorie M.7.

La présidente d'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *à la possibilité de ne pas autoriser la construction d'un garage satellite municipal dans le futur projet;*
- *aux nuisances que pourraient occasionner les allers-retours des camions qui utilisent le garage satellite municipal;*
- *au fait que le futur projet risque d'occasionner un effet de corridor en raison de l'étroitesse des rues dans le quartier;*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, la présidente de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, la présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 17 h 51.

2019/04/25

Me Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

30-04-2019

Mme Sophie Mauzerolle — date
Présidente d'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192701037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-30 15:26

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-30

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 9 avril 2019 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la Culture, des Sports, des Loisirs et du Développement social
M. Sylvain Villeneuve, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
Mme Martine Dubuc, commandant du poste 12 du Service de police
M. Simon Durocher, inspecteur du poste 22 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 28, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

Aucune demande

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

3455-3457, avenue du Musée (40.12) : 1 intervenant
1318, rue Sainte-Catherine Est (40.22) : aucune intervention

CA19 240132

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 9 avril 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Madame Karyna Enriquez
- Propreté de la rue
- Diffusion des corvées

Madame Atousa Saadati
- Projet de loi 21

Madame Suzie Quirion
- Parcelle de terrain parc Joyeux-Vikings

Madame Maryse Chapdelaine
- Réserve foncière terrain MacKay/Sainte-Catherine

- -

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 18 h 51. 4 personnes sur les 5 personnes inscrites ont été entendues.

10.06 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question.

CA19 240133

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240134

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 mars 2019

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 mars 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1192701030

CA19 240135

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1192701029

CA19 240136

Prendre acte de la réponse du secrétaire d'arrondissement sur l'irrecevabilité d'un projet de pétition présenté en vertu de l'annexe B du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) concernant la circulation à deux voies sur la rue Mayor

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte de la réponse du secrétaire d'arrondissement sur l'irrecevabilité d'un projet de pétition présenté en vertu de l'annexe B du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) concernant la circulation à deux voies sur la rue Mayor.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1192701035

CA19 240137

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 27 mars 2019

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 27 mars 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1192701031

CA19 240138

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240139

Autoriser une dépense supplémentaire de 34 690,22 $ au contrat accorder à Lukyluc auto inc. et à Remorquage Centre-Ville pour la location de quatre remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2018-2019, majorant ainsi la valeur cumulée du contrat à 609 936,79 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240453 adoptée à sa séance du 11 septembre 2018, autorisé une prolongation d'une année au contrat avec Remorquage Centre-Ville, au prix unitaire de 140,72 $/ h, pour 1 remorqueuse au prix total de 64 717,13 $ et autorisé une prolongation d'une année au contrat avec Lukyluc auto inc., au prix unitaire de 135,49 $/h, pour 3 remorqueuses au prix total de 186 935,55 $ et autorisé une dépense maximale de 251 652,68 $ (appel d'offres public 17-16202 – 5 soumissionnaires);

Attendu le nombre record de précipitations ainsi que la proportion de neige chargée durant les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense supplémentaire de 34 690,22 $ au contrat accorder à Lukyluc auto inc. et à Remorquage Centre-Ville pour la location de quatre remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2018-2019, majorant ainsi la valeur cumulée du contrat à 609 936,79 $.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1175382003

CA19 240140

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud pour la tenue d'un marché saisonnier et la réalisation d'activités de développement de compétences alimentaires et accorder une contribution totale de 28 400 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud pour la tenue d'un marché saisonnier et la réalisation d'activités de développement de compétences alimentaires;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 28 400 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1195179003

CA19 240141

Accorder un contrat de 627 763,50 $ à Excavation R. Lécuyer & Fils et un contrat de 684 262,22 $ à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), pour la location de deux pelles hydrauliques avec opérateurs, fardier, entretien et accessoires, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2019-2020 et 2020-2021 et autoriser une dépense maximale de 1 312 025,72 $ (appel d'offres public 19-17323 - 5 soumissionnaires)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 1 312 025,72 $, pour la location de deux pelles hydrauliques avec opérateur, fardier, entretien et accessoires, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2019-2020 et 2020-2021 (appel d'offres public 19-17323 - 5 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Excavation R. Lécuyer & fils pour le lot 1, au montant total de 627 763,50 $, taxes incluses, (prix unitaire de 105 $/h, plus taxes) conformément au cahier des charges;

D'accorder, à cette fin, un contrat à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) pour le lot 2, au montant total de 684 262,22 $, taxes incluses, (prix unitaire de 114,45 $/h, plus taxes), conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1195382007

CA19 240142

Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2019, dans le cadre du « Plan d'action 2019 de la Politique de l'enfant de Montréal » et accorder des contributions totalisant 56 290 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec différents organismes dans le cadre du « Plan d'action 2019 de la Politique de l'enfant de Montréal »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 24 000 $ au Centre récréatif Poupart
- 12 500 $ au CPE du Carrefour;
- 13 136 $ à Innovation Jeunes;
- 6 654 $ au Y des femmes de Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 56 290 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1193405002

CA19 240143

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Action-Réinsertion (Sac à dos) et accorder un contrat de gré à gré de 98 036 $, taxes incluses, le cas échéant, pour la réalisation du programme « Propreté 2019 dans le Faubourg Saint-Laurent et l'arrondissement de Ville-Marie » et autoriser une dépense maximale de 98 036 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 98 036 $, le cas échéant, pour la réalisation du programme « Propreté 2019 dans le Faubourg Saint-Laurent et l'arrondissement de Ville-Marie »;

D'approuver la convention de services, se terminant le 31 décembre 2019, avec Action-Réinsertion (Sac à dos);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Action-Réinsertion (Sac à dos) de 98 036 $, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1195382005

CA19 240144

Autoriser l'augmentation de la dépense maximale de 133 497,47 $ à 153 522,09 $, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à la firme AXOR Experts Conseils inc. pour la conception des plans et devis du projet de l'avenue Goulet

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240396 adoptée à sa séance du 4 juillet 2018, modifié la convention avec Axor Experts conseils inc. afin d'augmenter la valeur du contrat de services professionnels de 7 920 $ et ainsi majorer le contrat de 124 391,45 $ à 133 497,47 $ pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de l'avenue Goulet entre les rues Ontario et Cartier (appel d'offres public VMP-17-035 - 3 soumissionnaires);

Attendu la prise en charge des frais en lien avec les modifications aux plans et devis ainsi que la surveillance supplémentaire qui sera nécessaire suite à l'ajout de la réhabilitation de la conduite d'aqueduc qui n'était pas prévue au mandat initial :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser l'augmentation de la dépense maximale de 133 497,47 $ à 153 522,09 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à AXOR Experts Conseils inc. pour la conception des plans et devis du projet de l'avenue Goulet;

D'autoriser, à cette fin, un budget prévisionnel de contingence de 20 024,62 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1176140004

CA19 240145

Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2020, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver les conventions avec différents organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 30 000 $ au Carrefour de ressources en interculturel (CRIC);
- 25 000 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 30 000 $ au Centre de soir Denise-Massé;
- 30 000 $ au Comité logement Ville-Marie;
- 15 611 $ à Coup d'Pousse Montréal;
- 15 000 $ à Direction chrétienne (Innovation jeunes);
- 8 000 $ à Les Valoristes coopérative de solidarité;
- 20 000 $ à Les YMCA du Québec (Y Centre-Ville et Guy-Favreau);
- 20 000 $ à la Relance Jeunes et Familles;
- 10 000 $ à Rencontres-Cuisines (Carrefour alimentaire);
- 19 000 $ à Sentier Urbain;
- 3 000 $ à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM);

D'imputer cette dépense totale de 225 611 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1193405003

CA19 240146

Accorder un contrat de 50 018,55 $ à Imprimeries Transcontinental inc. pour l'impression, la préparation postale et la livraison du bulletin d'été 2019 de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 55 018,55 $ (appel d'offres sur invitation VMI-19-002 – 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 55 018,55 $ pour l'impression du bulletin été 2019 de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres sur invitation VMI-19-002 - 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Imprimeries Transcontinental inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 50 018,55 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingence de 5 000$;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1192840001

CA19 240147

Accorder un contrat de 1 291 222,71 $ à Urbex construction inc., pour une période de 17 mois, pour services d'arrosage d'arbres, saillies, jardinières suspendues, paniers au sol et terre-plein ainsi que l'entretien de carrés d'arbres pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 291 222,71 $ (appel d'offres public 19-17516 - 5 soumissionnaires)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense de 1 291 222,71 $ pour services d'arrosage d'arbres, saillies, jardinières suspendues, paniers au sol et terre-plein ainsi que l'entretien de carrés d'arbres pour l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19-17516 - 5 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Urbex construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 1 291 222,71 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1196071001

CA19 240148

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019 avec Spectre de rue - TAPAJ, accorder un contrat de gré à gré de 126 840 $, taxes incluses, le cas échéant, pour la coordination et la mise en oeuvre du « Plan de propreté et d'embellissement 2019 » et autoriser une dépense maximale de 126 840 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 126 840 $ pour la coordination et la mise en oeuvre du « Plan de propreté et d'embellissement 2019 »;

D'approuver la convention de services, se terminant le 31 décembre 2019, avec Spectre de rue - TAPAJ;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Spectre de rue - TAPAJ au montant de 126 840 $, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1195382003

CA19 240149

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.20.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240150

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019 avec Groupe Information Travail inc. (GIT), accorder un contrat de gré à gré de 70 348 $, taxes incluses, le cas échéant, pour la coordination et la mise en oeuvre du plan de propreté 2019 dans le village Shaughnessy et le quartier Peter-McGill et autoriser une dépense maximale de 70 348 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 70 348 $ pour la coordination et la mise en oeuvre du plan propreté 2019 dans le village Shaughnessy et le quartier Peter-McGill;

D'approuver la convention de services, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Groupe Information Travail inc (GIT);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe Information Travail inc (GIT) de 70 348 $, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1195382004

CA19 240151

Accorder un contrat de 114 170,18 $, à Entretien Futura inc., pour les années 2019 à 2021, pour le lavage des fenêtres de 11 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 114 170,18 $ (appel d'offres public 19-17505 - 1 soumissionnaire)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 114 170,18 $ pour le lavage des fenêtres de 11 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2019-2020-2021 (appel d'offres public 19-17505 - 1 soumissionnaire);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Entretien Futura inc. au montant de 114 170,18 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1194206002

CA19 240152

Accorder un contrat de 1 690 132,50 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Sainte-Marie et autoriser une dépense maximale de 2 056 395,75 $ (appel d'offres public VMP-19-004 - 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 2 056 395,75 $ pour l'aménagement du parc Sainte-Marie (appel d'offres public VMP-19-004 - 3 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Salvex inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 1 690 132,50 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 169 013,25 $ et un budget prévisionnel d'incidences de 197 250 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1196164001

CA19 240153

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour son service de « Préposés à l'accueil » et accorder, à même le budget de fonctionnement, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 », une contribution de 80 000 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour son service de « Préposés à l'accueil » pour l'année 2019 dans le cade du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020, volet 3 »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 80 000$;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1190318005

CA19 240154

Approuver les conventions avec quatre organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2019-2020 » et accorder une contribution totale de 442 215,52 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver les conventions avec divers organismes oeuvrant en itinérance dans le cadre du « Programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal » et du « fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2019-2020 »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 106 726,00 $ à l'Accueil Bonneau inc.;
- 21 525,52 $ à Action-Réinsertion (Sac à dos);
- 115 966,00 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal;
- 197 998,00 $ à la Société de développement social;

D'imputer cette dépense totale de 442 215,52$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1195179002

CA19 240155

Approuver les conventions avec La Pépinière | Espaces collectifs et l'Orchestre métropolitain dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver les conventions avec La Pépinière | Espaces collectifs et l'Orchestre métropolitain dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019 »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 35 000 $ à La Pépinière | Espaces collectifs;
- 10 000 $ à l'Orchestre métropolitain;

D'imputer cette dépense totale de 45 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1195125006

CA19 240156

Autoriser une affectation de surplus, approuver les conventions avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, la Société de développement Destination Centre-ville, Art souterrain et la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 » et accorder une contribution totale de 478 000 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec divers organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 315 000 $ à la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation des neuf projets compris dans son plan d'action 2019;
- 100 000 $ à la Société de développement commercial Destination Centre-ville pour la réalisation de la promotion commerciale « La Sainte-Catherine célèbre les Arts 2019 » et pour la réalisation de son projet « Service valet-centre-ville »;
- 28 000 $ à Art souterrain pour la réalisation de l'édition 2019 de « Vitrine sur l'Art »;
- 35 000 $ à la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC) pour la réalisation de l'événement « MTL en Arts »*;*

D'affecter un montant de 478 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de ces dépenses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17 1190318006

CA19 240157

Modifier la résolution CA18 240261 et approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique dans le cadre de la réalisation de son « Plan d'action 2018 » afin d'approuver le report du versement du paiement final du projet Expérience visiteur au 31 décembre 2019

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240261 adoptée à sa séance du 4 juillet 2018, approuvé la convention la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de son plan d'action 2018, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé;

Attendu le report du projet Expérience visiteur au mois de juin 2019 :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier la résolution CA18 240261 et approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal- Quartier historique dans le cadre de la réalisation de son « Plan d'action 2018 » afin d'approuver le report du versement du paiement final du projet Expérience visiteur au 31 décembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1180318011

CA19 240158

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial Quartier latin, afin de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel des Sociétés de développement commercial

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes, permettant aux SDC de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire :

- 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village;
- 35 000 $ à la Société de développement commercial Quartier latin;

D'imputer cette dépense totale de 70 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel

Adoptée à l'unanimité.

20.19 1190318001

CA19 240159

Approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec La Virée des ateliers, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 », pour son évènement « La Virée des ateliers 2019 » qui se tiendra du 2 au 5 mai 2019 et accorder une contribution de 35 000 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec La Virée des Ateliers, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020, volet 3 », pour l'événement « La Virée des Ateliers 2019 »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.20 1190318008

CA19 240160

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 19 400 $

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 1 000 $ au Comité Ha Ja Ca;
- 3 000 $ à Le Pas de la Rue;
- 1 000 $ au Spectre de rue inc.;
- 3 000 $ à la Chambre de commerce LGBT du Québec;
- 1 800 $ à Innovation Jeunes;
- 3 000 $ à la Fondation Émergence inc.;
- 600 $ à La Table Inter-action du quartier Peter-McGill;
- 3 000 $ au Conseil québécois LGBT;
- 3 000 $ au Centre de soir Denise-Massé inc;

D'imputer cette dépense totale de 19 400 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.21 1190619004

CA19 240161

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.07.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240162

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil de la ville, de prendre en charge la délivrance des permis d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil de la ville, de prendre en charge la délivrance des permis d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1192701034

CA19 240163

Autoriser un remboursement de 426 717,66 $, taxes incluses, à la Société québécoise des infrastructures (SQI) des frais perçus relatifs à l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre du projet de transformation et d'agrandissement de l'édifice Wilder situé au 1433-1451, rue De Bleury

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser un remboursement de 426 717,66 $, taxes incluses, à la Société québécoise des infrastructures (SQI) des frais perçus relatifs à l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre du projet de transformation et d'agrandissement de l'édifice Wilder situé au 1433-1451, rue De Bleury.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1192701027

CA19 240164

Approuver la convention avec Les 7 Doigts de la main et accorder une contribution de 161 054,77 $ afin de compenser la moitié du coût des frais de permis d'occupation temporaire du domaine public à l'occasion des travaux effectués sur le bâtiment situé au 2109-2111, boulevard Saint-Laurent

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la convention avec Les 7 doigts de la main pour compenser la moitié du coût des frais de permis d'occupation temporaire du domaine public à l'occasion des travaux effectués sur le bâtiment situé au 2109-2111, boulevard Saint-Laurent;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 161 054,77 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1190858001

CA19 240165

Approuver une entente concernant les travaux requis sur le domaine public par laquelle Gare Viger Sud inc. rembourse à la Ville de Montréal le coût réel des travaux pour le réaménagement de l'accès par la rue Berri, l'enlèvement d'un luminaire, l'enlèvement de bordure de béton, la reconstruction de trottoirs, l'élargissement de l'entrée charretière existante et autres travaux connexes

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver une entente concernant les travaux requis sur le domaine public par laquelle Gare Viger Sud inc. rembourse à la Ville de Montréal le coût réel des travaux pour le réaménagement de l'accès par la rue Berri, l'enlèvement d'un luminaire, l'enlèvement de bordure de béton, la reconstruction de trottoirs, l'élargissement de l'entrée charretière existante et autres travaux connexes.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1192701024

CA19 240166

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1195382001

CA19 240167

Autoriser une dépense de 500 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au souper Spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense de 500 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au souper Spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.06 1195125007

CA19 240168

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2019

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2019.

Adoptée à l'unanimité.

30.07 1192701032

CA19 240169

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.08.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240170

Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, sur le lot 1 340 258 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de transformer le bâtiment par la démolition d'un poste de ventilation naturelle du métro, situé en bordure du boulevard De Maisonneuve, et son agrandissement par la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill, comprenant notamment un ascenseur, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2019.

2) De fixer un délai de 60 mois pour l'émission d'un permis de transformation relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
pp 396
1197199001

CA19 240171

Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un usage résidentiel dans les locaux du 2^{e} et 3^{e} étages du bâtiment, adjacents au mur mitoyen avec le 2077-2087, rue Sainte-Catherine Ouest, et donc

adjacents à un studio de production, et ce, en dérogation à l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) Soumettre, lors de la demande de permis, des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
pp 399
1187400014

CA19 240172

Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

1) D'accorder, pour l'immeuble sis au 1181, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 229 (usage « restaurant » au 3e étage), 377.1 (empiètement sur le domaine public d'un battant de porte) et 392 (terrasse de restaurant sur un toit) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de réaliser les transformations et de procéder à l'occupation de l'immeuble conformément aux plans numérotés A102 à A105 et A107 à A109, réalisés par Atelier-S et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 29 janvier 2019;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) Les plans d'aménagement de la terrasse au niveau du sol en cour avant ainsi que la proposition de remise à l'état d'origine de la fenêtre en façade avant doivent être soumis à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

3) De fixer un délai de 12 mois pour effectuer les travaux de transformation prévus dans les plans estampillés par l'arrondissement le 29 janvier 2019, à défaut de quoi, la présente autorisation sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.03
pp 400
1187400011

CA19 240173

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le Règlement CA-24-282.117 intitulé Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
CA-24-282.117
1197303002

CA19 240174

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C 4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240117;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C 4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée» lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240117;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le Règlement CA-24-298 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
CA-24-298
1190858003

CA19 240175

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1) et le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240119;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240119;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

Adopter le Règlement CA-24-299 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton

Adoptée à l'unanimité.

40.06
CA-24-299
1190858002

CA19 240176

Adopter un règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135) - Adoption

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135) » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240118;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135) » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240118;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le Règlement CA-24-300 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135) ».

Adoptée à l'unanimité.

40.07
CA-24-300
1197199002

CA19 240177

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240130;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019 par sa résolution CA19 240130;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le règlement CA-24-301 intitulé Règlement modifiant Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

40.08
CA-24-301
1190318002

CA19 240178

Adopter le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse suppléante Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de Règlement concernant le droit de visite et d'inspection, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.09
CA-24-302
1192701026

CA19 240179

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse suppléante Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.10
CA-24-303
1192701028

CA19 240180

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11 à 40.20.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240181

Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 296 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'autoriser, en plus des usages complémentaires déjà autorisés, les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour l'occupation des bâtiments suivants :
      i) le pavillon du Canada (salle « La Toundra »);
      ii) le pavillon de la Jamaïque;
      iii) la tour de Lévis;
      iv) les paddocks de l'île Notre-Dame.

Adoptée à l'unanimité.

40.11
pp 403
1197199003

CA19 240182

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « musée » pour une partie du bâtiment projeté au 3455-3457, avenue du Musée (lot 1 340 872)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

1) D'autoriser, en vertu la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « musée » pour une partie du bâtiment projeté au 3455-3457, avenue du Musée (lot 1 340 872), et ce, conformément au paragraphe 2° de l'article 153;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

   a) l'usage autorisé sur l'ensemble du bâtiment à l'exception du 3e étage.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1194869003

CA19 240183

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 3e partie, B)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 3e partie, B);

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 595 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 220 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiés à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 546 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 137 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 143 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

Adoptée à l'unanimité.

40.13 1197195016

CA19 240184

Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un garage de voirie satellite de l'arrondissement dont l'entrée et une partie des locaux seront situés sur la rue Nazareth, et de calculer la densité sur l'ensemble du terrain actuel malgré des subdivisions futures potentielles, et ce, en dérogation aux articles 44, 227 et 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.14
pp 402
1197400001

CA19 240185

Désigner, comme étant une place publique, la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue Président-Kennedy, du 6 mai au 13 janvier 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De désigner la rue Victoria, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Président-Kennedy comme étant une place publique, du 6 mai 2019 à 8 h au 13 janvier 2020 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Victoria et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., c. P-1, articles 1,3, 8 et 11.1), l'ordonnance P-1, o. 545 permettant de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, dans les aires de repos du 20 mai 2019 au 5 janvier 2020, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 237 permettant la fermeture de rue sur les sites et selon les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 142 permettant l'installation d'éléments décoratifs et autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Victoria;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085), l'ordonnance CA-24-085, o. 138 permettant à ses partenaires et fournisseurs de vendre des produits dérivés et de services en lien avec le bien-être ou les activités du musée.

Adoptée à l'unanimité.

40.15 1198305003

CA19 240186

Désigner, comme étant une place publique, la place d'Youville entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est ainsi que la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 27 mai au 3 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'un café-terrasse et édicter les ordonnances

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De désigner comme étant une place publique la portion de la place D'Youville Est entre la rue Saint-François-Xavier et la place Royale Est ainsi que la place Royale Ouest entre la rue de la Capitale et de la place D'Youville, du 24 mai à 8 heures au 3 septembre 2019 à 7 heures, dans le cadre du projet de piétonnisation de la place D'Youville Est et autoriser l'occupation temporaire du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., c. P-1, articles 1.3, 8 et 11.1) l'ordonnance P-1,o. 543 permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur le café-terrasse qui peut être installé sur la place D'Youville, du 24 mai au 3 septembre 2019, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 235 permettant la fermeture de rue. La circulation de tout véhicule routier y est interdite du vendredi 24 mai, 8 h au mardi 3 septembre à 7 h;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o.140 autorisant de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la place D'Youville;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3,o. 594 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.16 1198305001

CA19 240187

Approuver le calendrier des événements 2019 de la cuisine de rue et édicter les ordonnances nécessaires à sa réalisation, sur les sites identifiés pour la période du 15 avril au 31 mai 2019

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver le calendrier des événements 2019 de cuisine de rue;

D'édicter, en vertu du règlement sur la paix et l'ordre public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 547, autorisant la tenue des activités de cuisine de rue sur le domaine public en fonction du calendrier apparaissant au sommaire décisionnel;

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, paragraphe 8 de l'article 3), l'ordonnance C-4.1, o. 240, déterminant la fermeture à la circulation des rues Ottawa, entre les deux voies de la rue Robert-Bourassa (entrée Bonaventure) et Gauvin entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine Ouest aux journées et aux heures déterminées dans le sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

40.17 1190318007

CA19 240188

Recommander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier l'annexe A du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), afin d'autoriser les permis de stationnement pour véhicules en libre-service, détenteurs de vignettes 403, de se stationner dans les zones de stationnements sur rue réservés aux détenteurs de vignettes 405 existantes de l'arrondissement de Ville Marie

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De recommander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier l'annexe A du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), afin d'autoriser les permis de stationnement pour véhicules en libre-service, détenteurs de vignettes 403, de se stationner dans les zones de stationnements sur rue réservés aux détenteurs de vignettes 405 existantes de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

40.18 1195914005

CA19 240189

Désigner, comme étant une place publique, l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke Ouest et la place Ontario, du 20 mai au 28 octobre 2019, autoriser l'occupation du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De désigner une partie de l'avenue du Musée, entre la rue Sherbrooke et la place Ontario, comme étant une place publique, du 20 mai à 8 h au 28 octobre 2019 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonisation de l'avenue du Musée et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public, permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., c. P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance P-1, o. 544 permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les aires de restauration devant les bâtiments adjacents à la partie piétonnisée et jusqu'à la limite du domaine privé, du 28 mai au 27 octobre 2019 entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 236 permettant d'effectuer la fermeture de rue sur les sites et selon les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 141 autorisant de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de l'avenue du Musée.

Adoptée à l'unanimité.

40.19 1198305002

CA19 240190

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 3e partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 3e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 596 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 548 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 144 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 238 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.20 1195907001

CA19 240191

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.21 et 40.22.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240192

Autoriser, en vertu du règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11), l'occupation du domaine public, la fermeture de certaines rues et édicter les ordonnances nécessaires afin de permettre aux associations de commerçants et aux sociétés de développement commercial (SDC) de réaliser le calendrier 2019 des promotions commerciales

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser, en vertu du Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11), l'occupation du domaine public, la fermeture des rues afin de permettre aux associations de commerçants et aux sociétés de développement commercial (SDC) de réaliser le calendrier 2019 des promotions commerciales et édicter les ordonnances selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 239, autorisant la fermeture des rues pour la tenue des promotions commerciales selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance 01-282, o. 221, autorisant l'affichage événementiel, promotionnel et publicitaire lors de ces événements et promotions commerciales selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 597, autorisant la diffusion amplifiée de musique d'ambiance lors des promotions commerciales et événements promotionnels selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.21 1190318004

CA19 240193

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « habitation » aux 2e et 3e étages d'un bâtiment situé au 1318, rue Sainte-Catherine Est

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « habitation » aux 2e et 3e étages d'un bâtiment situé au 1318, rue Sainte-Catherine Est, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 247 et à la condition suivante :

- prévoir des mesures acoustiques adéquates pour assurer la qualité de vie dans ces logements situés en bordure d'une voie hautement achalandée.

Adoptée à l'unanimité.

40.22 1190607003

CA19 240194

Approuver la nomination de monsieur Jean-Luc L'Archevêque au poste de Directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 10 avril 2019

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la nomination de monsieur Jean-Luc L'Archevêque au poste de Directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 10 avril 2019.

Adoptée à l'unanimité.

50.01 1196376001

CA19 240195

Modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2019 afin de modifier l'endroit du conseil d'arrondissement du 7 mai, soit 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2019 afin de modifier l'endroit du conseil d'arrondissement du 7 mai, soit 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée;

Les séances ordinaires à venir seront donc tenues aux dates et endroits suivants :

Date	Heure	Lieu	Adresse
7 mai	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
5 juin	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
3 juillet	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
10 septembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 octobre	18 h 30	Maison de la culture Frontenac	2550, rue Ontario Est
12 novembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
10 décembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée

Adoptée à l'unanimité.

70.01 1192701033

Levée de la séance

La mairesse suppléante indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 7 mai 2019 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 19 h 07.

70.02

_____

Valérie Plante
Mairesse

Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA19 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 7 mai 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1194951003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par 4 organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

Il est proposé :

1. D'approuver les catégories de reconnaissance des quatre (4) organismes à but non lucratif suivants de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023.

Voici la catégorisation octroyée pour les 4 demandes de reconnaissance reçues:

Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal	A
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	A
Le groupe communautaire l'Itinéraire	B
Missions Exeko	B

Ces catégories ont été attribuées conformément aux résultats obtenus lors de l'analyse des demandes avec la grille d'évaluation produite à cet effet.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-25 14:05

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194951003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par 4 organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2018, l'arrondissement de Ville-Marie s'est doté d'une Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif. Cette Politique a été définie en tenant compte de la mission, de la vision et des principes directeurs de l'arrondissement de Ville-Marie.
La Politique de reconnaissance est un cadre de référence qui permet d'harmoniser, sur des bases équitables, les relations entre l'arrondissement et les organismes du milieu. Elle vise également à instaurer un processus formel de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif qui œuvrent sur le territoire de l'arrondissement afin de répondre adéquatement aux besoins des citoyens en matière d'offre de service dans les domaines d'intervention de la culture, du sport, du loisir et du développement social.

Les organismes suivants ont déposé une demande de reconnaissance auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement.

Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal
Le groupe communautaire l'Itinéraire
Missions Exeko

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240089 Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

DESCRIPTION

La Politique prévoit trois catégories : A, B ou C. Pour chacune de ces catégories, un panier de services est déterminé. L'OBNL sera informé par l'arrondissement du panier de services auquel il pourrait avoir droit à la suite de l'analyse de sa demande. L'obtention de la catégorie est déterminée en fonction du niveau de responsabilité de l'arrondissement par

rapport à l'offre de services de l'OBNL aux citoyens; de l'importance du lien unissant l'OBNL et l'arrondissement ainsi que de l'apport de l'OBNL à l'offre de services aux citoyens. La grille d'analyse permet de classifier les organismes en trois grandes catégories:

Catégorie A

Il s'agit d'un OBNL dont la mission est en lien direct avec les responsabilités de l'arrondissement et qui contribue, par son apport spécifique, aux différentes phases de l'offre de services. Cette contribution comprend, entre autres, un partage de l'analyse des besoins, un plan d'action concerté, la réalisation des activités et leur financement, l'utilisation effective des services par les personnes réputées en avoir besoin et l'évaluation conjointe avec l'arrondissement des services rendus.

Catégorie B

Il s'agit d'un OBNL qui intervient dans le milieu et selon sa propre initiative. Il définit par lui-même son plan d'action et ses activités. Il entretient des relations plus ou moins régulières avec l'arrondissement. L'impact de son offre de services auprès de la population est important; sa contribution est donc complémentaire aux responsabilités de l'arrondissement.

Catégorie C

Il s'agit d'un OBNL qui collabore occasionnellement avec l'arrondissement à la réalisation d'un projet, d'un événement ou d'une activité. Il offre des activités ou des services qui contribuent au mieux-être des citoyens et au développement de la vie communautaire, mais a très peu ou pas d'interaction directe ou régulière avec l'arrondissement. De plus, cette catégorie inclut les OBNL régionaux qui ont une reconnaissance pour laquelle l'arrondissement est lié, c'est-à-dire : les OBNL détenant le statut « organisme PANAM reconnu » décerné par le comité exécutif de la Ville et les OBNL ou associations sportives qui sont soutenus par le Programme de soutien aux associations sportives régionales de la Ville de Montréal.

Voici la catégorisation octroyée pour les 4 demandes de reconnaissance reçues:

Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal	A
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	A
Le groupe communautaire l'Itinéraire	B
Missions Exeko	B

Ces catégories ont été attribuées conformément aux résultats obtenus lors de l'analyse des demandes avec la grille d'évaluation.

JUSTIFICATION

La Politique de reconnaissance permet, selon des paramètres clairement établis, de soutenir les organismes dans la réalisation de leur mission en mettant à leur disposition un ensemble de ressources. Son application permet également une optimisation des ressources afin d'assurer aux citoyens une offre de service accessible, diversifiée, complémentaire et de qualité.
Les organismes dont il est question au présent sommaire respectent les conditions d'admissibilité et sont conformes aux critères de reconnaissance contenus dans la Politique. Lors de la demande de reconnaissance, les organismes se sont engagés par résolution à adhérer au processus de reddition de comptes et à respecter les exigences liées à sa reconnaissance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette reconnaissance, les organismes ne pourront être autorisés à utiliser les installations, les équipements et déposer une demande de financement auprès de l'arrondissement dans les différents programmes de soutien. Pour les organismes, l'application de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif permet de bénéficier d'un meilleur accompagnement dans leur mission et dans leurs projets de développement. De plus, les organismes bénéficient de soutien professionnel, promotionnel, financier, événementiel, physique et matériel, ce qui favorise le développement d'une offre de service de qualité sur le territoire de l'arrondissement de Ville -Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En mai 2019 :

1. Confirmation de la catégorie de reconnaissance;
2. Précision sur la nature du soutien offert;
3. Description des modalités d'attribution du soutien;
4. Identification de la personne répondante de l'arrondissement pour l'OBNL

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Pour
Maryse Bouchard
Directeur(trice) - cult., sp., lois. dev.soc
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-04-24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1196091002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 9 600 $

D'approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019;

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution financière de 9 600 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 16:50

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196091002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 9 600 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis février 2012, le Regroupement des éco-quartiers (REQ) est responsable de la gestion de la Patrouille verte. Chaque année le REQ fait appel à la Ville de Montréal, certains arrondissements et villes liées pour financer une partie des opérations de la Patrouille verte.

En 2018, cette patrouille constituée de 56 étudiants âgés de 17 à 30 ans est allée à la rencontre des citoyens de 15 arrondissements et 4 villes liés. L'objectif de la Patrouille verte est de sensibiliser les citoyens montréalais aux enjeux de développement durable. Les patrouilleurs ont notamment comme mandat de promouvoir et protéger la forêt urbaine, fournir des informations sur la gestion des matières résiduelles, d'encourager une consommation responsable de l'eau potable et de favoriser la gestion *in situ* des eaux pluviales.

Les patrouilleurs participent aux événements locaux, sont présents dans les institutions et les organisations locales, font du porte-à-porte pour rejoindre les Montréalais à leur domicile et, de concert avec un grand nombre d'organismes à but non lucratif, organisent des activités tout au long de la saison estivale. Encadrés par les éco-quartiers, les patrouilleurs sont de fiers ambassadeurs du développement durable dans l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240096 - 13 mars 2018 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $;
CA17 240088 - 14 mars 2017 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $;
CA16 240111 - 15 mars 2016 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2016, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de

sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $;
CA15 240135 - 14 avril 2015 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2015, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 3 750 $;
CA14 240240 - 7 mai 2014 - Approuver la convention, pour l'année 2014, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 3 750 $;
CA13 240225 - 7 mai 2013 - Approuver la convention, pour l'année 2013, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 3 750 $.

DESCRIPTION

Le REQ effectue une demande de soutien auprès de l'arrondissement de Ville-Marie à hauteur de 1 600 $ par patrouilleur, soit 9 600 $ pour les 6 patrouilleurs requis. Le financement des patrouilleurs provient essentiellement d'une subvention de Service Canada dans le cadre du programme Emplois d'Été Canada 2018, qui défraie le salaire le minimum. La contribution de l'arrondissement permettra de bonifier le salaire à 14 $ de l'heure pour une durée de 9 à 12 semaines. Une contribution financière du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et du Service de l'environnement de la Ville de Montréal vient bonifier la demande du REQ. De plus, pour une quatrième année consécutive, un partenariat entre BIXI Montréal et le REQ a été conclu afin de permettre aux patrouilleurs de se déplacer en BIXI permettant ainsi d'augmenter leur efficience et de réduire leur empreinte écologique.

En 2019, les 6 patrouilleurs consacreront 50 % de leur temps de travail sur les trois thèmes suivants : la promotion et la protection de la forêt urbaine (promotion de la campagne « Un arbre pour mon quartier », lutte contre l'agrile du frêne et plan d'action canopée), la gestion de l'eau (réorientation et déconnexion de gouttières, sensibilisation au règlement sur l'utilisation de l'eau potable et à l'économie d'eau à l'intérieur et à l'extérieur du domicile) et la gestion des matières résiduelles (sensibilisation à la collecte dans les 9 logements et plus, à la collecte des résidus alimentaires et à la collecte des résidus de construction et de démolition et des encombrants). Pour la deuxième moitié du temps de travail, c'est à l'arrondissement de Ville-Marie en collaboration avec ses 3 éco-quartiers d'identifier les mandats de ses patrouilleurs. Ainsi, il a été convenu que les patrouilleurs de l'arrondissement de Ville-Marie tiendraient des kiosques et donneraient des ateliers dans divers contexte et auprès de différentes clientèles (camps de jour, HLM, événements, fêtes estivales, etc.) et sur différentes thématiques telles que les 3 RV, le jardinage écologique, l'agriculture urbaine, l'écologie urbaine, la biodiversité, la gestion de l'eau, etc. Ils participeront également au repérage et aux interventions en lien avec la période de déménagement, les problématiques de propreté, de respect des horaires de collecte, de dépôts sauvages, etc. Finalement, ils seront mis à contribution pour informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens sur la problématique de l'herbe à poux.

Dès leur entrée en fonction, les patrouilleurs sont formés sur les thématiques environnementales et les techniques de sensibilisation citoyenne par le REQ, et ce, avec l'appui des éco-quartiers et de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Les patrouilleurs sont intégrés aux équipes des éco-quartiers de Sainte-Marie, Saint-Jacques et Peter-McGill et contribuent étroitement à la réalisation de leur plan d'action respectif. Advenant le cas où la contribution financière ne serait pas octroyée, les 3 éco-quartiers de Ville-Marie seraient privés des ressources humaines essentielles à l'atteinte de leurs objectifs et à la réalisation de leur plan d'action 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les montants essentiels à l'octroi de la contribution financière de 9 600 $ sont disponibles dans le budget de fonctionnement prévu pour les dossiers de développement durable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Patrouille verte, en plus de sensibiliser les citoyens aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux, suscite leur adhésion aux différentes initiatives de l'arrondissement de Ville-Marie. En ce sens, leur action s’inscrit dans le Plan Montréal durable 2016-2020 et dans les grandes orientations du Plan de développement durable de Ville-Marie 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les 6 patrouilleurs seront en poste dans les 3 éco-quartiers de Ville-Marie pour la saison estivale 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Après vérification, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation, attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
Conseillère en planification développement durable

Tél : 514 868-8725
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-16

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196091002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 9 600 $

Aspect financier_GDD 1196091002.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
Conseillère en planification développement durable

Tél : 514 868-8725
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196091002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la convention avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de Patrouille verte pour la saison estivale 2019 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 9 600 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196091002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-18

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514-868-4567
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



Convention - REQ - Patrouille verte.docANNEXE 1 - Plan d'action 2019 - volet local.pdf





ANNEXE 2_Protocole de visibilité.pdfDemande de financement - REQ.pdf

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1194105003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2019, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix et accorder une contribution de 14 210 $

D'approuver la convention avec la Société des arts technologies, se terminant le 31 décembre 2019, dans le cadre du Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix;
D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 14 210 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-25 13:29

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194105003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2019, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix et accorder une contribution de 14 210 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Société des arts technologiques (S.A.T.) développe une programmation riche et diversifiée à la place de la Paix, en vue d'animer l'espace public et contribuer à promouvoir la cohabitation pacifique entre les résidents, la population transitoire, les personnes à risque, les commerçants, les travailleurs et les touristes. Pour une troisième année, l'arrondissement a reçu une demande de soutien financier de la S.A.T. , pour la réalisation d'activités de skateboard à la place de la Paix. Le présent dossier vise à approuver la convention avec l'organisme et accorder une contribution de 14 210 $ pour la tenue d'activités de skateboard pour l'été 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240632 (1166145031) : Approuver la création du « Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs » et affecter un montant total de 1 000 000 $ des surplus de l'arrondissement au financement de ce fonds pour les années 2017 à 2021
CA18 240341 : Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2018, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix, et accorder une contribution de 14 210 $

DESCRIPTION

En 2018, suite au financement octroyé par l'arrondissement, 1 589 personnes ont participé aux huit événements de "skatejam" qui ont eu lieu avant la projection de film. Le dynamisme qu'apportent les événements de skateboard, a permis de remarquer que le public des films arrive davantage tôt aux projections.
En 2019, les événements hebdomadaires de skateboard auront lieu tous les mardis de 18 h jusqu'au début de la projection à 21 h entre le 25 juin et le 3 septembre. Un DJ, différent chaque semaine, assure l'ambiance musicale et des hotdogs sont proposés aux jeunes et aux curieux qui se déplacent pour l'occasion.
Pour l'organisation de ce volet de la programmation, la SAT travaille en collaboration avec l'Association de skateboard de Montréal (ASM) dont le mandat est d'encourager le skateboard et la mise en place d'espaces dédiés à la pratique.
Par la signature de cette convention, l'arrondissement accorde une contribution financière à

l'organisme de 14 210 $ pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix.

JUSTIFICATION

On remarque que les effets bénéfiques du projet de skateboard à la place de la Paix et l'organisation d'événements officiels vont bien au-delà de l'amélioration de la situation dans le parc. Cette programmation d'activités sportives permet de contribuer à l'amélioration du sentiment d'appartenance et de sécurité dans le quartier tout en favorisant le dialogue et en suscitant l'interaction communautaire, de contrer l'isolement social et contribuer à améliorer lune meilleure cohabitation. Le projet de légalisation du skateboard à la place de la Paix est devenu une référence par son caractère inusité et ses résultats exceptionnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 14 210 $ sera versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution soutiendra la mise en oeuvre d'un projet structurant contribuant à l'amélioration de la qualité de vie et de la cohabitation dans l'espace public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le soutien financier ainsi que la collaboration de l'arrondissement seront indiqués dans les différents outils de communication de l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention
Versement de la contribution financière
Rapport des activités par l'organisme

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-04-23
Linda GOULET Agente de développement		Josée POIRIER Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514872-0831	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-1769 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194105003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2019, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix et accorder une contribution de 14 210 $



Aspect financier : Aspect financier_GDD 1194105003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514872-0831
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194105003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2019, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix et accorder une contribution de 14 210 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194105003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Convention : .. SAT_Convention_2019.doc

Annexe 1 : SAT_Projet_2019.pdf SkateJam 2019.pdf

N° de dossier : 1194105003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	S.A.T. Société des arts technologiques	121974

Financement : Autre

Précision: Fonds de soutien financier pour les organismes en sports et loisirs

306125-07189-61900-016491-002581

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		14 210,00 $						**14 210,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juin	2019		30	novembre	2019

Formulaire complété par : Linda Goulet

Prénom, nom

Date et heure système : 23 avril 2019 14:29:57

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **S.A.T SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1201, boulevard Saint-Laurent, agissant et représentée par Mariana Chucri, directrice gestion des opérations, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : 139 479 745
No d'inscription TVQ : 101 723 5130

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'être un centre transdisciplinaire de création, de recherche, de production, de formation et de diffusion voué au développement et à la diffusion de la culture numérique.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme un formulaire de demande de soutien financier dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.5 « **Annexe 4** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui

verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : période du 25 juin au 3 septembre 2019 ;

2.12 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quatorze mille deux cent dix dollars (14 210 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit:

- un premier versement d'un montant maximal de douze mille sept cent quatre-vingt-neuf dollars (12 789 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de mille quatre cent vingt et un dollars (1 421 $), au plus tard le 31 décembre 2019 sur réception du rapport final;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre 2019 de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier

recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés

conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 novembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1201, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec), H2X 2S6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice gestion des opérations. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve est, 17ième étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

S.A.T. Société des arts technologiques

Par : _____
Mariana Chucri, Directrice gestion des opérations.

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2019 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Formulaire de demande de soutien financier
Fond de soutien aux organismes en sports et loisirs

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Place de la Paix	boulevard Saint-Laurent à l'ouest, la rue Saint-Dominique à l'est, la place du Marché au nord et la rue Juliette-Béliveau au sud.	Place de la paix	25 juin 2019	3 septembre 2019	Mardi	De 18h à 21h environ

ANNEXE 3

Ville-Marie Montréal

Objectifs et Modalités d'utilisation

du logo de Ville-Marie

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents collaborateurs

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

- programme final du Projet;
- expliquer brièvement les activités réalisées avec la contribution de la Ville;
- les bénéfices ou les retombées du Projet pour la Ville;
- portrait de la clientèle rejointe;
- les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente, s'il y a lieu;
- si un sondage a été réalisé auprès du public, nous le transmettre le cas échéant;
- une revue de presse;
- les points forts du Projet;
- les difficultés rencontrées;

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER | Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs

Année : 2017

Pour le projet Animation de la place de la Paix

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Société des arts technologiques

N° d'enregistrement : 1140728099 Date d'incorporation : 07/06/1994

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Adrien Flisak Titre : Directeur de production

Adresse de l'organisme

N° civique : 1201 Local : Rue : boulevard Saint-Laurent

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2X 2S6

Téléphone : 514 844 2033 Poste n° 209 Télécopieur :

TPS : 139 479 745 TVQ : 1017235130 # Charité :

Courriel : adrien@sat.qc.ca Site Web : sat.qc.ca

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Fondée en 1996, la Société des arts technologiques [SAT] est une organisation à but non lucratif reconnue internationalement pour son rôle actif et précurseur dans le développement de technologies immersives, de la réalité virtuelle et l'utilisation créative des réseaux à très haut débit. Avec sa triple mission de centre d'artistes, de recherche et de formation en art numérique, la SAT a été créée pour soutenir une nouvelle génération de créateurs/chercheurs à l'ère du numérique. Rencontres d'intelligences, de curiosités, de savoirs et de talents multiples, la Société des arts technologiques est un laboratoire créatif vivant aux expériences éclatées où le tangible côtoie l'improbable.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 1er avril 2019 et le 31 décembre 2019)

Date prévue de début du projet : 1er avril 2019

Date de remise du rapport d'étape (si applicable) : _____

Date prévue de la fin du projet : 30 novembre 2019

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) : 30 décembre 2019

Description du projet

Voir document en annexe pour une description complète du projet.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectifs visés par la contribution de l'arrondissement	Principaux objectifs de l'organisme dans le cadre du projet	Actions pour atteindre les objectifs dans le cadre du projet
Accroître la participation et l'engagement des clientèles prioritaires à la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs.	Augmenter la fierté des jeunes qui pratiquent le skateboard.	Valoriser le skateboard en démontrant au public que ce sport est une activité sportive qui inclut des prouesses physiques et demande de
a) Mise en place ou consolidation d'activités ou d'événements novateurs en matière de sports et de loisirs	Inviter les jeunes à pratiquer leur sport et les inciter à s'enseigner des mouvements complexes.	Créer un événement hebdomadaire dédié au skateboard pour les inciter à se réunir à la place de la Paix.
b) Optimisation de l'utilisation des terrains et des plateaux sportifs.	Inciter les jeunes à faire du skateboarc	Promouvoir les événements de skateb
c) Acquisition ou renouvellement d'équipements sportifs et de loisirs.		

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens

Nombre d'activités	Type d'activtiés/ services	Durée (n/h par session)	Dates prévues	Nombre de participants
10	Skatejam	3 heures par activités	Tous les mardis de 18	Entre 40 et 100 partici

2.3 Impacts du projet

Identifiez les impacts souhaités du projet et la façon de les évaluer

Impacts	Moyen d'évaluation des impacts
Que le skateboard apporte un dynamisme qui améliore la	Au fil des ans, on constate rapidement quand les passant:
Que les jeunes choisissent de venir à la place de la Paix r	Présence des skateboarder tous les jours de la semaine
Amélioration des relations entre les skateboarders et les a	Que les skateboarders respectent les règlements municip
Que les jeunes fasse des skatejam leur événement incont	Un nombre de participants croissant à chaque semaine

2.4 Ressources humaines

Décrivez le profil des ressources humaines qui seront affectées au projet.

Fonctions (animateur, moniteur, autre)	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée
Direction de Production	Suivis auprès des subventionneurs	Gestion de projet
Coordonnatrice de la programmation	Logistique des événements	Bac en expérience appropriée
Coordonnateur des événements de sk	Logisitique des événements de skatet	Reconnu par le milieu du skateboard
Coordonnateur des communications		Bac en communication
Graphiste	Graphisme	Bac en design graphique

Section 3 : Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et décrire leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet.

Partenaires	Implications
Spectre de rue	Jeune en réinsertion qui fait l'entretien du parc lors des év
Association de skateboard de Montréal	Coordonne les activités de skateboard + Promotion
Quartier des spectacles	aide à la promotion de la programmation
Entreprises de skateboard variées	Remise de prix

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné Société des arts technologiques
Nom de l'organisme

☒ Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

☒ Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

MARIANA CHIUCRI, DIRECTRICE GESTION DES Opérations — 26/03/2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le numérisés et envoyés par courriel auprès de la DSLDS à l'adresse courriel suivante dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé	(Sport) 20 256	☐	☒	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	20 256			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution	Contribution de MAP		☐	☐	
		12 036	☒	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	12 036			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		32 292			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la Ville *
Salaires et avantages sociaux Ex.: responsable du projet, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordo skate	232h x 25$/h	6680	6680
	Comm skate	94h x 25$/h	2700	2700
	Technique	40h x 25$/h	1000	1000
	Sécurité + Médic	40h x 25$/h	1000	1000
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		11 380	11 380
	MAXIMUM 20 %			
Frais d'opération Ex. Équipements, etc.	Cachets		1500	1500
	Equipement (inkind		12 036	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'OPÉRATION		13 536	1500
Communication et publicité Ex. Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliants, etc.	Impressions		3000	3000
	Graphisme		1000	1000
	Autres			
	(F) TOTAL COMMUNICATION ET PUBLICITÉ		4000	4000
	MAXIMUM 10 %			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Admin skate		2532	2532
	Admin autres		844	844
	(G) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		3376	3376
(H) BUDGET GLOBAL DU PROJET - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			32 292	20 256

SOCIÉTÉ DES ARTS
TECHNOLOGIQUES [SAT]

1201 BOUL. ST-LAURENT,
MONTRÉAL,QC
H2X 2S6, CANADA
T : 514-844-2033
F : 514-982-6093

SAT.QC.CA

SKATEJAM
7 MARS 2019



LA PLANCHE À ROULETTES À LA PLACE DE LA PAIX

Pendant plusieurs années, l'ambiance était maussade avant la projection des films puisque nous ne parvenions pas à offrir une activité à peu de frais et qui cadrait dans le lieu. Avec le dynamisme qu'apportent les événements de skateboard, on remarque que le public des films apprécie davantage arriver tôt aux projections. Ceci démontre que nous avons réussi à créer une habitude et que la nouvelle dynamique du lieu est appréciée.

Les événements que nous organisons procurent une nouvelle expérience aux visiteurs du quartier qui se réjouissent de voir familles, enfants et amis qui pratiquent l'art de ce sport méconnu. Cette dynamique sereine est ce que nous avons tous rêvé de mettre en place pendant des années, et nous pouvons enfin dire qu'il s'agit maintenant d'une réalité.

L'accès facile au parc permet à tous d'apprécier la dynamique et la culture d'une communauté qui se respecte, s'encourage et s'entraide. Par applaudissement, « high five » et mots encourageants, les skateurs rendent ce lieu chaleureux et attirant. Ce sentiment d'appartenance a grandement aidé à l'essor du succès du skateboard dans le parc.

Les événements hebdomadaires de skateboard ont lieu de 18h jusqu'au début de la projection à 21h. Un DJ différent chaque semaine assure l'ambiance musicale et des hotdogs sont proposés aux jeunes et aux curieux qui se déplacent pour l'occasion.
Pour l'organisation du ce volet de la programmation, la SAT travaille en collaboration avec l'Association de skateboard de Montréal (ASM) depuis 2015 dont le mandat est d'encourager le skateboard et la mise en place d'espaces dédiés à la pratique.
On remarque que les effets bénéfiques du projet de légalisation de skateboard à la place de la Paix et l'organisation d'événements officiels vont bien au-delà de l'amélioration de la situation dans le parc. Ce dernier est devenu une référence par son caractère inusité et ses résultats exceptionnels.

Nous pouvons être fiers de ce projet que nous supportons tous depuis quelques années. Avec notre ouverture d'esprit, nous montrons la voie à une communauté qui apprend tranquillement qu'elle peut agir de façon constructive pour améliorer son environnement au lieu d'avoir l'impression de subir les décisions d'une autorité qu'elle croit inatteignable et nous faisons la preuve que des solutions inclusives peuvent permettre de régler des problèmes de façon innovante.

L'utilisation de la place de la Paix par les skateboarders se déroule de façon harmonieuse depuis la nouvelle règlementation qui leur permet de fréquenter le lieu. La force des événements de skateboard est qu'ils permettent de promouvoir la place de la Paix comme un lieu où le skateboard est accepté au centre-ville de Montréal, ce qui fait en sorte que les jeunes s'y réunissent toute la semaine. La place de la Paix bénéficie donc d'une animation constante sans toutefois gêner les résidents puisque leur présence est permise entre 10 h et 21 h. Ces adeptes de skateboard viennent régulièrement entre amis s'encourager et profiter des lieux ; caméra en main, ils sont toujours prêts à filmer les prouesses des autres skateboarders ! Ce sont autant de vidéos et de photos qui sont diffusées largement et qui font autant la promotion des planchistes que du quartier.
En plus de l'achalandage occasionné dans l'arrondissement et dans ses commerces lors des événements, le projet permet de maintenir et de créer des emplois. Pour mettre sur pied la programmation, la SAT a besoin d'une équipe pour faire la coordination, la communication, la technique, la sécurité et l'entretien. Chaque année, la SAT se fait aussi le devoir d'embaucher du personnel en situation précaire par le biais de l'organisme Spectre de rue. Grâce à cette initiative, certains jeunes démontrant dynamisme et motivation ont déjà été embauchés à la SAT.
Fait à ne pas négliger, pour les festivals de films et les partenaires impliqués, il s'agit d'une occasion pour eux de faire leur promotion en dehors de leur programmation habituelle. Plusieurs de ces festivals se déroulent au cœur de l'arrondissement de Ville-Marie. De plus, les liens créés entre la SAT et les partenaires de projection permettent d'initier de nouvelles collaborations qui ont lieu plus tard dans l'année.

LE CALENDRIER PRÉLIMINAIRE

Les Skate jam et les projections auront lieu tous les mardis, du 25 juin au 3 septembre (excepté le 20 août), pour un total de 10 événements.
Horaire d'une journée :
15 h – Montage
18 h – Skate Jam
21 h – Projection
23 h à minuit – Démontage

ÉVÉNMENT DE SKATEBOARD

Pour rejoindre la communauté de planchistes, la promotion des événements de skateboard demande une stratégie de communication différente de la promotion des événements de Cinéma urbain. Une page web sera créée sur le site de la SAT pour promouvoir l'ensemble de la programmation d'événements.
Bien que les relations de presse se fassent via les médias traditionnels, une attention particulière sera portée vers les médias alternatifs qui s'intéressent grandement au skateboard.
La communauté de skateboarder est fière de sa ville, et la légalisation du skateboard à la place de la Paix n'a fait que renforcer leur sentiment d'appartenance au quartier qu'elle se fait un honneur de promouvoir.

PLAN DE VISIBILITÉ OFFERT À L'ARRONDISSMEENT VILLE MARIE

Comme chaque année, le logo de l'arrondissement de Ville-Marie paraitra sur chacun des éléments de communication présents dans la stratégie de communication et la mention suivante sera indiquée dans les outils de communication:
« Coproduction de la Société des arts technologiques [SAT], du Quartier des spectacles et de l'arrondissement de Ville-Marie. »

LE PROFIL DES CLIENTÈLES VISÉES

Les habitants du quartier et de la ville de Montréal
Les amateurs de skateboard
Les touristes
Les travailleurs du quartier
Les initiés et non-initiés du quartier



LES OUTILS DE PROMOTION ET COMMUNICATION

Bande annonce
Création d'une bande-annonce pour promouvoir la programmation de la place de la Paix. La bande-annonce sera diffusée tant sur le web ainsi qu'au début de chaque projection.

Site web
Une page web pour l'ensemble des événements de projection.
Le nombre de visiteurs uniques sur le site de la SAT est en moyenne de 35 000 par mois en période estivale.

Infolettre
La programmation de l'été sera annoncée par le biais de l'infolettre de la SAT qui rejoint 34 000 membres.

Facebook
La SAT annoncera chacune des projections sur « facebook » (plus de 59 500 membres) et sur twitter (plus de 31 400 membres).

Carton promotionnel
Un carton promotionnel sera créé pour le Cinéma urbain. On prévoit de distribuer 6 500 copies dans l'arrondissement de Ville-Marie, sur le Plateau Mont-Royal et dans le Mile-End.

Écran de projection
La bande-annonce avec l'ensemble de la programmation est présentée avant chacune des projections.

LE RAYONNEMENT PRÉVU

Montréal
Les hebdos gratuits de Montréal seront ciblés.
Distribution des cartons promotionnels sur l'île de Montréal

Province de Québec
Les principaux médias Le Devoir, la Presse, Radio-Canada, Journal Métro, Journal 24h
Notre réseau de bloggeurs et de partenaires qui relaie notre information (Tourisme Montréal, La Vitrine, etc.)



LA SAT

Fondée en 1996, la Société des arts technologiques (SAT) célébrera ses 25 ans en 2021. Elle est aujourd'hui connue et reconnue à l'échelle nationale et internationale pour sa capacité à innover. Bien que son ancrage naturel puise ses racines dans la création et la recherche de nouvelles approches à l'ère du numérique, elle peut également prétendre jouer un rôle important dans l'écosystème d'innovation montréalaise.
Sa capacité à incuber de nouveaux talents est désormais reconnue. Nombreux sont ceux qui après leurs études universitaires obtiennent un mandat ou un emploi à la SAT qui constitue un tremplin vers des carrières internationales. Elle constitue également un point de rencontres pour y trouver des associés avec lesquels démarrer une entreprise quand elle n'est pas vue comme un réservoir de talents pour l'industrie du jeu, des agences ou encore des organisations événementielles.
Avec près de 110 salariés employés pour couvrir ses programmes et activités, plus de 400 activités publiques, et près de 120 000 visiteurs annuellement, la SAT pourrait également revendiquer le statut de « Club école du numérique ».
Ce travail de pépinière de talents prend place dans son édifice de 44 000 pieds carrés ou cohabitent des fonctions de recherche, de création, de formation et de diffusion.

Un modèle hybride, adapté au monde qui l'entoure
La SAT est devenue au fil du temps un entrepreneur culturel réputé pour sa capacité à jumeler des activités innovantes tout en créant un modèle économique original. Un entrepreneur qui bien que culturel, prend les risques qui permettent à des jeunes sans expérience d'être incubés dans un milieu de travail ouvert et innovant pour y trouver un premier emploi, souvent une première opportunité de se faire connaître et reconnaître.
L'édifice de la SAT se veut une infrastructure collective, un véritable terrain de jeu où des secteurs très différents peuvent présenter leurs travaux, recherches et créations souvent à la croisée des disciplines : un terrain neutre.

Ce terrain est fertile de bien des manières : pour y échanger des idées; se mettre à jour avec la formation continue offerte au Campus SAT pour des groupes de 7 à 77 ans; rencontrer des spécialistes du monde entier pour échanger sur des recherches et innovations de pointe lors du Symposium international ix; se familiariser avec les récentes recherches en immersion et sur les usages de la téléprésence; ou encore réfléchir sur des enjeux urbains, architecturaux, scientifiques et économiques.
Toutes ces activités complètent la mission artistique de la SAT, qui bien qu'elles soient considérées comme des activités de développement complémentaire,
ont un impact économique sur l'ensemble de l'écosystème montréalais et le caractère novateur qui fait la reconnaissance de Montréal à l'échelle internationale.
La SAT constitue aujourd'hui un modèle hybride, construit dès le début pour aborder toute la complexité et capter le potentiel offert par le numérique à chaque maillon de la chaine :
recherche-production-diffusion-exportation. L'économie circulaire de la SAT s'est construite en intégrant toutes les composantes de la chaine pour à la fois offrir plus de porosité entre ses programmes, diversifier son offre et se développer une économie propre qui serait également exportable en tout ou en partie.

MISSION PRINCIPALE

Offrir une infrastructure collective, physique et virtuelle, en soutien à l'exploration de nouveaux territoires d'expérimentation.
Déployer des moyens favorisant la recherche, la création et la collaboration afin d'influencer et de catalyser les mutations socioculturelles.

Mais aussi :
• Agir comme incubateur / générateur de la créativité en recherche/ création, production et diffusion ;
• Stimuler les rapprochements interdisciplinaires et les partenariats entre les secteurs artistiques, institutionnels, industriels, privés et publics
• Favoriser le transfert des connaissances entre les milieux artistiques, scientifiques et technologiques;
• Se positionner comme agent actif de la nouvelle économie par la valorisation et la commercialisation de contenus culturels numériques, de logiciels et de technologies transdisciplinaires.

Son positionnement est le suivant
La Société des arts technologiques est une OBNL reconnue internationalement pour son **rôle actif et précurseur** dans le développement de technologies immersives, de la réalité virtuelle et l'utilisation créative des réseaux à très haut débit.
Avec une quadruple mission de centre de création, de recherche, de formation et de production/diffusion en art numérique, la SAT soutient une nouvelle génération de créateurs/chercheurs à l'ère du numérique, elle est un incubateur de talents.
Elle programme le **Symposium international annuel IX**, sur l'expérience immersive, afin de se maintenir à la fine pointe des mutations technologiques à l'ère du numérique.
Elle exporte ses programmes et son modèle à l'échelle nationale et internationale.

BUDGET SKATEJAM

REVENUS	Budget 2019	Résultat 2019
Arrondissement Ville Marie (Sport et loisir)	20 256 $	
SAT		
Sous-total	**20 256 $**	**- $**
Échange de services		
SAT	12 036 $	
Sous-total	**12 036 $**	**- $**
TOTAL | REVENUS	**32 292 $**	
DÉPENSES		
Projections		
Personnel de production + Programmation	6 680 $	
Personnel technique + Gérant	1 000 $	
Personnel de communication	2 700 $	
Graphisme	1 000 $	
Matériel promotionnel, vidéo et photo	- $	
Impression, distribution et affichage	3 000 $	
Personnel de sécurité	1 000 $	
Agents de ménage	- $	
Cachets d'artistes et de création	1 500 $	
Location matériel / backline	- $	
Divers		
Assurance	- $	
Administration 15%	2 532 $	
Contingence 5%	844,00 $	
Sous-total	**20 256 $**	**- $**
Échange de service		
SAT		
Matériel audiovisuel	5 000 $	
Équipements	6 100 $	
Local de rangement	936 $	
Sous-Total	**12 036 $**	**- $**
TOTAL | DÉPENSES	**32 292 $**	



MERCI !

SOCIÉTÉ DES ARTS
TECHNOLOGIQUES [SAT]

1201 BOUL. ST-LAURENT,
MONTRÉAL,QC
H2X 2S6, CANADA
T : 514-844-2033
F : 514-982-6093

SAT.QC.CA

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194105003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation:

"Approuver la convention avec la Société des arts technologies, se terminant le 31 décembre 2019, dans le cadre du Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix;

Accorder, à cette fin, une contribution financière de 14 210 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 14 210,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		14 210,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 14 210,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par la demande d'achat numéro 596762

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-04-24**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1190173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2019, avec différents organismes dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 109 400 $

Accorder des contributions financières totalisant la somme de 109 400 $ aux organismes ci -après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et approuver les projets de convention à cet effet se terminant le 30 septembre 2019
Association sportive et communautaire du Centre-Sud 50 000 $
Service des loisirs St-Jacques de Montréal 13 000 $
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie 11 400 $
Y des femmes de Montréal 10 000 $
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart 25 000 $

Approuver les cinq (5) projets de convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

Imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-25 14:38

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2019, avec différents organismes dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 109 400 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-marie contribue financièrement afin de soutenir les organismes de son territoire qui offrent des camps de jour pour les résidents de l'arrondissement. Un total de 7 organismes sont soutenus de par le programme camp de jour, toutefois 5 organismes doivent renouveler leur convention de contribution en 2019 et font l'objet du présent dossier. Le programme camp de jour de l'arrondissement vise principalement 3 objectifs principaux, soit
1 - L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes
2 - La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal
3 - L'intégration sociale de chaque jeune

Les projets déposés par les organismes répondent aux critères du programme. L'arrondissement soutien les organismes de diverses façons, afin que leurs camps répondent aux impératifs de sécurité et de qualité. Notamment, les organismes participent aux rencontres de la table des camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie pilotée par la DSLDS et également des formations pour les animateurs sont offertes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La contribution de l'arrondissement aux organismes vise non seulement à offrir des activités stimulantes et diverses aux enfants de 6 à 12 ans du territoire, mais aussi à permettre aux familles vivant une situation de pauvreté d'avoir accès aux camps de jour en ajustant le tarif d'inscription. Les camps de jour faisant l'objet du présent dossier ont une capacité d'accueil totale d'environ 900 enfants par semaine et offrent de 8 à 9 semaines de camp estival. Le Y des femmes n'avait que 22 enfants par semaine en 2018, mais beaucoup de familles s'étaient inscrites sur une liste d'attente, ainsi ils offriront désormais environ 35 places par semaine pour 2019. La Corporation du Centre Jean-Claude Malépart a déjà reçu un montant de 25 000 $ pour le camp de jour via le renouvellement de sa convention jusqu'au 30 juin 2019 CA18 240660 (1185038002). Le montant total pour cet organisme relativement au programme camp de jour sera donc de 50 000 $.

Les camps de jour de l'arrondissement recevront la visite d'un évaluateur de l'Association des camps du Québec (ACQ) durant l'été 2019. Ils se conforment aux balises obligatoires du cadre de référence des camps de jour municipaux, tel que prévu dans le programme de l'arrondissement.

Association sportive et communautaire du Centre-Sud 50 000 $
Service des loisirs St-Jacques de Montréal 13 000 $
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie 11 400 $
Y des femmes de Montréal 10 000 $
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart (25 000 $ déjà versés) 25 000 $

JUSTIFICATION

Les projets s'inscrivent dans les paramètres du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et visent à offrir des services de camp de jour aux enfants de 6 à 12 ans du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution versée provient des budgets de la Division des sports, loisirs et développement social. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs camps tentent de rejoindre les critères pour être certifiés zéro déchet et font l'objet de soutien de la part des éco-quartiers de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de l'arrondissement s'inscrit dans un montage financier pour permettre à environ 900 enfants du territoire de profiter d'activités de camp de jour en période estivale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues aux normes de visibilité (annexe 3) de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l’objet d’un suivi de la part de l’arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-04-24
Roxanne DUFOUR Agente de développement		Josée POIRIER Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514 868-4163 514 868-4160	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-1769 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Pour
Maryse Bouchard
Directeur(trice) - cult., sp., lois. dev.soc,
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-04-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2019, avec différents organismes dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 109 400 $


Aspect financier_GDD 1190173001.pdf

ConventionCJ_ASCCS.doc

ConventionCJ_CCLSCA.doc

ConventionCJ_CJCM.doc

ConventionCJ_St-J.doc

ConventionCJ_YdesF.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2019, avec différents organismes dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 109 400 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190173001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1190173001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 5

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Association sportive et communautaire du Centre-Sud	118407
2.	Service des loisirs St-Jacques de Montréal	110737
3.	Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie	119746
4.	Y des femmes	119744
5.	Corporation du Centre Jean-Claude Malépart	118407

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Association sportive et communautaire du Centre-Sud : 50 000 $; Service des loisirs St-Jacques de Montréal : 13 000 $; Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie : 11 400 $
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart : 25 000 $
La provenance des fonds vient du budget de fonctionnement : 306125-07123-61900-016491

Y des femmes : 10 000 $ La provenance : fonds de soutien aux organisme de loisirs : 306125-07189-61900-016491-002581

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			109 400,00 $					**109 400,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5 mois

Date de début :	08	mai	2019	Date de fin :	30	septembre	2019
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 23 avril 2019 15:10:27

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires **(**CA-24-009) du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : **Association sportive et communautaire du Centre-Sud,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 2093, rue de la Visitation, Montréal, QC H2L 3C9 agissant et représentée par Monsieur José Rebelo, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

N^o^ d'inscription TPS : R103036653

N^o^ d'inscription TVQ : 1002684574

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une gamme d'activités en sports et loisirs aux citoyens de l'arrondissement.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'été du 7 mai au 30 septembre

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la

somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou

rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2093, rue de la Visitation, Montréal (Québec), H2L 3C9, et tout avis doit être adressé à l'attention de José Rebelo, directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Association sportive et communautaire Centre-Sud

Par : _____
José Rebelo, directeur général

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☐ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

Camp de jour estival

Nom de l'organisme

Association sportive et communautaire du Centre-Sud

Ville-Marie Montréal

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Association sportive et communautaire du Centre-Sud

N°d'enregistrement (NEQ) : 1142311191 Date d'incorporation (jj/mm/aa) 18/10/74

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : José Rebelo Titre : Directeur général

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 2093 Local : Rue : de la Visitation

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2L3C9

Téléphone : 514 522-2246 Poste n°

Courriel : centre@asccs.qc.ca Site Web : asccs.qc.ca

TPS : 131201220RP0001 TVQ : 1006146585TQ0002 # Charité : 131201220RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

L'Association sportive et communautaire du Centre-Sud est un organisme sans but lucratif qui s'est donné pour mission d'améliorer la qualité de vie des résidents du quartier en leur fournissant des installations et des activités diversifiées, constructives et abordables en fonction des besoins.

Description du projet (synthèse) :

Le camp de jour de l'ASCCS offre une programmation comprenant 11 volets différents : multidisciplinaire, aquatique, soccer, multisports, artistique, patinage artistique, hockey, danse, arts martiaux, immersion anglaise et création de jeux vidéo. Un camp plein air est également offert pour permettre aux jeunes du quartier de vivre un séjour en plein air. Par ailleurs, le camp de jour de l'ASCCS offre un volet accompagnement pour les enfants ayant des limitations fonctionnelles.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	Offrir des activités diversifiées adaptées aux goûts des jeunes	Offrir une programmation comprenant 11 volets différents.
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	Faire découvrir les installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	Faire les réservations aux installations suivantes: - Plage Jean-Drapeau - La Ronde - Espace vie - Cap St-Jacques
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	Permettre l'intégration sociale de chaque jeune	Établir des discussions de groupe quotidienne sur les valeurs Créer une thématique hebdomadaire Créer des Grand jeux en lien avec la thématique
Vivre des expériences de découverte qu'ils n'auraient pas autrement.	Offrir aux jeunes des opportunités de découverte qu'ils n'auraient pas autrement.	Planifier des sorties à l'extérieur de Montréal: - Aquaparc - Zoos - Base de plein air

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Artistique	2	ASCCS	30	9	7
Sports	4	ASCCS Terrain de soccer Pierre-Dupuy	170	9	7
Aquatique	1	ASCCS	120	8	7
Culturelle	1	ASCCS	15	8	7
Multidisciplinaire	2	ASCCS	100	9	7

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Participation à la table des camps de jour de l'arrondissement Collaboration avec les écoles Diffusion et promotion selon différents modes (papier, en ligne, etc.) Collaboration avec les différents partenaires

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.
En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Terrain de soccer Pierre-Dupuy	8	4
École Marguerite-Bourgeoys	8	4
Aréna Camillien Houde	8	3

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**	**Confirmé**	**Anticipé**	**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	Gouvernement du Canada	36000	☐	☑	
	Précisez		☐	☐	
	Emploi été carrière		☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☑	
	Gouvernement du Québec	20000	☐	☑	
	Précisez				
	PALIM		☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	50000			
	Autres (Précisez)		☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(A) Total des subventions	106000 $			**0 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.	Frais inscriptions	200000	☐	☐	
	Service de garde	29000	☐	☐	
	ASCCS	18290	☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**247290 $**	☐	☐	0 $
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		**353290 $**			**0 $**

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb de semaines x Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordination	36 sem x 35 h x 19.54 + 2955 $	27575	
	Animateurs chefs	30 sem x 35 h x 19.16 + 2460 $	22961	
	Animateurs	332.5 sem x 37.5 h x 13.50 + 14 184 $	132379	40500
	Surveillants service de garde	38 sem x 20 h x 12.50 + 1140 $	10640	
	Accompagnateurs	16.50 sem x 37 h x 15.50 + 11 114 $	103735	
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		297290 $	40500 $
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Sorties		30000	
	Transport		14000	
	Location aréna		7000	7000
	Matériel		5000	2500
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		56000 $	9500 $
	MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		0 $	0 $
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			353290 $	50000 $

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Association sportive et communautaire du Centre-Sud
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Camp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

José Rebelo — 31 / 03 / 2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☑ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le : 12 avril 2019

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Camp de jour**

800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École Marguerite-Bourgeoys	2070 Rue Plessis, Montréal, QC H2L 2Y3	Gymnase	25 juin	23 août	Lundi au vendredi	8h à 12 h

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Association sportive et communautaire du Centre-Sud

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2019	au plus tard le 30 septembre
2019	**50 000 $**	45 000 $	5 000 $

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires **(**CA-24-009) du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1 700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5, agissant et représentée par Monsieur Donald Gaumont, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

N° d'inscription TPS : 138898036
N° d'inscription TVQ : 1006097568
N° d'organisme de charité : 091713856

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une gamme d'activités en sports et loisirs aux citoyens de l'arrondissement.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'été du 7 mai au 30 septembre

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la

somme maximale de onze mille quatre cent dollars (11 400 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou

rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1 700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention de Donald Gaumont, directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

Par : _____
Donald Gaumont, directeur général

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☑ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

Nom de l'organisme

Ville-Marie Montréal

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

N°d'enregistrement (NEQ) : 1144368041 Date d'incorporation (jj/mm/aa) 24/01/1966

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Daphné Bouchard Titre : Adjointe à la direction

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 1700 Local : Rue : Amherst

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2L3L5

Téléphone : (514)524-6626 Poste n°

Courriel : administration@clsca.qc.ca Site Web : www.cclsca.qc.ca

TPS : 1144368041 TVQ : 1006097568 # Charité : 138698036RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Le CCLSCA est un milieu de vie ouvert et inclusif. Les activités de loisir communautaire sont nos outils privilégiés pour agir dans les domaines de l'éducation populaire, de la prévention sociale et de la promotion de la santé. Une programmation spécifique est établie tant pour notre secteur jeunesse que pour notre secteur aînés.

Description du projet (synthèse) :

Le camp de jour 2019 du CCLSCA accueillera environ 75 enfants de 4 à 12 ans sur une base journalière, de 9h à 17h, tout au long des 9 semaines d'été. Une tarification accessible (50$/semaine, 40$/semaine pour un deuxième enfant et 30$/semaine pour les habitants des HLM), un horaire adapté (le service de garde débutera à 7h et se terminera à 18h pour répondre aux besoins des travailleurs) et l'embauche d'accompagnateurs et d'aide-animateurs permettant l'accueil d'enfants à besoins particuliers et d'enfants de 4 ans, favoriseront l'accessibilité de notre camp de jour. De plus, une programmation originale et ludique faisant la part belle tant à l'imagination qu'à l'action ainsi que le maintient de notre traditionnelle "grande sortie" chaque semaine permettra aux enfants de vivre de "vraies vacances" même au pied des gratte-ciels du centre-ville de la métropole.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	Cette année, le CCLSCA souhaite varier et diversifier la programmation de son camp de jour en offrant des activités originales, adaptées aux groupes d'âges, et permettant aux enfants d'explorer leurs talents. Suite à une demande de parents, le CCLSCA souhaite également réserver quelques places aux enfants de 4 ans.	Une programmation renouvelée. Des programmes mixtes (ex. art/mondes virtuels, sport/GN). Des ateliers spéciaux avec nos professeurs (capoeira, combats à l'épée, zumba...) Une offre pour les 4 ans qui quittent la garderie et vivent leur dernier été avant l'école primaire (implique divers
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	Favoriser les sorties locales permettant aux enfants de découvrir les installations récréotouristiques de la Ville de Montréal. Limiter les frais de sorties en privilégiant les activités gratuites offertes dans les lieux public durant la saison estivale. Profiter des promotions offertes (ex. L'an dernier, de nombreux billets pour La Ronde ont été offerts au camp de jour)	Une grande sortie par semaine : Plage Jean-Drapeau, Centre des science/Vieux port, La Ronde... Quelques activités gratuites/petites sorties chaque semaine : Petite école de Jazz, Théâtre La Roulotte, piscines publiques...
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	Les valeurs d'un centre communautaire tel que le nôtre font la part belle à l'entraide et à la coopération. Nos valeurs d'équité, de solidarité, de respect et d'inclusion se reflètent dans nos choix d'activités et d'animations.	Pour favoriser le travail d'équipe, le partage et les interactions positives entre les enfants, le CCLSCA encourage les projets d'animation communs et les sorties (petites et grandes) à plusieurs groupes. De plus, un "grand jeu" hebdomadaire est organisé pour l'ensemble des groupes du camp. Quelques activités intergénérationnelles (avec notre secteur aînés) ou divers

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Art plastique/bricolage (fabrication de baguettes magiques, confection de costumes, dessins...),	minimum 10	CCLSCA Bibliothèques municipales	40	8/9 semaines	4h
Jeux d'énigmes/ mathématiques (casse-têtes, chasses aux trésor, langages codés...)	minimum 20	CCLSCA Installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	75	8/9 semaines	4h
Activités sportives (Capoeira, yoga, athlétisme, jeux d'eau, jeux d'épées en mousse, parcours urbain...)	minimum 30	CCLSCA Installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	75	8 semaines	10h
Art dramatique (jeux de rôles, expression orale, les émotions, les personnages...)	minimum 20	CCLSCA Installations récréotouristiques de la Ville de MontréalCCLSCA,	40	4 semaines	4h
Acquisition de connaissances (bestiaire, botanique, techniques de survie, astronomie, étude	minimum 20	Parc municipaux, bibliothèques, CCLSCA, installations récréotouristiques de la Ville	75	8 semaines	5h
Jeux coopératifs sportifs (plan de mission, coordination de combats, espionnages et	5	Parc municipaux, piscines et jeux d'eau, installations récréotouristiques de la Ville de Montréal et CCLSCA	75	8 semaines	2h
Grandes sorties du Jeudi	5	Installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	75	8 semaines	7h

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.
En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Piscine municipale	2	1h
Aréna		2h

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**	**Confirmé**	**Anticipé**	**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	Gouvernement du Canada		☐	☐	
	Précisez		☐	☐	
	Emploi Été Canada	16500	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement				
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	Aide aux familles	500	☐	☑	
	Palm	950	☐	☑	
	Arrondissement	10900	☐	☑	
	Accompagnement loisir V.-M.	1000	☐	☑	
			☐	☐	
	(A) Total des subventions	29850 $			0 $
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	Inscription	25000	☐	☑	
	Inscription HLM (30$/SEM.)	3880	☐	☑	
	Service de garde	11200	☐	☑	
	CIUSSS et Fondation Répit	4000	☐	☑	
	CCLSCA = dons commandites	5066	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes	52146 $	☐	☑	0 $
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		81996 $			0 $

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraîneurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb de semaines x Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Animateur(trice) Chef	(10*40*15)+960 (1 personne)	6960	
	Animateurs	(10*38*13)+4743 *6 personnes	34383	
	Aide-animateur	(10*38*12,5)+2280 *3 personnes	16530	
	Accompagnateur	(10*35*14)+1568 *2 personnes	11368	
	Coordination	(10*20*10)+320 1 personne	2320	
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		71561 $	0 $
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Passe d'autobus		1035	
	Chandails		1350	
	Antécédent judiciaire		350	
	Matériel de camp		600	
	Sorties (1 grande sortie par semaine)		4200	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		7535 $	0 $
	MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	Frais d'administration		2900	
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		2900 $	0 $
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			81996 $	0 $

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Programme camp de jour 7

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Camp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Donald Gaumont , directeur général — 15 / 04 / 2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☑ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le : 15 avril 2019

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Camp de jour**

800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École Marguerite-Bourgeoys	2070 Rue Plessis, Montréal, QC H2L 2Y3	Gymnase	25 juin	23 août	Lundi au vendredi	13h à 16 h

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2019	au plus tard le 30 septembre
2019	**11 400 $**	10 000 $	1 400 $

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : Corporation du Centre Jean-Claude Malépart personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 2633 Rue Ontario E, Montréal, QC H2K 1W8, agissant et représentée par Mathieu Vinette, président du Conseil d'administration du CJCM, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

Numéro d'inscription T.P.S. : 141283093RT

Numéro d'inscription T.V.Q. : 11451167661

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une gamme d'activités en sports et loisirs aux citoyens de l'arrondissement.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du

déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'été du 7 mai au 30 septembre

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la

présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences

de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une

valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation,

demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a

pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune

responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2633 Rue Ontario E, Montréal, QC H2K 1W8, et tout avis doit être adressé à l'attention de Mathieu Vinette, président du Conseil d'administration du CJCM. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Corporation du Centre Jean-Claude Malépart

Par : _____
Mathieu Vinette, président du Conseil d'administration du CJCM

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☐ ■ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

Camp de jour régulier

Nom de l'organisme

Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart

Ville-Marie Montréal

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Corporation du Centre Jean-Claude Malépart

N°d'enregistrement (NEQ) : 1145116761 Date d'incorporation (jj/mm/aa) 03-10-1995

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Mathieu Vinette Titre : président du conseil d'administration

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 2633 Local : Rue : Ontario Est

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2K 3H5

Téléphone : 514-521-6884 Poste n° 0

Courriel : info@cjcm.ca Site Web : www.cjcm.ca

TPS : 141283093RT0001 TVQ : 1018699821TQ0002 # Charité : 141283093RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Le Centre Jean-Claude Malépart est un centre communautaire de sports et loisirs, milieu de vie pour les citoyens et les citoyennes du quartier Sainte-Marie, visant à améliorer les conditions de vie par le biais du loisir et de l'action communautaire et par la prise en charge individuelle et collective.

Description du projet (synthèse) :

Un offre de camp de jour offert du lundi au vendredi de 9h à 16h. Un service complémentaire, le service de garde de 7h à 9h et de 16h à 18h. Le camp débutera le premier mardi suite à la fin du calendrier scolaire. (Le mardi parce que le lundi est un congé férié). Le service complet sera offert pendant 8 semaines consécutives. (du 25 juin au 16 août 2019 inclusivement) Le camp acceptera les enfants à partir de 3 ans jusqu' à 12 ans. Les enfants de 3 ans sont acceptés conditionnellement à ce qu'ils ne portent plus de couches.

Le centre essai d'être le plus inclusif possible. Nous essayons de ne refuser personne. Nous faisons donc des accommodements financiers et acceptons des enfants ayant des besoins particuliers

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	1-Augmenter la diversité des activités dans sa programmation	Le coordonnateur devra faire le tour des services similaires pour connaître les nouvelles tendances en loisirs camp de jour. Il devra par la suite établir une programmation diversifiée autant dans les activités que dans la nature de celles-ci. Et il y ajoutera des activités spécialisées ayant pour but de faire connaître une activité méconnue de notre clientèle.
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	1-Augmenter la participation de la clientèle du camp de jour aux différents festivals. 2-Utiliser l'offre aux camps de jour de la Ville de Montréal, pour la visite de leur installation et pour la participation à leur différents programmes. 3-Faire connaître aux	Le coordonnateur mettre à la programmation des activités prévues dans les installations de la ville. Les groupes seront invités à visiter les festivals.Le coordonnateur fera l'approche dès le mois de janvier avec les organismes
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	Des formations permettront aux animateurs et aux accompagnateurs de bien saisir l'importance de la participation de chaque enfants, sans égard à ses limitations motrices ou intellectuelles.	Formation des nouveaux animateurs par remue-méninges ou DAFA. Formation de 3 h par Altergo sur les situations de handicap les plus fréquents en camps de jour.
4. L'intégration et la conformité aux principes des normes du Cadre de référence pour les camps de jour municipaux de l'Association des camps du Québec (ACQ)	L'accréditation du camp pour les normes ACQ	Le coordonnateur se servira du cartable de référence pour la planification et la gestion du camp. Il sera présent aux formations donner par l'ACQ et recevra le responsable de l'ACQ pour la visite d'accréditation.
5. L'encadrement du processus d'embauche du personnel	S'assurer de maintenir une qualité d'animateur certifié et	Le coordonnateur s'assurera que les animateurs embauchés seront formés DAFA, et en premiers soins RCR. Ainsi que de donner une formation maison supplémentaire.

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Base de plein air	1	Chertsey	325	1	6
Aquatique (initiation à la natation)	8	Piscine du centre	325	8	1
Connaître son quartier, Sentier Urbain	2	Sentier Urbain, parcs de l'arrondissement	280 (6-12 ans)	4	2
Initiation au tennis	4	Terrain de tennis Médéric Martin	280 (6-12 ans)	4	2
Journée Olympiade (concertée)	1	Piscine et gymnase du Centre Jean-Claude Malépart et pataugeoire Médéric Martin	325	1	6

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.
En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
gymnase double	8	15
locaux (plusieurs locaux, jusqu'à en 5 même temps)	8	18
piscine	8	8
cuisine	8	5
terrain de tennis	8	10

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**	**Confirmé**	**Anticipé**	**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	Gouvernement du Canada		☐	☐	
	Précisez		☐	☐	
	Emplois été canada	44 544	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement				
	Autres (Précisez)		☐	☐	
		25 000	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(A) Total des subventions	**70 $**			**0 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	autofinancement	1 000	☐	☑	
	programme Pafim	800	☐	☑	
	inscriptions	114 000	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**915 $**	☐	☑	**0 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		**985 $**			**0 $**

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb de semaines x Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		0 $	0 $
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Sorties hebdomadaires		40 150	
	Publicité		700	
	Dépenses hebdomadaires (billets d'autobus, petites caisses)		4750	
	Formation		700	
	Chandails		2590	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		8690 $	0 $
	MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		0 $	0 $
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			8690 $	0 $

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Corporation du Centre Jean Claude Malepart
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Camp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

président du conseil d'administration — 11 / 04 / 2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (j/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. **Documents obligatoires au moment de la demande financière**

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. **Document à remettre 15 jours avant le début des activités**

Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le : 12 avril 2019

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Camp de jour**

800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

Ou

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Service des loisirs St-Jacques de Montréal

Année	Montant global	1er versement	2e versement	3e versement
		À la signature de la convention en 2019	Le 1er août	au plus tard le 30 septembre
2019	**25 000 $**	11 250 $	11 250 $	2 500 $

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

VILLE DE MONTRÉAL, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires **(**CA-24-009) du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : **Service des loisirs St-Jacques de Montréal** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 200, rue Ontario Est, suite 3004, Montréal, Québec, H2X 1H6, agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

N° d'inscription TPS : S/O
N° d'inscription TVQ : S/O
N° d'organisme de charité : 867380495RR002

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une gamme d'activités en sports et loisirs aux citoyens de l'arrondissement.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables,

les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'été du 7 mai au 30 septembre

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de treize mille dollars (13 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la

présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences

de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une

valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation,

demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a

pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune

responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200, rue Ontario Est, Montréal (Québec), H2X 1H6, et tout avis doit être adressé à l'attention de Valérie Koporek, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Service des loisirs St-Jacques de Montréal

Par : _____
Valérie Koporek, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☐ ■ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

Camp estival des Loisirs St-Jacques

Nom de l'organisme

Service des Loisirs St-Jacques de Montréal

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Service des Loisirs St-Jaques de Montréal

N°d'enregistrement (NEQ) : 1143971712 Date d'incorporation (jj/mm/aa) 03/1/1968

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Valérie Koporek Titre : Directrice générale

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 200 Local : f3004 Rue : Ontario E

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2X1H3

Téléphone : 514-872-8021 Poste n° :

Courriel : loisirsstjacques@gmail.com Site Web : www.loisirs-stjacques.org

TPS : 867380495RT0001 TVQ : 1008115661DQ0001 # Charité : 867380495RR0002

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Loisirs Saint-Jacques (LSJ) est un organisme de bienfaisance qui contribue aux développement physique, psychologique et social des jeunes de 6-20 ans des habitations Jeanne-Mance et du faubourg St-Laurent par le biais d'une programmation sportive et culturelle régulière riche et diversifiée.

Description du projet (synthèse) :

Loisirs St-Jacques propose un camp de jour estival de 8 semaines répondant à la demande de son milieu (les Habitation Jeanne-Mance et le Faubourg St-Laurent), soit une clientèle particulièrement démunie et défavorisée. Le camp de jour estival proposé s'adresse aux jeunes de 6-14 ans et aux enfants à besoins spéciaux qui ne cadrent pas avec les camps traditionnellement proposés. Les familles du milieu des HJM ne sont pas en mesure de débourser les frais d'un camp pour leurs enfants et souhaitent pouvoir profiter d'une accessibilité aux camps pour leurs enfants avec des besoins spéciaux, de plus en plus nombreux dans le milieu. Comme nous souhaitons également intégrer des jeunes de l'arrondissement afin de permettre le désenclavement social et une meilleure intégration culturel des familles, nous offrons une double tarification somme toute très base pour répondre à nos objectifs sociaux. Les HJM comptent plus de 70 ethnies différences. La demande pour nos camps reste très élevée au regard de la qualité des services offerts et du cout de camps de jour abordable pour les familles défavorisées. Nous souhaitons donc augmenter notre offre de service tout en gardant la même qualité du camp, au même tarif, afin de répondre davantage aux besoins des familles. LSJ souhaite devenir un camp certifié du Québec

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	SVP voir document joint	
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal		
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)		

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Sorties d'enverdure	1 jour/semaine	Île de Montréal	80	8	7
Sorties culturelles et éducatives	2 jours/ semaine	Île de Montréal	80	8	8
Activités sportives	4 jours/ semaine	Cegep du VM et Parc Toussaint Louverture	80	8	8
Service de garde	5 jours / semaine	chalet et salle communiuataire	20	8	25

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Création de bulletin d'information envoyé aux membres; Pamphlet distribué aux membres et partenaires; Diffusion dans le Bulletin de l'arrondissement Ville-Marie; Diffusion dans le quartier, les écoles, les centres culturels,les réseaux sociaux; Diffusion auprès des partenaires et des tables de concertation; Diffusion de la programmation, des fiches d'inscription via le site Internet de l'organisme; Diffusion de la programmation estivale dans les médias sociaux (facebook)

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.
En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Palestre du Cegep du vieux Montréal	8	8
Chalet du parc Toussaint-Louverture (coté Loisirs SJ)	8	30
Piscine du Cegep du vieux Montréal	8	2

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**	**Confirmé**	**Anticipé**	**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	Gouvernement du Canada		☐	☐	
	Précisez		☐	☐	
	emploi ete Canada	25000	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
	PALIM	10000	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	13000			
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	Accessib. besoin spécaiux	5000	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(A) Total des subventions	**53000 $**			**0 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	Inscriptions	10000	☐	☑	
	Dons	5000	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**15000 $**	☐	☐	**0 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		**68000 $**			**0 $**

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb de semaines x Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordination du camp	320X18X1,16	6682	
	Animateurs	6x320x15x1,16	31181	5000
	Accompagnateurs Besoins spéciaux	4x15x280x1,16	19488	5000
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		57351 $	10000 $
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	actvités et sorties		6000	3000
	classe verte		3000	
	transport-bus		1500	
	communication et publicité		150	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		10650 $	3000 $
	MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		0 $	0 $
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			68001 $	13000 $

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Service des Loisirs St-Jacques de Montréal
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Comp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : Valérie Koparek
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Valérie koparek, Directrice générale — 14 / 03 /2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (j/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. **Documents obligatoires au moment de la demande financière**

☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☑ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. **Document à remettre 15 jours avant le début des activités**

Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le : 12 avril 2019

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Comp de jour**

800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

PLAN D'ACTION 2019

Nom de l'organisme : Service des loisirs St-Jacques de Montréal

Pour la période du25/06/201 au 30/08/2019

PROGRAMME
Camp de jour

OBJECTIFS DU PROGRAMME
• Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques, sportives, récréatives, culturelles et scientifiques; • Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la Ville de Montréal; • Proposer des activités correspondant aux nouvelles tendances en matière de camp de jour.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS DE L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PROGRAMME	MOYENS	RÉSULTATS ATTENDUS
- Assurer une diversité dans la programmation en produisant une plus large gamme d'activités dans différents champs de sports et de loisirs culturels et éducatifs	- Établir une programmation hebdomadaire comprenant des activités en sports, en loisirs, des sorties culturelles et éducatives et des jeux de coopération; Offrir une classe verte de 3 jours la dernière semaine du camp.	- Programmation diversifiée comprenant des activités dans chacun des champs de loirs
- Faire découvrir aux jeunes tous les aspects culturels, éducatifs que lui offre Montréal. - Faire reconnaitre les endroits le plus significatifs de Montréal.	- Participer aux différents évènements culturels, scientifiques, éducatifs et écologiques de Montréal durant l'été par le bais de sorties et discussions; - Faire venir des intervenants Montréalais pour proposer des conférences sur les saines habitudes de vie et sur le paysage montréalais culturel et sportif.	- Sorties à Montréal complètement cirque, dans les jardins de sentier urbain et dans les installations de Au pied du courant
- Favoriser l'acquisition des compétences, la communication, les relations interpersonnelles et l'estime de soi; - Sortir les jeunes de l'isolement et créer des liens satisfaisants;	- Offrir un encadrement sécuritaire adapté aux besoins de la clientèle; - Maintenir les ratios: 1/6 pour les 6-8 ans et 1/8 pour les 9-13 ans; 1/1 et 1/2 pour les besoins spéciaux. - Favoriser la socialisation et la coopération par le jeu, les sorties et les activités; une	- Les ratios proposés sont respectés. - Au moins deux enfants avec des limitations fonctionnelles sont intégrés le plus possibles dans le camp. - Plusieurs jeux de coopération sont animés dans le camp de jour - Au moins deux activités sont mises dans la

- Favoriser la mixité sociale; - Accroître la participation des jeunes filles; - Favoriser une prise de conscience environnementale via le civisme; - Créer un environnement d'activités respectueux.	classe verte; - À la suite de discussions avec elle, développer des activités d'intérêt pour les filles; - Appliquer de saines pratiques en faveur de l'environnement via le civisme et sensibilisation par l'exemple et l'intervention auprès des jeunes lorsque nécessaire. - Rappeler l'importance des valeurs de respect dès que nécessaire, par des interventions de groupes ou individuelles.	programmation suite à la suggestion des filles. - Les animateurs s'assurent que les jeunes sont respectueux de leur environnement, rangent lorsqu'ils ont terminé, ne jette par des papiers par terre, recyclent, etc. - Aucun comportement de non-respect n'est toléré par les animateurs
Inclure un maximum d'enfants dans les activités de camp de jour de l'organisme. Permettre l'accessibilité financière à plusieurs familles de l'arrondissement.	Offrir un tarif d'inscription réduit à 15 $ par semaine à au moins 20 enfants résidant aux Habitations Jeanne-Mance sur 2 semaines.	- Au moins 20 enfants ont s'inscrire grâce à la tarification réduite.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Cégep du Vieux-Montréal	255 Rue Ontario E, Montréal, QC H2X 1X6	Palestre	25 juin	17 août	Mardi et vendredi	2 h/jour

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Service des loisirs St-Jacques de Montréal

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2019	au plus tard le 30 septembre
2019	**13 000 $**	11 700 $	1 300 $

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

VILLE DE MONTRÉAL, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires **(**CA-24-009) du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : **Y des femmes de Montréal,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1355, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, QC H3G 1T3 agissant et représentée par Madame Mélanie Thivierge, présidente directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

N° d'inscription TPS : 119045250RT0001
N° d'inscription TVQ : 1006243564TQ001
N° d'organisme de charité : 119045250RR0001

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une gamme d'activités en sports et loisirs aux citoyens de l'arrondissement.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables,

les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'été du 7 mai au 30 septembre

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix mille dollars (10 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la

présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences

de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une

valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation,

demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a

pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune

responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1355 Boulevard René-Lévesque O, Montréal, QC H3G 1T3, et tout avis doit être adressé à l'attention de Mélanie Thivierge, présidente directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Association sportive et communautaire Centre-Sud

Par : _____
Mélanie Thivierge, présidente directrice générale

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☒ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

Été découverte

Nom de l'organisme

Y des femmes de Montréal

Ville-Marie
Montréal

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Association Chrétienne des jeunes femmes de Montréal (Y des fe

N°d'enregistrement (NEQ) : 1144727790 Date d'incorporation (jj/mm/aa) 23/02/75

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Mélanie Thivierge Titre : Présidente - Directrice générale

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 1355 Local : Rue : Boulevard René Lévesque Ouest

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H3G1T3

Téléphone : 514 866-9941 Poste n°

Courriel : info@ydesfemmesmtl.org Site Web : www.ydesfemmesmtl.org

TPS : 119045250RT0001 TVQ : 1006243564TQ0001 # Charité : 119045250RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

La mission du Y des femmes est de bâtir ensemble un avenir meilleur pour les filles, les femmes et leurs familles. Étant un organisme multiservices, notre mission s'articule autour de quatre grandes familles d'action: les programmes enfance, jeunesse et familles ; les programmes d'employabilité ; les services résidentiels et ; les services à la collectivité.

Description du projet (synthèse) :

Le Y des femmes de Montréal propose normalement un camp de jour de 6 semaines pendant l'été. Nous voulons étendre ces dates d'ouverture afin de nous caler sur le calendrier scolaire, c'est à dire fonctionner 2 semaines supplémentaires. Nous souhaitons aussi étendre nos horaires de 8h à 17h à la place de 9h à 16h. Ce camp de jour mixte, est destiné aux enfants de 6 à 12 ans, vivant principalement dans l'arrondissement Ville-Marie et issus de toute catégorie sociale confondue. Nous souhaitons accueillir entre 25 et 35 enfants par semaine. Le camp de jour qui vient prendre le relais avec les établissements scolaires pendant les vacances, a vocation de développer d'autres habilités sociales en complémentarité avec l'école. Notre projet est avant tout de permettre aux enfants de passer des vacances inoubliables grâce à une programmation de qualité, prenant en compte les besoins, les désirs des enfants et respectueuse de leur rythme. Concrètement, nous allons proposer comme thème général, l'environnement. En plus des ateliers de jardinage, il y aura des activités sportives, artistiques, des sorties culturelles, et d'autres activités de découverte.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	Permettre aux enfants de mieux se connaître, d'explorer leurs talents, notamment artistiques et sportifs et de découvrir leur environnement.	Offrir des ateliers en tout genre (cirque, arts, sciences et technologies, nature et Ecologie, sports etc) et des sorties de groupe dans l'île de Montréal et ses alentours
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	Permettre aux enfants de découvrir ou de redecouvrir les différentes installations recreotouristiques de la ville...	Proposer des sorties de groupe chaque semaine.
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	Favoriser la socialisation et permettre aux jeunes de développer leurs connaissances, leurs habilités sociales et leur estime de soi dans un cadre ludique et éducatif.	Proposer des activités diversifiés et propices au développement optimal des jeunes (jeux coopératifs, activités multidisciplinaires, sorties et ateliers d'intervention de groupe).

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Arts	8-9	Y des femmes et une sortie	Entre 25 et 35 enfants	Entre 6 et 8	4-6 h
Cuisine	8-9	Y des femmes et une sortie	Entre 25 et 35 enfants	Entre 6 et 8	2-4 h
Sports	8-9	Y des femmes et une sortie	Entre 25 et 35 enfants	Entre 6 et 8	4-6 h
Cirque Théâtre	8-9	Y des femmes et une sortie	Entre 25 et 35 enfants	Entre 6 et 8	2-4 h
Jardinage	8-9	Y des femmes et une sortie	Entre 25 et 35 enfants	Entre 6 et 8	4-6 h

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Participation aux différents festivals de Montréal Visite à la maison de la culture de Frontenac Activités au Mont Royal

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.
En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Piscine	Entre 6 et 8	3
Jardin communautaire	Entre 6 et 8	3
Gymnase	Entre 6 et 8	6

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	Gouvernement du Canada	17942$	☐	☑	
	Précisez		☐	☐	
	Service Canada		☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	10000$			
	Autres (Précisez)		☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(A) Total des subventions	**27942 $**			**0 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	Frais d'inscription	12000$	☐	☑	
	Contribution du Y des femmes	4104	☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**16104 $**	☐	☐	**0 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		**44046 $**			**0 $**

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraîneurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb de semaines x Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	animatrices	4 x 9s x 35 h/s x 18,35$ /h + 13%	26132$	
	coordonnatrice	9s x 2h/s x 23,15$/h _+18%	492$	
	ressources externes	(cirque, théâtre, poterie, etc.)	4000$	
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		**30624 $**	**0 $**
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	matériel d'animation		1000$	
	collations pour les enfants		800$	
	sorties (escalade, centre sciences, et autres)		1000$	
	Piscine		600$	
	transport		68$	
	cours premiers soins		150$	
	Locaux pour offrir le camps		5800	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		**9418 $**	**0 $**
MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	Frais d'administration à 10%		4004$	
	À noter que les frais d'administration réels du Y des femmes de Montréal			
	sont de 14% il y a donc une portion supplémentaire assumée par			
	l'organisme de 1 602$.			
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		**4004 $**	**0 $**
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			**44046 $**	**0 $**

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné le Y des femmes de Montréal
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Camp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

PRÉSIDENTE & DIRECTRICE GÉNÉRALE — 12 / 04 / 2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☑ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le : 12 avril 2019

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Camp de jour**

800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Au besoin						

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Y des femmes de Montréal

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2019	au plus tard le 30 septembre
2019	**10 000 $**	9 000 $	1 000 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190173001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation:

"Accorder des contributions financières totalisant la somme de 109 400 $ aux organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie et approuver les projets de convention à cet effet se terminant le 30 septembre 2019

Association sportive et communautaire du Centre-Sud 50 000 $
Service des loisirs St-Jacques de Montréal 13 000 $
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie 11 400 $
Y des femmes de Montréal 10 000 $
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart 25 000 $

Approuver les cinq (5) projets de convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 109 400,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		109 400,00 $

Informations comptables:

Imputations (Taxes non applicables)

Montant: 99 400,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 10 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM90173001.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-04-24**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192624004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 » et accorder des contributions totalisant 182 700 $

D'autoriser une dépense au montant maximal de 182 700 $ à titre de soutien financier dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 ;*

D'approuver les conventions avec les organismes suivants et d'accorder à cet effet les contributions selon les modalités et conditions de versement :

- Écomusée de la maison du fier monde : 12 950 $;
- Les Escales improbables de Montréal : 11 000 $;
- Espace libre inc. : 15 000 $;
- La fille du laitier : 6 000 $;
- Fondation maison photo Montréal : 8 000 $;
- Fondation métropolis bleu : 8 000 $;
- Foyer pour femmes autochtones de Montréal : 7 500 $;
- Missions Exeko : 10 000 $;
- Le Musée du Château Ramezay : 10 000 $;
- Le Musée McCord Stewart : 12 250 $;
- Orchestre Métropolitain : 9 000 $;
- Péristyle nomade : 6 000 $;
- Les productions funambules médias : 5 000 $;

- Regroupement des musiciens du métro de Montréal (RMMM) : 6 000 $;

- Sentier urbain : 5 000 $;

- Société de promotion des arts gigantesques (SPAG) : (Murale) 18 000 $

- Société de promotion des arts gigantesques (SPAG) : (Éclairage et son) 15 000 $;

- Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ) : 10 000 $;

- Théâtre de la botte trouée : 3 000 $;

- Voies culturelles des faubourgs : 5 000$

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**Le**	2019-04-26 10:51

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192624004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 » et accorder des contributions totalisant 182 700 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a mis en place en 2003 un programme de soutien financier pour soutenir les initiatives, les projets et les événements culturels des organismes culturels sans but lucratif qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. Ce programme s'articule depuis 2008 en deux volets : Interventions dans l'espace public (Volet I) et Soutien à des projets structurants (Volet II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186673004 / CA18 240249 adopté le 8 mai 2018 : Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018 et accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 206 500 $ $.
1172624006 / CA17 240241 adopté le 9 mai 2017 - Approuver les conventions avec 25 organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 et accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 224 890 $.

DESCRIPTION

Le programme s'adresse aux organismes qui :

- exercent une activité culturelle professionnelle régulière dans le secteur des arts de la scène, des arts visuels, des métiers d'art, de la muséologie, des arts médiatiques, des communications, de la littérature, de l'édition, de la production audiovisuelle et du patrimoine;

- les organismes communautaires qui présentent un projet doivent être associés à un organisme culturel ou à des artistes professionnels, ou comporter des activités ou une programmation culturelle professionnelle;

Le volet 1 - Interventions dans l'espace public vise les objectifs suivants :

Objectif général

- Soutenir des initiatives, des projets et des événements culturels professionnels, ponctuels et d'une durée limitée, qui permettent d'animer un secteur et qui s'adressent principalement aux résidants avoisinants et à la population locale.

Objectifs spécifiques

Parmi l'ensemble de projets soumis, seront privilégiés :
1. Les projets d'animation urbaine (toutes disciplines confondues) qui se déroulent :
   - au square Cabot;
   - au parc des Faubourgs et dans le périmètre délimité par les rues Parthenais à l'ouest, la voie ferrée du CP à l'est, la rue Sherbrooke au nord et le fleuve au sud;
   - aux Habitations Jeanne-Mance;
2. Les expériences culturelles participatives dans lesquelles les gens sont invités à interagir, à se manifester, à faire partie du spectacle;
3. Les projets qui se déroulent en dehors de la période estivale, soit entre les mois de septembre et mai;
4. Les projets d'exposition en plein air ou d'intervention temporaire en art public.

Ne sont pas admissibles :

• Les activités extérieures présentées sur le domaine public ou privé impliquant une tarification pour le public;
• Les projets qui se déroulent à l'intérieur du périmètre du Quartier des spectacles;
• Les foires, marchés, salons, galas, concours, colloques et congrès, activités de financement;
• Les projets déjà soutenus dans le cadre d'un autre programme de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le volet II - Soutien à des projets structurants
Ce volet du programme vise à soutenir des projets de développement culturel structurants pour l'arrondissement, au profit de la communauté locale et des résidents, dans une perspective durable et pérenne. Est considéré structurant un projet qui vise à développer :

• Nouveaux territoires d'animation;
• Nouveaux publics ou de nouvelles clientèles;
• Nouveaux services culturels;
• Nouvelles infrastructures culturelles;
• Nouvelles dynamiques culturelles.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie a fait du développement culturel une de ses priorités d'action; le *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles* vise à reconnaître publiquement et soutenir concrètement les événements qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. Le soutien financier apporté par l'arrondissement de Ville-Marie (depuis 2002) a donc permis à ces organismes de se consolider et de devenir des acteurs importants dans le domaine du développement culturel. Il est impératif, non seulement de préserver les acquis, mais de continuer à soutenir financièrement le fonctionnement de ces organismes afin qu'ils poursuivent leurs actions auprès de la communauté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Depuis au moins 2015, le budget disponible est de 235 800 $. À titre d'information, voici les montants recommandés au cours des années antérieures :

2019	2018	2017	2016
182 700 $	206 500 $	224 890 $	179 000 $

Le tableau ci-bas illustre la distribution du soutien financier totalisant la somme de 182 700 $ aux dix-neuf organismes pour les 20 projets retenus en 2019 ainsi que le soutien accordé à ces mêmes organismes lors des éditions antérieures :

						SOUTIEN ACCORDÉ LES ANNÉES ANTÉRIEURES			
	NOM DE L'ORGANISME	**TITRE DU PROJET**	**VOLET**	**AIDE RECOM-MANDÉE**	**VALEUR DU SOUTIEN TECHNIQUE** si applicable	**2018**	**2017**	**2016**	**2015**
1.	Écomusée de la maison du fier monde	Parcours dans le quartier !	**I**	**12 950 $**	250 $	13 000 $	10 000 $	15 000 $	14 000 $
2.	Escales improbables de Montréal (Les)	Les explorateurs #2	**I**	**11 000 $**	250 $	27 000 $	-	5 000 $	-
3.	Fille du laitier (La)	La run de lait dans Ville-Marie	**I**	**6 000 $**	250 $	-	-	-	-
4.	Fondation Maison photo Montréal	Carrousel photo	**I**	**8 000 $**	250 $	-	-	-	-
5.	Fondation métropolis bleu	Amis pour la vie dans Ville-Marie	**I**	**8 000 $**	1 000 $	9 500 $	-	7 500 $	8 000 $
6.	Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Journée nationale des autochtones 2019	**I**	**7 500 $**	8 500 $	7 500 $	7 500 $	7 500 $	-
7.	MIssions Exeko	La musique est un lieu de rencontre	**I**	**10 000 $**	-	-	-	15 000 $	18 000 $
8.	Musée du Château Ramezay	Exposition et installation en art public en périphérie de la place Jacques-Cartier	**I**	**10 000 $**	500 $	10 000 $	4 000 $	8 000 $	8 000 $
9.	Musée McCord Stewart	Au travail !	**I**	**12 250 $**	1 500 $	15 000 $	10 000 $	10 000 $	10 000 $
10.	Orchestre Métropolitain	Les mercredis OM	**I**	**9 000 $**	1 000 $	9 000 $	-	-	-
11.	Péristyle nomade	Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés	**I**	**6 000 $**	250 $	-	5 000 $	-	5 000 $

12.	Productions funambules médias	Le cinéma sous les étoiles de Funambules médias- 10e édition	**I**	**5 000 $**	1 000 $	5 000 $	5 000 $	5 000 $	5 000 $
13.	Regroupement des musiciens du Métro de Montréal (RMMM)	Spectacles urbains du RMMM 2019	**I**	**6 000 $**	-	6 000 $	5 000 $	-	-
14.	Sentier Urbain	Programmation culturelle du Circuit Jardins	**I**	**5 000 $**	-	5 000 $	5 000 $	5 000 $	5 000 $
15.	Société pour la promotion de la danse traditionnelle (SPDTQ)	Les sets carrés du Square Cabot avec Espace Trad	**I**	**10 000 $**	3 000 $	-	-	-	-
16.	Théâtre de la botte trouée	Pénombre dans les parcs de Ville-Marie	**I**	**3 000 $**	-	4 200 $	4 000 $	4 000 $	-
17.	Voies culturelles des Faubourgs	La nuit aux flambeaux sur les Faubourgs 2019 5e anniversaire)	**I**	**5 000 $**	250 $	5 000 $	5 000 $	5 000 $	5 000 $
Sous-total - Volet I :				**134 700 $**					
NOM DE L'ORGANISME		**TITRE DU PROJET**	**VOLET**	**AIDE RECOM-MANDÉE**	**VALEUR DU SOUTIEN TECHNIQUE** si applicable	**SOUTIEN ACCORDÉ LES ANNÉES ANTÉRIEURES**			
						2018	**2017**	**2016**	**2015**
18.	Espace libre	Espace utopie	**II**	**15 000 $**	-	23 000$	10 000 $	5 000 $	5 000 $
19.	SPAG	Murale Jeanine-Sutto	**II**	**18 000 $**	500 $	15 000$	**-**	**-**	13 000 $
20.	SPAG	Mise aux normes de éclairage et son	**II**	**15 000 $**	**-**	15 000$	**-**	**-**	13 000 $
Sous-total - Volet II :				**48 000 $**					
TOTAL - VOLET I ET VOLET II				**182 700 $**					

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets augmenteront l'offre de service culturel, renforceront le caractère culturel de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie, en plus d'accroître les retombées

économiques et d'améliorer la qualité de vie des résidants et des travailleurs culturels du quartier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les organismes doivent mentionner que le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie dans tous les documents promotionnels relatifs audit projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cette participation financière sera remise aux organismes selon les modalités de décaissement prévues dans les protocoles d'entente signés par les parties et joints en annexe. Habituellement 80% de la somme est remis à la signature de la convention et 20 % à la réception du bilan final.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-04-24
Soraya MIRANDA Agente de développement culturel	Josée POIRIER Chef de division
Tél : 514 868-4925 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-1769 **Télécop. :** 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Chef de division
Tél : 514 872-1769
Approuvé le : 2019-04-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1192624004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 » et accorder des contributions totalisant 182 700 $

Les documents suivants pour chacun des organismes ont été déposés au bureau de la Division de la culture :
- Lettres patentes;
- Résolution du conseil d'administration;
- Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Registraire des entreprises;
- États financiers;
- Rapports annuels;

Annexe 2 - Écomusée maison fier monde.pdf
Annexe 2 - Escales improbables.pdf
Annexe 2 - Espace libre.pdf
Annexe 2 - Fille du laitier.pdf
Annexe 2 - Fondation Maison photo.pdf
Annexe 2 - Fondation Métropolis bleu.pdf
Annexe 2 - Foyer femmes autochtones.pdf
Annexe 2 - Missions Exeko.pdf
Annexe 2 - Musée Château Ramezay.pdf
Annexe 2 - Musée McCordStewart.pdf
Annexe 2 - Orchestre Métropolitain.pdf
Annexe 2 - Peristyle_Nomade.pdf
Annexe 2 - Productions Funambules médias.pdf
Annexe 2 - RMMM.pdf
Annexe 2 - Sentier urbain.pdf
Annexe 2 - SPAG - Murale Janine-Sutto.pdf
Annexe 2 - SPAG - Son & éclairage.pdf
Annexe 2 - SPDTQ.pdf

Annexe 2 - Théâtre botte trouée.pdfAnnexe 2 - VCF.pdf

Aspect financier_GDD 1192624004.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1192624004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 » et accorder des contributions totalisant 182 700 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1192624004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs




Ecomusée de la maison du fier monde.doc Escales improbables de Montréal.doc





Espace libre.doc Fille du laitier.doc Fondation Maison Photo Montréal.doc



Fondation Metropolis bleu.doc




Foyer pour femmes autochtones de Montréal.doc Missions Exeko.doc





Musée du Château Ramezay.doc Musée McCord Stewart.doc Orchestre Métropolitain.doc



Péristyle nomade.doc





Productions Funambules médias.doc RMMM.doc Sentier urbain.doc





SPAG V2 - Éclairage & Son.doc SPAG V2 - Murale.doc SPDTQ - Espace trad.doc




Théâtre de la botte trouée.doc VCF.doc

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Ecomusée de la maison du fier monde

Statut juridique : incorporé 3e partie de la loi des cies Date d'incorporation : mai 1982

Adresse du siège social 2050 rue Amherst Code postal : H2L 3L8

Téléphone : 514 528 8444 Télécopieur :

Site Internet : www//ecomusee.qc.ca

Nom du mandataire désigné : René Binette Titre : Directeur

Téléphone (bureau) : 514 528 8444 Cellulaire :

Adresse courriel : direction@ecomusee.qc.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

L'Écomusée du fier monde se définit comme un musée d'histoire et un musée citoyen dans le quartier Centre-Sud de Montréal. Sa mission : 1- mettre en valeur les thématiques du travail et de l'engagement citoyen à Montréal, dans leur contexte historique et actuel; 2- développer une muséologie citoyenne pérenne en utilisant les activités et les pratiques muséales comme outils d'éducation populaire et d'autonomisation; 3- contribuer au développement de notre territoire écomuséal par la mise en valeur de son patrimoine et de sa culture, en partenariat avec des acteurs du milieu; 4- favoriser le partage de notre expertise et les échanges aux niveaux local, national et international, et ainsi contribuer au développement des communautés.

L'Écomusée est incorporé depuis 1982 en vertu de la 3e partie de la loi sur les compagnies. Il est reconnu par le ministère de la Culture et des Communications, le Conseil des arts de Montréal et reçoit aussi l'appui du ministère du Patrimoine canadien et de nombreux partenaires privés et publics. Il occupe les locaux de l'ancien bain public Généreux, mais réalise aussi des activités un peu partout dans le quartier. Il rejoint ainsi les publics du quartier, les Montréalais, mais aussi les touristes.

Ses principales activités sont : expositions, visites guidées, publications, programmes éducatifs, activités de médiation culturelle, recherche et conservation. Ses plus récentes réalisations sont les expositions : Cuisinage, InterReconnaissance - une mémoire citoyenne se raconte, Nomades ou itinérants, Une vision des histoires - les 35 ans du Fonds de solidarité FTQ, Variations sur l'art d'ici, D'un oeil différent. Le rapport annuel donne plus de détails.

Information sur le projet

Titre du projet : Parcours dans le quartier

Date(s) de réalisation : septembre et octobre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : Métro Frontenac et rues du quartier

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [ ] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [x] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 21 250 $

Montant du soutien financier demandé : 12 950 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

L'Écomusée, en collaboration avec des organismes et citoyens du quartier, a identifié 50 éléments importants du patrimoine local : des lieux, des événements, des paysages et des personnages du quartier. Ces éléments sont mis en valeur dans un kiosque d'exposition qui peut être présenté en divers lieux publics du quartier.
Notre projet consiste :
- à présenter ce kiosque d'exposition en divers lieux publics du quartier, mais principalement sur la place du métro Frontenac
- à accompagner la présentation de ce kiosque de diverses activités d'animation
- à proposer une série de visites guidées du quartier pour découvrir ce patrimoine.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Objectifs :

Assurer la visibilité des activités auprès des habitants du quartier.

Faire connaître et apprécier les activités aux publics potentiels.

Promouvoir les activités auprès des organismes et commerces du quartier.

Outils de promotion :

- Carton promotionnel imprimé et virtuel
- Site Web de l'Écomusée
- Facebook
- Twitter
- Instagram
- Calendriers culturels
- Envois courriels ciblés

Le logo de Ville Marie apparaîtra sur tout le matériel promotionnel

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Ecomusée de la maison du fier monde (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : René Binette directeur

Date : 15 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Ecomusée de la maison du fier monde

Nom du projet : Parcours dans le quartier

Date de réalisation : sept-oct 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	12950		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	12950		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	8300		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	8300		
TOTAL DES REVENUS	21250		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	4200		
Honoraires professionnels	4450		4 450
Main-d'œuvre technique	900		900
Cachets	1200		1 200
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	500		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	1500		1 500
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	900		900
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	13 650		8950
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	2000		2000
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage	500		500
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)	1500		1500
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	4000		4000

ADMINISTRATION			
Coordination du projet	3600		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	3600		
TOTAL DES DÉPENSES	21250		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

Montréal, le 13 février 2019

Madame Soraya Miranda

Arrondissement de Ville-Marie

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

Madame

Veuillez trouver ci joint notre demande d'aide financière dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019, volet 1.

Notre projet s'intitule : **Parcours dans le quartier**.

Il consiste à mettre sur pied diverses activités d'animation dans le quartier pour mettre en valeur le patrimoine du quartier Sainte-Marie. Les principales activités sont : des visites guidées dans les rues du quartier, la présentation d'une exposition en plein-air sur le patrimoine et une invitation aux citoyens à s'approprier de leur patrimoine. Certaines des activités se réalisent en des lieux et moments communs avec des partenaires, dont Escales Improbables de Montréal, mais notre projet est autonome est soi et est de nature essentiellement patrimoniale.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute information supplémentaire.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs

René Binette, FAMC

Directeur

Écomusée du fier monde

2050 rue Amherst

Montréal H2L 3L8

Parcours dans le quartier

Description détaillée du projet

Demande à l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme de Soutien financier aux initiatives culturelles volet 1 - Intervention dans l'espace public.

Contexte

L'Écomusée du fier monde a une expertise unique et spécifique portant sur l'histoire et le patrimoine du quartier Centre-Sud de Montréal, de même que dans la mise sur pied d'activités de médiation culturelle liées au patrimoine local. Le présent projet s'appuie sur cette expertise. Il s'inscrit aussi dans la foulée du projet appuyé en 2018 par l'arrondissement de Ville-Marie. Rappelons brièvement que l'appui financier de l'arrondissement nous a permis l'an dernier :

- de réaliser un kiosque d'exposition itinérant mettant en valeur le patrimoine du quartier

- d'organiser des visites guidées permettant de découvrir le patrimoine local

- de nous associer à un volet original de découverte patrimoniale et artistique du quartier avec les Escales improbables : le parcours des explorateurs.

Parcours dans le quartier : concept et activités

Le projet que nous proposons pour 2019 propose également 3 volets :

- la présentation du **kiosque d'exposition** sur le patrimoine dans des lieux publics du quartier. Le kiosque met en valeur 50 éléments du patrimoine local : des lieux, des personnages, des événements, des paysages. La présentation de cette exposition en plein air est accompagnée d'activités d'animation permettant de faire participer les citoyen.es en leur demandant d'identifier des éléments qu'ils jugent importants du patrimoine local, ce qui enrichit notre connaissance de la perception des citoyens vis à vis de leur patrimoine.

- l'animation de **visites guidées** pour permettre aux résident.es de découvrir le patrimoine et l'histoire du quartier. Ces visites sont d'une durée d'environ 90 minutes et sont animées par des guides expérimentés qui connaissent bien le quartier.

- la poursuite de notre projet avec les Escales Improbables : des visites alliant un **volet patrimonial et un volet artistique**. Ce volet s'appuie sur l'expérience de 2018 : un guide de l'Écomusée raconte l'histoire du quartier en s'appuyant sur des éléments du patrimoine et des artistes interviennent par des prestations musicales ou liées à l'art du cirque. Il s'agit d'une façon de mettre en valeur le patrimoine du quartier et d'établir des ponts entre les professionnels du patrimoine et les artistes. Les Escales Improbables sont responsables du volet artistique du projet (ils ont une entente avec le Cirque Hors piste à ce sujet) et l'Écomusée du volet patrimonial. La présente demande à l'arrondissement est pour le volet patrimonial du projet.

Les activités proposées se dérouleront en septembre et octobre 2019.

Objectifs

Les objectifs de notre projet sont les suivants :

- Mettre en valeur le patrimoine de Sainte-Marie
- Animer des espaces publics au moyen d'un kiosque d'exposition itinérante sur le patrimoine local
- Créer une ambiance festive autour du patrimoine local
- Susciter la participation des citoyens du quartier et leur permettre s'approprier leur patrimoine.

Les principales étapes du projet sont les suivantes

- Mise au point du circuit de visites guidées : ces circuits permettront de mettre en valeur des éléments importants du patrimoine du quartier Sainte-Marie (école Gédéon Ouimet, place Joseph Venne, JTI Macdonald, Grover, Carrefour Saint-Eusèbe, paroisse polonaise Notre-Dame de Czestochowa, parc Médéric Martin, etc.)
- Répétitions avec les artistes identifiés par Escales improbables (Cirque Hors piste) pour les visites du Parcours des explorateurs.
- Entente avec le Marché solidaire Frontenac pour les informer des moments de notre présence et nous assurer d'une synergie promotionnelle. Des contacts ont été fait à ce sujet avec le Marché solidaire. Nous contacterons aussi la Société écocitoyenne de Montréal qui doit aussi proposer des activités sur la place du métro Frontenac.
- Préparation d'outils de communications pour faire la promotion des activités
- Présentation du kiosque à 6 reprises sur la place du métro Frontenac.
- Visites guidées dans le quartier Sainte-Marie (15 visites, dont 6 du Parcours des Explorateurs)
- Évaluation du projet.

Échéancier

Juin 2019 : Préparation du circuit de visite guidées. Les circuits couvriront un secteur du quartier Sainte-Marie entre les rues Ontario, Parthenais, de Rouen et Gascon, avec comme point de départ, le métro Frontenac.

Échanges avec avec le Marché solidaire Frontenac (et la Société écocitoyenne de Montréal) pour faire une promotion commune.

Transmission des informations nécessaires à Escales improbables.

Été 2019 : Préparation des outils de promotion : cartons, messages courriels, etc.

Août 2019 : Répétitions du parcours explorateurs.

Distribution du matériel promotionnel.

Septembre et octobre 2019 :

15 visites guidées dans le quartier Sainte-Marie. Certaines visites auront comme point de départ le métro Frontenac et d'autres l'Écomusée. Les dates prévues des visites sont : les week-ends du 7-8, 21-22, 28-29 septembre et 5-6 octobre. Les visites du parcours des explorateurs sont prévues du 14 au 17 septembre. Il y aura 2 visites par jour à certains moments, ce qui explique que le nombre de jours est moindre que le nombre de visites de 15.

6 présentations du kiosque. Les moments proposés sont : du 14 au 19 septembre. Cet horaire pourrait varier selon des demandes spécifiques qui pourraient être faites par le marché solidaire Frontenac ou la Société écocitoyenne.

Octobre 2019 : Évaluation du projet.

Novembre 2019 : Remise du rapport à Ville-Marie.

Équipe

Les personnes suivantes de l'Écomusée seront mises à contribution dans le cadre du projet :

Coordination du projet : René Binette, directeur de l'Écomusée du fier monde et associé à l'organisme depuis 1980. René Binette effectuera aussi certaines des visites du quartier.

Conception du plan et des outils de communications : Florentine Duchange, chargée de communications à l'Écomusée.

Présence et médiation lors de la présentation du kiosque d'exposition : Émilie Allain, responsable de l'éducation et de l'action citoyenne à l'Écomusée.

Gestion administrative et tenus de livre : Manon Belleville, adjointe-administrative Écomusée.

Il est à noter que ces 4 personnes sont des salariées de l'Écomusée. Bien que la valeur de leur contribution au projet est comptabilisée, elle constitue la part de l'Écomusée et aucun montant lié à leur salaire n'est pas payé à même la subvention demandée à Ville-Marie.

L'évaluation de la valeur de la contribution de l'Écomusée est la suivante :

- Coordination : 12 jours X 300 $ = 3 600 $
- Plan de communications : 10 jours X 200 $ = 2 000 $
- Médiation lors de la présentation du kiosque : 6 jours X 200 $ = 1 200 $
- Gestion administrative : 5 jours X 200 = 1 000 $
- L'Écomusée fera aussi diverses dépenses de matériel pour le projet, que nous évaluons à 500 $.

Contribution totale de l'Écomusée : 8 300 $

S'ajoutent à cette équipe les contractuels suivants (les honoraires versées à ces personnes le seront à même la subvention demandée à Ville-Marie) :

- Diane Urbain, de Coquelicot Design. Chargée de projet. Conception visuelle et graphisme de l'exposition et du matériel promotionnel. Associée aux projets de l'Écomusée depuis de nombreuses années.
- Daniel Heikalo, artiste photographe et natif du quartier. Il connait très bien le quartier pour l'avoir photographié en long et large. Il a aussi une bonne expérience d'animation de visites guidées et est en mesure de faire des visites alliant diffusion de connaissances sur le patrimoine et partage de son savoir expérientiel.
- Camille Crevier-Lalonde, technicienne en muséologie, pour le montage et la technique liée au kiosque.
- Camille Choinière, médiatrice culturelle et étudiante en histoire de l'art pour l'animation du kiosque et compilation des statistiques de fréquentation et d'appréciation.
- Une personne à identifier comme assistante aux communications pour la distribution du matériel promotionnel et certaines actions de communications.

Cela représente les dépenses suivantes :

Coquelicot Design : 225 $ X 20 jours = 4 450 $ (item honoraires de la grille budget)

Heikalo : 8 visites X 150 = 1 200 $ (item cachet de la grille budget)

Camille Crevier Lalonde : 6 jours X 150 = 900 $ (item main d'oeuvre technique de la grille budget)

Camille Choinière : 6 jours X 150 $ = 900 $ (item autre de la grille budget production)

Assistante en communications : 10 jours X 150 $ = 1 500 $ (item autre de la grille budget promotion)

La grille budget inclus également un montant de 1 500 pour location de véhicule : il s'agit des frais de transport du kiosque d'exposition.

Évaluation du projet

Nous visons à joindre en priorité les citoyen.es du quartier. Notre plan de promotion en tient compte.

D'un point de vue quantitatif, nos cibles sont les suivantes :

- Présentation d'un kiosque d'exposition à 6 reprises
- Offre de 15 visites guidées dans le quartier
- Nombre de personnes rejointes par le kiosque d'exposition : 1 200 personnes
- Nombre de personnes qui feront les visites guidées : 180.
- Nombre de cartons promotionnels distribués : 1 000.

Mesure et indicateurs :

- La programmation finale permettra de constater la présence de : 1 kiosque pour 6 jours

- Un décompte du nombre de personnes participants aux visites guidées sera fait et compilé de façon systématique. Nous serons en mesure d'établir le % de l'objectif atteint : nombre de personnes / objectif de 180.
- Un décompte du nombre de personnes qui verront le kiosque d'exposition sera fait de façon systématique sur chacun des lieux de présentation. Nous serons en mesure d'établir le % de l'objectif atteint : nombre de personnes / objectif de 1200.
- Le plan de distribution fera état du nombre de cartons distribués par lieu de distribution pour un objectif de 1 000.

D'un point de vue qualitatif, nos objectifs sont les suivants :

- Nous visons à transmettre au public présent des informations sur le patrimoine local
- Nous recueillerons auprès du public son appréciation du contenu présenté dans le kiosque et dans les visites guidées
- Nous visons à augmenter la fierté des citoyens face à leur patrimoine.
- Nous recueillerons les commentaires des personnes participantes sur le patrimoine du quartier.

Pour mesurer les résultats, nous procéderons de deux façons :

- Un court questionnaire d'évaluation sera remis à un échantillonnage de personnes qui participeront aux activités. L'Écomusée a un formulaire type qui sera adapté au projet et permet d'obtenir des informations sur le lieu de résident des personnes présentes et leur appréciation de l'activité.

Retombées

Les retombées escomptées sont les suivantes :

Pour l'Écomusée du fier monde, nous espérons augmenter notre notoriété dans le quartier, rejoindre les citoyens dans divers lieux publics hors de nos locaux de la rue Amherst, et remplir notre mandat de mieux faire connaître le patrimoine. Nous espérons aussi recueillir des suggestions d'éléments du patrimoine local qui semblent importants pour les citoyens en vue de les mettre en valeur dans des activités futures. Le projet servira aussi à alimenter le site internet de l'Écomusée. Finalement, le projet permettra de créer ou de consolider des partenariats entre l'Écomusée et des organismes locaux : Escales Improbables et Marché solidaire Frontenac.

Pour le quartier, nous visons à mieux faire connaître et à mettre en valeur le patrimoine local par les diverses actions entreprises. Le patrimoine local reste largement méconnu et des projets comme celui-ci contribuent à le faire reconnaître. Pour les citoyens, nous visons à leur transmettre des informations sur le patrimoine, à les faire réfléchir sur le patrimoine du quartier et en être fiers.

Nous souhaitons également que le projet permette de franchir une nouvelle étape dans la mise sur pied de visites guidées alliant un contenu patrimonial et un contenu artistique. L'expérience réalisée en 2018 à cet égard était très intéressante et prometteuse. L'Écomusée

propose des visites guidées dans le quartier depuis de très nombreuses années. Ces visites se comparent à celles proposées dans d'autres quartiers montréalais (par Héritage-Montréal, l'Autre Montréal ou Mémoire du Mile-End, par exemple), et dans d'autres grandes villes partout dans le monde. Le parcours de explorateurs, qui allie visite patrimoniale à prestation artistique nous semble une façon originale et novatrice de proposer ce genre de visites : une offre qui nous semble nouvelle. Il existe bien des visites thématiques ou costumées (ghost tours, etc.), mais notre proposition se démarque : un expert en patrimoine fait le commentaire historique, et les artistes ponctuent les informations transmises de musique, jonglerie, acrobatie, etc. qui ajoutent une autre dimension à la visite. Nous pensons que ce type de visite est une voie qui mérite d'être explorée et développée dans l'avenir.

Identification du site choisi

Les visites guidées se dérouleront dans les rues du qurtier.

Le kiosque sera présenté sur la place du métro Frontenac. Les autorisations nécessaires seront demandées à l'arrondissement Ville- Marie à cet égard.

Plan de communications et visibilité à Ville-Marie

Parcours dans le quartier - septembre et octobre 2019

Objectifs

Assurer la visibilité des activités auprès des habitants du quartier.

Faire connaître et apprécier les activités aux visiteurs potentiels.

Promouvoir les activités auprès des organismes et commerces du quartier.

Stratégies

- Informer le milieu communautaire et les organismes en lien avec le thème, dans le quartier
  Public cible : les intervenants, la communauté, résidents du quariter

- Viser le milieu artistique, culturel et patrimonial.
  Public cible : les montréalais amateurs de sorties culturelles

Outils

<u>Promotion</u>

- Carton promotionnel imprimé et virtuel
- Site Web de l'Écomusée
- Facebook

- Twitter
- Instagram
- Calendriers culturels
- Envois courriels ciblés

Envois ciblés

Listes de l'Écomusée

-organismes communautaires et regroupements du quartier
-maisons de la culture, bibliothèques, services des loisirs,
-arrondissement Ville-Marie et Ville de Montréal
-réseau muséologie / patrimoine / histoire
-réseau professionnel universitaire
-réseau étudiant collégial et universitaire

Actions et étapes

- Affichage de la programmation sur le site Web de l'Écomusée et des partenaires.
- Insertion de l'exposition dans la programmation de l'Écomusée sur divers sites Web et calendriers culturels.
- Envoi par courriel du carton promotionnel aux organismes du quartier, amis de l'Écomusée.
- Distribution du matériel promotionnel dans le quartier et aux organismes partenaires.
- Alimentation de la page facebook de l'Écomusée
- Alimentation du fil twitter
- Alimentation du fil instagram

Visibilité à l'arrondissement de Ville-Marie

- Logo de l'arrondissement présent sur la page web et les outils promotionnels (carton imprimé et carton virtuel)
- Mention sur les médias sociaux
- Logo de Ville Marie sur le kiosque d'exposition itinérante.

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

✔Volet 1 Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : LES ESCALES IMPROBABLES DE MONTREAL

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 18 février 2004

Adresse du siège social 1805 rue Fullum Code postal : H2K 3M9

Téléphone : 514 313 6667 Télécopieur :

Site Internet : escalesimprobables.com

Nom du mandataire désigné : Sylvie Teste Titre : Directrice générale

Téléphone (bureau) : 514 313 6667 Cellulaire :

Adresse courriel : administration@escalesimprobables.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

1) Mission des EIM
Les Escales Improbables de Montréal (EIM) ont pour mandat de soutenir, développer et faire vivre une réalité pluridisciplinaire, intergénérationnelle, créative et sociale de la place de l'art dans la cité et dans la vie des citoyens. Elles créent des contextes de présentation qui privilégient les rencontres entre des artistes, des lieux et le public.
Les EIM produisent, créent et diffusent des œuvres artistiques (de toutes disciplines des arts de la scène, aux installations et aux transformations d'espaces) avec des artistes de Montréal et du monde entier. La majorité des activités se déroule en extérieur dans divers espaces publics et quartiers de la Métropole.
Son mandat est soutenu par quatre mots : Engagement - Créativité - Proximité - Diversité;
et ses activités mettent de l'avant :
L'impact des œuvres et des artistes sur l'environnement urbain quotidien des citoyens ; Les rencontres entre artistes reconnus et artistes émergents de différentes disciplines ; Son rôle d'incubateur de rencontres entre les artistes et les citoyens et Les croisements avec différents milieux de la société civile ;
2) Structure organisationnelle :
La direction générale et artistique est assurée par Sylvie Teste. L'équipe permanente sur l'année (en plus de la direction) comprend 3 personnes pour : la coordination /administration, les réseaux sociaux, le responsable du suivi du site web.
Plusieurs personnes sont engagées à différents moments de l'année en fonction du calendrier d'activités de l'organisme : technique, logistique, sécurité, graphisme, production, médiation, autres tâches de communication, relations presse, partenariats médias, administration pour les autorisations diverses. L'organisme bénéficie du soutien d'environ 60 bénévoles

Information sur le projet

Titre du projet : Les Explorateurs, #2

Date(s) de réalisation : du 14 au 17 septembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : Quartier Sainte-Marie

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☑ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☐ danse
- ☑ arts du cirque
- ☑ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 42.510,00 $

Montant du soutien financier demandé : 15.000,00 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Après le succès d'une première expérimentation du projet «Les Explorateurs» en 2018, une deuxième version du projet est présentée pour 2019.
Les Explorateurs forment une série de six parcours piétons, dynamiques et pluridisciplinaires pour accompagner les citoyens à travers Sainte-Marie en septembre 2019.

Ces parcours sont conçus avec des activités qui croisent inteventions artistiques (musique, cirque,) et visites guidées liées au patrimoine.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

1) En 2019, en lien avec notre objectif de développement du public sur les 2 axes (jeunes et familles) comme indiqué dans l'annexe 2, nous créerons un outil de communication spécifique pour ces publics et pour les informer du projet. Cet outil sera diffusé via des oragnismes parteanires de longues dates exemple la Maison des Familles du Centre-Sud, mais aussi par de nouveaux comme le Regroupement des Maisons des jeunes du Québec.
2) Notre objectif de diversification du public passera aussi par une augmentation de notre communication par les réseaux sociaux et une campagne web AdWords. Nous avons opéré ces orientations depuis 2017 et nous poursuivons.
Les Médias sociaux : entretenir et développer les stratégies de «community management». Le community management fonctionne bien pour Les EIM mais nous souhaitons le faire progresser encore. Pour cela, les investissements vont être les suivants :
-photos et vidéos en augmentation ce qui veut dire rémunérer une personne de plus pour augmenter notre contenu photos et vidéos avant, pendant et après les activités.
-augmenter notre investissement de publicité payante du Facebook pour s'assurer que nos publications soient affichées à plusieurs reprises.
-continuer à investir dans une politique de publications sur toute l'année pour que la communauté reste active et fidèle ce qui a un impact direct sur la fréquentation des activités (augmentation régulière de nos abonnés).
- investir pour créer encore plus de contenu exclusif car c'est cela qui augmente le taux d'engagement et la fidélité.
3) Les outils conventionnels seront maintenus, bien entendu : Outils papier : cartes postales, affiches, panneaux d'information, programmes et relations presse ; et outils numériques : site internet régulièrement mis à jour et envoi régulier d'infolettres.
Les partenariats auprès des organismes des communautés culturelles, communautaires, touristiques et de l'éducation seront toujours actifs pour la diffusion de nos informations.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés LES ESCALES IMPROBABLES DE MONTREAL (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Sylvie Teste Signature numérique de Sylvie Teste Date : 2019.02.22 12:48:06 -05'00'

Nom et fonction du représentant autorisé : Sylvie Teste Directrice générale et artistiq

Date : 21 FEVRIER 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : LES ESCALES IMPROBABLES DE MONTREAL

Nom du projet : LES EXPLORATEURS

Date de réalisation : 14 AU 17 SEPTEMBRE 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
PATRIMOINE CANADA	6000		
Provincial (précisez les programmes)			
TOURISME QUEBEC	6000		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	27000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services	3000		
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	10010		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services	2500		
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	15510		
TOTAL DES REVENUS	42510		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels	7000	3500	
Main-d'œuvre technique	1000		
Cachets	12960	8000	
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction	500		
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	800		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances	350		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson	500		
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	600		
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	23710	10500	
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	1000	500	
Frais de représentation	500		
Dossiers de presse	500		
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	3000	1500	
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	1500		
Frais de traduction	500		
Frais d'affichage	800		
Photographie	600		
Production vidéo	800	800	
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)	5000	1700	
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	14200	4500	

ADMINISTRATION			
Coordination du projet	2000		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	600		
Frais de déplacement et de représentation	600		
Locations de bureaux	800		
Autre (précisez)	600		
TOTAL ADMINISTRATION	4600		
TOTAL DES DÉPENSES	42510	15000	
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

“ *On devrait toujours être légèrement improbable* ”
Oscar Wilde

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019
Arrondissement de Ville-Marie

ANNEXE 2 - PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DU PROJET
«Les Explorateurs»

Volet 1 - Interventions dans l’espace public

Contexte du projet

En 2018, Les EIM ont lancé une première expérimentation de déambulation et d'animation urbaine dans le quartier Sainte-Marie.

Suite à cette première expérience, les retours positifs ont été nombreux. Le public a vraiment embarqué dans l'expérience, qui a su ravir à la fois les familles et les jeunes du quartier par son aspect rythmé et interactif.

De nombreux participants ont souligné l'originalité du projet: une visite guidée menée par un spécialiste du patrimoine, René Binette, directeur de l'Écomusée du fier monde, où les explications historiques se mêlaient à des interventions artistiques également menées par des spécialistes de leurs arts (le quatuor Quasar et les artistes de Cirque Hors Piste).
Grâce au travail de préparation, les deux volets (patrimoine et artistique) ont su s'entremêler et non pas simplement se juxtaposer afin de créer un ensemble fluide et cohérent.
Les artistes et le guide ont vécu cela comme une expérience extrêmement enrichissante, leur permettant de découvrir une nouvelle façon de travailler.

Nous avons également pu observer les impacts sur les passants, qui ont pu s'arrêter, voire même se détourner de leur chemin pour suivre une partie du parcours. Les parcours n'ont donc pas seulement touché les participants inscrits mais ont su capter aussi une audience plus large et avoir des impacts sur plusieurs niveaux.

Fort de ces observations et retours positifs attestant de la réussite du projet, Les EIM poursuivent en 2019 l'aventure des « Explorateurs », qui s'inscrit dans sa démarche de placer l'art dans le quotidien par des approches novatrices et de créer des expériences originales pour les citoyens.

L'Écomusée du fier monde et le Cirque Hors Piste ont également souhaité reconduire l'expérience, afin de développer leur travail en collaboration avec plusieurs organismes du Centre-Sud.

Le projet «Les Explorateurs », version 2

En 2019, l'expérience s'enrichit ! L'itinéraire change et devient une boucle, avec comme point de départ et d'arrivée le Métro Frontenac.
Par ailleurs, Les EIM ont décidé de perfectionner encore l'articulation des 2 volets, patrimoine et art.
Le travail en amont commencera plus tôt (à partir de mai 2019), les lieux sélectionnés lors des repérages prendront en compte l'intérêt pour la visite guidée mais seront aussi pensés pour que le public puisse avoir des interactions variées avec les différentes interventions artistiques. Il s'agira de déterminer quels lieux sont les plus pertinents pour les interventions artistiques en terme d'impacts pour le public tout en travaillant sur la façon dont ces interventions peuvent mettre en valeur les lieux.
Un travail de minutage sera effectué pour que les transitions entre la visite guidée et les interventions artistiques soient encore plus fluides. De nombreuses réunions seront effectuées, afin que chaque partie connaisse les interventions de l'autre. **Un véritable travail de création de partition sera donc effectué, les interventions des artistes venant faire écho à la visite guidée, et inversement. Cela apportera toute la dimension visée au projet.**
Une attention particulière sera portée aux interactions entre le guide, les artistes et le public, afin que le parcours soit dynamique et convivial.

Comme en 2018, les parcours seront accessibles dès 7 ans, gratuits, et sur inscription. Des agents d'information seront également présents au Métro Frontenac afin d'intégrer des participants de dernière minute, et d'expliquer le projet aux passants désirants de plus amples informations.

Le public visé

En 2018, nous avons travaillé avec la Maison des jeunes l'Escampette, qui a particulièrement apprécié le parcours.
La personne encadrant le groupe d'adolescents nous a expliqué que ces jeunes sont en général très dissipés lors de visites, et qu'il a lui-même été surpris de leur attention et leur concentration pendant toute la durée du parcours. Selon lui, c'est l'alternance entre les moments d'explications historiques et les moments artistiques qui ont rendu cette concentration possible.
Ce constat nous a donné envie de développer des partenariats avec le RMJQ (Regroupement des Maison des jeunes du Québec) afin de faire profiter le plus grand nombre de ce parcours

qui semble correspondre parfaitement à cette tranche d'âge. Nous allons donc travailler en amont pour mobiliser ce réseau via différents moyens dont un document de présentation réalisé spécifiquement pour eux. Nous souhaitons particulièrement mettre en place un partenariat avec la Maison des jeunes Quinka-buzz qui se situe en plein Centre-Sud, rue Fullum.

Cette année le parcours se déroulera sur 4 jours, incluant une fin de semaine pour pouvoir toucher plus facilement le public des familles.
En effet, les familles ont particulièrement apprécié nos parcours l'an passé, aussi il nous a semblé naturel de prévoir des parcours à un moment qui serait plus susceptible de leur convenir.
Les EIM ont depuis plusieurs années développé des activités pour les familles (*Danza en familia* notamment) et possèdent déjà un bon réseau de relais pour ce public. Par ailleurs, nous avons déjà pu parler de ce projet à l'Association des familles du Centre-Sud, qui nous a témoigné tout son intérêt.

Le choix des artistes

Cette année, nous avons fait le choix de concentrer notre travail avec des artistes de Cirque Hors Piste avec qui nous avons eu une très belle collaboration l'année dernière.
Ainsi, nous pourrons véritablement approfondir l'expérience des « Explorateurs », travailler la qualité de l'articulation entre interventions artistiques et visites guidées.

En 2018, 7 artistes intervenaient sur les différents parcours, dont 3 de Cirque Hors Piste.
En 2019, ce seront 8 artistes de Cirque Hors Piste qui interviendront, avec des spécialités artistiques différentes, et dont certains qui seront musiciens.

Calendrier et lieux

Processus d'élaboration :

Mai 2019 : prise de contact avec le réseau des maisons des jeunes et les associations de familles de Sainte-Marie, et réunions de travail avec l'Écomusée du fier monde et les artistes de Cirque Hors Piste.

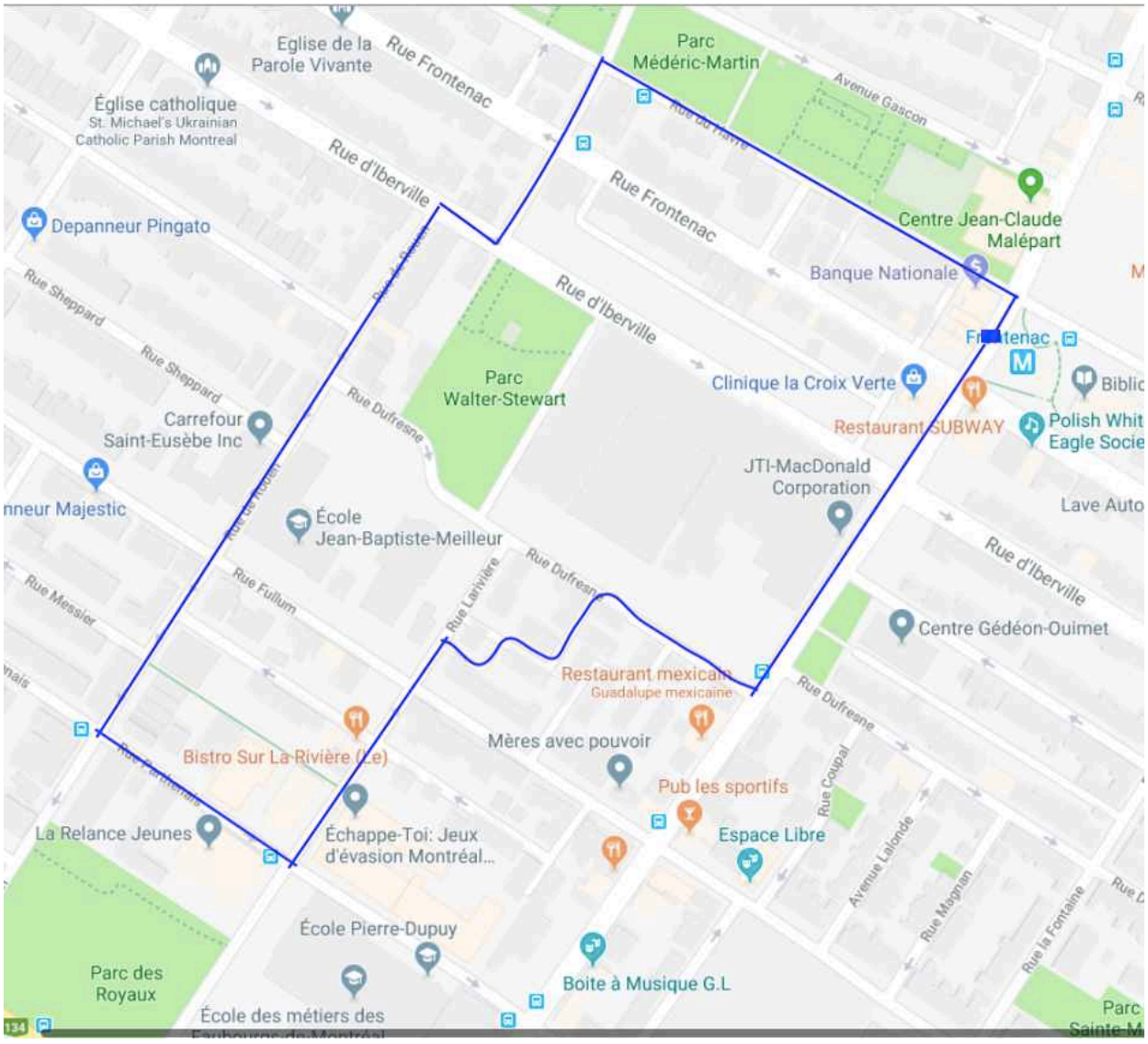
Fin juin: finalisation de l'itinéraire du parcours «Les Explorateurs» et de sa planification, avec l'expertise de tous les acteurs (Cirque Hors Piste et Écomusée).

Calendrier des 6 parcours :

Samedi 14 et dimanche 15 septembre (2 par jour):
de 13h30 à 15h00,
puis de 15h30 à 17h

Lundi 16 et mardi 17 septembre :
de 17h30 à 19h00.

Comme indiqué ci-dessus, l'itinéraire sera consolidé et validé en concertation avec plusieurs acteurs. Bien entendu, l'idée principale est de donner à découvrir des chemins de traverses dans ce quartier et des sites moins connus.
Voici la version actuelle des rues du parcours 2019, qui a pour point de départ et d'arrivée le Métro Frontenac, et passe par les rue Ontario E, Marchand, Larivière, Parthenais, De Rouen, par le parc Médéric-Martin, puis finit par la rue du Havre.



Présentation des collaborateurs

Cirque Hors Piste

Cirque Hors Piste est un organisme dédié au cirque social, qui offre un espace alternatif et inclusif de création aux jeunes ayant un parcours de vie marginalisé. Cirque Hors Piste s'appuie sur un solide historique et sur un partenariat sans précédent avec le Cirque du Soleil, depuis 1995, sous l'appellation Cirque du Monde Montréal. Cirque Hors piste est un des organismes installé dans l'Îlot Sainte-Brigide-de-Kildare.

L'Écomusée du fier monde

Fondé en 1980 et incorporé en 1982, l'Écomusée du fier monde est à la fois un musée d'histoire industrielle et ouvrière de Montréal et un musée citoyen. Reconnu et soutenu par le ministère de la Culture et des Communications du Québec et par le Conseil des arts de Montréal, l'Écomusée met en valeur l'histoire et le patrimoine du Centre-Sud de Montréal. Microcosme de la Révolution industrielle au Québec de la seconde moitié du 19e siècle, ce quartier a été témoin des impacts de l'industrie sur le travail et sur les conditions de vie des familles ouvrières.

L'Écomusée du fier monde développe une pratique muséale axée sur l'éducation populaire et met en place des projets participatifs, en étroite collaboration avec la population, les institutions et les organismes du quartier. De plus, il s'implique dans les réflexions qui concernent le développement présent et futur de son milieu.

Retombées du projet

Elles sont de plusieurs natures:

- Permettre des collaborations et des échanges entre des organismes du quartier (Les EIM, L'Écomusée, Cirque Hors Piste) et donc de croiser des publics.

- Proposer à des groupes divers de citoyens du quartier (particulièrement les familles et les jeunes) de participer à une expérience pluridisciplinaire et de découverte originale du patrimoine d'une partie de leur quartier.

- Donner une expérience professionnelle intéressante à de jeunes médiateurs culturels pour l'encadrement du public pendant les parcours et aussi pour la mobilisation (de groupes ou individuellement) en amont et entre le 14 et 17 septembre.

Retombées pour les citoyens

Les retombées seront à court terme pendant l'événement et à long terme pour les liens qui auront été tissés entre eux et avec leur quartier. L'objectif des EIM est de susciter l'intérêt des citoyens pour de nouvelles formes artistiques et de créer des liens inusités en proposant des temps de partage avec les artistes.

Indicateurs

- **Quantitatifs**:
  - Nombre de citoyens participants activement aux 6 parcours organisés.
  - Résultats obtenus dans les médias et sur les réseaux sociaux.

- **Qualitatifs** :
  - Avis et impressions des participants pendant et après le projet.
  - Commentaires et posts sur les réseaux sociaux et /ou envoyés aux EIM. (Facebook, Twitter, Instagram, et sur le site web des EIM).
  - Les photographies et vidéos qui seront prises et diffusées sur les réseaux par le public.

Public cible et nombre de participants

Les EIM bénéficient d'un public fidèle et le contexte du projet permettra de croiser et diversifier différents publics participant aux parcours.

La dernière étude de public des EIM, réalisée en 2017, montre qu'une grande diversité de personnes, en âge et en origine socio-professionnelle, fréquentent les EIM.

Les « Explorateurs » toucheront aussi le public de l'Écomusée du fier monde, ainsi que les publics des organismes du quartier mobilisés.

La fréquentation peut être calculée:

- le nombre de personnes participant aux 6 parcours organisés à heures et jours fixes. Estimation = 360 personnes (60 personnes / parcours). Nombre raisonnable pour la qualité de l'expérience.
- Nous comptabiliserons également les passants qui seront sur place et montreront de l'intérêt pour les parcours (en demandant des informations à nos médiateurs, en suivant spontanément un morceau du parcours). Estimation = 300 personnes (50 personnes / parcours).
- soit 660 personnes comptabilisées
- A cela s'ajouteront les personnes informées sur le projet par les réseaux sociaux, infolettres, et les divers moyens de promotion diffusés dans le quartier. Il seront touchés par le projet bien qu'ils n'y participeront pas directement.

" *Les Escales Improbables décloisonnent le côté hermétique des arts en apportant à un public plus large des expériences qu'il ne s'offrirait pas de sa propre initiative. Elles emmènent même, avec l'effort d'autres diffuseurs du même genre, à attirer les néophytes vers une consommation culturelle plus variée. "* - Philippe Allard, artiste visuel.

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☐ Volet 1 ☑ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Espace Libre

Statut juridique : _____ Date d'incorporation : 16 mars, 1979

Adresse du siège social 1945, rue Fullum, Montréal (Québec) Code postal : H2K 3N3

Téléphone : (514) 521-3288 Télécopieur : (514) 521-3391

Site Internet : www.espacelibre.qc.ca

Nom du mandataire désigné : Marc-André Boyes-Manseau Titre : directeur administratif

Téléphone (bureau) : (514) 521-3288 Cellulaire : (514) 462-3390

Adresse courriel : admin@espacelibre.qc.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

L'Espace Libre est un lieu de création et de diffusion axé sur des spectacles qui interrogent et provoquent la pratique du théâtre. Sa mission est de soutenir des prises de paroles audacieuses sur l'art et sur le monde, de favoriser l'expérimentation, la recherche, le dialogue interculturel, et de proposer au public des aventures théâtrales où le plaisir s'accorde avec la performance .

(voir en annexe le profil de l'organisme)

REÇU 2 avril 2019

Information sur le projet

Titre du projet : Espace utopies

Date(s) de réalisation : du 7 janvier au 18 janvier 2020

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Le montage: du 2 au 6 janvier 2020 et le démontage: le 19 janvier 2020

Lieu(x) de réalisation : Espace Libre

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☑ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 199 790 $

Montant du soutien financier demandé : 15 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Camillien Houde, « le p'tit gars de Sainte-Marie », le troisième Spectacle de quartier d'Espace Libre était créé en août 2017 pour célébrer le 375e anniversaire de Montréal. Espace Libre et sa compagnie résidente et fondatrice, le Nouveau Théâtre Expérimental, proposaient un texte original d'Alexis Martin, mis en scène par Geoffrey Gaquère et Daniel Brière, qui réunissait six comédiens professionnels (dont Josée Deschênes et Pierre Lebeau), accompagnés sur scène par un chœur de vingt citoyens du quartier dont certains, en plus d'être figurants, jouaient des rôles de soutien. Ces citoyens avaient été formés au jeu d'acteur durant des ateliers d'initiation. Face à ce triomphe et pour répondre à la forte demande, le spectacle a été repris à Espace Libre au mois de décembre 2018 pour y connaître le même succès : il fut joué à guichet fermé avec ajout de deux supplémentaires.

Espace Libre et le NTE mettent de nouveau leurs forces en commun pour célébrer les 40 ans de notre théâtre avec le spectacle futuriste Espace utopies qui imaginera la création théâtrale en nos murs en 2059. Espace utopies marquera aussi de façon spectaculaire la fin de nos rénovations en proposant une expérience théâtrale à vivre dans tous les étages de notre caserne, pour faire découvrir au public et aux habitants du quartier l'ensemble des possibilités créatrice du nouvel édifice. La direction artistique de ce grand déambulatoire sera assumée par Geoffrey Gaquère (Espace Libre), Alexis Martin et Daniel Brière (NTE) et demandera l'implication d'artistes professionnels et de citoyens du quartier.

Ce grand projet artistique continue de faire d'Espace Libre et du Centre-Sud, des territoires d'exploration pour des artistes et présente au reste de la Ville un portrait différent de notre arrondissement.

La présente demande de subvention sollicite le soutien de la ville à la participation de citoyens du quartier aux ateliers d'initiation au théâtre qui seront offerts gratuitement en amont des représentations, ainsi qu'aux répétitions, à la création et aux représentations d'Espace utopies.

Notez que cet anniversaire et notre réouverture seront soulignés à travers un autre événement à destination du quartier puisque nous convierons voisins et partenaires communautaires, le 30 novembre 2019, à une kermesse de Noël dans notre lieu fraichement rénové. À cette occasion, des activités thématiques et ludiques ouvertes à tous seront proposées par Espace Libre et l'ensemble des acteurs communautaires du quartier pour saluer les efforts communs menés à destination de la

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

La promotion et la visibilité de l'arrondissement qui s'y rattache sont envisagées sur deux axes :
- promotion des ateliers auprès de la population du quartier;
- promotion du spectacle auprès des spectateurs potentiels.

La promotion est envisagée à suffisamment grande ampleur pour toucher les spectateurs de théâtre et nos abonnés à travers des médiums connus des francophones montréalais (les lieux culturels, Le Devoir, La Revue JEU). Les spectateurs du quartier seront mobilisés à travers des événements locaux et par l'activation de notre réseau communautaire.

L'implication de l'arrondissement sera signifiée à travers une grande variété de supports allant de l'impression papier à l'affichage sur site.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme; (Rapport financier annuel de la saison 2017-2018)
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [x] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [x] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires; (Lettre de participation du Nouveau Théâtre Expérimental - NTE)
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [x] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Espace Libre (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature :

Nom et fonction du représentant autorisé : Marc-André Boves-Manseau Directeur administratif

Date : Le 29 mars 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Espace Libre

Nom du projet : Espace utopies

Date de réalisation : du 7 janvier au 18 janvier 2020

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Conseil des arts du Canada	45 000 $		
(rayonnement public)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture (médiations culturelles)	10 000 $		
Conseil des arts de Montréal	5 000 $		
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15 000 $		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	75 000 $		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : 110 spectateurs ou visiteurs 10 représentations ou jours d'activités	20 790 $		
Commandites	8 000 $		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	20 000 $		
Contribution des partenaires en argent (NTE)	75 000 $		
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson (bar - revenu net)	1 000 $		
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	124 790 $		
TOTAL DES REVENUS	199 790 $		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels (concepteurs)	37 790 $		5 000 $
Main-d'œuvre technique	30 500 $		
Cachets (interprètes et avantages)	69 400 $		5 000 $
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	3 250 $		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel (décor, costumes, son et etc..)	18 000 $		2 000 $
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	1 000 $		
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	3 000 $		
Autre (précisez)			
Autre (précisez) Ateliers en théâtre	7 200 $		3 000 $
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	170 140 $		15 000 $
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	2 500 $		
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage	350 $		
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	4 450 $		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	14 000 $		
Frais de traduction			
Frais d'affichage	1 000 $		
Photographie (documentation)	350 $		
Production vidéo (documentation)	500 $		
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez) (réception)	700 $		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	23 850 $		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	5 000 $		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	300 $		
Frais de déplacement et de représentation	500 $		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	5 800 $		
TOTAL DES DÉPENSES	199 790 $		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0 $		

TABLE DES MATIÈRES DU DOCUMENT ANNEXE

Profil de l'organisme	Page 3 et 4
Description sommaire du projet	Page 5
Description détaillée du projet	Page 6 et 7
Éthique et accessibilité	Page 8
Échéancier détaillé de réalisation	Page 9 et 10
Outils pour rejoindre la population du Centre-Sud	Page 11
Visibilité liée au projet (plan de communication et de promotion)	Page 12 et 13
Effets structurants	Page 14
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs	Page 15
Développement artistique durable et impact sur la communauté	Page 16

Matériel d'appui

- Lettres de confirmation des subventions du projet ***Espace utopies***
- Lettre de participation du coproducteur; Nouveau Théâtre Expérimental (NTE)
- Lettres d'appui des partenaires

Document 1 - le projet

Demande d'aide adressée
À l'arrondissement Ville-Marie
Au Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019
Volet II – Soutien à des projets structurants

Pour la création d'*Espace utopies*,
le cinquième spectacle de quartier du Théâtre
Espace Libre

Présenté
Du 7 au 18 janvier 2020

PROFIL DE L'ORGANISME

Situé dans le Centre-Sud de Montréal, au cœur du quartier populaire Sainte-Marie, Espace Libre a élu domicile dans une ancienne caserne de pompiers à quelques rues du pont Jacques-Cartier. Cet édifice où, jadis, on garait les camions qui servaient à éteindre les incendies est devenu un brasier pour la création théâtrale. Depuis 1979, le mandat d'Espace Libre se traduit par :

- La diffusion d'œuvres conçues par des artistes chevronnés qui font un travail de recherche et d'avant-garde, qui repoussent les limites du théâtre, qui interrogent la forme et explorent différents types de représentation ;
- La présentation d'œuvres conçues et mises en scène par des artistes de la relève, écrites par de jeunes auteurs, souvent de premières œuvres ;
- Une sensibilité affichée pour l'ouverture sur le monde par la place que nous accordons à l'expression de notre diversité culturelle, tant par les thématiques des spectacles que par la composition des équipes de création ;
- L'accueil de productions hors Québec.

Depuis 2014, Espace Libre a mis sur pied une série de projets permettant à la compagnie d'aller à la rencontre d'un nouveau public : les citoyens du Centre-Sud de Montréal. Espace Libre a élaboré une stratégie de sensibilisation de nouveaux publics qui lui permet de contribuer au développement et à la consolidation de la diffusion en créant un rapprochement entre les artistes et les citoyens de l'arrondissement Ville-Marie. Cinq initiatives structurantes pour le quartier ont été mises sur pieds :

1. La création d'un **tarif voisin** pour les habitants du H2K.

2. Une **activité de lancement de saison** où Espace Libre invite ses voisins : La Grande Épluchette durant laquelle nous ouvrons notre théâtre aux organismes communautaires invités à y proposer des animations.

3. Le **Comité spectateurs d'Espace Libre** qui a pour but d'initier au théâtre des citoyens des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques qui manifestent déjà un intérêt pour la culture mais qui, pour des raisons économiques et/ou sociales, n'ont pas encore franchi l'entrée d'un théâtre ou sont rarement en contact avec les arts.

4. **Le Spectacle de quartier d'Espace Libre**. Ce spectacle est mis en scène par des artistes professionnels et les citoyens du quartier sont amenés à y collaborer activement. Présenté dans notre saison officielle pour y être présenté au grand public ainsi qu'aux familles de l'arrondissement et à leurs amis, il fait vivre à nos riverains une expérience intime avec les arts vivants.

5. **Racine(s)**, un projet de médiation culturelle par la pratique artistique, articulé autour d'ateliers de création destinés aux citoyens du quartier issus de l'immigration.

Espace Libre s'adapte aux besoins de tous les publics et propose des actions innovantes pour tendre vers l'accessibilité universelle. Premier théâtre montréalais à offrir des représentations décontractées (ouvertes à tous, particulièrement aux personnes ayant un handicap sensoriel ou intellectuel, ou un trouble neurologique ou d'apprentissage, et aux personnes accompagnées de

nouveau-nés), Espace Libre propose également des représentations traduites en langue des signes du Québec (LSQ) pour certains spectacles.

Par ses actions, Espace Libre répond à l'article 27 de la Déclaration des droits de l'homme qui dit que : *« Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent ».*

DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Camillien Houde, « le p'tit gars de Sainte-Marie », le troisième Spectacle de quartier d'Espace Libre était créé en août 2017 pour célébrer le 375e anniversaire de Montréal. Espace Libre et sa compagnie résidente et fondatrice, le Nouveau Théâtre Expérimental, proposaient un texte original d'Alexis Martin, mis en scène par Geoffrey Gaquère et Daniel Brière, qui réunissait six comédiens professionnels (dont Josée Deschênes et Pierre Lebeau), accompagnés sur scène par un chœur de vingt citoyens du quartier dont certains, en plus d'être figurants, jouaient des rôles de soutien. Ces citoyens avaient été formés au jeu d'acteur durant des ateliers d'initiation. Face à ce triomphe et pour répondre à la forte demande, le spectacle a été repris à Espace Libre au mois de décembre 2018 pour y connaître le même succès : il fut joué à guichet fermé avec ajout de deux supplémentaires.

Espace Libre et le NTE mettent de nouveau leurs forces en commun pour célébrer les 40 ans de notre théâtre avec le spectacle futuriste ***Espace utopies*** qui imaginera la création théâtrale en nos murs en 2059. ***Espace utopies*** marquera aussi de façon spectaculaire la fin de nos rénovations en proposant une expérience théâtrale à vivre dans tous les étages de notre caserne, pour faire découvrir au public et aux habitants du quartier l'ensemble des possibilités créatrice du nouvel édifice. La direction artistique de ce grand déambulatoire sera assumée par Geoffrey Gaquère (Espace Libre), Alexis Martin et Daniel Brière (NTE) et demandera l'implication d'artistes professionnels et de citoyens du quartier.

Ce grand projet artistique continue de faire d'Espace Libre et du Centre-Sud, des territoires d'exploration pour des artistes et présente au reste de la Ville un portrait différent de notre arrondissement.

La présente demande de subvention sollicite le soutien de l'arrondissement Ville-Marie à la participation de citoyens du quartier aux ateliers d'initiation au théâtre qui seront offerts gratuitement en amont des représentations, ainsi qu'aux répétitions, à la création et aux représentations d'***Espace utopies***.

Notez que cet anniversaire et notre réouverture seront soulignés à travers un autre événement à destination du quartier puisque nous convierons voisins et partenaires communautaires, le 30 novembre 2019, à une kermesse de Noël dans notre lieu fraichement rénové. À cette occasion, des activités thématiques et ludiques ouvertes à tous seront proposées par Espace Libre et l'ensemble des acteurs communautaires du quartier pour saluer les efforts communs menés à destination de la population de Centre-Sud.

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

Espace utopies invitera les spectateurs à déambuler dans les trois étages du bâtiment rénové pour assister à une odyssée théâtrale composée de scènes, appelées « laboratoires ». Mis en scène par des créateurs renommés, les laboratoires demanderont tous les soirs la participation active d'acteurs professionnels et de citoyens du quartier.

L'aspect ludique sera omniprésent, le théâtre devenant un terrain de jeu pour les artistes et le public. Pour qu'ils éprouvent la sensation de participer à une expérience de laboratoire (ou de visiter la NASA !), les spectateurs seront munis d'un sarrau et de chaussons de protection. Ils assisteront entre-autres à :

- Un laboratoire de recyclage des décors mis en scène par Mireille Camier ;
- Un combat singulier entre un acteur (Philippe Racine) et une machine ;
- Un spectacle empreint de magie concocté par Morena Pratt ;
- Une création originale de Jo Jack et John, notre nouvelle compagnie résidente qui pour interroger la notion de norme sociale, intègre, notamment, des acteurs professionnels ayant une déficience intellectuelle ou issus de divers horizons culturels.

L'épilogue se jouera dans notre salle principale où le public sera convié à une expérience immersive à l'intérieur d'une immense tente pour y vivre une scène « mythologique » futuriste, et explorer un nouveau modèle de société basé sur l'alliance entre les hommes, les animaux et les choses.

Pour sélectionner les dix citoyens qui joueront dans ***Espace utopies***, Espace Libre proposera gratuitement à ses riverains une série d'ateliers durant le printemps et l'automne 2019. Ces ateliers seront l'occasion d'offrir à nos voisins un voyage extraordinaire au cœur du travail de l'acteur. Les participants visiteront Espace Libre de la cave au grenier, verront l'envers du décor, découvriront cet édifice qui fait partie du patrimoine montréalais. L'idée sous-jacente aux ateliers qu'ils suivront est de développer avec eux « l'esprit de troupe ». Un sentiment que l'acteur professionnel doit entretenir au sein d'une équipe et qui se résume par l'entraide, l'appartenance, le plaisir et la solidarité envers le groupe et l'objet qu'il faut mener à bon port : la représentation devant le public. Pour y parvenir, des artistes leur donneront des bases professionnelles. Cette production aura pour but de faire une nouvelle fois d'Espace Libre, en plus de ses activités habituelles, une petite école de théâtre de quartier. L'objectif est de proposer à tous les participants, même à ceux qui ne joueront pas dans les spectacles, une expérience intime de la pratique théâtrale.

Voici la description des apprentissages théâtraux nécessaires à la création d'un spectacle qui seront offerts gratuitement aux participants d'***Espace utopies*** :

Ateliers de mouvement (animés par Estelle Clareton) : les ateliers de mouvement donneront des notions élémentaires de jeu corporel. Les participants y feront l'apprentissage du mime, véritable grammaire du jeu corporel, les aidant à développer leur expressivité dramatique personnelle. Ils travailleront différents styles de marches et de déplacements dans l'espace. Ils toucheront à l'improvisation en solo, en duo et en groupe et appliqueront les techniques apprises. Ils apprivoiseront la transposition du geste quotidien à l'acte scénique. Lors de ces ateliers, les participants exploreront les différentes manières de mettre leur corps au service du spectacle.

Ateliers de jeu d'acteur (animés par Michelle Parent et Geoffrey Gaquère): au travers de jeux et de petits exercices, ils exploreront la voix et l'articulation; ils travailleront les différents registres de sentiments et d'émotions qu'ils devront rendre lors des représentations devant public : la joie, la tristesse, la peur, la colère, etc.

Ateliers d'improvisation théâtrale (animés par Jean-Philippe Durand de la Ligue Nationale d'Improvisation) : sur la base de jeux, ils apprendront les notions essentielles d'écoute, de lâcher-prise et de construction dramatique pour inventer une histoire sur une scène; ils développeront la confiance en soi et en leur imaginaire pour vaincre la timidité et pour se préparer à la représentation devant public.

Les citoyens qui seront sélectionnés pour jouer dans ***Espace utopies*** rencontreront régulièrement les créateurs du spectacle qui leur parleront jeu, décor, costumes, éclairages, écriture dramatique. Ils répéteront avec les professionnels les deux semaines qui précéderont la première représentation. Le total des ateliers et des répétitions représente 150 heures d'initiation. Les citoyens recevront un costume et les conseils d'un maquilleur professionnel ; ils joueront dix représentations professionnelles avec possibilité de deux supplémentaires.

Ceux qui ne joueront pas dans le spectacle auront reçu jusqu'à 70 heures d'ateliers.

ETHIQUE ET ACCESSIBILITE

La participation de nos voisins aux ateliers est gratuite et se fait sur une base volontaire, chacun est libre de quitter les ateliers quand il le désire.

Le travail des citoyens est réalisé en partenariat avec des artistes professionnels aptes à mener ces activités ; ils sont à l'écoute des désirs et des limites des participants et les accompagnent dans les moments de joie et de doute inhérents à tout apprentissage.

Une grande attention sera portée pour offrir la scène à des personnes racisées.

Espace utopies étant une production professionnelle, nous verserons un cachet selon l'entente UDA à chaque voisin qui participera aux représentations finales.

ÉCHÉANCIER DES RÉALISATIONS

Animateurs
Michelle Parent, Estelle Clareton, Geoffrey Gaquère, Daniel Brière, Jean-Philippe Durand, le personnel artistique et administratif d'Espace Libre accompagneront chacune des étapes. La responsable des activités de médiation culturelle d'Espace Libre coordonnera le tout.

Participants aux ateliers :
Trois groupes de vingt personnes dont dix feront partie de la distribution finale.

Mars-avril 2019
Lancement des inscriptions aux ateliers auprès des organismes communautaires et de la population de Centre Sud.

Mai-septembre 2019
Nous convoquerons les participants de l'ensemble des ateliers. Nous leur donnerons en alternance une formation en jeu, mouvement et improvisation ; la durée de chaque atelier est de 20h (60h au total).

À la fin des ateliers, les participants rencontreront les directeurs artistiques Alexis Martin, Daniel Brière et Geoffrey Gaquère qui leur présenteront ***Espace utopies*** et l'implication que le spectacle demandera à ceux qui seront appelés à jouer aux côtés des acteurs professionnels. Ces rencontres seront l'occasion d'échanger avec les citoyens sur le métier d'acteur et sur ce qu'ils devront maîtriser pour faire partie de la distribution finale : aisance sur scène, maîtrise de la projection vocale, capacité à tenir un petit rôle et engagement à nos côtés jusqu'à la dernière représentation.

Lors d'un stage qui se déroulera sur une fin de semaine, nous sélectionnerons les dix citoyens qui participeront au spectacle. Ce stage se fera en présence des deux metteurs en scène Daniel Brière et Geoffrey Gaquère (4h). Ce stage sera à l'identique de ceux qui se font dans les écoles d'art dramatique : rendu d'une scène jouée, séance d'improvisation et travail de mouvement. Le résultat de cette sélection sera communiqué aux participants par courriel.

Par la suite, deux séances de remue-méninges seront organisées en vue de l'écriture de la pièce qui sera jouée par les citoyens. Ces séances faites en présence des metteurs en scène et de l'auteur Alexis Martin seront d'une durée de 6 h.

Octobre-novembre 2019
Lecture de la pièce et distribution des rôles : chaque figurant se fera prendre ses mesures en vue de la confection de son costume ; un contrat d'engagement régi par l'Union des artistes devra être signé par les participants sélectionnés. Ils devront s'engager à être présents tout au long des répétitions, des essayages des costumes, de la semaine d'entrée en salle et des représentations.

Ces répétitions pour un total de 80 heures orchestrées par Geoffrey Gaquère et Daniel Brière consisteront à intégrer les participants dans la mise en place du spectacle ; d'affiner leurs intentions de jeux au côté des acteurs professionnels, de faire et refaire le spectacle dans son intégralité, de façon chronologique, et ce, jusqu'à la première représentation.

Janvier 2020
Représentations du spectacle professionnel ***Espace utopies***, dans le cadre des célébrations du 40e anniversaire d'Espace Libre, jouées du 7 au 18 janvier 2020 et présentées au grand public dans notre programmation officielle.

Janvier et février 2020
Bilan avec l'ensemble des participants, rédaction des rapports.
Total

- 150 heures d'ateliers d'initiation au théâtre offert gratuitement à nos voisins ;
- 10 représentations professionnelles, avec possibilité de deux supplémentaires ;
- Nous ambitionnons de faire participer un maximum de soixante voisins aux ateliers, dont dix qui joueront dans ***Espace utopies***.

OUTILS POUR REJOINDRE LA POPULATION DU CENTRE-SUD

Pour rejoindre la population ciblée, nous comptons sur la mobilisation de nos partenaires communautaires. Nous multiplions significativement les actions à destination de la population du quartier depuis quatre ans et ces années nous ont permis de développer des relations solides auprès de l'important tissu communautaire du Centre-Sud.

Les organismes partagent nos actualités auprès de leurs usagers via de l'affichage et du dépôt de flyers dans leurs locaux. Ces partenaires ont la générosité de relayer nos appels à la participation de leurs usagers sur leurs réseaux sociaux, sites et infolettres. Ils auront la tâche de motiver leurs troupes et de maintenir l'intérêt de leurs usagers par le biais de différentes actions que nous élaborerons en cours de route et selon les besoins. Nous solidifions nos partenariats en consacrant une place dédiée à leurs actions dans notre infolettre mensuelle. Vous trouverez en annexe, un certain nombre de lettres d'organismes nous ayant déjà confirmé leur participation.

Voici quelques uns des partenaires qui seront sollicités :
Institutions scolaires : École Pierre-Dupuy, Centre Gédéon-Ouimet,Centre Lartigue.
Organismes Jeunesse : La Maison de jeunes Quinka-buzz, Oxy-Jeunes, Projet Trip.
Organismes communautaires : Au coin de ta rue, Au coup de Pouce Centre-Sud, Carrefour alimentaire de Centre-Sud, CÉAF (Centre d'éducation et d'action des femmes), Centre Afrika, CDC (Corporation de Développement Communautaire) de Centre-Sud, Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT, Comité Sociale Centre-Sud, CRIC (Carrefour de Ressources en Interculturel),GISM (Groupe d'Intervention de Sainte-Marie), La rue des femmes, SEM (Société écoquartier de Montréal), Éco-quartier Sainte-Marie.
Bibliothèque et Culture : Écomusée du fier monde, La Maison de la Culture et la bibliothèque Frontenac, La Bibliothèque du Père Ambroise, Voies culturelles des faubourgs.

VISIBILITÉ LIÉE AU PROJET (PLAN DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION)

Outils de promotion

-Avril 2019 :

- Les sites internet du NTE et d'Espace Libre auront une page actualisée consacrée au spectacle.
- Le site d'Espace Libre contiendra une section consacrée aux ateliers *Espace utopies* (page « théâtre citoyen ») dans laquelle toutes les informations concernant le contenu, le calendrier et les inscriptions seront mises à jour.
- Création d'une affichette et d'une infolettre à destination des partenaires communautaires et des clients issus du quartier pour annoncer la tenue des ateliers. Publications facebook sur la page d'Espace Libre. Ces communautés seront activées avant chaque série d'ateliers (2-3 semaines avant).
- Mobilisation des partenaires communautaires pour qu'ils parlent des ateliers à leurs publics.

-Mai 2019 : Annonce de la tenue des travaux de maintien des actifs et dévoilement de la programmation du spectacle *Espace utopies*.

- *Espace utopies* sera le seul spectacle de la saison 19-20 annoncé en primeur à travers une carte postale virtuelle et un flyer publiposté aux abonnés, aux spectateurs réguliers et aux résidents du quartier ;
- Mise en vente du spectacle sur le site internet avec page dédiée au spectacle.

-Août /Septembre 2019 :

- Placement média pour promouvoir la saison à l'occasion de la rentrée culturelle, publicités imprimées, mobile, web et tablette
- Mention des ateliers dans les pages consacrées aux actions de quartier dans notre programme de saison imprimé à 35 000 exemplaires ;
- Impression et diffusion du programme de saison à 35 000 exemplaires (encartage dans Le Devoir, publipostage aux abonnés et dans le quartier; dépôt dans les différents lieux d'accueil public…)

-Novembre / Décembre 2019 :

- Diffusion d'un premier teaser vidéo pour la pièce
- Publications sur les réseaux sociaux du NTE et d'Espace Libre
- Envoi du communiqué du spectacle et prises de rendez-vous pour les entrevues
- Grande affiche en vitrine d'Espace Libre
- Achat d'espaces publicitaires
- Édition d'un programme de soirée
- Envois d'infolettre par le NTE et Espace Libre pendant la production.

-30 Novembre 2019 : Grande Kermesse de Noël

- Présentation du spectacle et d'un extrait
- Affichage extérieur
- Possibilité de gagner des invitations pour le spectacle pour les participants aux activités pendant la journée (tirage)

-Décembre 2019 / Janvier 2020 : promotion du spectacle

- Sollicitations des médias, relations de presse
- Placement média, affichage et distribution
- Mobilisation sur les réseaux sociaux

Visibilité

Le logo et les mentions seront affichés selon les paramètres fixés par l'arrondissement sur l'ensemble de nos supports de communication liés à l'évènement à savoir :

- Les plus de 35 000 documents promotionnels imprimés et diffusés dans le quartier et la ville
- Calicot de l'arrondissement sur le site de l'évènement
- Mention dans le communiqué de presse de l'événement
- Dans la vidéo en rotation dans le hall du théâtre toute la saison ainsi que sur l'onglet partenaires de notre site internet.

EFFETS STRUCTURANTS

Espace utopies confirme le rôle structurant des Spectacles de quartier d'Espace Libre :

La première édition du Spectacle de quartier, s'est jouée en 2016. Anaïs Barbeau-Lavalette et Émile Proulx-Cloutier ont présenté ***Pôle-Sud, documentaires scéniques*** qui faisait le portrait de citoyens de l'arrondissement. Le spectacle fut repris à guichet fermé au Festival TransAmérique et en réouverture de notre saison 2018-2019. La démarche a fait l'objet d'un film documentaire présenté à ICI ARTV.

La deuxième édition, ***Album de finissants***, présentée en octobre 2016 par les artistes Anne Sophie Rouleau et Michèle Parent, mettait en scène artistes professionnels et jeunes des écoles Pierre-Dupuy et Gédéon Ouimet. Le spectacle évoquait l'univers des adolescents et a connu, lui aussi, un immense succès.

Comme évoqué plus longuement précédemment, la troisième édition fut celle de ***Camillien Houde, « le p'tit gars de Sainte-Marie »***, l'occasion d'affirmer le Spectacle de quartier comme un legs pour le Centre-Sud puisque nous annoncions de façon spectaculaire que cette initiative devenait une tradition annuelle.

La quatrième édition s'est déroulée en février 2019 ; ***Home Dépôt, un musée du périssable***, d'Anne Sophie Rouleau et Marie-Eve Fortier conviait poètes et dramaturges à aller à la rencontre de résidents des CHSLD de notre quartier.

À ce jour, plus de 10 000 personnes ont vu nos quatre premiers Spectacles de quartier. Ces succès nous auront permis de créer un poste de responsable de la médiation culturelle.

La réussite de ces propositions nous a permis d'aller encore plus loin en proposant de 2018 à 2019 des ateliers de médiation culturelle offerts aux résidents de notre quartier issus, cette fois, de l'immigration. Ces ateliers se sont clos par la présentation durant trois soirs du spectacle *Racine(s)*, présenté dans notre studio devant d'autres citoyens du quartier. Les ateliers ont connu un tel succès, qu'une seconde édition de ***Racine(s)*** verra le jour durant la saison 2020-2021.

Sur le plan du développement théâtral, le Spectacle de quartier contribue au renouvellement de la pratique, il répond au mandat exploratoire d'Espace Libre, l'ancre dans les réalités de son temps et offre aux artistes des réponses à leurs questions sur l'impact du Théâtre sur la société, tout en développant une éthique de création où l'humanisme prime. ***Espace-utopies*** propose une expérience futuriste sur les trois étages de notre caserne pour découvrir les possibilités créatrices de notre lieu. Artistes et voisins apporteront leur pierre à l'édifice de cette réflexion philosophique et politique sur l'évolution du Théâtre et sur le rôle social de l'art.

INDICATEURS QUANTITATIFS

Les résultats que nous prévoyons mesurer pour ce projet sont :

Le nombre d'activités proposées :

- 3 ateliers de 20h destiné à 20 personnes à chaque fois
- 80 heures de répétition
- 15 représentations professionnelles devant public d'Espace utopies

Le nombre de participantes et de participants :

- 60 personnes dont 10 qui participeront aux répétitions et aux représentations
- Ils seront recensés par les artistes animateurs et les metteurs en scène lors des ateliers, répétitions et représentations.

Le nombre de spectateurs qui assisteront aux représentations :

- 2 000 spectateurs
- Ils seront recensés par notre billetterie

INDICATEURS QUALITATIFS

Voici les retombées du projet que nous attendons pour les participants, les partenaires et les artistes, et les outils que nous utiliserons pour les mesurer :

- Le degré de connaissance acquis par les participants au niveau du jeu, du mouvement, du travail vocal et de la présence en scène sera évalué lors des moments de révision en ateliers, et des représentations devant public ;
- Le nombre d'inscription reçues pour participer aux différents ateliers et le nombre de billets réclamés au tarif voisins serviront à mesurer le renforcement du sentiment d'appartenance des citoyens du Centre-Sud au projet de démocratisation de la culture proposé par Espace Libre ;
- Le nombre de rencontres obtenues pour présenter le projet, le nombre d'usagers et la variété de leur provenance nous permettront de vérifier le degré d'engagement avec les organismes communautaires pour rejoindre d'avantage de citoyens ;

DÉVELOPPEMENT ARTISTIQUE DURABLE ET IMPACT SUR LA COMMUNAUTÉ

Depuis quatre ans, Espace Libre a mis sur pied un ambitieux projet de démocratisation de la culture destiné aux citoyens du Centre-Sud de Montréal qui le positionne comme un joueur incontournable dans le paysage culturel montréalais. À travers ses réalisations, Espace Libre interpelle sa communauté et éveille en elle un esprit d'appartenance, une fierté de résider dans le Centre-Sud et un désir de coopérer à la réalisation de projets artistiques.

Nous proposons ces activités à cette population pour :

- Initier et accompagner nos voisins dans la découverte du théâtre de création ;
- Élargir leur compréhension du monde et leur faire vivre des émotions nouvelles en leur apprenant la confiance en soi et l'écoute des autres ;
- Contrer l'isolement tout en œuvrant à l'insertion dans la communauté ;
- Renforcer les liens entre ces personnes et les milieux culturels et communautaires par le biais d'activités visant à favoriser le vivre ensemble sur un territoire vulnérable de notre métropole ;
- Affirmer Espace Libre comme lieu de rassemblement, de partage, d'appartenance et de fierté pour un quartier de Montréal qui en a grand besoin ;
- Démontrer à nos voisins que la culture n'est pas un luxe, mais un droit.

Notez que dans un souci d'inclusion cher à Espace Libre, une représentation d'*Espace utopies* sera adaptée pour accueillir des personnes vivant avec un handicap sensoriel ou intellectuel, un trouble neurologique ou d'apprentissage, et des personnes accompagnées de nouveau-nés.

Enfin, pour rappel, nous aurons à nos côtés notre compagnie résidente, le Nouveau Théâtre Expérimental. Le NTE agira à titre de coproducteur pour ce spectacle qui soulignera les 40 ans d'existence d'Espace Libre. Cependant, son implication se limite exclusivement aux frais de production du spectacle. C'est donc à Espace Libre, seul, que revient la tâche de trouver les fonds nécessaires pour assurer la participation de nos voisins aux ateliers et aux spectacles. C'est la raison pour laquelle le soutien de l'Arrondissement Ville-Marie est important pour la bonne marche de ce projet.

150 Elgin Street | rue Elgin
PO Box | CP 1047
Ottawa ON K1P 5V8
1-800-263-5588
canadacouncil.ca
conseildesarts.ca

Canada Council for the Arts | Conseil des arts du Canada

Le 17 octobre 2018

Denys Caron
Directeur administratif
Espace Libre
1945, rue Fullum
Montréal QC H2K 3N3

N° de dossier : 5006-18-0269

OBJET : Présenter Espace-utopies, le cinquième Spectacle de quartier d'Espace Libre.

Bonjour Denys Caron,

Le Conseil des arts du Canada est heureux de vous informer que la demande que vous avez présentée dans le cadre de la composante Rayonnement public a été retenue.

Montant de la subvention
Le comité d'évaluation par les pairs qui a évalué votre demande a recommandé que celle-ci reçoive une aide financière. Une subvention de **45 000 $** vous a été accordée.

Versement de la subvention
Le montant de la subvention sera versé après réception du *Formulaire d'avis de réception pour les groupes et les organismes* joint en annexe et que vous aurez accepté les conditions indiquées ci-après. Nous vous demandons de lire, signer et dater ce document, et de le retourner par la poste ou par courriel au Conseil des arts du Canada. Il est fortement déconseillé de nous transmettre par courriel vos renseignements bancaires. Nous vous conseillons vivement de conserver une copie du formulaire pour vos dossiers.

Conditions de la subvention
L'acceptation de la subvention est également assujettie aux conditions suivantes :

- Sur réception et approbation du rapport final pour le dossier # 5006-17-0092 qui était dû le 2018/10/01.

Rapport
Vous devez soumettre un rapport final sur votre projet au plus tard le **15 mars 2020.**

Le formulaire de rapport final est disponible sur le site web du Conseil des arts au www.conseildesarts.ca.

Vous n'êtes pas tenu de fournir un rapport de mise à jour. Toutefois, nous vous encourageons à en remplir et à en soumettre un si vous avez modifié vos activités de façon considérable. Pour de plus amples renseignements, consultez les modalités décrites à la fin du *Formulaire d'avis de réception.* Veuillez communiquer avec nous pour obtenir de l'information si cette situation s'applique à vous.

Important : Afin que les subventions du Conseil des arts du Canada soient versées, les rapports en retard concernant des subventions antérieures doivent être déposés et approuvés.

Vous devez mentionner l'aide reçue du Conseil des arts du Canada dans tout matériel de promotion lié à la subvention. Veuillez-vous assurer d'utiliser la dernière version du logo du Conseil des arts du Canada.

Les noms des bénéficiaires et les montants des subventions, ainsi que les noms, villes et provinces/territoires de résidence des pairs évaluateurs sont publiés tous les trois mois sur le site web du Conseil des arts.

Le Conseil des arts du Canada affichera les nouvelles dates limites de tous ses programmes de subventions aux arts pour l'année 2019 / 2020 au mois de février 2019.

Le Conseil des arts du Canada est heureux de vous verser une subvention, et vous souhaite du succès dans vos projets.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alain Monast

Alain Monast
Agent de programme
Programmes Rayonner au Canada et Rayonner à l'international
1 800 263-5588 ou 613-566-4414, poste 4081

p.j.

Le 13 février 2019

Monsieur Geoffrey Gaquère
Espace Libre
1945, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3N3

OBJET: ***Projet d'initiation au théâtre pour les citoyens du Centre-Sud de Montréal***
No de dossier : 2019-0169
Médiations culturelles MTL - Volet 2

Montréal

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous confirmer qu'une aide financière pluriannuelle de deux ans sera accordée à votre organisme pour la réalisation du *Projet d'initiation au théâtre pour les citoyens du Centre-Sud de Montréal.* Le montant de 25 000 $ est attribué à votre organisme pour l'année 2018-2019 et le soutien de la 2e année demeure conditionnel au dépôt d'un rapport d'activités.

Québec

Cette subvention a été octroyée dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 qui s'inscrit dans l'Entente sur le développement culture de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.

10 000$ Espace-utopies
15 000$ Racine(s)

Je profite de l'occasion pour vous féliciter pour la qualité du projet que vous avez présenté. Pour tout autre renseignement, je vous invite à communiquer avec Mme Danièle Racine, responsable de votre dossier au Service de la culture de la Ville, au 514 872-6954.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Christine Gosselin
Membre du comité exécutif
Responsable de la culture, du patrimoine et du design

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL

Montréal

Le 04 décembre 2018

Monsieur Denys Caron
Directeur administratif
Espace Libre
1945, rue Fullum
Montréal, Québec
H2K 3N3

Monsieur,

La demande d'aide financière que vous nous avez fait parvenir a été étudiée par le Conseil des arts de Montréal, lors de son assemblée régulière qui s'est tenue le 28 Novembre 2018.

Il nous fait plaisir de vous aviser que le Conseil des arts de Montréal a autorisé, au cours de cette assemblée, le versement d'une subvention de 5 000 $ à l'organisme que vous représentez. Ce soutien au projet spécial, non récurrent, vous est attribué dans le cadre du Programme général de subventions du Conseil des arts de Montréal.

Malheureusement, nos budgets ne nous permettent pas de vous octroyer le montant total demandé. Nous espérons néanmoins que la subvention versée vous servira de contribution à la réalisation de votre projet spécial.

Le Conseil des arts de Montréal est heureux de soutenir votre projet artistique et citoyen, *Espace utopies*, qui so ulignera les 40 ans d'Espace Libre et marquera la fin des travaux de maintien des actifs.

Le montant total de la subvention accordée vous est transmis selon le mode de versement de la subvention déjà convenu avec votre organisme, soit par chèque, soit par voie de dépôt direct. Il est entendu que cette contribution financière devra être appliquée à la réalisation de votre projet pour l'année 2018-2019. Dans le cas d'un report ou d'une annulation du projet, il est entendu que le montant de ladite subvention devra être retourné au Conseil des arts de Montréal.

Nous attirons votre attention sur l'obligation de mentionner notre soutien dans tous les documents de promotion et de publicité touchant l'ensemble des activités de votre organisme. Le logo du Conseil est disponible en le téléchargeant du site Web du Conseil. Pour votre gouverne, nous joignons à la présente un document explicatif au sujet des diverses formalités d'application et obligations auxquelles est lié votre organisme.

Avec tous nos vœux de succès, recevez, Monsieur, nos salutations distinguées.

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL

Montréal

Frédéric Côté
Conseiller culturel - Théâtre

p. j.

le nouveau théâtre NTE expérimental

Montréal, vendredi 29 mars 2019

Monsieur Marc-André Boyes-Manseau
Directeur administratif
Espace Libre
1945, rue Fullum
Montréal, Québec, H2K 3N3

Objet : Espace utopies
7 janvier au 18 janvier 2020

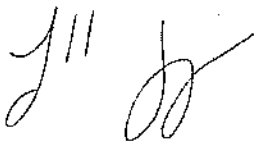
Monsieur Boyes-Manseau,

Après le succès du spectacle ***Camillien Houde « le p'tit gars de Sainte-Marie,*** le Nouveau Théâtre Expérimental est très heureux de s'associer une nouvelle fois à Espace Libre pour célébrer les 40 ans des deux compagnies avec le spectacle ***Espace utopies***. Ce spectacle permettra aux spectateurs de profiter de l'espace fraîchement rénové tout en découvrant les créations de créateurs a qui nous avons donné carte blanche pour imaginer ce que les spectateurs pourraient voir à Espace Libre dans 40 ans. La direction artistique de ce grand déambulatoire sera assumée par Alexis Martin et Daniel Brière (NTE) et Geoffrey Gaquère (Espace Libre), et demandera l'implication d'artistes professionnels et de citoyens du quartier.

À cet effet, le NTE s'engage à investir une somme minimale de 75 000$ de son budget de fonctionnement pour la présentation de dix (10) représentations du 7 janvier au 18 janvier 2020. Le NTE prendra à sa charge les dépenses artistiques professionnelles et une partie de frais de promotion de cette production Le NTE agira à titre de producteur délégué du spectacle ***Espace utopies***, qui sera présenté dans la programmation 2019-2020 d'Espace Libre.

Espace Libre peut compter sur notre participation et notre appui pour faire de ce spectacle un événement hors du commun dont la communauté des faubourgs pourra être fière.

Espérant avoir le plaisir de collaborer avec Espace Libre dans la réussite de ce projet, je vous prie de recevoir, monsieur Boyes-Manseau, mes cordiales salutations.



Isabelle Gingras
Codirectrice générale
Nouveau Théâtre Expérimental

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

Montréal, le 25 octobre 2018

Madame Marie Semel
Espace Libre

Madame, Monsieur,

Nous connaissons Espace Libre depuis de nombreuses années et avons eu l'occasion de développer des collaborations avec eux. Nous sommes en mesure de témoigner de la grande qualité de leur travail et de leurs efforts pour créer des liens avec le quartier, sa population et ses organismes.

J'ai pris connaissance de leurs projets : **Espace-Utopies** .
Il me semble en parfaite continuité avec leur vision de proposer des activités rassembleuses, mélangeant les générations et les diverses cultures présentes dans notre quartier.

Il me fait donc plaisir de vous signifier notre intérêt et notre appui au Théâtre Espace libre pour ce projet. Il nous fera plaisir de tenter d'y contribuer si notre expertise était sollicitée.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs

René Binette, FAMC
Directeur
Écomusée du fier monde
2050, rue Amherst
Montréal (Qc) H2L 3L8
514 528-8444

COALITION MONTRÉALAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT

MONTREAL COALITION OF LGBT YOUTH GROUPS

Montréal, le 25 octobre 2018

Marie Semel
Responsable des actions de médiation culturelle
Théâtre Espace Libre
1945 rue Fullum, Montréal

Objet : Lettre d'appui pour les projets de médiation culturelle *Espace utopies*

Bonjour,

Il me fait grand plaisir de signifier l'appui de la Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT au Théâtre Espace libre, qui souhaite poursuivre ses projets de médiation culturelle avec les citoyens du Centre-Sud, et ainsi fédérer les acteurs culturels et communautaires du quartier, autour de projets rassembleurs.

Avec le projet **Espace-Utopies**, cinquième spectacle de quartier d'Espace Libre, de nouveaux citoyens du quartier Centre-Sud seront impliqués, permettant de mettre en place à nouveau des activités rassembleuses, mélangeant les générations et les diverses cultures présentes dans notre quartier.

La Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT est un lieu de concertation entre les organismes qui offrent des services aux jeunes lesbiennes, gais, bisexuel.le.s, trans et queer. Elle a pour mission de sensibiliser la population aux enjeux de ces jeunes, de créer des environnements favorables à leur épanouissement et de défendre leurs droits. Nous sommes convaincue que ces projets offrent un potentiel de rayonnement pour l'ensemble des partenaires d'Espace Libre, et permettent de mettre en valeur toute la richesse et la diversité du Centre Sud. Espace libre peut compter sur notre appui, pour ces projets.

Nous vous remercions de considérer cette lettre de soutien.

Annie Savage, Directrice générale
Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT
courriel: dg@coalitionjeunesse.org
514 318-LGBT (514 318-5428)

Annie Savage

Centre Afrika

1644 rue St-Hubert
Montréal (Québec)
Canada H2L 3Z3

Montréal, le 24 octobre 2018

Objet : Appui au projet de médiation culturelle Espace-Utopies

Monsieur / Madame,

Le Centre Afrika est un centre communautaire africain dont le but est de favoriser l'intégration et la participation des Africains au monde d'ici. Nous sommes donc en relation avec plusieurs organismes et associations afin de répondre aux besoins de la communauté africaine et à ceux des personnes qui en sont solidaires, dans le but de développer des partenariats et des collaborations durables qui génèrent des retombées positives pour l'ensemble de la population.

Par la présente, il nous fait grand plaisir à signifier notre grand intérêt et notre appui au Théâtre Espace libre, qui souhaite poursuivre ces projets de médiation culturelle avec les citoyens du quartier Centre-Sud de Montréal, et ainsi fédérer les acteurs culturels et communautaires du quartier autour de projets rassembleurs tout en contribuant au rapprochement avec notre collectivité immédiate.

Avec le projet **Espace-Utopies**, cinquième spectacle de quartier d'Espace Libre, de nouveaux citoyens du quartier Centre-Sud seront impliqués, permettant de mettre en place à nouveau des activités rassembleuses, mélangeant les générations et les diverses cultures présentes dans notre quartier.

Ces projets rassembleurs offrent un potentiel de rayonnement pour l'ensemble des partenaires d'Espace Libre, et permettent de mettre en avant les différents citoyens de Centre Sud, et d'exposer sa richesse.

Nous espérons que le Théâtre Espace Libre trouvera les appuis nécessaires qui permettront de faire de ce projet un succès. Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les plus solidaires.

Jean-François Bégin
Coordonnateur Centre Afrika

Téléphone ***(514) 843-4019***
Courriel ***centreafrika@centreafrika.com***
Site internet ***www.centreafrika.com***

Association des familles du Centre-Sud

Pascale Huberty Coordonnatrice
Maison des familles du Centre-Sud
projet-phare de l'Association des familles du Centre-Sud
1489, rue Dufresne
Montréal, Québec, H2K 3J4

Montréal, vendredi 26 octobre 2018

Objet : Lettre d'appui pour les projets de médiation culturelle d'Espace Libre

Par la présente, nous tenons à signifier notre grand intérêt et notre appui au Théâtre Espace libre, qui souhaite organiser ou poursuivre ses projets de médiation culturelle avec les citoyens du Centre-Sud, et ainsi fédérer les acteurs culturels et communautaires du quartier, autour de projets rassembleurs.

L'Association des familles du Centre-Sud, vise à regrouper les parents pour qu'ils se donnent des espaces de rencontre, de discussion et de ressourcement, pour qu'ils prennent part collectivement et publiquement aux décisions et aux actions qui les concernent et, enfin, mettent en valeur leurs savoirs et leurs expertises en matière de parentalité. L'Association des familles du Centre-Sud désire soutenir les projets de médiation théâtrale de quartier et confirmer son implication puisque nous avons entièrement confiance en leur travail et nous apprécions donc grandement ce genre d'initiative.

L'idée de mettre en valeur les différentes populations du quartier nous tient particulièrement à cœur. En plus de lier les acteurs culturels et communautaires, ces activités permettront aussi de mettre en lumière la diversité de notre quartier, puisqu'elle vise à éroder les frontières sociales et culturelles, pour bâtir des ponts entre les différentes communautés de Centre-Sud.

Ces projets rassembleurs offrent un potentiel de rayonnement pour l'ensemble des partenaires d'Espace Libre, et permet de mettre en avant les différents citoyens des quartiers Ste-Marie et St-Jacques, et d'exposer sa richesse.

Espace libre peut compter sur notre appui, pour ces différents projets de médiation culturelle.

Merci de considérer cette lettre de soutien.

Sincères Salutations.
Pascale Huberty, Cordonnatrice

P. Huberty

CÉAF
CENTRE D'ÉDUCATION ET D'ACTION
DES FEMMES DE MONTRÉAL

Madame Marie Semel
Responsable des publics et de la médiation culturelle
Théâtre Espace Libre
1945, rue Fullum
Montréal, (Québec) H2K 3N3

Montréal, le 25 octobre 2018

Objet : Lettre d'appui au projet «Racines 2»

Le CÉAF est un organisme communautaire du quartier Sainte-Marie, situé dans le Centre-Sud de Montréal. Lieu d'implication et d'appartenance géré par et pour les femmes, l'organisme milite, depuis plus de 46 ans, pour la défense des droits des femmes dans une optique d'égalité entre les sexes, en plus de lutter contre les violences et discriminations qu'elles subissent au quotidien.

Par la présente, il nous fait grand plaisir de signifier un grand intérêt et appui au Théâtre Espace libre, qui souhaite poursuivre ces projets de médiation culturelle avec les citoyens et citoyennes du Centre-Sud, et ainsi fédérer les acteurs/actrices culturelLEs et communautaires du quartier, autour de projets rassembleurs.

Avec le projet **Espace-Utopies**, cinquième spectacle de quartier d'Espace Libre, de nouveaux citoyens et citoyennes du quartier Centre-Sud seront impliqués, permettant de mettre en place à nouveau des activités rassembleuses, mélangeant les générations et les diverses cultures présentes dans notre quartier.

De plus, avec la poursuite du projet **RACINES**, l'idée de mettre en valeur les différentes populations du quartier nourrit le sentiment d'inclusion pour chaque citoyen et citoyenne. **RACINES 2** permettra aussi de mettre en avant la diversité de notre quartier, puisqu'elle vise à éroder les frontières sociales et culturelles, pour bâtir des ponts entre les nouveaux arrivants de notre quartier issus des grandes migrations contemporaines et les citoyens actuels du Centre-Sud de Montréal. Le but étant de dépasser de part et d'autre la crainte du choc culturel.

En plus de lier les citoyens et citoyennes, ces activités vont permettre de fédérer les acteurs et actrices culturelLEs et communautaires. Elles auront également un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate.

Ces projets rassembleurs offrent un potentiel de rayonnement pour l'ensemble des partenaires d'Espace Libre, et permettent de mettre en avant les différentEs résidentEs de Centre Sud, et d'exposer sa richesse.

Leblanc,
Julie Leblanc,
Organisatrice communautaire

2422, de Maisonneuve est
Montréal, Québec H2K 2E9
T : 514.524.3901 F : 514.524.2183

voies culturelles
des faubourgs

Marie Semel
Responsable de la communauté
Théâtre Espace Libre
1945 rue Fullum
Montréal, Qc, H2K 3N3

Lettre d'appui au projet *Racines*

C'est avec grand plaisir que nous appuyons le Théâtre Espace libre, dans la poursuite de ses projets de médiation culturelle qui fédèrent les acteurs culturels et communautaires du quartier, autour de projets rassembleurs. Notre organisme Voies culturelles des faubourgs poursuit depuis sa création en 2001 une mission triple: concerter, représenter et promouvoir le milieu culturel; sensibiliser les citoyens à la culture; coordonner des évènements fédérateurs d'énergies créatrices dans les faubourgs. Les actions qu'Espace Libre met en place dans le quartier sont donc tout à fait en phase avec l'objectif premier que nous poursuivons, soit celui de faire de la culture un moteur de développement social et humain.

Le Centre-Sud rassemble une diversité de communautés, avec un projet inclusif comme *Racine,* Espace Libre met en valeur les différentes populations du quartier et permet à celles-ci de de se rencontrer et de s'intégrer à travers une œuvre commune qui génèrera sans aucun doute un sentiment d'appartenance et de fierté parmi les participants. La deuxième phase de cette démarche, ***Racines 2*** bâtira des ponts entre les nouveaux arrivants de notre quartier et les citoyens actuels du Centre-Sud de Montréal et ne manquera pas d'amoindrir les disparités sociales et culturelles. En plus de lier les citoyens, le projet *Racine 2* aura un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate.

Vous pouvez donc compter sur l'entière collaboration de Voies culturelles des faubourgs dans les étapes de réalisation de ce beau projet que nous accueillons avec beaucoup d'enthousiasme.

Claudine Khelil
Coordonnatrice générale
Voies culturelles des faubourgs

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : La Fille Du Laitier

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 10 avril 2015

Adresse du siège social 7393-3 de la Roche, Montréal Code postal : H2R 2T4

Téléphone : 514-212-5937 Télécopieur :

Site Internet : en chantier / voir page facebook de La fille du laitier

Nom du mandataire désigné : Caroline Bélanger Titre : Co-directrice artistique et respon

Téléphone (bureau) : 514-526-2787 Cellulaire : 514-445-2531

Adresse courriel : lafilledulaitier@gmail.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Le mandat de La Fille Du Laitier est de produire un théâtre de création innovant à l'intérieur de notre camion de livraisons, de démocratiser l'art et d'approvisionner en art les publics moins initiés. La Fille Du Laitier est un service de livraison-théâtre qui distribue un théâtre créatif et innovant sur le pas de votre porte! La Fille Du Laitier c'est un camion comme une salle ambulante qui parcourt la ville pour surprendre au détour des rues. C'est un théâtre professionnel abordable présenté dans des lieux familiers et accessibles aux citoyens. La Fille Du Laitier c'est aussi un regard oblique et déphasé sur certaines pièces classiques et un théâtre de création qui revendique le droit à la folie et à la liberté de l'imaginaire. La Fille Du Laitier présente principalement mais non exclusivement des pièces tout public.

La compagnie compte désormais 3 créations et un festival dans son coffre à gants. Caisse 606, maintenant disponible dans une version anglaise Checkout 606, Macbeth Muet (en salle), TONG, un opéra sur le bout de la langue (version extérieure et intérieure) et LETI FOUSTIVAL .

*Voir Document 2 pour la description détaillée de l'organisme.

Information sur le projet

Titre du projet : La Run de lait dans Ville-Marie

Date(s) de réalisation : 3 samedis entre le 1er et le 31 août 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Montage 2hrs avant la 1ere représentation / démontage jusqu'à 1h aprè

Lieu(x) de réalisation : Square Cabot, Parc des Faubourgs, habitations Jeanne-Mance

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☑ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 7800 $

Montant du soutien financier demandé : 6000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

La Run de lait de La Fille Du Laitier c'est une série de spectacles répartis sur plusieurs jours, c'est du théâtre ambulant qui prend place à l'intérieur d'un camion et qui se promène à travers le quartier pour alimenter les citoyens en art vivant.
La Run de lait dans Ville-Marie présenterait pendant 3 samedis du mois d'août la pièce Caisse 606, première création et grand succès de la compagnie.

La Fille Du Laitier se distingue par son mode de diffusion créatif. Avec son camion de livraison mobile, elle crée une expérience unique pour les citoyens et contribue à la vitalité de la culture dans les rues. La Run de Lait crée des rencontres singulières en rassemblant enfants, adultes, immigrants, touristes, et itinérants autour de créations théâtrales originales. Cet événement se veut un projet de société, rassembleur et festif, où un réel échange peut exister entre l'art et le citoyen.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Étant donné que la Fille Du Laitier crée des moments de théâtre impromptus dans le quotidien des citoyens, il est important qu'une bonne promotion soit faite en amont afin de s'assurer la présence des spectateurs. Faire connaître la Run de lait par les habitants du quartier est notre cheval de bataille.
Notre principale arme est la publicité sur les réseaux sociaux. Nous publions des commentaires, photos et vidéos dans le mois précédent l'événement et quelques jours avant chaque représentation.
Il est certain que le jour des représentations nous réussissons à attirer des passants grâce à notre camion qui agit à lui seul à titre de panneau publicitaire. Par contre, nous voulons que les habitants du quartier soit au courant à l'avance et se déplacent pour l'occasion. Nous pouvons faire une partie de la communication et promotion en amont mais nous avons besoin d'aide de l'arrondissement qui souvent a ses propres médiums de communication.
* Voir Document 1 pour l'explication détaillée et le plan de visibilité.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☐ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés La Fille Du Laitier (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Caroline Bélanger Co-directrice artistique et res

Date : 22 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : La Fille Du Laitier

Nom du projet : La Run de Lait dans Ville-Marie

Date de réalisation : Entre le 1er et le 31 août

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	6000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	6000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	1800 (Caisse de la ci		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	4 000		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	1800		
TOTAL DES REVENUS	7800		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	2 500		
Honoraires professionnels	300 (scénographe, p		
Main-d'œuvre technique	1140 (régisseur et cl		
Cachets	2350 (metteur en sc		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction	960 (auteures, mette		
Location de salle ou de site	50 (salle de répétitic		
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	500 (accessoires, ret		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances	160 (camion)		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	60 (transport)		
Autre (précisez)	370 (cotisations UD		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	5890		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	300		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	100		
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie	500		
Production vidéo	500		
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	1400		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	500		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	10		
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	510		
TOTAL DES DÉPENSES	7800		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

LA RUN DE LAIT dans VILLE-MARIE



Historique du projet

C'est en partenariat avec l'arrondissement du Plateau Mont-Royal et Anne-Marie Collins, chef de division-projets spéciaux, que La Fille Du Laitier élabore le projet de **La Run De Lait** en 2016. La compagnie y présente sa première création *Caisse 606* devant 9 crèmeries différentes de l'arrondissement. Le succès est immédiat et la compagnie obtient carte blanche pour l'édition 2017. *TONG, un opéra sur le bout de la langue* est créé et présenté devant 675 personnes! À l'été 2018, nous avons soumis au Programme de soutien aux actions culturelles du Plateau Mont-Royal et nous avons fait la tournée de 9 parcs et lieux publics dans les trois districts de l'arrondissement.

Description

La Run de lait est un bel espace pour échanger avec les citoyens sur notre travail mais aussi sur l'art en général. Les caractères récurrent et ambulant du projet nous amènent à faire des rencontres diversifiées et enrichissantes. Chaque édition de la Run de lait nous prouve qu'il y a une réelle demande pour l'art de rue, et que de tels projets sont rassembleurs et amènent une vitalité dans la communauté.

La Run de lait dans Ville-Marie serait composée de 6 représentations, soit deux par jour, dans trois lieux excentrés de l'arrondissement. Quant aux dates précises, nous pourrons les déterminer en partenariat avec l'arrondissement, mais l'événement aurait lieu sur trois samedis entre le 1er et le 31 août 2019. Nous sommes flexibles sur les jours de représentations si jamais vous estimez qu'un autre jour de semaine serait préférable. Pour déterminer les heures de spectacles, une étude de l'affluence des lieux devra être faite pour cibler les moments les plus achalandés. Nous établissons temporairement les deux représentations à 14h et 16h.

Notre but est toujours d'alimenter la scène théâtrale en art de rue. Aller voir des pièces de théâtre est un luxe que certains ne peuvent se payer, mais c'est aussi une question d'habitudes. Notre objectif est d'aller vers les gens pour leur faire découvrir un visage différent du théâtre et participer au rayonnement de la relève artistique. La Fille Du Laitier souhaite être une porte d'entrée à l'art vivant dans le quotidien des citoyens; une étincelle qui cultive un goût pour le théâtre.

Le soutien financier demandé au programme de soutien aux initiatives culturelles nous aiderait à couvrir les frais en honoraires et cachets, en matériel, et les frais relatifs à la publicité et promotion du projet.

Spectacle offert

CAISSE 606 - UN SPECTACLE APPÉTISSANT ET DÉLIRANT! -



TOUT PUBLIC

30 MINUTES
+
15 minutes
Discussion optionnelle
avec public

THÉÂTRE D'OBJETS
JEU D'ACTRICE

***disponible également en anglais**

« Embourbées dans leur routine, les deux caissières de l'épicerie du coin rêvassent à une vie meilleure. Une vie de tous les possibles où les carottes dansent, la sauce soya se meurt d'amour, et où le soleil a un goût d'ananas ! Une vie de liberté et de nage

***Pour visionner des extraits de *Caisse 606*:**

https://www.youtube.com/watch?v=poHeJVbgxJI

https://www.youtube.com/watch?v=D3Mv_9snuRs

synchronisée! »

La pièce *Caisse 606* a obtenu beaucoup de succès auprès du public lors de son passage dans les différents arrondissements de la ville. Depuis sa création, la pièce laisse sa trace dans l'imaginaire des spectateurs. Nous avons toujours des échos très positifs et les gens nous disent que «*c'est à voir et à revoir!»*. Caisse *606* ira certainement rejoindre les habitants de Ville-Marie. C'est une pièce empreinte de folie et de douceur qui sait séduire les petits et les grands. Elle s'insère parfaitement dans le contexte de la Run de lait.

Échéancier de réalisation

Mars 2019	Rencontre avec la responsable du programme à l'arrondissement. Confirmer les dates et les lieux. Envisager les prochaines étapes.
Avril 2019	Finaliser l'horaire des représentations avec l'arrondissement. Faire un repérage des lieux pour l'installation du camion. Demande de commandite à la Caisse de la Culture. Conception de l'affiche.
Juin-juillet 2019	Démarches pour l'obtention des permis de la ville et la réservation des lieux. Publicité sur les réseaux sociaux et site internet. Répétition du spectacle.
Août 2019	REPRÉSENTATIONS 3 samedis à 14h et à 16h (dates et heures à confirmer)

Retombées, impacts pour l'organisme et les citoyens

La Run de lait offre une très belle visibilité pour La Fille Du Laitier et le projet cadre parfaitement dans le mandat de la compagnie. À chaque été les retombées sont très grandes étant donné que le camion est ambulant et que chaque représentation nous amène un nouveau public. La Fille Du Laitier fait son nom et trace son chemin par le biais de projets comme celui-là. Avoir accès *gratuitement* à du théâtre professionnel de qualité dans les rues et à une proximité comme celle que nous offrons est un privilège pour les habitants du quartier.

Clientèle et nombre de participants visés

Notre clientèle est vaste, elle est constituée de familles, de passants solitaires ou en couple, d'itinérants, de francophones, d'anglophones et d'allophones. Avec la Run de lait dans Ville-Marie, nous voulons cibler les habitants du quartier, quel que soit leur âge ou leur origine culturelle. Selon nos statistiques des dernières années, nous estimons une assistance entre 50 et 75 personnes par représentation.

Les lieux

À l'instar des objectifs de ce programme, nous cherchons à sortir des grands centres et à stationner notre camion dans des lieux qui sont moins sollicités pour l'art de rue. C'est pourquoi nous sommes intéressés à jouer dans les trois lieux proposés par le programme d'initiatives culturelles soit le Square Cabot, le Parc des Faubourgs, et les habitations Jeanne-Mance. Nous sommes également ouverts à toute suggestion de l'arrondissement quant à un lieu plus propice pour notre projet.

Occupation du domaine public et Besoins techniques

Nous désirons installer le camion au centre des parcs ou espaces publics, afin d'être au cœur de l'action, près des installations (bancs de parc, modules de jeux, etc), là où notre camion sera le plus proche des gens. Trop souvent nous sommes contraints de se stationner dans la rue, ce qui diminue la visibilité du camion pour les occupants du parc et limite l'espace pour les spectateurs qui s'entassent sur le trottoir.

Avec notre camion complètement équipé en salle urbaine mobile, nous sommes autonomes quant au montage-démontage du spectacle. Nous avons un système de batterie qui nous procure une autonomie et facilite l'installation des lieux. Nous avons simplement besoin de l'espace requis pour le camion et l'ouverture de la scène.

Longueur : 22 pieds

Largeur: 8 pieds (11 pieds en incluant la scène)

Hauteur: 10 pieds

Cibles à atteindre

Depuis la mise sur pied du camion de livraisons, nous avons très peu joué dans l'arrondissement Ville-Marie. Nous nous sommes produits aux Jardins Gamelin et en face du cinéma Quartier Latin, mais ce sont des lieux situés dans le quartier des spectacles, secteur touristique et reconnu pour son offre culturelle. Aujourd'hui nous soumettons le projet de la Run de lait dans Ville-Marie parce que nous voulons découvrir l'arrondissement autrement et aller à la rencontre des habitants qui s'y trouvent. Nous serions heureux de pouvoir rejoindre de nouvelles personnes et diversifier nos rencontres et notre expérience. Chaque nouveau spectateur est une réussite pour nous parce qu'il s'agit d'une personne de plus qui assiste à une pièce de théâtre et qui développe potentiellement l'envie d'en voir d'autre. Mais bien sûr nous créons des

pièces pour qu'elles soient vues par le plus grand nombre de personnes, alors nous souhaitons attirer au moins 300 personnes dans cette mini tournée de Ville-Marie!

Stratégie de promotion et de communications du projet

Nous utilisons beaucoup les médias sociaux pour promouvoir nos événements et nous publions régulièrement des photos et vidéos de nos spectacles et événements, ce qui nous assure une belle visibilité. De plus, après chaque représentation, nous nous adressons au public pour nous présenter, pour annoncer les prochaines représentations et nous en profitons pour inviter les gens à « aimer » notre page Facebook et partager les photos et vidéos qu'ils ont prit du spectacle. Le fait de partager sur plusieurs réseaux multiplie les connexions et nous permet de rejoindre un plus large public.

Étant donné que notre camion se stationne dans l'espace public, nous faisons aussi une partie de notre publicité sur les lieux le jour même de l'événement. Nous arrivons toujours deux heures à l'avance afin d'installer la scène et le décor et déjà nous attirons les regards. Ce moment d'installation est donc propice aux échanges et nous pouvons informer directement les gens de l'heure du spectacle ou des autres dates de représentations. Nous avons pu constater que c'est une stratégie qui fonctionne bien, car plusieurs personnes en prennent note et reviennent voir le spectacle.

Nous aurons néanmoins besoin d'un support de l'arrondissement pour faire la promotion du projet auprès des habitants du quartier. Durant les précédentes Run de lait, nous avons parlé à plusieurs citoyens qui nous ont mentionné que malheureusement ils ne sont pas assez mis au courant des activités culturelles de leur secteur et les manquent souvent. Ainsi, l'événement pourrait être annoncé sur la page Facebook de l'arrondissement, dans le programme des activités du quartier (s'il existe un tel programme), ou dans tout média potentiel de rejoindre les habitants. De plus, il serait profitable que des affiches soient posées dans les différents lieux de présentation plusieurs jours avant l'événement afin d'aviser le public à l'avance et de s'assurer plus de spectateurs.

Plan de visibilité

Pour un soutien de 6000$, nous sommes en mesure de vous offrir en échange:

- La mention du soutien de l'arrondissement dans les remerciements à la fin de nos représentations.
- L'affichage du logo de la ville sur les affiches publicitaires de La Run de Lait.
- La mention du soutien de l'arrondissement et l'affichage du logo de la ville sur Youtube ou autres médias, à la diffusion d'images ou de vidéos de la Run de Lait.
- La mention du soutien de l'arrondissement et l'affichage du logo de la ville sur le site internet de La Fille Du Laitier.
- La mention du soutien de l'arrondissement et l'affichage du logo de la ville sur la page Facebook de La Fille Du Laitier.

MERCI D'ENCOURAGER LA RELÈVE ARTISTIQUE ET LA VIE CULTURELLE DANS VOTRE ARRONDISSEMENT!



ANNEXE (pages suivantes) :

Dossier de support / lettres de référence

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Cabinet de la directrice
201, avenue Laurier Est, 5e étage
Montréal (Québec) H2T 3E6

Le 28 septembre 2017

À qui de droit,

Objet : Appui à l'organisme La Fille du Laitier

Bonjour,

J'ai eu le plaisir de collaborer avec La Fille Du Laitier pour une deuxième saison estivale, durant laquelle la compagnie a présenté sa création *Tong* tous les mercredis soirs de l'été.

Grâce à son camion de livraison-théâtre, La Fille Du Laitier a pu donner un accès privilégié à un théâtre professionnel aux passants et familles du quartier. Ce théâtre de proximité fût une occasion d'échanges entre artistes et citoyens et une expérience enrichissante pour la vie culturelle de l'arrondissement.

Je salue leur professionnalisme, tant auprès du public que lors de leur démarche avec les partenaires. Leur spectacle, bien balancé et adapté à un public de tous âges, possède une profondeur et leur impeccable prestation en a fait sourire plus d'un!

Ce spectacle s'inscrivait parfaitement dans la philosophie de l'arrondissement soit d'offrir une initiation au théâtre à tous ainsi que de créer des bulles de plaisir aux passants lors de leur déambulation dans les rues.

Je serais très intéressée à récidiver et à présenter un autre de leur spectacle, dans le cadre d'une autre tournée de La Fille Du Laitier.

Veuillez agréer mes plus sincères salutations.

AM Collins

Anne Marie Collins
Chef de division, projets spéciaux

Louis Xavier Sheitoyan
Agent culturel
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement du Sud-Ouest

815, rue Bel-Air
Montréal, (Québec)
H4C 2K4

14 septembre 2016

À qui de droit,

Durant l'été, l'arrondissement du Sud-Ouest a présenté le spectacle *Caisse 606* de La Fille du Laitier, dans le cadre de la série *Parcourez la collection d'art public du Sud-Ouest.*

L'originalité de l'histoire et du décor dans le camion de livraison ainsi que la qualité d'interprétation des artistes sont remarquables. Le contenu de la pièce permet aux enfants et aux parents présents de vivre la pièce à différents niveaux de compréhension. À mon avis, ce spectacle se distingue également de ce type de prestation jeune public par son caractère fantaisiste et engagé socialement. De plus, après la représentation, les interprètes ont su bien expliquer leur démarche et s'adapter aux échanges avec le public.

Pour ces raisons, je recommande ce projet.

Merci

Louis Xavier Sheitoyan





La Fille Du Laitier
Mme Marie-Hélène Bélanger
Mme Caroline Bélanger
7407, ave Casgrain
Montréal, Qc
H2R 1Y4

Objet : *Caisse 606,* le Coup de cœur du OUF! Édition 2015

Mesdames Bélanger,

La présente est pour souligner l'excellence de votre création lors de la dernière édition du OUF! Festival Off Casteliers. La fraîcheur de votre proposition, la justesse du propos, la précision de la manipulation font de *Caisse 606* une œuvre prometteuse.
Ce qui frappe tout d'abord c'est le talent indéniable de deux jeunes actrices qui se lancent les yeux fermés dans le monde de la marionnette, du théâtre d'image et de l'objet. Le mariage du texte rappelant l'univers de Tremblay aux manipulations délirantes de ces deux caissières ont marqué cette deuxième édition du OUF!

Parce que nous avons aimé ce que vous m'avez fait découvrir, parce que nous souhaitons que votre travail se poursuive encore longtemps, le OUF! vous décerne le **Prix Coup de Cœur**.
Offert en collaboration avec le Festival International des Arts de la Marionnette de Saguenay (FIAMS), ce prix vous donnera l'opportunité de présenter *Caisse 606* lors de la prochaine édition du FIAMS en juillet prochain. Le OUF! s'engage donc à prendre en charge votre transport vers le Saguenay où vous serez accueillies par l'équipe du festival. Le FIAMS quant à lui prendra en charge l'hébergement et les repas durant les deux jours de votre présence. Il vous permettra également d'assister à certaines représentations du Festival. Et bien entendu, il vous offrira un endroit adéquat pour présenter votre création lors de sa prochaine édition.

J'espère que vos projets de création seront nombreux. Le OUF! perçoit le milieu de la marionnette comme étant inclusif et nous nous efforçons de faire rayonner le travail de tous ces gens merveilleux qui donnent vie à la matière.
N'hésitez pas à communiquer avec moi, je suis disponible et serai heureux de vous aider dans le meilleur de mes connaissances.

Veuillez recevoir, Mesdames Bélanger, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jocelyn Sioui
Directeur général et artistique
OUF! Festival Off Casteliers

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Fondation Maison Photo Montréal

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 02 mai 2014

Adresse du siège social 1200 rue de Bleury Code postal : H3B 3J3

Téléphone : 5149155823 Télécopieur :

Site Internet : www.maisonphotomtl.com

Nom du mandataire désigné : Luce Vallières Titre : Directrice du développement

Téléphone (bureau) : Cellulaire : 514 9155823

Adresse courriel : luce@maisonphotomtl.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Mission : Contribuer au rayonnement de Montréal en tant que ville créative par le regard du médium photographique.
Objectifs : Démocratiser l'accès à la créativité, et créer des ponts entre les photographes montréalais et différents publics.
Structure organisationnelle : 1 employé temps plein + 1 temps partiel + 1 CA composé de 7 membres + 1 comité de gouvernance
Desserte : Nous sommes basés au centre-ville mais travaillons dans tous les arrondissements pour divers projets (ateliers, exposition, etc)
Services : Depuis 2016, nous avons développé une expertise en résidence de création et activités promotionnelles reliées telles que vernissage, visites guidées, conférences, classe de maîtres, etc. Depuis 2014, nous offrons également des ateliers d'initiation à la photographie à des clientèles variées, en collaboration avec des organismes communautaires. A ce sujet, nous avons d'ailleurs été accepté au programme de parrainage fiscal du Conseil des arts de Montréal pour un projet d'atelier photo destiné aux adolescents de 4 arrondissements de Montréal pour l'année 2019 (Petite Bourgogne, Outremont, le Plateau et Saint-Michel)
Clientèle :
- 40% sont des photographes vs 60% sont intéressés par la photographie
- 75% ont entre 18 et 49 ans
- 35% ont des enfants
- 52% femmes vs 48% hommes
- 45% ont obtenu un diplôme d'études collégiales et/ou universitaires

Information sur le projet

Titre du projet : Carrousel Photo

Date(s) de réalisation : de juin à septembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : montage début juillet / démontage fin septembre

Lieu(x) de réalisation : Habitations Jeanne-Mance ou autre parc de l'arrondissement

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 33260 $

Montant du soutien financier demandé : 10965 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le Carrousel Photo est un espace d'exposition et d'animation extérieur dédié à la photographie. Conçu afin de présenter en parallèle deux expositions afin d'encourager la mixité des regards, le Carrousel Photo invite le spectateur à entrer dans la ronde à son propre rythme afin de découvrir les multiples facettes de la photographie. Des ateliers sont prévues afin d'animer le lieu.
Le coût de conception et construction du Carrousel Photo est déterminé à 22,000$, somme que nous avons amassé dans le cadre d'une campagne de financement participatif, à laquelle sont venus également contribuer Télus et la JCCM.

Il existe au sein de la communauté des photographes une volonté de décloisonner la pratique et l'appréciation de la photographie. Le Carrousel Photo est un support à la diffusion attendu par beaucoup de photographes professionnels et amateurs à la recherche d'un lieu ouvert et convivial pour se rencontrer, créer et échanger. Nous aimerions pouvoir le lancer officiellement à l'été 2019, en présentant une exposition mettant en vedette le talent d'un ou une photographe d'ici, et en offrant également à un groupe d'ado habitant le territoire une série de 10 ateliers d'initiation à la photographie, dont le résultat final sera exposé également au Carrousel Photo.

Le projet d'animation débute par une série de 10 ateliers d'initiation à la photographique offert à 1 groupe de 10 adolescents habitant l'arrondissement Ville-Marie. Les ateliers sont animés par des photographes professionnels et le recrutement des participants se fera en collaboration avec les partenaires locaux, en utilisant leurs outils de communication en collaboration avec les nôtres. L'objectif de ce volet est de développer les compétences techniques à la réalisation de photographie de qualité avec un téléphone intelligent.

À la fin de la période d'initiation, une exposition est organisée composée des meilleurs moments des ateliers Les photos sont choisies à l'aide d'un commissaire invité pour un des ateliers afin de sensibiliser les participants à cette démarche essentielle en art visuel. L'objectif de de volet est de développer un sentiment de réalisation et d'accomplissement. Un vernissage est prévu afin de permettre aux participants de se présenter leur travail à leurs amis et famille, afin de créer des ponts de communications au-delà de l'image.

Nous aimerions présenter le Carrousel et les ateliers au parc près des Habitations Jeanne-Mance mais nous sommes ouverts aux suggestions si un lieu / une clientèle semble plus approprié pour l'arrondissement

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Logo, mention et/ou remerciements lors des actions suivantes :
Relation de presse :
• 4 communiqués de presse minimum
• 1 invitation média (pour le vernissage)
Promotion - affichage sur babillards électroniques :
• Culture Montréal
• CESIM
• Quoi faire Montréal, Mur mitoyen, etc
• Quartier des Spectacles + La Vitrine
• Artère, etc.
Mention dans infolettres :
• Maison de la photo (4 mentions minimum) + Gesù (1 mention minimum)
Mention sur les réseaux sociaux :
• 1 mention/mois minimum sur le compte Facebook de la Maison Photo Montréal + Gesù + partenaires lorsque possible
Placement média :
• Journaux locaux (recrutement et invitation au vernissage)
Expositions :
• Panneau des commanditaires
• Matériel imprimé lié au projet
• Possibilité de prise de parole lors des événements (vernissage et rencontre publique)

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Fondation Maison Photo Montréal (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Signature numérique de Luce Vallieres Date : 2019.02.20 19:43:51 -05'00'

Nom et fonction du représentant autorisé : Luce Vallières Directrice du développement

Date : 20 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Fondation Maison Photo Montréal

Nom du projet : Carrousel Photo

Date de réalisation : Mai/juin à novembre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	10965		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	10965		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites		5000	
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement		13545	
Contribution de l'organisme demandeur		1705	
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)		3750	
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES		22295	
TOTAL DES REVENUS	10965	22295	

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	1500		1500
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets	2000		2000
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)		22295	0
Matériel	1500		1500
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	500		500
Assurances	1500		1500
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson	200		200
Achat de nourriture	200		200
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	7400		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	500		500
Frais de représentation			
Dossiers de presse	150		150
Cartons d'invitation, frais de vernissage	150		150
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	150		150
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	50		50
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie	400		400
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	1400		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	640		640
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux	1000		1000
Autre (précisez)	525		525
TOTAL ADMINISTRATION	2165		
TOTAL DES DÉPENSES	10965	22295	10965
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0	0	0

Atelier Photo pour ado au Carrousel Photo

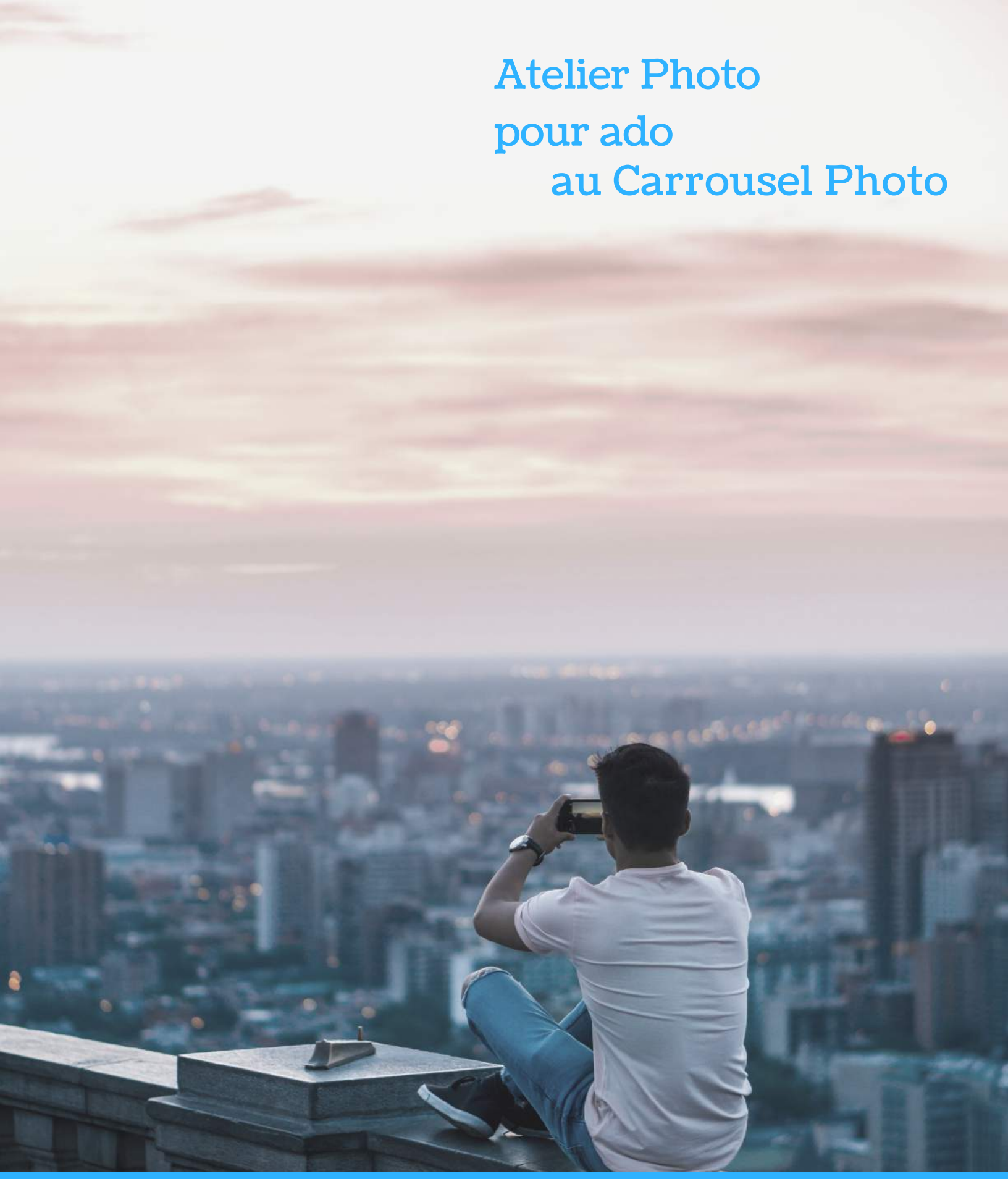


Table des matières

Le projet

p. 3

Atelier

p. 4

Création collaborative

p. 5

Exposition

p. 6

Calendrier

p. 7

Retombées

p. 8

Budget

p. 9

Maison Photo Montréal

p. 11





Le projet

Offrir aux ados montréalais l'occasion d'explorer la photographie au-delà de l'image. Les jeunes d'aujourd'hui vivent dans un monde où l'image est omniprésente sous plusieurs formes. À cet égard, les téléphones intelligents et les applications intégrées leur permettent à la fois de regarder, créer, modifier et diffuser des photos au quotidien.

Nos ateliers visent à développer chez les adolescents la conscience du pouvoir des images comme outil de création privilégié de notre époque en utilisant les appareils photos intégrés dans les téléphones intelligents. A cette fin, notre proposition d'apprentissage se divise en trois volets : 1. Atelier 2. Commissariat 3. Exposition

Le recrutement des participants et l'organisation des activités se feront à l'aide de partenaires de projet locaux, avec lesquels nous avons déjà collaboré ou désirons établir des liens. Les 1 et 3 étapes seront animées par des photographes professionnels, et l'étape 2 par un commissaire professionnel.



Ateliers

Photo Écho débute par une série de 10 ateliers d'initiation à la photographique offert à 1 groupe de 10 adolescents habitant l'arrondissement Ville-Marie à Montréal. Les ateliers sont animés par des photographes professionnels et le recrutement des participants se fera en collaboration avec les partenaires locaux identifiés de l'arrondissement, en utilisant leurs outils de communication en collaboration avec les nôtres.

L'objectif de ce volet est de développer les compétences techniques à la réalisation de photographie de qualité avec un téléphone intelligent.



Commissariat

Suite aux ateliers, chaque adolescent participant est invité à choisir une série de photographie à l'aide d'un commissaire invité, dans le but de créer un mini-corpus qui sera imprimé et exposé à notre lieu d'exposition extérieur, le Carrousel Photo.

L’objectif de ce volet est de partager et de découvrir le résultat artistique des ateliers, et développer la lecture de l’image.



Exposition

Finalement, une exposition est organisée ainsi qu'un vernissage public.

L’objectif de de volet est de développer un sentiment de réalisation et d’accomplissement, ainsi que de permettre aux participants de présenter leur travail en personne afin de créer des liens au-delà de l’image.



Calendrier de travail

- Montage financier : Janvier à mai 2019
- Confirmation des partenaires de projet : mai
- Recrutement des participants : juin
- Réalisation :
  atelier et commissariat : juillet-août 2019
  exposition : septembre 2019
- Bilan de projet - novembre 2019



Retombées

1 coordonnateur de projet à temps partiel pour la réalisation du projet
Des partenariats avec des organismes locaux pour le recrutement des participants
1 photographe professionnel contractuel pour animer les ateliers
1 commissaire professionnel contractuel pour animer l'atelier du choix des photos exposées
10-12 participants aux ateliers

Vernissage : 150 personnes
Expositions : 3000 visiteurs

Objectif : faire tourner l'exposition dans différents arrondissements de Montréal pour donner le maximum de visibilité au projet (ex.: maison de la culture, bibliothèque, etc.)

Nous croyons que les ateliers permettent aux adolescents d'acquérir des habiletés techniques afin de pouvoir communiquer de façon efficace par l'image, développer une conscience accrue du pouvoir de la photo en tant qu'outil de communication, et de diffuser des images positives permettant de bâtir des ponts entre les gens grâce à la réalisation de projets créatifs comme une exposition collective.



Plan de communication et promotion

Logo, mention et/ou remerciements lors des actions suivantes :

Relation de presse :
• 4 communiqués de presse minimum
• 1 invitation média (pour le vernissage)
Note : efforts spéciaux auprès des médias locaux + bloggeurs de l'arrondissement

Promotion - affichage sur babillards électroniques :
• Culture Montréal
• CESIM
• Quoi faire Montréal, Mur mitoyen, etc
• Quartier des Spectacles + La Vitrine
• Artère, etc.

Mention dans infolettres :
• Maison de la photo (4 mentions minimum) + Gesù (1 mention minimum)

Mention sur les réseaux sociaux :
• 1 mention/mois minimum sur le compte Facebook de la Maison Photo Montréal + Gesù + partenaires lorsque possible

Placement média :
• Journaux locaux (recrutement et invitation au vernissage)

Expositions :
• Panneau des commanditaires
• Matériel imprimé lié au projet
• Possibilité de prise de parole lors des événements (vernissage et rencontre publique)

Maison Photo Montréal

« La photographie grandit avec moi,
et je grandis avec la photographie.»
- Anna Di Prospero



Maison Photo Montréal

Maison Photo Montréal a pour mission de démocratiser l'accès à la créativité et créer des ponts entre les photographes montréalais et différents publics.

Depuis 2016, nous avons développé une expertise en résidence de création et activités promotionnelles telles que vernissage, visites guidées, conférences, classes de maître, etc. afin de permettre au photographe exposé de connecter avec différents publics.

En tant qu'organisme culturel spécialisé en photographie, nous avons le mandat d'occuper les murs du Centre de créativité Le Gesù, situé au 1200 rue Bleury, au coeur du Quartier des Spectacles, afin de créer un espace d'expositions, de rencontre et de création dédié au talent montréalais en photographie.

www.maisonphotomtl.com
Facebook | Twitter | Instagram : @maisonphotomtl

Témoignages de participants aux ateliers d'initiation à la photographie

«J'ai beaucoup aimé les exercices et les défis à faire entre les rencontres pour les ateliers, et les discussions avec le groupe. J'ai ouvert un compte Instagram et je vais continuer à faire de la photo parce que j'ai encore le goût de m'exprimer, et les images sont plus faciles pour moi que les mots.»
- Participant aux ateliers photos offert à des groupes de jeunes en processus de réintégration sociale suite à un épisode troubles mentaux en collaboration avec PCEIM - 2018





«Je suis vraiment fier d'avoir fait les ateliers, et choisis mes photos pour l'exposition. Je suis aussi vraiment fier de voir mes photos imprimées en grand et voir la réaction de ma famille et mes amis.»
- Participant aux ateliers photos offert à des groupes jeunes immigrants syriens en collaboration avec Singa Québec 2016-2017

«Au début, j'étais gênée de montrer mes photos aux autres mais j'étais contente de voir les photos des autres et j'ai compris que les autres aimaient regarder mes photos. Alors, maintenant, je suis toujours intéressée à montrer mes photos et regarder celle des autres. Ça me fait découvrir plein de choses et de gens.»
- Participante aux ateliers photos offert à des groupes jeunes autochtones provenant de différentes régions du Québec en collaboration avec Wapikoni Mobile - 2014



Organismes partenaires / clients

LAVAL

PCEIM

SINGA QUEBEC

wapikoni

IMPACT HUB Montréal

Revue de presse résumée

BEHA, Claire-Marine. *Les expositions à voir en novembre à Montréal.* **Barongmag**, 31 octobre 2018. Disponible en ligne : https://www.baronmag.com/2018/10/expos-novembre-18/

Rédaction. *Plusieurs formes d'art à l'honneur aux Journées de la Culture.* **Courrier Laval**. 25 septembre 2018. Disponible en ligne : https://courrierlaval.com/plusieurs-formes-dart-a-lhonneur-aux-journees-de-la-culture/

Équipe. *Un retour sur notre expo photo.* **PCEIM L'écho**, Automne 2018. Disponible en ligne : https://issuu.com/pceim/docs/pceim_echo-automne2018

Mocafico, Romeo. *Capter pour inclure.* **Quartier Libre!** 14 septembre 2018, Disponible en ligne : http://quartierlibre.ca/deux-sorties-gratuites-pour-la-fin-de-semaine-2/

LAOU, Sarah. *Un Rallye photo à ciel ouvert à Saint-Lambert.* **Courrier du sud**, 9 septembre 2017. Disponible en ligne : http://www.lecourrierdusud.ca/rallye-photo-a-ciel-ouvert-a-saint-lambert/

Rédaction. *Jeunes réfugiés syriens exposent à l'Espace La Fontaine.* **Le Plateau Pamplemousse**, février 2017. Disponible en ligne : https://plateau.pamplemousse.ca/2017/02/jeunes-refugies-syriens-exposent-a-lespace-la-fontaine/

GOUJARD, Clothilde. *Montréal dans l'oeil de réfugiés.* **Le Devoir**, 21 février 2017. Disponible en ligne : https://www.ledevoir.com/societe/492193/montreal-dans-l-oeil-de-refugies

BEURDELEY, Timothée. *Montréal dans l'œil de jeunes photographes syriens.* **Beware! Magazine**, 20 février 2017. Disponible en ligne : https://www.bewaremag.com/montreal-jeunes-photographes-syriens/

Partenaires 2019

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL | Montréal

caisse de la culture Desjardins

TELUS

acem MICROCRÉDIT ACCOMPAGNEMENT FIER MEMBRE DU RÉSEAU MicroEntreprendre

le gesù

WORLD PRESS PHOTO EXPOSITION 2018

QUARTIER DE L'INNOVATION

DAM DIVERSITÉ ARTISTIQUE MONTRÉAL

Archives Montréal

Crédits photo

page 1 : Warren Wong
page 2 : Thibault Carron
page 3 : Amina Jalabi
page 4 : Annie France Leclerc
page 5 : Salima Punjani
page 6 & 7 : Tomas Izcovits
page 8 : Communications Espace La Fontaine
page 9 : Table Architecture
page 11 : Tomas Izcovits
page 12 : Luce Vallières

Contact

Luce Vallières
Directrice du développement
Luce@maisonphotomtl.com
514 915-5823

www.maisonphotomtl.com
Facebook Twitter Instagram : @maisonphotomtl

BLUE MET
METROPOLIS
BLEU
FONDATION

Le 15 février 2019

Madame Soraya Miranda
Agente de projet
Programme de soutien aux initiatives culturelles
Arrondissement de Ville-Marie
Division de la culture et des bibliothèques
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame Miranda,

C'est avec un plaisir renouvelé que nous vous acheminons cette nouvelle demande d'aide financière au montant de 9 090$ adressée au programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 (volet 1).

Le projet *Amis pour la vie* s'inscrit en continuité des projets réalisés dans Ville-Marie afin d'occuper l'espace public et mobiliser les citoyens de tous âges autour de valeurs communes. Dans le cas de ce nouveau programme, le thème central est l'estime de soi et la lutte contre l'intimidation. L'activité phare du programme est un pique-nique familial avec activités culturelles dans un parc du quartier et une exposition réalisée par les enfants du quartier. Notre idée maîtresse étant de mobiliser les parents par leurs enfants.

En espérant le tout à votre satisfaction, nous vous prions de recevoir, Madame, l'assurance de nos meilleurs sentiments.

La présidente, directrice générale et directrice artistique,

William St-Hilaire

Fondation Metropolis bleu
661, rue Rose-de-Lima, bureau 201
Montréal (Québec) H4C 2L7
T 514 932.1112 F 514 932.1148
www.metropolisbleu.org

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Fondation Metropolis bleu

Statut juridique : OBNL (organisme de charité) Date d'incorporation : 18 juin 1997

Adresse du siège social 661 Rose-de-Lima, local 204 Code postal : H4C 2L7

Téléphone : 514-932-1112 Télécopieur :

Site Internet : https://metropolisbleu.org/

Nom du mandataire désigné : William St-Hilaire Titre : PDG et directrice artistique

Téléphone (bureau) : 514-032-1112 #33 Cellulaire :

Adresse courriel : william@metropolisbleu.org

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Mission

Metropolis bleu est un organisme de charité qui a pour mission de réunir les gens de langues et de cultures diverses autour du plaisir de lire et d'écrire, permettant ainsi l'éclosion de la créativité et la compréhension interculturelle. La Fondation présente annuellement un Festival de littérature international et offre, tout au long de l'année, une gamme de programmes éducatifs et sociaux en classe et en ligne. Parce que l'écriture et la lecture vont bien au-delà du divertissement, ces programmes sont également utilisés comme outils thérapeutiques, de persévérance scolaire et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Nos valeurs

- Diversité culturelle et linguistique
- Promotion de la lecture auprès des jeunes
- Rayonnement international
- Qualité, tolérance et inclusion

Structure organisationnelle

L'équipe permanente du bureau est composée de trois personnes, auxquelles s'ajoutent des collaborateurs de haut niveau

Information sur le projet

Titre du projet : Amis pour la vie dans Ville-Marie

Date(s) de réalisation : 9 septembre 2019 au 31 mai 2020

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : N/A

Lieu(x) de réalisation : Arrondissement Ville-Marie (Pressenti : Parc Coupal, Ecole Garneau et CPE KIRI)

Discipline :
- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 13 090$ $

Montant du soutien financier demandé : 9 090$ $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Amis pour la vie… dans Ville-Marie est un tout nouveau programme de la Fondation Metropolis bleu prévu en 2019-2020 dans Ville-Marie. Il s'inscrit en continuité des projets réalisés dans Ville-Marie afin d'occuper l'espace public et mobiliser les citoyens de tous âges autour de valeurs communes faisant de Ville-Marie, de ses écoles, de ses rues ou de ses parcs, un endroit où on se sent bien. Dans le cas de ce nouveau programme, le thème central est l'estime de soi et la lutte contre l'intimidation.

L'activité phare du programme est un pique-nique familial avec activités culturelles au Parc Coupal et une exposition réalisée par les enfants du quartier. Notre idée maîtresse étant de mobiliser les parents par leurs enfants.

Pour tous les détails, merci de consulter le document en annexe.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Visibilité spécifique accordée à l'arrondissement Ville-Marie.

- Logo sur tous les imprimés relatifs au projet : panneaux d'explication et de remerciement installés dans des lieux publique ainsi que sur l'exposition elle-même.
- Mention dans le calendrier des activités de la brochure officielle du Festival, sous la description de l'événement.
- Mention sur les réseaux sociaux, lorsque le projet y sera discuté.

Visibilité offerte à la Ville de Montréal

Pour l'année 2019-2020, la ville de Montréal financera la Fondation Metropolis bleu dans le cadre du programme de soutien aux Festivals et événements culturels et de l'aide au loyer pour les OBNL. En contrepartie, la Fondation Metropolis bleu offrira à la Ville de Montréal la visibilité suivante :

- Logo sur les communiqués de presse officiels du Festival (adulte, enfants et programmes éducatifs)
- Mot d'appui du maire dans la brochure du Festival (10 000 exemplaires)
- Logo et mention sur la page Merci à nos partenaires de la brochure
- Logo sur les affiches adultes et enfants du Festival.
- Logo sur les principales publicités du Festival (La Presse et Gazette)
- Logo et mention sur la bannière Merci à nos partenaires
- Logo sur la page partenaires du site internet
- Logo et mention dans le rapport annuel de la Fondation

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Fondation Metropolis bleu (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : POGA. _____

Date : 15 juin 2019.

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Fondation Metropolis bleu

Nom du projet : Amis pour la vie... dans Ville-Marie

Date de réalisation : 9 septembre 2019 au 31 mai 2020

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	9 090$		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	9 090$		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	4 000$		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	4 000$		
TOTAL DES REVENUS	13 090$		

DÉPENSES	FINAL	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	1 000$		
Honoraires professionnels	2 500$		
Main-d'œuvre technique			
Cachets	2 800$		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	1 500$		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	600$		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez) Transport du matériel	500$		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	8 900$		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	2 500$		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez) Site internet	500$		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	3 000$		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet			
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation	200 $		
Locations de bureaux			
Loyer, assurances, frais de télécommunication	990$		
TOTAL ADMINISTRATION	1190$		
TOTAL DES DÉPENSES	13 090$		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0%		

Présentation détaillée du projet *Amis pour la vie*
En collaboration avec l'Arrondissement Ville-Marie
Projet proposé le 15 février 2019

Table des matières

Description détaillée du projet....1
Échéancier....2
En quoi le projet répond aux objectifs du programme....3
Les objectifs du projet :....3
Identification du site choisi....4
Soutien technique demandé....4
Collaborateurs et partenaires:....4
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs / Retombées attendues.....4
Plan de visibilité / Promotion....5
Visibilité spécifique accordée à l'arrondissement Ville-Marie.....5
Visibilité offerte à la Ville de Montréal....5

Amis pour la vie… dans Ville-Marie *Ensemble contre l'intimidation et pour l'estime de soi*[1]

Amis pour la vie est un tout nouveau programme de la Fondation Metropolis bleu prévu en 2019-2020 dans Ville-Marie. Il s'inscrit en continuité des projets réalisés dans Ville-Marie afin d'occuper l'espace public et mobiliser les citoyens de tous âges autour de valeurs communes faisant de Ville-Marie, de ses écoles, de ses rues ou de ses parcs, un endroit où on se sent bien. Dans le cas de ce nouveau programme, le thème central est l'estime de soi et la lutte contre l'intimidation.
L'activité phare du programme est un pique-nique familial avec activités culturelles au Parc Coupal et une exposition réalisée par les enfants du quartier. Notre idée maîtresse étant de mobiliser les parents par leurs enfants.

1. **Pour les tous petits de 3 à 5 ans**

Ateliers Amis pour la vie en garderie et CPE

Parce qu'il faut commencer le plus tôt possible à construire l'estime de soi des enfants et parce que, malheureusement, on constate des problèmes d'intimidation dès le très jeune âge, nous proposons de tenir trois ateliers de contes et dessins dans un ou des CPE de Ville-Marie. La littérature jeunesse ne manque pas de très bons auteurs ayant abordé de façon constructive et positive les enjeux liés à l'intimidation ou à l'estime de soi.

2. **Pour les 8 ans à 12 ans**

Trois ateliers d'écriture et d'arts dans une école primaire

En parallèle avec notre travail auprès des tous petits de Ville-Marie, le projet prévoit une série de trois ateliers avec des jeunes du primaire (L'École Garneau est pressentie). Prenant toujours ancrage dans la littérature jeunesse, les jeunes seront invités à parler, écrire, discuter puis réaliser un projet d'art collectif explorant les moyens de lutter contre l'intimidation, de développer un sens critique par rapport au monde de la publicité et des réseaux sociaux (Instagram) alors que la réalité dépasse presque tout le temps la fiction ! Comment se sentir mieux dans sa peau, comme ne pas intimider l'autre qui est différent ?

Il est important de rappeler qu'à 10 ans, une fillette sur deux voudrait être plus mince, et il semblerait que ce culte de la minceur n'épargne pas non plus les garçons. Afin de valoriser l'estime de soi et, ainsi, combattre le décrochage scolaire, ce projet propose

[1] Le projet est présenté ici à l'Arrondissement Ville-Marie et ne fait pas partie des activités régulières du Festival Metropolis bleu financées par la Ville de Montréal.

à des enfants de la 5e et 6e année du primaire des ateliers d'écriture, des rencontres avec un psychoéducateur et des ateliers d'arts plastiques.

Puis organiser une exposition et une grande fête au Parc Coupal

Les textes et dessins produits par les enfants du quartier (âgés de 3 à 12 ans) seront exposés sous la forme d'un projet d'art collectif au Parc Coupal. Les parents des enfants ayant participé au projet et tous les citoyens seront invités à un pique-nique culturel à l'occasion du dévoilement de l'exposition. Des jeux, de la lecture, de l'improvisation sont au menu alors que les citoyens auront apporté leur collation pour partager ensemble une belle matinée.

Tania Baladi et ses complices seront de la fête – et offrirons aux parents l'occasion de faire quelques activités créatrices autour de l'estime de soi, de l'inclusion et du plaisir de profiter de ce bel endroit !

Échéancier

Septembre 2019

- Identification de la classe et de l'école qui participera au projet.
- Identification des garderies ou CPE qui participeront au projet.
- Identification du site pour le dévoilement (choix du parc).

Octobre 2019

- Rencontre avec tous les artistes impliqués pour planifier le déroulement du projet.

Novembre 2019

- Rencontres avec l'enseignant et les éducateurs pour planifier et organiser le projet avec leurs classes.

Janvier 2020

- Rencontre en classe avec tous les intervenants du projet.
- L'auteur et l'artiste seront invités en classe à venir se présenter et discuter du projet avec les élèves du primaire.
- Période pour l'inspiration et la réflexion des participants de l'école primaire.

Février- Mars 2020

- Trois ateliers d'écriture avec l'auteur Linda Amyot et l'artiste Tania Baladi.
- Trois ateliers de contes et dessins dans un ou des CPE de Ville-Marie.

Mars et Avril 2020

- Confirmation du site de l'installation.
- Approbation de tous les lieux d'installation publics ou privés.

Mai 2020

- Impression, découpage des œuvres, préparation de l'exposition urbaine.
- Lancement et célébration de l'exposition dans l'espace public.
- Évaluation du projet.

En quoi le projet répond aux objectifs du programme

Le projet *Des mots pour changer* répond aux objectifs du programme de soutien financier aux initiatives culturelles, en rassemblant les résidents autour d'un projet culturel réalisé dans l'espace publique par les jeunes de leur quartier. Le projet a pour objectif de rapprocher la population locale autour de ces jeunes à travers l'art littéraire et l'art plastique. Il implique et fait participer les résidents qui découvriront/redécouvriront leur quartier sous le regard des jeunes participants. Nous imaginons très bien que cette exposition saura amener les gens du quartier à se rassembler autour de cette marche à la découverte de l'œuvre et à se parler, se rencontrer, se découvrir.

Le projet se nourrit de ce qui l'entoure, implique et fait participer les résidents par le biais d'une activité participative, axée autour d'une installation artistique qui métamorphosera temporairement le quartier, lui donnera de la couleur et peut-être un peu de magie.

Les objectifs du projet :

- ✓ Occuper l'espace public avec un projet social et artistique
- ✓ Favoriser l'estime de soi des jeunes du quartier
- ✓ Lutter contre l'intimidation
- ✓ Stimuler le goût de la lecture

Identification du site choisi

L'exposition citoyenne sous la forme d'une exposition sera présentée dans l'espace public. L'installation de l'œuvre se fera dans un parc de l'arrondissement Ville-Marie. Nous sélectionnerons le lieu en fonction de la proximité avec l'école participante.

Soutien technique demandé

Aucun, si ce n'est que de l'accès aux lieux publiques qui seront choisis.

Collaborateurs et partenaires pressentis:

Les Écoles primaires Garneau, Champlain, Jean-Baptiste Meilleur, Marguerite-Bourgeoys, St-Anselme, et le CPE Ki-Ri et la garderie Idée Fixe.
Toutes situées dans l'arrondissement ville-Marie et avec qui Metropolis bleu est déjà en contact

Indicateurs qualitatifs et quantitatifs / Retombées attendues.

Avec le projet *Amis pour la vie… dans Ville-Marie*, nous atteindrons les objectifs suivants :

- Développer le sentiment d'appartenance des jeunes à leur quartier (objectif qualitatif).
- Valoriser l'estime de soi et la réussite scolaire des jeunes ayant participés au projet (objectif qualitatif).
- Favoriser l'accessibilité des citoyens aux arts et à la culture (objectif qualitatif).
- Encourager l'implication de la population locale, en participant à la célébration du lancement de l'exposition dans l'espace public (objectif qualitatif).
- Mettre en avant le potentiel créatif du quartier (objectif qualitatif).
- Valoriser certains endroits du quartier qui passe peut-être inaperçu (objectif qualitatif).
- Créer une rencontre entre les arts, les mots et les citoyens (objectif qualitatif).
- Impliquer une classe de 30 enfants de 6^{e} du primaire (objectif quantitatif).
- Impliquer trois classes de 10 enfants en garderie (objectif quantitatif).
- Rejoindre les parents et enseignants de ces enfants (objectif quantitatif).
- Rejoindre plus de 2 000 citoyens du quartier lors de l'exposition (objectif quantitatif).

Plan de visibilité / Promotion

La visibilité accordée à l'arrondissement pour son soutien monétaire et technique sera assurée sur tous les éléments de promotion du projet.

Des outils de communication originaux et du matériel promotionnel diversifié seront produits pour faire connaître le projet projeté. Parmi ceux-ci :

- Création d'une page dédiée au projet sur le site desmotspourchanger.org.
- Brochure officielle du Festival. (10 000 copies), distribution aux abonnés et lieux d'affinités.
- Envoi d'une infolettre à près de 1000 abonnés.
- Utilisation des réseaux sociaux : Facebook, Pinterest, Twitter.
- Imprimés divers : bandelettes du projet, affichettes, bannière autoportante.

Visibilité spécifique accordée à l'arrondissement Ville-Marie.

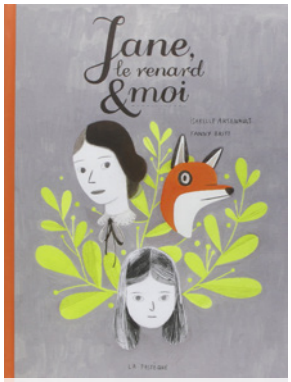
Visibilité spécifique accordée à l'arrondissement Ville-Marie.

- Logo sur tous les imprimés relatifs au projet : panneaux d'explication et de remerciement installés dans des lieux publique ainsi que sur l'exposition elle-même.
- Mention dans le calendrier des activités de la brochure officielle du Festival, sous la description de l'événement.
- Mention sur les réseaux sociaux, lorsque le projet y sera discuté.

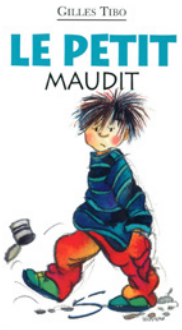
Visibilité offerte à la Ville de Montréal

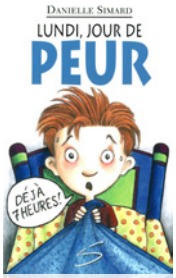
Pour l'année 2019-2020, la ville de Montréal financera la Fondation Metropolis bleu dans le cadre du programme de soutien aux Festivals et événements culturels et de l'aide au loyer pour les OBNL. En contrepartie, la Fondation Metropolis bleu offrira à la Ville de Montréal la visibilité suivante :

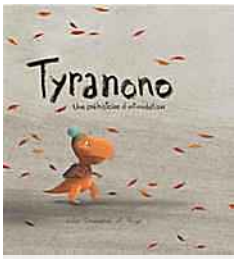
- Logo sur les communiqués de presse officiels du Festival (adulte, enfants et programmes éducatifs)
- Mot d'appui du maire dans la brochure du Festival (10 000 exemplaires)
- Logo et mention sur la page Merci à nos partenaires de la brochure
- Logo sur les affiches adultes et enfants du Festival
- Logo sur les principales publicités du Festival (La Presse et Gazette)
- Logo et mention sur la bannière Merci à nos partenaires
- Logo sur la page partenaires du site internet
- Logo et mention dans le rapport annuel de la Fondation











AMIS POUR LA VIE

BLUE MET METROPOLIS BLEU FONDATION

...dans Ville-Marie

Ensemble contre l'intimidation et pour l'estime de soi

Amis pour la vie est un tout nouveau programme de la Fondation Metropolis bleu prévu en 2019-2020 dans Ville-Marie. Il s'inscrit en continuité des projets réalisés dans Ville-Marie afin d'occuper l'espace public et de mobiliser les citoyens de tous âges autour de valeurs communes faisant de l'arrondissement, de ses écoles, de ses rues ou de ses parcs, un endroit où on se sent bien. Le thème central de ce nouveau programme est l'estime de soi et la lutte contre l'intimidation.

Les événements phares du programme sont un pique-nique familial avec activités culturelles au Parc Coupal et une exposition réalisée par les enfants du quartier.

Notre idée maîtresse est de mobiliser les parents par l'entremise de leurs enfants.

Le projet est présenté ici à l'Arrondissement Ville-Marie et ne fait pas partie des activités régulières du Festival Metropolis bleu financées par la Ville de Montréal.



Première étape – donner une voix aux enfants de Ville-Marie

Pour les tout-petits de 3 à 5 ans
Ateliers Amis pour la vie en garderie et CPE

Parce qu'il faut commencer le plus tôt possible à construire l'estime de soi des enfants et parce que, malheureusement, on constate des problèmes d'intimidation dès le très jeune âge, nous proposons de tenir trois ateliers de contes et dessins dans un ou des CPE de Ville-Marie.

La littérature jeunesse ne manque pas de très bons auteurs ayant abordé de façon constructive et positive les enjeux liés à l'intimidation ou à l'estime de soi (les deux étant en général liés).

Pour les 8 à 12 ans
Trois ateliers d'écriture et d'art à l'école Garneau

En parallèle avec notre travail auprès des tout-petits de Ville-Marie, le projet prévoit une série de trois ateliers avec des jeunes du primaire (l'école Garneau est pressentie). Prenant toujours ancrage dans la littérature jeunesse, les jeunes seront invités à parler, écrire, discuter puis réaliser un projet d'art collectif explorant les moyens de lutter contre l'intimidation, de développer un sens critique par rapport au monde de la publicité et des réseaux sociaux (Instagram) alors que la réalité dépasse presque tout le temps la fiction ! Comment se sentir mieux dans sa peau, comme ne pas intimider l'autre qui est différent ?

Il est important de rappeler qu'à 10 ans une fillette sur deux voudrait être plus mince, et il semblerait que ce culte de la minceur n'épargne pas non plus les garçons. Afin de valoriser l'estime de soi et, ainsi, combattre le décrochage scolaire, ce projet propose à des enfants de la 5e et 6e année du primaire des ateliers d'écriture, des rencontres avec un psychoéducateur et des ateliers d'arts plastiques.

Puis organiser une exposition et une grande fête au Parc Coupal

Les textes et dessins produits par les enfants du quartier (âgés de 3 à 12 ans) seront exposés sous la forme d'un projet d'art collectif au Parc Coupal. Les parents des enfants ayant participé au projet et tous les citoyens seront invités à un pique-nique culturel à l'occasion du dévoilement de l'exposition. Des jeux, de la lecture, de l'improvisation sont au menu alors que les citoyens auront apporté leur collation pour partager ensemble une belle matinée.

Tania Baladi et ses complices seront de la fête – et offriront aux parents l'occasion de faire quelques activités créatrices autour de l'estime de soi, de l'inclusion et du plaisir de profiter de ce bel endroit !

AMIS POUR LA VIE





DONNÉES SCIENTIFIQUES

L'intimidation envers les enfants d'âge scolaire est aujourd'hui reconnue comme un problème majeur de santé publique dans les sociétés occidentales (Brunstein Klomek A. et coll., 2010). L'intimidation englobe des comportements comme les attaques physiques directes, verbales directes, de type indirect-relationnel (comprenant l'exclusion sociale et les rumeurs) ainsi que la cyber intimidation (Hinduja S. et Patchin JW., 2009). Au Canada, de 20 à 30 % des enfants sont touchés par des comportements s'associant à l'intimidation autant comme intimidateurs que victimes.

Il est établi empiriquement que les enfants victimes d'intimidation, tout comme ceux en ayant été responsables, sont plus susceptibles que ceux n'ayant vécu aucune intimidation de développer un large éventail de symptômes tels que l'anxiété et la dépression (Arseneault L et coll., 2006), des comportements violents (Nansel T. et coll., 2003) et, une faible estime de soi (Egan S. et Perry D., 1998).

Les personnes ayant une faible estime de soi tendent à vivre plus intensément les émotions négatives que les personnes avec une haute estime de soi (Mruk, C. J. 2006). Une faible estime de soi est directement reliée aux risques de développer de l'anxiété (Rawson. 1992), de la dépression (Hammen. 1988), de la colère et de l'hostilité (Dreman et coll. 1997), un sentiment de solitude (Haines et coll. 1993), de culpabilité et de honte (Tangnay et Dearing. 2002). S'inspirant des recherches démontrant que les enfants (Battle, J. 1987) et les adolescents (Allgood-Merten, B. et coll. 1990) sont tout aussi susceptibles de développer une mauvaise estime de soi que les adultes et qu'une mauvaise estime de soi dès le bas âge nuit grandement au développement (Allport, G. W. 1961), la Fondation Metropolis bleu propose son tout nouveau projet : *Amis pour la vie dans Ville-Marie* qui vise à favoriser le développement d'une saine estime de soi chez nos jeunes, et ce... pour la vie.

LES OBJECTIFS

- Occuper l'espace public avec un projet social et artistique
- Favoriser l'estime de soi des jeunes du quartier
- Lutter contre l'intimidation
- Stimuler le goût de la lecture

Équipe dédiée au projet

LINDA AMYOT
Directrice de la programmation jeunesse du Festival des enfants TD-Metropolis bleu.

Auteure jeunesse de réputation nationale et lauréate de plusieurs prix en littérature jeunesse (Gouverneur général, Prix TD, Prix des libraires du Québec, Prix des bibliothèques de la Ville de Montréal)

TANIA BALADI
Artiste en arts visuels
Créatrice d'ateliers-animatrice chez La machine à nuages & agente de projets, Services jeunesse Y des femmes de Montréal

FRÉDÉRICK GAUDIN-LAURIN
Coordonnateur des programmes éducatifs et sociaux

Diplômé en Psychologie. Spécialisé dans le domaine de l'éducation et de la petite enfance.



Metropolis bleu **en bref**

Créée en 1997, la Fondation Metropolis bleu est un organisme de charité qui a pour mission de réunir les gens de langues et de cultures diverses autour du plaisir de lire et d'écrire, permettant ainsi l'éclosion de la créativité et de la compréhension interculturelle. La Fondation présente annuellement un **Festival littéraire international** et offre, tout au long de l'année, une gamme de **programmes éducatifs et sociaux** en classe et en ligne. Ces programmes utilisent l'écriture et la lecture comme outils thérapeutiques, de persévérance scolaire et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Les programmes éducatifs **depuis 2000**

18 455 ÉTUDIANTS REJOINTS

898 ÉCOLES VISITÉES

51 PROGRAMMES CRÉÉS

OFFERTS DANS **15** DES **17** RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC ET DANS **8** DES **10** PROVINCES CANADIENNES

Le Festival **2018**

341 ÉVÉNEMENTS EN **15 LANGUES**

338 ARTISTES, AUTEURS ET ANIMATEURS PROVENANT DE **19 PAYS**

PLUS DE 120 000 VISITES[1]

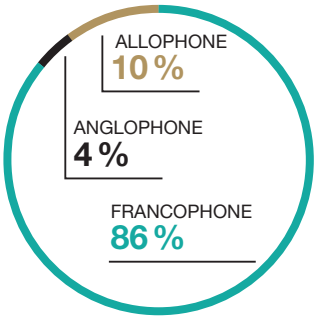
253 RETOMBÉES DE PRESSE

[1]Achalandage global direct et indirect incluant les visiteurs du Festival Metropolis bleu (programmation adultes et jeunesse) et ceux des expositions et des activités de nos partenaires affiliés.

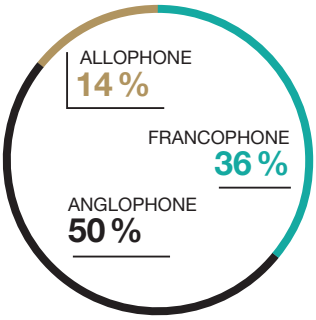
PROFIL DE LA CLIENTÈLE DU FESTIVAL

FEMME 74 % **HOMME 26 %**

FESTIVAL ENFANTS



FESTIVAL ADULTES



86 % SONT TITULAIRES D'UN DIPLÔME UNIVERSITAIRE

17 % DES FESTIVALIERS (VOLET ADULTE) SONT DES VISITEURS (EXCURSIONNISTES ET TOURISTES)

IMPACT ÉCONOMIQUE

60 %
DES FESTIVALIERS ACHÈTENT DES LIVRES AVANT ET PENDANT LE FESTIVAL / OU ONT L'INTENTION DE LE FAIRE APRÈS.

35 %
DES FESTIVALIERS DÉPENSENT PLUS DE 500$ LORS DE LEUR SÉJOUR À MONTRÉAL.

PLUS DE 50 000 $
DE VENTES DE LIVRES ONT ÉTÉ GÉNÉRÉES PAR LE FESTIVAL 2018*

*Ventes directes à l'HOTEL10 et indirectes - générées par les libraires partenaires du Festival

FESTIVAL METROPOLIS BLEU 2019
PROGRAMMATION POUR ADULTES : 2 AU 5 MAI

FESTIVAL DES ENFANTS TD – METROPOLIS BLEU 2019 :
26 AVRIL AU 5 MAI

661, rue Rose-de-Lima, bureau 204
Montréal (Québec) H4C 2L7
T 514 932.1112
metropolisbleu.org

BLUE MET METROPOLIS BLEU FONDATION

DATE D'INCORPORATION : 18 JUIN 1997
NUMÉRO D'ENREGISTREMENT D'ORGANISME DE CHARITÉ : 88516 8948 RR0001

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Foyer pour femmes autochtones de Montreal

Statut juridique : Organisme sans but lucratif Date d'incorporation : 08/11/1987

Adresse du siège social P.O. Box 183, Station St. Jacques, Montreal, QC. Code postal : H3C 2S1

Téléphone : 514-933-4688 Télécopieur : 514-933-5747

Site Internet : www.nwsm.info

Nom du mandataire désigné : Marci Shapiro (Nakuset) Titre : Directrice Executive

Téléphone (bureau) : 514-933-4688 Cellulaire :

Adresse courriel : nakuset@gmail.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

The Shelter provides an environment where women can focus on their various challenges and rebuild their lives. We offer in-house programs and services as well as outreach services that help in the healing process of the women while assisting them in re-establishing a balanced lifestyle. The Native Women's Shelter works within an Aboriginal framework. We incorporate many different teachings from the various cultures of Fist Nations, Inuit and Metis.

Plus detailles sont joints en annexe.

Information sur le projet

Titre du projet : Journee nationale des autochtones 2019

Date(s) de réalisation : Le 21 juin 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Le 21 juin 2019

Lieu(x) de réalisation : Parc square Cobot dans l'arrondissement de Ville Marie

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☑ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☑ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 15,000 $

Montant du soutien financier demandé : 15,000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le concept est d'organiser une journee d'activites au parc Square Cabot pour celebrer la Journee Nationale des Autochones. A Montreal, il y a plus de 26,000 d'habitants autochones incluant les premiers nations, inuits et metis. Ils representent une communaute vivante, riche et diverse. Apres le succes des celebrations d'annee derniere, nous voulons continuer de celebrer cette communaute dans lieu historique important pour les autochones a Montreal: square Cabot.

La programmation sera accessible pour le grand public et refletera les diverses cultures autochones au Quebec et Canada. Les objectifs de la journee seront la promotion et la diversite des cultures autochones, une experience d'inclusion sociale du public et un echange culturel entre les communautes autochones et d'autres communautes a Montreal.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Nous avons un plan de communication et de promotion varie incluants:
Promotions sur les reseaux sociaux (Facebook, twitter, sites web) et en particulier les reseaux d'organismes autochones locaux et d'autres reseaux locaux comme la Table de Concertation Peter McGill, Presences Autochones et le Reseau pour la Strategie Urbaine de Montreal.
Nous avonsaussi des contacts directs avec les medias televisuels qui ont fait de promotion pour nous pour nous l'annee derniere. (CBC, Radio-Canada, CTV, Global TV et autres). Nous allons aussi faire de la promotion radio avec CKUT, CJAD, K!)% et sur les programmes radio specialises comme Nipivut (pour la communaute Inuit). Nous allons distribuer des depliants et des affiches dans differants lieux publics.
Cet evenement est tres benefique pour l'arrondissement et pour le quartier. Le Reseau pour la strategie urbaine de la communaute autochone a Montreal travaille avec plusiers partenaires dans le quartier pour ameliorer la cohabitation, le sens de securite et le bien-etre de tous les citoyens. Cela fait plusiers annees que nous travaillons tres fort pour avoir une communaute respecteuse ou tous les citoyens peuvent developper un sentiment d'appartenance au parc et au quartier.

Cet evenement est donc de grande importance et represente une collaboration d'un grand nombre de partenaires.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [ ] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Foyer pour femmes autochone de Montreal (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Ma S (wht)

Nom et fonction du représentant autorisé : Marci Shapiro (Nakuset) Directrice Executive

Date : 21/02/2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Foyer pour femmes autochtones de Montreal

Nom du projet : Journee nationale des autochtones 2019

Date de réalisation : Le 21 juin 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15,000.00		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	15,000.00		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	0		
TOTAL DES REVENUS	15,000.00		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels	8,000		
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	5,665		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	Benevoles		
Matériel	335		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances	Paye par l'organisa		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)	Paye par l'organisa		
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction	Paye par l'organisa		
Frais d'affichage			
Photographie	Paye par l'organisa		
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	750		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	750		
TOTAL DES DÉPENSES	15,000		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation

Journée nationale des Autochtones 2019

Le concept, la programmation, la nature des activités et les objectifs

Le concept est d'organiser une journée d'activités au parc Square Cabot pour célébrer la Journée nationale des Autochtones. À Montréal, il y a plus de 26 000 habitants autochtones incluant les Premières Nations, Inuits et Métis. Ils représentent une communauté vivante, riche et diverse. Après le succès des célébrations de l'année dernière, nous voulons continuer de célébrer cette communauté dans un lieu historique important pour les autochtones à Montréal: le square Cabot. De plus, le grand public pourra découvrir une programmation dynamique, diverse et amusante pour toute la famille.

La programmation sera accessible pour le grand public de Montréal et reflètera les diverses cultures autochtones au Québec et Canada. Les objectifs de la journée seront la promotion et la diversité des cultures autochtones, créer une expérience d'inclusion sociale et un échange culturel entre les communautés autochtones et les autres communautés qui existent à Montréal.

Il y aura une variété d'activités:
-Une programmation musicale (chants de gorge, musique de tambour, musique Inuit contemporaine, musiciens autochtones locaux) ;
-Des activités pour les enfants ;
-Ateliers artistiques (sculptures de savon, perlage et art des Premières Nations)

La programmation sera organisée par le Foyer pour Femmes Autochtones de Montréal avec plusieurs partenaires incluant le Centre d'Amitié Autochtones de Montréal.

L'échéancier détaillé de la réalisation:

Mars 2019: Demande pour une scène de l'Arrondissement de Ville-Marie. Confirmation de participants, des artistes et des partenaires communautaires ;

Avril 2019: Début de la promotion de l'évènement via les réseaux sociaux ;

Juin 2019: Finalisation de l'organisation et promotion sur les médias télévisuels comme CBC, Radio Canada, CTV, Global TV, et d'autres médias sociaux ;

21 juin 2019: L'évènement débute à 15h et dure jusqu'à 21h.

Les retombées pour l'organisme et les citoyens

Les retombées pour l'organisme sont la promotion des cultures diverses nations autochtones et promouvoir leurs visibilités. Plusieurs organismes qui travaillent déjà avec les populations sans-abris seront présents et de plus cet événement pourra créer un meilleur échange dans le

respect, une bonne cohabitation et une meilleure inclusion sociale. Cela permettra aussi d'améliorer l'inclusion culturelle et sociale. Comme c'est le Cette journée célébrera les cultures autochtones et la diversité de la population montréalaise.

Les clientèles ciblées et le nombre de participants visés

Les clientèles sont très diversifiés, incluant les personnes sans-abris, les citoyens montréalais (familles et ainés), les personnes autochtones vivant à Montréal et ailleurs. Nous avons pu remarquer lors des derniers événements qu'il y avait un grand intérêt pour les activités de la part du grand public et des diverses communautés. Nous avons aussi eu beaucoup d'attention de la part des différents médias, ils ont été très intéressés par la variété de la programmation et par la grande diversité du public qui était présent à l'évènement. Suite au grand succès des évènements précédents, nous espérons accueillir cette fois plus de 500 participants.

L'identification des sites choisis, s'il y a lieu

L'évènement aura lieu au Square Cabot dans l'arrondissement Ville-Marie. Nous avons choisis ce lieu car nous travaillons en grande collaboration avec cet arrondissement depuis plusieurs années. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le Square Cabot est un lieu incontournable et important pour les communautés autochtones de Montréal.

Depuis que le Square Cabot a été ré ouvert en juillet 2015, nous avons connu beaucoup de succès avec nos activités culturels et nous faisons la promotion des différentes communautés autochtones de Montréal qui ont depuis développés un lien fort avec le Square Cabot.

Le Réseau a collaboré avec l'arrondissement Ville-Marie afin d'organiser d'autres évènements autochtones au Square Cabot pendent les étés de 2015, 2016, 2017 et 2018. Ces évènements ont été très attendus et appréciés par le grand public, suite à un sondage et une évaluation formelle que nous avons effectués. Dû à notre grand succès, les médias nous ont accordés un grand intérêt et nous souhaitons que cette collaboration se poursuive cet été. La Journée nationale des Autochtones est un évènement de grande importance pour les communautés autochtones de même que pour le grand public et les résidents du quartier.

L'occupation du domaine public et le soutien technique demandés à l'Arrondissement, s'il y a lieu

Nous occuperons tout le parc pendant la journée. Nous avons besoin d'une scène, d'un système de son et de l'équipement sonore. Nous avons aussi besoin de 6 tables, 6 tentes et 40 chaises.

Les cibles à atteindre et les indicateurs qualitatifs et quantitatifs de réussite

Les indicateurs quantitatifs :
-Entre 400 et 600 participants ;
-Une diversité du public ;
-Un minimum de 30 participants dans les ateliers ;

-Une représentation des communautés majoritaires autochtones du Québec dans la programmation.

Les indicateurs qualitatifs sont :
Des expériences positives de la journée
Un meilleur apprentissage des cultures autochtones
Une sensibilisation au problème de l'itinérance
Le grand public apprend des techniques artistiques autochtones comme la sculpture
Les enfants et les ainés se sentent inclus et en sécurité
Une bonne expérience de cohabitation
Un exemple de réconciliation

Le plan de communication et de promotion incluant la visibilité offerte à l'Arrondissement

Nous avons un plan de communication et de promotion varié incluant:
Promotions par les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, sites web) et en particulier les réseaux d'organismes autochtones locaux et d'autres réseaux locaux comme la Table de Concertation Peter McGill, Festival Présence autochtones et le Réseau pour la stratégie urbaine de Montréal.

Nous avons aussi des contacts directs avec les médias télévisuels qui ont fait de la promotion pour nous l'année dernière. (CBC, Radio-Canada, CTV, Global TV et autres). Nous allons aussi faire de la promotion radio avec CKUT, CJAD, K105 et par le billet de programmes de radio spécialisés comme Nipivut (pour la communauté Inuit). Nous allons distribuer des dépliants et des affiches dans différents lieux publics.
Cet évènement est très bénéfique pour l'arrondissement et pour le quartier. Le Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté Autochtone à Montréal travaille avec plusieurs partenaires dans le quartier pour améliorer la cohabitation, le sens de sécurité et le bien-être de tous les citoyens. Cela fait plusieurs années que nous travaillons avec l'Arrondissement de Ville-Marie pour atteindre ces objectifs. Suite à la réouverture du parc il y a deux ans nous travaillons très fort pour créer une communauté respectueuse où tous les citoyens peuvent développer un sentiment d'appartenance au parc et au quartier.

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Missions Exeko

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 17 juillet 2008

Adresse du siège social 5445 avenue de Gaspé, suite 405 Code postal : H2T3B2

Téléphone : 514 528 9706 Télécopieur :

Site Internet : www.exeko.org

Nom du mandataire désigné : Tiffanie Guffroy Titre : Directrice des partenariats et du

Téléphone (bureau) : 514 528 9706, ext 104 Cellulaire :

Adresse courriel : tiffanie.guffroy@exeko.org

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Exeko est un organisme d'innovation sociale fondé en 2006 et basé à Montréal. Nous utilisons la créativité, les arts et la philosophie, pour l'inclusion sociale des personnes en situation, à risque ou à expériences vécues d'exclusion. Les populations que nous atteignons sont, en fonction des projets, des personnes en situation d'itinérance, neuro-diverses, autochtones, appartenant à des minorités visibles, nouveaux arrivants ou encore jeunes en décrochage scolaire, ainsi que tout habitant.e des quartiers dans lesquels nous travaillons. Depuis plus de 12 ans, nous utilisons une approche fondée sur la médiation intellectuelle et culturelle qui consiste avant tout à créer des espaces égalitaires de réflexion et d'action collectives. En somme, depuis 2006, Exeko a complété plus de 500 projets en partenariat avec 450 partenaires, ce qui a permis de rejoindre plus de 25 000 personnes parmi les plus marginalisées au Québec et au Canada. Les impacts de nos projets ont été démontrés et appuyés en ce sens par des dizaines de partenaires financiers gouvernementaux et privés, parmi lesquels le Ministère du Patrimoine canadien, le Ministère de la Culture et des Communications du Québec, La Ville de Montréal et divers arrondissements, le Conseil des Arts de Montréal, la Fondation du Grand Montréal ou encore la Fondation Saputo pour des projets culturels spécifiquement.
La direction du projet sera assurée par Dorothée de Collasson, directrice des programmes, épaulée par une personne chargée de la logistique, ainsi que par les médiateur.e.s qui assureront l'animation et les activités de médiation.
Enfin, nous avons collaboré pendant plusieurs années avec l'arrondissement Ville-Marie pour des résidences dans l'espace public appelées Métissages Urbains. Ce programme ne fait pas l'objet de la présente demande, mais illustre très bien la solide collaboration que nous avons établie au fil du temps et notre capacité à fournir des projets innovants et de qualité.

Information sur le projet

Titre du projet : La musique est un lieu de rencontre

Date(s) de réalisation : Du 1er mai au 31 décembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : n/a

Lieu(x) de réalisation : Parcs et rues de l'arrondissement Ville-Marie (cf description détaillée)

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☑ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 21800 $

Montant du soutien financier demandé : 15000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Forts de notre expertise, depuis 2014, dans l'accompagnement à la réalisation de projets artistiques co-créés dans l'espace urbain, nous souhaitons cette année proposer à l'arrondissement Ville-Marie de soutenir le projet "La musique est un lieu de rencontre."
Ce projet spécial sort de notre programmation ordinaire pour aller explorer plus en profondeur la rencontre entre la musique, nos pratiques de médiation, et la créativité des participant.e.s. Nous offrons donc à trois artistes d'utiliser leurs pratiques pour créer avec des participant.e.s, résidents et résidentes de l'arrondissement Ville-Marie, et en portant une attention particulière aux personnes en situation et ou à risque d'exclusion sociale qui sont le plus souvent éloignées de l'offre culturelle. La démarche artistique privilégie la participation et l'expérimentation des participant.e.s en leur permettant de co-créer une oeuvre musicale. Elle constitue aussi une occasion pour favoriser les rencontres interculturelles et la création de lien social entre usagers et usagères de l'espace urbain de l'arrondissement, grâce à l'accompagnement par notre équipe de médiation durant les séances de création.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Veuillez noter que nous avons inclus les éléments du plan de communication dans la description détaillée du projet. En voici un résumé :

Le caractère particulier du projet impliquera une présence hebdomadaire, et non un événement dédié tel qu'un spectacle. De ce fait, nous communiquerons régulièrement via notre infolettre et nos réseaux sociaux sur le projet et inviterons à participer aux séances de création par ces biais. Les séances de création se tiendront dans des zones achalandées et le recrutement sera majoritairement fait dans l'espace public par les artistes, les médiateur.e.s et nos bénévoles, et avec la collaboration de nos partenaires communautaires. Enfin, nous nous assurerons d'intégrer des séances de création à la programmation événementielle sur territoire de l'arrondissement Ville-Marie.

D'autre part, et conformément à notre plan de reconnaissance ci-joint, l'arrondissement Ville-Marie bénéficiera du statut de partenaire Engagé : nous affichons sur notre site web votre logo et un hyperlien aux pages "Partenaires" et "Projets". Des remerciements avec logo seront également présentés sur nos différents réseaux sociaux (Facebook : 6 141 mentions "j'aime" ; Twitter : 2 185 abonné.e.s) et une mention avec logo sera faite sur notre blogue (prés de 2000 lectures par mois). Votre logo sera également présent dans notre rapport annuel, aux pages "Partenaires" et "Projets", et sur les brochures et les autres supports éventuels, par exemple vidéo, du projet lui-même.
Enfin, vous recevrez également une invitation à participer à une séance de co-création si vous le désirez, et la programmation de nos évènements de l'été.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Missions Exeko (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Tiffanie Guffroy Signature numérique de Tiffanie Guffroy DN : cn=Tiffanie Guffroy, o=Exeko, ou, email=tiffanie.guffroy@exeko.org, c=CA Date : 2019.02.21 19:00:16 -05'00'

Nom et fonction du représentant autorisé : Tiffanie Guffroy Directrice des partenariats et

Date : 22 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Missions Exeko

Nom du projet : La musique est un lieu de rencontre

Date de réalisation : Du 1er mai au 31 décembre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	15000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services	500		
Dons (précisez)	5500		
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	800		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	6800		
TOTAL DES REVENUS	21800		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	660		500
Honoraires professionnels	4620		4000
Main-d'œuvre technique			
Cachets	6105		6000
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	500		200
Matériel	2400		2000
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	700		
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson	500		
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	1650		
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	17135		12700
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	640		500
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)	410		300
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	1050		1500
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	2640		1300
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)	975		200
TOTAL ADMINISTRATION	3615		1500
TOTAL DES DÉPENSES	21800		15000
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		0

La musique est un lieu de rencontre

Projet de cycles de création musicale et de médiation culturelle sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie

DESCRIPTION DÉTAILLÉE

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES CULTURELLES
VOLET 1 - INTERVENTION DANS L'ESPACE PUBLIC

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Le projet

Forts de notre expertise, depuis 2014, dans l'accompagnement à la réalisation de projets artistiques co-créés dans l'espace urbain, nous souhaitons cette année proposer à l'arrondissement Ville-Marie de soutenir le projet *La musique est un lieu de rencontre.*

Ce projet spécial sort de notre programmation ordinaire pour aller explorer plus en profondeur la rencontre entre la musique, nos pratiques de médiation, et la créativité des participant.e.s. Nous offrons donc à des artistes d'utiliser leurs pratiques pour créer avec les participant.e.s, résidents et résidentes de l'arrondissement Ville-Marie, avec une attention particulière aux personnes en situation et ou à risque d'exclusion sociale, qui sont le plus souvent éloignées de l'offre culturelle. La démarche artistique privilégie la participation et l'expérimentation des participant.e.s en leur permettant de co-créer une oeuvre musicale. Elle constitue aussi une occasion pour favoriser les rencontres inusitées et la création de lien social entre usagers et usagères de l'espace urbain de l'arrondissement.

Nature des activités

Le projet consiste donc en 2 cycles d'expérimentation et de co-création musicale, de 10 séances de 2 à 3 heures chacun. Chacun des cycles de création musicale aura lieu dans l'espace public, afin de privilégier des contextes de mixité sociale, ainsi que ponctuellement chez des partenaires communautaires, afin de mobiliser plus directement des participant.e.s en situation ou à risque d'exclusion sociale.

Les participant.e.s ont la possibilité à la fois d'expérimenter la création musicale de façon traditionnelle ou originale et aussi d'alimenter cette création de leurs propres savoirs et pratiques. Le processus musical devient plus familier aux participant.e.s et ils et elles peuvent à leur tour exprimer leur propre voix et vivre une expérience artistique et esthétique, notamment grâce à l'accompagnement assuré par les médiateur.e.s et les artistes eux-mêmes. Formée en médiations culturelle et intellectuelle (pratique développée par Exeko visant à animer des espaces de discussion égalitaires), l'équipe de médiation favorise durant les séances la transmission des savoirs et techniques autour de la musique, et ce dans un contexte où la dynamique maître-élève est déconstruite pour laisser place à un partage collectif.

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Deux cycles de création et médiations musicales sont proposés pour cet été, l'un mené par l'artiste Batone Neto, et l'autre par le binôme Kenny Thomas (dit Simon 16) et Frédéric Péloquin, faisant suite à des premières collaborations entre ces artistes et Exeko en 2014 et 2018.

Les cycles de création musicales

Les deux cycles présentent des objectifs communs mais des méthodes ou approches artistiques différentes. Pour plus de clarté, nous décrivons les activités de façon distincte.



Kenny Thomas, dit Simon 16, et Frédéric Péloquin réunissent leurs talents pour créer des espaces de rencontres autour de façons inattendues de faire de la musique. Lors des 10 ateliers dans l'espace public des quartiers ciblés, les participant.e.s pourront participer à la création interactive de plusieurs façons. Une première station de découverte leur permettra d'expérimenter comment jouer de la musique sans instrument, avec leur corps, ou encore... avec des couleurs et de la peinture ! Artiste pluridisciplinaire (arts plastique et musique), Frédéric Péloquin utilise un petit instrument technologique, le Makey-Makey, pour transformer n'importe quel objet conducteur en commande de son. Cherchant à explorer les connexions entre les arts, il se propose aujourd'hui d'expérimenter le son de la peinture : sur un visuel préalablement préparé par ce dernier, composé d'une peinture conductrice, les participant.e.s pourront produire des sons en touchant les zones de couleurs. Leur toucher devient donc leur façon de produire des sons et participer à la création, la couleur devient musique. Dans la seconde station, les participant.e.s pourront ajouter leur touche personnelle au morceau en construction en utilisant la technique du "sample" (échantillonnage) avec Kenny. Les participant.e.s pourront jouer, chanter, parler, choisir des bribes de leur morceau préféré, et apporter chacun une texture et une couleur, suivant leur inspiration du moment. Tous les styles et les inspirations se mêleront pour former des cadavres exquis musicaux. Avec une volonté de démystifier la pratique de la musique, tout pourra être prétexte à créer, en utilisant aussi les bruits de la ville, des passant.e.s, etc., pour trouver la musicalité là où on ne l'attend pas. L'expérience est interactive, ludique, et part du principe que tout le monde a une oreille musicale, une expertise et une sensibilité personnelle. Les deux artistes seront accompagnés d'un ou une médiateur.ice d'Exeko pour faciliter le lien avec les participant.e.s, surtout quand ils et elles sont nombreux.ses. L'équipe de médiation facilitera aussi les échanges entre les participant.e.s en les questionnant sur la place de la musique dans la

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

vie des gens, sur l'observation de leur espace urbain et ce qui le compose, sur le partage de cet espace, la mixité et la tolérance.

La seconde série d'ateliers met de l'avant le musicien et auteur-compositeur Batone Neto. Cet artiste d'origine brésilienne apporte une vision qui semble plus traditionnelle de la musique, qui fait d'autant plus appel aux émotions. Avec sa guitare, sa voix et quelques percussions, Batone invite les participant.e.s à faire de son univers le leur. Depuis 2012, il utilise sa pratique de musicien, ses chansons en portugais, et de nombreuses techniques de médiation et de participation. Au travers d'une série de 10 séances de création menées dans l'espace urbain et dans le cadre rassurant d'organismes communautaires partenaires, Batone permettra aux résident.e.s de Ville-Marie, passants et passantes dans les rues, de participer directement au processus créatif et à l'oeuvre finale, en adaptant son contenu aux envies des participant.e.s. Les participant.e.s des organismes partenaires (sont pressentis En Marge 12-17, PAS de la Rue, l'Itinéraire, voire d'autres en fonction de l'avancement des discussions au printemps) seront rejoints durant les 3 à 5 premières séances, puis invité.e.s à poursuivre la création dans l'espace public lors des séances suivantes qui seront ouvertes à tous et toutes.



Leur implication dans la création sera sollicitée tant au niveau des paroles, de la poésie et des mots, qu'au niveau de la mélodie et la rythmique. Le fait que les chansons soient en portugais, loin d'être un obstacle, invite les participant.e.s à se connecter davantage à leurs émotions qu'à la signification des mots. Néanmoins, les participant.e.s pourront aussi travailler à partir de la traduction des paroles, et faire le lien avec des thématiques sur le vivre-ensemble, la marginalité, les enjeux sociaux, thématiques souvent soulevées par les populations de nos organismes partenaires qui seront rejoints, mais qui concernent tou.te.s les habitant.e.s du quartier. Enfin, les participant.e.s pourront tout simplement, motivé.e.s par leur curiosité ou

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

leurs compétences, venir jouer directement avec l'artiste, via des instruments mis à leur disposition (notamment percussions diverses). Ainsi, l'artiste ouvre plusieurs portes dans son processus de création, que les participants peuvent choisir d'ouvrir et de décortiquer. Bien qu'habitué à proposer des ateliers de ce type à des groupes de personnes marginalisées (notamment avec les Impatients, organisme en art thérapie), l'artiste sera accompagné d'un ou une médiateur.rice d'Exeko pour inviter les passant.e.s à la création, fluidifier la démarche et ouvrir des zones d'échanges en utilisant la musique comme prétexte à la discussion.

Les artistes des deux cycles se connaissent déjà et pourront rapidement examiner les possibilités de croisements ponctuels entre les deux projets. Frédéric et Batone sont par ailleurs, indépendamment de leur carrière artistique, médiateurs chez Exeko, respectivement depuis 2014 et 2016. Ils possèdent une indéniable capacité à rejoindre différents publics ainsi qu'à faire dialoguer pratique artistique et réflexions sur la société. Dans ce projet, ils agissent à titre d'artistes, c'est pourquoi ils sont accompagnés d'un autre médiateur.rice d'Exeko.

Par ailleurs, bien que l'objectif pour les deux cycles ne soit pas de parvenir à la création d'une oeuvre mais d'inviter à la pratique artistique et musicale, nous réfléchirons à valoriser le processus de création et ses résultats, par exemple en proposant une séance de co-création sur la scène de la Nuit des Sans Abris (aux alentours d'octobre 2019) ou dans le cadre du Festival International de Littérature (à l'automne 2019, aux jardins Emilie Gamelin).

Les artistes

Les cycles de création des artistes ont été retenus sur la base de la qualité de leur projet artistique, leur expérience professionnelle en tant qu'artiste et dans la mise en place de démarches participatives.

Kenny Thomas (Simon 16)



Kenny Thomas (Simon 16, anciennement Le Joker) est un artiste Hip Hop de Montréal actif depuis plus de 15 ans. Il s'est fait connaître par ses projets instrumentaux notamment l'album "Simon Says Go". Travailleur social de formation, il s'efforce d'utiliser les arts et particulièrement la musique et l'improvisation comme outils d'intervention. Son style de production musical est basé sur l'utilisation d'échantillonnage sonore. Ayany une préférence pour le disque vinyle, il s'inspire de toutes sortes de styles musicaux et d'époques afin de créer un des trames uniques.
Simon 16 a également collaboré avec des artistes de la scène montréalaise telles que Socalled, Made Men et Funk Lion.

https://simon16go.bandcamp.com
https://www.facebook.com/simon16go

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Fred Peloquin



Janvier 2001, un accordéon apparaît sur la table de sa cuisine, le sort en fût scellé. Dès lors Fred se lance âme et corps dans la merveilleuse aventure de la musique. En 2004, Fred Péloquin se mérite le poste d'accordéoniste dans le groupe de Marco Calliari. Pendant près de 10 ans, il travaille avec Calliari, ils font plus de milles spectacles partout dans tous les festivals du Québec, en France, Luxembourg, Belgique, Suisse et Italie, en plus du Canada et des Usa. Fred écrit des tonnes et des tonnes de chansons, commence à créer ses propres compositions de même qu'à les présenter en spectacles. Pendant tout ce temps, Fred mène une double vie car de 2001 à 2010 il s'active également à compléter des études en arts visuels et médiatique à l'université du Québec à Montréal. Aujourd hui aliant conte et accordéon, Fred remporte le premier prix du concours de conte pluridisciplinaire Contabadour, avec la contorsionniste Fédérica Guérin en 2018. Il porte son regard artistique sur le monde et en témoigne, les spectacles de Fred Péloquin sont délurés, ils font rires et réfléchir.
Il est aussi médiateur culturel et intellectuel pour l'organisme Exeko, il travaille dans le domaine de la déficience intellectuelle et auprès des peuples autochtones.

Batone Neto



Art-éducateur depuis 2001 avec une formation en philosophie et musique. Professeur universitaire pour le département d'Éducation à l'UVA (Université Veiga de Almeida - Rio de Janeiro) de 2001 à 2009 pour les disciplines d'art-éducation, d'ateliers de jeux théâtraux pour les futurs enseignants et d'introduction à la philosophie. En 2003 il a travaillé comme médiateur culturel pour le Musée Paço Imperial à Rio de Janeiro. En 2010 il revient aux études pour un doctorat de philosophie à l'UdeM. Depuis 2012 il travaille comme artiste responsable d'atelier pour la Fondation Les Impatients à Montréal où il donne des ateliers de création musicale en santé mentale. En 2013 il a travaillé au CRI-VIFF (Centre de recherches interdisciplinaires pour la violence familiale et faite aux femmes) à l'UdeM. De 2014 à 2017, il a travaillé avec des ateliers d'improvisation musicale au secteur prisionnel psychiatrique de l'Hôpital Douglas à Montréal. Depuis 2015 il travaille comme musicien médiateur à l'organisme CAMÉÉ. Encore en 2015 il a collaboré à la création d'un espace de théâtre de rue et santé mentale à l'organisme Prise II. À Exeko depuis 2016, il a travaillé pour les programmes IdAction (Maison du Père et Accueil Bonneau) IdAction Mobile, Festival international de Littérature et Métissages urbains. Comme compositeur/musicien, il a 3 albums enregistrés entre 2007 et 2013.
http://www.batone.rocks/#/home
https://soundcloud.com/batone-neto

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Vous trouverez en pièces jointes les CVs des artistes.

Frédéric Peloquin et Batone Neto sont par ailleurs, indépendamment de leur carrière artistique, médiateurs chez Exeko, respectivement depuis 2014 et 2016. Ils possèdent une indéniable capacité à rejoindre différents publics ainsi qu'à faire dialoguer pratique artistique et réflexions sur la société. Dans ce projet, ils agissent à titre d'artistes, c'est pourquoi ils sont accompagnés d'un autre médiateur.rice d'Exeko.

L'échéancier détaillé de réalisation

- Mai - Juin 2019
    - Confirmation des partenaires communautaires
    - Confirmation des dates et lieux de représentation avec les partenaires et en cohérence avec la programmation de l'arrondissement (par exemple au Square Cabot) et d'autres événements d'Exeko.
    - Rencontre entre les artistes et les médiateur.trice.s d'Exeko pour arrimer les approches et bien cadrer l'arrimage entre la médiation intellectuelle et la création avec les participant.e.s.
    - Réflexion sur la diffusion et l'utilisation des productions pendant et après le projet.
    - Mettre en place les processus d'évaluation et de collecte d'informations.
- Juillet à Octobre 2019
    - Réalisation des séances de créations dans l'espace public selon le calendrier fixé.
    - En continu : collecte d'informations quantitatives et qualitatives par nos à médiateur.e.s et avec l'aide de nos bénévoles et outils de suivi.
- Novembre 2019
    - Rencontres de post-mortem avec les partenaires, avec les artistes.
- Décembre 2019
    - Reddition de compte et évaluation des impacts court terme du projet.

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Les lieux choisis

Places / Squares

- Square Cabot
- Square Philips
- Jardins Emilie-Gamelin

Mais aussi...

- Parc des Faubourgs
- Quartier Chinois
- À proximité du square Viger
- Secteur champ de mars
- Vieux Montréal (nous pensons notamment aux abords de l'Accueil Bonneau)

Rues

- Ste Catherine (entre Atwater et Papineau)
- St-Denis (entre Sherbrooke et René Lévesque)
- Saint Laurent (entre St Joseph et Viger)

Métros

Beaudry, McGill, Atwater, Bonaventure, Peel

À proximité des structures suivantes

- PAS de la Rue
- En Marge 12-17
- Praida
- Pavillon Patricia Mackenzie de l'Old Brewery Mission
- Dans la rue
- L'Itinéraire

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Les objectifs

Qualitatifs

- Le projet vise à permettre la pratique artistique amateure des résident.e.s de l'arrondissement Ville-Marie,
- Le projet souhaite proposer la réalisation d'une création musicale et permettre aux artistes d'explorer le processus de co-création,
- Le projet vise à permettre des rencontres inusitées entre les résident.e.s de Ville-Marie et plus largement, les usagers et usagères de l'espace urbain de l'arrondissement,
- Le projet souhaite contribuer à l'accès à la culture des résident.e.s du quartier, à commencer par les personnes marginalisées et les plus éloignées de l'offre culturelle,
- Le projet vise à favoriser une cohabitation harmonieuse dans le quartier.

Quantitatifs

- Le projet rejoindra environ 150 personnes dans l'arrondissement Ville-Marie (75 personnes au total pour chacun des cycles de création musicale)
- Le projet représentera 20 séances de création de 2 à 3h (10 séances pour chacune des deux cycles de création).
- Le projet mobilisation plusieurs partenaires communuataires (ont manifesté leur intérêt : PAS de la Rue, En Marge 12-17, Praida, Pavillon Patricia Mackenzie de l'Old Brewery Mission, Dans la rue, L'Itinéraire.)

Outils d'évaluation

- Fiches de suivi remplies par les médiateur.e.s, les artistes et les bénévoles pour chaque séance de création, consignées dans notre "wiki" interne,
- Rencontre de post-mortem à l'issue de chacun des deux cycles de création musicale.

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Les retombées pour l'organisme, les artistes et les citoyen.ne.s

Favoriser l'accès à la pratique artistique en provoquant de nouveaux espaces de création

Le projet suscite directement la créativité des participant.e.s, et notamment des personnes qui peuvent être les plus éloignées d'une programmation artistique et culturelle. L'offre culturelle, en plein air ou dans les nombreuses institutions culturelles dans Ville-Marie, est bien présente sur le territoire de l'arrondissement, mais elle n'inclue pas systématiquement les populations les plus marginalisées qui pourtant sont présentes sur le même territoire.

Outiller les artistes à travailler avec la communauté, échanger sur les expertises complémentaires des parties concernées

L'apport de l'accompagnement d'Exeko à la démarche artistique des porteurs et porteuses de projets artistiques a été relevé comme un impact positif. D'une part, nous offrons aux artistes de financer un projet de création. D'autre part, nous travaillons de concert avec les artistes, et les appuyons dans leurs démarches, notamment en ce qui a trait à leur collaboration avec la communauté : depuis plusieurs années, nous constatons le désir de nombreuses artistes de travailler davantage avec des populations plus marginalisées, de rendre accessible leur pratique artistique, de développer des compétences en médiation, d'aller donner une voix à chaque citoyen.ne, d'utiliser le processus créatif et collaboratif comme déclencheur de rencontre, source d'inspiration, etc.

Aussi les dizaines d'artistes avec qui nous avons travaillé depuis 2014 ont exprimé le réel apport de leur participation à leur pratique artistique, mentionnant notamment la plus grande facilité à aborder des populations plus vulnérable, ou tout simplement à solliciter des citoyen.ne.s. Notre accompagnement leur a permis de mieux verbaliser leur projet, de poser une réflexion sur l'impact et le potentiel rassembleur de leur démarche. Développer des compétences en médiation est un atout pour les artistes, puisqu'il leur est de plus en plus demandé d'intégrer cette dimension dans les projets de création subventionnés. Le maillage entre les équipes de médiation d'Exeko et les artistes permet la richesse de la complémentarité des expertises : il s'agit d'un travail concerté entre des projets esthétiques et innovants rendus inclusifs.

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Diversité et représentativité dans les projets pour oeuvrer à l'inclusion sociale par l'art et la culture

Nous souhaitons rejoindre une diversité de populations et assurer la participation des personnes en risque ou en situation d'exclusion dans l'arrondissement Ville-Marie (en situation d'itinérance, issues de l'immigration et nouvelles arrivantes). À l'instar des orientations de l'Agenda 21 de la culture, reprises dans les dernières politiques culturelles du Québec et de la Ville de Montréal, nous pensons la culture comme un vecteur développement durable, transversal aux autres piliers que sont l'économie, l'environnement et le social.

Aussi, les séances de création seront réalisées autant dans l'espace public (en mettant l'emphase sur des parcs ou espaces publics vivant des enjeux de cohabitation, comme le secteur d'Atwater et du square Cabot, les différents petits parcs qui jalonnent le Village, ou encore, ponctuellement aux jardins Emilie Gamelin (par exemple en incluant des séances de création dans la cadre du Festival International de Littérature, dont nous sommes partenaires de longue date), mais aussi aux abords et dans des organismes communautaires partenaires (par exemple : PAS de la Rue, En Marge 12-17, Praida, Pavillon Patricia Mackenzie de l'Old Brewery Mission, Dans la rue, L'Itinéraire) afin de faciliter la mobilisation des populations plus vulnérables, en situation d'itinérance ou nouvelles arrivantes et issues de l'immigration.

Création d'opportunités de rencontres et de lien social

Le projet permettra l'ouverture espaces de rencontres au sein desquels une grande diversité (culturelle, générationnelle, sociale) pourra être observée. Des personnes qui font l'usage du même espace urbain seront amenés à se rencontrer autour de moments positifs. La présence de nos médiateurs et médiatrices à chaque séance de création permettra d'assurer la médiation entre la démarche de création et les participant.e.s, mais aussi entre les participant.e.s eux-mêmes, en facilitant le dialogue, déconstruisant les préjugés mutuels, et ultimement en permettant un usage positif et harmonieux d'espaces dans l'arrondissement où la cohabitation est difficile.

En effet, nous envisageons l'espace public comme un espace de cohabitation avant tout. L'itinérance dans l'arrondissement est une réalité, qui n'est pas que l'affaire des services de développement social. Pour l'année 2018, une forte augmentation a été enregistrée (cf Article du 15 décembre 2018 dans Le Devoir et témoignage du directeur du RAPSIM). La grande diversité sociale de l'arrondissement est donc au coeur des questions qui influencent directement la qualité de vie de tou.te.s les résident.e.s.

En ce qui concerne les enjeux de cohabitation plus particulièrement avec les personnes des communautés culturelles, les milieux s'accordent pour dire que la création d'espaces d'échanges

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

permet d'améliorer le dialogue social en situation de grande diversité ("Le vivre-ensemble comme scénario de l'interculturel au Québec" de Bob White, dans Pluralité et vivre ensemble, 2015).

Ce projet ne se présente pas comme un projet d'art communautaire, mais il pourra produire des résultats positifs sur la cohabitation dans l'espace public, et créer du lien social autour des activités participatives produites.

Arrimage de la médiation intellectuelle à la pratique artistique

La création agit comme prétexte à la discussion : là où le dialogue est difficile, créer ensemble est une façon de provoquer des situations d'échanges (entre citoyen.ne.s, ou avec l'artiste), surtout dans des contextes où la communication est rendue compliquée par la barrière de la langue ou la barrière culturelle. La médiation vise à accompagner la création et la compléter, soit à amener les participant.e.s à réfléchir sur des thématiques données (la différence, le vivre-ensemble, la rencontre, etc.), ou sur des cheminements artistiques, et à engendrer des discussions d'égal à égal entre les participant.e.s et entre les participant.e.s et l'artiste.

Cet arrimage se retrouve également dans la collaboration avec chacun des organismes communautaires partenaires, qui permet une complémentarité des pratiques de médiation et d'intervention pour rejoindre les populations les plus marginalisées (au moment du recrutement et des séances de création dans les organismes).

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Communication et visibilité

Le plan de communication

Le caractère particulier du projet impliquera une présence constante, et non un événement dédié tel qu'un spectacle. Le plan de visibilité est donc nécessairement étalé pour s'appliquer au projet. Il impliquera de :

- communiquer via notre infolettre et nos réseaux sociaux sur les séances de création musicales,
- assurer la visibilité et le recrutement dans l'espace public durant les séances de création, avec l'aide de nos bénévoles (au moins 1 bénévole présent à chaque séance de création),
- collaborer avec nos partenaires communautaires afin qu'ils diffusent l'information aux sein des organismes et participent à la mobilisation des participant.e.s en situation d'exclusion,
- inclure des séances de création des deux cycles dans la programmation événementielle de l'arrondissement :
    - programmation estivale du Square Cabot,
    - programmation du Festival International de Littérature aux Jardins Emilie Gamelin (dont nous sommes partenaires depuis plusieurs années),
    - événement de la Nuit des Sans Abris à l'automne 2019 (nous sommes sur le comité organisateur),
    - les Journées de la Culture (à l'automne 2019).

La visibilité offerte à l'arrondissement

Conformément à notre plan de reconnaissance ci-joint, l'arrondissement Ville-Marie bénéficiera du statut de partenaire Engagé : nous affichons sur notre site web votre logo et un hyperlien aux pages "Partenaires" et "Projets". Des remerciements avec logo seront également présentés sur nos différents réseaux sociaux (Facebook : 6 141 mentions "J'aime" ; Twitter : 2 185 abonné.e.s) et une mention avec logo sera faite sur notre blogue (près de 2000 lectures par mois). Votre logo sera également présent dans notre rapport annuel, aux pages "Partenaires" et "Projets", et sur les brochures et les autres supports éventuels, par exemple vidéo, du projet

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

lui-même. Enfin, vous recevrez également une invitation à participer à une séance de co-création si vous le désirez, et la programmation de nos évènements de l'été.



info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Les partenaires communautaires préssentis

Pas de la rue

La mission du PAS de la rue est d'accueillir, de soutenir et d'encourager toute personne âgée de 55 ans et plus, sans domicile fixe ou en situation de grave précarité, dans une perspective de stabilisation et de réinsertion.
Pour ce faire, l'organisme offre une variété de mesure de soutien, de la rue jusqu'à, bientôt, un programme de logement-relais, en passant par l'accueil et le soutien en centre de jour. L'objectif : accompagner la personne vers l'amélioration de ses conditions de vie, vers la meilleure inclusion possible, pour son bien-être et celle de la collectivité.

En Marge 12-17

En Marge 12-17 est un organisme accueillant des jeunes mineurs de la rue sur du court ou moyen terme, proposant des services de logement, d'accompagnement et de soutien post-hébergement, et effectuant un travail d'intervention dans la rue.

L'itinéraire

L'Itinéraire est un magazine de rue bimensuel dont la mission vise la réinsertion sociale des personnes itinérantes, toxicomanes et sans emploi. Le magazine est produit par une majorité de personnes issues de la rue et est vendu par des camelots du même milieu. Le concept de journal-école de L'Itinéraire permet aux personnes issues de la rue de participer à la rédaction du magazine sous la supervision de la rédactrice en chef Catherine Girouard, du superviseur à la rédaction Jérôme Savary et de l'éditeur Serge Lareault. Sans contredit, l'accès à l'écriture personnelle ou journalistique leur redonne confiance en leurs possibilités et les motive à aller plus loin.

Mais aussi, en cours de discussion : Praida, Pavillon Patricia Mackenzie de l'Old Brewery Mission, Dans la rue.

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706

Les partenaires financiers

Déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir pour la réalisation du projet :

En dons :

- La Fondation du Grand Montréal (**confirmé**),

En revenus de biens et services :

- l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) (**confirmé**),
- La compagnie Rise Kombucha (**en attente**).

Le budget qui vous est présenté en annexe comprend les dépenses pour le développement, la coordination, la réalisation et la promotion des activités du projet présenté dans la demande.

info@exeko.org - 5445 Av. De Gaspé, suite 405, Montréal (Qc) H2T 3B2 - +1.514.528.9706



PLAN DE RECONNAISSANCE

	Curieux/ses Volontaires 1$ - 4999$	Enthousiastes 5000$ - 9999$	Engagé.e.s 10 000$ - 19 999$	Inclusifs/ves 20 000$ - 49 999$	Complices 50 000$ - 99 999$	Visionnaires + 100 000$	Batisseurs/ seuses
GÉNÉRAL	**Site web** Nom sur page partenaires **Réseaux sociaux** Remerciement avec logo **Rapport Annuel** Nom page partenaires **Exeko spécial!** Invitation Van et MU Tirage œuvre Programmation des évts de l'été Mailchimp	**Site web** Nom + hyperlien page partenaires et projets **Réseaux sociaux** Remerciement avec logo **Rapport annuel** Nom page partenaires et projets **Blog/Bulletin** Mention **Exeko spécial!** Invitation Van et MU Tirage œuvre Programmation des évts de l'été Mailchimp	**Site web** Logo + hyperlien page partenaires et projets **Réseaux sociaux** Remerciement avec logo **Rapport annuel** Logo page partenaires et projets **Blog/Bulletin** Mention + logo **Projet** Logo video + brochure **Exeko spécial!** Invitation Van et MU Programmation des évts de l'été Mailchimp	**Site web** Logo + hyperlien page partenaires et projets **Réseaux sociaux** Remerciement avec logo + lien vers article de blogue **Rapport annuel** Logo page partenaires et projets **Blog/Bulletin** logo + lien article de blog **Projet** Logo vidéo + brochure **Exeko spécial!** Invitation Van et Mu Visite des locaux Programmation des évts de l'été Mailchimp Carte de l'équipe	**Site web** Logo + hyperlien page partenaires et projets **Réseaux sociaux** Remerciement avec logo + lien vers article de blogue **Rapport annuel** Logo page partenaires et projets **Blog/Bulletin** Article exclusif + Logo + lien article de blog + bandeau **Projet** Logo vidéo + brochure + kiosque **Exeko spécial!** Invitation Van et MU Formation à la MI Visite des locaux Programmation des évts de l'été Mailchimp Carte de la direction	**Site web** Logo + hyperlien page partenaires et projets **Réseaux sociaux** Remerciement avec logo + lien vers article de blogue **Rapport annuel** Logo page partenaires et projets **Blog/Bulletin** Article exclusif + logo + lien article de blog + bandeau **Projet** Logo vidéo(mention spéciale) + brochure + kiosque **Exeko spécial!** Invitation Van et MU Formation à la MI Visite des locaux Programmation des évts de l'été Mailchimp Poster avec signatures	**Site web** Logo/Merci page Part. **Réseaux sociaux** Édition spéciale / Profil du partenaire **Rapport annuel** Page partenaire **Exeko spécial!** Invitation Van et MU Tirage œuvre Programmation des évts de l'été Mailchimp Poster avec signatures
LAB CULTURE INCLUSIVE	----	Nom sur l'affiche de recrutement des participants + Nom dans le rapport d'activité du projet + Invitation lancement / conférence de presse	Logo + hyperlien page projet site web et rapport activité + Logo invitations partenaires + Logo sur la brochure projet dans le kit de communication (lancement)	Logo page projet site web + Logo (taille moyenne) sur affiche, flyer, bannière projet + Logo rapport d'activités projet + Logo dans les programmes culturels du Groupe des 11	Logo page projet site web + Logo sur affiche, flyer, bannière partenaire + Logo rapport d'activités projet + Logo dans les crédits de la vidéo du projet + Présence sur le kiosque partenaires	Logo page projet site web + Logo sur affiche, flyer, bannière partenaire + Logo rapport d'activités projet + Logo dans les crédits de la vidéo du projet + Présence sur le kiosque partenaires	----

RELEASE:

Art-éducateur, compositeur, poète et philosophe avec plus de 20 ans de carrière à travers la musique et des ateliers d'art. Au Brésil il a développé des ateliers de jeux théâtraux et d'éducation par l'art à l'intérieur du programme d'Éducation comme professeur à l'université, ainsi que des ateliers de création musicale et poétique partout le pays. Au Canada, il travaille comme médiateur dans des ateliers d'art et philosophie et aussi des ateliers de création musicale pour divers organismes dans la ville de Montréal.

En 2016, il a contribué à créer le groupe de théâtre de rue et de santé mentale de Montréal avec le médecin et dramaturge Vitor Pordeus (créateur de l'Hôtel de la Folie à Rio de Janeiro).

En 2014, ses compositions ont donné naissance à la Revue musicale « Morada », pièce de théâtre qui a été créée à Curitiba avec le montage du Groupe Figurino e Cena dirigé par Paulo Vinícius, avec 4 chanteurs-comédiens jouant des chansons de leurs albums : « Déchets extraordinaires » (2007) et « Little Pocket Disc" (2009) et « Il n'aura pas de culpabilité » (2014).

Ses chansons ont composé deux bandes sonores pour les films : le long métrage Leste-Oeste (2016) du réalisateur Rodrigo Grota et le film Gris (2015) du réalisateur Edu Reginato.

Master en science de l'Art pour l'Université fédérale Fluminense (UFF) et diplômé en philosophie pour l'Unesp. Professeur à l'Université Veiga de Almeida (UVA-Rio de Janeiro) de 2001 à 2009 dans les disciplines de l'art et l'éducation, atelier d'arts de la scène et d'introduction à la philosophie.

Décerné aux festivals de musique : FICO (1989 et 1990), Festival de Música de Casablanca (1990), Festival de musique de ITU (1996), Carrefour Festival de musique (1997).

DÉTOURAGE

1. interview pour le site d'art et de culture portugaise CARAVEL.
http://www.caravelaartistica.com/2016/09/Entrevista-batone-Neto-de-Marilia-Montreal.html

2. rapport sur les travaux de l'artiste dans l'art et la culture site SEMEMA.
http://semema.com/Poesia-Melodia-e-Porrada-conheca-batone-Neto/

3. l'entrevue pour le Studio Mobile de TV programme-Brésil.
http://tvbrasil.EBC.com.br/estudiomovel/Episodio/Liliane-Reis-Entrevista-o-Diretor-Michel-Souza-e-a-Produtora-Juliana-wernek

4. entrevue à l'émission La librairie du Campus TV-canal UNESP 19 (NET).
https://www.youtube.com/watch?v=9-eFy6F4vag

5. metropolis-TV Culture Programme 1997- avec la bande Maned Wolf.

https://www.youtube.com/watch?v=DCEmMVKE2y4

6. critique de l'album de l'artiste, publié sur le site de la musique Eu Ovo :
https://euovo.blogspot.ca/search/label/lixo%20Extraordin%C3%A1rio

7. l'article sur le travail de l'artiste publié dans plateforme culturelle OVERMUNDO.
http://www.overmundo.com.br/Overblog/lixoextraordinario-Pegada-forte-no-som-e-na-mente

8. critique de l'album de l'artiste, publié sur le site de musique INDIE Brésil.
http://musicaindiebr.blogspot.com/search/label/Batone

VIDÉOS :

1. teaser de projet
https://www.youtube.com/watch?v=8c8qMV0dzUQ

2. vidéo de musique (Le dernier tour).
https://www.youtube.com/watch?v=rshLgPiEAD8

3. vidéo de musique (Trêve).
https://www.youtube.com/watch?v=5LtEyw-wEpc

4. participation à l'Émission Jô Soares avec sa bande Maned Wolf.
https://www.youtube.com/watch?v=QX7dTjKwcsY

5. Batone SESSIONS - par le cinéaste Rodrigo Grota.
https://www.youtube.com/watch?v=of1b-aQuBrE

6. vidéo de musique (hibou coloré).
https://www.youtube.com/watch?v=UeRy-LY9Zwk

Albums (par téléchargement) :

Site Web : http://www.batone.rocks/#/downloads

Spotfy : batone

Bandcamp : https://batone.bandcamp.com/

SoundCloud : https://soundcloud.com/batone-neto/albums

CV artistique

Frédéric Péloquin

Formation académique

2010 Baccalauréat, arts visuels et médiatiques, Université du Québec à Montréal
2003 Études collégiales d'holographie, Collège Maisonneuve
2000 Diplôme d'études collégiales, Arts visuels, Cégep de Sainte-Foy

Expositions individuelles

2011 Art neuf, Montréal

Expositions collective

2014 Articule ; Tandem Créatif
2014 Jarry Deuxième, Tandem Créatif; exposition collective
2014 Écomusée du fier monde, Exposition «D'un œil différent»
2013 Articule ; Tandem Créatif
2013 Écomusée du fier monde, Exposition «D'un œil différent»
2012 Articule ; Tandem Créatif
2012 Écomusée du fier monde, Exposition «D'un œil différent»
2012 L'espace contemporain
2011 Écomusée du fier monde, Exposition «D'un œil différent»
2011 Centre Clark, Montréal ; Collectif L.g.c.t ; FEU
2011 Art prime, Montréal ; Collectif L.g.c.t. ; (2) 1 : 19 : 59
2010 Centre Clark, Montréal ; Collectif Le cercle traumatique
2010 Espace Ars longa, Montréal ; « Éros, Vénus et Priape»
2009 Galerie de l'UQAM, Montréal ; «Exposition des finissants»
2004à2007 Agora Festif, Montréal
2003 American Can, Montréal ; «Espaces émergents»

Exposition à venir

2015 Les voies du Hasard, Exeko, arrondissement Ville-Marie

Résidences artistiques

2014 Résidence de création, 59 Rivoli Paris (26 octobre au 25 avril)
2014 Résidence de création, Exeko, arrondissement Ville-Marie, Montréal, sept-oct 2014
Voies du Hasard : réalisation d'oeuvres collaboratives alliant l'aspect ludique à la mixité sociale, à travers un processus créatif, participatif et hasardeux. (voir 10 Péloquin...)

Publications

2010 Cahier de programmation du festival «Rencontres chorégraphiques de Paris» ; Photographie

2008 Revue «Melrose Heights» ; Photographie

Prix, mentions et bourses

2013 Lojiq, Bourse participation au Festival des Libertés; Bruxelles
2009 Mention spéciale du jury du Prix Robert Wolfe ; UQAM
2009 Bourse « Jeunes volontaires »
2006 Prix de la relève ; Ville de Cap-Rouge
2004 Bourse « Jeunes volontaires »

Expériences connexes

2014 Médiateur ; idAction, Prison Rivière des prairies, Exeko, Montréal, Québec
Animer des ateliers de développement de la pensée critique, de l'analyse sociale et de l'action citoyenne auprès de participants en milieu carcéral, faciliter le transferts et l'accès à la connaissance par des contenus vulgarisés, des techniques d'approches artistiques et intellectuelles variées, des outils réflexifs variés.

2014- 2013 Artiste – comédien - animateur; Coop Les Vivaces, Montréal, Québec
Animer des ateliers éducatifs et créatifs sur les enjeux liés à la consommation du plastique. Création, par la récupération du plastique, de marionnettes géantes avec des enfants de la 3eme et 4eme année.

2014-2012 Médiateur ; idAction Mobile, Exeko, Montréal, Québec
Conduire une camionnette munie de matériel culturel dans les rues de Montréal, afin d' animer des ateliers créatifs dans le but de favoriser le développement de l'esprit critique et d'améliorer les chances d'insertion social des gens vivant sans domicile fixe. Notamment, au près des communautés Autochtones.

2014-2012 Musicien ; Joe Jack and John, Montréal, Québec
Composer et interpréter devant public la musique d'une troupe de théâtre, composée de jeunes adultes vivant avec la trisomie 21.

2014-2012 Artiste-intervenant Tandem Créatif, Exeko ; Montréal, Québec
Réaliser plusieurs œuvres artistiques en travaillant conjointement avec un artiste ayant une déficience intellectuelle.

2014-2012 Enseignant; commission scolaire Pointe de l'île, Montréal, Québec
Prodiguer des enseignements dans le domaine des arts visuels et de la musique à des personnes aux prises avec des problèmes liés aux maladies mentales et à la maladie d'Alzheimer, ainsi qu'en milieu carcéral.

2013-2004 Accordéoniste-accompagnateur, Marco Calliari

Participer à l'enregistrement de 4 albums et accompagner Marco dans toutes ses tournées musicales au Québec. (Festival de Jazz de Montréal, Francofolies, Roesq.) Ainsi qu'à l'internationale (France, Belgique, Suisse, Italie, USA, Canada …)

2011 Coordination du forum de discussion sur la place de l'artiste ayant une déficience intellectuelle dans le milieu culturel
«Couleurs et brioches» - D'un œil différent 2011

2010 Artiste-intervenant, Exeko ; Natashquan, Québec

Accompagner les jeunes autochtones de la réserve de Pointe-Parent dans leur quête identitaire en animant des activités mêlant contes, chants, ateliers de cirque, jeux et autres exercices.

2010 Artiste-intervenant, Exeko ; Montréal, Québec

Travailler de concert avec des artistes ayant une déficience intellectuelle lors de l'événement «Couleurs et brioches» - D'un œil différent 2010

2010 Accordéoniste, indépendant ; Gaspésie, Québec

Présenter un spectacle complet à travers une tournée indépendante dans divers lieux de diffusion de la Gaspésie.

2009 Accordéoniste, ROSEQ ; Tournée au Québec

Assurer la première partie du spectacle de Marco Calliari lors de la tournée d'été du ROSEQ.

2009 Musicien, Artcirq ; Igloolik, Nunavut

Élaborer une pièce musicale réunissant les cultures Inuit, Québécoise et Africaine. Présenter la pièce en spectacle à Iqualuit.

Kenny Thomas
9080 A, 16e avenue
Montréal, Québec, H1Z 3P7
438-501-5653
Courriel : simon16music@gmail.com
https://www.facebook.com/simon16go/ (lien pour vidéo)

Improvisation

Entraineur/formation :
Entraîneur au niveau secondaire et collégial
2002-2017

Joueur/performances :
La Nouvelle Ligue d'Improvisation
Saison 2008-2012, présentée au St-Sulpice
La Rocambolesque
Saison 2010-2011, présentée au St-Sulpice
La Ligue d'Improvisation Les Pantoufles
Saison Été 2012 présentée au Parc des Princes
La CIBC (Clique d'Impro Ben Comique)
Saison Été 2012 présentée à L'Hémisphère Gauche
La JÉSUS
Saison 2012-2013 présentée à la Coop Les Katacombes
La Semi-Lustrée
Saisons de 2014-2017 présentée au Pub Brouhaha
La P'tite Ligue d'Improvisation Classique
Saison 2014-201

Projet :
Co-Fondateur De La CIBC (La Clique d'Improvisaton Ben Comique) 2012
Co-Fondateur du MIB (Mouvement d'Improvisation Black) 2015-2018
Co-Fondateur de la Lig'En Nord 2010-2018
Coordonnateur de l'évènement Le 24 Heures d'Improvisation Éditions 2009, 2010 et 2011

Tournées :
Semi-Lustrée
2015 et 2016, France

Musique

Auteur compositeur et interprète depuis 2000 sous le pseudonyme *The Joker*

Albums :
« The Vigilante EP (2011) »
« The Trade Paperback 1 et 2 » (2009 et 2010)
« Le R.A.I.D.E. Album » (2013)
Simon 16

Projets instrumentaux :

« Simon Says Go » (EP, 2017)
« Midnight Maurauders » (2017)
« Nightmare On Beat Street » (EP, 2017)

“The End All, Be All” (EP, 2018)
“Cheers To The Alphas! Audiosyncracies Of The Mind, Body & Soul” (LP, 2018)

Autres projets:
Samplicité Volontaire: Projet de creation musicale en direct dans les espaces publics de Montréal-Nord et Hochelaga-Maisonneuve en collaboration avec Exeko (Été 2018).
Projet 1PAKT : Ateliers d’improvisation Hip Hop dans le cadre de la programmation du Parc George-Vernot. (Été 2018)

PAS de la rue Aidons les 55+

Montréal, le 20 février 2019

Objet : Lettre d'appui au développement des programmes d'Exeko

Madame, Monsieur,

Par la présente, il nous fait plaisir de manifester notre soutien et notre intérêt au développement des programmes d'Exeko, avec lequel le **PAS de la rue** collabore depuis maintenant 6 ans.

Depuis 6 ans Exeko a pu, grâce à de nombreux ateliers, améliorer le quotidien de plusieurs des usagers et usagères de notre organisme en leur offrant notamment un accès privilégié à la littérature, et par extension, à la culture.

La mission du PAS de la rue est d'accueillir, de soutenir et d'accompagner toute personne âgée de 55 ans et plus, sans domicile fixe ou en situation de grave précarité, dans une perspective d'inclusion, de stabilisation et de valorisation.
Depuis 2013, des médiatrices d'Exeko animent des ateliers autour du livre et de la lecture au PAS de la rue de 1 à 2 fois par mois.

Les services offerts par Exeko sont importants pour les personnes vulnérables qui vivent l'itinérance.
En effet, depuis 5 années les liens créés avec les médiatrices d'Exeko sont structurantes et bienfaitrices pour ces personnes. C'est une réponse au besoin de socialisation, d'affiliation nécessaire à endiguer l'isolement chronique dont elles peuvent souffrir. L'espace offert pour s'exprimer en dialoguant autour de la littérature offre une barrière naturelle aux problèmes de santé mentale et une porte d'inclusion et de participation à la vie en société.

Très sensibles aux initiatives d'Exeko, qui mettent en lumière les nombreuses affinités qui nous lient, nous souhaitons voir se développer à l'avenir de nouvelles collaborations entre nos deux organisations. Pour cette raison, nous soutenons vigoureusement les efforts que déploie Exeko pour développer ses projets.

Espérant que vous accueillerez favorablement ce projet, nous vous prions de recevoir, Madame, Monsieur, nos salutations les plus distinguées,

Matthias Berthet,
Directeur adjoint

CHÂTEAU RAMEZAY
MUSÉE ET SITE HISTORIQUE DE MONTRÉAL
VIEUX-MONTRÉAL

Montréal, 22 février 2019

Programme de soutien aux initiatives culturelles
Arrondissement de Ville-Marie
Division de la culture et des bibliothèques
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

Objet : Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 – Volet 1

Madame Miranda,

Veuillez trouver ci-joint le formulaire de demande pour le programme en rubrique concernant le projet « Exposition et installation en art public en périphérie de la place Jacques-Cartier », accompagné de tous les documents exigés et pertinents.

En vous remerciant de votre attention, nous demeurons disponibles à vous fournir plus amples informations et vous prions d'agréer, Madame Miranda, nos meilleures salutations.

André Delisle
Directeur général et conservateur

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Musée du Château Ramezay

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 01/02/1870

Adresse du siège social 280 Notre-Dame Est, Montréal Code postal : H2Y 1C5

Téléphone : 514-861-7182 Télécopieur : 514-861-8317

Site Internet : www.chateauramezay.qc.ca

Nom du mandataire désigné : André Delisle Titre : Directeur général et conservateur

Téléphone (bureau) : 514-861-7182 poste 224 Cellulaire :

Adresse courriel : adelisle@chateauramezay.qc.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Voir « Profil de l'organisme » en annexe.

Il est à noter que le Musée a su gérer avec succès la réalisation d'expositions et d'installations en art public sur la place De La Dauversière et les rues avoisinantes au cours des dix dernières années.

Information sur le projet

Titre du projet : Exposition et installation en art public en périphérie de la place Jacques-Cartier

Date(s) de réalisation : Mai à Novembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Métis : Mai; Expo : 27 au 31 mai / Semaine du 4 novembre

Lieu(x) de réalisation : Place De La Dauversière (Métis), rues Le Rover et St-Claude (expo)

Discipline :
- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 62 150 $

Montant du soutien financier demandé : 15 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Nous souhaitons, pour une 11e année consécutive, doter le Vieux-Montréal d'une exposition extérieure de photos d'archives et d'une installation contemporaine unique de type jardin éphémère.

En collaboration avec les Jardins de Métis et son Festival international, « Métis-sur-Montréal 2019 », sur la place De La Dauversière, vise à commémorer le 100e anniversaire de la signature de l'accord de paix suite à la Première Guerre mondiale en donnant une seconde vie à l'œuvre de Dominique Blain, « Champs de mémoire », présentée l'an dernier. Afin que la nature recouvre ce champs de gravats et ses cratères typiques des zones bombardées, et que celle-ci vienne aussi fleurir la tranchée reconstituée qui mène à des photos des croix blanches alignées des cimetières où reposent les soldats morts au combat, un événement « Bombes de semences », auquel sera convié des enfants de toutes origines, sera organisé.

Pour ce qui est du volet exposition sur les rues Le Royer et St-Claude, 16 structures métalliques (auxquelles nous souhaitons ajouter 6 structures supplémentaires à la hauteur de la place De La Dauversière) nous permettent de présenter 19 images (31 avec les structures ajoutées) créant un parcours piétonnier différent entre la place Jacques-Cartier et le Marché Bonsecours. Après avoir présenté « Montréal 14-18 » l'an dernier, notre objectif en 2019 est de faire connaître le Montréal des années 1930 et 1940 (avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale) sous le regard de Conrad Poirier, pionnier du photojournalisme, dont l'ensemble de l'œuvre appartient au domaine public depuis le 1er janvier dernier. Nous comptons sur l'habituelle collaboration de la BAnQ, dépositaire du fonds, et sur l'historien et journaliste Jean-François Nadeau, pour la recherche, la sélection des images ainsi que la rédaction des textes et vignettes.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Nous appliquerons toutes les règles établies par l'Arrondissement et apposerons son logo sur l'exposition ainsi que sur le panneau de présentation de l'installation, de même que sur tous nos documents et outils. Un représentant sera invité à prendre la parole lors de chacun des deux événements spéciaux.

Le Musée applique un plan de communication et de promotion éprouvé. Tout d'abord, des outils de promotion : une affiche pour chacun des projets ainsi qu'un encart pour les deux interventions. Ce dernier (10 000 copies) est encarté dans notre dépliant qui est le principal outil de promotion du Musée (Distribution dans toute la province; Bureaux d'informations de Tourisme Québec au Centre-ville, Vieux-Montréal, Québec et postes d'entrées de la province; La Vitrine; Affiche2000; Auto-distribution locale). L'affiche est distribuée (300 pour chacune des manifestations) via Promotions Propaganda. Des publicités sont également prises pour une visibilité sur le Web.

Les deux activités bénéficient également de nos pratiques de diffusion habituelles : communiqué de presse (un par activité; via Mail Chimp), site Internet, médias sociaux, calendriers d'activités (SDC, SMQ, SDMM, Tourisme Montréal, etc.) et relations de presse.

Nous pouvons de plus compter sur tout le travail de promotion des Jardins de Métis ainsi que sur la collaboration de la SDC du Vieux-Montréal.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☐ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☑ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés André Delisle (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : André Delisle, Directeur-conservateur

Date : 22 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Musée du Château Ramezay

Nom du projet : Exposition et installation en art public en périphérie de la place Jacques-Cartier

Date de réalisation : Mai à Novembre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15 000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	15 000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	10 000		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	17 050		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services	20 100		
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS	62 150		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	4 000		
Honoraires professionnels	3 000		
Main-d'œuvre technique	5 000		
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction	2 200		
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	8 500		
Matériel	19 750		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	42 450		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	4 000	2 000	
Frais de représentation			
Dossiers de presse	200		
Cartons d'invitation, frais de vernissage	3 000	2 000	
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	2 000		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	3 000		
Frais de traduction	500		
Frais d'affichage	1 500		
Photographie	400		
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	14 600		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	3 000		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	500		
Frais de déplacement et de représentation	1 600		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	5 100		
TOTAL DES DÉPENSES	62 150		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

DESCRIPTION DÉTAILLÉE

Exposition en plein air et intervention temporaire en art public

La présente demande de soutien aux *Initiatives culturelles 2019* concerne la réalisation de deux nouveaux projets d'animation urbaine sur la place De La Dauversière, située entre la place Jacques-Cartier et le Château Ramezay, ainsi que le long de la rue Le Royer et sur la partie sud de la rue St-Claude (reliant ainsi la place Jacques-Cartier et le Marché Bonsecours). De mai à novembre, les visiteurs, citoyens montréalais, résidents du Vieux-Montréal, travailleurs du quartier et touristes pourront apprécier une exposition de photos qui les plongera dans la vie à Montréal des années 1930-1940 à travers le corpus du photographe Conrad Poirier et une installation de type jardin éphémère dans le cadre de *Métis-sur-Montréal*. Depuis 2009 inclusivement, le Musée, avec plusieurs partenaires et collaborateurs, réalise de telles expositions et de telles installations. Pour la réalisation de ces projets, le Château sollicite un appui financier de 12 000 $ de la part de l'Arrondissement. Le Musée peut déjà compter sur une participation de son principal partenaire, les Jardins de Métis (20 100 $). De plus, la SDC du Vieux-Montréal commandite annuellement ces projets par le versement d'un montant de 15 000 $.

En nous basant sur une étude portant sur l'achalandage du Vieux-Montréal, on estime que les expositions sur la place De La Dauversière sont visibles par près de 3 millions de visiteurs. Le Musée considère donc qu'il est très important d'assurer une présentation d'activités dans cet environnement autrement vide et d'inciter les gens à utiliser un corridor inhabituel pour se déplacer entre cette place et la partie est de la rue St-Paul où se trouve le Marché Bonsecours.

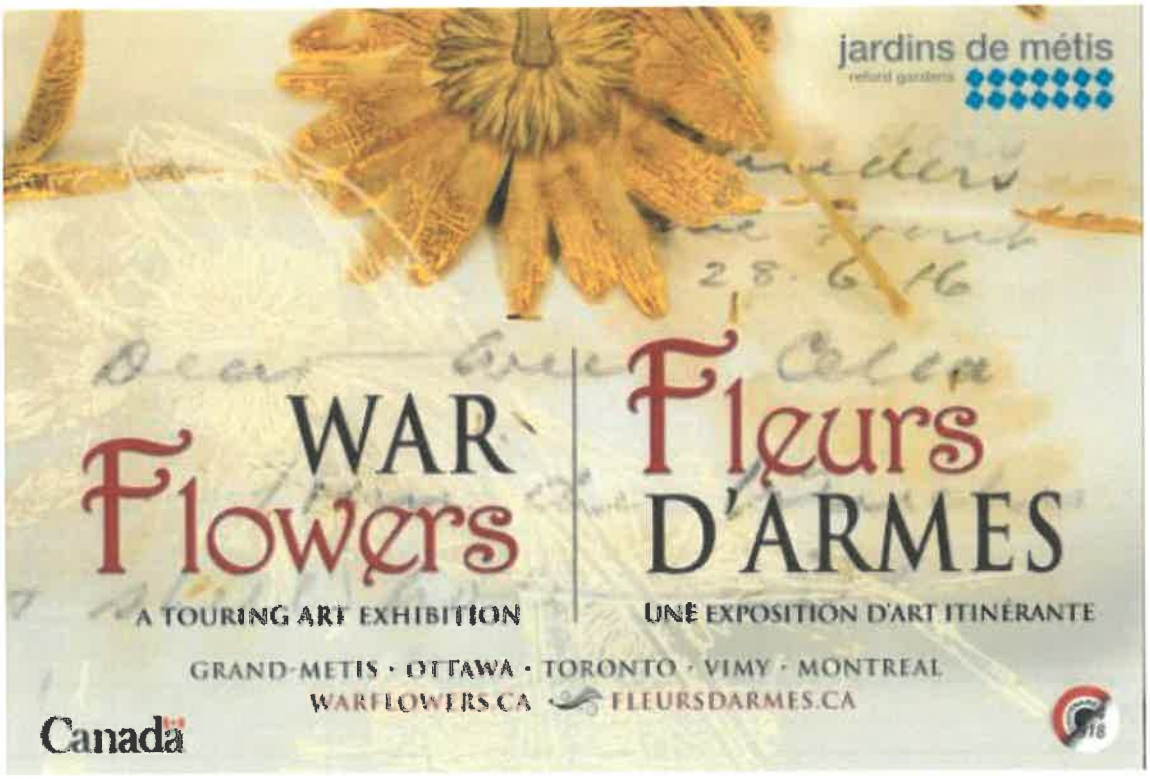


Métis-sur-Montréal
Jardins M
Atelier Pierre Thibault
Été 2013

L'installation *Métis-sur-Montréal* 2019
***Champs de mémoire* par Dominique Blain**

Ayant connu un franc succès par les années passées, l'événement d'envergure *Métis-sur-Montréal* accueille une installation artistique unique sur la place De La Dauversière. Les Jardins de Métis et le Château Ramezay lancent à chaque année un appel de propositions afin de sélectionner les concepteurs (architectes paysagistes, architectes, artistes et/ou designers) qui seront invités à réaliser un projet. Le comité de direction artistique encourage les concepteurs à se pencher sur l'expérience du visiteur, en favorisant l'interaction, la participation, l'échange et la réflexion. Il favorise également la rencontre entre diverses disciplines.

En 2019, le Musée souhaite exceptionnellement présenter pour une seconde année l'œuvre créée par Dominique Blain en 2018, *Champs de mémoire*, pour souligner le 100e anniversaire de l'Armistice. Il faut savoir que le Musée offre dans ses salles depuis octobre 2018 l'exposition *Fleurs D'ARMES*, qui « évoque la nature humaine en temps de guerre à travers une série de représentations artistiques, d'expériences multisensorielles (...), inspirée des fleurs cueillies par George Stephen Cantlie dans (...) une Europe déchirée par la guerre, puis envoyées à sa plus jeune fille Celia à Montréal » (voir site Internet : www.fleursdarmes.ca). Cette correspondance et ses fleurs ont été conservées dans la famille jusqu'à aujourd'hui. L'exposition prend appui sur ces dernières



et relate le parcours de dix Canadiens et Canadiennes, (majoritairement originaires de Montréal, comme Julia Drummond, Percival Molson et A.Y. Jackson, membre du Groupe des Sept), dont Jean Brillant, Talbot Papineau et bien sûr John McCrae (*In Flanders Fields*). La présentation de cette exposition, qui devait se terminer le 31 mars 2019, a été prolongée jusqu'en novembre prochain, afin d'offrir à un plus grand nombre de gens (tout particulièrement en saison estivale) cette exposition originale, de haute qualité et grandement apprécié par nos visiteurs. Ainsi, il nous semble à propos de maintenir en place l'œuvre de Mme Blain en 2019, d'autant plus que l'accord de paix (Traité de Versailles) qui a marqué la fin de la Première Guerre mondiale a été signé que le 28 juin 1919.

Champs de mémoire invitait le public, au cœur du quartier historique de Montréal, à admirer comment la beauté peut émerger de la destruction. L'installation consistait en une reconstitution d'une série de cratères composés de gravats sur toute la surface du carré de la place, paysage typique d'une zone bombardée, parsemée de bosquets de fleurs, qui témoignaient de la reprise de la nature sur ces traces visibles de la guerre. L'aménagement était traversé d'un sentier gazonné, rappelant les tristement célèbres tranchées, qui menait à un espace formé de deux hauts murs de bois calciné, où le visiteur se trouvait face à deux grandes photos de ces cimetières, si troublants, qui alignent les croix blanches des soldats morts au combat. L'œuvre bénéficiait d'un éclairage discret qui offrait une mise en valeur une fois le soleil couché et permettait aux visiteurs d'expérimenter l'installation de jour comme de nuit.



Champs de mémoire
Dominique Blain
Début d'été 2018



Champs de mémoire
Dominique Blain
Fin d'été 2018

L'installation s'est transformée au gré des saisons et de la météo. Par exemple, en fin d'été, le public pouvait admirer les fleurs des Gloires du matin qui avaient naturellement envahi le site. Avec le froid, nous avons également pu voir les plantes graduellement se flétrir... Justement, nous avions prévu présenter *Métis-sur-Montréal* jusqu'au 18 novembre afin que l'œuvre soit encore présente le 11 novembre, jour de l'Armistice. Avec l'arrivée hâtive du froid et de la neige, il nous a été impossible de démonter l'œuvre et de remettre la place dans son état initial. L'artiste en était ravie, considérant que l'hiver offrait une autre perspective sur son œuvre. Cette année, nous prévoyons toutefois procéder au démontage à compter du 4 novembre pour éviter une situation similaire.

Afin d'apporter une nouvelle touche à l'installation et de relancer sa visibilité, nous avons prévu organiser un événement « Bombes de semences » en invitant un groupe d'enfants à venir lancer des boules de semences dans les gravats de l'installation. Cet événement pourra inaugurer officiellement l'installation et être médiatisé. Les boules seraient préparées à l'avance par des enfants de tous âges et origines. Un nouveau panneau, avec crédits et logos, sera installé à proximité de l'œuvre pour expliquer la démarche.

Dominique Blain est une artiste canadienne qui vit et travaille à Montréal. Depuis plus de 30 ans, elle aborde dans ses œuvres les rapports entre la civilisation et l'oppression, entre l'Histoire et l'oubli, tout en réservant à l'esthétique son pouvoir d'évocation. De renommée internationale, Blain a exposé dans plusieurs villes nord-américaines et européennes ainsi qu'en Australie. Elle a reçu notamment le prix Paul-Émile-Borduas en 2014 et le prix Les Elles de l'Art en 2009.



Boule « Bombe » de semences

Pour terminer, mentionnons qu'au cours des dernières années « Les Rendez-vous des Arts métissés » se sont installés sur la place autour du 21 juin (date de la Journée nationale des Autochtones). Pour nous, cette situation nous obligeait de reporter l'installation, son inauguration et donc sa médiatisation. En lançant nos activités en mai, comme par le passé, nous bénéficierons d'une meilleure couverture et un public plus grand pourra en profiter, l'installation étant en place pendant plus d'un mois supplémentaire. Par contre, nous envisageons la possibilité de démanteler temporaire des 2 panneaux centraux pour permettre au Rendez-vous d'installer son plancher surélevé comme il le fait habituellement. La nécessité de cette opération pourrait être discutée avec les responsables de cet événement et coordonnée avec eux.



Traces – Pistes disparues
William Bill Vazan
Été 2017



Exposition

Les Montréalais – Portrait d'une histoire

par Jean-François Nadeau

Été 2017 (vue sur rue Le Royer)

Exposition

Vus par Poirier : Montréal avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale (titre de travail)

En 2018, le Musée a présenté *Montréal 14-18*, une exposition illustrant la vie à Montréal pendant la Première Guerre mondiale. Cette année, nous planifions mettre en valeur le travail du photographe Conrad Poirier, dont l'ensemble de l'œuvre appartient au domaine public depuis le 1er janvier dernier. Poirier est considéré comme un pionnier du photojournalisme au Québec et ses photos couvrent les divers aspects de la vie à Montréal. Nous souhaitons donc effectuer une sélection de photos afin de présenter, autant aux amateurs d'histoire qu'aux simples passants, d'ici comme d'ailleurs, des images des Montréalais et des Montréalaises des années 1930 et 1940, soit avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Ces photos constitueraient de surcroit une belle continuité avec l'exposition de l'an dernier, mais aussi l'installation *Champs de mémoire* et l'exposition *Fleurs D'ARMES*. Le Vieux-Montréal, attrait touristique majeur, est le lieu tout désigné pour présenter une telle exposition sur l'histoire de notre ville et ses citoyens, à partir de scènes du quotidien comme d'événements marquants du passé.

Conrad Poirier fait l'objet d'une exposition à l'Université de Montréal cet hiver. Nos avons d'ailleurs rencontré, sur place, une des commissaires de celle-ci, qui nous a assuré de son entière collaboration. Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) est dépositaire du fonds Conrad Poirier (composé de 23 000 négatifs) et la commissaire nous a référé le nom de Florian Caveau, archiviste à la BAnQ, pour nous aider dans notre sélection. Nous avons déjà sollicité la collaboration de M. Caveau, bien que nous ayons par la passé toujours pu compter sur l'entière collaboration de la BAnQ.

Pour ce qui est du contenu historique (pour la sélection et surtout la rédaction des textes et vignettes), nous avons fait appel à la collaboration de l'historien et journaliste Jean-François Nadeau, du Le Devoir, avec qui nous avons réalisé l'exposition de 2017 issue de sa publication « Les Montréalais – Portait d'une histoire ». M. Nadeau est un grand amateur de photographie et vient tout juste de faire paraître un article, « critique », sur l'exposition présentée à l'Université de Montréal (voir ci-joint). M. Nadeau aura donc l'occasion de bien expliquer la portée de chaque image.

Les supports métalliques sur lesquels sont présentées les photos sont distribués le long de la partie sud de la rue St-Claude et le long du mur du jardin du Château, pour un total de 20 panneaux (19 images étant donnée que l'introduction est présentée aux deux extrémités du parcours). Nous aimerions cette année ajouter 12 images à l'exposition, par l'installation de 6 supports supplémentaires (recto et verso ; coût d'acquisition avec douilles au sol = plus de 10 000 $... Mais ces structures serviraient aussi pour les années à venir) au niveau de la place De La Dauversière. Il faut savoir que les premières années de présentation, cette exposition était entièrement installée sur la partie sud de la place, mais que l'arrivée de la structure de projection de *Montréal en Histoire* nous a contraint de nous déplacer. Nous croyons possible (voir plan) d'installer tout au moins ces 6 supports sans nuire à la projection. Avec cette visibilité sur cette place et en nous rapprochant ainsi de la place Jacques-Cartier, nous augmenterons sensiblement notre capacité de capter l'attention des passants et de les amener à parcourir l'exposition. Cette exposition pourrait également être présentée jusqu'au dimanche 3 novembre, soit jusqu'aux derniers jours de présence des croisiéristes qui circulent dans le Vieux-Montréal, après avoir été vue tout l'été par les visiteurs du Québec, du Canada et d'ailleurs, sans oublier tous les Montréalais de passage comme ceux qui résident et travaillent dans le quartier.



Exposition
Montréal 14-18
par Terry Copp
Été 2018 (vue sur rue St-Claude)

CALENDRIER DES ACTIVITÉS

PÉRIODES	ÉTAPES	Métis-sur-Montréal	Exposition
Janvier-Février	Rencontres avec Jardins de Métis et Dominique Blain pour donner une seconde vie à l'œuvre	■	
	Recherches et analyse des opportunités et des collaborations possibles pour l'exposition		■
Mars	Signature des ententes de collaboration et sélection des images		■
Avril	Droits d'auteur et rédaction des textes pour l'exposition		■
	Constitution du groupe d'enfants pour l'événement « Bombes de semences » et planification de l'organisation	■	
	Traduction des textes de l'exposition		■
	Numérisation en très haute résolution des images et graphisme		■
Mai	Approbation des épreuves et impression des images sur des panneaux		■
	Montage de l'exposition		■
	Evénement « Bombes de semences »	■	
	Réalisation des outils promotionnels	■	■
	Distribution des outils promotionnels et relations publiques	■	■
Début juin	Inauguration de l'exposition		■
Fin juillet et septembre	Suivis sur la distribution des outils promotionnels (seconds envois au besoin)	■	■
4 novembre	Démontages	■	■

PLAN DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION

- Encarts (10 000)
- Affiches (2 x 300)
- Promotions Propaganda et Affiche2000
- Distribution personnalisée dans le Vieux-Montréal et à Montréal
- Site Internet du Musée et médias sociaux
- Calendriers d'activités culturelles de divers organismes sur Internet
- Publicités en ligne
- Communiqués de presse (2) et relations de presse
- Logo de l'Arrondissement sur les panneaux des 2 activités
- Logo de l'Arrondissement sur tous les outils et documents
- Inauguration de l'exposition (750 invitations)
- Événement médiatique « Bombes de semences »
- Représentant de l'Arrondissement pour une prise de parole lors des 2 événements
- Communications et promotion par les Jardins de Métis
- Communications par le partenaire SDC Vieux-Montréal
- Communications via celle de l'exposition *Fleurs D'ARMES*

Festival international de jardins

jardins de métis
reford gardens

Le 21 février 2019

Monsieur André Delisle
Directeur
Château Ramezay Musée et site historique de Montréal
280, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C5

Objet Métis-sur-Montréal 2019
« Champs de mémoire » sur la place De La Dauversière

Monsieur Delisle,

Depuis 2009, le Festival international de jardins se déploie à Montréal, en collaboration avec votre institution, avec une installation sur la place De La Dauversière, dans le cadre de son projet « Métis-sur-Montréal », en écho à la Municipalité de Métis-sur-Mer, voisine des Jardins de Métis.

Notre installation de l'année dernière, « Champs de mémoire » de Dominique Blain était en lien avec notre exposition itinérante *Fleurs d'armes* que vous présentez depuis l'automne dernier. Vous avez accordé une prolongation à sa présentation jusqu'à la fin de l'année 2019. Ainsi, il était tout naturel pour nous de poursuivre également la présentation de l'œuvre de madame Blain.

Pour 2019, nous rafraîchirons les diverses composantes de l'œuvre et réaliserons de nouvelles plantations, entre autres, en invitant des enfants montréalais, de tous âges et toutes nationalités, à venir « larguer des bombes de semences », soit de petites boules remplies de semences, dans les gravats de l'œuvre, lors de son inauguration.

La valeur de la contribution du Festival international de jardins et de Dominique Blain est de 20 100 $ et se détaille comme suit : mise à niveau de l'œuvre : 5 000 $; main d'œuvre : 3 000 $; déplacements, hébergement et per diem : 1 600 $; démantèlement et réaménagement du site : 7 500 $; commissariat, comptabilité et promotion : 3 000 $.

Nous comptons sur l'appui du Musée et de ses partenaires pour promouvoir l'œuvre à Montréal, assurer la signalisation sur le site, les activités de médiation culturelle, le vernissage et les relations publiques et médiatiques.

Je vous remercie de nous accompagner dans cette nouvelle mouture de « Champs de mémoire ». Veuillez recevoir, Monsieur Delisle, mes cordiales salutations.

Alexander Reford
Directeur

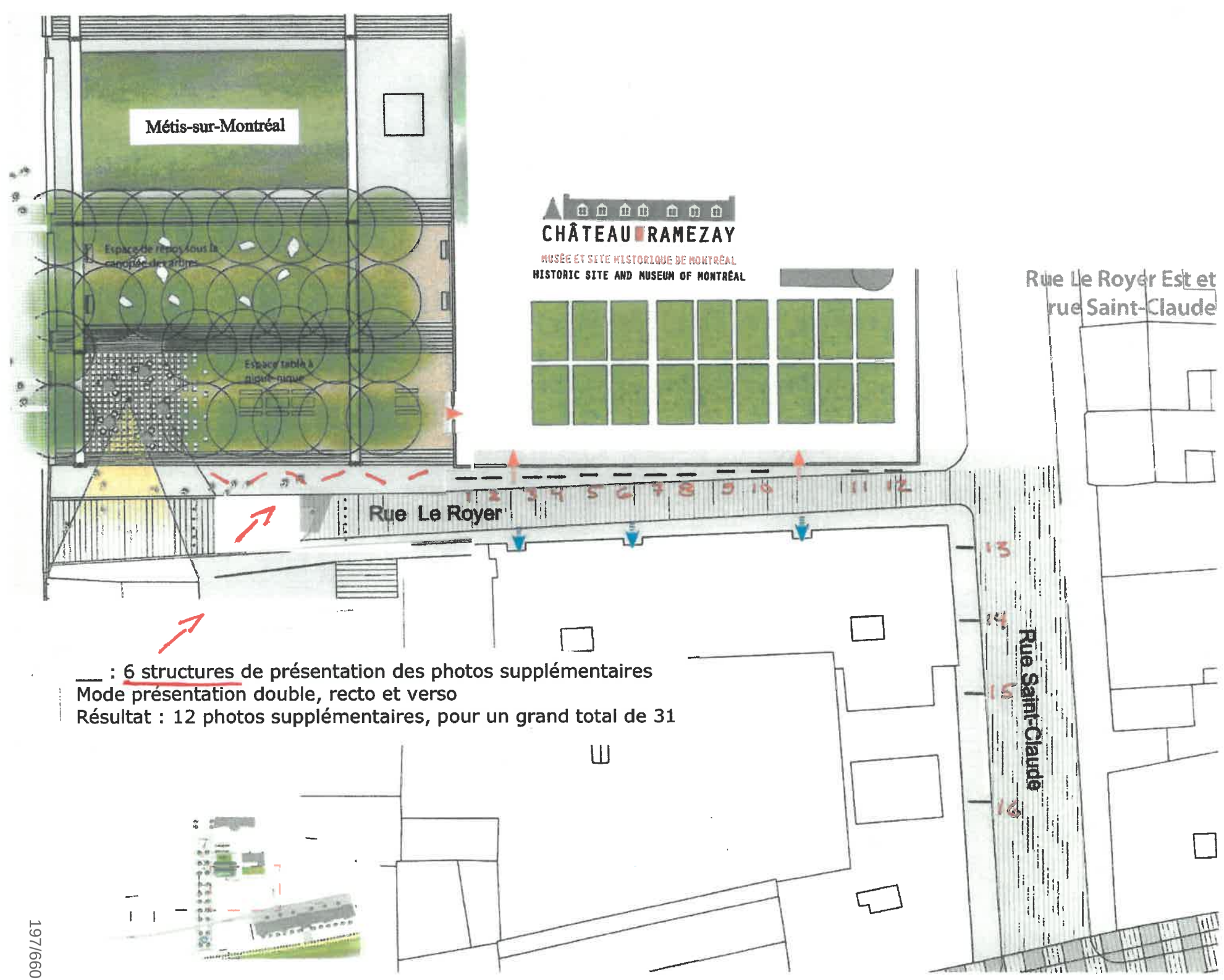
Jardins de Métis
200, route 132
Grand-Métis (Québec)
Canada G0J 1Z0
www.jardinsmetis.com
T 418-775-2222
F 418-775-6201

Métis-sur-Montréal

CHÂTEAU RAMEZAY
MUSÉE ET SITE HISTORIQUE DE MONTRÉAL
HISTORIC SITE AND MUSEUM OF MONTRÉAL



___ : Structures de présentation des photos
1 à 12 : Une seule face de présentation
13 à 16 : Présentation double, recto et verso
1 et 16 : Même panneau d'introduction
Nombre total de panneaux avec photos : 19



___ : 6 structures de présentation des photos supplémentaires
Mode présentation double, recto et verso
Résultat : 12 photos supplémentaires, pour un grand total de 31

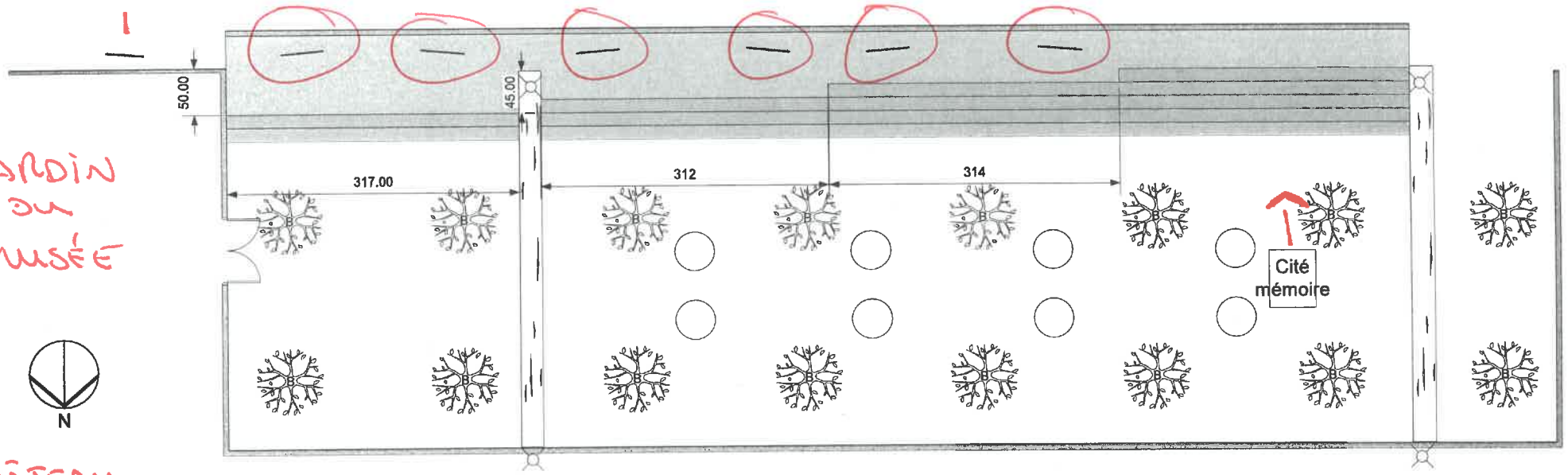
CHÂTEAU RAMEZAY
MUSÉE ET SITE HISTORIQUE DE MONTRÉAL
VIEUX-MONTRÉAL

place De La Dauversière

___ : 6 structures de présentation des photos supplémentaires
Mode présentation double, recto et verso
Résultat : 12 photos supplémentaires, pour un grand total de 31

RUE LE ROYER

PLACE JACQUES CARTIER



JARDIN DU MUSÉE

CHÂTEAU RAMEZAY

MÉTIS-SUR-MONTRÉAL

LE DEVOIR

Hommage à Conrad Poirier, pionnier du photojournalisme au Québec



Photo: BANQ Vieux-Montréal, Fonds Conrad Poirier Autoportrait du photographe Conrad Poirier en 1939

Jean-François Nadeau
14 février 2019
Arts visuels

Les milliers de clichés de Conrad Poirier (1912-1968) appartiennent, depuis le début de l'année, au domaine public. Ils peuvent désormais être reproduits librement. C'est à cette occasion qu'on a voulu, du côté de l'Université de Montréal, rendre hommage à ce pionnier du photojournalisme au Canada par l'entremise d'une exposition.

Bien que notre vision du passé se conjugue souvent à ce qu'a capté son oeil, on sait en vérité fort peu de choses à propos de Conrad Poirier.

Très actif surtout dans les années 1930 et 1940, ce solitaire s'annonce, depuis le confort de son domicile, comme photographe. Il accepte des contrats, publie beaucoup dans des magazines et des journaux. Il vend ses clichés à divers imprimés, quelques-uns parmi les plus importants de l'époque : *Le Samedi*, *La Revue populaire*, *The Gazette*, *The Montrealer*, *La Patrie*, *Photo-Journal*, *La Presse*… Jusqu'à sa mort, en 1968, il occupe la jolie maison de son enfance, située un peu en retrait d'une rue tranquille de l'ouest de l'île de Montréal.

Chapeau mou, chemise et cravate plus ou moins bien ajustées, le physique un peu enveloppé, Poirier arpente les rues de Montréal et guette l'instant qui, au moment de déclencher, fera sa joie. Il est aussi volontiers photographe de commandes. Les services publics font appel à lui pour illustrer des campagnes, par exemple pour favoriser le recyclage des matières premières en temps de guerre. Sa voisine, dont on ne sait rien, il va la photographier plus de 500 fois, explique au *Devoir* Florian Daveau de Bibliothèque et Archives nationales du Québec.



Photo: BANQ Vieux-Montréal, fonds Conrad Poirier
Jour de victoire dans la rue Sainte-Catherine, le 7 mai 1945

Collectionneur dans l'âme, Poirier compulse des images d'autres photographes, collige des pages de magazines, amasse des coupures de journaux dans des albums, accumule des disques et, surtout, se passionne pour le cinéma américain. Au grenier, chez lui, il a installé une sorte de ciné-club privé.

Ses photographies sont classées par thème et numérotées dans des albums, ce qui montre le sérieux de son engagement. Toutes ses notes sont rédigées en anglais. Et c'est donc en anglais seulement que cette modeste exposition s'est bornée à présenter quelques-unes de ses photographies, sans offrir pour compenser de mise en contexte ou encore d'appréciation de la valeur de cette oeuvre personnelle de grande importance aujourd'hui collectivisée.

Ses images, souvent de très grande qualité, offrent un miroir à la réalité sociale d'une époque. En 1945, à l'annonce de la fin de la guerre, il cadre, rue Sainte-Catherine à Montréal, des jeunes femmes tout sourire qui entourent des policiers. Au centre de cette image emblématique, une femme se tient de profil, des lunettes rondes sur le nez. Elle tient à la main un exemplaire du magazine *L'Oeil*, un des nombreux imprimés montréalais qui accueillent alors le travail de photographes dont presque toutes les archives ont souvent été jetées par l'inconséquence de quelques-uns de leurs héritiers.

Modernité

Comment se retrouve-t-on, à la façon de Conrad Poirier, photographe dans l'entre-deux-guerres ? Son père, Arthur, est mort en 1920. Gérant du magazine *Le Samedi*, ce paternel est aussi le neveu de Ferdinand Poirier, qui, au sein de Poirier, Bessette Cie, gère un autre magazine à grand tirage, *La Revue populaire*. Est-ce lui ou un homonyme qui, à cette époque, possède des chevaux de course de grand prix ? Disons en tout cas que le contexte familial se prête à l'épanouissement d'un de nos premiers grands photographes de presse.

La reproduction mécanique des images apparaît alors telle une véritable industrie. Et l'oeil de Conrad Poirier se montre à la hauteur de la modernité mise en avant par la multitude de magazines d'ici et d'ailleurs qui profitent d'un engouement très important pour l'image.



Photo: BANQ Vieux-Montréal, fonds Conrad Poirier
Charles Trenet donne un tour de chant lors d'un rodéo au stade De Lorimier, le 24 juillet 1946.

Conrad Poirier utilise souvent un appareil Speed Graphic dont les grands négatifs assurent un rendu exceptionnel, à condition bien entendu d'être doué. Ce qu'il est. Il utilise aussi des instruments plus légers, comme l'appareil allemand Exacta, qui vont lui permettre par exemple de capter à la sauvette de pauvres gens poussant leurs quelques biens à l'heure de déménager au printemps.

Des photos que vous avez pu voir publiées ici et là du Montréal des années 1930 et 1940, les chances sont grandes qu'il s'agisse d'oeuvres de Conrad Poirier. Il est partout. Il croque des scènes de rue, de travail, des événements sportifs, des manifestations, des portraits de personnalités, même quelques nus, selon les canons esthétiques de la *pin-up*. Mais de tout cela, cette exposition plein de promesses ne dit hélas quasi rien.

Éducation et information

Selon une des commissaires de l'exposition, la professeure Marie Martel de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI), il s'agissait d'abord et avant tout d'illustrer, par le biais de l'oeuvre de Poirier, le trésor que représentent les documents du domaine public pour les besoins en éducation et en information.

Mais en ce cas, pourquoi ne pas avoir justement profité de la qualité de l'oeuvre de Poirier pour informer et éduquer ? Pas un mot pour expliquer comment, en juillet 1939, plus de 100 couples appartenant à la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), photographiés habilement par Poirier, se retrouvent au Stade de Lorimier pour unir leurs destinées. Rien sur la fraîcheur d'un Charles Trenet qui, dans le même stade, en 1946, est croqué en action alors qu'il chante à l'occasion d'un grand rodéo.



Photo: BANQ Vieux-Montréal, fonds Conrad Poirier
Des compétitions d'athlétisme à l'école Westmount Junior High School en mai 1946

Peut-on savoir après quoi couraient ces jeunes femmes, montées sur leurs talons hauts, en enjambant les pavés de la place d'Armes au risque de perdre pied ? Et lorsque Poirier photographie le jeune André Mathieu, le regard au loin, appuyé contre le plat supérieur de son piano, que nous dit-il de lui à travers l'image d'un des musiciens les plus étonnants de ce pays ?

À la suite du décès du photographe, le cinéaste Guy Côté, l'un des fondateurs de la Cinémathèque québécoise, avait acquis les négatifs de Poirier. Ils finirent par être cédés aux archives nationales. Ces archives comptent plus de 22 000 images. Si les informations concernant la vie personnelle de Conrad Poirier sont tombées dans l'oubli, ses photographies disent tout de même beaucoup du monde social dans lequel elles s'inscrivent.

Devant cette oeuvre, qu'elle soit désormais publique ou pas, il reste encore matière à déplier les significations contenues dans les images, à essayer de comprendre l'inscription sociale de toute une époque dont ces milliers de photos témoignent de façon unique.

Le trésor, avant tout, se trouve là.

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Le Musée McCord Stewart

Statut juridique : Organisme à but non lucratif Date d'incorporation : 12 mai 1980

Adresse du siège social 690, rue Sherbrooke Ouest Code postal : H3A 1E9

Téléphone : 514 861-6701 Télécopieur : 514 861-9609

Site Internet : www.musee-mccord.qc.ca

Nom du mandataire désigné : Suzanne Sauvage Titre : Présidente et chef de la direction

Téléphone (bureau) : 514 861-6701, poste 1264 Cellulaire : -

Adresse courriel : suzanne.sauvage@mccord-stewart.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Notre vision: Dès la naissance, nous avons déjà une histoire
Parce qu'avant nous, il y a eu les autres. Ceux qui ont contribué au monde dans lequel nous évoluerons, ceux et celles qui ont écrit cette histoire dans laquelle, au jour même de notre naissance, nous inscrivons notre place.

Notre mission: Créer le lieu idéal où chaque jour notre mémoire prend vie
Un espace pour tous, un lieu où partager nos histoires avec celles des autres. Un lieu où les objets témoins privilégiés de notre mémoire s'animent.

Nos valeurs:
- Un musée miroir d'une ville ouverte sur le monde
Des réalisations et des sujets qui projettent Montréal sur la scène internationale. Un regard ouvert sur le monde et sur des questions qui interpellent les Montréalais.

- Un musée intelligent qui fait réfléchir
Un regard actuel sur les enjeux de société, les réalisations et les thèmes actuels.

- Une approche contemporaine, interactive, immersive
Contemporain et interactif: des expériences immersives. Le Musée hors du musée : dans les rues, les établissements

Information sur le projet

Titre du projet : "Au travail ! " (titre provisoire)

Date(s) de réalisation : 31 mai au 14 octobre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Montage: 27 au 30 mai 2019 | Démontage: 15 au 18 octobre 2019

Lieu(x) de réalisation : avenue McGill College

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [ ] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 91 385 $

Montant du soutien financier demandé : 15 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le Musée McCord souhaite présenter une 14e édition de son exposition photographique en plein air, sur le tronçon de l'avenue McGill College situé entre les intersections du boulevard de Maisonneuve et de l'avenue du Président-Kennedy.

Fidèle à son mandat de mettre en valeur la collection photographique du Musée McCord, l'exposition de la présente demande mettra en valeur une sélection d'images en noir et blanc puisées dans la riche collection du Musée, dont quelques photographies inédites provenant d'acquisitions récentes.

Cette exposition invitera les passants à franchir la porte des établissements où travaillaient les Montréalais dans les années 1900 à 1940. Grâce aux photographies de la collection du Musée McCord, il est possible de revenir dans le passé et de découvrir les lieux, les installations techniques et l'atmosphère dans lesquels les hommes et les femmes de cette époque exerçaient leurs métiers. Toutes les photographies montrent des gens au travail. Ils apparaissent dans leurs diverses occupations, que ce soit à l'usine, à l'atelier, à l'hôpital, au bureau, au restaurant ou à l'école. En plus de raviver la réalité quotidienne de la population active d'autrefois, ces images alimentent la curiosité du public pour les détails de l'architecture, du mobilier, des outils et des vêtements au charme suranné.

Les 24 photographies en noir et blanc riches en détails s'accompagneront de légendes explicatives, afin de satisfaire les interrogations des passants. L'installation comprendra 13 structures et occupera la même superficie que celle de 2018.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Le projet fera l'objet de plusieurs initiatives de promotion, incluant une campagne de relations de presse en continu tout au long de l'exposition ainsi que des démarches ciblées visant les médias spécialisés en photographie et des interventions sur les médias sociaux du Musée. Des mentions apparaîtront dans l'Infolettre mensuelle du Musée, sans oublier la description de l'exposition dans le dépliant de programmation à paraître, à plus de 70 000 copies chacun et distribué dans tout le Grand Montréal.

Nous ciblerons plus particulièrement les résidents (médias locaux et tables de concertation) et la clientèle des travailleurs du Centre des affaires par diverses approches auprès des gestionnaires des tours à bureaux du secteur, par exemple avec l'envoi de "e-blasts" réguliers. De plus, des partenariats avec des fournisseurs touristiques offriront une visibilité accrue au projet (mention) dans le cadre de promotions et de circuits.

Enfin, le projet sera véhiculé dans toutes les plateformes de diffusion grand public utilisées par le Musée McCord pour l'ensemble de ses activités: Société des musées du Québec, Tourisme Montréal, Société des directeurs de musées montréalais, La Vitrine culturelle, etc.

Si le budget consacré à la promotion de ce projet semble modeste, il est important de mentionner que l'exposition sur l'avenue McGill College est un projet complémentaire à la programmation globale du Musée. À ce titre, il s'agit d'une initiative promue dans un ensemble par le Musée McCord dans le cadre de son offre « Le Musée dans la rue », de concert avec la Forêt urbaine, l'application mobile Musée urbain Montréal, les Promenades historiques (circuits piétonniers avec visites commentées dans les quartiers). Plusieurs actions de promotion ne figurent donc pas au budget spécifique du projet, mais sont plutôt incluses dans notre plan annuel.

Le plan de visibilité est joint en annexe ⊞

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Le Musée McCord (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Suzanne Sauvage Présidente et chef de la direct

Date : 21 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Musée McCord

Nom du projet : "Au travail !" (titre provisoire)

Date de réalisation : 31 mai au 14 octobre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15 000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	15 000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	35 000		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	41 385		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	76 385		
TOTAL DES REVENUS	91 385		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	15 000		
Honoraires professionnels	8 000		
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site	5 000		
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	17 000		
Matériel (soutien AVM) →	35 000		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances	750		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez) Entretien	2 000		
Autre (précisez) Remplacements/bris	2 000		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	84 750		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	600		
Frais de représentation	75		
Dossiers de presse	50		
Cartons d'invitation, frais de vernissage	1 000		
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	500		
Frais de traduction	450		
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes	250		
Autre (précisez) Enquête sondage	2 150		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	5 075		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	1 500		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	35		
Frais de déplacement et de représentation	25		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	1 560		
TOTAL DES DÉPENSES	91 385		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

Au travail ! (Titre provisoire)

Exposition photographique sur l'avenue McGill College

31 mai au 14 octobre 2019



Demande d'aide financière
Présentée à l'arrondissement Ville-Marie

Dans le cadre du
Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019
Le 21 février 2019

MUSÉE McCORD

Table des matières

LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE MCCORD 3

LES EXPOSITIONS EN PLEIN AIR SUR L'AVENUE MCGILL COLLEGE 3

LES OBJECTIFS DU PROJET 5

Objectifs généraux 5

Objectifs spécifiques 5

L'EXPOSITION *AU TRAVAIL !* – ÉTÉ 2019 6

LES PARTENAIRES DU PROJET 8

PUBLICS CIBLES ET ACHALANDAGE 9

UNE RÉALISATION DE QUALITÉ 9

UN PROJET NOVATEUR, PORTEUR DE DÉVELOPPEMENT 10

LA SENSIBILISATION DES PUBLICS : UN SOUCI CONSTANT 10

Visites exclusives 10

Camp de jour du Musée 10

Un circuit sur application mobile 11

Rentrée culturelle : une activité complémentaire 11

FAITS SAILLANTS 11

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 12

ÉCHÉANCIER DE TRAVAIL 13



La photographie au Musée McCord

Considéré comme l'un des plus importants musées d'histoire au Canada, le Musée McCord accueille chaque année quelque **250 000 visiteurs**. Une récente enquête de *Léger Marketing* confirme que le Musée McCord est le deuxième musée le plus connu à Montréal auprès de la population québécoise. C'est un musée unique situé en plein cœur du centre-ville. À travers le mandat qu'il s'est donné, le musée contribue à éveiller les consciences face à l'histoire sociale et à la culture matérielle du Canada, du Québec et de Montréal. Le Musée McCord possède plusieurs collections comprenant aujourd'hui plus de **1,52 million d'objets**, d'images et de manuscrits, tous d'irremplaçables témoins de notre passé. Le musée a aussi le privilège d'abriter l'une des plus importantes collections de photographies historiques au monde. Des institutions et des chercheurs des quatre coins de la planète consultent la collection Photographie, un fond de plus de 1,3 million de photographies.

Un des objectifs du Musée McCord est de donner vie à l'histoire pour la rendre accessible au plus grand nombre. En développant le projet d'expositions thématiques en plein air, au cœur du centre-ville de Montréal, le Musée McCord souhaite révéler plus amplement ses trésors photographiques et faire de ce lieu d'exposition singulier un des plus importants sites extérieurs consacrés à la photographie.

Les expositions en plein air sur l'avenue McGill College

Depuis treize ans que la photographie du Musée McCord s'expose sur l'avenue McGill College, des millions de gens ont profité des expositions gratuites en plein air. Cet emplacement au cœur du centre-ville est ainsi devenu un lieu connu consacré à la photographie, une destination où convergent chaque année de plus en plus de gens pour découvrir et apprécier de nouvelles photographies. L'immense succès de ces expositions, témoigné par les sondages qui rapportent des taux de satisfaction entre 95 % et 100 %[1], est redevable à la manière muséologique de présenter ces photographies d'époque.

Dans le cadre d'un chantier d'évaluation d'expérience visiteur, le Musée a mis en place un sondage depuis deux ans dans lequel est notamment calculé le *Net Promoter Score* (NPS) du projet. En 2018, le NPS était de +54 %[2], ce qui constitue un excellent résultat et une hausse de 20 points par rapport à 2017.

[1] Selon des sondages menés par la firme *Convercité* pendant les saisons estivales 2006 à 2012 sur l'avenue McGill College, auprès de plus de 2 025 répondants.

[2] Le Musée McCord a mené une enquête de satisfaction sur le site de l'exposition entre le 18 juin et le 27 août 2018. 166 répondants ont participé à ce sondage, proposé sur tablette électronique par du personnel étudiant engagé par le Musée.

Le Net Promoter Score (NPS) est une mesure de la satisfaction des clients, fondée sur leur propension à recommander un produit. L'avantage de cet indicateur est sa simplicité et son caractère englobant : si un visiteur recommande, c'est qu'il sait que c'était bon, et il le sait, car il l'a lui-même expérimenté. En une question, nous avons donc un aperçu de la satisfaction client en bout de chaîne et surtout la chance qu'elle offre de conquérir par bouche-à-oreille de nouveaux visiteurs.

La série d'expositions photographiques, annuelles, réalisée par le Musée McCord — accès libre et gratuit en tout temps — est spécifiquement adaptée au contexte particulier de l'avenue McGill College où elle est présentée. Les structures de présentation font maintenant partie du paysage urbain montréalais depuis dix ans. Le projet échelonné sur plusieurs années favorise les collaborations durables entre partenaires partageant des objectifs communs tout en positionnant le Centre des affaires comme un point de convergence de l'expression culturelle contemporaine. Cet espace public singulier qu'est l'avenue McGill College permet aux touristes, aux gens d'affaires, aux étudiants et autres Montréalais de se croiser — et parfois d'échanger — dans un lieu commun et rassembleur. Le cœur commercial de Montréal accueille annuellement quelque 10 millions de visiteurs, est habité par 12 000 personnes, abrite environ 3 000 commerces, et compte le plus grand nombre d'étudiants universitaires par rapport à sa population en Amérique de Nord.



Nous croyons que ce projet d'expositions en plein air fait partie intégrante du quotidien des gens du quartier et devient de plus en plus clairement une vitrine de premier choix de la force motrice de l'arrondissement Ville-Marie auprès des clientèles locales et touristiques. À long terme, cette manifestation culturelle renforcera et appuiera les visées de développement du Centre des affaires, en y présentant des projets attrayants et originaux. Bref, ces présentations, en plus de rehausser le niveau d'excellence de l'offre culturelle gratuite de la Ville, augmentent la valeur commerciale de l'artère, tout en contribuant à l'amélioration de la qualité de vie au centre-ville.

Les expositions en plein air — libres d'accès et gratuites en tout temps — contribuent à l'éveil de la curiosité des passants, et complètent l'offre festive et rassembleuse de la métropole, en plus de stimuler l'émergence d'autres initiatives créatives, enrichissant ainsi la vie de la population locale et touristique montréalaise. Le projet du Musée McCord s'inscrit dans un plan — à la fois pour contribuer à son rayonnement et en concordance avec la mission de l'institution — il assure également une certaine pérennisation de l'animation culturelle de qualité au sein du quartier, agissant à titre d'effet structurant au bénéfice de l'arrondissement Ville-Marie.

À la lumière des données recueillies lors des éditions précédentes concernant le contenu et la forme de ces expositions, nous préparons activement l'édition 2019, qui mettra à l'avant-scène, avec flair et innovation, d'autres œuvres fascinantes de ses partenaires et de l'importante collection Photographie du Musée McCord.

Les objectifs du projet

Objectifs généraux

Les lieux publics sont des espaces d'expression artistique. Grâce à des infrastructures et des équipements conçus pour les activités culturelles qui s'y déroulent, ils constituent le reflet de la culture locale et ils sont partie intégrante du paysage bâti.



Le projet d'expositions récurrentes sur l'avenue McGill College est un élément structurant pour le centre-ville de Montréal et se distingue par une signature de qualité et de durabilité. Ses installations urbaines à la fine pointe de la technologie projettent une image forte, esthétique et avant-gardiste du quartier et établissent l'avenue comme un pivot du centre-ville.

Le Musée McCord, créateur et promoteur de ce projet novateur, assure la pérennité du caractère contemporain et vivant du Centre des affaires. Ce projet d'expositions en plein air est représentatif du musée et de sa tradition d'excellence ; une référence pour le public en ce qui a trait à l'activité culturelle au centre-ville de Montréal.

Objectifs spécifiques

Suivant ces lignes directrices du programme de soutien financier de Ville-Marie, le projet d'expositions en plein air est le véhicule des objectifs spécifiques suivants :

1. *Positionner le Musée McCord comme une institution culturelle majeure dans le contexte montréalais, québécois et canadien ;*
2. *Diffuser des œuvres photographiques, incluant la collection unique de Photographie du Musée, l'une des plus importantes collections de photographies historiques au monde ;*
3. *Diversifier et enrichir l'offre culturelle montréalaise en proposant des expositions qui répondent à des standards muséaux élevés, gratuits, en plein air et accessibles à tous en tout temps ;*
4. *Mettre en valeur une artère principale de l'arrondissement Ville-Marie en y harmonisant un parcours de découvertes illustrant avec ingéniosité des thèmes actuels touchant l'histoire sociale de Montréal, du Québec et du Canada.*

L'exposition *Au travail !* – été 2019

Fidèle à son mandat de mettre en valeur la collection photographique du Musée McCord, l'exposition de la présente demande mettra en valeur une sélection d'images en noir et blanc puisées dans la riche collection du Musée, dont quelques photographies inédites provenant d'acquisitions récentes.

La 14e exposition dans l'avenue McGill College invitera les passants à franchir la porte des établissements où travaillaient les Montréalais dans les années 1900 à 1940. Grâce aux photographies de la collection du Musée McCord, il est possible de revenir dans le passé et de découvrir les lieux, les installations techniques et l'atmosphère dans lesquels les hommes et les femmes de cette époque exerçaient leurs métiers. Toutes les photographies montrent des gens au travail. Ils apparaissent dans leurs diverses occupations, que ce soit à l'usine, à l'atelier, à l'hôpital, au bureau, au restaurant ou à l'école. En plus de raviver la réalité quotidienne de la population active d'autrefois, ces images alimentent la curiosité du public pour les détails de l'architecture, du mobilier, des outils et des vêtements au charme suranné.

L'arrondissement étant le cœur de la vie commerciale, financière et des affaires à Montréal, nous souhaitons illustrer un thème — le travail — qui concerne fortement la population du centre-ville, que ce soit les résidents ou ceux qui y viennent quotidiennement pour gagner leur vie.

Les 24 photographies en noir et blanc riches en détails s'accompagneront de légendes explicatives, afin de satisfaire les interrogations des passants. Chaque photo sera donc enrichie d'un cartel développé donnant la localisation, la vocation et l'histoire de l'endroit de travail. L'installation comprendra 13 structures et occupera la même superficie que celle de 2018.



Wm. Notman & Son, *Atelier de sculpture, Lower Canada College*, Montréal. QC, 1910, II-180773



Anonyme, *Atelier de production des disques, Berliner Gramophone Company*, Montréal, QC, 1910 MP-1982.69.5



Une fois de plus, le Musée McCord renouvelle son offre en plein air en explorant un nouvel aspect de sa vaste collection photographique.

Présente au centre-ville depuis maintenant plus d'une décennie, l'exposition photographique en plein air est devenue un repère et un arrêt incontournable du secteur. La population locale et les travailleurs du quartier surveillent avec grand intérêt l'arrivée des structures et s'émerveillent chaque été des nouvelles thématiques mises en lumière. Cet attrait contribuant à l'effervescence de l'arrondissement et se renouvelant à chaque édition, propose un accès unique et universel à notre patrimoine photographique. Il est facile de prendre conscience de l'engouement pour cette initiative par les commentaires générés à son égard dans les médias, mais aussi par les nombreuses interactions et partages au sein de la communauté virtuelle, qui s'agrandit d'année en année.



Les partenaires du projet

Comme mentionné lors des précédentes éditions, l'appui financier de l'arrondissement Ville-Marie demeure essentiel. D'une part, il encourage le milieu corporatif à s'identifier à un projet novateur, très bien accueilli du public et validé par les instances municipales. D'autre part, il permet de contribuer à défrayer des coûts importants de production auxquels on ne peut exclusivement dédier les commandites obtenues, devant aussi attribuer des actions de promotion pour la diffusion de l'initiative. Pour la présentation de cette édition 2019, nous poursuivons nos démarches de commandites pluriannuelles qui apportent une stabilité à moyen terme à cette initiative. En ce sens, nous compterons sur la participation de BMO Groupe financier. Nous sommes donc toujours à la recherche de partenaires supplémentaires pour compléter le montage financier du projet, notamment des partenaires média. Nous négocions actuellement une entente avec Astral média à ce propos.

Publics cibles et achalandage

L'exposition photographique en plein air est un projet destiné au grand public. En raison de sa localisation tout près de l'Université McGill et au cœur du Centre des affaires, une plus forte concentration de travailleurs et d'étudiants sont sensibilisés au projet. Toutefois, nous savons également qu'une proportion intéressante de résidents de l'arrondissement profitent de cet enrichissement à leur vie de quartier ; lors de l'édition 2017, plus de 12 % des visiteurs de l'exposition étaient de ce nombre.

Du point de vue de la fréquentation, nous croyons que l'affluence croissante de touristes à Montréal cet été permettra au projet d'atteindre un achalandage de plus de 750 000 visiteurs, ce qui représente une augmentation de 2 % par rapport à 2018, mais sans autant dépasser le record de 2008 (1,1 million).

Afin de mesurer les impacts de ce projet, le Musée mènera une enquête interne de satisfaction et un décompte de la fréquentation, correspondant aussi aux exigences du programme de soutien financier. Des agents d'information interrogeront des visiteurs choisis au hasard afin de répondre à un questionnaire sur tablette électronique sur le site de l'exposition. De plus, ces agents effectueront des décomptes de fréquentation sur un calendrier de collecte représentant un échantillonnage varié d'heures, de jours et de températures, afin de nous assurer d'une représentativité juste de la saison estivale.



Une réalisation de qualité

À l'origine du projet, le Musée McCord a souhaité que des structures harmonisées au bâti environnant accueillent les images de l'exposition. Munis de capteurs solaires écologiques, ces présentoirs novateurs sont toujours dotés de sources autonomes d'éclairage qui projettent un halo lumineux une fois la nuit tombée. Répondant aux standards les plus élevés en matière de muséographie, ce projet redéfinit le genre de l'exposition *in situ*, comme en témoignent les nombreux honneurs reçus, dont le **Prix d'excellence en commandites de l'Association des musées canadiens**, attribué à Alcan et au Musée McCord en 2007.

Un projet novateur, porteur de développement



Comme constaté lors des éditions précédentes, l'exposition en plein air capte les gens déambulant sur les artères perpendiculaires et prolonge leur passage en les attirant sur l'avenue McGill College, contribuant ainsi à l'achalandage des restaurants et commerces du secteur. Cette manifestation culturelle contribue également à l'amélioration du milieu de vie des résidents et des travailleurs du quartier, leur offrant divertissement et évasion par la découverte de l'exposition, particulièrement pendant leurs pauses et temps libres. Les halos lumineux émanant des structures ravivent aussi l'ambiance de soirée du secteur. Les qualités indéniables de ce projet ont été reconnues par plusieurs organismes au cours de son existence ; les nombreuses demandes de renseignements reçues à l'appui.

La sensibilisation des publics : un souci constant

Le projet d'exposition en plein air a des visées éducatives, de pair avec la mission de notre institution de diffuser et d'interpréter le patrimoine par le biais de la culture matérielle. La nouvelle exposition répond donc à cet impératif de diverses manières, l'accessibilité même d'une partie méconnue de l'impressionnante collection Photographie, mais aussi la familiarisation avec la photographie historique dans son sens plus large. Cette saison, ***Au travail !*** fera partie intégrante des activités culturelles proposées autour de la photographie (table ronde, conférence de conservateur, etc.)

Visites exclusives

Une visite commentée exclusive pour les membres du Musée sera proposée, ainsi qu'une visite VIP de lancement — avec la conservatrice du Musée — et destinée aux résidents, représentants de l'arrondissement Ville-Marie, médias et invités spéciaux.

Camp de jour du Musée

Nous utiliserons cette exposition pour expliquer la fonction commerciale de certains quartiers de la ville dans le cadre du Camp de jour sur le thème : *Cliché par cliché*. Des jeunes de 5 à 10 ans participent à notre Camp et développent ainsi leur fibre citoyenne ainsi qu'un attachement pour les quartiers rassembleurs que sont les artères commerciales telle la rue Sainte-Catherine.

CLICHÉ PAS CLICHÉ
Chambre noire, Polaroid, cyanotype… Les enfants s'amusent à explorer différentes techniques photographiques pour réaliser une œuvre collaborative. Rallyes photo et partages d'histoires autour d'albums remplis de souvenirs sont aussi au rendez-vous !

Un circuit sur application mobile

Les circuits Musée Urbain MTL du Musée McCord proposent une occasion unique de découvrir l'histoire de la ville au gré d'une promenade et à l'aide de son téléphone intelligent. Sous le thème des lieux de travail, un **nouveau circuit** conviera le visiteur à poursuivre son expérience avenue McGill College et à revivre l'atmosphère du Montréal d'autrefois à travers des photographies, des archives et des objets provenant de la collection du Musée McCord, qui témoignent du monde du travail d'une autre époque. L'application est gratuite dans l'application du Musée et sur l'App Store (également sur le site Web du Musée).

Rentrée culturelle : une activité complémentaire

Dans le contexte de la rentrée culturelle, une conférence sera proposée par Hélène Samson, conservatrice de la collection Photographie du Musée McCord à l'automne 2019. D'une durée de 90 minutes, cette activité s'adressera plus particulièrement aux membres du Musée, amateurs de photographie et d'histoire, étudiants et professionnels du milieu de la photographie. La présentation portera sur des éléments du contenu exposé et/ou des aspects relatifs à la recherche ayant mené au projet. Fait intéressant à mentionner, cette activité sera offerte gratuitement aux visiteurs du Musée et sera notamment communiqué aux résidents de l'arrondissement par le biais des tables de concertation.

Faits saillants



Cette année, ***Au travail !*** sur l'avenue McGill College, contiendra :

- 13 structures esthétiques en aluminium recyclé situées sur l'avenue McGill College ;
- 24 photographies grand format à haute définition et un contenu hors pair (qualité historique) ;
- **L'édition 2019** prévoit : 24 façades visuelles, deux panneaux d'introduction/crédits (un à chaque extrémité ;
- Une fréquentation d'environ 750 000 visiteurs [plus de **8,5 millions de visiteurs** de 2006 à 2018].

La revue de presse générée par les treize éditions passées du projet a contribué au rayonnement de la Ville de Montréal et à la promotion de son caractère novateur, notamment en ce qui a trait au design épuré des structures et au visuel d'ensemble du projet.

Des articles ont été recensés dans la presse nationale et internationale : Wall Street International, The Gazette, La Presse, Le Devoir, The Ottawa Citizen, Times Colonist [Victoria], The Windsor Star, etc. ainsi qu'à travers une multitude de vitrines électroniques [blogues culturels, spécialisés en photographie, médias sociaux, etc.], sans oublier les médias spécialisés en photographie.

Prévisions budgétaires

L'aide financière octroyée par l'arrondissement Ville-Marie servira à assumer une partie des coûts de production [voir les prévisions budgétaires ci-jointes], soit l'impression des photographies sur grand format — montant de 35 000 $ octroyé à la firme TCD. Les autres coûts afférents au projet [83 % du montant total] sont pris en charge par le Musée McCord et ses partenaires privés.



Incluses dans les dépenses de conception et réalisation, 2 000 $ sont prévus pour l'entretien hebdomadaire des structures, de même qu'une somme de 2 000 $ dédiée à la recherche pour la préparation des descriptions historiques liées aux photographies. En outre, dans la catégorie de dépenses de promotion, nous avons inclus une somme de 2 150 $ pour la réalisation de l'enquête par sondage et du décompte de fréquentation.

L'exposition ***Au travail !*** fera l'objet de plusieurs initiatives de promotion et bénéficiera d'outils de communication efficaces, mais dont les coûts ne figurent pas au budget, ces dépenses étant prises en charge par le Musée. À titre d'exemples d'actions et d'outils proposés, mentionnons les suivants :

- des relations de presse en continu tout au long de la période estivale ;
- une promotion ciblée : clientèle touristique, étudiante, amateur d'histoire et de photographie, visiteurs des artères commerciales, résidents de l'arrondissement Ville-Marie ;
- des capsules régulières et dynamiques sur les réseaux sociaux ;
- une présence sur le site web du McCord, un des plus importants sites de musées au Canada avec plus d'un million de visites annuellement [www.musee-mccord.qc.ca].

Échéancier de travail



- **Septembre à novembre 2018**
  Élaboration du concept d'exposition
  Développement des contenus

- **Décembre 2018 à février 2019**
  Choix des photographies

- **Février à début avril 2019**
  Design
  Traitement et numérisation des images
  Recherche de commanditaires supplémentaires

- **Avril à mi-mai 2019**
  Impression des photos
  Approbation des partenaires [logos]
  Préparation des reproductions et ajustements des structures
  Montage financier final du projet et obtention de la dérogation de la Ville de Montréal

- **27 au 30 mai 2019**
  Installation des structures sur l'avenue McGill College

- **31 mai 2019**
  Début de l'exposition

- **14 octobre 2019**
  Fin de l'exposition

- **15 au 18 octobre 2019**
  Démontage de l'exposition et entreposage des structures


YLEXCHANGE

MUSÉE McCORD

EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE SUR L'AVENUE MCGILL COLLEGE

31 mai au 14 octobre 2019

CONTEXTE

Encore cette année, une exposition hors murs aura lieu sur l'avenue McGill College, en plein cœur du centre-ville de Montréal, présentée par le Musée McCord.

OBJECTIFS

- Profiter de l'achalandage de la rue pour accroitre la notoriété du Musée grâce à cette visibilité à quelques pas de notre enceinte
- Inciter la clientèle de proximité et la clientèle touristique à visiter le Musée et découvrir l'offre du Musée
- Projeter une image dynamique pour un Musée d'histoire
- Renforcer le positionnement d'un des pôles du Musée : la photographie

CLIENTÈLE CIBLE CLÉ

Cibles primaires :

- Résidents de l'arrondissement Ville-Marie
- Travailleurs du centre-ville
- Étudiants et universitaires de McGill
- Commerçants du centre-ville
- Touristes
- Camps de jour de ville

Cibles secondaires :

- Enfants des camps de jour du Musée

TACTIQUES DE COMMUNICATION

1. **Relations publiques**

    - Organiser un événement de lancement avec les partenaires et les médias
    - Envoyer un communiqué de presse et des visuels à la liste de presse (télé, radio, journaux, web)
        - Domaine touristique : Destination Centre-Ville, Tourisme Express, Tourisme Montréal, Québec Tourisme, Passeport vacances, Vitrine culturelle, autres.

- Faire des approches ciblées aux blogueurs et amoureux de Montréal
- Proposer une « histoire » en lien avec cette série de photos à un média pour générer un article de fond
- Invités hors médias : représentants de l'arrondissement, tables de concertation/comités de citoyens de Ville-Marie, représentants des commanditaires, de Destination Centre-Ville, de la SDT du Mille Carré Doré, commerces de promixité, et autres partenaires du Musée.

2. **Stratégie web et médias sociaux**

Web
- Publier des visuels et un résumé de l'exposition sur le site web du Musée McCord
- Ajouter les mots clés en lien avec l'exposition dans la campagne SEM du Musée

Facebook
- Développer un mot-clic en lien avec l'exposition
- Publier des photos du montage de l'exposition
- Inviter les gens à porter attention aux photos
- Partager des articles de presse ou de blogs sur l'exposition
- Publier une série de photos avec du contenu historique (exemple : hier/aujourd'hui) à raison de deux fois par mois et le « sponsoriser » (impliquer les commerces du centre-ville)
- Poser une question aux membres de la page et faire tirer un *membership* parmi ceux qui auront répondu (afin de mousser le positionner photo du Musée)/2x/mois

Instagram
- Publier une photo par semaine avec une série de mots-clics
- Sponsoriser des visuels pour mousser l'intérêt envers l'exposition
- Publier des « stories »

Twitter
- Publier des visuels avec du contenu historique une fois aux deux semaines (même que FB)
- Utiliser les mots-clics pertinents, y compris celui de l'exposition

3. **Envois ciblés**

- Mentionner l'exposition dans les Infolettres du Musée
- Envoyer un courriel à la base de données
- Envoyer un E-blast aux voisins (entreprises, commerces, Université McGill)

4. **Promotion**

- Faire une mention avec visuel dans le dépliant printemps-été du Musée (tirage d'environ 70 k)
- Poser une bannière à l'entrée du Musée

5. **Volet communautaire**
    - Visite guidée de l'expo pour les résidents/comités de citoyens
    - Visite guidée pour les membres du Musée

BUDGET

- Médias sociaux : 500 $
- Événement de lancement : 1 000 $
- Production des outils de communication (traduction communiqué, impression, autres) : 500 $

Total : 2 000 $

VALEURS MÉDIAS

Eblast : 5 500 $
Bandeau infolettre : 1 600 $
Mention sur les MS : 1 500 $
Eblast aux voisins : 200 $ par envoi (x3)

Valeur totale du plan média direct de **9 200 $**, excluant les retombées de presse

PLAN DE COMMANDITES

EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE 2013, AVENUE McGILL COLLEGE - MUSÉE McCORD

STATUT	GRAND PARTENAIRE	PRÉSENTATEUR	COMMANDITAIRE PRINCIPAL	PARTENAIRE
MONTANT	**35 000 $**	**25 000 $**	**15 000 $**	**5 000 $**
VISIBILITÉ SUR LE MATÉRIEL PROMOTIONNEL DE L'EXPOSITION				
Logo dans la brochure de programmation printemps-été du Musée	LOGO + MENTION GP**	●		
Logo sur l'invitation de l'exposition (format électronique)	LOGO + MENTION GP**	●	●	
Logo et mention dans les documents de relations publiques (Presse et médias) et des activités	LOGO + MENTION GP**	Logo	Mention	Mention
Allocution à la conférence de presse et insertion d'un communiqué dans la pochette	●			
Nom ou logo sur bannière intérieure de l'exposition (hall d'entrée du Musée)	LOGO + MENTION GP**	●		
Mention dans le rapport annuel du Musée	●	●	●	●
VISIBILITÉ SUR INTERNET				
Logo sur la page de l'exposition sur le site web du Musée	LOGO + MENTION GP**	●	●	●
CONCOURS				
Possibilité de remettre un prix dans le cadre du concours de l'exposition	●	●	●	
Présentation du concours	●			
VISIBILITÉ AU SEIN DE L'EXPOSITION				
Logo sur chaque panneau de l'exposition (approx. 36)	LOGO + MENTION GP**	●	●	
Logo sur le panneau des commanditaires (2)	LOGO + MENTION GP**	●	●	●
ACCUEIL ET EXCLUSIVITÉS				
Possibilité de distribuer des articiles promotionnels ou d'envoyer des offres promotionnelles aux participants du concours	●	●		
Accès aux archives photographiques du Musée sans frais (20 photos)	●	●		
Une visite commentée privée de l'exposition ou une conférence sur l'exposition dans les bureaux des commandités	20 pers.	20 pers.		
Une visite commentée privée de l'expositioin			10 pers.	10 pers.
Un petit-déjeuner ou une soirée privé(e) au Musée (le Musée est ouvert que pour vous et vos invités!)	●	●		
Une location de salle gratuite pour un événement privé (une location pour chaque année de l'entente)	●	●		
Rabais de 10% aux employés qui souhaitent réserver une place au camp de jour du Musée	●			
15% de rabais à l'achat de billets d'entrée au Musée sous présentation d'une pièce justificative ou d'une carte d'employé/clients	●	●	●	●
20% sur carte des amis sous présentation d'une pièce justificative ou d'une carte d'employé/clients	●	●	●	●
Réduction de 10% à la boutique er au Café du Musée pour les clients ou employés, sur présentation d'une carte		●		
Adhésion corporative (1 carte), avec bénéfices correspondants	●	●	●	
Possibilités de bénévolat pour les employés	●	●		
BILLETS				
Cartes de membres ADULTES	20			
Billets de faveur du Musée McCord	100 billets	100 billets	20 billets	-

*La taille des noms et logos seront proportionel aux investissements
* ** Logo + metnion "Grand partenaire"

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Orchestre Métropolitain

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation :

Adresse du siège social 486, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 401 Code postal : H3B 1A6

Téléphone : 514 598-0870 Télécopieur :

Site Internet : www.orchestremetropolitain.com

Nom du mandataire désigné : Jennifer Bourdages Titre : Chef, Relations gouvernementale

Téléphone (bureau) : 514 598-0870 poste 23 Cellulaire : 514 893-0870

Adresse courriel : jbourdages@orchestremetropolitain.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Ambassadeur culturel majeur du Québec, l'Orchestre Métropolitain de Montréal prend un pari audacieux dès sa fondation en 1981 : celui de tisser un lien avec le public afin de faire rayonner la musique symphonique. Fort de cette relation privilégiée, l'ensemble jouit d'une réputation internationale des plus enviables.

Depuis son arrivée à la direction artistique de l'Orchestre en 2000, Yannick Nézet-Séguin sait développer et entretenir une complicité hors du commun avec les musiciens, laquelle n'est pas étrangère au succès, à la longévité et à la renommée croissante de l'OM.

Guidé par sa quête constante d'excellence, l'OM s'engage à faire vivre la musique symphonique, à travers ses concerts et ses enregistrements, de façon innovante, créative et sans compromis. Sa programmation audacieuse, mise en valeur par des musiciens formés au Québec, fait de l'Orchestre un joueur marquant de la scène symphonique.

Chaque année, l'OM présente une cinquantaine de concerts qui font vibrer la Maison symphonique de Montréal et qui, grâce à la collaboration avec le Conseil des arts de Montréal, résonnent bien au-delà du Quartier des spectacles, dans une dizaine d'arrondissements de la métropole. Partageant sa passion pour la musique classique avec les gens de tous les milieux, l'Orchestre se démarque par la vitalité de son volet Éducation qui multiplie ses initiatives.

Fier de travailler avec des musiciens et des interprètes de tous les horizons, l'Orchestre était au cœur des festivités entourant le 375e anniversaire de la ville de Montréal en 2017. Il collabore par ailleurs étroitement avec plusieurs compagnies, dont l'Opéra de Montréal.

Récipiendaire de nombreux prix nationaux, l'OM doit notamment sa renommée internationale à sa vingtaine d'enregistrements, plusieurs endisqués sous l'étiquette canadienne ATMA Classique. Son cycle des symphonies de Bruckner

Information sur le projet

Titre du projet : Les Mercredis OM

Date(s) de réalisation : 4, 11 et 18 septembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : 4, 11 et 18 septembre 209

Lieu(x) de réalisation : Square Dorchestre, Square Cabot ou autre lieu à déterminer en collaboration avec l'agent

Discipline :
- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 20 556,31 $

Montant du soutien financier demandé : 15 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Au cœur de la mission de l'Orchestre Métropolitain, aller à la rencontre des gens, dans leur milieu pour offrir la musique au plus grand nombre. La vingtaine de concerts que l'OM présente dans une dizaine d'arrondissements chaque saison grâce à plus de trente ans de collaboration avec le Conseil des arts de Montréal en tournée en témoigne. C'est dans cet esprit que l'OM, soutenu par l'arrondissement Ville-Marie, présentait à l'automne 2018 Les Mercredis OM. Par le biais de trois concerts-causeries, le public présent au Square Cabot a pu se familiariser avec les grandes lignes de l'histoire de la musique dite classique donnés par des musiciens de l'Orchestre Métropolitain et animés par Mario F. Paquet, grand passionné du répertoire classique et animateur à la radio de Radio-Canada pendant plus de trente ans.

L'appréciation, autant celle du public que des musiciens et conférencier ayant pris part au projet l'an dernier, motive l'OM a renouveler cette initiative porteuse à l'automne 2019. Le projet se déroulerait les mercredis 4, 11 et 18 septembre, entre 11h30 et 13h, au Square Dorchester, ou à nouveau au Square Cabot, ou encore dans un autre endroit à convenir avec l'agent culturel de l'arrondissement. Chaque semaine, une époque différente sera présentée: baroque, classique, romantique-post-romantique et contemporaine. Différents groupes de musiciens de l'Orchestre Métropolitain interpréteront des extraits d'œuvres qui caractérisent ces grandes époques alors que Mario F. Paquet en décrira les grandes lignes historiques et faits marquants, tout en présentant les compositeurs clés via les interprétations des musiciens de l'OM. Le public sera invité à poser des questions et à échanger avec les musiciens en fin de rencontre. En cas de pluie, les rencontres seraient reprises les jeudis.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

L'Orchestre Métropolitain a entrepris un virage important dans ses communications. Avec une activité foisonnante sur les médias sociaux, sa présence soutenue favorise l'engagement des personnes qui suivent l'OM, notamment les nouvelles générations de mélomanes. Le dynamisme et la créativité dont fait preuve l'organisation par l'entremise de ses différentes plateformes démontrent bien son caractère humain, audacieux et témoignent de sa volonté à être, et à demeurer, près des gens.

L'Orchestre Métropolitain est présent sur Facebook, Instagram et Twitter. Sa page Facebook demeure son réseau social le plus actif. La page a passé le cap des 15 000 abonnés. L'OM fera la promotion des Mercredis OM via les médias sociaux et son infolettre où plus de 10 000 personnes sont abonnés. L'OM prévoit également la conception et la distribution de cartes postales du projet aux résidents et commerçants de l'arrondissement Ville-Marie. Pour toutes ces démarches, la visibilité à l'arrondissement sera accordée selon les paramètres fixés par ce dernier et accompagnée de la mention stipulant que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie ».

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Orchestre Métropolitain (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Jennifer Bourdages Chef, Relations gouvernemen

Date : 19 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Orchestre Métropolitain

Nom du projet : Les Mercredis OM

Date de réalisation : 4, 11 et 18 septembre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15 000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	15 000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	5 556,32		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	5 556,32		
TOTAL DES REVENUS	20 556, 32		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels	1673,24		1500
Main-d'œuvre technique	2400		2000
Cachets	4622,92		4500
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	3935,16		3500
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	1900		1900
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	1650 transport		1600
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	16 181,32		15 000
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	600		
Frais de représentation			
Dossiers de presse	200		
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	700		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	200		
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie	475		
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	2175		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	1600		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation	600		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	2200		
TOTAL DES DÉPENSES	20 556,32		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

Les Mercredis OM

Projet détaillé

L'Orchestre Métropolitain se distingue par son accessibilité, sa grande proximité avec le public. Au cœur de sa mission, aller à la rencontre des gens, dans leur milieu, pour offrir la musique au plus grand nombre. Ce mandat est au centre des activités de l'OM depuis sa fondation en 1981 et ses trente années de présence dans une dizaine d'arrondissements de la métropole dans le cadre du Conseil des arts de Montréal en tournée témoignent de cette volonté d'être l'Orchestre des Montréalais. L'OM vit actuellement une période de croissance marquée et ses récents succès, notamment ceux entourant sa toute première tournée internationale en novembre 2017, n'ont qu'accentué son désir de se rapprocher du public pour partager la grande passion qui anime ses musiciens et son charismatique chef Yannick Nézet-Séguin. Par cette approche, l'OM veut démontrer à l'ensemble des citoyens que tous ont leur place dans les salles de concert.

Grâce au soutien financier de l'arrondissement Ville-Marie, l'OM présentait en août et septembre 2018 *Les Mercredis OM*. Cette série de trois (3) concerts/rencontres donnés au Square Cabot a permis à la centaine de gens réunis chaque semaine de profiter d'une animation musicale à l'heure du lunch. L'OM sollicite à nouveau l'appui de l'arrondissement pour renouveler en septembre 2019 cette initiative porteuse. Trois (3) nouveaux rendez-vous seraient offerts aux mélomanes, l'endroit serait décidé avec l'arrondissement et les agents culturels, selon la capacité d'accueil et la disponibilité des lieux. Pensons au Square Dorchester, au Square Phillips ou alors à nouveau au Square Cabot.

Les mercredis 4, 11 et 18 septembre 2019, Mario F. Paquet, grand passionné de musique et animateur à la radio de Radio-Canada pendant plus de trente ans, accueillera le public avec différents groupes de musiciens de l'OM. Lors de ces concerts-causeries, ils aborderont les grandes périodes de l'histoire de la musique dite classique. Au terme des trois (3) rendez-vous, les gens auront fait un survol de l'histoire de la musique « classique », ils auront ainsi des outils pour mieux distinguer et apprécier chacune des grandes périodes. Ces rencontres permettront également aux gens du public de découvrir à quel courant musical il s'associe davantage et leur donnera aussi des clés pour être en mesure de profiter au maximum des différentes propositions. Le répertoire de la musique classique est très vaste, trop souvent les gens n'ont pas l'opportunité de découvrir la diversité du répertoire qui s'offre à eux. Les rendez-vous seront présentés sous forme de causeries, alimentées par des prestations musicales offertes par différents groupes de musiciens de l'OM. Les œuvres au programme viendront appuyer les propos de Mario et donner des exemples qui permettront aux gens de distinguer les éléments marquants de chacune des grandes périodes de l'histoire de la musique. Chacune de ces rencontres se soldera par une discussion entre le public, les musiciens et Mario F. Paquet.

Calendrier de réalisation

MERCREDI 4 SEPTEMBRE 2019 : L'ÉPOQUE BAROQUE
Représentée par un quintette de cuivres formé de musiciens de l'OM et illustrée par des œuvres de Bach, Purcell, Haendel, Albinoni, etc.

MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2019 : LES ÉPOQUES CLASSIQUE ET ROMANTIQUE
Représentées par un quatuor à cordes composé de musiciens de l'OM qui interprétera des extraits d'œuvres de Mozart, Haydn, Beethoven, Schubert, etc.

MERCREDI 18 SEPTEMBRE 2019 : LE POST-ROMANTISME ET D'AUTRES STYLES DU XX SIÈCLE À AUJOURD'HUI
Représenté par un avec un quintette à vent formé de musiciens de l'OM et illustrée avec des œuvres de Ibert, Nielsen, Schmitt, Françaix, etc.

L'espace choisi (Square Cabot, Square Dorchester ou autre) sera transformé en *salle de concert* pour la présentation de ces rencontres. L'Orchestre Métropolitain fournira des chaises pour les gens du public ainsi qu'un petit chapiteau pour abriter les musiciens qui doivent tenir leurs instruments loin du soleil et de la pluie. Ces prestations/animations seront sonorisées pour assurer un périmètre de diffusion le plus étendu possible et favoriser les échanges entre le public et les intervenants. Le directeur technique de l'Orchestre sera présent pour veiller au bon déroulement de chacun des concerts. Si la météo ne permet pas la tenue d'une des rencontres, celle-ci sera reportée au lendemain.

Clientèles ciblées et nombre de participants visés

Ayant accueilli environ 120 personnes par rencontre lors des rendez-vous de 2018, l'OM espère rejoindre encore plus de gens pour cette 2^{e} édition des Mercredis OM. Bien que la clientèle ciblée soit d'abord et avant tout les résidents de l'arrondissement Ville-Marie, l'activité est bien entendu offerte à tous. Évidemment, les travailleurs des commerces et organismes environnants le lieu choisi pour la réalisation du projet sont également ciblés par ce projet.

Stratégie de promotion et de communication du projet

Résumé du plan de communication

L'OM a pris un important virage dans ses communications. Avec une activité foisonnante sur les médias sociaux, sa présence soutenue favorise l'engagement des personnes qui suivent l'OM, notamment les nouvelles générations de mélomanes. Le dynamisme et la créativité dont l'équipe de communications fait preuve démontrent son caractère humain, audacieux et témoignent de sa volonté à être, et à demeurer, près des gens.

L'Orchestre Métropolitain est présent sur Facebook, Instagram et Twitter. Sa page Facebook demeure son réseau social le plus actif. La page passé le cap des 15 000 abonnés. L'OM fera la promotion des Mercredis OM via les médias sociaux et son infolettre où plus de 10 000 personnes sont abonnés. L'OM prévoit également la conception et la distribution de cartes postales du projet aux résidents et commerçants de l'arrondissement Ville-Marie. Pour toutes ces démarches, la visibilité à l'arrondissement sera accordée selon les paramètres fixés par ce dernier et accompagnée de la mention stipulant que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie ».

PLAN DE VISIBILITÉ

1) Plan de visibilité général
   - Publication sur les médias sociaux (1/semaine) à partir du mois d'août pour annoncer les activités ;
   - Publicités sur les médias sociaux Facebook et Instagram (en continu : 1 mois avant) ;
   - Relations de presse : presse de quartier, médias spécialisés culture, médias généralistes.

   Logo et/ou mention de l'Arrondissement Ville-Marie :
   - Sur tous les éléments visuels d'affichage dans les aires de l'événement ;
   - Sur l'affichage des commanditaires à l'inscription ;
   - Sur les publicités annonçant l'événement ;
   - Hyperlien sur le site de l'OM ;
   - Dans toutes les infolettres de l'OM en septembre 2019 ;
   - Visibilité dans les aires officielles de l'événement (format à définir).

   Relations de presse :
   - Envoi d'un communiqué de presse au courant du mois d'août 2019 ;
   - Mention dans les communiqués de presse ;
   - Insertion d'un message ou publicité dans le dossier de presse ;
   - Insertion d'un message ou vidéo promotionnelle sur les réseaux sociaux de l'OM ;
   - Entrevue avec un média télévisuel ou radiophonique, s'il y a lieu ;
   - Autres privilèges : Remerciements sur scène lors de la session d'ouverture et de fermeture de l'événement ;
   - Photos de l'événement.

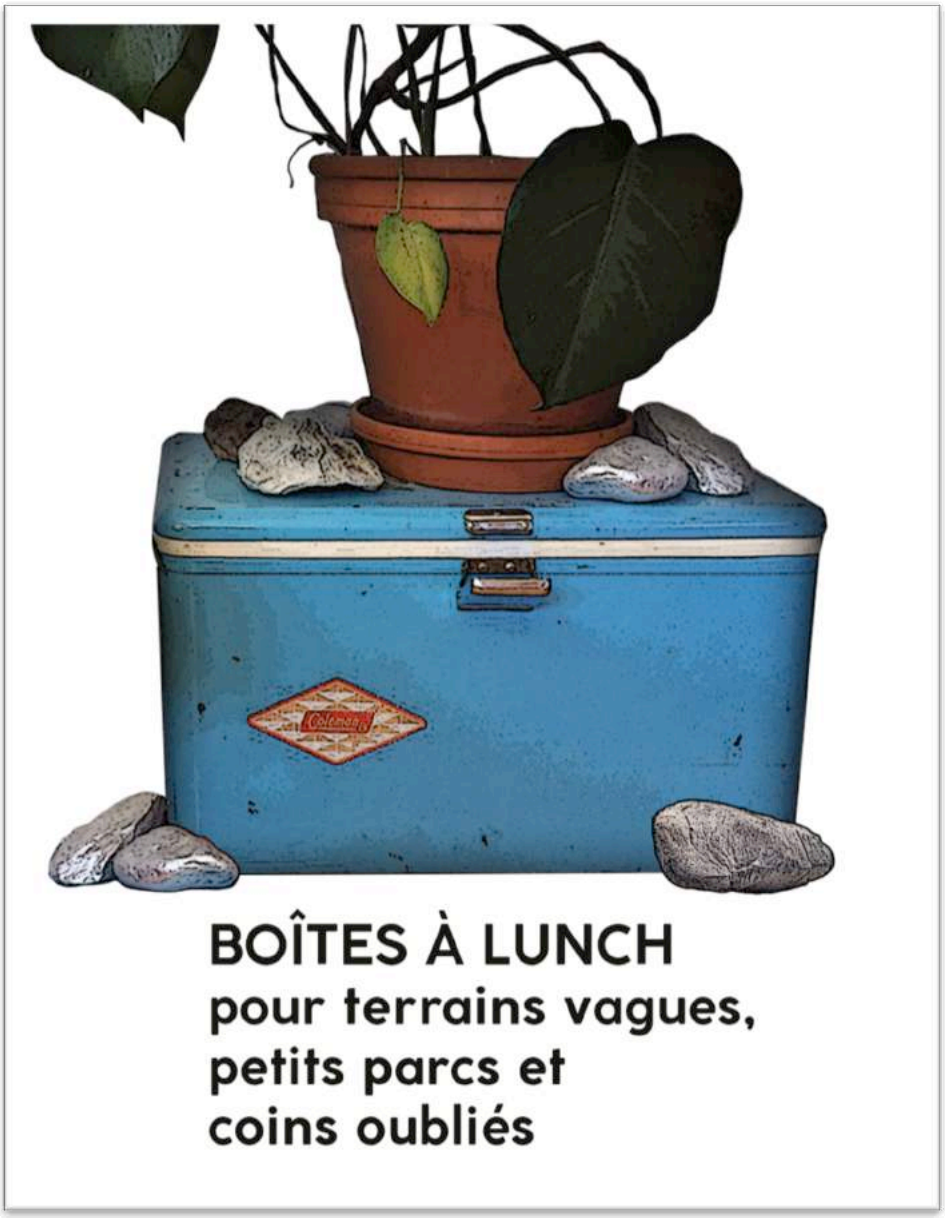
2) Clientèles visées
   - Résidents actifs et jeunes familles fréquentant le quartier Ville-Marie ;
   - Travailleurs du quartier (autour du lieu choisi) ;
   - Retraités du quartier Ville-Marie.

3) Outils de promotion et de communication privilégiés
   - Facebook, Instagram, Twitter
   - Communiqué de presse (mention de l'arrondissement)
   - Infolettre (mention de l'arrondissement)
   - Visibilité sur le site (bannières)

4) Rayonnement prévu

   Nous croyons qu'il est envisageable d'atteindre une assistance d'environ une centaine de personne pour chacune des activités. Le rayonnement en dehors de l'événement, par les différentes stratégies de communication, peut également avoir un effet de levier tant sur les Mercredis OM en question que sur les autres activités prévues par l'arrondissement Ville-Marie.

DEMANDE DU PÉRISTYLE NOMADE
Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019
VOLET I - INTERVENTIONS DANS L'ESPACE PUBLIC





DOCUMENT PDF 01

Pour le projet

1. Formulaire d'inscription et fiche de budget (Annexe 1)
2. Description sommaire du projet
3. Description détaillée du projet
    - Origine, objectifs et appartenance au territoire
    - Programmation : volet estival et volet événementiel
    - Lieux et dates de réalisation
    - Plan des sites envisagés pour les 5 « pique-niques parcours »
4. Étapes et calendrier de réalisation
5. Clientèles visées et rayonnement prévu
6. Cibles et indicateurs de réussite
7. Plan de communication
8. Équipe de création et de production
9. Profils des principaux artistes et créateurs
10. Formes de partenariat développées
11. Lettre d'appui du partenaire

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Péristyle Nomade

Statut juridique : OBNL culturelle Date d'incorporation : 27 novembre 2006

Adresse du siège social 1321 rue de Champlain, Mtl, Qc Code postal : H2L 2R9

Téléphone : 514-941-3753 (cell.) Télécopieur :

Site Internet : www.peristylenomade.org

Nom du mandataire désigné : Catherine Lalonde Titre : Directrice artistique

Téléphone (bureau) : Cellulaire : 514-941-3753

Adresse courriel : catmassecar@hotmail.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Le Péristyle Nomade mobilise artistes et créateurs pour réaliser des œuvres qui revalorisent et alimentent les rouages de nos communautés. Il met en place des plateformes de diffusion alternatives; l'art interdisciplinaire s'y affirme par des interventions impromptues, des dons d'œuvres éphémères ou durables, et des évènements rassembleurs.
Laissant libre cours au métissage des disciplines, l'art urbain, l'art hybride, les performances et l'art numérique se rencontrent et s'insèrent dans le paysage urbain, tout en favorisant la rencontre et le dialogue avec la communauté.
L'approche générale repose sur un ensemble d'interventions tantôt anonymes, tantôt revendiquées, s'affichant en tant qu'œuvres d'art dans l'espace urbain.
Le Péristyle Nomade est aussi un agent de transformation. Par le biais des arts, il redonne leur beauté aux espaces abandonnés, encourage l'appropriation de l'espace public, et crée un environnement fécond où peuvent se développer le rapprochement social et les principes d'autogestion.
Les projets in situ du Péristyle Nomade se répartissent en quatre familles :
> L'organisation d'évènements d'art urbain
> Les projets de recherche et les ateliers
> Les projets relationnels avec la communauté
> Les parcours et déambulations
(Voir historique et réalisations de l'organisme dans le document PDF 2)

Information sur le projet

Titre du projet : Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits pars et coins oubliés

Date(s) de réalisation : Juillet et août 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : /

Lieu(x) de réalisation : Petits parcs et lieux publics à l'est de Parthenais et au sud d'Ontario

Discipline :
- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☒ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 10 850 $ $

Montant du soutien financier demandé : 8 600 $ $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le projet Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés propose une expérience de déambulation urbaine pour casser la croûte autrement dans le quartier Sainte-Marie. Les résident.es avoisinant le nouvel emplacement de la coopérative de travail Touski (2375 rue Sainte-Catherine est) et la population locale sont conviés à participer activement à des balades et à des interventions artistiques inspirées par le thème du repas collectif en plein air.

Dans un premier temps, le volet estival met à la disposition des citoyen.nes des cartes et des nappes géographiques suggérant une série de « circuits insolites pour piqueniqueur.euse.s urbain.e.s », c'est à dire des balades libres dans le quartier pour (re)découvrir différents espaces publics pour piqueniquer. Une exposition de photos mettant en valeur différents lieux du secteur ornera également les murs du Touski tout au long de l'été.

Dans un deuxième temps, le volet événementiel, diffusé sur une période de deux semaines, propose cinq expériences de parcours accompagnées de boîtes à lunch trafiquées. Les contenus mis à la disposition des participant.e.s permettent d'occuper et d'activer les lieux par le biais d'outils artistiques imaginés pour chaque espace (mode d'emploi, suggestions d'actions, signalétique, balado, etc.).

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

PLAN DE COMMUNICATION – RÉSUMÉ
Communiqués, capsules web, microblogage et porte-à-porte

La promotion des "Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés" se fera conjointement avec le Touski. Nous prévoyons diffuser deux communiqués officiels; réaliser deux capsules vidéo promotionnelles; distribuer des cartons d'invitation aux citoyen.nes habitant à proximité de nos lieux d'interventions; et effectuer du microblogage sur les réseaux sociaux du Péristyle Nomade (Instagram et Facebook) et du Touski (Facebook).

Le travail de relation de presse sera assumé par l'équipe du Péristyle Nomade et du Touski. Le logo de l'arrondissement Ville-Marie sera présent sur tous les documents réalisés pour faire la promotion du projet (outils imprimés et outils électroniques).

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☐ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Péristyle Nomade (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Catherine Lalonde directrice artistique

Date : 21.02.2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Péristyle Nomade

Nom du projet : Bortes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés

Date de réalisation : Juillet et aoot 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles - Volet 1	8600$		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	8 600$		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	500$		
Commandites en biens et services	350$		
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	700$		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services	700$		
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	2250$		
TOTAL DES REVENUS	10 850$		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels	750$		
Main-d'œuvre technique	250$		
Cachets	3000$		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site	150$		
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	300$		
Matériel	1250$		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires	200$		
Location de véhicules	150$		
Assurances	1500$		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson	130$		
Achat de nourriture	300$		
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	120$		
Autre (précisez) frais d'exposition	500$		
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	8 600$		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	700$		
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	450$		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie	250$		
Production vidéo	350$		
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	1750$		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	350$		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	150$		
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	500$		
TOTAL DES DÉPENSES	10 850$		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0$		



ANNEXE 1 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Nom de l'organisme: **Péristyle Nomade**
Nom du projet: ***Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés***
Date de réalisation: **Juillet et août 2019**

REVENUS	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION de l'aide de l'arrondissement
Arrondissement Ville-Marie - volet 1	8600	0	
Commandites Caisse d'économie solidaire (via le Touski - pour l'exposition)	500	0	
Commandites du Touski - vernissage et repas pour les bénévoles	350	0	
Contribution des partenaires en services - Touski (salle, communication et coordination)	700	0	
Contribution de l'organisme demandeur	700	0	
Total des revenus	**10850**	**0**	**0**

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION de l'aide de l'arrondissement
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Honoraires professionnels : direction de production	750 $	- $	
Main-d'oeuvre technique : sérigraphie / impressions	250 $	- $	
Cachets des artistes créateurs 3 x 750$ (parcours et dramaturgie, arts visuels, composition)	2 250 $	- $	
Cachet de scénographe 1 x 750$	750 $	- $	
Location de salle ou site (entreposage de matériel Touski)	150 $	- $	Service Touski
Aménagement de la salle ou du site (achat, location) / Cartes et nappes géographiques	300 $	- $	
Matériel (5 conceptions de boîtes & outils thématiques x 150$ / 5 dispositifs sonores x 100$)	1 250 $	- $	
Frais d'exposition - Touski (matériaux, impressions, encadrement, aménagement de la salle)	500 $	- $	Commandite
Installations sanitaires	200 $	- $	Service Touski
Location de véhicules (transports et achats de matériaux)	150 $	- $	
Assurances - domaine public	1 500 $	- $	
Achat de boisson - vernissage Touski	130 $	- $	Commandite
Achat de nourriture - vernissage Touski 100$ / Réunion et soirée de remerciement 200$	300 $	- $	Commandite 100$
Frais reliés aux bénévoles - repas Touski (volet événementiel)	120 $	- $	Commandite
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	**8 600 $**	**- $**	
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse : contribution du Péristyle Nomade & Touski	700 $	- $	Touski et Péristyle
Production d'imprimées: conception, rédaction et impression	450 $	- $	
Photographie	250 $	- $	
Production vidéo	350 $	- $	
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	**1 750 $**	**- $**	
ADMINISTRATION	- $	- $	
Coordination du projet : contribution du Péristyle Nomade	350 $	- $	Service Péristyle
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi	150 $	- $	
TOTAL ADMINISTRATION	500 $	- $	
TOTAL DES DÉPENSES	10 850 $	- $	
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	**- $**	**- $**	



Description sommaire du projet

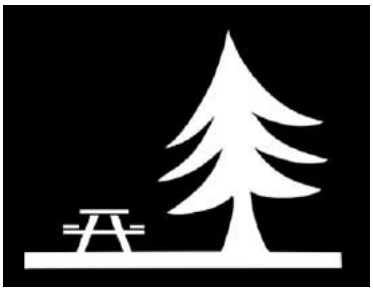
Le projet ***Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés*** propose une expérience de déambulation urbaine pour casser la croûte autrement dans le quartier Sainte-Marie. Les résident.es avoisinant le nouvel emplacement de la coopérative de travail Touski (2375 rue Sainte-Catherine est) et la population locale sont conviés à participer activement à des balades et à des interventions artistiques inspirées par le thème du repas collectif en plein air.

Dans un premier temps, le **volet estival** met à la disposition des citoyen.nes des cartes et des nappes géographiques suggérant une série de « circuits insolites pour piqueniqueur.euse.s urbain.e.s », c'est à dire des balades libres dans le quartier pour (re)découvrir différents espaces publics pour piqueniquer. Une exposition de photos mettant en valeur différents lieux du secteur ornera également les murs du Touski tout au long de l'été.

Dans un deuxième temps, le **volet événementiel**, diffusé sur une période de deux semaines, propose cinq expériences de parcours accompagnées de boîtes à lunch trafiquées. Les contenus mis à la disposition des participant.e.s permettent d'occuper et d'activer les lieux par le biais d'outils artistiques imaginés pour chaque espace (mode d'emploi, suggestions d'actions, signalétique, balado, etc.).









Description détaillée du projet

Origine, objectifs et appartenance au territoire

C'est le tissu urbain du Centre-Sud qui a fait naître l'idée des ***Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés***; c'est-à-dire que le projet a été imaginé sur mesure pour le quartier, la configuration de son territoire, les modes de déplacement et la vie sociale.

Quand nous avons découvert que le nouvel emplacement du café Touski n'avait plus sa grande cour arrière et son jardin permettant de faire une pause urbaine, nous, les artistes et les ami.e.s du Péristyle Nomade et du Touski, résident.e.s de Sainte-Marie, avons arpenter les rues et les ruelles pour découvrir quels lieux pourraient procurer les mêmes bienfaits : **quels sont les meilleurs endroits pour interrompre momentanément le travail, pour se reposer, pour s'évader, pour se changer les idées**, entre l'inaccessible fleuve, le trafic de la rue Notre-Dame et de la rue Ontario, les espaces verts longeant la piste cyclable, les terrains abandonnés, les petits parcs et les nombreuses ruelles?

Nous avons donc imaginé des expériences urbaines de déambulation artistique qui permettraient aux résident.es de Sainte-Marie :

- de (re)découvrir différents espaces publics pour piqueniquer dans le quartier
- de s'approprier le territoire par la balade libre en se rendant à différents lieux pour prendre une pause (à l'aide d'une carte géographique créée sur mesure)
- de prendre part à une expérience artistique de mise en scène du pique-nique (en empruntant une des 5 boîtes à lunch trafiquées et en suivant le mode d'emploi)

Avec les *Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés* nous avons imaginé des activités artistiques **qui** :

- **mettent en place** des œuvres et des dispositifs artistiques permettant une mise en relation entre le citoyen/citoyenne et son environnement.
- **placent le citoyen/citoyenne** au coeur de l'intervention artistique et qui appelle à la participation active dans l'action.
- **permettent de faire naître** un sentiment d'appartenance face à son environnement quotidien. Nous croyons que les bienfaits de l'appartenance au territoire ne sont plus à démontrer, tant sur le plan de la sécurité, de la propreté, de l'engagement citoyen, etc. L'art sera ici véhicule de la relation au territoire, mais aussi dépositaire du bagage symbolique permettant l'émergence de cette relation.



Programmation

La programmation comprend deux volets : **le volet estival**, présenté durant les mois de juillet et août 2019 et **le volet événementiel**, présenté entre le 02 et le 11 juillet 2019.

Cette double programmation d'activités propose une variété d'expériences tout en offrant une grande accessibilité aux projets : en plus de proposer des activités qui ont comme point de départ le Touski, selon des horaires fixes, certains outils seront disponibles en téléchargement mobile tout l'été (les cartes géographiques du volet estival et les pièces radiophoniques disponibles en baladodiffusion).

VOLET ESTIVAL
COMPRENANT :

- des cartes et des nappes géographiques pour piqueniqueur.euse.s urbain.e.s
- une exposition de photos sur les murs du Touski

Disponible en téléchargement mobile et en format imprimé, la **carte géographique** pour « piqueniqueur.euse.s urbain.e.s » mettra en valeur la diversité des petits espaces publics du quartier (connus et moins connus).

Outil de choix pour les aventuriers du quartier, et pour les amoureux de la balade libre dans la ville, cette carte identifiera, à l'aide d'icônes, de symboles ludiques et de tracés, différentes zones propices au repos, à la lecture sous des arbres, à l'introspection, à l'exercice, à la contemplation de trafic ou de bateaux. Cette carte comprendra également des suggestions de parcours pour se rendre à destination en empruntant, par exemple, une ruelle peu connue ou tout autre détour inattendu.

Le périmètre pressenti pour cette carte sera délimité par la rue Ontario au nord, le fleuve au sud; la voie ferrée à l'est et la rue Parthenais ou de Lorimier à l'ouest. La sélection finale des lieux se fera à la fin du mois d'avril, lorsque nous reprendrons les marches de repérage dans le quartier. Ces marches s'effectueront avec la complicité de citoyen.nes et de membres du Touski qui demeurent dans ce périmètre et qui ont l'habitude de traverser les lieux.

Pour ajouter une touche de ludisme à la carte géographique, des nappes géographiques seront imprimées en édition limitée. Disponible pour un prêt d'une journée, la carte géographique sera sérigraphiée en grand format sur des nappes de pique-nique.

Outils à développer pour le volet estival :

- Impression de cartes géographiques (+ ou – 500) : suggestion de balade dans le quartier pour (re)découvrir différents espaces publics pour prendre une pause ou pour piqueniquer – Parcours autonome / déambulation libre / suivez la carte!
- Production de nappes géographiques (+ ou – 20) : outils de choix pour les piqueniqueur.euse.s urbain.e.s! La nappe géographique est à la fois un accessoire indispensable pour un repas ou une pause en plein air et un géolocalisateur de petits espaces publics!

La dernière activité du volet estival est celle de l'exposition photos sur les murs du Touski. Les images imprimées mettront en valeur les petits parcs et coins oubliés du quartier et proposeront des mises en scène de pique-niques inusitées. Cette exposition contribuera à mettre en valeur le territoire que nous habitons et fera la promotion des parcours disponibles à tous et à toutes.



Exposition au Touski :

- Exposition de photos sur les murs du Touski : photos de mise en scène de pique-niques potentiels dans le quartier
- Soirée vernissage : exposition et lancement des parcours; avec diffusion sonore des pièces radiophoniques et autres performances – à confirmer –

VOLET ÉVÉNEMENTIEL
COMPRENANT :

- *« Pique-niques parcours »*
  - 5 expériences de parcours
  - 5 environnements sonores & pièces radiophoniques (Hörspiel)
  - 5 conceptions de boîtes à lunch thématiques
  - 5 thématiques à explorer
  - 5 lieux à animer et à mettre en scène par les citoyen.nes!

Les 02, 03, 04 juillet et les 09, 10, 11 juillet, le public pourra vivre l'expérience des «*Pique-niques parcours ».* Ayant comme point de départ le Touski, les petits groupes de participant.es pourront réserver gratuitement, pour une durée de deux heures, une des cinq boîtes à lunch thématiques pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés (suggestion de groupes de 5 à 10 personnes).

Qu'est-ce qu'une boîte à lunch thématique?

- C'est un objet qui reprend l'esthétique de la boîte à lunch, de la glacière ou encore du panier de pique-nique, mais qui trafique son mode d'utilisation habituel.
- C'est une proposition artistique où les participant.es découvrent sur le moment le contenu de leur boîte à lunch, c'est à dire : les règles du jeu et le mode d'emploi.
- C'est un parcours à suivre pour se rendre vers une destination, accompagné d'une sélection d'outils artistiques imaginés pour chaque espace : accessoires d'occupation des lieux, décorations, suggestions d'actions, signalétique, pièces radiophoniques, etc.
- C'est une création unique et inusitée qui appelle à la participation citoyenne, et qui propose aux participant.es de se mettre en scène eux-mêmes dans l'espace public.

À titre d'exemple, les thématiques à explorer pourraient être celles : de l'espace insolite / de l'espace champêtre / de l'espace caché; ou des thématiques spéciales inspirées des 32 boîtes de soupes Campbell d'Andy Warhol, ou encore des oiseaux de nuit pour accompagner les feux d'artifice du mercredi soir.

Chaque boîte à lunch comprendra également une création unique d'**environnement sonore** et une **pièce radiophonique** (un *Hörspiel**).

Les environnements sonores seront créés à partir de 'filed recording', de l'écologie sonore du quartier et de collages bruitistes. Le tout formera une liste de lectures sonores à écouter sur les lieux de pique-nique. Chaque boîte comprendra un système autonome de diffusion (petit lecteur MP3, lecteur cassette, etc.).

Les *Hörspiel* ou courtes pièces radiophoniques, seront composés d'entrevues citoyennes et de musique variée. Les entrevues seront effectuées auprès des gens qui nous aideront à sélectionner les lieux à la fin du mois d'avril. Ces personnes pourront nous parler de leur relation au territoire, au quartier et de leurs recommandations de lieux de pique-nique.



Les pièces radiophoniques pourront être écoutées durant le parcours, mais seront également disponibles en téléchargement mobile tout l'été (à écouter en baladodiffusion).

> ***Qu'est-ce qu'un Hörspiel?** *Pièce radiophonique composée d'éléments sonores hétérogènes. Musique, bruits, voix et silence s'y mélangent pour donner corps à une œuvre destinée aux ondes et dont le caractère expérimental l'affranchit de toute forme de hiérarchisation*.

Outils à développer pour le volet événementiel :

- Création/ modification de cinq boîtes à lunch. À titre d'exemple : panier en osier; glacière vintage; boîte à lunch en métal; baluchon au bout d'un bâton; etc.
- Création de 5 environnements sonores et pièces radiophoniques pour accompagner les 5 lieux : entrevues et créations sonores (ce que le lieu représente; les sons qu'on y retrouve; les transformations possibles)
- Outils thématiques pour accompagner chaque concept de boîte à lunch. À titre d'exemple :
  - Mode d'emploi ludique pour chaque 'pique-nique parcours'
  - Recommandations et suggestions d'actions à faire sur les lieux
  - Circuit pour se rendre au lieu (balade découverte)
  - Mobilier nomade et signalétique pour chaque lieu
  - Chaque boîte à lunch comprendra certains accessoires indispensables pour un pique-nique, mais fera également l'objet d'altérations: nappe ou couverture / assiettes et verres réutilisables / costumes, chapeaux / chasse-moustiques / petit lecteur sonore / appareil photos pour immortaliser les souvenirs / « en cas de pluie… » / etc.

*À noter que les boîtes à lunch ne comprennent pas un repas comme tel, voir même que l'expérience pourrait se vivre sans nourriture. Cela dit, les gens seront quand même invités à apporter leur propre goûter ou pourront profiter des services du café Touski.

Lieux et dates de réalisation

Dates de réalisation - **volet estival :** juillet et août 2019
Lieux de réalisation : La sélection finale des lieux pour la carte et la nappe géographiques se fera à la fin du mois d'avril. Le périmètre pressenti pour cette carte est délimité par la rue Ontario au nord et le fleuve au sud / la voie ferrée à l'est et la rue Parthenais ou de Lorimier à l'ouest.

Dates de réalisation - volet événementiel : les 02, 03, 04 juillet et les 09, 10, 11 juillet 2019
Lieux de réalisation : la sélection finale des 5 lieux pour les *« Pique-niques parcours »* se fera à la fin du mois d'avril. Voici, à titre d'exemple, 5 lieux potentiels (voir plan des sites envisagés) :

1. Espace vert adjacent à la piste cyclable : coins Jean Langlois et Dufresne
2. Espace vert adjacent à la piste cyclable : coins Bercy et Sainte-Catherine
3. Parc Jos-Monferrand
4. Parc Olivier-Robert
5. Parc Sainte-Marie

Horaire prévisionnel du volet événementiel

Semaine 1	Semaine 2
Mardi 02 juillet 4 parcours & 2 départs : 15h et 17h **& une soirée vernissage 19h au Touski**	**Mardi 09 juillet** 4 parcours & 2 départs : 15h et 17h
Mercredi 03 juillet 4 parcours & 2 départs : 15h et 17h & **1 spécial feux d'artifice à 21h**	**Mercredi 10 juillet** 4 parcours & 2 départs : 15h et 17h & **1 spécial feux d'artifice à 21h**
Jeudi 04 juillet 4 parcours & 2 départs : 15h et 17h	**Jeudi 11 juillet** 4 parcours & 2 départs : 15h et 17h

Plan des sites envisagés pour les 5 « pique-niques parcours »





Étapes et calendrier de réalisation

Avril 2019

- Réponse du soutien financier de l'arrondissement Ville-Marie (délai de huit semaines) – mise à jour du budget, de l'échéancier et du projet
- Reprise des marches et repérage des lieux dans le quartier
- Réunion de production #01
- Sélection finale des lieux et des parcours pour le volet estival et le volet événementiel
- Enregistrements sonores et entrevues citoyennes

Mai 2019

- Conception et création des différents outils
- Sélection esthétique et thématique
- Séance photo (fin mai : selon la température)
- Réunion de communication Touski & Péristyle Nomade
- Réunion de production #02

Juin 2019

- Achat et confection des différents outils
- Création des outils de communication (voir plan de communication)
- Finalisation des créations sonores / préparation de la baladodiffusion
- Distribution porte-à-porte de cartons d'invitation
- Diffusion de la première capsule web : 3 semaines avant le lancement
- Diffusion du premier communiqué : 2 semaines avant le lancement
- Réunion de production #03
-

Juillet 2019

- Réunion de production #04
- Vernissage, lancement du projet estival et événementiel : mardi 02 juillet
- Diffusion du volet événementiel : 02, 03, 04 juillet et 09, 10, 11 juillet
- Bilan du volet événementiel : fin juillet ou début août
- Diffusion du deuxième communiqué : fin juillet

Août 2019

- Suite de la diffusion du volet estival : juillet et août 2019
- Diffusion de la seconde capsule web : début août
- Réunion post mortem : fin août / début septembre
- Bilan du volet estival : fin août / début septembre
- Lettres de remerciements à nos partenaires, aux participant.es et collaborateurs



CLIENTÈLES VISÉES ET RAYONNEMENT PRÉVU

Le processus de création général du Péristyle Nomade relève des pratiques artistiques relationnelles et infiltrantes. Ce type de démarche met au premier plan l'échange entre des artistes professionnels et des citoyens ainsi que la création et la diffusion d'œuvres dans l'espace public. Nos projets priorisent la qualité des rencontres plutôt que le volume de l'achalandage.

La clientèle de Sainte-Marie-Saint-Jacques et la réalité socio-économique de celle-ci sont très variées. Le projet des ***Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés*** vise à rejoindre la communauté de façon inclusive. Les différents parcours et expériences de déambulations sauront rejoindre, nous l'espérons, tous les groupes d'âges et d'intérêts différents (par la variété de lieux, de thèmes et d'horaires proposés).

- Pour le volet événementiel, nous aimerions rejoindre 150 personnes par semaines avec les 4 parcours (2 départs) et le spécial feu d'artifice (et la soirée de lancement la première semaine). **Pour un total de 300 personnes**.
- Pour le volet estival (juillet et août), nous aimerions rejoindre **+ ou - 500 personnes** avec les cartes et les nappes géographiques (suggérant une série de circuits libres pour piqueniqueurs urbains).

  Pour un total de 800 personnes

CIBLES ET INDICATEURS DE RÉUSSITE

L'équipe du Péristyle Nomade se dote de différents indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour évaluer la réussite de ses projets. Pour les ***Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés*** le Péristyle Nomade prévoit les outils suivants :

1- Tableau synthèse quantitatif des statistiques de participation :
   - 1.1 Taux de fréquentation des parcours événementiels
   - 1.2 Taux de participation aux activités du volet estival
   - 1.3 Nombre de cartes géographiques distribuées
   - 1.4 Mesure de l'audience sur le site internet et les réseaux sociaux (clientèle web)

2- Livre d'appréciation des activités :
   - Appréciation des activités proposées
   - Suggestions pour des activités futures



PLAN DE COMMUNICATION
Communiqués, capsules web, microblogage et porte-à-porte

La promotion des ***Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés*** se fera conjointement avec le Touski. Nous prévoyons diffuser deux communiqués officiels; réaliser deux capsules vidéo promotionnelles; distribuer des cartons d'invitation aux citoyens habitant à proximité de nos lieux d'interventions; et effectuer du microblogage sur les réseaux sociaux du Péristyle Nomade (Instagram et Facebook) et du Touski (Facebook);

Le travail de relation de presse sera assumé par l'équipe du Péristyle Nomade et du Touski. Le logo de l'arrondissement Ville-Marie sera présent sur tous les documents réalisés pour faire la promotion du projet (outils imprimés et outils électroniques).

RÉDACTION DE COMMUNIQUÉS
Nous prévoyons diffuser deux communiqués officiels :

1. Le premier pour inviter la clientèle à participer au volet événementiel et au lancement du projet (2 semaines avant le lancement)
2. Le second pour informer la clientèle de la suite du volet estival (fin juillet 2019)

CRÉATION DE CAPSULES WEB
Nous prévoyons réaliser et diffuser deux capsules web :

1. La première, pour piquer la curiosité sur les réseaux sociaux (3 semaines avant le lancement)
2. La seconde, pour présenter quelques résultats du volet événementiel et pour inciter les gens à participer au volet estival (début août 2019)

RELATION DE PRESSE
Le travail de relation de presse sera assumé par l'équipe du Péristyle Nomade et du Touski pour la diffusion des communiqués dans les réseaux sociaux, les médias numériques (locaux et communautaires) et dans certains journaux ciblés. Notre calendrier d'activités sera également diffusé via les réseaux de nos partenaires (bulletins informatiques, babillards culturels, calendrier de l'arrondissement Ville-Marie, etc.).

APPROCHE CITOYENNE PERSONNALISÉE (cartons d'invitation)
Une attention particulière sera portée aux citoyens habitant à proximité de nos lieux d'interventions : une distribution porte-à-porte de petits cartons d'invitation sera effectuée dans notre zone principale d'occupation.

WEB ET RÉSEAUX SOCIAUX
La programmation des activités sera disponible sur les réseaux sociaux du Péristyle Nomade (Instagram et Facebook) et du Touski (Facebook). Les internautes pourront suivre quotidiennement l'évolution des projets par un microblogage régulier disponible sur les réseaux sociaux des groupes.

VISIBILITÉ ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE
Le logo de l'arrondissement Ville-Marie sera présent sur tous les documents réalisés pour faire la promotion du projet (outils imprimés et outils électroniques); la visibilité de l'arrondissement Ville-Marie répondra également à toute autre consigne fixée par ce dernier.



ÉQUIPE DE CRÉATION ET DE PRODUCTION

Catherine Lalonde Massecar, artiste et directrice artistique Péristyle Nomade, résidente de Sainte-Marie
Caroline Boileau, artiste visuelle, résidente de Hochelaga-Maisonneuve
Karine Galarneau, scénographe, résidente de Hochelaga-Maisonneuve
Érick d'Orion, concepteur sonore, résident de Sainte-Marie
Patrice St-Amour, graphiste, résident de Hochelaga-Maisonneuve
Emmanuel Jean, photographe, résident de Sainte-Marie, membre du Touski
Maude Loiselle-Dionne, artiste visuelle / sérigraphe, résidente de Sainte-Marie, membre du Touski
Marc-André Lefebvre, vidéaste, résident Plateau Mont-Royal
Julie Laurin, direction de production, résidente de Sainte-Marie

PROFILS DES PRINCIPAUX ARTISTES ET CRÉATEURS

1) Catherine Lalonde Massecar œuvre dans le domaine des arts interdisciplinaires depuis une quinzaine d'années à titre d'artiste-chercheuse et d'idéatrice/instigatrice de nombreux projets *in situ* et *in socius*. Elle s'intéresse particulièrement aux rapports intimistes entre l'œuvre et le spectateur, ainsi qu'aux possibilités relationnelles. Ses projets d'art vivant ont pris la forme de nano-performances, de parcours, d'occupation longue durée du territoire, de manoeuvres et d'art infiltrant. Elle a travaillé avec le collectif **Farine orpheline cherche ailleurs meilleur** avant de fonder le **Péristyle Nomade** en 2006, organisme voué à la recherche et à la création en nouvelles pratiques artistiques.

Avec Érick d'Orion (**Duo Massecar • d'Orion)**, elle développe, depuis 2015, des projets combinant des approches en création sonore, des pratiques en contexte réel, et de la dramaturgie clandestine (*79 Contaminations*, DARE-DARE, et *Déclencheurs+Uchroniques*, Folie Culture). À l'automne 2016, elle a entrepris un doctorat en études et pratiques des arts.

Catherine Lalonde Massecar réside dans le quartier Sainte-Marie de Montréal depuis 1998. Elle a participé à l'ouverture de la coopérative de travail Touski en 2003, a développé des projets artistiques avec le Péristyle Nomade destinés à mettre en valeur le quartier, et elle a participé à diverses consultations citoyennes et culturelles.

2) Caroline Boileau. Travaillant à partir d'une position féministe, avec un intérêt marqué pour la santé - intime, publique, sociale et politique - je crée des œuvres, souvent hybrides, qui s'élaborent par la pratique du dessin, de la sculpture, de la vidéo, de l'installation et de la performance. Le corps hybride, les multiples représentations du corps – celui de la femme en particulier - est un thème récurrent dans ma recherche, inspirée par l'histoire de l'art, l'histoire de la médecine, des sciences et aussi de l'actualité.

En parallèle à ma pratique d'atelier, je développe aussi des projets de résidence dans des lieux et des contextes non-dédiés à l'art : hôpitaux; bibliothèques spécialisées, généralistes et de quartier; laboratoires de biologie; musées d'histoire; parcs et espaces publics. Ces contextes de travail me forcent à m'adapter à des contraintes logistiques, éthiques et relationnelles qui forment et transforment mes projets. Ces contextes, les gens qui y gravitent, les collections et objets qu'ils abritent, deviennent des matériaux qui me forcent à remettre en question mes propres façons de faire tout en explorant différentes stratégies de travail, dispositifs visuels et formes plastiques.



Depuis 1995, j'ai participé à plusieurs résidences au Canada et en Europe. Mon travail a été présenté lors d'expositions individuelles et collectives au Canada, aux États-Unis, en Belgique, en Espagne, au Brésil, en Autriche, en Finlande, en Norvège et en Suède. Je détiens une maîtrise de l'université Concordia, mon travail en dessin est représenté par la Galerie Robert Poulin et mon travail en vidéo est distribué par le GIV (Groupe Intervention Vidéo).

3) Érick d'Orion. Artiste audio interdisciplinaire, compositeur pour les arts de la scène et le cinéma, musicien improvisateur et commissaire audio résidant dans le quartier Sainte-Marie à Montréal depuis 2015, auparavant à Québec dès 1993. Concentrant en bonne partie ses recherches audio sur le maximalisme numérique, d'Orion effectue un travail qui se rapproche étroitement du noise, de la musique concrète, du free jazz et de l'électroacoustique.

Il est membre du duo morceaux_de_machines, du trio BOLD (avec Alexis Bellavance et Nicolas Bernier) et du trio Napalm Jazz ainsi que d'une multitude d'ensembles had hoc. Il a joué en concert avec des artistes de renommée : Evan Parker, Martin Tétreault, Otomo Yoshihide, Robin Fox, Ilpo Vaisanen, Diane Labrosse, Alexandre Saint-Onge, Bernard Falaise, Sam Shalabi, Gunter Muller, eRikm, etc.

Il conçoit également l'environnement sonore et la musique pour des projets en nouveaux médias, le cinéma, le théâtre et la danse. Depuis l'été 2015, il travaille en collaboration avec l'artiste interdisciplinaire Catherine Lalande Massecar (Duo Massecar • d'Orion); ils combinent autant les approches en création sonore, les pratiques en contexte réel, que la dramaturgie clandestine.

4) Karine Galarneau est une scénographe multidisciplinaire qui axe sa pratique sur des œuvres en relation avec leur environnement. Graduée de l'UQAM en scénographie et en design événementiel, elle travaille depuis bientôt dix ans avec différentes compagnies et collectifs artistiques sur des projets de création dans la ville, en galerie ou sur la scène. Parmi les dernières collaborations de Karine, on retrouve la compagnie théâtrale et performative l'*Eau du bain*, la chorégraphe Estelle Clareton, les metteurs en scène Sébastien David et Louis-Karl Tremblay. Karine est également une collaboratrice de longue date du Péristyle Nomade, collectif avec lequel elle a réalisé plusieurs projets d'occupation et de performances dans le quartier Centre-Sud.



Formes de partenariat développées

La coopérative de travail Touski est le principal partenaire du projet. Nous avons rencontré et consulté à plusieurs reprises les membres du Touski durant la période d'idéation au début du mois de janvier 2019.

Le partenariat se divise en contribution de services et en commandites (voir lettre en annexe) :

Contribution en services

- Prêt de l'espace pour l'entreposage de matériel et pour le lancement
- Accès aux installations sanitaires pour les participant.e.s du volet événementiel
- Participation active aux relations de presse et coordination des équipes de travail au Touski durant les deux volets du projet

Commandites

- Commandite pour le vernissage et pour les bénévoles durant les deux semaines d'événement (boisson et nourriture)

- Demande de commandite à la Caisse d'économie solidaire (pour les frais d'exposition, d'impression, d'encadrement et d'aménagement des lieux)



Touski

Madame Catherine Lalonde
Directrice artistique
Péristyle Nomade

Montréal, le 15 février 2019

Objet : partenariat au projet *« Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés »*

La Coopérative de travail Touski est heureuse de collaborer une fois de plus avec les artistes du Péristyle Nomade avec qui nous partageons les valeurs d'autogestion et d'actions concrètes pour le quartier Centre-Sud.

Avec notre nouvel emplacement situé au 2375 rue Sainte-Catherine est, nous avons dû faire le deuil de la grande cour derrière notre local du 2361 Ontario Est. Sans pouvoir remplacer ce magnifique espace de verdure, le projet ***Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés*** proposera des expériences alternatives pour prendre des pauses et casser la croûte dans notre quartier. Le projet proposé par le Péristyle Nomade concorde également avec le même désir imaginé par plusieurs membres du Touski de développer une carte géographique suggérant lieux avoisinant pour piqueniquer.

À la suite de plusieurs échanges avec le Péristyle Nomade, nous nous sommes engagés à collaborer et à supporter le projet à plusieurs niveaux. En plus de participer à certaines étapes de conception et de création, dont celui du volet estival, la participation de la coop Touski se quantifie de la manière suivante :

Contribution en services :
- Prêt de l'espace pour l'entreposage de matériel et pour le lancement : valeur de 150 $
- Accès aux installations sanitaires pour les participant.e.s du volet événementiel : valeur de 200 $
- Participation active aux relations de presse et à la coordination des équipes de travail du Touski durant les deux volets du projet : valeur de 350 $

Commandites :
- Commandite pour le vernissage et pour les bénévoles durant les deux semaines d'événement (boisson et nourriture) : valeur de 350 $
- Demande de commandites à la Caisse d'économie solidaire (pour les frais d'exposition, d'impression, d'encadrement et d'aménagement des lieux) : valeur de 500$ (à confirmer)

Nous espérons que le Péristyle Nomade, dont la mission est importante dans le quartier, pourra trouver les appuis nécessaires pour réaliser le projet *Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés*.

Chaleureuses salutations,

Emmanuel L.Jean
Membre de la Coopérative de travail Touski
2375 rue Sainte-Catherine est, Est, Montréal H2K 2J5

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Les Productions Funambules Médias

Statut juridique : Organisme à but non lucratif Date d'incorporation : 31/01/2012

Adresse du siège social 2275 boul.Saint-Joseph E. Bureau 129 Code postal : H2H1G4

Téléphone : 514-357-5456 Télécopieur :

Site Internet : cinemasouslesetoiles.org et funambulesmedias.org

Nom du mandataire désigné : Nicolas Govette Titre : co-coordonnateur

Téléphone (bureau) : 514-357-5456 Cellulaire :

Adresse courriel : ngovette@funambulesmedias.org

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Fondé en 2012, l'organisme les Productions Funambules Médias réalise et diffuse des films à caractère social et politique, de même qu'il organise des activités de médiation culturelle, de co.création et d'art communautaire militant. Funambules Médias s'inscrit dans un processus de changement social en offrant une force médiatique autonome à des créateurs portés par des valeurs humanistes.

Voir description complète en annexe 2.

Information sur le projet

Titre du projet : Le Cinéma sous les étoiles de Funambules Médias - 10 ième édition

Date(s) de réalisation : Les lundis de l'été 2019 : 1.8.15.22.29 juillet. 5.12.19.26 août

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : mêmes dates

Lieu(x) de réalisation : Parcs des Faubourgs et Square Cabot

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☑ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 25 502 $ $

Montant du soutien financier demandé : 5 000 $ $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le Cinéma sous les étoiles de Funambules Médias est très fier de présenter sa 10e édition à l'été 2019 !

Produit par Funambules Médias, ce festival de cinéma documentaire offrira au public, du 25 juin au 30 août prochain, une riche sélection d'oeuvres politiques et sociales lors de projections citoyennes, conviviales et gratuites, dans les parcs de Montréal.

Pour cette édition anniversaire, notre festival se déploiera à travers plus de 70 projections de courts, moyens et longs métrages d'ici et d'ailleurs. La 9e édition du Cinéma sous les étoiles avait attiré plus de 9000 spectateur.trice.s, dans 15 parcs et lieux de diffusion extérieurs, sur l'ensemble du territoire de la métropole. Avec une dizaine de projections de plus en ce 10e anniversaire, nous espérons rejoindre 12 000 personnes durant la belle saison.

le Cinéma sous les étoiles de Funambules Médias propose une expérience unique ayant un fort impact social et culturel au cœur des quartiers qu'il investit. En plus de la simple joie d'apprécier une œuvre en plein air, notre plateforme offre un lieu de rencontre convivial qui permet de tisser des liens entre les gens des quartiers, les artistes, les penseurs et les groupes communautaires et militants. Cet espace d'échanges et de discussions donne la chance aux citoyen.ne.s de découvrir les documentaristes d'ici ainsi que de décortiquer des enjeux d'actualité locaux et internationaux.

Fort du succès grandissant des dernières années dans l'arrondissement Ville-Marie, nous souhaitons reconduire nos 8 projections les lundis de l'été : 4 projections au Parc des Faubourgs les lundis 1, 8, 15 et 22 juillet (avec une date de reprise en cas de pluie le 29 juillet), et 4 projections au Square Cabot, les lundis 29 juillet, 5, 12,19 août (avec une date de reprise en cas de pluie le 26 août)

Voir notre document de présentation pour description complète du projet.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Dans le cadre de notre demande de soutien financier aux arrondissements et aux partenaires, notre équipe s'engage à créer une campagne de communication dynamique et ciblée. Notre réseau et notre public s'accroissant de plus en plus chaque année, nous souhaitons développer une stratégie complète s'axant sur plusieurs points.

En 2018, en plus de l'affichage et des annonces faites par les arrondissements partenaires, au sein même de leurs quartiers, nous avons augmenté significativement le nombre d'affiches et de dépliants dans les commerces locaux, notamment grâce à notre association avec Publicité Sauvage, que nous souhaitons voir perdurer.

Cette même année, la page web du Cinéma sous les étoiles a été visitée par près de 40 000 visiteurs uniques. Pour la 10e édition nous avons choisi de développer notre nouveau site avec la plate-forme Zone Festival, centralisant ainsi toutes les informations des films sur un seul support. La page web continuera donc d'être une vitrine de 1er plan pour promouvoir le projet.

Une campagne en ligne (Twitter, Facebook, Instagram, Info-lettres) sera menée pour rejoindre nos abonnés de plus en plus nombreux. Dès le mois de mars, une personne sera entièrement attitrée à la gestion des médias numériques et au rayonnement, afin de permettre une cohérence dans le travail de visibilité. Nous continuerons également de produire des capsules vidéo autour d'entretiens avec des spécialistes et réalisateurs, afin d'en faire un outils de promotion dynamique. Par ailleurs, l'appui de nos partenaires en terme de communication sur les réseaux sera essentiel afin de rejoindre le plus grand public possible.

Voir notre document de présentation pour le plan de communication et de promotion détaillé ainsi que l'offre de visibilité.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☑ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Les Productions Funambules Médias (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Signature numérique de MSPatcher1
Date : 2019.02.20 14:59:29 -05'00'

Nom et fonction du représentant autorisé : Nicolas Govette Trésoreier

Date : 20 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Les Productions Funambules Médias

Nom du projet : Le Cinéma sous les étoiles - 10ième édition

Date de réalisation : Les lundis de l'été entre le 2 juillet et le 27 août 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Conseil des arts du Canada	5 143		
Emploi d'été Canada	731		
Provincial (précisez les programmes)			
Conseil des arts et des lettres du Québe	4 000		
Emploi Québec - Subvention Salariale	3 200		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal	1 714		
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	5 000		
Autre (précisez)	1 714		
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	2629		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)	309		
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent	86		
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)	576		
Autre (précisez)	400		
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS	25 502		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	14 254		
Honoraires professionnels	1 097		
Main-d'œuvre technique	2 651		
Cachets	1 211		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction	1 414		
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	2 709		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances	171		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	23 507		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	400		
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	743		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage	400		
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	1543		

ADMINISTRATION			
Coordination du projet			
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	33		
Frais de déplacement et de représentation	74		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)	344		
TOTAL ADMINISTRATION	451		
TOTAL DES DÉPENSES	25 502		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		



Le **Cinéma sous les étoiles de Funambules Médias** est très fier de présenter sa **10e édition** à l'été 2019 !

Produit par **Funambules Médias**, ce festival de cinéma documentaire offrira au public, du **25 juin au 30 août** prochain, une riche sélection d'œuvres politiques et sociales lors de projections citoyennes, conviviales et gratuites, dans les parcs de Montréal.

Pour cette nouvelle édition, notre festival se déploiera à travers plus de **70 projections** de courts, moyens et longs métrages d'ici et d'ailleurs.

La 9e édition du Cinéma sous les étoiles avait attiré plus de 9000 spectateur.trice.s, dans **15 parcs** et lieux de diffusion extérieurs, sur l'ensemble du territoire de la métropole. Avec une dizaine de projections de plus en ce 10e anniversaire, nous espérons rejoindre **12 000 personnes** durant la belle saison.

Toujours orientée vers des sujets d'actualité locale et internationale, notre programmation permettra de nourrir l'esprit critique grâce à des contenus informatifs pertinents sur des enjeux complexes souvent laissés pour compte par les médias traditionnels. Elle permet aussi d'envisager des alternatives aux problématiques sociales, politiques et environnementales. Notre engagement profond et notre forte prise de position sur des enjeux de société nous ont permis au fil des ans de nous démarquer du paysage cinématographique montréalais.



DÉJÀ 10 ANS DE CINÉMA DOCUMENTAIRE ACCESSIBLE !

Afin de participer au dynamisme culturel montréalais et québécois, et d'être à la hauteur des attentes de notre public grandissant, nous souhaitons continuer étendre notre plateforme de diffusion.

Notre désir est d'offrir plus de cinéma de proximité en ciblant autant que possible des quartiers diversifiés où l'offre culturelle et cinématographique est moins présente.

Nous continuerons également d'organiser des évènements connexes aux projections, des discussions rassemblant des acteurs de la société civile ainsi que des activités mettant de l'avant les initiatives communautaires locales.

PLUS QUE DE SIMPLES PROJECTIONS !

En plus de diffuser largement le cinéma d'auteur au plus grand nombre, le **Cinéma sous les étoiles de Funambules Médias** participe distinctement au mouvement de réappropriation des espaces citoyens et contribue à renforcer le sentiment d'appartenance dans les quartiers. Notre force réside dans notre capacité à aller à la rencontre, non seulement de cinéphiles, mais aussi d'attirer le grand public vers cette forme d'art en popularité croissante. Dans une optique d'enracinement aux quartiers, nous prenons soin d'adapter notre programmation aux réalités locales.

Plus que de simples projections, notre plateforme crée des espaces d'échange et de débats où de nouvelles solidarités voient le jour. Toujours suivies de discussions avec les cinéastes, ou invité.e.s expert.e.s, nos projections offrent une véritable plus-value au public, permettant d'approfondir la compréhension des œuvres et des sujets abordés. La présence récurrente d'organisations sociales sur le terrain vient compléter notre offre et encourage une plus grande implication citoyenne dans les communautés.



PROGRAMMATION

Notre équipe de programmation aguerrie travaille sur notre sélection nationale et internationale des plus récents moyens et de longs métrages documentaires sociaux et politiques. Également, et pour une 4e année consécutive, nous proposons une compétition de courts métrages aux cinéastes. Un jury indépendant composé de 3 personnalités publiques, cinéastes et militant.e.s, attribuera aux lauréat.e.s des prix en services, offerts par nos nombreux partenaires.

Nous vous invitons à consulter la programmation 2018 pour plus de détails.

NOTRE ORGANISME

Funambules Médias s'inscrit dans un mouvement créatif à travers lequel il interpelle les citoyen.ne.s. L'organisme participe activement à la transformation des communautés et s'implique dans un processus global de changement social. En ce sens, il réalise et diffuse des documentaires à caractère social et politique. Funambules Médias œuvre, de manière indépendante, à la création d'une société juste et inclusive par la mise en place d'actions artistiques favorisant le développement de l'esprit critique, le partage des savoirs, le rayonnement de voix sous-représentées et la démocratisation des pouvoirs.



DES PROJECTIONS PRÈS DE CHEZ VOUS

Funambules Médias vous propose des projections clés en main. De la coordination, à la programmation, en passant par l'obtention des droits d'auteurs et l'ensemble des aspects techniques reliés aux projections : tout est pris en charge par notre équipe.

Dans une optique d'**éco-responsabilité**, Le **Cinéma sous les étoiles** de **Funambules Médias** est un événement qui, par le fait qu'il n'invite pas les participants à la consommation, produit de manière naturelle très peu de déchets. Même pour le transport et le montage des équipements, l'aspect portable et raisonnable de nos équipements rend tout le projet très respectueux de l'environnement, mais aussi de la philosophie et la convivialité de la vie de quartier.

En soutenant le **Cinéma sous les étoiles**, vous contribuerez à offrir, tout près de chez vous, une expérience de proximité unique en son genre. Nous avons besoin, plus que jamais, de ces activités qui dynamisent l'espace urbain, permettent d'aller à la rencontre de l'autre et suscitent des prises de conscience nécessaires sur des enjeux sociaux brûlants d'actualité et qui concernent l'ensemble de la collectivité.



LE CINÉMA SOUS LES ÉTOILES DANS VILLE-MARIE

Cette année, **Funambules Médias** souhaite organiser **huit projections** les lundis de l'été dans l'arrondissement Ville-Marie, dont **4** au **parc des Faubourgs** et **4** au **Square Cabot**.

Accessibles et gratuites, les activités offertes dans le cadre du festival **Le Cinéma sous les étoiles** permettent de faire rayonner des œuvres bénéficiant d'une courte vie en salle et en festival. Notre programmation est élaborée afin de correspondre à l'esprit du quartier et aux intérêts de ses habitant.e.s De plus, nos collaborations avec différents organismes communautaires contribuent à faire de nos événements un véritable succès. Nous rejoignons ainsi une audience allant jusqu'à **200 spectateur.trice.s** par soirée. Ce public est composé, selon nos statistiques, d'au moins **70% de résident.e.s** de l'arrondissement Ville-Marie.

Le Cinéma sous les étoiles est devenu un incontournable pour les citoyen.ne.s du quartier, leur offrant la simple joie d'apprécier une œuvre en plein air, dans un espace convivial et ce, à deux pas de chez eux. C'est la diversité de notre public qui donne la mesure de la force d'inclusion sociale du projet. Il s'agit d'une clientèle composée de personnes issues de plusieurs couches sociales, de divers groupes d'âges et de multiples origines culturelles dans un quartier abritant de nombreux. se.s cinéphiles.

Nous réussissons à attirer un large public au **Square Cabot**, en collaborant avec **Cinéma Politica**, organisme bien connu au centre-ville et dans les milieux plus anglophones.

Au **Parc des Faubourgs**, nous rejoignons à très forte majorité les résident.e.s du quartier Centre-Sud, un public bien initié au genre documentaire, qui s'intéresse à des films souvent plus revendicateurs, très engagés au niveau politique.

Pour le **10e anniversaire**, nous prendrons soin de sélectionner des films locaux et internationaux assez grand-public, susceptibles de rejoindre le public dans toute sa diversité et de préserver cette mixité sociale et culturelle.



CALENDRIER DE RÉALISATION

Préparation de l'événement

> Sélection des courts et longs métrages, planification de la programmation officielle : septembre 2018 à mai 2019.

> Renouvellement et prospection de nouvelles ententes de partenariats et de collaboration : janvier à avril 2019.

> Coordination avec les arrondissements : janvier à mai 2019.

> Développement des outils promotionnels et mise en œuvre du plan de communication : avril à juin 2019.

Déroulement de la saison

> Ensemble de la programmation : 25 juin au 30 août 2019.

> Au **Parc des Faubourgs** pour 4 projections :
Les lundi 1, 8, 15 et 22 juillet.
Date de reprise en cas de pluie le 29 juillet.

> Au **Square Cabot** pour 4 projections :
Les lundis 29 juillet, et 5, 12, et 19 août.
Date de reprise en cas de pluie le 26 août.

PLAN DE COMMUNICATION

Dans le cadre de notre demande de soutien financier aux arrondissements et aux partenaires, notre équipe s'engage à créer une campagne de communication **dynamique et ciblée**. Notre réseau et notre public s'accroissant de plus en plus chaque année, nous souhaitons développer une stratégie complète s'axant sur 4 points :

Communication visuelle

En plus de l'affichage et des annonces faites par les arrondissements partenaires, au sein même de leurs quartiers, nous placerons des **affiches** et des **dépliants** dans de nombreux commerces locaux. Pour ce faire, nous souhaitons renforcer notre association avec Publicité Sauvage, experts en affichage publicitaire urbain.

Web et Médias sociaux

La page web et les médias sociaux du Cinéma sous les étoiles continueront d'être les vitrines de 1er plan pour promouvoir le projet, avec près de **40 000 visiteurs** uniques sur le site et plus de **15 000 abonnés** aux réseaux sociaux. Nous développons actuellement un nouveau site avec la plate-forme professionnelle Zone Festival, spécialisée dans la gestion et la production d'événements.
Dès le mois de mars, nous lancerons notre campagne en ligne (Twitter, Facebook, Instagram et Viméo). Un budget sera alloué à une **campagne Facebook payante** et plusieurs **infolettres** seront diffusées durant la saison. Nous continuerons de produire et diffuser des **capsules vidéo** d'entretiens avec des spécialistes et réalisateurs, pour promouvoir notre projet de façon dynamique. Par ailleurs, l'appui de nos partenaires en termes de communication sur les réseaux sera essentiel afin de rejoindre le plus grand public possible.

Presse

Grâce à notre experte en **relation de presse**, Mélanie Mingotaud, spécialisée dans le milieu du cinéma, nous notons une augmentation considérable de notre notoriété depuis 2017. Notre **stratégie de communication** se base sur une forte présence dans les **médias locaux** sans négliger les **grands médias nationaux**. En 2019, nous assurerons notre visibilité grâce à des partenariats avec des médias tels que **TV5**, **Ricochet**, **CISM** ou **Le Devoir**, qui diffuseront notre bande-annonce sur les **ondes radio** et à la **télévision**.

Terrain

Enfin, afin de favoriser un contact humain et direct avec notre auditoire, nous continuerons de mobiliser une trentaine de bénévoles tout au long de l'été pour tenir un **kiosque d'information**, distribuer notre programmation et échanger avec les passants et avec le public à chacune de nos projections. Cette approche nous permet également de bonifier notre liste de diffusion en récoltant les noms et courriels de nos spectateur.trice.s chaque soir.



PLAN DE VISIBILITÉ

Pour cette 10e édition du **Cinéma sous les étoiles**, **Funambules Médias** offrira une grande visibilité à votre institution.

Le **logo de l'arrondissement Ville-Marie** apparaîtra sur :

> La page web du **Cinéma sous les étoiles**, dans la section partenaires, et sur la page présentant la programmation du **Parc des Faubourgs** et du **Square Cabot** (40 000 visiteurs uniques par année).
> Les affiches 12 X 18 présentant la programmation pour les projections au **Parc des Faubourgs** et au **Square Cabot**, imprimées à 100 exemplaires.
> Le dépliant de programmation, imprimé à 6000 exemplaires.
> Les diapositives présentées à l'écran avant chaque projection au **Parc des Faubourgs** et au **Square Cabot.**

L'**arrondissement Ville-Marie** sera également mentionné :

> De vive voix avant chacune des projections au **Parc des Faubourgs** et au **Square Cabot**.
> Dans les communiqués de presse destinés aux médias locaux.
> Sur nos réseaux sociaux, à chaque fois que nous annonçons les projections au **Parc des Faubourgs** et au **Square Cabot** (8 fois) de même qu'en début et en fin de saison (plus de 15 000 abonné.e.s Facebook et 2300 sur Twitter).

Il est à noter que la visibilité de l'arrondissement Ville-Marie tiendra compte du protocole de visibilité de l'arrondissement et des objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie.



FINANCEMENT

Nous vous présentons en annexe I, un budget d'un montant total de **25 502 $**, dédié à l'organisation de 8 projections, pour lequel nous demandons une contribution de **5000 $** au **Programme de soutien financier aux initiatives culturelles**. Cette contribution représente 20 % du coût total des activités prévues dans l'**arrondissement Ville-Marie** pour l'édition du **10e anniversaire** du **Cinéma sous les étoiles**.

En vue de compléter notre budget de **25 502 $**, un montant de subventions et de commandites de **20 502 $** sera demandé à d'autres institutions et organisations.

DÉCLARATION DES SUBVENTIONS

Les montants mentionnés ci-dessous présentent la part des subventions qui seront allouées à l'évènement par **Funambules Médias**. Ces montants proviennent notamment des institutions publiques et viennent compléter la structure financière des huit projections dans l'**arrondissement Ville-Marie**.

Conseil des arts et des lettres du Québec	4000 $
Conseil des arts du Canada	5143 $
Emploi-Québec – Subvention salariale	3200 $
Emploi d'été Canada – Subvention salariale	731 $
Conseil et arts de Montréal	1714 $
CAM en Tournée	1714 $
TOTAL	**16 502 $**



NOS PARTENAIRES

Nous avons créé des liens avec de multiples organisations des milieux cinématographiques, artistiques et communautaires, parmi lesquelles les **Rencontres internationales du documentaire de Montréal** (RIDM), **Cinéma Politica**, le **Festival Présence autochtone**, **Courts critiques**, le **Festival Filministes**, l'**Espace Filmique**, **Réalisatrices Équitables**, **SUCO**, l'**UPop**, **Vues d'Afrique**, etc.
Ces partenariats sont essentiels pour assurer le rayonnement et la visibilité de notre évènement et nous poursuivons nos efforts pour en développer de nouveaux.

Le **Cinéma sous les étoiles** est rendu possible grâce à nos partenaires financiers de premier ordre dont les **Caisses Desjardins**, la **CSN**, les arrondissements et municipalités qui nous accueillent, ainsi que par des partenaires médiatiques tels que **TV5** et **Ricochet**. Les institutions publiques telles que le **Conseil des arts de Montréal**, la **Ville de Montréal**,le **Conseil des arts et des lettres du Québec** et le **Conseil des arts du Canada**, appuient également notre projet.

CONTACTS ET INFORMATIONS

Charlotte-Nathalie VACHON
production@funambulesmedias.org
514-357-5456
Facebook | Twitter | Vimeo
cinemasouslesetoiles.org

Nicolas GOYETTE
ngoyette@funambulesmedias.org
514-357-5456
Facebook | Twitter | Vimeo
cinemasouslesetoiles.org

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Regroupement des Musiciens du Métro (RMMM)

Statut juridique : O.S.B.L. / 1370, Mont-Royal Est Date d'incorporation : 19.10.2009

Adresse du siège social CP83636 Code postal : H2J 4E9

Téléphone : 514-729-6874 Télécopieur :

Site Internet : www.musimetro.org

Nom du mandataire désigné : Daniel Lalonde Titre : Président

Téléphone (bureau) : 514-912-6874 Cellulaire : 514-996-0887

Adresse courriel : dlalon5797@gmail.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Information sur le projet

Titre du projet : Spectacles Urbains du RMMM 2019

Date(s) de réalisation : Eté 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Montage: 30 minutes avant les spectacles

Lieu(x) de réalisation : L'arrondissement Ville-Marie (les lieux seront déterminés)

Discipline :
- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 12 760.00 $

Montant du soutien financier demandé : 10 000.00 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Résumé du projet :
Spectacles Urbains du RMMM 2018!

Les artistes retenus font partie des meilleurs de l'organisme. Un répertoire d'une douzaine de chansons françaises et québécoises, des années 1930 à 2000 sont livrées par représentation. Nous sommes complètement autonomes pour le son. Le but est d'animer les espaces publics et permettre aux citoyens de Ville-Marie, des secteurs avoisinants et aux touristes, de découvrir de nouveaux artistes émergents et reconnus du RMMM.

Pour ce projet, nous choisissons une trentaine de musiciens de style variés, en formations de duos, trios, quatuors afin d'offrir des prestations musicales, dans une ambiance festive, tout en permettant la participation des citoyens de chanter et danser au son des pièces savamment présentées. Nous favorisons une forme de médiation et d'interaction avec les personnes des secteurs avoisinants visés par l'arrondissement de Ville-Marie.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☒

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☒

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☑ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☑ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Le RMMM (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Daniel Lalonde.

Nom et fonction du représentant autorisé : Daniel Lalonde Président

Date : 20.02.19

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Regroupement des Musiciens du Métro de Montréal (RMMM)

Nom du projet : Spectacles Urbains du RMMM 2019

Date de réalisation : Eté 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	10 000 $		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	10 000 $		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	2 760 $		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	2 760 $		
TOTAL DES REVENUS	12 760 $		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique	1 300 $		
Cachets	6 000 $		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site	100 $		
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	200 $		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances	400 $		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)	30 $		
Achat de boisson	50 $		
Achat de nourriture	90 $		
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	200 $		
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	8 370 $		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	1 200 $		
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo	470 $		
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)	600 $		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	2 270 $		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	1 250 $		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	270 $		
Frais de déplacement et de représentation	300 $		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)	300 $		
TOTAL ADMINISTRATION	2 120 $		
TOTAL DES DÉPENSES	12 760 $		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	00.00 $		

Budget prévisionnel 2019

REVENUS	10 000$

Quant aux revenus, la subvention du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles de l'arrondissement de Ville-Marie est la seule demande fait.

REVENUS AUTONOMES	2 760$

Sera injecté par le RMMM.

	Total des revenus: 12 760$

Dépenses

RÉALISATION ET PRODUCTION

Main d'œuvre technique	1 300 $

Une personne aidera le responsable du projet.

Cachets	6 000$

Est le montant que nous prévoyons rémunérer pour les musiciens.

Assurance	400 $

Assurance obligatoire pour la sécurité du regroupement et des musiciens choisis.

Service ambulancier (premiers soins)	30 $

Total réalisation et production: 7 730 $

PROMOTION ET PUBLICITÉ

Placement Média (journaux, internet, télé, radio...)	1 200 $

Grâce aux prestations dans le métro et sur la rue du groupe Flash-Back 57/97 et des cinq spectacles annuels sur la grande scène du Café Campus depuis 2011, le Regroupement des Musiciens du Métro de Montréal peut maintenant bénéficier de plusieurs contacts avec différents médias (journaux, radios, télé....) pour une promotion à bon prix pour le projet «Les Spectacles Urbains du RMMM 2019» .

Production vidéo	470 $

Un professionnel ayant déjà travaillé avec Flash-Back 57/97.

Chandails promotionnels	600 $

Nous ferons produire des chandails pour chaque musiciens impliqués dans ces contrats annonçant « Les Spectacles Urbains du RMMM 2019 », qui s'ajouteront aux orifiammes ainsi qu'à la bannière de l'arrondissement Ville-Marie pour la promotion sur place.

Total promotion et publicité: 2 270 $

ADMINISTRATION	
Coordination du projet (- de 10 %)	1 250 $
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi, etc	270 $
Frais de déplacement et de représentation	300 $
(Autres précisez) Comptable	300 $
	Total administration: 2 120 $
	Total des dépenses: 10 640 $
	Écart des revenus sur les dépenses: 0

Description détaillée du projet

Concept

Le concept consiste à faire valoir le professionnalisme et les compétences musicales de l'organisme. Les artistes qui seront retenus seront parmi les meilleurs du regroupement.

La programmation

Comme pour la subvention 2017 et 2018, c'est avec plaisir que nous répondrons aux demandes et aux emplacements soigneusement choisis par l'agent culturel de l'arrondissement Ville-Marie pour les contrats 2019. Le regroupement dispose d'une grande flexibilité. Il peut répondre au besoin de l'arrondissement au printemps, en été, à l'automne et même en hiver soit 365 jours par année.

Tel qu'il a été noté par les musiciens pour le projet 2017 et 2018, les prestations et l'animation pour 2019 sauront égayer et faire participer les personnes dans la foule. Ces musiciens sortis des couloirs du métro aideront énormément à enrichir la culture musicale aux citoyens et touristes de la grande métropole.

Le RMMM est composé d'environ 150 membres incluant une trentaine de chanteurs, pouvant jouer de plusieurs instruments dont: la guitare, basse, piano, violon, violoncelle, flûte-traversière, clarinette, saxophone pour ne nommer que ceux-là. Depuis 1983, les Musiciens du Métro de Montréal font partis au quotidien des usagers du métro et des touristes de la métropole. Pour la plupart d'entre eux, ils sont détenteurs de permis comme musiciens de la rue durant la saison estivale dans l'arrondissement Ville-Marie.

La nature des activités

Selon l'événement demandé: représentations " LIVE " adaptées, pour le style musical.

Objectifs du programme

Les objectifs du programme impliquent environ une cinquantaine de musiciens du RMMM, pour une quinzaine de spectacles dans les parcs de l'arrondissement Ville-Marie avec un auditoire pour tous les âges. Le but est de toucher à tous les types de citoyens et de chaque niveau de classe sociale de l'arrondissement Ville-Marie.

Les artistes impliqués dans ce programme seront autant émergents qu'expérimentés c'est-à-dire des musiciens ayant fait du bars pour la plupart et reconnus professionnellement. À part du Québec, le RMMM contient une grande richesse

culturelle au sein de son bassin de musiciens, dont: l'Afrique, l'Algérie, le Brésil, l'Espagne, la France, pour n'en nommer que ceux-là. Ces musiciens parfois solo ou regroupés soit en duo, trio et quatuor pour plaire à tous les styles musicaux. Nous offrons des pièces musicales de style traditionnel, folklorique, pop/rock, swing, jazz, classique, manouche...

Les clientèles ciblées et le nombre de participants visés

Ces prestations musicales s'adressent à toutes formes d'auditoires mais principalement aux citoyens de l'arrondissement Ville-Marie, avoisinants, à la population locale et aux touristes passants dans les axes centraux et achalandés. Nous figurons un minimum de 150 personnes à titre de spectateurs à chacune des représentations et ils seront conviés à passer un moment musicale enlevant.

L'identification des sites choisis

À part les emplacements habituels ciblés par la ville (2017/2018), nous serions d'accord pour faire des spectacles en fin pm ou en soirée : les lundis, mardis, mercredis, soit : au Parc Square Cabot, Place Médéric-Martin et Square Dorchester de midi à 13 heures.

P.S. : plusieurs de ces musiciens sont détenteurs de permis d'amuseur publique et ne pourront exprimer leur art cette année comme ils le voudraient bien. Toutefois, à cause de ces travaux, il serait bien de leurs donner une chance de jouer dans les parcs pour le programme des Spectacles Urbains du RMMM 2019.

Indicateurs qualitatif et quantitatif

Nous croyons qu'une centaine de personnes assistant à un spectacle durant 30 minutes est signe d'une certaine qualité musicale. Si cette même foule est présente durant 45 minutes et cela jusqu'à la fin lors d'une prestation d'une heure c'est un signe d'excellence musicale!

Afin d'identifier la provenance des gens parmi la foule, les musiciens durant leurs prestations demanderont à ces derniers de lever leurs mains à savoir combien de personnes sont résidents de l'arrondissement et lesquels parmi eux sont de simples passants ou touristes. Cette expertise sera une belle occasion de connaître davantage le public faisant parti du spectacle et d'en faire un moment joyeux.

Ce plan sera plus important que celui de 2017 et informera plus de gens à venir aux Spectacles Urbains du RMMM 2018.

Stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement

Publicité (en négociation)

Journal 24h, Journal de Montréal, Journal Métro, La Presse, Facebook (110%), communiqué de presse, sans oublier les bannières de l'arrondissement Ville-Marie, ainsi que du RMMM. Site des Musiciens du Métro de Montréal (www.musimetromontreal.org.) et entrevues radiophoniques / télévisions selon les contacts de Daniel Lalonde grandement impliqués dans ce projet.

Le RMMM va créer un événement Facebook, qui par la suite sera partagé par tous les musiciens impliqués sur leurs pages personnels et repartagé par leurs amis, à savoir les endroits et les dates des spectacles prévus.

La clientèle visée sont les travailleurs, les passants, ainsi que les touristes sur les heures de dîner sans oublier les résidents et familles de toutes nationalités dans les parcs et autres emplacements de l'arrondissement Ville-Marie.

Les familles, c'est-à-dire quatre générations possibles, rassemblées dans une ambiance participative à taper des mains, chanter et danser sur les grands succès jadis de la Radio (Am/Fm) sans oublier, la musique du monde.

Daniel Lalonde sera présent pour la technique, installer les bannières, oriflammes et rassembler les gens avant chaque spectacle pour ensuite présenter le groupe à venir.

Chandails promotionnels

Nous sommes à travailler un logo avec un organisme spécialisé, à bon prix, pour tous les musiciens impliqués dans le programme des Spectacles Urbains du RMMM 2019.

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Sentier Urbain

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 09-11-1998

Adresse du siège social 1710 rue Beaudry, local 3.0 Code postal : H2L 3E7

Téléphone : 514-521-9292 Télécopieur : 514-596-7093

Site Internet : www.sentierurbain.org

Nom du mandataire désigné : Félix Laurendeau-Lebel Titre : Coordonateur Eduquer

Téléphone (bureau) : 514-521-9292 Cellulaire : 514-967-3926

Adresse courriel : animation@sentierurbain.org

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Notre Mission : Sentier Urbain est un organisme à but non lucratif dont la mission est de susciter la mobilisation des collectivités pour le verdissement social.

Par son action, il contribue simultanément et de façon concrète au développement écoresponsable de l'individu, à la sensibilisation environnementale, à l'insertion socio-professionnelle des jeunes, et à l'embellissement des milieux de vie. L'organisme collabore ainsi, avec de nombreux partenaires, à l'amélioration de la santé et de la qualité de vie des collectivités locales.

***AJOUTER QUELQUES PROJETS : Gamelin, Circuit Jardins, projets de verdissement, etc.

Information sur le projet

Titre du projet : Programmation culturelle du Circuit Jardins

Date(s) de réalisation : De juin à septembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : _____

Lieu(x) de réalisation : _____

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☑ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☑ danse
- ☑ arts du cirque
- ☑ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 13 835 $

Montant du soutien financier demandé : 5 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☒ DANS LE DOCUMENT DE PRÉSENTATION DU PROJET

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [x] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Sentier Urbain (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financiere, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : Félix L. Lebel

Nom et fonction du représentant autorisé : Félix Laurendeau-Lebel Coordonateur Eduquer

Date : 01-02-2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Sentier Urbain

Nom du projet : Programmation culturelle du Circuit Jardins

Date de réalisation : De juin à septembre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	5 000 $	5 000 $	
Autre (précisez)	8 835 $	8 835 $	
Valeur du soutien technique accordé par la Ville	13 835 $	13 835 $	
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS	13 835 $	13 835 $	

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	8 835 $		
Honoraires professionnels	3 700 $	3 700 $	
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture	400 $	400 $	
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	12 935 $	12 935 $	
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	400 $	400 $	
Placement média (journaux, internet, télé, radio..)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	400 $	400 $	
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	500 $	500 $	
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	500 $	500 $	
TOTAL DES DÉPENSES	13 835 $	5 000 $	
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0 $	0 $	

Programmation culturelle du Circuit Jardins 2019

Sentier Urbain

Projet soumis au programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019 de l'Arrondissement Ville-Marie

Volet I – interventions dans l'espace public

Sentier Urbain1710, rue Beaudry, local 3.0, Montréal (QC), H2L 3E7
www.sentierurbain.org | info@sentierurbain.org | 514-521-9292

Programmation culturelle du Circuit Jardins 2019

Le concept :

Dans la continuité d'une programmation culturelle réalisée depuis plus de 8 ans déjà, nous souhaitons continuer d'offrir ce service d'animation gratuitement au sein de notre réseau de jardins thématiques dans l'arrondissement. Le Circuit Jardins est en effet situé au cœur de Montréal, dans l'arrondissement Ville-Marie qui souffre du manque de verdure, vu sa localisation près des grands axes routiers et son caractère très urbanisé. Ses caractéristiques socioéconomiques démontrent également des problématiques propres à tout centre-ville (itinérance, toxicomanie, isolement, jeunes en difficulté, etc.).

C'est dans un tel contexte qu'est née l'idée de renaturaliser des terrains vacants (laissés en friche ou causant certains irritants) appartenant à la Ville de Montréal ou à des propriétaires privés. L'organisme a su transformer des zones urbaines en de véritables oasis de fraîcheur. Ces terrains ont été aménagés en jardins thématiques et mis à la disposition de la communauté. Sentier Urbain leur a conféré une vocation éducative et récréative.

Le circuit comptera sept jardins thématiques en 2019 et c'est principalement dans trois de ces lieux que sera offerte notre programmation culturelle :

- Le jardin Boisé d'ici et d'ailleurs, situé au 1020 rue Saint-André
- Le jardin Cultures autochtones, situé au 1850 rue Saint-André
- Le jardin Biodiversité et pollinisateurs, situé au 2001 boulevard Maisonneuve est

Misant sur l'expérience de plus de 8 ans dans l'organisation de ce genre d'activités, nous avons développé un réseau d'artistes étendu afin d'offrir une programmation culturelle riche et variée. Ce réseau d'artistes est constitué d'**artistes professionnels** qui œuvrent activement dans leur milieu artistique. Par exemple, lors des soirées de contes, nous avons accueilli dans nos jardins Joséphine Bacon et Sylvain Rivard, qui sont très actifs dans le milieu du conte au Québec. Nous avons également reçu les formations musicales El Son Sonó, gagnant des derniers Syli D'or et Street Meat qui sont tous deux très actifs sur la scène musicale montréalaise. Nous laissons également une place aux **artistes de la relève** et à des artistes moins connus à Montréal, telles certaines personnes recrutées via les des étoiles du métro (Philippe Mius d'Entremont) ou des membres de formations musicales de la relève (Jonathan Milette de Robert Fusil et les chiens fous, Gabrielle Cloutier de Bayati et Antoine Pigeon-Bourde de Saligaude).

Toujours dans cette optique de contribuer à revitaliser le quartier, la programmation culturelle que nous souhaitons offrir cette année sera constituée de **33 événements** répartis **4 catégories d'activités** soit des midis-musique, des soirées de contes et légendes, des spectacles de marionnettes et des 5 à 7 thématiques. Ces activités se dérouleront au cours des mois de juin, juillet, août et septembre.

Les objectifs :

- Offrir une programmation culturelle variée, gratuite et ouverte à tous, qui rejoindra principalement les familles de l'arrondissement Ville-Marie;
- Nous souhaitons rejoindre 650 personnes au cours de notre programmation.

Indicateurs de réussite

- Décompte des personnes présentes aux activités : puisqu'il y aura toujours un représentant de Sentier Urbain à chaque activité, nous compilerons les taux de participation;
- Nous visons une participation moyenne de 20 personnes par activité.

La programmation :

La programmation culturelle que nous souhaitons offrir cette année est constituée de 4 catégories d'activités :

1. **Midis-musique :**
   Cette activité est maintenant une tradition bien établie au sein de nos jardins. Les midis-musique sont offerts en plein air les mardis au jardin Boisé d'ici et d'ailleurs (reporté au lendemain en cas de pluie). Dans l'ambiance de ce jardin, des citoyens, des travailleurs et des familles du quartier peuvent venir bénéficier d'une animation musicale gratuite tout en dînant en plein air à l'une de nos tables à pique-nique. Nous faisons ici de la place à des musiciens professionnels établis et de la relève. Nous comptons organiser quinze midis-musique.



2. **Soirées de contes et légendes :**

   Ces soirées sont offertes par différents conteurs qui viennent dévoiler leurs univers au jardin Cultures autochtones et Boisé d'ici et d'ailleurs. S'adressant principalement aux familles, ces soirées se déroulent en plein air et sont fortement appréciées. Nous planifions proposer quatre soirées de contes.



3. **Spectacles de marionnette :**
S'adressant principalement aux enfants et aux familles du quartier, ces spectacles se dérouleront à notre jardin Cultures autochtones, l'endroit où se trouve notre petit théâtre de marionnettes en plein air. Nous prévoyons offrir dix représentations.



4. **5 à 7 thématiques :**



Ces 5 à 7 donneront le coup d'envoi de la programmation culturelle puisque le premier d'entre eux fera office de lancement officiel des activités culturelles du Circuit Jardins. Au total, nous planifions organiser quatre de ces événements, dans quatre jardins différents. L'idée est d'inviter les résidents et le grand public à découvrir ces oasis naturels du quartier, lors d'une activité culturelle rassembleuse. Afin de diversifier nos activités, nous désirons explorer différents thématiques lors de ces 5 à 7. Nous pensons aux thématiques suivantes : musique, yoga, danse et cirque. Un climat de partage et d'échange sera également favorisé en offrant aux participants un petit casse-croute (BBQ, blé d'inde, pizza, pâtisseries, etc.).

Plan de communication et de promotion

Notre stratégie de diffusion est multiple :

- Création d'une affiche de promotion;
- Notre page Facebook qui rejoint plus de 6 500 personnes;
- Affichage sur les sites Internet Mur Mitoyen, Quoi faire aujourd'hui, Vivre Centre-Sud et Arrondissment.com qui diffusent à Montréal;
- Affichage sur le calendrier de notre site Internet;
- Affichage des activités dans les babillards des jardins;
- Porte-à-porte et affichage afin de diffuser la programmation :
    - Jeunes : CPE, garderie, camps de jour, écoles;
    - Personnes âgées : centre de personnes âgées;
    - Travailleurs : entreprises du quartier;
    - Grand public : épiceries, dépanneurs, restaurants, café, organismes communautaires du quartier, etc.

Visibilité pour l'arrondissement :

- Logo de l'arrondissement sur notre site Internet;
- Logo de l'arrondissement sur les affiches qui seront produites pour les activités.

Échéancier des réalisations

Dès la mi-juin :

- 3 midis-musique
- 1 soirée de contes et légendes
- 2 spectacles de marionnettes
- 1 soirée de 5 à 7 thématique

Juillet :

- 5 midis-musique
- 1 soirée de contes et légendes
- 3 spectacles de marionnettes
- 1 soirée de 5 à 7 thématique

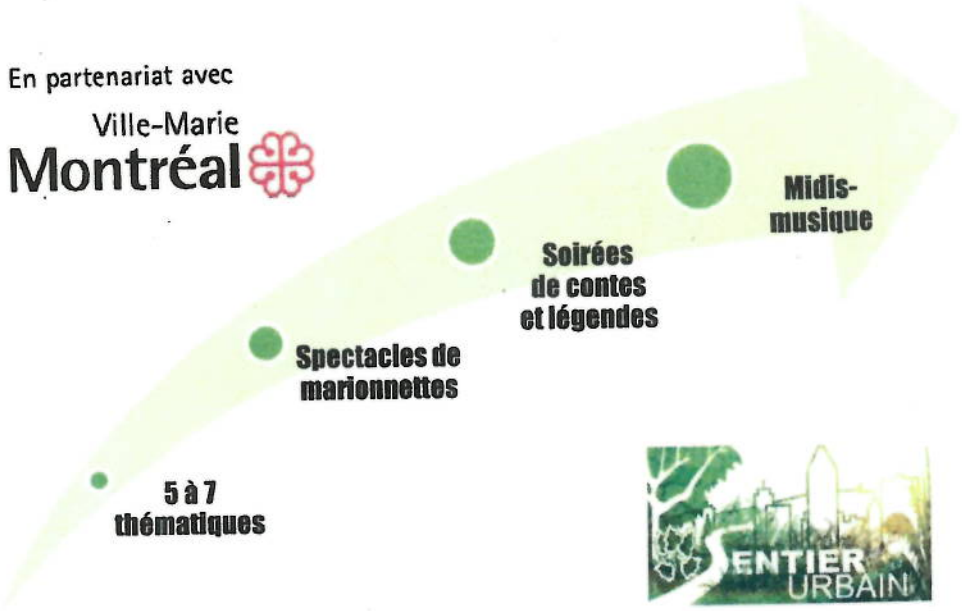
Août :

- 4 midis-musique
- 1 soirée de contes et légendes
- 3 spectacles de marionnettes
- 1 soirée de 5 à 7 thématique

Début septembre :

- 3 midis-musique
- 1 soirée de contes et légendes
- 2 spectacles de marionnettes
- 1 soirée de 5 à 7 thématique

La programmation culturelle du Circuit Jardins 2019 en bref



Budget du projet

PROGRAMME DE SOUTIER FINANCIER AUX INITIATIVES CULTURELLES 2019	**5 000$**
15 prestations musicales (100$ / prestation d'une heure trente)	1 500$
4 soirées de contes de légendes (200$ / conte)	800$
10 spectacles au théâtre de marionnettes (100$ / prestation)	1 000$
4 soirées de 5 à 7 thématiques (200$ / événement)	800$
Impressions des affiches (50) et affichettes (500) en couleur	400$
Frais d'administration / coordination du projet (10%)	500$
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE – Des jardins pour tous	**8 835 $**
2 animateurs (16 semaines) (10%)	1 803$
Horticulteur (10 %)	4 341$
Responsable animation (10 %)	2 691$
GRAND TOTAL	**13 835$**

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Manon Massé
Députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques

Montréal, le 1er février 2019

Félix Laurendeau-Lebel
Coordonnateur animation et communication
Sentier Urbain
1710, rue Beaudry, local 3.0
Montréal, Québec, H2L 3E7

Objet : Appui au projet Programmation culturelle du Circuit Jardins 2019

Monsieur,

C'est avec plaisir que je vous confirme mon appui au projet ***Programmation culturelle du Circuit Jardins 2019*** dans le cadre de votre demande auprès du ***Programme de soutien financier aux initiatives culturelles*** de l'arrondissement de Ville-Marie.

Cet appui témoigne de la reconnaissance que le Circuit Jardins, mis en œuvre par Sentier Urbain depuis plusieurs années déjà, joue un rôle structurant en visant plusieurs objectifs d'amélioration de l'environnement de la qualité de vie mais aussi d'éducation et d'implication citoyenne, ce qui favorise l'engagement et le dynamisme de la collectivité.

En plus du rôle écologique et éducatif fondamental que joue Sentier Urbain par sa mission de verdissement social, je souhaite également souligner que le volet culturel du Circuit Jardins permet aux citoyens de l'arrondissement, et plus particulièrement ceux du district Saint-Jacques, de participer à des activités stimulantes et éducatives de qualité en plein air tout au long de la saison estivale.

Comme députée, mais aussi comme résidente du quartier Sainte-Marie, j'ai eu la chance de bénéficier des îlots de fraîcheur aménagés par Sentier Urbain et j'ai pu constater l'apport positif qu'apporte ces lieux d'apprentissage, de rencontre et de repos à notre quartier.

En vous souhaitant que vos démarches de financement auprès du Programme de soutien financier aux évènements culturels 2019 de l'arrondissement de Ville-Marie soient fructueuses, veuillez recevoir, Monsieur Laurendeau-Lebel, mes meilleures salutations.

Solidairement,

Manon Massé
Députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques à l'Assemblée nationale du Québec

533, Ontario Est, Bureau 330, Montréal (Québec) H2L 1N8 Téléphone : 514-525-2501,Télécopieur : 514-521-5637

Montréal
1001 Maisonneuve Est
Bureau 507
Montréal (Québec) H2L 4P9
Tél. (514) 522-1339
Télec./Fax. (514) 522-9899
helene.laverdiere@parl.gc.ca

CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Ottawa
Édifice de la Confédération,
bureau 879
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Tél.. (613) 992-6779
Téléc./Fax: (613) 995-8461
helene.laverdiere@parl.gc.ca

Hélène Laverdière

Députée de Laurier-Sainte-Marie / Member of Parliament for Laurier-Sainte-Marie

Montréal, le 25 janvier 2019

Objet : Appui au projet Programmation culturelle du Circuit Jardins 2019

Madame, Monsieur,

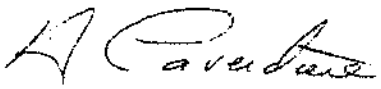
C'est avec plaisir que j'offre mon appui au projet ***Programmation culturelle du Circuit Jardins 2019*** dans le cadre de la demande de financement effectuée auprès du ***Programme de soutien financier aux initiatives culturelles*** de l'arrondissement de Ville-Marie.

Mis sur pieds par Sentier Urbain il y a quelques années, le projet Circuit Jardins renaturalise des espaces de l'arrondissement vacants ou laissés en friche. Ces terrains désaffectés sont aménagés en jardins thématiques et mis à la disposition de la communauté avec une vocation éducative et récréative. Cette transformation de zones urbaines en oasis de fraîcheur, tout en suscitant l'implication citoyenne, contribue à améliorer l'environnement et la qualité de vie des résidente.s de l'arrondissement et favorise le dynamisme de la collectivité.

En plus du rôle écologique et éducatif que joue Sentier Urbain par sa mission de verdissement social, je souhaite également souligner que le volet culturel du Circuit Jardins permet aux citoyen.ne.s de l'arrondissement, et plus particulièrement ceux du district Saint-Jacques, de participer à des activités stimulantes et éducatives de qualité en plein air, tout au long de la saison estivale.

En souhaitant que les démarches de financement auprès du Programme de soutien financier aux évènements culturels 2019 de l'arrondissement de Ville-Marie soient fructueuses, veuillez recevoir, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

Cordialement,



Hélène Laverdière

Députée de Laurier—Sainte-Marie

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE | Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☐ Volet 1 ☑ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 1984

Adresse du siège social 2915 Ontario est Code postal : H2K1X7

Téléphone : 514-523-3265 Télécopieur :

Site Internet : www.bainmathieu.ca

Nom du mandataire désigné : René Jacques Titre : Président Directeur Général

Téléphone (bureau) : 514-523-3265 Cellulaire : 514-947-3263

Adresse courriel : direction@bainmathieu.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

La Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.) est un organisme à but non lucratif dont la mission est le soutient des créateurs toutes disciplines confondues.

Propriétaire du Bain Mathieu, reconnu pour ses salles d'événements multifonctionnelles dans l'arrondissement Ville-Marie, la S.P.A.G. met à disposition aux artistes de son collectif; soutien technique, espaces de travail et résidences d'artistes.

Le Muraliste Laurent Gascon est un de nos artistes phare.

En dix années, il a réalisé onze murales (mosaïque) animant et enjolivant ainsi la partie est de la rue Ontario par la mise en valeur de célébrités du monde du théâtre, du spectacle et de la chanson (voir dossier de l'artiste en pièce jointe+document d'information sur notre organisme).

Information sur le projet

Titre du projet : Murale en hommage à Mme Janine Sutto

Date(s) de réalisation : du 04/06/19 au 01/09/19

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : 2550, rue Ontario Est, Montréal, H2K 1W7 (Maison de la Culture Janine-Sutto)

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 25 500 $

Montant du soutien financier demandé : 18 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Cette année particulièrement, le nom de Janine-Sutto a fait presque l'unanimité auprès de la mobilisation citoyenne et l'arrondissement Ville-Marie pour renommer la Maison de la Culture Frontenac au nom de la Maison de la cultutre Janine-Sutto.

C'est avec un sentiment de fierté et d'appartenance, nous avons choisis de rendre hommage à une grande artiste de chez-nous.

En immortalisant son visage légendaire, le muraliste Laurent Gascon viendra ajouter une nouvelle murale à la suite des onze autres déjà réalisées au fil des ans afin de faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble du quartier et enrichir le patrimoine artistique public.
Le dévoilement de la murale en septembre coincidera avec la fin de travaux de rénovations de la Maison de la Culture (Janine-Sutto).

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Voir annexe visibilité du projet

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Société pour promouvoir les arts gigantesques (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : René Jacques Président Directeur Général

Date : 25/01/19

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG)

Nom du projet : Murale en hommage à Mme Janine-Sutto

Date de réalisation : Du 04/06/19 au 01/09/19

REVENUS	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	18 000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	7500		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS	25500		

DÉPENSES	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets	18 000		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	1 500		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	1 250		
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	3 250		
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	24 000		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			

ADMINISTRATION			
Coordination du projet	1 500		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	1 500		
TOTAL DES DÉPENSES	25 500		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	aucun		

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La réalisation d'une telle œuvre murale à l'effigie d'une enfant du quartier apportera un peu de vernis à ce secteur de la ville qui en a tant besoins et ne fera que renforcer un sentiment de fierté dans la population.

Nous savons pour être présent dans le milieu, qu'il y a une demande claire pour célébrer Janine Sutto.

Embellir le paysage urbain : Cette série de portraits colorés qui orne les murs du quartier est là pour garder vivante la mémoire de ces personnages, qui, chacun à leur façon, ont marqué et influencé tout un peuple.

Il va de sois que cette série de portraits qui émaillent les murs de la rue Ontario depuis 2008 ne font qu'embellir le paysage urbain.

Soutenir et mettre en valeur la création artistique : C'est là le noyau dur de notre mission. Depuis 2008 le muraliste Laurent Gascon bénéficie de notre support dans la création et la réalisation de portraits de célébrités issues du milieu afin de garder vivant leur mémoire.

Prévenir le vandalisme : Sur une période de dix années, nous n'avons pas été confrontés à ce genre de problèmes. La murale n'étant pas accessible facilement mais nous croyons qu'il s'agit d'une marque de respect vis à vis l'amour que le public voue à ces personnages de légendes.

Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie : Réunir les associations, organisations et organismes du milieu autour de l'idée de célébrer et de rendre hommage à des héros et héroïnes qui ont vu le jour dans le quartier. Cette année particulièrement, le nom de Mme Dufresne a fait presque l'unanimité auprès de la mobilisation citoyenne.

Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais : voir un artiste à l'œuvre au cœur du quartier et que l'artiste soit accessible et disponible pour parler de son art est une porte pour faciliter l'accès à l'art. Avec le temps, la réputation de la Galerie de portraits de la rue Ontario grandit, touche et influence d'autres quartiers de la ville.

Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville : L'omniprésence de ces personnages qui ont grandi dans le quartier et que par leur talent, leur ténacité et leur action respective, ils soient devenus des légendes, développe chez les gens un sentiment de fierté.

Enrichir le patrimoine artistique public : Un des objectifs de notre projet de musée à ciel ouvert né en 2008, était et demeure toujours d'enrichir le patrimoine artistique public.

CALENDRIER DE RÉALISATION

ACTIVITÉS	DÉBUT	FIN
Arrivée de l'artiste.	01/06/19	30/09/19
Préparation patron, agrandissement et marquage au mur.	04/06/19	16/06/19
Achat des matériaux et installation des échafaudages.	10/06/19	12/06/19
Début de la réalisation de la murale.	18/06/19	
Fin de la réalisation de la murale	01/09/19	
Conférence de presse (date à déterminer avec le cabinet du maire de l'arrondissement et de la mairesse de la Ville).		

**Adresse de la murale : Maison de la Culture - 2550, rue Ontario Est, Montréal, H2K 1W7

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE | Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☐ Volet 1 ☑ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 1984

Adresse du siège social 2915 Ontario est Code postal : H2K1X7

Téléphone : 514-523-3265 Télécopieur :

Site Internet : www.bainmathieu.ca

Nom du mandataire désigné : René Jacques Titre : Président Directeur Général

Téléphone (bureau) : 514-523-3265 Cellulaire : 514-947-3263

Adresse courriel : direction@bainmathieu.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

La Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.) est un organisme à but non lucratif dont la mission est le soutient des créateurs toutes disciplines confondues.

Propriétaire du Bain Mathieu, reconnu pour ses salles d'événements multifonctionnelles dans l'arrondissement Ville-Marie, la S.P.A.G. met à disposition aux artistes de son collectif; soutien technique, espaces de travail et résidences d'artistes.

Information sur le projet

Titre du projet : Mise aux normes des éclairages et son du Bain Mathieu

Date(s) de réalisation : avril 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : 2915 rue Ontario Est, M.

Discipline :
- ☑ exposition extérieure
- ☑ arts médiatiques
- ☑ arts visuels
- ☑ cinéma et vidéo
- ☑ théâtre
- ☑ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☑ danse
- ☑ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 65 000 $

Montant du soutien financier demandé : 15 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

C'est un projet qui consiste à la mise aux normes de notre système de son et d'éclairage afin de mieux servir et de répondre aux nouvelles exigences des différents événements produit au Bain Mathieu.

Après l'étude des lieux, la compagnie Neto nous a proposé un plan d'éclairage et de son pour permettre une plus grande possibilité de création.

La mise aux normes de l'équipement va contribuer à une plus grande flexibilité pour des demandes de plus en plus pointues de la part de la clientèle professionnelle ainsi que le public visiteur.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Voir annexe visibilité du projet

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Société pour promouvoir les arts gigantesques (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : René Jacques Président Directeur Général

Date : 08/02/19

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 - BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG)

Nom du projet : Projet mise aux normes de l'équipement spécialisé

Date de réalisation : mai 2019

REVENUS	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Fonds du Canada espaces culturels	25 000$		
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15 000$		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	25 000$		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS	65 000 ✓		

DÉPENSES	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	65 000$		
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	65 000$		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Coordination du projet			
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES	65 000$		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	aucun		

Pourquoi nos équipements sont désuets

Un constat c'est imposé lors de notre 20ème anniversaire du Bain Mathieu (1998-2018): notre équipement d'éclairage est désuet depuis quelques années et il ne nous permet plus de desservir notre clientèle artistique adéquatement.*

Nous avons soutenu l'entretien pendant plusieurs années pour le système d'éclairage avec des résultats peu convaincants et finalement très coûteux. Dans le monde de l'éclairage et du son spécialisé, 10 ans est pour ainsi dire une éternité. Le système ne rencontre plus les exigences de base d'un organisme comme le nôtre.

En 2007 nous avons eu une subvention lors de la Mise au Norme des Équipements pour renouveler notre système d'éclairage et de son. Nous avons alors acheté la première génération de lumière DEL (54 unités). Cette équipement qui a été fort utile pour les premières années est maintenant largement dépassé tant au niveau de la qualité qu'au niveau de la fiabilité: notre éclairage souffre d'une luminosité faible et irrégulière. Par exemple lors de nos expositions les artistes se sont souvent plaignent de l'insuffisance de luminosité pour mettre en valeur leurs œuvres.

Les éclairages pivotantes « moving light » n'arrivent plus à faire les mouvements de base et comparativement à la nouvelle génération ces lampes souffrent d'un manque de fluidité et de variétés autant au niveau des mouvements que des variations de couleurs et de pulsations.
Les lumières d'appoint « Leko » doivent aussi être remplacées, étant vraiment onéreuses: le prix des ampoules qui sont constamment défaillantes, sont d'un prix exorbitant, pratiquement aussi chère que l'appareil lui-même. Réparation constante et demande plus gourmande de l'électricité, cet équipement gagnerait à être remplacé par une technologie plus précise et moins énergivore.

Nous souhaitons aussi acquérir deux nouvelles boîtes de son pour équiper la deuxième scène de la salle principale. L'ajout de cet équipement complèterait bien les changements qui visent une plus grande diversité.

* Pour confirmer ce constat nous avons consulté trois firmes spécialisées en éclairage qui ont réussi a identifier nos besoins et ils nous ont fait part de leurs suggestions

Comment mieux desservir notre clientèle artistique

L'amélioration de nos équipements spécialisés dans notre lieu physique (Bain Mathieu) qui a comme mission de collaborer à la création, à participer à la diffusion artistique, à la production et aux expositions, nous semble essentiel pour la suite de notre mandat. Il permettrait l'accomplissement de notre exigence professionnel. La Mise Au Norme de nos équipements spécialisés améliorera sans aucun doute la qualité et la diversité de notre programmation artistique la rendant plus sophistiquée mais cependant plus fluide. En plus d'améliorer les exigences artistiques elle permettrait aussi d'atteindre un plus grand public.

Ainsi la mise au norme nous donnera une diversité considérable de discipline et une importante variété dans la programmation. Nous espérons une généreuse gamme de diffuseurs qui voudront assurément utiliser nos nouvelles installations pour sa capacité d'accueil et sa grande flexibilité. L'incidence positive sur l'auditoire, les artistes, les créateurs, les exposants, les promoteurs et autres usagers justifie amplement à notre sens notre demande de soutien financier pour nos équipements spécialisés.

René Jacques
Président Directeur Général



Neto Lighting inc
4850 St-Ambroise #110
Montreal QC H4C3N8
514-933-4476
jbdw.neto@gmail.com
netolighting.com

ADDRESS
SPAG
2915 Rue Ontario Est
Montreal Quebec H2K 1X7

SHIP TO
SPAG
Bain Mathieu
2915 Rue Ontario Est
Montreal Quebec H2K 1X7

ESTIMATE 1019

DATE 02/07/2019

EXPIRATION DATE 03/07/2019

SHIP VIA
CUBE - FREE

ACTIVITY	QTY	TAX	RATE	AMOUNT
SALE (MSRP) - NETO LX Beam 60W LED RGBW 6 degree compact beam moving light. Certified for use in Canada according to CSA regulations. 2 year limited warranty.	6	GST/QST QC - 9.975	649.00	3,894.00
SALE (MSRP) - NETO ColorFlex 18ipX ip65 LED Par 18 x 12W 6 in 1 ip65 25 degree LED Flood Par. Certified for use in Canada according to CSA regulations. 1 year limited warranty.	54	GST/QST QC - 9.975	579.00	31,266.00
SALE (MSRP) - NETO Renegade XB2 Neto's flagship fixture. Ultra-Bright Spot/Wash Moving Light. Full colour wheel, two modern gobo wheels, linear and octo prisms. 2 year limited warranty.	10	GST/QST QC - 9.975	2,149.00	21,490.00
SALE (MSRP) - PK Sound Klarity 12 High performance multi purpose speaker. 2 year limited warranty.	2	GST/QST QC - 9.975	1,899.00	3,798.00

-60% deposit upon signature is required.
-40% balance is due upon delivery.
-Delivery times are approximately 3-6 weeks.
-5% additional discount is available if invoice is paid in full upon signature.
-Products remain the property of Neto Lighting until balance is paid in full.

SUBTOTAL	60,448.00
DISCOUNT 10%	-6,044.80
GST @ 5%	2,720.16
QST @ 9.975%	5,426.72
TOTAL	**$62,550.08**

TPS: 70577 1327 RT0001
TVQ: 1224874142 TQ0001

Vendu à
SPAG
2915 RUE ONTARIO EST
COMPTES PAYABLES
MONTREAL, QC CANADA
H2K 1X7
RENÉ JACQUES
Tél.: 514/523-3265 Fax: 514/523-3240

Livré à
SPAG
2915 RUE ONTARIO EST
COMPTES PAYABLES
MONTREAL, QC CANADA
H2K 1X7

Tél.:514/523-3265

Soumission 607485
Date 13/02/2019
Offre valide 30 jours

SOLOTECH

5200 Hochelaga
Montréal (QC), H1V 1G3
Tél.: 514/526-7721
Fax: 514/526-2175
Site: www.solotech.com

# Client	Conditions	# Référence client	Représentant	Courriel représentant	# Projet
010791	Net 0 jours		KEVIN RHOADES	krhoades@solotech.com	
Livraison approx.	**INCOTERMS 2010**	**Transporteur**			
10 jours	-				

Item	#Référence	Marque	Modèle	Description	UM	Qté Com.	Prix unit.	Prix total
1		CHAUVET	INTIMSPOT475Z-LED	CORP-MOBILE LED 250W A/GOBOS & ZOOM MANUELLE LED Spot Moving Head with Motorized Zoom Angle: 10° to 23° LED Source: 1 x 250W Colors: 7 + white, split colors, Gobos: (1): 7 + open (6 metal + 1 glass), rotating, Gobos (2): 8 + open, continuous Prism: (1): 6-facet round, Prisme (2): 6-facet linear,	UNITE	10.00	2,754.75	27,547.50
2		CHAUVET	SLIMPAR-PRO-H-USB	PROJECTEUR LED DMX 21° HEX LED 12 x 10W (NOIR)	UNITE	54.00	324.09	17,500.86
3		CHAUVET	EVEP100WW	LED WARM WHITE WASH LIGHT 100W 25°, 35°, or 53°	UNITE	6.00	580.69	3,484.14
4		ELECTRO-VOICE	ETX-12P-US	ENCEINTE AMPLIFIEE 12" 2000W 135DB SPL	UNITE	2.00	1,276.29	2,552.58

Sous-total	51,085.08	TPS (R 139 579 643)	2,554.25	TVQ (1017 275 824)	5,095.74	**Total (CAD)**	**58,735.07**

Signature: _____ Nom en lettres moulées: _____ Date: AAAA / MM / JJ _____ No. bon de commande: _____

Cette soumission est sujette à l'approbation du crédit. Les équipements demeurent l'entière propriété de Solotech inc., jusqu'à paiement complet de la facture.

332/660

theatrixx technologies

1655, Richardson
Montréal, (Québec) H3K 3J7
514.939.3077

Montréal, le 20 Feb 2019

SOUMISSION # 33015

Vendu à:

S.P.A.G.
2915, rue Ontario Est,
Montréal, Québec H2K 1X7
Canada

T: 514-523-3265
F: 514-523-3240

Expédier à:

Bain Mathieu
2915, rue Ontario Est,
Montréal, Québec H2K 1X7
Canada

Qté	Unité	No. de Pièce	Description	Unitaire	Extension
10	EA	011640	Ayrton - Khamsin-S - 750 W 8,000K LED MODULE - 7° TO 58° - 38000lumens	$14,448.00	$144,480.00
50	EA	XF36VCRGB	xFocus - Wall Washer 36 LED RGB - Échantillonage Vidéo- Réducteur de tension flexible- Entrée/Sortie 90-250VAC 50-60Hz & DMX (XLR3) - IP65	$325.00	$16,250.00
6	EA	015170	Ayrton - MagicDot-XT - IP20	$1,774.00	$10,644.00
2	EA	PIECES	Speaker pré-amplifié QSC K8.2 K.2 Series 8" 2-Way 2000-Watt Powered Speaker	$962.00	$1,924.00
2	EA	PIECES	Stand à speaker	$49.00	$98.00

direction@bainmathieu.ca

PAR: FRANCOIS LEVASSEUR

Tous les équipements restent la propriété de Theatrixx Technologies Inc. jusqu'au paiement complet de la facture. Commande minimum de 50.00$. Numéro de bon de commande obligatoire. Valide 30 jours.
Signature requise pour mettre en production tout appareil sur mesure. La marchandise ne peut pas être retournée sans autorisation de Theatrixx. Frais de remise en inventaire de 15% minimum

TPS : 886721521RT TVQ : 1023146777TQ0001

Sous total:	173,396.00
Expédition:	$0.00
TPS 5% :	$8,669.80
TVQ 9.975% :	$17,296.25
B.C. HST 12% :	$0.00
N.B./ONT./NLFD HST 13% :	$0.00
N.S. HST 15% :	$0.00
TOTAL :	**$199,362.05**

Colorflex 7ipX - Colorflex 12ipX - Colorflex 18ipX



The Colorflex ipX Family of products is a great tool for lighting designers. The ease of use paired with high quality build makes the Colorflex ipX well suited for Outdoor use, Touring, Rental , Permanent Installation, Architectural Lighting and much more. the ip65 rating means the Colorflex ipX series is dust tight and protected against water jets and particles making them ideal for both indoor and outdoor use while remaining a low/zero maintenance fixture.

Power

Input voltage :	90-240v AC 60/50HZ
Consumption :	70w - 120w - 200w
Lamp type :	(7x/12x/18x)12W 6-in-1 RGBWA+UV
Connections :	- Seetronic True1 powercon input/output(IP65) - Seetronic XLR 3pins input/output (IP65)

Physical

Size :	-7ipX: 235 x 215 x 110 mm -12ipX: 280 x 280 x 110 mm -18ipX: 310 x 310 x110 mm
Weight :	2.6kg - 3.2kg - 5.5kg
Display :	LCD display with 4-button control
IP Rating :	IP65

Control

Control :	DMX, Stand-alone
Input :	3 pin XLR (DMX)
DMX Footprint :	HSV(3ch), HSI(3ch), 6ch, 12ch
Dimming :	Electronic Dimmer with variable refresh rate (800HZ, 2000HZ, 4000HZ, 10KHZ, 20KHZ,25KHZ)
Color :	6-in-1 RGBWA+UV Color-mixing
Movement :	N/A

Optics

Beam Angle :	15 or 25 deg
Focus :	Soft edge beam/flood
Filters :	N/A

Model Number : CFX 7IPx CFX 12IPx CFX 18IPx Revision : 1

NETO

RENEGADE XB2





The Renegade XB2 is a fusion of the most reliable and the latest technologies. The result: a cutting-edge fixture with a compact design. At 35 pounds, the RXB2 generates tremendous light output and features crisp projections across its broad zoom range. Boasting one of the tightest beams on the market, the Renegade XB2 makes its presence known in show venues of all types. With its two gobo wheels, a variety of modern looks means the RXB2 is perfect for architectural applications as well. So, whether you need a corporate spot wash, or a club cutting beam, the Renegade XB2 has got you covered.

Power

Input voltage :	90-240v AC 60/50HZ
Consumption :	480 Watts
Lamp type :	OSRAM SIRIUS HRI 280 W
Connections :	PowerCon Input

Control

Control :	DMX, Sound, Auto, Manual
Input :	3 & 5 pin DMX with passtrough
DMX Footprint :	16 channels or 24 channels
Movement :	8-bit or 16-bit Pan & Tilt
Dimming :	high speed 2 blade shutter & dimmer
Color :	13 dichroic glass color + white
Gobo :	Primary 9 rotating dichroic glass gobo wheel with + open, Seconday 14 static gobo wheel with beam reducer + open

Physical

Size :	W:38.2CM H:58CM D:36.5CM
Weight :	16Kg / 35.27Lbs.
Display :	Color LCD 55mm display
IP Rating :	IP20
Locking :	Pan & tilt lock

Optics

Beam Angle :	Motorized zoom 2.5-25 degrees (16bit)
Focus :	Motorized focus from near to far (16bit)
Effect Filters :	2 gobo wheels: 1 static 1 rotating . 2 Rotating Prisms: 8 facet circular and 6 facet linear prism

KLARITY 12 MULTI-PURPOSE LOUDSPEAKER



The Klarity 12 is a high performance, multipurpose loudspeaker with an integral high efficiency, class-D amplifier. The versatile, multi-faceted shape of the enclosure allows it to be used as a floor monitor, and upright or vertical as a main loudspeaker for small to mid-sized sound reinforcement. It can be pole mounted or flown easily with M8 rigging points, making it perfect for both portable and installed applications. A 90° x 60° constant directivity horn ensures even, predictable coverage across the entire listening area with the additional flexibility of a rotatable design. The recessed amplifier cavity ensures that both signal and power connectors are protected during operation. With 4 user selectable DSP options the Klarity 12 is suited for both standalone full range operations, and in conjunction with a Klarity subwoofer for additional low frequency extension and higher SPLs. The high-grade, void-free Baltic birch cabinet is finished with a tour-grade, high-impact EXL Polyurea coating that outlasts standard painted cabinets by years.

FEATURES

- Premium quality transducers
- High-grade void-free Baltic birch construction
- High efficiency class-D amplification
- Full power intelligent limiting
- 90° x 60° Aluminum rotatable horn flare
- M8 rigging for suspension
- 4 selectable DSP configurations
- 12 gauge heavy duty grill
- Tour-grade high-impact EXL Polyurea
- Powercon locking power cable

SPECIFICATIONS

PURPOSE	2-WAY MULTIPURPOSE
Low Frequency	12" Cone Transducer
High Frequency	1.75" Titanium Compression Driver
Amplifier	700W Class-D
Operating Frequency +/-10dB	37Hz - 20KHz
Free Field Response +/-3dB	46Hz - 18KHz
Maximum SPL (note1)	132dB
Coverage Pattern	90° x 60° Rotatable
Audio Input	Balanced XLR
Audio Through	Balanced XLR
Transducer Protection	Thermal & Excursion Limiting
Amplifier Cooling	Temperature Controlled Fan
DSP Presets	1. Full Range 2. 90Hz HP 3. Vocal 4. Mic Level Input
AC Power Input	Powercon
Input Voltage	Auto-switching 100 - 250V
AC Power Consumption 1 / 8 Power (110V / 220V) Amps	1.2 / 0.6A
Material	High-Grade Void-Free Baltic Birch
Finish	Tour-Grade High-Impact EXL Polyurea
Grill	12 Gauge Powder Coated Steel
Rigging	M8 Rigging for Suspension
Dimensions DxWxH (inches)	13.4 x 13.9 x 28.5
Dimensions DxWxH (mm)	340 x 355 x 725
Weight (lb)	55.3
Weight (kg)	25.1

NOTE: (1) Max. SPL 1W / 1m with 4dB crest factor pink noise

APPLICATIONS

- Night Clubs & Lounges
- Mobile DJs
- Live Music
- Corporate Facilities
- Speeches & Public Address
- Restaurants & Cafés
- Houses of Worship
- Delay & Other Coverage

CANADIAN OFFICE • 403.452.6004
BAY 133 – 2634 45 Ave SE, Calgary Alberta, T2B 3M1
WWW.PKSOUND.CA
US OFFICE • 415.845.0132
580 Eccles Ave S. San Francisco, CA. USA. 94080

La mairesse
de Montréal

Le 8 avril 2019

L'honorable Pablo Rodriguez
Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme
Gouvernement du Canada
Édifice Dominique Ducharme
105, rue McGill, bureau 200
Montréal (Québec) H2Y 2E7

Objet : Appui à la Société pour la promotion des arts gigantesques

Monsieur le Ministre,

La Société pour la promotion des arts gigantesques (SPAG), propriétaire du Bain Mathieu, est un acteur culturel important dans le quartier Centre-Sud de Montréal. Depuis une vingtaine d'années, cet organisme encourage la relève artistique et la diversité des expressions culturelles, toutes disciplines confondues.

La Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie offrent leur soutien à la SPAG sous diverses formes depuis ses tout débuts, notamment en ce qui a trait à l'acquisition d'équipements spécialisés. Nous confirmons d'ailleurs avoir reçu une demande de contribution financière de 15 000 $ pour le renouvellement et la mise à niveau des équipements d'éclairage et de sonorisation. Cette demande fera l'objet d'une étude attentive dans le cadre de nos programmes de subventions au cours des prochaines semaines.

En tant que mairesse de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie, j'appuie la demande de cet organisme auprès de votre ministère dans le cadre du Fonds du Canada pour les espaces culturels, en vue d'obtenir un financement complémentaire. Le Bain Mathieu est non seulement un formidable tremplin pour les artistes émergents, mais il est aussi un lieu inusité de rencontre avec le public. La mise aux normes de leurs équipements leur permettra de mieux répondre aux nouvelles exigences de la scène afin qu'elle puisse continuer de faire rayonner le talent de nos créatrices et de nos créateurs.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette lettre, je vous prie d'agréer Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Valérie Plante

Hôtel de ville · 275, rue Notre-Dame Est · Montréal (Québec) · H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-3101 Télécopieur: 514 872-7091 mairesse@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

Volet 1 **Volet 2**

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ-EspaceTrad)

Statut juridique : Organisme culturel

Date d'incorporation : mai 1981

Adresse du siège social Maison de la Culture Ahuntsic, 103000, Lajeunesse Code postal : H3L 2E5

Téléphone : 514-273-0880

Télécopieur : 514-273-9727

Site Internet : www.espacetrad.org

Nom du mandataire désigné : Carmen Guérard

Titre : responsable des activités

Téléphone (bureau) : 514-273-0880

Cellulaire : 514-506-3058

Adresse courriel : info@espacetrad.org

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

La Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ) voit le jour en mai 1981 par des personnes désireuses de conserver la beauté, l'originalité et la richesse des pas et figures traditionnellement dansés au Québec.
Sa mission : promouvoir la danse traditionnelle québécoise dans un lieu de rencontre propice au divertissement, tout en favorisant l'échange et la recherche folklorique.
Un conseil d'administration composé de 7 personnes du milieu de la danse et de la musique traditionnelle et aussi du milieu associatif qui se rencontre de façon régulière aux 2 mois ; des comités de travail (école, veillée, stage et festival); des comités ad hoc (finances, activités spéciales); 3 employé-e-s à temps partiel au bureau; des bénévoles très impliqués dans la bonne marche de nos activités (au moins 30 assidus) ; artistes à contrat lors de toutes nos activités et événements. Travail en lien avec la Maison de la Culture Ahuntsic qui nous accueille dans leurs bureaux.
La desserte: selon nos activités nous desservons un panorama très large: des gens du quartier Ahuntsic et des alentours avec l'École, les Journées de la Culture, la Fête Nationale; aux différents arrondissements avec les Veillées du Plateau et activités estivales jusqu'aux niveaux nationales et plus, avec nos activités comme le stage Danse-Neige, de notre Festival La Grande Rencontre et la conférence Trad Montréal (personnes venant des Iles de la Madeleine, Ontario, États-Unis et d'Europe).
Les services: Formation en danse et musique traditionnelle via les cours de l'École des arts de la Veillée, le stage annuel Danse-Neige; ateliers de perfectionnement lors du festival La Grande Rencontre; formations spécialisées en lien avec le Conseil Québécois du Patrimoine Vivant; organisation de Soirées de danse les Veillées du Plateau; organisation de concerts-maison; service de référencement; service d'animations avec les artistes professeurs de l'École; service de représentation de l'École avec son groupe d'Ensemble des arts de la Veillée, etc.

Information sur le projet

Titre du projet : Les sets carrés du square Cabot avec EspaceTrad

Date(s) de réalisation : les dimanches 22 et 29 septembre, 6 et 13 octobre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : au square Cabot, Montréal

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☑ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 10000 $

Montant du soutien financier demandé : 10000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Offrir à la population de tout âge et origine, du centre-ville et des alentours une activité de danse participative aux couleurs des traditions typiquement québécoises avec ses sets carrés, contredanses et valses.
Ces danses sont menées par un animateur spécialisé dans ce type de danse, appelé un "câlleur" qui avec art et précision, saura initier les gens aux différentes figures de danse. À l'occasion ce câlleur sera soit un habile gigueur et percussioniste ou même chanteur. Il est soutenu d'une équipe de 4 couples de danseurs-danseuses mêlés au public sur le plancher de danse afin de faciliter l'apprentissage. Il est accompagné par un groupe de musicien-ne-s choisis pour leur habileté à jouer le répertoire musical relié aux danses proposées: reels enjoués, gigues entrainantes, entrecoupées de valses et de chansons à répondre, afin de reprendre son souffle.
La danse traditionnelle québécoise avec ses figures particulières qui nécessite d'être danser en groupe d'au moins 8 personnes, est propice au rapprochement, au contact avec les autres, dans le plaisir de bouger, d'apprendre et d'avoir du plaisir à danser.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Nous utiliserons tous les moyens en notre disposition pour faire connaître cette nouvelle activité au centre-ville de Montréal., soit nos pages Facebook (Espacetrad et Grande Rencontre) suivis par 4000 abonnés, notre site internet: porte d'entrée du public en général qui cherche des activités de danses ou de musique traditionnelle sur la toile; nous prévoyons sous peu nous faire voir aussi sur Instagram; envois réguliers (hebdomadairement) de notre info-lettre à laquelle sont inscrits plus de 1600 abonnés. Beaucoup de bouche à oreille avec les danseurs-danseuses, musicien-nes qui participent à toutes nos autres activités et celles du milieu "trad" à Montréal. Nous comptons sur nos danseurs pour grossir la participation aux sets carrés du square Cabot et ainsi créé aussi un effet de spectacle de danses avec le public.
Élaboration et distribution d'un feuillet d'information au courant de l'été, lors de nos activités estivales, dans les organismes du centre-ville; Élaboration d'une affiche, affichage dans les organismes et commerces lorsque possible, au centre-ville. Recherche et mise à jour de contacts au centre-ville pour envois d'information aux organismes possiblement intéressés. Contact, rendez-vous avec des radios pour des entrevues; publication dans des revues spécialisées ou journaux de quartier; achats d'encarts publicitaires.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Soc. pour la promotion de la danse traditionnelle Q. (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Carmen Guérard (signature en attaché)

Date : 22 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Voies culturelles des faubourgs

Nom du projet : La nuit aux flambeaux sur les faubourgs (6e édition)

Date de réalisation : mars 2020

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	10000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	5 000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	3 300		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	4 000		
Contribution des partenaires en argent	4 000		
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	11 300		
TOTAL DES REVENUS	10000		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	1800		
Honoraires professionnels	1 500		
Main-d'œuvre technique	600		
Cachets	4800		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	300		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	100		
Matériel	80		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	150		
Assurances	200		
Agence de sécurité	200		
Service ambulancier (premiers soins)	400		
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	100		
Autre (précisez) **frais de déplacement**	120		
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	8100		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	400		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	500		
Frais de traduction			
Frais d'affichage	400		
Photographie	900		
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	900		

ADMINISTRATION			
Coordination du projet	700		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	200		
Frais de déplacement et de représentation	50		
Locations de bureaux	100		
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	1000		
TOTAL DES DÉPENSES	10000		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

Sets carrés au square Cabot
Automne 2019

Concept, programmation, nature des activités et objectifs

Fort de son expérience à organiser des événements populaires et participatifs autour de la danse depuis plus de 35 ans, notre organisme, la Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise, ou EspaceTrad, présente ici un projet d'activité de danses contribuant à une meilleure connaissance du public des traditions en danse du Québec : ses figures particulières, sa musique, ses instruments (violon, accordéon, guitare, piano, mandoline, harmonica. Et son essence propre, propice aux échanges de main, de contacts visuels, de rassemblement, des gestes proposés en douceur par un « maitre de cérémonie » dit le câlleur.

La danse traditionnelle québécoise participe agréablement à l'animation de l'espace public. Le square Cabot avec son grand espace devant une scène fixe, pour installer le groupe de musique et le câlleur, est un endroit idéal pour sa réalisation. Que ce soit en formation de sets carrés (groupe de 8 personnes), en contredanses (ligne de danseurs face à face) ou en ronde, ces danses permettent une grande utilisation de l'espace public qui peut s'étirer selon le nombre de participants. Les danseurs et danseuses avec leurs rires, peut-être « fourires » et leurs « youhou » participeront à l'animation du site et à sa vitalité, en se proposant en spectacle aux personnes assises autour ou attendant leur tour pour entrer dans la danse.

Objectifs généraux
Utiliser la danse traditionnelle québécoise comme moyen d'animer l'espace public de façon agréable et dynamique et susciter un rapprochement entre les participant-e-s, petits et grands.
Et plus spécifiquement, animer en musique avec de vrais musicien-ne-s et offrir un spectacle de danses aux spectateurs.
Ses composantes : un groupe de musicien-ne-s spécialisés pour jouer pour la danse traditionnelle québécoise, au violon, accordéon, harmonica, guitare, piano, banjo-mandoline; une personne au « call », soit un-e habile animateur, sachant expliquer les danses et embarquer les gens dans la danse, parfois aussi habile à giguer ou chanter; 4 couples de danseurs-danseuses expérimentés afin de faciliter l'exécution des danses proposées par le câlleur; un sonorisateur afin d'assurer une projection de la musique.

Programmation
Animation de la place publique du square Cabot,
les 4 dimanches après-midi consécutifs de l'automne 2019 : 22 et 29 septembre, 6 et 13 octobre, de 14h00 à 16h00,
avec un groupe de 12 personnes comprenant : 1 câlleur-animateur, groupe de 3 muscien-nes et 4 couples de danseurs.

Sets carrés au square Cabot
Automne 2019

Étapes et calendrier

Juin 2019 : contacts et confirmation avec les artistes, technicien et équipe de danseurs, élaboration et signatures de contrat.
Juillet- août :

- Élaboraton du feuillet des activités estivales d'EspaceTrad, incluant les activités du square Cabot,
- travail avec les graphistes; recherche de photos, correction de textes. Imprimerie du feuillet.
- Élaboration d'un document d'évaluation de l'activité (nombre de participants, participation/température; commentaires; photos ; remarques, cueillette d'adresse courriels pour envoi d'information, etc.).
- Démarche pour l'inscription de l'activité du dimanche 29 septembre dans le cadre des Journées de la culture; envoi de textes et photos (volet promotion).
- Mise à jour des plateformes de communications d'EspaceTrad afin d'annoncer ces activités : site internet, pages Facebook (espacetrad et Grande Rencontre);
- élaboration d'un encart publicitaire pour envoyer à des revues ou sites spécialisés (réseau Folklore, Mnémo et revue famille-enfants, et autres);
- préparatif de l'info-lettre d'EspaceTrad (1700 abonnés) et d'un communiqués de presse; invitation virtuelle.
- Mise à jour des contacts dans Ville-Marie, organismes potentiellement intéressés à partager les informations au sujet de notre projet.
- Réservation du matériel de sonorisation et marquise.
- Distribution du feuillet lors de nos activités estivales : fête Nationale et autres activités estivales d'EspaceTrad et autres activités auxquelles les membres participent (soirées de danse, festival, sessions de musique).

Septembre – octobre 2019 :

- Envoi d'un rappel à la participation (événement Facebook, info-lettre, courriels);
- Organisation, coordination et suivi.
- Rappel aux artistes et danseurs; rendez-vous sur place, transport du matériel de sonorisation, marquise, installation.
- Distribution du feuillet. Cueillette d'information pour le document d'évaluation; prises de photos et vidéo.
- Demande de factures aux artistes, paiements des cachets et dépenses reliées au projet.

Nov- décembre

- Travail sur le bilan des réalisations, compte-rendus, choix de photos et vidéos,
- Bilan financier, vérification et paiement des factures;
- Remise du rapport.

Sets carrés au square Cabot
Automne 2019

Stratégie de communication, promotion

Clientèle visée en vue de faire participer les citoyens à la vie culturelle, au centre-ville de Montréal, et plus précisément au square Cabot : les gens du quartier, les passants, les les touristes et nos danseurs.

Outils de promotion et de communication privilégiés :
Matériel à distribuer : feuillet promotionnel des activités, affiche. Ces documents seront préparés avec une compagnie de graphistes qui nous aideront à bien présenter visuellement notre projet.

Information à envoyer :
- Élaboration de communiqués de presse, info-lettres (1700 abonnés à l'info-lettre d'Espacetrad) en mettant en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans le projet, en apposant le logo de l'arrondissement et mention de leur apport financier.

- Mise à jour de notre site internet (www.espacetrad.org); création d'une page dédiée au projet, et de notre page Facebook (Espacetrad, 1400 abonnés); création d'événement, invitation, rappel, avec photos et vidéo à l'appui.
- Envoi d'annonces et achats d'encarts publicitaires sur les sites dédiés à la promotion d'événements « trad » et autres : info-trad, la dépêche trad, tourisme Montréal, arrondissement.com, atuvu, revue Folklore, Journaux de quartier.

Affichage et distribution dans les lieux publics, organismes, commerces et auprès de nos danseurs.

Sets carrés au square Cabot
Automne 2019

PLAN DE VISIBILITÉ offert à l'arrondissement Ville-Marie, selon le protocole de visibilité.

PROJET : **LES SETS CARRÉS DU SQUARE CABOT**

Le logo de l'Arrondissement Ville-Marie sera apposé sur toutes les communications de notre organisme, EspaceTrad :

Feuillet promotionnel de l'activité

- Insertion dans la revue Folklore (2500)
- Distribution tout au long de l'été dans nos différentes activités estivales (Fête Nationale, veillées du Plateau estivales sur la rue Prince-Arthur; les dimanche tradlib sur la rue Mont-Royal; le festival La Grande Rencontre : 700.
- Distribution, par nos membres, tout au long de l'été dans d'autres activités estivales (300)

Affiche promotionnelle de l'activité (20)

- Logo de l'arrondissement sur les affiches de l'activité

Site internet d'Espacetrad

- Logo de l'arrondissement sur nos différentes pages de notre site internet qui traiteront du projet : www.espacetrad.org

Envois :

- Communiqués de presse aux médias et aux revues ou sites internet spécialisés dans la musique et danse traditionnelle (Mnémo, DépêcheTrad, info-trad, etc)
- Info-lettre d'EspaceTrad (1700 abonnés) envoyée hebdomadairement
- Information sur les page Facebook d'EspaceTrad (2600 abonnés) et Grande Rencontre (1400 abonnés) et ses événements et invitations.

Mentions de remerciements à l'Arrondissement Ville-Marie :

- Lors de chacune de nos prestations (4) avant et à la fin.
- Lors des entrevues à une ou l'autre des émissions de radio : Tradosphère, Excusez-la, L'Affaire est dans l'trad, où nous annoncerons nos activités.
- Lors de tout autre moment opportun (rencontre, appel téléphonique, etc.)

Sets carrés au square Cabot
Automne 2019

Principales réalisations et rapport d'activités de la SPDTQ-EspaceTrad

La Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise travaille à la mise en valeur des porteurs et porteuses de traditions des arts et traditions québécoises de la veillée.

Les arts de la veillée comprennent la musique, la danse, la chanson, le conte. Les formes utilisées sont très diversifiées : cours de formation, veillées, festival. S'il n'y a pas de recette pour réussir une veillée, il y a des savoirs et des savoir-faire qui y sont mis en œuvre par des gens de plaisir désirant partager ensemble des traditions en musique, en danse, en gigue, en chansons, en contes et en récits. La parole, le geste et la mémoire de chaque individu s'y expriment et enrichissent la culture populaire d'un souffle toujours renouvelé.

Activités de l'organisme et participation :

- **Les Veillées du Plateau**, 8 soirées par année, de octobre à avril /→ entre 200 et 300 personnes à chaque veillée / → moyenne d'âge autour de 35 ans ,présence d'étudiants, personnes âgées et familles avec enfants.

- **École des arts de la Veillée** (3 sessions de 10 cours dans 21 groupes-cours /→ entre 80 et 110 élèves par session : cours offerts, niveaux initiation à avancé : violon, harmonica, gigue, danse, valse, guitare, mandoline-yukulélé, accordéon, chansons, percussion.

- **Les Vendredi TR adlib** (30 vendredis) de 19h00 à 23h00 /→ entre 12 et 20 personne par vendredi, 30 vendredi par année.

- **Le Festival La Grande Rencontre, la Conférence Trad de Montréal et le festival bobine et Bottine** (festival annuel de 4 jours), 26^{e} édition en septembre 2018 /→ 1200 participants : grand public, fervent de musique du monde d'ici et d'ailleurs.

- **Journées de la culture** (1 jour) à la fin du mois de septembre /→ 40 participants.

- **La Fête Nationale** (1 jour) le 23 juin /→ 600 participants.

- **Causeries d'EspaceTrad** (5 à 7 par année depuis 3 ans) /→ 25 participants par causerie.

- **Danse-Neige**, Stage de formation annuel (3 jours), en mars, au Camp Orford /→ 100 participants inscrits + 100 personnes pour les 2 soirées de danse ouvertes à tous.

- **Animations diverses** selon les projets, subventionnés ou non, demandes d'organismes, écoles ou particuliers (mariage, fêtes, etc.) /→ + 800… jeunes, personnes âgées, adultes, jeunes enfants.

Sets carrés au square Cabot
Automne 2019

Les Veillées du Plateau existent depuis 1981 et gagnent en popularité auprès d'une clientèle de plus en plus jeune. On compte actuellement environ 80 % de jeunes aux Veillées. Les familles y sont aussi de plus en plus nombreuses. C'est pourquoi, nous offrons depuis avril 2018, un atelier d'initiation à la danse pour eux particulièrement en début de soirée. L'engouement des années '70 semble refaire surface. Le sentiment d'appartenance culturelle fait partie des motivations de ces jeunes, ce qui nous fait croire en la persistance d'une culture populaire valorisant tout un héritage de traditions vivantes même dans le contexte de mondialisation culturelle.

L'École des arts de la Veillée. Depuis 1998, l'école accueille en moyenne 80 élèves par session à raison de trois sessions par année, 4 jours-semaine. C'est la seule école du genre au Québec. Elle offre les cours suivants : gigue, danse, violon, accordéon, harmonica, percussions, accompagnement à la guitare, chanson, conte, histoire de la musique, histoire de la danse. Présentation de 3 récitals durant l'année devant public. Un groupe, l'*Ensemble des arts de la veillée*, s'est formé depuis 2016, regroupant des élèves des différents cours et représente l'École à l'occasion. Nous sommes installés au-dessus de la Maison de la Culture Ahuntsic qui nous ont accueilli en décembre 2013, comme partenaire culturel.

Les Vendredi TRad lib du vendredi soir sont le lieu hebdomadaire de rencontres de pratique amateur en danse et musique traditionnelle québécoise, ouvert à tous les élèves de l'École et tout musicien qui souhaite s'y joindre.

La Grande Rencontre, le seul festival de musique et de danse traditionnelle québécoise se tenant à Montréal existe depuis 1993. Il a d'abord eu lieu dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, puis ensuite au parc Lafontaine de 2006 à 2010. Depuis 2014, La Grande Rencontre est installée dans le quartier Ahuntsic. La Grande Rencontre attire un public local, régional et national.

Les Journées de la Culture sont pour nous l'occasion de présenter les professeurs et les élèves de l'École des arts de la veillée, en septembre de chaque année en collaboration avec la Maison de la Culture Ahuntsic.

La Fête Nationale est, depuis la fondation de notre organisme, un moment privilégié pour la mise en valeur des artistes des arts de la veillée. Depuis 2014, nous l'organisons dans le quartier Ahuntsic et depuis 2018, au parc Tolhurst, sur la rue Fleury, ouest. Un moment propice pour rencontrer la population du quartier Ahuntsic et de nous faire connaître.

Les Causeries d'Espacetrad: rencontres avec des artistes héritiers de savoirs et savoir-faire sur l'histoire et le patrimoine en musique, chanson et danse traditionnelles québécoises en collaboration avec la Bibliothèque Ahuntsic et son café, le café de DA.

Danse-Neige, stage de formation en danse et musique, avec des artistes professionnels du milieu traditionnel, une rencontre de passionné-e-s durant 3 jours, sur le site du Centre d'Arts Orford, dans l'Estrie. (le stage s'est tenu durant 17 ans, avec un arrêt de 8 ans et a été reconduit en 2016.)

Animations : nous organisons chaque année environ une vingtaine d'animations culturelles en partenariat avec des organismes et institutions culturelles ou demandes privées dans divers quartiers de Montréal et à l'extérieur de Montréal, destinées à diverses clientèles : communautés culturelles, étudiants, nouveaux arrivants, familles, corporations, pour des occasions de fêtes, mariage, anniversaire, Noël, Cabanes à sucre, fête d'enfants, etc.

375^{e} anniversaire de Montréal : en partenariat avec l'arrondissement Ahuntsic et la Maison de la Culture Ahuntsic, Espacetrad a présenté en 2017, plusieurs activités de promotion et plein air dans le quartier Ahuntsic : ballades culturelles chantées tout au long du parcours Gouin, la Veillée Québec-Monde du 31 décembre à la Maison de la Culture Ahuntsic.

**Liste des membres du Conseil d'administration de
La Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise
2018-2019**

Administrateurs : Peter Senn, Stéphane Dupuis et Sylvie Ladouceur.

secrétaire: Marco Roy

Trésorier: Yvan Cameron

Vice-président: Jean-Claude Bélanger

Président: Gilles Garand

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de la SPDTQ, en date du jeudi 21 février 2019.

Il est proposé de faire une demande de subvention, au montant de 10100$ dans le cadre du programme soutien financier aux initiatives culturelles 2019, pour la tenue du projet « Les sets carrés du square Cabot à l'automne 2019» et de mandater Carmen Guérard à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement Ville-Marie et tout autre engagement relatif à cette demande.

Proposé par : Jean-Claude Bélanger
Appuyé par : Gilles Garand

Accepté à l'unanimité

Étaient présents, membres du CA : Sylvie Ladouceur, Yvan Cameron, Gilles Garand, Jean-Claude Bélanger, Stéphane Dupuis et Marco Roy.

Lettres patentes, SPDTQ, page 1 de 4 :

Gouvernement du Québec
Ministère des Consommateurs,
Coopératives et Institutions financières
Direction des compagnies

LETTRES PATENTES
(Loi sur les compagnies, 3e partie)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives, sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, accorde aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes les constituant en corporation sous la dénomination sociale suivante:

SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA
DANSE TRADITIONNELLE QUÉBÉCOISE

Données et scellées à Québec,

le 81/05/13

Le Ministre

Signé par délégation: André L. [illegible]

Je certifie que ce document a été

enregistré le 81/05/27

au libro C-1100, folio 20

Le Ministre

Signé par délégation: André L. [illegible]

MINISTÈRE DES CONSOMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES
QUÉBEC

1 — Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénoms	Profession	Adresse
Martel Jean-Luc	tech. en chimie	1940, des Tulipes, Carignan J3L 3P
Legault Diane	chimiste	4398, rue Boyer, Montréal H2J 3E1
Noel de Tilly Gilles	mécanicien	97, Aqueduc, Repentigny J6A 4E2
Lalonde Richard	ingénieur	485, Melrose, Verdun H4H 1T2
Forest Michelle	enseignante	659, 4e avenue, Lachine H8S 3W1
Trudel Johanne	étudiante	7731, St-Denis, Montréal H2R 2E9

2 — Siège social

Le siège social de la corporation est situé

7731, rue Saint-Denis - Montréal H2R 2E9

3 — Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

les requérants

4 — Immeubles

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à

100 000$

Lettres patentes SPDTQ, page 3 de 4 :

5 — Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Promouvoir la danse traditionnelle québécoise dans un lieu de rencontre propice au divertissement, tout en favorisant l'échange et la recherche folklorique.

Lettres patentes SPDTQ, page 4 de 4:

6 — Autres dispositions *(selon le cas)*

Le nombre d'administrateurs de la corporation est fixé à sept (7)

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☐ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Théâtre de la botte trouée

Statut juridique : Personne morale à but non lucratif Date d'incorporation : 7 mai 2014

Adresse du siège social 6-4690 Jeanne D'Arc Code postal : H1X2E3

Téléphone : 514-949-8778 Télécopieur : NA

Site Internet : theatredelabottetrouee.com

Nom du mandataire désigné : Marie-Lou Bariteau Titre : Directrice générale

Téléphone (bureau) : Cellulaire : 514-949-8778

Adresse courriel : theatredelabottetrouee@hotmail.com

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Depuis ses débuts en 2012, le Théâtre de la botte trouée c'est donné comme mission d'aller rejoindre les enfants directement dans leur milieu et ce, où qu'ils se trouvent. Nous sommes habités par le désir ardent de stimuler l'imaginaire et la créativité du jeune public en leur permettant d'avoir accès à la culture et à un théâtre professionnel dans les lieux où il n'y en a pas habituellement. À l'heure où les constats sont de plus en plus alarmants quant à la fréquentation par le jeune public d'œuvres artistiques de qualités, l'un de nos principaux objectifs est de permettre l'éveil et l'accès culturel des plus petits.

C'est donc guidé par cette réflexion sur l'accessibilité aux œuvres que nous avons développé notre signature unique : des spectacles de création extérieure à grand déploiement, autonome et autoportant pouvant aussi être joué dans les salles multi-services des organismes et des écoles.

Nous croyons en la diversité des pratiques et nous pensons que c'est exactement là que notre parcours devient nécessaire au milieu communautaire et artistique québécois.

À ce jour nous avons écrit trois pièces originales: "Dans l'oeil du corbeau" - 2012, "À travers les cendres" - 2014 et "Pénombre" - 2017.

25 courtes formes théâtrales sous forme de monologue de 15 minutes ont également été composées et interprétées afin de permettre une meilleure entrée en matière au jeune public vers nos pièces de 55 minutes. Ces courtes formes nous ont également servi d'activités de médiation culturelle facilitant le contact avec notre public. Au total, nous pouvons compter à ce jour plus de 130 représentations de nos créations à Montréal, en Estrie, dans les Laurentides, Lanaudière, le Bas-Saint-Laurent et en Montérégie. Nous sommes très fiers d'avoir pu embaucher et générer des salaires et du travail à 13 comédiens et 6 concepteurs de la relève artistique québécoise. Aussi, nous sommes très fiers d'être soutenu pour une tournée en 2019 dans les écoles primaires de Montréal par le Ministère de la Culture et des communications afin de valoriser la langue française auprès des enfants ayant des troubles sévères de communication et auprès des classes d'accueil.

Information sur le projet

Titre du projet : Pénombre dans les parcs de Ville-Marie

Date(s) de réalisation : 12 juillet au 31 août 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Les périodes de montage et de démontage se font le jour même de la représentation

Lieu(x) de réalisation : Parc Berthier, Square Cabot, P. Raymond-Blain, P. Jos-Montferrand,Walter Stewart P., P. Olivier Robert, Percy Walters P.

Discipline :
- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☑ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 11 500 $

Montant du soutien financier demandé : 8 300 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Pénombre dans les parcs de Ville-Marie

Le Théâtre de la botte trouée se spécialise dans le théâtre jeune public en plein air depuis 2012. Nous aimerions continuer de conquérir le cœur des jeunes montréalais avec notre 3e création intitulée Pénombre.

Notre second objectif est d'offrir l'opportunité aux organismes communautaires et aux camps de jour de Ville-Marie une occasion en or de proposer une activité culturellement riche à leur clientèle dans leur programmation, et ce gratuitement.

Nous avons ciblé 7 parcs où Pénombre n'a pas encore été présentée au sein de l'arrondissement Ville-Marie ainsi que plusieurs organismes communautaires et camps de jour situés près des parcs proposés. Notre projet vise donc les résidents, mais également les travailleurs communautaires, les animateurs et les intervenants jeunesse du secteur.

Nous aimerions organiser notre calendrier de tournée en collaboration avec votre agent de développement culturel, et ensuite contacter les organismes situés à proximité des parcs sélectionnés pour maximiser notre impact culturel.

À titre d'exemple, voici certains maillages que nous avons fait;

1.Parc Berthier à proximité de l'Association sportive et communautaire du centre-sud (Camp de jour) et de l'organisme la Ruelle de l'avenir

2.Parc Robert-Prévost à proximité des Loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (Camp de jour) et de l'organisme Grands frères et grandes sœurs du Grand Montréal

3.Parc Walter-Stewart à proximité du Centre Jean Claude Malépart (Camp de jour)et de l'organisme L'école du Rock-n-roll

4.Parc Olivier-Robert à proximité du Centre récréatif Poupart- Camp Les amis du Parc et du Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud

5. Parc Percy-Walter et le Square Cabot sont à proximité entre autre de l'organisme Enfants Entraide.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Le plan de communication et de promotion

Avril : Création d'une image propre à l'événement avec les logos de la ville et de l'arrondissement pour les affiches dans les parcs et les cartes postales annonçant les dates et les lieux pour laisser aux personnes-clefs des organismes du secteur.

Mai : Rassembler les contacts des différents organismes et répertorier tous les groupes Facebook s'adressant aux résidents de l'arrondissement Ville-Marie.

Juin : Appeler toutes les personnes clefs des différents organismes et demander leurs courriels. Renouvellement de l'abonnement au site Arrondissement.com afin de promouvoir les spectacles dans Ville-Marie.

Juillet : Nous enverrons un courriel d'invitation et de rappel aux organismes ainsi qu'aux camps de jours et au CPE de l'arrondissement. Notre propre page Facebook avec plus de 2 200 abonnés affichera tous les spectacles ayant lieu dans l'arrondissement également.

Juillet / Août : Nos affiches promotionnelles seront disposées dans les parcs 2 semaines précédant la représentation.

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☐ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☐ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Théâtre de la botte trouée (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature.: Marie-Lou Bariteau

Nom et fonction du représentant autorisé : Marie-Lou Bariteau Directrice générale

Date : 19 février 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Théâtre de la botte trouée

Nom du projet : Pénombre dans les parcs de Ville-Marie

Date de réalisation : Juillet, août et septembre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	8 300		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	8 300		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services	1 200		
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	2 000		
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	3 200		
TOTAL DES REVENUS	11 500		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	3 600		
Honoraires professionnels	250		
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction	378		
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	400		
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	3200		
Assurances	360		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	560		
Autre (précisez)	300		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	9 048		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	952		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	952		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	1 000		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation	500		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	1500		
TOTAL DES DÉPENSES	11 500		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

Le Théâtre de la botte trouée

Présente (Document 1 - Pour le projet)

Pénombre dans les parcs de Ville-Marie

dans le cadre du PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX INITIATIVES CULTURELLES

Volet 1 : Intervention dans l'espace public

Montréal, 18 février 2019

Pénombre dans les parcs de Ville-Marie - Description détaillée

- **Objectif du programme :**

Notre projet *Pénombre dans les parcs de Ville-Marie*, s'inscrit tout à fait dans les objectifs du programme puisqu'il vise spécifiquement la diffusion d'une œuvre culturelle professionnelle dans l'espace public extérieur. Notre installation du décor est ponctuelle et notre durée sur les lieux incluant la période de montage et de démontage est limitée à 6 heures par représentation. Notre offre de développer des liens avec les organismes jeunesse communautaires et les camps de jours du secteur Ville-Marie nous permettra de joindre principalement les résidents avoisinants et la population locale tout en demeurant accessibles au public sans restriction.

- **Nature du projet :**

Offrir 6 spectacles de théâtre jeune public dans 6 espaces verts de l'arrondissement Ville-Marie durant les mois de juillet, d'août et de septembre 2019. Nous souhaitons présenter la pièce de théâtre *Pénombre*, troisième création du *Théâtre de la botte trouée* de 50 minutes. Le montage se fait 2 heures avant la représentation et 1,5 heure est nécessaire au démontage ensuite. C'est un spectacle à grand déploiement et dynamique comptant 11 personnages.

- **Les objectifs généraux :**

Rassembler différents acteurs du milieu jeunesse de l'Arrondissement (résidents, camps de jours, OBNL, famille) afin de créer des occasions pour échanger tout en offrant un accès à la culture pour le jeune public. Les OBNL et les services de garde et d'animation estivale doivent chaque été composer des programmations d'activités culturelles et sportives avec de moins en moins de fonds, ce qui a un impact sur la qualité des sorties et des activités culturelles proposées. En offrant gratuitement une pièce de théâtre dans un parc pour les enfants, nous sommes convaincus d'alléger le budget des organismes et des camps, de créer une nouvelle opportunité d'activité culturelle pour le public et de briser l'isolement de certains foyers.

- **Les composantes :**

Nous allons contacter et inviter la liste des OBNL s'adressant aux familles et aux enfants de Ville-Marie, contacter les camps de jours et afficher nos activités sur différents groupes de résidents de Ville-Marie via Facebook. Le Théâtre de la botte trouée a déjà toute son équipe dévouée au montage, démontage et à l'interprétation des pièces de théâtre. Nous possédons tout le matériel nécessaire à la réalisation du projet également.

- **Les lieux suggérés :**

1. Parc Berthier
2. Square Cabot
3. Parc Raymond-Blain
4. Parc Jos-Montferrand
5. Walter Stewart Park
6. Parc Olivier Robert
7. Percy Walters Park
8. Tout autre lieu suggéré

- **Les étapes et calendrier de réalisation**

Février-mars : Répétition de Pénombre avec la nouvelle distribution de comédiens

Avril : Créer les outils promotionnels et répertorier les différents groupe FB et organismes de Ville-Marie à contacter pour invitation.

Mai : Visiter et valider tous les parcs qui seront animés

Mai – Juin : Campagne de promotion et rencontre des organismes

1er juillet : Création des événements Facebook et affichage dans les parcs et les organismes

Juillet, août et septembre : Représentations dans les parcs selon la sélection de l'arrondissement

Octobre: Rédaction du rapport

- **Les formes de partenariat potentielles à développer**

Voici une liste approximative des organismes et des camps que nous souhaitons contacter :

- Ruelle de l'avenir
- École Saint-Anselme
- Enfants Entraide
- Fondation Noël au printemps
- Grands frères et grandes sœurs du Grand Montréal
- Association Les Chemins du soleil
- Camp de jour de l'ASCCS
- Camp de jour Jean-Claude-Malépart
- Camp de jour Sainte-Catherine d'Alexandrie
- Centre Récréatif Poupart
- Camps de jour des Amis de la montagne7

Analyse des retombées réelles du projet tant pour l'organisme comme pour les citoyens de l'arrondissement de Ville-Marie

Pour l'ORGANISME;

✓ Il s'agira pour nous d'un quatrième partenariat avec l'Arrondissement Ville-Marie. Il est primordial pour de petits organismes comme le nôtre de pouvoir compter sur des appuis financiers tels que celui proposé par le Programme de soutien financier aux initiatives culturelles. Nous avons donc planifié de

présenter notre spectacle dans différents parcs où nous ne sommes pas allés l'an passé afin de maintenir l'intérêt du public. Devant le succès que le projet a connu, nous sommes convaincus qu'une éventuelle collaboration est possible cette année et nous serions heureux de poursuivre dans cette voie avec notre troisième création intitulée ''Pénombre''.

- ✓ Afin de promouvoir le projet et de rejoindre un maximum de public, nous allons annoncer sur des groupes de médias sociaux réservés aux citoyens de l'arrondissement Ville-Marie, donnant ainsi une belle visibilité à notre organisme.

- ✓ Toujours dans l'idée d'annoncer notre projet à notre clientèle cible, les 6 à 12 ans et leurs entourages, nous nous présenterons auprès d'une dizaine d'organismes communautaires ayant une mission pour les enfants et 15 centres de la petite enfance de Ville-Marie. Ce qui nous a procurera, encore une fois, une belle publicité.

- ✓ Nous serons en mesure, avec votre appui, d'offrir une occasion à la relève artistique montréalaise de se produire dans un contexte professionnel, et ce, avec une contrepartie financière honnête. Ainsi, nous contribuons au bien-être des artistes émergents.

Pour le CITOYEN de la ville;

- ➢ Nous souhaitons créer des moments de rencontre et de partage entre les différentes communautés du centre-ville permettant ainsi de briser l'isolement qui guette plusieurs foyers.

- ➢ Nos rendez-vous visent également à offrir l'occasion à de jeunes enfants d'assister à une pièce de théâtre de niveau professionnel abordant les thématiques telles l'amitié, la révolution, l'égalité et l'ouverture à l'autre. Nous espérons ainsi stimuler leur réflexion indépendante lors de discussions qui suivront la pièce.

- ➢ L'essence même du projet relève du désir de faciliter l'accès du citoyen à des œuvres artistiques au sein de son environnement, et ce gratuitement. Nous aimerions que le résident s'approprie davantage son espace public en participant à la programmation qui lui est offerte. En passant par les organismes communautaires, nous espérons que nous inciterons et encouragerons davantage de gens à fréquenter les lieux publics de leurs arrondissements.

- **Fréquentations et clientèle visée**

Notre objectif quantitatif est de joindre **1 000 spectateurs** durant la tournée Ville-Marie. Pour y arriver, nous visons une audience de 165 spectateurs par représentation. Plus spécifiquement, nous aimerions joindre 900 enfants et 100 adultes durant ces 6 représentations offertes par l'arrondissement.

Le plan de communication et de promotion

Avril : Création d’une image propre à l’événement avec les logos de la ville et de l’arrondissement pour les affiches dans les parcs et les cartes postales annonçant les dates et les lieux pour laisser aux personnes-clefs des organismes du secteur.

Mai : Rassembler les contacts des différents organismes et répertorier tous les groupes Facebook s'adressant aux résidents de l'arrondissement Ville-Marie.

Juin : Appeler toutes les personnes clefs des différents organismes et demander leurs courriels. Renouvellement de l’abonnement au site Arrondissement.com afin de promouvoir les spectacles dans Ville-Marie.

Juillet : Nous enverrons un courriel d'invitation et de rappel aux organismes ainsi qu'aux camps de jours et au CPE de l'arrondissement. Notre propre page Facebook avec plus de 2 200 abonnés affichera tous les spectacles ayant lieu dans l'arrondissement également.

Juillet / Août : Nos affiches promotionnelles seront disposées dans les parcs 2 semaines précédant la représentation.

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☑ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Voies culturelles des faubourgs

Statut juridique : Corporation à but non lucratif Date d'incorporation : 18 octobre 2001

Adresse du siège social 2187 Larivière, Montréal, Code postal : H2K1P5

Téléphone : 514-526-2787 Télécopieur :

Site Internet : www.voiesculturelles.qc.ca

Nom du mandataire désigné : Claudine Khelil Titre : Coordonnatrice générale

Téléphone (bureau) : 514-526-2787 Cellulaire : 514-506-3058

Adresse courriel : dg@voiesculturelles.qc.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Voies culturelles des faubourgs sensibilise les citoyen.ne.s à la vitalité et au dynamisme de la culture de leur quartier. L'organisme influence les intervenant.e.s et les instances décisionnelles dans l'établissement de priorités sur lesquelles intervenir afin de stimuler la réalisation de projets culturels rassembleurs. Il favorise la mise en commun d'expertises et de ressources humaines et contribue à la défense d'enjeux communs. Voici un résumé de nos réalisations:

- La concertation autour de la construction de la Grande Bibliothèque dans le Quartier latin ;
- L'implantation des Journées de la culture dans les faubourgs
- La tenue de journées de réflexion sur le développement de la culture dans le quartier, dont le Sommet arts et culture autour des Faubourgs ;
- L'installation, rue Ontario et Parthenais, des Réverbères Bleus et d'une signalisation des lieux culturels du quartier ;
- La reconnaissance de Sainte-Marie et Saint-Jacques sous l'appellation de « Pôle de création des faubourgs » ;
- La première édition du Village Éphémère ;
- Deux éditions de l'exposition Une vitrine sur les Faubourgs au Parc des faubourgs (2012 ; 2015) ;
- Cinq éditions de La Nuit aux flambeaux sur les faubourgs (depuis 2015, dans le cadre de la Nuit blanche) ;
- Le Grand banquet du p'tit gars de Sainte-Marie pour les festivités du 375e de Montréal

Information sur le projet

Titre du projet : La Nuit aux flambeaux sur les Faubourgs 2020

Date(s) de réalisation : mars 2020

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : Centre-sud de Montréal

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [x] théâtre
- [x] arts multidisciplinaires
- [x] musique
- [x] danse
- [x] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 16 300 $

Montant du soutien financier demandé : 5 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

En 2020, la Nuit aux flambeaux sur les Faubourgs en sera à sa sixième édition. Fort du succès des années précédentes, cet événement organisé en partenariat avec le festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE et la Nuit blanche à Montréal, continuera de proposer aux citoyens du quartier et aux festivaliers, trois parcours culturels dans le Centre-Sud. Chaque itinéraire est ponctué d'environ sept lieux de création du secteur, tels que des théâtres, galeries d'art, ateliers de créateurs, centre chorégraphique, salles de spectacle etc, pour un total d'une vingtaine d'espaces (voir liste des partenaires en annexe). Une activité d'une trentaine de minutes est organisée dans chaque lieu spécialement pour l'occasion.

Chacun des parcours est guidé et animé par des médiateurs culturels expérimentés qui introduisent les lieux, les activités et les créateurs et qui fournissent aux participants de l'information complémentaire sur toute la portion culturelle de l'itinéraire. Notre partenaire, l'Écomusée du fier monde commentent quant à eux l'histoire du quartier et de ses institutions. Les participants sont munis d'un flambeau qui les départit de la foule des festivaliers et qui donne une signature à cette manifestation. L'événement vise une plus grande accessibilité des citoyens à la culture (résidents des Faubourgs et festivaliers) et leur participation à la vie culturelle et patrimoniale montréalaise.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Dès la levée de l'embargo du festival Montréal en lumières,nous émettrons un communiqué de presse qui sera envoyé aux différents médias. Nous produirons également plusieurs outils promotionnels, (programmes, cartons d'invitation, affiches). Le programme sera imprimé à 1500 exemplaires et distribué dans plusieurs commerces et organismes du Centre-Sud.

Comme nous visons principalement les citoyens du Centre-sud, 1500 cartons seront en partie distribués de porte en porte dans le quartier, par Poste Canada, et le reste ira dans les cafés, commerces et organismes participants. Les affiches seront installées dans tout l'arrondissement Ville-Marie et dans les lieux partenaires. Les logos officiels de nos subventionnaires seront présents sur tous nos outils promotionnels et leur nom sera mentionné dans nos remerciements.

L'appel sera diffusé via notre infolettre et celles des organisme partenaires, leurs réseaux sociaux et leurs listes d'envoi. Nous allons également mettre le programme en version web sur notre site internet et créer un événement sur notre page FB, une invitation sera également lancée à nos membres et amis FB qui relayeront l'information sur leur propres réseaux sociaux. Nous alimenterons régulièrement notre compte Twitter afin de créer un engouement. Pour attirer les festivaliers, nous bénéficierons en grande partie des communications de la Nuit blanche à Montréal, qui nous offre deux pages dans le programme officiel de l'événement, ainsi qu'une couverture sur site leur web et sur leurs réseaux sociaux. Les gens pourront s'inscrire à chacun des parcours par téléphone, par courriel ou sur la plateforme Eventbrite.

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Voies culturelles des faubourgs

Nom du projet : La nuit aux flambeaux sur les faubourgs (6e édition)

Date de réalisation : mars 2020

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	5 000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	5 000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	3 300		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	4 000		
Contribution des partenaires en argent	4 000		
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	11 300		
TOTAL DES REVENUS	16 300		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	2 500		
Honoraires professionnels	1 500		
Main-d'œuvre technique			
Cachets	4 000		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	500		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	400		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	150		
Assurances	300		
Agence de sécurité	200		
Service ambulancier (premiers soins)	400		
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	300		
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	10 250		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	2 400		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	500		
Frais de traduction			
Frais d'affichage	400		
Photographie	900		
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	4 200		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	1600		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	200		
Frais de déplacement et de représentation	50		
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	1 850		
TOTAL DES DÉPENSES	16 300		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☑ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Voies culturelles des faubourgs (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Coordonnatrice générale

Date : 19 février 2019

Demande d'aide

Programme de soutien aux initiatives culturelles

VOLET 1
INTERVENTIONS DANS L'ESPACE PUBLIC

Adressée à:
L'Arrondissement de Ville-Marie
Division de la culture et des bibliothèques

par

Voies culturelles des faubourgs

19 février 2019

TABLE DES MATIÈRES

Description du projet _____ **3**

Programmation 2019 _____ **3 à 6**

Mise en contexte _____ **7**

Les objectifs et retombées pour l'organisme _____ **7 et 8**

Un survol des dernières éditions _____ **8**

Plan de faisabilité _____ **9**

Identification des sites choisis _____ **9**

Ressources Humaines _____ **9**

Plan de communications _____ **9 et 10**

Plan de visibilité _____ **11**

Échéancier _____ **11 à 13**

Clientèle cible et nombre de participants _____ **13**

Indicateurs de réussite _____ **14**

La Nuit aux flambeaux sur les Faubourgs 2020

1-DESCRIPTION DU PROJET

La présente demande de soutien vise l'obtention des ressources nécessaires pour mettre en œuvre la sixième édition, de l'événement *La Nuit aux flambeaux sur les faubourgs* qui se tiendra **en mars 2020**.

Cet évènement fort apprécié du public et des festivaliers a lieu chaque année dans le cadre de la Nuit blanche à Montréal et est le fruit d'un partenariat avec le festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE. Il consiste en trois parcours culturels dans le Centre-Sud, chacun des itinéraires est ponctué de plus ou moins sept lieux de création du secteur, tels que des théâtres, galeries d'art, ateliers de créateurs, centre chorégraphique, salles de spectacle etc. En tout, les visiteurs ont accès à une vingtaine de lieux. Des activités touchant diverses disciplines sont organisées dans chaque lieu spécialement pour l'occasion. Les participants seront munis d'un petit flambeau, pour les départir dans la foule des festivaliers.

Chacun des parcours est guidé et animé par des médiateurs culturels expérimentés qui introduisent les lieux, les activités et les créateurs et qui fournissent aux participants de l'information complémentaire sur toute la portion historique et culturelle de l'itinéraire.

2- LA PROGRAMMATION 2019

Comme il est un peu tôt pour déterminer avec certitude la programmation de l'édition 2020, pour laquelle nous faisons la présente demande et qui aura lieu dans un an, voici la liste de nos partenaires et des activités qu'ils présentent cette année. À la lumière du déroulement de l'édition 2019, nous pourrons envisager de conserver ou d'établir de nouveaux partenariats pour l'évènement en 2020. Nous sonderons d'ailleurs les participants à la fin des différents parcours pour être en mesure de déterminer ce qui est apprécié et ce qui l'est moins. Ainsi chaque édition est bonifiée d'année en année.

A. PARCOURS DU CENTRE-SUD

Départ à 19h00 de L'Écomusée du Fier monde
2050 Rue Amherst, Montréal

Ce parcours plongera les participants dans une multitude d'atmosphères éclectiques. Ils revivront le passé de Centre-Sud à l'Écomusée du fier monde, découvriront la culture africaine grâce au conteur Patience Bonheur Fuyulu au Centre Afrika, rencontreront l'artiste Menka Nagrani, metteure en scène de la pièce *Cendres* au Théâtre Prospero, puis eront conviés à une expérience de création unique à l'Usine C, enfin, ils assisteront à un moment de poésie jazz au bar Station HO.ST.

Détails du parcours

Écomusée du fier monde
2050, rue Amherst, Montréal
ecomusee.qc.ca

Présentation du passé historique de Centre-Sud par les historiens de l'Écomusée du fier monde. Visite de l'exposition permanente de l'Écomusée et l'ancien bain public Généreux, un magnifique exemple de l'architecture des années 1920.

Un musée ancré dans sa communauté
Musée d'histoire et musée citoyen, l'Écomusée du fier monde vous invite à explorer des volets méconnus de la culture montréalaise. On peut y découvrir la vie quotidienne en milieu ouvrier et suivre le parcours inspirant de groupes citoyens.

À cœur de jour! Grandeurs et misères d'un quartier populaire
L'exposition permanente raconte le Centre-Sud, un microcosme de la Révolution industrielle à Montréal. Soyez témoin des impacts de l'industrie sur le travail et sur les conditions de vie des familles ouvrières. Explorez également la réalité actuelle d'un milieu en pleine mutation. Au fil de l'exposition, découvrez des objets et photographies qui retracent son parcours. Puis, faites connaissances avec des résidents et des intervenants du quartier qui évoquent sa mémoire et son devenir.

Centre Afrika
1644 rue St-Hubert, Montréal
www.centreafrika.com

Le monde africain au cœur de la diversité montréalaise
Le Centre Afrika, crée en 1988, est un centre communautaire africain et un lieu de référence concernant les réalités de cette culture. Leur mission est d'aider à l'intégration et l'insertion du monde africain au monde d'ici, dans le but de créer des liens et augmenter la solidarité entre les gens de divers horizons, en valorisant les compétences de chacun et en soutenant leurs initiatives.

Rencontre avec le conteur et marionnettiste Patience Bonheur Fayulu
Patience Bonheur est un artiste multidisciplinaire originaire de la République Démocratique du Congo. Il pratique le théâtre, la marionnette, le conte, la mise en scène, la vidéo et l'infographie et s'est donné pour mission de rendre accessible la pratique théâtrale de la marionnette aux enfants de la rue de Kinshasa. S'installant à Montréal en 2012, il participe depuis plusieurs années à la vie du Centre Afrika et anime des ateliers de contes dans divers milieux et écoles.

Théâtre Prospero
1371 Rue Ontario E, Montréal
theatreprospero.com

À la découverte du Prospero et du spectacle Cendres
Les festivaliers pourront découvrir l'historique du théâtre Prospero et de sa compagnie fondatrice, Le Groupe de la Veillée, et rencontrez l'artiste Menka Nagrani et la directrice Carmen Jolin qui vous présenterons un extrait de la pièce *Cendres.* Les participants à cette activité courent la chance de gagner une paire de billets pour le spectacle.

Usine C
1345 Avenue Lalonde, Montréal
usine-c.com

NICE TRY (Belessai)
Pour cette édition spéciale Nuit blanche 2019, l'évènement de création spontanée NICE TRY, s'inspirant du thème du FUTUR, réunira neuf artistes jumelés à un intellectuel qui s'impliquera dans le processus créatif de 48h, et lors de la Nuit blanche, ils présenteront chacun 5 minutes de performance artistique et 5 minutes de débat avec le public. Tout ceci se déroulera sous forme de cabaret où le public pourra consommer quelques boissons et profiter des différentes performances artistiques. Une occasion à ne pas manquer afin de célébrer l'effervescence créative de la scène montréalaise et de réfléchir d'une nouvelle manière à notre futur!

Station HO.ST
1494 Rue Ontario E, Montréal
stationhost.ca

Établie dans le quartier depuis près de 5 ans, cette microbrasserie créative nous offre un vaste choix de bières aux goûts du monde et sera le cadre idéal pour accueillir une rencontre entre un trio jazz et le public. Ainsi, les participants des trois parcours de la Nuit aux flambeaux pourront se réunir, afin d'échanger sur leurs découvertes culturelles, tout en profitant d'une ambiance jazzy.

B. PARCOURS DU VILLAGE

Départ à 19h00 de L'Écomusée du Fier monde
2050 Rue Amherst, Montréal

Le Village gai promet une expérience unique. Prenant son envol à l'Écomusée du fier monde, ce parcours amènera les participants à déambuler parmi les œuvres d'art public, dont la galerie extérieure Blanc et le monument aux victimes du sida. Suivront une performance musicale et poétique autour de l'œuvre de Claude Gauvreau au Café d'art vocal, ainsi qu'un petit moment de folie en compagnie de la drag queen Tracy Trash, au Cabaret Mado. Aussi au programme, une performance de cirque en compagnie de cirque Hors Piste dans le décor enchanteur de l'église Ste-Brigide.

Détails du parcours

Écomusée du fier monde
2050, rue Amherst, Montréal
ecomusee.qc.ca

Présentation du passé historique de Centre-Sud par les historiens de l'Écomusée du fier monde. Visite de l'exposition permanente de l'Écomusée et de l'ancien bain public Généreux, un magnifique exemple de l'architecture des années 1920.

Un musée ancré dans sa communauté
Musée d'histoire et musée citoyen, l'Écomusée du fier monde vous invite à explorer des volets méconnus de la culture montréalaise. On peut y découvrir la vie quotidienne en milieu ouvrier et suivre le parcours inspirant de groupes citoyens.

À cœur de jour! Grandeurs et misères d'un quartier populaire
L'exposition permanente raconte le Centre-Sud, un microcosme de la Révolution industrielle à Montréal. Soyez témoin des impacts de l'industrie sur le travail et sur les conditions de vie des familles ouvrières. Explorez également la réalité actuelle d'un milieu en pleine mutation. Au fil de l'exposition, découvrez des objets et photographies qui retracent son parcours. Puis, faites connaissances avec des résidents et des intervenants du quartier qui évoquent sa mémoire et son devenir

Café d'art vocal
1223 Rue Amherst, Montréal
artvocal.ca

Poèmes de détention et quelques «contres»
Depuis 15 ans, la Société d'art vocal de Montréal anime le Café d'art vocal qui fait la promotion du répertoire lyrique en présentant une centaine d'activités annuellement : projections d'opéra, conférences, rencontres d'artiste et récitals avec des musiciens de la relève. Une invitation à découvrir un lieu unique agrémenté de vin chaud et d'une prestation musicale et littéraire autour de l'œuvre poétique de Claude Gauvreau, présentée par André Pappathomas, Rachel Burman et Anne Julien.

Le Cabaret Mado
1115 Rue Sainte-Catherine E, Montréal
mado.qc.ca

Tracy Trash, drag queen
Véritable institution dans le Village gai, le cabaret Mado propose toutes les semaines de nombreux spectacles de drags. Les marcheurs auront l'occasion de voir un extrait de spectacle avec l'excellente Tracy Trash !

Galerie Blanc
coin Ste-Catherine et Wolfe
galerieblanc.com

Blanc est une galerie à ciel ouvert qui s'est installée dans le Village, dans le cadre d'Aires libres 2017. Accessible jour et nuit, été comme hiver, la présente exposition est composée de Dominique Pétrin, James Kerr, Sonny Assu et Victor Ochoa.

L'Îlot Ste-Brigide-de-Kildare

Présentation animée de l'îlot Sainte-Brigide par Cirque Hors Piste
Présentation de l'histoire du développement de l'îlot Sainte-Brigide qui abrite déjà plusieurs organismes communautaires. Bien inscrit dans la cité, l'îlot sera un milieu de vie animé par un esprit de coopération et de solidarité, baigné dans l'effervescence créative. De la jeunesse au 3e âge, les partenaires de cet espace intergénérationnel sont résolument tournés vers l'avenir, tout en étant fiers de s'ancrer dans notre patrimoine. Au programme, visite animée de cette église réinvestie, en y faisant un parcours où s'entremêleront exposition et performance de cirque social par le Cirque Hors Piste.

Station HO.ST
1494 Rue Ontario E, Montréal
stationhost.ca

Autour d'un verre animé du jazz-band Trio Phil Girard

Établie dans le quartier depuis près de 5 ans, cette microbrasserie créative nous offre un vaste choix de bières aux goûts du monde et sera le cadre idéal pour accueillir une rencontre entre un jazz-band et le public. Ainsi, les participants des trois parcours de la Nuit aux flambeaux pourront se réunir, afin d'échanger sur leurs découvertes culturelles, tout en profitant d'une ambiance jazzy.

C. PARCOURS DES FAUBOURGS

Départ à 18h30 à la Maison de la culture Janine-Sutto (Frontenac)
2550, rue Ontario Est
Métro Frontenac

Débutant par un retour historique sur l'époque des artistes du Refus Global, ce parcours nous amène vers une réinterprétation du FUTUR par la LNI, puis vers une visite des ateliers du Chat des artistes, les spectateurs assisteront ensuite à un extrait de la pièce VEGA, avec la compagnie de danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe au Circuit-est Centre chorégraphique.

Détail du parcours

Maison de la culture Janine-Sutto (Frontenac)
2550 Rue Ontario E, Montréal
frontenac.accesculture.com

Visite commentée de la médiathèque littéraire Gaëtan Dostie – Refus, dissidence, renouveau
L'exposition, dont la perspective est avant tout littéraire, relate, d'une part, ce que contestaient les signataires du Refus global, mais aussi, d'autre part, ce qui inspirait ces visionnaires, soit l'idéalisme et le regard critique des créateurs qui les avaient précédés. Le noyau de l'exposition repose sur les propositions que véhicule ce texte, portées par un regard orienté tant vers le passé que vers la modernité. Depuis le premier imprimé littéraire à Montréal en 1830, une sélection de 102 oeuvres d'art et artéfacts empruntés à la collection de Gaëtan Dostie sont exposés, ainsi que des vidéos permettant de voir et d'entendre, entre autres, les Gaston Miron, Roland Giguère, Claude Gauvreau, Denis Vanier, Josée Yvon.

Espace Libre
1945 Rue Fullum, Montréal
espacelibre.qc.ca

La LNI s'attaque au futur, Ligue nationale d'improvisation
Une improvisation de 25 minutes dirigée par une voix hors champs style « voix de synthèse ». La voix présente les comédiens et le concept et donne des indications au fur et à mesure que l'impro avance. Un musicien accompagne les comédiens et lance la voix aux moments opportuns.

Promenade sur la rue Ontario

L'animateur vous fera découvrir les attraits patrimoniaux et culturels qui sillonnent le parcours. De l'Espace Joseph-Venne en passant par l'école Gédéon-Ouimet, avec son architecture art déco, sans oublier les nombreuses murales qui jalonnent la rue Ontario, vous aurez un aperçu de la richesse historique du quartier et de sa vitalité actuelle.

Visite du Chat des artistes
2205 Rue Parthenais, Montréal
atelierscreatifs.org/Chat+des+artistes

Nadia Nadège, artiste multidisciplinaire
Nadia développe une pratique transdisciplinaire : des livres d'artistes à la peinture et la sculpture, le fil conducteur sont les thèmes de la résilience et de l'identité. Elle œuvre aussi dans plusieurs écoles comme médiatrice culturelle.

Sophie Muguette Rouleau, artisane- restauration de céramique et de porcelaine.
mamzellemuguette.wixsite.com/mamzellemuguette
Sophie Muguette Rouleau exerce un métier aussi rare que nécessaire: elle restaure les objets en céramique et en porcelaine. De l'anse d'une tasse du service à vaisselle ayant appartenu à votre grand-mère à l'objet rare d'une collection en passant par le bibelot rapporté de voyage, pratiquement tout se répare! Découvrez l'atelier d'une passionnée qui fait de nombreux heureux en recollant les morceaux.

Circuit-Est centre chorégraphique
2022, rue Sherbrooke Est
circuit-est.qc.ca

VEGA de Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe

Circuit-Est centre chorégraphique présente un duo extrait de VEGA, création en cours de la compagnie Danse Carpe Diem/Emmanuel Jouthe. VEGA, s'inspire d'une trajectoire spatiale rappelant le principe de révolution d'un orbite, un mouvement perpétuel autour d'un point, autour de la nécessité d'équilibre ou le besoin de déséquilibre. Avec la précieuse collaboration des interprètes Rosie Contant et James Phillips.

Station HO.ST
1494 Rue Ontario E, Montréal
stationhost.ca

Autour d'un verre animé du Trio Phil Girard

Établie dans le quartier depuis près de 5 ans, cette microbrasserie créative nous offre un vaste choix de bières aux goûts du monde et sera le cadre idéal pour accueillir une rencontre entre un jazz-band et le public. Ainsi, les participants des trois parcours de la Nuit aux flambeaux pourront se réunir, afin d'échanger sur leurs découvertes culturelles, tout en profitant d'une ambiance jazzy.

MISE EN CONTEXTE DE LA NUIT AUX FLAMBEAUX SUR LES FAUBOURGS

On dénombre dans le quartier plus de 250 organismes culturels, entreprises et lieux de diffusions qui engagent 7 500 personnes œuvrant dans le secteur de la grande économie culturelle. C'est pourquoi nous sommes désignés depuis 2009 comme pôle culturel des faubourgs. Plus que jamais, la présence des artistes et des organismes culturels est un élément essentiel à l'identité du quartier, mais aussi à son essor social et économique, en ce sens, il est capital de promouvoir cette richesse culturelle auprès des citoyens du quartier et des Montréalais plus largement et c'est la mission de Voies culturelles des faubourgs. ***La Nuit aux flambeaux sur les faubourgs*** **joue un rôle fédérateur auprès des acteurs locaux et un rôle de médiateurs auprès de la population afin qu'elle ait un accès à cette vitalité.**

Voies culturelles des faubourgs poursuit depuis sa création en 2001 une mission triple :

- concerter, représenter et promouvoir le milieu culturel;
- sensibiliser les citoyens à la culture;
- coordonner des évènements fédérateurs d'énergies créatrices.

Les actions de l'organisme sont principalement circonscrites aux quartiers compris entre la rue Sherbrooke au nord, la voie ferrée Canadian Pacific à l'est, le fleuve Saint-Laurent au sud et la rue Sanguinet à l'ouest et s'applique tout particulièrement à soutenir et à accroître le dynamisme du Pôle de création culturel des Faubourgs, un secteur de l'arrondissement de Ville-Marie localisé dans les quartiers Saint-Jacques et Sainte-Marie (anciennement faubourgs) et qui démontre une vitalité remarquable dans le domaine des arts et de la culture.

Le projet de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs répond à ce mandat pluriel:

- il met au premier plan les entreprises culturelles et les créateurs du Pôle de création culturel des Faubourgs et du Centre-Sud dans le but de créer un rapprochement entre les citoyens et l'offre culturelle professionnelle.
- L'évènement est fédérateur, il rallie un grand nombre de partenaires culturels, communautaires et commerciaux et fonde peu à peu un sentiment de communauté.
- Il offre un rayonnement au quartier Centre-Sud, à ses créateurs, mais aussi à ses commerces et organismes communautaires.
- Il rend la culture plus accessible aux citoyens (résidents des Faubourgs et festivaliers) et favorise leur participation à la vie culturelle et patrimoniale montréalaise.
- Il place la culture comme un vecteur de développement important.

OBJECTIFS ET RETOMBÉES POUR L'ORGANISME ET LES CITOYENS

Nous souhaitons que la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs :

- Favorise l'accès à la culture,
- Valorise les créateurs et les entrepreneurs
- Fait du quartier un endroit où il fait bon vivre
- Apporte une meilleure connaissance par les résidents des lieux de création et de diffusion et donc augmente à moyen terme le public dans ces lieux.
- Permette aux diffuseurs et producteurs d'atteindre des publics nouveaux et variés
- Stimule l'économie locale
- Suscite la participation de clientèles fragiles ou marginalisées
- Crée un sentiment de communauté et d'inclusion auprès des partenaires et participants
- Incite le maillage entre les organismes culturels et communautaires et crée des canaux de communications efficaces entre eux.
- Fédère nos membres culturels par une mise en valeur de leurs ressources créatives
- Sensibilise les résidents à la diversité de l'offre culturelle dans le quartier Centre-Sud
- Apporte un meilleur ancrage dans la communauté
- Contribue au rayonnement montréalais du pôle de création des faubourgs au sein de la Nuit Blanche de Montréal.

D'ÉDITION EN ÉDITION, UNE EXPÉRIENCE BONIFIÉE

Chaque année, l'évènement est grandement apprécié du public, des citoyens et des partenaires. La première édition qui s'est tenue en février 2015, a connu un vif succès; **une centaine de marcheurs** ont parcouru les Faubourgs à la découverte des lieux de création et des oeuvres d'art public, souvent cachées du regard. Le Bal Moderne qui avait lieu après le parcours au Parc des Faubourgs a attiré plus de **150 participants** et 30 personnes ont participé aux ateliers chorégraphiques crées en collaboration avec des organismes communautaires. **Dix lieux** de culture et **trois** commerces ont pris part à l'évènement en tant que partenaires du projet. Unissant les forces vives du Pôle de création culturel des Faubourgs, la Nuit aux flambeaux 2015 a créé une synergie profitable à la population.

La deuxième édition, qui se tenait le 27 février 2016, comptait pour la première fois trois parcours-découverte distincts qui couvraient le quartier Ste-Marie, le quartier latin et le Village. Les trois itinéraires avaient comme point de chute le parc des faubourgs (au coin des rues Ontario et de Lorimier) où se déroulait l'activité *Parc des Faubourgs en mouvement*. Pour l'occasion, le Parc des faubourgs était transformé en salle de spectacle en plein air, galerie d'art itinérante, kiosque de dégustation et piste de danse géante. Cette fois, l'évènement a généré **23 partenariats culturels**, **5 partenariats de service** et nous avons été soutenus par **9 partenaires financiers.**

La troisième édition de la Nuit aux flambeaux sur les Faubourgs a eu lieu le 4 mars 2017. **La poésie a été ajoutée à ce parcours déjà multidisciplinaire**. Aussi, dans l'optique de renforcer nos partenariats et de favoriser leur renouvellement, **nous avons significativement bonifié les cachets versés aux créateurs et organismes participant aux parcours**. L'expérience du spectateur a été rendue plus stimulante et conviviale. Un régisseur professionnel s'assure d'éviter les dépassements de temps qui sont malheureusement survenus auparavant. Cette édition bien que plus sobre, a été toute aussi intéressante et a jeté les bases de collaborations durables et respectueuses. **Cette année-là, nous avons établi des partenariats avec une vingtaine d'entreprises culturelles, 22 créateurs de diverses disciplines, une firme d'architectes et six commerces.**

La quatrième édition, qui s'est déroulée le samedi 3 mars 2018, fut un franc succès, tous nos parcours affichaient complets sur le site de la Nuit blanche, avant même le samedi fatidique. Forts des commentaires recueillis lors de la dernière édition, notre programmation fut encore plus variée et ouverte, **le cirque et l'art vocal** ont fait leur apparition dans le parcours du Village et **une rencontre avec un comédien** s'est ajoutée au parcours Centre-Sud. Les trois parcours réunissent **quatorze lieux du territoire** et mettaient le public en contact direct avec le travail de plus d'une **quinzaine artistes**. Le temps passé à chaque étape fut plus long afin de permettre une meilleure expérience aux festivaliers: L**es 180 places rendues disponibles dans les trois parcours ont toutes été comblées en moins de deux semaines** et fait intéressant, inversement à l'année précédente, la majorité des participants avaient pris connaissance de l'événement sur nos réseaux de communications et non sur ceux de la Nuit blanche à Montréal.

La prochaine édition sera notre édition 5e anniversaire et nous nous promettons des parcours encore plus excitants.

PLAN DE FAISABILITÉ

Voies culturelles des faubourgs bénéficie depuis trois ans d'un appui de MONTRÉAL EN LUMIÈRE, organisateur de la Nuit blanche à Montréal, ainsi que de la SDC du Village. Les députées Hélène Laverdière, Manon Massée et Carole Poirier placent des espaces de visibilité dans notre programme et Rayside Labossière, firme d'architecte, nous soutient depuis plusieurs années. Le potentiel de développement économique par la participation des partenaires commerciaux est réel. Quelques commanditaires des années passées ont vu leur chiffre d'affaires croître suite à leur participation à notre événement, ce qui les encourage à s'impliquer davantage pour les éditions subséquentes. Voies culturelles des faubourgs poursuit le développement des relations avec ses partenaires et commanditaires.

IDENTIFICATION DES SITES CHOISIS

Du domaine public :
Rue Ontario Est (entre Frontenac et Amherst)
Rue Amherst (entre Ontario Est et René-Lévesque
Rue Sainte-Catherine Est (entre Alexandre-de-Sève et Amherst)
Rue Parthenais (entre Sherbrooke Est et Ontario Est)

Lieux : L'Association sportive et communautaire de Centre-Sud, le Cabaret Mado, le Café d'art vocal, le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide, le Chat des artistes, Circuit-Est centre chorégraphique, le District Video Lounge, l'Écomusée du fier monde, Espace Libre, la galerie Blanc, la Maison de la culture Frontenac, le Théâtre Prospero, la Station HO.ST et l'Usine C.

Ressources humaines

- Trois (3) animateur.ice.s
- Trois (3) régisseur.se.s de parcours
- Trois (3) secouristes
- Un.e (1) régisseur.se principal.e
- Une coordonnatrice
- Un.e responsable aux communications
- Un.e graphiste

- Un.e camelot (distribution des affiches et programmes)
- Agents de sécurité e

PLAN DE COMMUNICATION

Le plan de communication s'articule autour de deux grands volets:

La promotion dans le cadre de *la Nuit blanche à Montréal* offerte par le festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE

La *Nuit blanche à Montréal* étant un évènement récurrent et déjà bien établi, notre plan de communication s'intègrera à leur planification. D'une part, *La nuit aux flambeaux sur les faubourgs* sera inscrite dans ce plan de communication plus global, tel qu'expliqué dans la convention des partenaires de la *Nuit blanche*. Deux pages du programme ainsi que des cases horaires dans l'horaire en ligne sont réservées pour l'annonce de nos parcours. L'an dernier, Nuit blanche à Montréal a même cité nos parcours lors de leur conférence de presse (12 février 2018) comme un incontournable du pôle « Quartier latin / Village ». Nous fournissons à la *Nuit blanche* les informations et outils nécessaires (textes, images, logo) en fonction de leur échéancier – incluant les embargos – pour s'inscrire dans leur stratégie de communication. Par ailleurs, le Festival offre un quart de page à chacun de nos membres dont l'activité se prolonge une partie de la nuit.

La promotion de l'évènement par Voies culturelles des faubourgs

D'autre part, Voies culturelles mettra sur pied un plan de communication dans ses réseaux humains et électroniques. Nous collaborerons avec des joueurs importants du territoire, comme la CDC et l'Éco-quartier qui rejoignent beaucoup de gens, ainsi qu'avec nos membres et partenaires. Nous disposerons des affiches et des programmes chez les commerces et organismes sur le parcours de la rue Ontario, sur la rue Ste-Catherine, dans le quartier latin et le Village.

La nouvelle identité visuelle de l'évènement réalisée l'an dernier a le mérite d'être facilement reconnaissable, de clairement représenter les trois parcours et le flambeau et d'être remise au goût du jour. Elle met la table pour une édition anniversaire haute en couleur.

En ligne, notre publicité, notre programme et les informations en tout genre liées à l'événement seront diffusées sur notre site web, nos réseaux sociaux (Facebook – plus de 700 abonnés – et Twitter – près de 800), incluant un événement, et notre liste d'envoi (plus de 350 personnes). La publicité sur les réseaux sociaux a très bien fonctionné l'an dernier : près de 9 000 personnes ont vu notre événement Facebook et plus d'une centaine ont répondu présent.

PLAN DE VISIBILITÉ

Le logo de l'arrondissement Ville-Marie se retrouvera sur tous les outils de communication produits au cours du projet sous la responsabilité de Voies Culturelles des faubourgs. Ils seront aussi mentionnés dans les remerciements et si nous devons accorder des entrevues aux médias.

ÉCHÉANCIER

Février 2019	Demande de lettres de soutien aux partenaires pour l'édition prochaine. Dépôt de la demande de subvention au programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 – VOLET 1
Mars 2019	Rencontre bilan de l'édition 2018 de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs
Avril 2019	Dépôt de la demande de subvention au programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 – VOLET 2_ Soutien aux projets structurants
Septembre 2019	Rencontre avec les partenaires pour la confirmation et l'élaboration des activités Collecte des activités culturelles des partenaires Demande de partenariats commerciaux
Octobre 2019	Relance et suivi montage financier et commandites Suivi auprès des partenaires communautaires pour planifier la programmation d'hiver Demande de financement auprès du Cabinet des élus
Novembre 2019	Début du travail de production graphique (identité – cartes, affiches et site Internet) Remise de la demande de financement au festival Montréal en lumière. Recherche de commanditaires à finaliser Montage du dossier à déposer à la Nuit blanche Élaboration des dossiers de commandites et recherche de financement. Monter un plan de visibilité Suivi auprès des partenaires culturels-activités
Décembre 2019	Début de la production de l'affiche et des cartons promotionnels avec le plan final Rédaction des contrats et entente entre les partenaires et Voies culturelles.
Janvier 2020	Mise en place du plan de communication et préparation des outils promotionnels Inscription à la Nuit blanche à Montréal : remplir la fiche d'activité de la Nuit blanche, fournir les textes d'information finaux, corrigés et traduits en français et

	en anglais (renseignements relatifs à l'activité proposée – société organisatrice, lieu, horaire) Embauche d'un coordonnateur et d'un régisseur principal. Embauche d'animateurs via les facultés d'animation culturelle et d 'assistants régisseurs. Réunion de production : Établir besoins techniques et faire préparer devis technique
Février 2020	Rédaction et mise en page du communiqué de presse de Voies culturelles Conférence de presse de la Nuit Blanche Fournir le communiqué et des photos à la Nuit Blanche Confirmer les photographes La prise de statistiques de l'achalandage
Février 2020 Après conférence de presse FMEL	Mise en ligne de la section du site Internet de la Nuit aux flambeaux Distribution des outils promotionnels de la Nuit Blanche et de la Nuit aux Flambeaux dans les Faubourgs et aux partenaires de l'évènement pour qu'ils puissent en faire la promotion. Lancement de la programmation papier Infolettre spéciale / Communiqué de presse officiel de la Nuit aux flambeaux. Création d'un évènement Facebook qui sera relayé aux membres et partenaires. Créer un engouement sur Twitter. Dévoiler notre programmation petit à petit sur Facebook et Twitter.
Mars 2020	Nuit blanche à Montréal – Défilé aux flambeaux sur les faubourgs puis point de rencontre au BAR Station HO.ST sur la rue Ontario où les participants finiront la soirée.
	Établissement des statistiques d'assistance Bilan de l'évènement avec l'ensemble des partenaires et rédaction du rapport final Remerciements auprès des différents partenaires : culturels, commerciaux, financiers, communautaires, bénévoles.

CLIENTÈLE CIBLE ET NOMBRE DE PARTICIPANTS

Voies culturelles des faubourgs évolue sur un territoire très riche culturellement. Un de nos objectifs en réalisant cet évènement est de mobiliser les résidents autour de cette richesse et de la faire connaitre. Centre-Sud étant un quartier culturel reconnu depuis 2009, *La nuit aux flambeaux sur les faubourgs* se veut avant tout un projet favorisant la relation entre les artistes et artisans de la culture et les résidents.

En ce sens, nous attendons environ 60 personnes par parcours pour un total de 180 personnes, issues à 70% du quartier Centre-Sud. Il serait difficile d'accueillir plus de gens, les animateurs auraient de la difficulté à se faire comprendre et certains lieux deviendraient trop exigus.

INDICATEURS DE RÉUSSITE

Voies culturelles des faubourgs sera en mesure d'évaluer la portée de ses actions dans la mesure où la l'évènement suscite:

- Un achalandage relativement important le long du parcours.
- Une reconnaissance par ses pairs, par la communauté et par ses membres.
- Une réussite dans la création de liens entre artistes, la communauté et les résidents.
- La reconnaissance de l'organisme par les résidents.
- Une grande participation montréalaise pour l'animation du quartier des Faubourgs.
- Une implication de commerçants dans le développement d'activités culturelles.
- Une augmentation du nombre de partenaires financiers privés ou de services, donc une plus grande autonomie financière.
- Une meilleure visibilité de l'organisme et une augmentation du nombre de partenariats et de membres.
- Une plus grande connaissance des lieux culturels existants.
- Des mentions dans les médias sociaux et dans les médias traditionnels.
- Satisfaction des participants aux parcours

Afin de mesurer les impacts de l'activité, Voies culturelles entend:

- Élaborer une grille d'analyse qui lui permet des prises de statistiques sur le site par des employés ou bénévoles pour dresser un portrait géographique des visiteurs.
- Récolter des données qualitatives : âge / sexe / localisation
- Calculer, à plusieurs reprises dans la soirée, le nombre de personnes dans chacun des lieux au long de la marche (point de départ, aux stations, au bar.)
- Faire un retour auprès de chaque organisme culturel participant pour établir un bilan et vérifier si les cibles ont été atteintes.
- Sonder les participants, en leur envoyant un courriel suite à l'évènement, pour déterminer les activités qu'ils ont particulièrement appréciées ou non.

Montréal, le 26 octobre 2018

Claudine Khelil
Coordonnatrice générale,
Voies culturelles des faubourgs
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H2K 1P5

Objet : Appui à la cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs

Madame Khelil,

Par la présente, nous tenons à signifier notre grand intérêt et notre appui concernant la volonté des Voies Culturelles des faubourgs de présenter une cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs en mars 2019.

L'idée de mettre en valeur les créateurs et organismes culturels du quartier des faubourgs nous tient particulièrement à cœur. D'autant plus, qu'à travers cette activité, nous développons des partenariats et créons des liens entre artistes, institutions et communauté. Ceci a un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate. Sans compter que cet événement fait découvrir au public l'offre culturelle du Centre-Sud, notamment le pôle de création des faubourgs, à l'est du quartier des spectacles, ses créateurs et leurs réalisations.

Ce projet offre une occasion de visibilité et beaucoup de potentiel de développement pour l'ensemble des partenaires culturels du secteur tant pour le quartier que pour les visiteurs de Montréal et d'ailleurs.

Vous pourrez donc compter sur notre participation et notre appui, pour une cinquième année, dans le cadre de l'organisation, la programmation et la promotion de l'activité. Il nous fera plaisir d'explorer les différentes avenues avec vous lors d'une prochaine rencontre.

Cordialement,



Christine Curnillon
Codirectrice générale et directrice des communications et du marketing
Usine C

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

Montréal, le 25 octobre 2018

Madame Claudine Khelil
Coordonnatrice générale,
Voies culturelles des faubourgs
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H2K 1P5

Objet : Appui à la cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs

Madame Khelil,

Par la présente, nous tenons à signifier notre grand intérêt et notre appui concernant la volonté des Voies Culturelles des faubourgs de présenter une cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs en mars 2019.

L'idée de mettre en valeur les créateurs et organismes culturels du quartier des faubourgs nous tient particulièrement à cœur. D'autant plus, qu'à travers cette activité, nous développons des partenariats et créons des liens entre artistes, institutions et communauté. Ceci a un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate. Sans compter que cet événement fait découvrir au public l'offre culturelle du Centre-Sud, notamment le pôle de création des faubourgs, à l'est du quartier des spectacles, ses créateurs et leurs réalisations.

Ce projet offre une occasion de visibilité et beaucoup de potentiel de développement pour l'ensemble des partenaires culturels du secteur tant pour le quartier que pour les visiteurs de Montréal et d'ailleurs.

Vous pourrez donc compter sur notre participation et notre appui, pour une cinquième année, dans le cadre de l'organisation, la programmation et la promotion de l'activité. Il nous fera plaisir d'explorer les différentes avenues avec vous lors d'une prochaine rencontre.



René Binette, FAMC, Directeur

Écomusée du fier monde
2050, rue Amherst
Montréal (Qc) H2L 3L8

Montréal, le 25 octobre 2018

Claudine Khelil
Coordonnatrice générale
Voies culturelles des faubourgs
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H2K 1P5

Objet : Appui à la cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs

Circuit-Est centre chorégraphique

Madame Khelil,

Par la présente, nous tenons à signifier notre appui à Voies culturelles des faubourgs pour la présentation d'une quatrième édition de la *Nuit aux flambeaux sur les faubourgs*, en mars 2018.

L'idée de mettre en valeur les différents organismes culturels du quartier des faubourgs nous tient particulièrement à cœur. En plus de nous permettre de fédérer créateurs, institutions et communautés d'artistes et d'artisans, cette activité permet de développer des alliances. Elle a un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate et fait rayonner ses créateurs et leurs réalisations au sein du pôle de création des faubourgs, à l'est du quartier des spectacles, mais aussi dans le Grand Montréal.

La *Nuit aux flambeaux sur les faubourgs* offre une occasion de visibilité et beaucoup de potentiel de développement pour l'ensemble des partenaires culturels du secteur, tant auprès des gens du quartier qu'auprès des visiteurs de Montréal et d'ailleurs.

Vous pourrez donc compter sur notre participation et notre appui, pour une cinquième année, dans le cadre de l'organisation, la programmation et la promotion de l'activité. C'est avec plaisir que je pourrai explorer les différentes avenues avec vous lors d'une prochaine rencontre.

Cordialement,

Francine Gagné
Directrice générale et artistique

Studios et administration
Édifice Jean-Pierre-Perreault
2022, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2K 1B9

Studios
Espace Saint-André
1881, rue Saint-André #100
Montréal (Québec) H2L 3T9

Tél. : 514.525.1569
Téléc. : 514.525.8575
info@circuit-est.qc.ca
www.circuit-est.qc.ca

ESPACE LIBRE

Montréal, le 26 octobre 2018

Claudine Khelil
Coordonnatrice générale,
Voies culturelles des faubourgs
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H2K 1P5

Objet : Appui à la cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs

Madame Khelil,

Par la présente, nous tenons à signifier notre grand intérêt et notre appui concernant la volonté des Voies Culturelles des faubourgs de présenter une cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs en mars 2019.

L'idée de mettre en valeur les créateurs et organismes culturels du quartier des faubourgs nous tient particulièrement à cœur. D'autant plus, qu'à travers cette activité, nous développons des partenariats et créons des liens entre artistes, institutions et communauté. Ceci a un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate. Sans compter que cet événement fait découvrir au public l'offre culturelle du Centre-Sud, notamment le pôle de création des faubourgs, à l'est du quartier des spectacles, ses créateurs et leurs réalisations.

Depuis sa création, Espace Libre est un lieu de création et de diffusion axé sur des spectacles qui interrogent et provoquent la pratique du théâtre. Sa mission est de soutenir des prises de paroles audacieuses tant sur l'art que sur le monde, de favoriser l'expérimentation, la recherche, le dialogue interculturel, et de toujours proposer au public des aventures théâtrales où le plaisir s'accorde avec la performance. De plus, depuis quelques années maintenant, nous avons mis en place des actions de médiation culturelle destinées à nos voisins afin de faire d'Espace Libre et du Centre-Sud, des territoires d'exploration et de rencontres.

Ce projet offre donc une occasion de visibilité et beaucoup de potentiel de développement pour l'ensemble des partenaires culturels du secteur tant pour le quartier que pour les visiteurs de Montréal et d'ailleurs.

Vous pourrez donc compter sur notre participation et notre appui, pour une cinquième année, dans le cadre de l'organisation, la programmation et la promotion de l'activité. Il nous fera plaisir d'explorer les différentes avenues avec vous lors d'une prochaine rencontre.

Cordialement,
Marie Semel, Responsable des actions de médiation culturelle

Maison de la culture Frontenac
2550, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H2K 1W7
Tél. : 514 872-7882
frontenac.accesculture.com

Le 24 octobre 2018

Claudine Khelil
Coordonnatrice générale,
Voies culturelles des faubourgs
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H2K 1P5

Objet : Appui à la cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs

Madame Khelil,

Par la présente, nous tenons à signifier notre grand intérêt et notre appui concernant la volonté des Voies Culturelles des faubourgs de présenter une cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs en mars 2019.

L'idée de mettre en valeur les créateurs et organismes culturels du quartier des faubourgs nous tient particulièrement à cœur. D'autant plus, qu'à travers cette activité, nous développons des partenariats et créons des liens entre artistes, institutions et communauté. Ceci a un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate. Sans compter que cet événement fait découvrir au public l'offre culturelle du Centre-Sud, notamment le pôle de création des faubourgs, à l'est du quartier des spectacles, ses créateurs et leurs réalisations.

Ce projet offre une occasion de visibilité et beaucoup de potentiel de développement pour l'ensemble des partenaires culturels du secteur tant pour le quartier que pour les visiteurs de Montréal et d'ailleurs.

Vous pourrez donc compter sur notre participation et notre appui, pour une cinquième année, dans le cadre de l'organisation, la programmation et la promotion de l'activité. Il nous fera plaisir d'explorer les différentes avenues avec vous lors d'une prochaine rencontre.

Louise Matte
Agente culturelle

LA VEILLÉE | THÉÂTRE PROSPERO

Montréal, le jeudi 25 octobre

Claudine Khelil
Coordonnatrice générale,
Voies culturelles des faubourgs
2187, rue Larivière, bureau 107
Montréal (Québec) H2K 1P5

Objet : Appui à la cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs

Madame Khelil,

Par la présente, nous tenons à signifier notre grand intérêt et notre appui concernant la volonté des Voies Culturelles des faubourgs de présenter une cinquième édition de la Nuit aux flambeaux sur les faubourgs en mars 2019.

L'idée de mettre en valeur les créateurs et organismes culturels du quartier des faubourgs nous tient particulièrement à cœur. D'autant plus, qu'à travers cette activité, nous développons des partenariats et créons des liens entre artistes, institutions et communauté. Ceci a un effet bénéfique de rapprochement avec notre collectivité immédiate. Sans compter que cet événement fait découvrir au public l'offre culturelle du Centre-Sud, notamment le pôle de création des faubourgs, à l'est du quartier des spectacles, ses créateurs et leurs réalisations.

Ce projet offre une occasion de visibilité et beaucoup de potentiel de développement pour l'ensemble des partenaires culturels du secteur tant pour le quartier que pour les visiteurs de Montréal et d'ailleurs.

Vous pourrez donc compter sur notre participation et notre appui, pour une cinquième année, dans le cadre de l'organisation, la programmation et la promotion de l'activité. Il nous fera plaisir d'explorer les différentes avenues avec vous lors d'une prochaine rencontre.

Cordialement,

Elodie Enfrin
Adjointe à la direction générale
514 526-7288 poste 302
Le Groupe de la Veillée / théâtre Prospero

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1192624004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 19

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Écomusée de la maison du fier monde	107041
2.	Les Escales improbables de Montréal	131313
3.	Espace libre inc.	129555
4.	Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	128845
5.	La fille du laitier	374525
6.	Fondation maison photo Montréal	490706
7.	Fondation métropolis bleu	103768
8.	Foyer pour femmes autochtones de Montréal	255693
9.	Missions Exeko	152668
10.	Le Musée du château Ramezay / Société d'archéologie et de numismatique de Montréal	120722
11.	Le Musée McCord Steward	512855
12.	Orchestre Métropolitain	128703
13.	Péristyle nomade	146848
14.	Les productions funambules médias	241330
15.	Regroupement des musiciens du métro (R.M.M.M.)	280270
16.	Sentier urbain	129374
17.	Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.)	117532
18.	Théâtre de la botte trouée	365850
19.	Voies culturelles des faubourgs	131378

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant								**0,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Minosoa Randriamiary
Prénom, nom

Date et heure système : 24 avril 2019 15:48:56

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **ECOMUSÉE DE LA MAISON DU FIER MONDE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 2050, rue Amherst, Montréal (Québec) H2L 3L8 agissant et représentée par M. René Binette, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 30 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143504059
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 107041

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Parcours dans le quartier.*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

Initiales : _____

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de douze mille neuf cent cinquante dollars (12 950 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Parcours dans le quartier*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de dix mille trois cent soixante dollars (10 360 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux mille cinq cent quatre-vingt dix dollars (2 590 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police

Initiales : _____

d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Écomusée de la maison du fier monde
A/S M. René Binette
2050, rue Amherst
Montréal (Québec) H2L 3L8

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. René Binette, directeur

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Écomusée de la maison du fier monde
Nom du projet	Parcours dans le quartier
Date de réalisation	Septembre et octobre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Écomusée de la maison du fier monde
Nom du projet Parcours dans le quartier
Date de réalisation Septembre et octobre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **LES ESCALES IMPROBABLES DE MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1805, rue Fullum, Montréal (Québec) H2K 3M9 agissant et représentée par madame Sylvie Teste, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 18 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1162044243
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 131313

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Les explorateurs #2*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale d'onze mille dollars (11 000 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Les explorateurs # 2*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de huit mille huit cents dollars (8 800 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux mille deux cents dollars (2 200 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Escales improbables
A/S M^{me} Sylvie Teste
1805, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3M9

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Sylvie Teste, directrice générale

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Annexe 1

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Les escales improbables de Montréal
Nom du projet	Les explorateurs # 2
Date de réalisation	Du 14 au 17 septembre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Les escales improbables de Montréal
Nom du projet Les explorateurs # 2
Date de réalisation Du 14 au 17 septembre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **ESPACE LIBRE INC.**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1945, rue Fullum, Montréal (Québec) H2K 3N3 agissant et représentée par monsieur Marc-André Boyes-Manseau, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 25 février 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1147435029
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 129555

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Espace utopies*;

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 2;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de quinze mille dollars (15 000 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Espace utopies*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de trois mille dollars (3 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Espace libre Inc.
A/S M. Marc-André Boyes-Manseau
1945, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3N3

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. Marc-André Boyes-Manseau, directeur administratif

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Annexe 1

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Espace libre inc.
Nom du projet	Espace utopies
Date de réalisation	Du 7 au 18 janvier 2020

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Espace libre inc.
Nom du projet Espace utopies
Date de réalisation Du 7 au 18 janvier 2020

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **LA FILLE DU LAITIER**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale e*st 3-7393, rue de la Roche, Montréal (Québec) H2R 2T4 agissant et représentée par madame Caroline Bélanger, autorisée aux fins des présente*s en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 29 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170867130
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 374525

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *La run de lait dans Ville-Marie*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de six mille dollars (6 000 $), devant être affectée exclusivement à *La run de lait dans Ville-Marie* incluant six (6) représentations dont les dates et les lieux sont à déterminer avec l'agente culturelle, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de quatre mille huit cents dollars (4 800 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille deux cents dollars (1 200 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Caroline Bélanger
Co-directrice artistique
3-7393, rue de la Roche
Montréal (Québec) H2R 2T4

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Caroline Bélanger, co-directrice artistique

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Annexe 1

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement en courues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	La fille du laitier
Nom du projet	*La run de lait dans Ville-Marie*
Date de réalisation	Dates et lieux à déterminer avec l'agente culturelle

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme La fille du laitier
Nom du projet *La run de lait dans Ville-Marie*
Date de réalisation Dates et lieux à déterminer avec l'agente culturelle

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **FONDATION MAISON PHOTO MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1200, rue de Bleury, Montréal (Québec) H3B 3J3 agissant et représentée par madame Luce Vallières, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 26 février 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170041827
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur :490706

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Carrousel photo,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de huit mille dollars (8 000 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Carrousel photo*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de six mille quatre cents dollars (6 400 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille six cents dollars (1 600 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M^{me} Luce Vallières
Directrice du développement
FONDATION MAISON PHOTO MONTRÉAL
1200, rue de Bleury
Montréal (Québec) H3B 3J3

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^e^ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Luce Vallières, directrice du développement

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justifi catives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Fondation Maison photo Montréal
Nom du projet	Carrousel photo
Date de réalisation	Juin à septembre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Fondation Maison photo Montréal
Nom du projet Carrousel photo
Date de réalisation Juin à septembre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **FONDATION MÉTROPOLIS BLEU**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 661, Rose-de-Lima, bureau 204, agissant et représentée par madame William St-Hilaire, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 18 juin 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149921232
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 103768

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Amis pour la vie dans Ville-Marie*,

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de huit mille dollars (8 000 $), devant être affectée exclusivement à *la réalisation du projet Amis pour la vie dans Ville-Marie*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de six mille quatre cents dollars (6 400 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille six cents dollars (1 600 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant

Initiales : _____

toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Fondation Métropolis bleu
M. William St-Hilaire
204-661 rue Rose-de-Lima
Montréal (Québec) H4C2L7

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme William St-Hilaire, PDG et directrice artistique

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificative s ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Fondation Métropolis bleu
Nom du projet *Amis pour la vie dans Ville-Marie*
Date de réalisation Septembre à mai 2020

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Fondation Métropolis bleu
Nom du projet *Amis pour la vie dans Ville-Marie*
Date de réalisation Septembre à mai 2020

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			

Initiales : _____

Location de bureaux			
Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est P.O. Box 183, Station St-Jacques, Montréal (Québec) H3C 2S1 agissant et représentée par madame Marci Shapiro Nakuset, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 21 février 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148483689
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 255693

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Journée nationale des autochtones 2019*.

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de sept mille cinq cents dollars (7 500 $), devant être affectée exclusivement à *réalisation du projet Journée nationale des autochtones 2019*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de six mille dollars (6 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille cinq cents dollars (1 500 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Foyer pour femmes autochtones de Montréal
Mme Marci Shapiro Nakuset
P.O. Box 183, Station St-Jacques
Montréal (Québec) H3C 2S1

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Marci Shapiro Nakuset, directrice

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution **_____** adoptée le **7 mai 2019.**

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et d u soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Foyer pour femmes autochtones de Montréal
Nom du projet	Journée internationale des autochtones 2019
Date de réalisation	Le 21 juin 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Foyer pour femmes autochtones de Montréal
Nom du projet Journée internationale des autochtones 2019
Date de réalisation Le 21 juin 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **MISSIONS EXEKO**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 5445, avenue de Gaspé, bureau 405, Montréal (Québec) H2T 3B2 agissant et représentée par madame Tiffanie Guffroy, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 26 septembre 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165301806
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 152668

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *La musique est un lieu de rencontre.*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix mille dollars (10 000 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *La musique est un lieu de rencontre*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de huit mille dollars (8 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux mille dollars (2 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Missions Exeko
Madame Tiffanie Guffroy
Directrice des partenariats
5445, avenue de Gaspé, suite 405
Montréal (Québec) H2T 3B2

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Madame Tiffanie Guffroy, directrice des partenariats

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution **_____** adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Missions Exeko
Nom du projet	La musique est un lieu de rencontre
Date de réalisation	Mai à décembre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Missions Exeko
Nom du projet La musique est un lieu de rencontre
Date de réalisation Mai à décembre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **LE MUSÉE DU CHÂTEAU RAMEZAY / SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE ET DE NUMISMATIQUE DE MONTRÉAL,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 280, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C5 agissant et représentée par monsieur André Delisle, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 23 avril 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144151637
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 120722

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Exposition et installation en art public en périphérie de la Place Jacques-Cartier,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix mille dollars (10 000 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Exposition et installation en art public en périphérie de la Place Jacques-Cartier*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de huit mille dollars (8 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux mille dollars (2 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour

Initiales : _____

les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Musée du Château Ramezay / Société d'archéologie et de numismatique de Montréal
Monsieur André Delisle
Directeur général et conservateur
280, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C5

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. André Delisle, directeur général et conservateur

Ce document 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Musée du Château Ramezay / Société d'archéologie et de numismatique de Montréal
Nom du projet	Exposition et installation en art public en périphérie de la Place Jacques-Cartier
Date de réalisation	Mai à novembre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme: Musée du Château Ramezay / Société d'archéologie et de numismatique de Montréal
Nom du projet: Exposition et installation en art public en périphérie de la Place Jacques-Cartier
Date de réalisation: Mai à novembre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **LE MUSÉE MCCORD STEWART**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 690, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1E9 agissant et représentée par madame Suzanne Sauvage, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 18 juin 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1141309196
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 512855

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *AU TRAVAIL!* (titre provisoire).

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de douze mille deux cent cinquante dollars (12 250 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *AU TRAVAIL!* (titre provisoire), conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de neuf mille huit cents dollars (9 800 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux mille quatre cent cinquante dollars (2 450 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour

Initiales : _____

les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M^{me} Suzanne Sauvage
690, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1E9

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Suzanne Sauvage, présidente et chef de la direction

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Le Musée McCord Stewart
Nom du projet	Au travail ! (titre provisoire)
Date de réalisation	31 mai au 14 octobre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Le Musée McCord Stewart
Nom du projet Au travail (titre provisoire)
Date de réalisation 31 mai au 14 octobre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 486, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 401, Montréal (Québec) H3B 1A6 agissant et représentée par madame Jennifer Bourdages, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 21 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142322107
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 128703

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Les Mercredis OM*,

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

Initiales : _____

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de neuf mille dollars (9 000 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Les Mercredis OM* (3 spectacles, dates et lieux à déterminer avec l'agente culturelle de l'arrondissement de Ville), conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de sept mille deux cents dollars (7 200 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille huit cents dollars (1 800 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Orchestre métropolitain
M^{me} Jennifer Bourdages
486, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 401
Montréal (Québec) H3B 1A6

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Jennifer Bourdages, chef relations gouvernementales

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Orchestre métropolitain
Nom du projet Les Mercredis OM
Date de réalisation 4, 11 et 18 septembre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Orchestre métropolitain
Nom du projet Les Mercredis OM
Date de réalisation 4, 11 et 18 septembre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **PÉRISTYLE NOMADE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1321, rue de Champlain, Montréal (Québec) H2L 2R9 agissant et représentée par madame Catherine Lalonde, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 18 février 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164098759
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 146848

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de six mille dollars (6 000 $), devant être affectée exclusivement au projet *Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de quatre mille huit cents dollars (4 800 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille deux cent dollars (1 200 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant

Initiales : _____

toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Catherine Lalonde
Directrice artistique
1321, rue de Champlain
Montréal (Québec) H2L 2R9

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Catherine Lalonde, directrice artistique

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Péristyle Nomade
Nom du projet	Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés
Date de réalisation	Juillet et août 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Péristyle Nomade
Nom du projet Boîtes à lunch pour terrains vagues, petits parcs et coins oubliés
Date de réalisation Juillet et août 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **LES PRODUCTIONS FUNAMBULES MÉDIAS**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 2275, boul. Saint-Joseph Est, bureau 129, Montréal (Québec) H2H 1G4 agissant et représentée par monsieur Nicolas Goyette, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 22 octobre 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1167971325
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 241330

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Le cinéma sous les étoiles de Funambules Médias – 10e édition,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de cinq mille dollars (5 000 $), devant être affectée exclusivement au projet *Le cinéma sous les étoiles de Funambules Médias – 10e édition*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de quatre mille dollars (4 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille dollars (1 000 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M. Nicolas Goyette
2275, boul. Saint-Joseph Est, bureau 129
Montréal (Québec) H2H 1G4

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^e^ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. Nicolas Goyette, co-coordonnateur

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Les Productions funambules médias
Nom du projet	Le cinéma sous les étoiles de Funambules Médias – 10è édition
Date de réalisation	Les lundis de l'été 2019 : 1, 8, 15, 22, 29 juillet et 5, 12, 19, 26 août 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Les Productions funambules médias
Nom du projet Le cinéma sous les étoiles de Funambules Médias – 10è édition
Date de réalisation Les lundis de l'été 2019 : 1, 8, 15, 22, 29 juillet et 5, 12, 19, 26 août 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **REGROUPEMENT DES MUSICIENS DU MÉTRO (R.M.M.M.)**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1370, rue Mont-Royal Est, Montréal (Québec) H2J 4E9 agissant et représentée par monsieur Daniel Lalonde, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 15 février 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166170705
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 280270

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Spectacles urbains du R.M.M.M. 2019,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

Initiales : _____

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de six mille dollars (6 000 $), devant être affectée exclusivement au projet *Spectacles urbains du R.M.M.M. 2019* (10 spectacles d'une heure, dates et lieux à déterminer avec l'agente culturelle de l'arrondissement de Ville-Marie), conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de quatre mille huit cents dollars (4 800 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille deux cents dollars (1 200 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Monsieur Daniel Lalonde
Président
1370, rue Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2J 4E9

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. Daniel Lalonde, président

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules l es dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel u tilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, p ar courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Regroupement des musiciens du métro (RMMM)
Nom du projet	Spectacles urbains du RMMM
Date de réalisation	Été 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Regroupement des musiciens du métro (RMMM)
Nom du projet Spectacles urbains du RMMM
Date de réalisation Été 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **SENTIER URBAIN**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1710, rue Beaudry, local 3.0, Montréal (Québec) H2L 3E7 agissant et représentée par monsieur Félix Laurendeau-Lebel, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 5 février 2019;

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148130231
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 129374

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Programmation culturelle du Circuit Jardins,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de cinq mille dollars (5 000 $), devant être affectée exclusivement au projet *Programmation culturelle du Circuit Jardins*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de quatre mille dollars (4 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille dollars (1 000 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M. Félix Laurendeau-Lebel
1710, rue Beaudryl, local 3.0
Montréal (Québec) H2L 3E7

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^e^ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. Félix Laurendeau-Lebel, coordonateur

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Sentier Urbain
Nom du projet	Programmation culturelle du Circuit Jardins
Date de réalisation	De juin à septembre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Sentier Urbain
Nom du projet Programmation culturelle du Circuit Jardins
Date de réalisation De juin à septembre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **SOCIÉTÉ DE PROMOTION DES ARTS GIGANTESQUES (S.P.A.G.)**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 2915, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2K 1X7 agissant et représentée par monsieur René Jacques, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 25 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145977584
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 117532

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Mise aux normes de l'éclairage et son Bain Mathieu,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 2;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de quinze mille dollars (15 000 $), devant être affectée exclusivement au projet *Mise aux normes de l'éclairage et son Bain Mathieu*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de trois mille dollars (3 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée

Initiales : _____

comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M. René Jacques
Président Directeur Général
2915, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H2K 1X7

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. René Jacques, président directeur général

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.)
Nom du projet	Mise aux normes des éclairages et son Bain Mathieu
Date de réalisation	Saison 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme: Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.)
Nom du projet: Mise aux normes des éclairages et son Bain Mathieu
Date de réalisation: Saison 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **SOCIÉTÉ DE PROMOTION DES ARTS GIGANTESQUES (S.P.A.G.)**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est 2915, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2K 1X7 agissant et représentée par monsieur René Jacques, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 25 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145977584
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 117532

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Murale en l'hommage de madame Janine Sutto,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 2;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix huit mille dollars (18 000 $), devant être affectée exclusivement au projet *Murale en l'hommage de madame Janine Sutto*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de quatorze mille quatre cents dollars (14 400 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de trois mille six cents dollars (3 600 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M. René Jacques
Président Directeur Général
2915, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H2K 1X7

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. René Jacques, président directeur général

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé p ar l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.)
Nom du projet	Murale en l'hommage de Mme Janine Sutto
Date de réalisation	Du 4 juin 2019 au 1er septembre 2019

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.)
Nom du projet Murale en l'hommage de Mme Janine Sutto
Date de réalisation Du 4 juin 2019 au 1er septembre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE QUÉBÉCOISE,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 10 300, rue Lajeunesse, Montréal (Québec) H3L 2E5 agissant et représentée par madame Carmen Guérard, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 21 février 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144458669
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 128845

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Les sets carrés du square Cabot avec Espace Trad,*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix mille (10 000 $), devant être affectée exclusivement à *Les sets carrés du Square Cabot avec Espace Trad*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de huit mille dollars (8 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de deux mille dollars (2 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée

Initiales : _____

comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise
A/S Mme Carmen Guérard
10 300, rue Lajeunesse
Montréal (Québec) H3L 2E5

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Carmen Guérard, responsable des activités

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192624004**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Annexe 1

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du so utien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise
Nom du projet Les sets carrés du Square Cabot avec Espace Trad
Date de réalisation Septembre et octobre 2019

REVENUS	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme: Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise
Nom du projet: Les sets carrés du Square Cabot avec Espace Trad,
Date de réalisation: Septembre et octobre 2019

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **THÉÂTRE DE LA BOTTE TROUÉE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 6-4690 Jeanne d'Arc, Montréal (Québec) H1X 2E3 agissant et représentée par madame Marie-Lou Bariteau, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 7 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170054846
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 365850

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Pénombre dans les parcs de Ville-Marie;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 2;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de trois mille trois dollars (3 000 $) devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Pénombre dans les parcs de Ville-Marie* (présentation de 3 spectacles, dates et lieux à déterminer avec l'agente culturelle de l'arrondissement), conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de deux mille quatre cents dollars (2 400 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de six cents dollars (600 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M^{me} Marie-Lou Bariteau
6-4690 Jeanne d'Arc
Montréal (Québec) H1X 2E3

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Marie-Lou Bariteau, directrice générale

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellem ent encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Théâtre de la botte trouée
Nom du projet	Pénombre dans les parcs de Ville-Marie
Date de réalisation	12 juillet au 31 août 2019 – Dates et lieux à déterminer avec l'agente culturelle

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Théâtre de la botte trouée
Nom du projet Pénombre dans les parcs de Ville-Marie
Date de réalisation 12 juillet au 31 août 2019 – Dates et lieux à déterminer avec l'agente culturelle

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article **6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires** (CA-24-009);

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **VOIES CULTURELLES DES FAUBOURGS**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 2187, rue Larivière, Montréal (Québec) H2K 1P5 agissant et représentée par madame Claudine Khelil, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 7 février 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160385614
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur : 131378

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *La nuit aux flambeaux sur les Faubourgs 2020;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet 1;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE Ia Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

Initiales : _____

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de cinq mille dollars (5 000 $), devant être affectée exclusivement au projet *La nuit aux flambeaux sur les Faubourgs 2020*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de quatre mille dollars (4 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de mille dollars (1 000 $), soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

Initiales : _____

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

Initiales : _____

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Voies culturelles des Faubourgs
M^{me} Claudine Khelil
2187, rue Larivière
Montréal (Québec) H2K 1P5

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mme Claudine Khelil, coordonnatrice générale

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1192624004; il a été approuvé par la résolution _____adoptée le 7 mai 2019.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme	Voies Culturelles des faubourgs
Nom du projet	La nuit aux flambeaux sur les faubourgs 2020
Date de réalisation	Mars 2020

REVENUS	**PRÉVU**	**RÉÉL**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Voies Culturelles des faubourgs
Nom du projet La nuit aux flambeaux sur les faubourgs 2020
Date de réalisation Mars 2020

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Location de bureaux			

Initiales : _____

Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1192624004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivans de la recommandation :

"Autoriser une dépense au montant maximal de 182 700 $ à titre de soutien financier dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2019;

Approuver les conventions avec les organismes suivants et d'accorder à cet effet les contributions selon les modalités et conditions de versement :

- *Écomusée de la maison du fier monde : 12 950 $;*
- *Les Escales improbables de Montréal : 11 000 $;*
- *Espace libre inc. : 15 000 $;*
- *La fille du laitier : 6 000 $;*
- *Fondation maison photo Montréal : 8 000 $;*
- *Fondation métropolis bleu : 8 000 $;*
- *Foyer pour femmes autochtones de Montréal : 7 500 $;*
- *Missions Exeko : 10 000 $;*
- *Le Musée du Château Ramezay : 10 000 $;*
- *Le Musée McCord Stewart : 12 250 $;*
- *Orchestre Métropolitain : 9 000 $;*
- *Péristyle nomade : 6 000 $;*
- *Les productions funambules médias : 5 000 $;*
- *Regroupement des musiciens du métro de Montréal (RMMM) : 6 000 $;*
- *Sentier urbain : 5 000 $;*
- *Société de promotion des arts gigantesques (SPAG) : 18 000 $ + 15 000 $;*
- *Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ) : 10 000 $;*
- *Théâtre de la botte trouée : 3 000 $;*
- *Voies culturelles des faubourgs : 5 000$"*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 182 700,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		182 700,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 182 700,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM92624004.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-04-24**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1190619005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 18 200 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 500 $ au Jardin communautaire Médéric-Martin;
- 500 $ au Carrefour de ressources en interculture;
- 1 000 $ au Groupe Entraide À l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes;
- 500 $ au Jardin communautaire des 50 citoyens;
- 1 000 $ à l'Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda (PAGE-RWANDA);
- 3 000 $ à Maisons Adrianna;
- 3 000 $ à Oxy-Jeunes inc;
- 2 500 $ au Service des loisirs St-Jacques de Montréal;
- 200 $ au Salon international de la femme noire;
- 3 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM)
- 3 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face.

D'imputer cette dépense totale de 18 200 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-03 15:29

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190619005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 18 200 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
500 $	Madame Catherine Maltais Jardin communautaire Médéric-Martin 6-2710, rue Ontario Est Montréal (QC) H2K 1X3 Téléphone : 514-578-5665 *** Fonctionnement de l'organisme**	Sainte-Marie
500 $	Madame Véronica Islas Carrefour de ressources en interculturel 1-1851, rue Dufresne Montréal (QC) H2K 3K4 Téléphone : 514-525-2778 *** Projet : Les Rendez-vous interculturels aux jeunes et aux familles du quartier Centre-Sud**	Sainte-Marie
1 000 $	Monsieur Yvon Couillard Groupe Entraide A l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes 1223, rue Ontario Est Montréal (QC) H2L 1R5	Saint-Jacques

	Téléphone : 514-523-0979 *** Fonctionnement de l'organisme**	

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
500 $	Madame Sandrine Bigaouette Jardin communautaire des 50 citoyens 1688, rue Poupart Montréal (QC) H2K 3G8 Téléphone : *** Fonctionnement de l'organisme**	Sainte-Marie
1 000 $	Monsieur Jean-Paul Nyilinkwaya Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda (PAGE-RWANDA) 8329, rue Lajeunesse Montréal (QC) H2P 2E7 Téléphone: *** Cérémonie de commémoration soulignant les massacres sans précédent au Rwana qui a eu lieu le 7 avril 2019**	Hors arrondissement * Activité s'est déroulée au Marché Bonsecours
3 000 $	Madame Dominique LaRoche Maisons Adrianna 2500, rue Ste-Catherine Est Montréal (QC) H2K 2K2 Téléphone : *** Fonctionnement de l'organisme**	Sainte-Marie
3 000 $	Madame Julie Laloire Oxy-Jeunes Inc. 2020, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-728-5297 *** Programmation estivale - Édition 2019**	Saint-Jacques
2 500 $	Madame Valérie Koporek Service des loisirs St-Jacques de Montréal 3004-200, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H3 Téléphone : 514-872-8021 *** Mise en place du programme Élève athlète et l'ensemble des activités dans le cadre de l'événement intitulé « Gala à notre façon », qui aura lieu le 24 mai 2018**	Saint-Jacques
200 $	Madame Dorothy Rhau Le Salon international de la femme noire 8581, 14e Avenue Montréal (QC) H1Z 3M4 Téléphone : 438-765-7567	Hors arrondissement * Activité se déroulera au Grand Quai du Port de Montréal

	*** Deuxième édition du Salon international de la femme noire qui aura lieu le 9 juin 2019**	
3 000 $	Madame Roxane L'Écuyer Société écocitoyenne de Montréal 2187, rue Larivière Montréal (QC) H2K 1P5 Téléphone: 514-523-9220 (Fiduciaire du GISM) / Demande transmise par madame Nathalie Turenne, coordonnatrice du groupe d'intervention de Sainte-Marie *** Organisation d'une journée de quartier en septembre, soit une tournée en autobus jumelée à une grande fête de quartier**	Sainte-Marie

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
3 000 $	Madame Grace Fontes Le centre d'écoute et d'intervention Face à Face 100-1857, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 1J9 Téléphone : 514-934-4546 *** Projet: Portraits de Montréal**	Peter-McGill

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse: 1 200 $
- Sainte-Marie: 7 500 $
- Saint-Jacques: 6 500 $
- Peter-McGill: 3 000 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-30

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190619005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 18 200 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190619005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-03

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1190619005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 11

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Jardin communautaire Médéric-Martin	146852
2.	Carrefour de ressources en interculturel	132785
3.	Groupe Entraide A l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes	137418
4.	Jardin communautaire des 50 citoyens	146851
5.	Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda (PAGE-RWANDA)	240843
6.	Maison Adrianna	133686
7.	Oxy-Jeunes inc	129243
8.	Services des loisirs St-Jacques de Montréal	119744
9.	Le Salon international de la femme noire	492265
10.	Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM)	380164
11.	Le centre d'écoute et d'intervention Face à Face	255005

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			18 200,00 $					**18 200,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	07	mai	2019	Date de fin :	07	mai	2019

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 03 mai 2019 09:12:44

DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 7 MAI 2019

Organisme demandeur	Projet	District
Madame Catherine Maltais Jardin communautaire Médéric-Martin 6-2710, rue Ontario Est Montréal (QC) H2K 1X3 Téléphone : 514-578-5665	Fonctionnement de l'organisme.	Sainte-Marie
Madame Véronica Islas Carrefour de ressources en interculturel 1-1851, rue Dufresne Montréal (QC) H2K 3K4 Téléphone : 514-525-2778	Projet : Les Rendez-vous interculturels aux jeunes et aux familles du quartier Centre-Sud.¸	Sainte-Marie
Monsieur Yvon Couillard Groupe Entraide A l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes 1223, rue Ontario Est Montréal (QC) H2L 1R5 Téléphone : 514-523-0979	Fonctionnement de l'organisme. Demandes fonds suive au retrait du soutien du financement de l'ASPC depuis le 1er avril 2018.	Saint-Jacques
Madame Sandrine Bigaouette Jardin communautaire des 50 citoyens 1688, rue Poupart Montréal (QC) H2K 3G8 Téléphone :	Fonctionnement de l'organisme.	Sainte-Marie
Monsieur Jean-Paul Nyilinkwaya Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda (PAGE-RWANDA) 8329, rue Lajeunesse Montréal (QC) H2P 2E7	Cérémonie de commémoration soulignant les massacres sans précédent au Rwana qui a eu lieu le 7 avril 2019.	Hors arrondissement *Activité a lieu au Marché Bonsecours
Madame Dominique LaRoche Maisons Adrianna 2500, rue Ste-Catherine Est Montréal (QC) H2K 2K2 Téléphone :	Demande d'appui en relation avec une demande de permis de transformation de bâtiment (frais de départ lors du dépôt du projet de l'organisme.	Sainte-Marie
Madame Julie Laloire Oxy-Jeunes Inc. 2020, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-728-5297	Programmation estivale 2019 dans Ville-Marie.	Saint-Jacques

DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 7 MAI 2019

Organisme demandeur	Projet	District
Madame Valérie Koporek Service des loisirs St-Jacques de Montréal 3004-200, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H3 Téléphone : 514-872-8021	Mise en place du programme Élève athlète et l'ensemble des activités dans le cadre de l'événement intitulé « Gala à notre façon », qui aura lieu le 24 mai 2018.	Saint-Jacques
Madame Dorothy Rhau Le Salon international de la femme noire 8581, 14e Avenue Montréal (QC) H1Z 3M4 Téléphone : 438-765-7567	https://www.eventbrite.ca/e/salon-international-de-la-femme-noire-2019-2e-edition-tickets-55814556842 Financement demandé pour l'organisation de la deuxième édition qui aura lieu le 9 juin 2019.	Hors arrondissement * Activité a lieu au Grand Quai du Port de Montréal
Madame Roxane L'Écuyer Société écocitoyenne de Montréal 2187, rue Larivière Montréal (QC) H2K 1P5 Téléphone: 514-523-9220 (Fiduciaire du GISM) / Demande transmise par madame Nathalie Turenne, coordonnatrice du groupe d'intervention de Sainte-Marie	**Mandat : DG-DM-AR24-19-596** Organisation d'une journée de quartier en septembre, soit une tournée en autobus jumelée à une grande fête de quartier.	Sainte-Marie
Madame Grace Fontes Le centre d'écoute et d'intervention Face à Face 100-1857, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 1J9 Téléphone : 514-934-4546	Organisation de l'événement : Portraits de Montréal. Cet événement permettra de mettre en valeur les Montréalais et de promouvoir leurs histoires à travers la lentille de photographes bénévoles. De plus, seront conviés les résidents et organismes partenaires du quartier.	Peter-McGill

CRIC
CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

Montréal, le 02 avril 2019

Mairesse de Ville-Marie
Madame Valérie Plante
888 boul. De Maisonneuve Est,
Montréal, QC
H2L 4L8

Objet : Demande d'un appui financier pour Les Rendez-vous interculturels l'école Pierre-Dupuy

À l'attention de Madame la Mairesse Valérie Plante,

Depuis maintenant 13 ans, de nombreux organismes et intervenants jeunesse travaillent de façon concertée afin de pouvoir offrir **les Rendez-vous interculturels** aux jeunes et aux familles du quartier Centre-Sud. Chaque année, ce projet rejoint les jeunes, les parents, les acteurs communautaires et institutionnels ainsi que les citoyens du quartier, et les sensibilise aux enjeux interculturels par l'entremise d'activités artistiques et d'ateliers pédagogiques. L'an dernier, ce projet inclusif et rassembleur a impliqué plus de 639 jeunes dans sa démarche et a rejoint plus de 800 citoyens lors de son événement final.

Cette année, l'événement de clôture des Rendez-vous interculturels aura lieu le **25 avril, de 17h à 19h30, à l'école secondaire Pierre-Dupuy**. Nous avons besoin de vous en tant que partenaire financier afin de rendre possible la réalisation de cet événement. C'est pourquoi nous aimerions solliciter **un don de 500$** de votre part. Les Rendez-vous interculturels mettront en valeur **la diversité** et le **dynamisme des jeunes** ainsi que la **richesse du milieu communautaire œuvrant dans les domaines de la culture, des sports et du développement social dans le Centre-Sud.** Sachant que vous partagez nos objectifs, nous vous demandons votre soutien.

Les membres du comité organisateur savent que vos dons investis dans les Rendez-vous interculturels doivent produire les meilleurs effets possibles auprès du milieu. C'est pourquoi nous vous enverrons un **bilan des Rendez-vous interculturels**, six semaines après sa tenue. De plus, grâce à notre **politique de visibilité,** nous vous offrirons la reconnaissance à laquelle vous avez droit en tant que partenaire du projet.

Le Carrefour de ressources en interculturel (CRIC) est un organisme sans but lucratif reconnu comme **organisme de bienfaisance** enregistré par l'Agence du revenu du Canada. Le CRIC s'engage donc à émettre un reçu de charité à tout partenaire qui en fera la demande.

1851-1 rue Dufresne, Montréal, QC, H2K 3K4 Tél : 514-525-2778

REÇU LE
06 AVR. 2019

CRIC
CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

En vous remerciant à l'avance pour l'attention que vous porterez à cette demande, je vous prie de recevoir, Madame Plante, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour toute information, vous pouvez communiquer avec moi au (514) 525-2778, poste 6.

Veronica Islas,
Directrice générale,
Carrefour de ressources en interculturel

Au nom du comité organisateur des **Rendez-vous interculturels:**

Justine Bourgeois-Dallaire – *Carrefour de ressources en interculturel*
Bruno Charreyron – *École secondaire Pierre-Dupuy*
Sergio D'Amendola – *École secondaire Pierre-Dupuy*
Amanda Vega – *Carrefour jeunesse emploi Centre-Sud - Plateau - Mile-End*
Théo Cros-Coitton – *Carrefour jeunesse emploi Centre-Sud - Plateau - Mile-End*
Emmanuel Marcilhacy - *Iciéla*
Camille Nadeau-Perrier - *CIUSSS du Centre-Sud de l'Île-de-Montréal*

Vous pouvez acheminer vos envois aux coordonnées suivantes :

Carrefour de ressources en interculturel
Veronica Islas
1851-1 rue Dufresne,
Montréal, QC, H2K 3K4

Début du message transféré :

Expéditeur: "GISM - Groupe d'intervention Sainte-Marie" <gism.vm@gmail.com>
Destinataire: "Valérie Plante" <valerie.plante@ville.montreal.qc.ca>
Cc: "Sophie Mauzerolle" <sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca>
Objet: Demande de soutien financier

Bonjour chères membres du conseil d'arrondissement de Ville-Marie,

Le Groupe d'Intervention Sainte-Marie (GISM) tient tout d'abord à remercier les éluEs de l'arrondisement pour le soutien financier reçu en 2017, qui a permis notamment la réalisation de la grande fête de quartier annuelle à l'automne.

Le GISM souhaite demander du financement cette année encore pour faire une assemblée publique / fête de quartier en septembre.

Vous trouverez en pièce jointe une copie de la lettre de demande de soutien financier pour l'année 2019 ainsi qu'un bilan des dépenses de 2017. Notez que la fête de quartier cette année sera de plus grande envergure alors nous demandons un plus grand montant, notamment pour louer des autobus.

Cette demande s'adresse à tous les éluEs du conseil d'arrondissement.

Merci de prendre connaissance de notre demande et d'en accuser la réception.

Un gros merci de la part du GISM, et bonne fin de journée!

Cordialement

Nathalie Turenne
pour le Groupe d'intervention Sainte-Marie (GISM)

GROUPE D'INTERVENTION SAINTE-MARIE

ÉluEs, membres du conseil d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec), H2L 4L8

Montréal, le 28 mars 2019

Demande de soutien financier pour les activités du GISM

Mesdames et Messieurs,

Le *Groupe d'intervention Sainte-Marie* (GISM) est un lieu d'échange et de concertation, existant depuis plus d'une quinzaine d'années à l'initiative de l'arrondissement de Ville-Marie. Le GISM regroupe des citoyenNEs, des travailleurs,euses d'organismes ou d'institutions, des éluEs ou leurs représentantEs, qui souhaitent s'informer, échanger, se concerter, et intervenir sur les enjeux de quartier afin de contribuer à améliorer la qualité de vie des résidentEs du Centre-Sud. Le groupe se rencontre en moyenne huit fois par année, au centre Jean-Claude Malépart, et il organise depuis plusieurs années une fête annuelle dans le Centre-Sud. Cette année, le GISM compte organiser une Journée de quartier en septembre, soit une tournée en autobus jumelée à une grande fête de quartier.

La dernière édition de la fête de quartier mise sur pied par le GISM, en 2017, a rassemblé plus de 300 participants et a été rendue possible grâce en partie au soutien financier de votre part, avec un soutien fiduciaire offert par la *Société écocitoyenne de Montréal* (SEM). Nous tenons donc, au nom de tous les participants, à vous remercier chaleureusement pour cet apport financier qui a grandement profité au quartier qui nous est cher.

Nous revenons vers vous cette année car nous voulons poursuivre nos activités, que l'on juge essentielles au développent du sentiment d'appartenance locale, d'autant plus que le nombre de participants augmente et le GISM accroît son impact dans la vie communautaire. De plus, nous souhaitons en 2019 faire un évènement de plus grande envergure que les années précédentes. Nous sommes d'ailleurs en étroite collaboration avec le Village au Pied-du-Courant et comptons faire partie de leur programmation officielle pour la rentrée.

Nous aimerions pouvoir compter sur un soutien de 5000$ de votre part et ainsi contribuer à faire rayonner Sainte-Marie et le Centre-Sud au-delà de nos frontières!

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.

Représentant le GISM

GISM.VM@GMAIL.COM

Bilan financier et prévisions budgétaires GISM
ANNÉE 2017

Appui élus municipaux – 4000$

DÉPENSES

coordination et organisation fête annuelle	1000
mise en scène et conception artistique fête annuelle	1074.92
animation tipi Le drapeau de la famille	300
frais d'impressions divers fête annuelle	144.49
frais d'impressions réguliers	65.26
salade Le drapeau de la famille fête annuelle	200
gâteau fête annuelle	175
maïs, beurre, sel	206.94
matériel et fournitures animation fête annuelle	105.02
soutien administratif réunions mensuelles 2017	800
TOTAL	**4071.63**

Montréal

RE: Demande de soutien et Invitation au GALA - 24 mai

Robert BEAUDRY A : valerie koporek 2019-04-05 09:42
Envoyé par : Mélanie FAUCHER
Cc : Ginette OUIMET

Madame,

Au nom de Monsieur Beaudry je confirme la réception de votre invitation et de votre demande de soutien financier. Cette dernière sera évaluée et vous recevrez une réponse dans les meilleurs délais.

Quant à votre invitation, Monsieur Beaudry ne peut malheureusement l'honorer étant à l'extérieur de la ville à cette date.

Je vous remercie de votre compréhension et vous prie de recevoir, Madame, mes cordiales salutations.

Mélanie Faucher
Adjointe/
Robert Beaudry
Conseiller de la ville - District de Saint-Jacques
Membre du comité exécutif
Développement économique et commercial,
Design et Habitation

Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est, bureau 2.114
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Tél.: 514-872-1116
robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca

valerie koporek Bonjour Monsieur Beaudry, 2019-04-04 18:49:11

De : valerie koporek <loisirsstjacques@gmail.com>
A : robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca
Date : 2019-04-04 18:49

Objet : Demande de soutien et Invitation au GALA

Bonjour Monsieur Beaudry,

L'organisme, Loisirs St-Jacques (LSJ), travaille depuis plus de 50 ans à proposer divers programmes structurants aux jeunes des habitants de Ville-Marie, particulièrement défavorisés.

Cette année encore, nous voulons mettre de l'avant notre programme **Élève athlète** et **l'ensemble de nos activités** dans le cadre de notre évènement intitulé : ***Gala à notre façon*** qui aura lieu en mai prochain.

La deuxième édition du Gala à notre façon nous amène à nous dépasser, une fois de plus, comme l'an passé en invitant les nombreux conférenciers et partenaires qui nous ont soutenu durant l'année 2018.

Le gala est l'occasion de récompenser les jeunes qui se sont démarqués en leur offrant le droit d'intégrer de clubs sportifs professionnels par le biais de bourses.

C'est une manière de favoriser leur insertion sociale et d'assurer un continuum dans le processus d'adoption de saines habitudes de vie. C'est l'occasion également de faire connaître notre organisation et nos jeunes qui vont vous accueillir les bras ouverts et vous montrer à quel point l'organisme est important pour eux.

Afin que nous puissions donner l'occasion à nos jeunes athlètes d'accéder à un club sportif et leur remettre un certificat lors de ce gala, nous souhaiterions solliciter votre contribution afin de permettre à **8 jeunes** d'évoluer dans les sports qui leurs tiennent à cœur.

Notre évènement arrive à grand pas et nous souhaiterions faire de ce gala, une soirée extraordinaire pour ces jeunes. Nous vous serions très reconnaissant si **un soutien à hauteur de 2500$** serait possible pour cette occasion. Ce montant servira à aider directement les jeunes et également à préparer cette soirée de gala qui aura lieu ***le 24 mai prochain de 17h—à 19h00 au chalet du parc Toussaint Louverture*** comme l'année passée ou nous avons reçu plus de **150 personnes.**

Quelques informations complémentaires à notre demande :

***Nom du Projet**

Gala à notre façon: en faveur du social

***Objectifs visés par le projet :**

- Montrer nos projets et leurs résultats à la communauté et à nos partenaires (gouvernance et transparence);

- Renforcer les liens sociaux entre la communauté et les échanges sociaux ;

- Récompenser les jeunes de notre programme Élève-Athlète qui ont participé à la formation de soccer, ont participé au programme de l'aide aux devoirs, et qui ont eu un bon cheminement scolaire aussi.

***Quels besoins ce projet comble-t-il dans le milieu :**

Le projet rassemble plusieurs publics, alors, il fonctionne comme un lien social que fortifie notre travail en faveur du développement physique, psychologique et social des jeunes d'un milieu défavorisé.

***Quelles seront les retombées pour le milieu :**

Offrir une expérience spéciale à la communauté parce que nous voulons rassembler les agents sociaux du milieu, nos partenaires, les jeunes et leurs familles. **Ce sera une rencontre pour échanger des expériences et des apprentissages.** Enfin, nous organiserons un Gala Social pour faire connaître et faire valoriser les projets des Loisirs St-Jacques, **le seul organisme jeunesse** sur le territoire du faubourg Saint-Laurent.

Quand et où : le vendredi 24 mai 2019, au Parc Toussaint-Louverture au centre-ville de Montréal, entre 17 h 00 jusqu'à 19 h 00.

Pourquoi ? Afin de vous présenter nos programmes et leurs résultats et renforcer les échanges sociaux.

Qui ? Nos partenaires (domaines: public, privé et communautaire), les bénévoles, les jeunes inscrits aux Loisirs St-Jacques et leurs familles.

Quoi d'autres ? Présentation de notre histoire et de nos programmes. Présentation d'un spectacle réalisé par les jeunes des LSJ. Cérémonie pour remettre les bourses aux jeunes sélectionnés du Programme Élève-Athlète. Des activités amusantes pour tous et des petites bouchées délicieuses.

Nous profitons également de ce moment pour vous vous inviter à cette **2ème édition** de gala dont vous trouverez **l'invitation ci-jointe.**

Merci beaucoup pour votre engagement !

Remarque: nous vous demandons de bien vouloir confirmer votre présence avant *le 17 mai 2019* , via notre Facebook, en événement (Loisirs St-Jacques de Montréal) ou

via le chargedeprojetslsj@gmail.com

Nous profitons également de ce moment pour vous vous inviter à cette **2ème édition** de gala dont vous trouverez l'invitation ci-jointe.

En vous remerciant à l'avance de la considération apportée à notre demande, nous vous transmettons nos salutations les plus sincères.

Très cordialement.

Valérie Koporek

VALÉRIE KOPOREK, M.A
Directrice générale
200 Ontario LOCAL 3004
Montréal, Qc H2X 1H3

514-872-8021
loisirsstjacques@gmail.com

www.loisirs-stjacques.org



Gala à notre façon (1)invitaiton.pdf

----- Transféré par Ginette OUIMET/MONTREAL le 2019-04-11 10:32 -----

De : "page_rwanda@yahoo.com" <page_rwanda@yahoo.com>
A : <Felix.Gravel@ville.montreal.qc.ca>
Cc : Sue Montgomery <sue.montgomery@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2019-03-29 13:26
Objet : Demande de financement

Cher Monsieur Gravel,

Il y a presque 25 ans jour pour jour que commençait des massacres sans précédent au Rwanda, qui ont emporté la vie à un million d'hommes et femmes de tous âges en seulement trois mois, pour la seule raison d'être nés Tutsi. Ces massacres ont été reconnus par les Nations Unies et tous ses pays membres comme étant un génocide qui a été commis contre ce peuple Tutsi du Rwanda, les qualifiant ainsi comme un crime contre l'humanité.
Ceci a d'ailleurs été repris dans différentes déclarations faites par les administrations successives de la Ville de Montréa, la plus récente ayant été votée cette semaine, lundi l 25 Mars 2019 par le Conseil de la Ville.

Plusieurs survivants et victimes ayant élu domicile au Québec ont fondé l'Association des Parents et Victimes du Génocide contre les Tutsi du Rwanda (PAGE-RWANDA), et on organise des cérémonies de commémoration chaque année depuis 1995 ainsi que d'autres activités visant à informer le public sur ce qui s'est passé. Plusieurs de ces cérémonies ont d'ailleurs été organisés par la Ville de Montréal et tenues à l'Hôtel de Ville, mais nous ne pourrons pas le faire cette année à cause des travaux de rénovation.
C'Est pourquoi nous nous adressons à la Ville et aux différentes arrondissement ou résident nos membres pour nous soutenir financièrement. Nous nous adressons à vous pour voir si l'arrondissement Ville Marie peut nous aider financièrement.

L'activité de cette année se déroulera dans votre arrondissement le dimanche 7 Avril à partir de 14h au Marché Bonsecours, et nous sommes disponibles pour donner plus de détails.

En attente d'une réponse favorable, nous vous remercions d'avance pout l'attention que vous porterez à notre demande.

Jean-Paul Nyilinkwaya, Président de PAGE-RWANDA
514-206-0670

Oxy-Jeunes
2020, rue de la Visitation
Montréal (QC) H2L 3C7
www.oxy-jeunes.com
514 728-5297

Montréal, le 8 avril 2019

À l'attention de René Beaudry
Conseiller de la Ville de Montréal, district de Saint-Jacques
Membre du comité exécutif
800 boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien à la programmation estivale 2019 dans Ville-Marie

Monsieur René Beaudry,

Depuis 1985, Oxy-Jeunes a pour mission de soutenir l'expression et l'épanouissement des jeunes montréalais de 12 à 17 ans, d'encourager la créativité et l'inclusion, en offrant des espaces et des projets de création et de diffusion artistiques. Nous ciblons en priorité les jeunes en situation de défavorisation, dans Centre-Sud (25 à 30 %) et les autres quartiers défavorisés de Montréal.

De 300 à 400 jeunes participent aux activités chaque année et près de 2000 personnes de la communauté assistent aux spectacles des jeunes.

Afin de compléter notre budget, nous aimerions obtenir votre soutien financier, pour un montant souhaité de 3000 $, pour la réalisation du programme estival d'Oxy-Jeunes.

Oxy-Jeunes rejoint les jeunes qui sont curieux ou passionnés par l'expression artistique. Ils trouvent à Oxy-Jeunes un lieu pour s'exprimer, s'épanouir, développer leur passion, se faire de nouveaux amis et être en contact avec des modèles positifs, notamment les artistes et animateurs qui les accompagnent dans le développement de leurs compétences créatives.

Durant l'été, alors que plusieurs organismes jeunesse sont en pause, Oxy-Jeunes offre aux jeunes de fréquenter l'espace Oxy-Jeunes de création et pratique libre et de participer à des spectacles et performances, dans les espaces publics du quartier.

Oxy-Jeunes offre une expérience unique de scène, rassemblant des jeunes de tous les horizons socioculturels. Ce programme récolte un grand succès auprès des jeunes. Les spectacles estivaux, dans les parcs, ont aussi un impact sur la **cohésion sociale et le renforcement du sentiment d'appartenance à leur communauté**. Ces spectacles rassemblent, en plus des jeunes, des publics divers qui viennent encourager les jeunes.

Impacts :
- Ces activités donnent une place aux jeunes dans l'espace public. Les adolescents sont souvent perçus négativement et ne sont pas bienvenus dans les parcs. Ces activités permettent de les **valoriser, de reconnaître leur talent et leur diversité culturels** et d'offrir une image positive des jeunes.
- Ces activités ont également un impact sur la communauté, en renforçant le **sentiment de fierté envers son quartier**, en renforçant le **sentiment de sécurité dans les parcs, en renforçant les liens entre les gens.**
- Les parents, proches et publics locaux qui viennent voir les jeunes et les encourager en ressortent plus fiers, c'est aussi très valorisant pour les jeunes participants artistes.

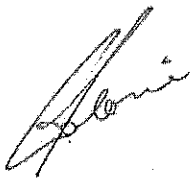
La majorité des activités estivales, cette année, se déroule sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Nous travaillons avec le milieu, en partenariat, afin d'offrir des événements rassembleurs aux populations locales.

Pour 2019, trois spectacles jeunesse sont confirmés, durant des événements de quartier.
S'y ajouteront sûrement d'autres opportunités de performances publiques, dans les prochaines semaines; nous sommes en contact avec la Place des Arts – volet médiation culturelle.

1. Spectacle Oxy-Jeunes lors des RDV interculturels du Centre-Sud, le 25 avril, à l'école Pierre-Dupuy.
2. Spectacle jeunesse, lors de Squat ton parc, événement jeunesse Centre-Sud, le 7 juin, au parc des Royaux.
3. Spectacle Oxy-Jeunes, à l'occasion de la fête nationale du quartier Sainte-Marie, le 23 juin, au Village au Pied du courant.
4. Autres opportunités : esplanade de la Place des Arts, fête de quartier au parc Campbell (nous y étions l'an dernier)

Nous vous joignons notre plus récent rapport annuel qui rend compte de nos réalisations de l'année 2017-2018, ainsi que nos prévisions financières 2018-2019. Nous vous invitons à visiter notre nouveau site Web www.oxy-jeunes.com pour plus d'information sur notre impact, nos activités et réalisations.

En espérant pouvoir compter sur votre soutien, nous demeurons à votre disposition pour toute précision.
Au nom des jeunes et de toute l'équipe, merci d'avance de l'attention portée à notre demande,



Julie Laloire
Directrice, Oxy-Jeunes
514-728-5297
direction@oxy-jeunes.com

Sophie

Envoyé de mon iPhone

Début du message transféré :

Expéditeur: "Info Maisons-Adrianna" <info@maisons-adrianna.org>
Date: 3 avril 2019 à 13:23:27 UTC−4
Destinataire: sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca
Cc: ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca,
mariam.gagnon@ville.montreal.qc.ca,
martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca
Objet: Demande de soutien. Maisons Adrianna

Bonjour madame Mauzerolle,

Je vous écris à la suggestion de M.Martin Crépeau, que j'ai rencontré la semaine dernière dans le cadre d'une demande de permis de transformation de bâtiment à la ville de Montréal.

Je représente l'organisme communautaire Maisons Adrianna (OSBL), qui offre un service de distribution alimentaire aux familles démunies du quartier Centre-Sud. Nous procurons aussi un service de logements, friperie et ameublement à nos membres. Nous pensons qu'une fois les besoins essentiels remplis, les citoyens sont plus aptes à poser des gestes positifs menant à une mobilité de l'échelle sociale.

Notre organisme vit présentement une période difficile : Nous devons obtenir un permis d'occupation pour offrir toute la gamme des produits et services à nos membres. Notre bâtiment n'est actuelle PAS aux normes de la ville pour l'ouvrir officiellement au grand public.

En vue de cette mise aux normes nécessaire, nous avons emprunté un important montant à la Caisse Desjardins. Les travaux qui seront bientôt effectués nous permettrons aussi d'ouvrir notre cuisine commerciale pour le service de repas abordable; le projet *zéro gaspillage* , et la transformation alimentaire pour accéder à l'autonomie financière. Nous nous prenons en charge et dépendons de nos propres moyens pour les travaux et le remboursement de la dette.

Par contre, nous avons besoin de toute l'aide possible pour s'assurer que le budget des travaux reste dans les limites acceptables de capacité de remboursement. Concrètement, nous vous demandons un soutien financier pour les frais de départ lors du dépôt du projet pour demande de permis de transformation. Avant même que le dossier soit traité, la

Ville nous demande de payer 2155$ pour un permis d'usage conditionnel; puis un montant de 9.80$ par tranche de 1000$ sur le montant total des travaux (qui seront d'au moins 250 000$; principalement pour installer des gicleurs et mettre aux normes de la prévention des incendies). *Un montant de 3000$ de votre part pour subventionner l'ouverture des dossiers et nous permettre d'aller de l'avant serait extrêmement important pour nous* . Il est d'ailleurs surprenant que ces frais ne tiennent aucunement compte du type d'entreprise concernée. Microsoft ou Maisons Adrianna sont traités de la même manière, pour ce qui est de l'application de ces frais initiaux.

Nul besoin de vous rappeler que nous sommes une OSBL accréditée, qui offre un service essentiel dans le quartier en offrant à toutes les semaines des paniers de nourriture à 300 familles. Nos activités ne visent pas le profit et l'enrichissement personnel. Elles visent le bien-être et la qualité de vie des nôtres.

En tant que conseillère de ville du district Sainte-Marie; en tant que citoyenne impliquée et concernée, je sais que vous soutenez des organismes tels que Maisons Adrianna. Nous avons besoin de vous pour poursuivre notre œuvre et sentir que nos efforts sont remarqués et appréciés.

Notre demande complète de permis devrait être déposé la semaine prochaine à la ville.

Merci de soutenir notre équipe,

P.S. J'ai joint plus bas le lien de la vidéo qui explique qui sommes, à Maisons Adrianna.

https://www.youtube.com/watch?v=jLDUwZyP1ck

Dominique LaRoche
Directrice Générale,
Maisons Adrianna

Suivi: 2e édition Salon International de la Femme Noire, Grand Quai de Montréal - Dimanche, 9juin2019
Dorothy Rhau
A :
cathy.wong
2019-04-01 23:36
Cc :
ginette.ouimet
Masquer les détails
De : Dorothy Rhau <dorothy@sifn-montreal.com>
A : cathy.wong@ville.montreal.qc.ca
Cc : ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca
Veuillez répondre à Dorothy Rhau <dorothy@sifn-montreal.com>

1 Attachment

SIFN CPRESSE 2019.pdf



Bonjour Mme Wong,

Je voulais faire un suivi avec vous, à savoir si le Salon International de la Femme Noire pourra compter cette année sur un appui financier de la Villle de Montréal.

Cordialement vôtre,

Dorothy Rhau

Dorothy Rhau
Directrice générale

Le Salon International de la Femme Noire

Contribuez à notre campagne de sociofinancement, c'est une contribution à un mouvement féminin inclusif

Le 15 février 2019 à 11:12, Dorothy Rhau <dorothy@sifn-montreal.com> a écrit :

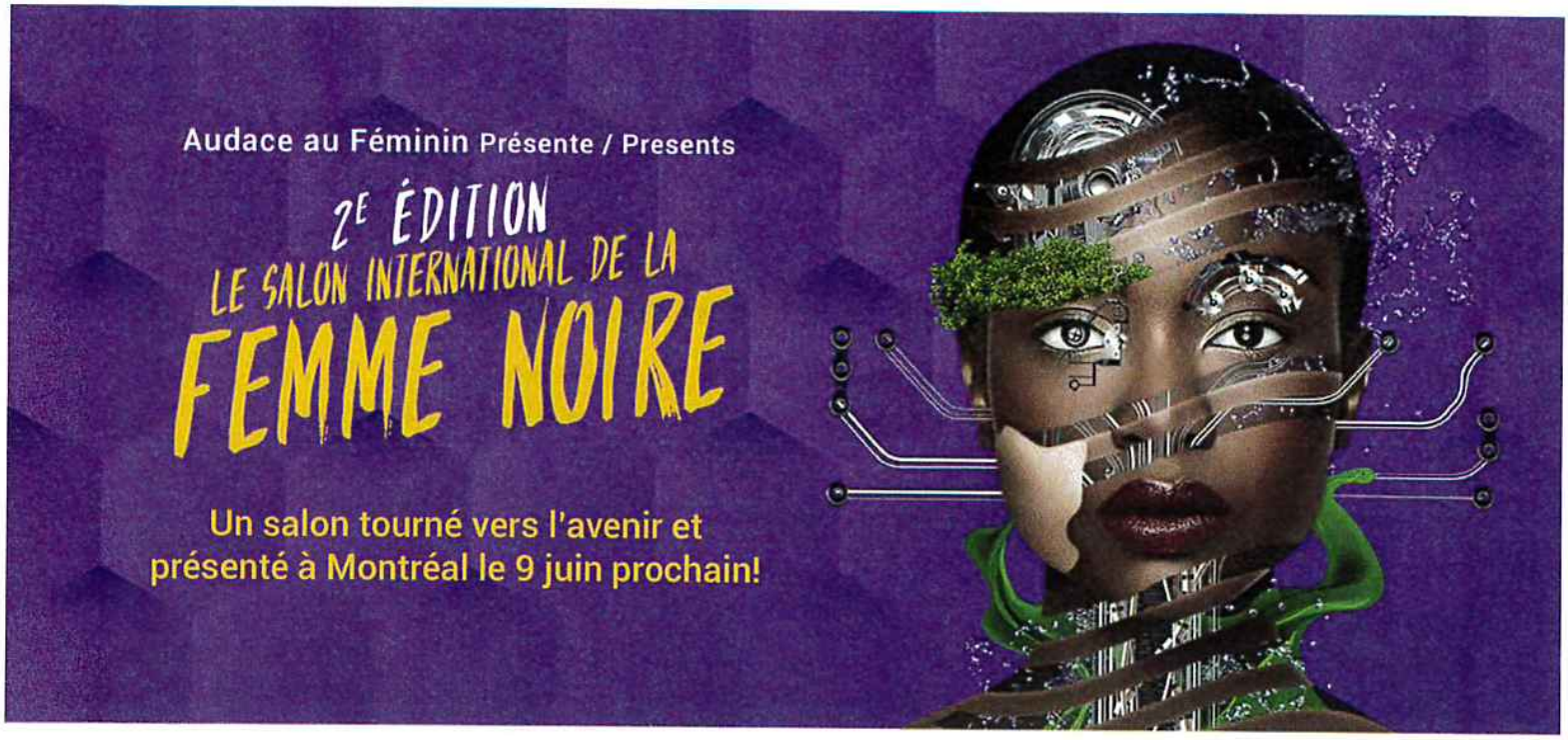
Bonjour :)

Ce serait bien que la Ville ait un kiosque cette année ;)

Cordialement vôtre,

Dorothy Rhau
Directrice générale
Le Salon International de la Femme Noire


LE SALON
INTERNATIONAL
DE LA
femme noire



Montréal, le 20 mars 2019 – C'est avec beaucoup d'enthousiasme qu'**Audace au Féminin** annonce fièrement le retour du **Salon International de la Femme Noire**, le **9 juin** prochain au **Grand Quai du Port de Montréal**. Tenue sous le thème ***Femme Noire d'eSTIMe***, cette deuxième édition présentera des conférences, des panels de discussion et des ateliers qui viseront à insuffler une dose d'estime de soi et d'*empowerment* à toutes les Femmes. En proposant des ressources qui les guideront vers la réalisation de leurs objectifs personnels et professionnels dans une société en constante évolution, le salon célèbre ainsi la Femme Noire et Métissée en regardant vers l'avenir et se positionne comme un incontournable pour les communautés Noires canadiennes!

Femme Noire d'eSTIMe

L'édition 2019 du Salon International de la Femme Noire sera tournée vers l'avenir et l'innovation en concentrant ses activités et discussions autour des domaines des **sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM)**. En soulignant l'importance de ces sphères dans le monde et en adressant les divers enjeux qui en découlent pour les Femmes Noires, le SIFN permettra de démystifier et de démocratiser les STIM. Le salon contribue ainsi à la démarche vers une plus grande présence de Femme Noires dans les STIM en présentant, entre autres, les perspectives d'emplois dans le domaine, en encourageant les jeunes Femmes à s'y diriger, et en poussant au questionnement sur les efforts déployés pour une plus forte présence de la diversité et une meilleure représentativité. Le salon présentera également plusieurs échanges sur la santé mentale, les relations interraciales, l'environnement et l'apport des Femmes Noires dans le système de santé canadien.

Tout dans un seul endroit

Nouveau lieu de rencontre pour le SIFN, le **Grand Quai du Port de Montréal** et sa vaste superficie permettra d'accueillir confortablement plusieurs exposants provenant de l'univers des arts, de la culture, de l'éducation, de la santé, de la technologie, de la mode et de la beauté. Le Salon proposera également un parcours pour la jeune entrepreneure, parsemé de divers conseillers qui pourront l'aider dans le démarrage et la croissance de son entreprise ! Conférencières, panelistes, conseillères et spécialistes se côtoieront afin de mettre en lumière des Femmes Noires et Métissées qui brillent dans l'ombre par leur travail, leur parcours et leurs réalisations, dans le but d'offrir un maximum de ressources dans un seul et même endroit.

Le SIFN : une 2e édition encore plus grandiose, diversifiée et actuelle ! Inclusif, positif et rassembleur, le SIFN encourage les Femmes à se dépasser et à atteindre leurs objectifs.

Le Salon International de la Femme Noire
Dimanche, 9 juin 2019 de 10h à 20h — Grand Quai du Port de Montréal

Billets disponibles sur www.sifn-montreal.com
Billets: Prévente 25$, 35$ à partir du 21 avril 2019 et 50$ à la porte.

À propos d'Audace au Féminin
Organisme à but non lucratif, Audace au Féminin a pour but de contribuer à l'émancipation et l'autonomisation sociale et économique de la Femme Noire. Grâce à ses divers événements et collaborations, l'équipe d'Audace au Féminin s'efforce d'outiller les Femmes Noires afin qu'elles puissent développer leur leadership intentionnel et qu'elles atteignent l'excellence dans les domaines où elles veulent évoluer. La volonté de l'organisme est également de faciliter le partage, les rencontres, les discussions et les interactions intracommunautaires et intercommunautaires tout en sensibilisant les autorités et les acteurs socio-économiques à l'importance de l'insertion et de l'intégration de la Femme issue de la diversité au Canada.

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux :
Facebook : **SIFemmeNoire**
Instagram : **@sifn_ibwe**

-30-

Source : **Audace au Féminin | SIFN**
Relations de presse : **Sandra Rossi RP et Représentation**
Contact : Carolann Simard | carolann@sandrarossirp.com | 514.588.0950

#SIFN #SIFN2019 #STIM #NaiePasPeurOse #FemmesNoiresDeSTIMe #AudaceAuFeminin

AUDACE AU FÉMININ

LE SALON INTERNATIONAL DE LA femme Noire

Leonart

sandra rossi représentation RP

[redacted]

FACE À FACE
Centre d'écoute et d'intervention
Listening and Intervention Centre

Montréal, le 18 avril, 2019

Cathy Wong
Conseillère de la Ville - District de Peter-McGill
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien financier pour l'organisation d'un événement; Portraits de Montréal- fonds discrétionnaire des élus

Madame Wong,

Nous aimerions vous remercier pour votre soutien continu et votre travail au nom de notre communauté. Le centre d'écoute et d'intervention aimerait à nouveau solliciter un soutien financier dans le cadre d'un événement que nous organisons.

Le centre d'écoute et d'intervention est un organisme de bienfaisance, numéro 100879576RR001 et offre depuis 35 ans dans le Grand Montréal des services d'écoute et d'intervention à tous ceux qui en ressentent le besoin, et ce, en personne ou au téléphone. Ces services peuvent inclure de l'aide au logement, de la gestion de crise, du maintien du lien, du soutien dans les démarches, etc. L'an dernier, ce sont 18 000 interventions d'écoute active qui ont été réalisées auprès de ceux qui vivent de l'anxiété, de la dépression, de l'isolement et de la grande précarité.

Face à Face a un volet précis pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. Et un volet précis pour la santé mentale. Nous sommes dans le quartier le point de chute du courrier d'Emploi-Québec pour les personnes en situation d'itinérance dont 420 se prévalent de nos services. 800 personnes sans-abri ont reçu de nos services d'intervention, de soutien et de suivi au cours de l'année dernière, et ces mêmes services ont été offerts à 797 personnes à risque d'itinérance. Nous sommes parfois le seul lien pour ces personnes et facilitons justement le lien avec d'autres organismes communautaires ou services gouvernementaux. Nous sommes également un centre téléphonique et d'accueil pour ceux qui ont besoin d'une écoute attentive. Chaque année, plus de 14 000 appels et 4 000 visites nécessitant une écoute, un soutien et une intervention sont pris en charge. Nous sommes un endroit où les gens peuvent raconter leur histoire et commencer leur rétablissement.

Face à Face organise un événement qui permettra de mettre en valeur les Montréalais et de promouvoir leurs histoires. Portraits de Montréal cherchera à mettre en valeur la vie des Montréalais à travers la lentille de photographes bénévoles. Notre événement démontrera le dynamisme, la force, la diversité et l'inclusion de Montréal. Face à Face organise cet événement dans le district Peter McGill prochainement. Portraits Montréal sera un gala bénéfice auxquels participeront nos bénévoles, pour la plupart, des étudiants dans le quartier. Nous aimerions vous solliciter pour un moment de 3000.00$ pour soutenir l'organisation et la tenue de cette événement rassembleurs auxquels sont conviés les résidents et organismes partenaires du quartier.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande.

Sincèrement,

Grace Fontes, Directrice Générale

Le 28 mars 2019

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère de ville du district de Sainte-Marie
Projet Montréal – Équipe Valérie Plante
800 boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de la subvention d'appui au Jardin communautaire Médéric-Martin

---

Madame Mauzerolle,

Au cours des dernières années, les élus du district de Sainte-Marie ont eu la générosité de soutenir le Jardin communautaire Médéric-Martin en offrant leur appui financier. Ceci a, en autre, permis de faire du Jardin Médéric-Martin le plus beau Jardin de Ville-Marie, mention reçue en 2018.

Le Jardin Médéric-Martin est un lieu d'ouverture et de partage où nos jardiniers, issus de tous horizons, trouvent un endroit où cultiver leurs légumes frais dans cette zone très urbanisée et considérée comme un désert alimentaire. Tous s'investissent avec cœur pour cultiver leur lopin de terre.

Votre contribution permettra de poursuivre l'embellissement des espaces communs par la plantation de fleurs et arbustes en plus d'assurer le remplacement des outils de jardinage qui sont rendus désuets. Nous voulons également changer tout le trousseau de clés des jardiniers afin d'assurer la sécurité du jardin.

Nous espérons vivement que vous pourrez, cette année encore, renouveler le geste de soutien dont nous avons bénéficié l'an dernier. Nous avons espoir que votre don s'établira à 500,00 $, mais toute somme nous sera utile. Nous serions heureux de vous accueillir sur place pour vous montrer comment, petit à petit, les lieux s'enrichissent de nouvelles plantations et aménagements.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information et nous vous prions d'agréer, Madame Mauzerolle, nos plus cordiales salutations.

Catherine Maltais
Présidente
Jardin communautaire Médéric-Martin
catou_maltais@hotmail.com
2730 rue Ontario Est, app. 1
Montréal (Québec) H2K 1X3
514 578-5665

REÇU LE
06 AVR. 2019

Montréal, le 14 avril 2019

Madame Valérie Plante
Cabinet de la mairesse de Montréal
800 , Boulevard de Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame Plante,

Le Jardin des 50 citoyens est un organisme communautaire de la circonscription de Sainte-Marie-St-Jacques. Vingt-huit jardiniers font partie de ce projet qui est composé de jardins au sol mais aussi de jardins en bacs, qui ont été installés suite à la découverte d'une contamination du sol.

L'ajout de ces bacs nous a donné l'opportunité d'accueillir plusieurs nouveaux jardiniers.

Bien que tous les jardiniers contribuent financièrement au fonctionnement du jardin et que nous demandions aux commerçants de l'arrondissement de nous soutenir, certaines dépenses demeurent plus difficiles à assumer. C'est pour cette raison que nous sollicitions votre aide financière afin de nous aider à remplacer nos outils de jardinage désuets et ainsi offrir aux jardiniers du matériel adéquat et en quantité suffisante afin que cet espace vert reste bien vivant.

Nous vous invitons à consulter notre page Facebook *Jardindes50citoyens* pour constater l'implication de tous les membres de notre beau jardin communautaire! Notre première corvée aura lieu le samedi 11 mai l'heure reste à être déterminer. Aussi la fête des récoltes est prévue pour le samedi 23 septembre à partir de 14h30 au jardin.

Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Souhaitant grandement que vous puissiez accéder à notre demande, nous vous prions d'agréer, Madame Plante, nos salutations distinguées.

Sandrine Bigaouette

Sandrine Bigaouette
Bénévole et Membre du CA du Jardin des 50 citoyens
514-691-5864
1688 Poupart
Montreal Quebec H2K 3G8

Jardindes50citoyens@gmail.com
Jardin Des 50 citoyens
Rue Alexandre-DeSève (entre les rues La Fontaine et Ontario Est)

REÇU LE
24 AVR. 2019

©Rofact International Inc.

Montréal, le lundi 1er avril 2019

M. Robert Beaudry
Conseiller de la ville – District de Saint-Jacques
Membre du comité exécutif
Développement économique et commercial
Relations gouvernementales
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal, Québec
H2L 4L8

Objet : Budget discrétionnaire de l'arrondissement 2019;

Bonjour M. Beaudry,

L'organisme **GEIPSI** (**G**roupe d'**E**ntraide à l'intention des **P**ersonnes **S**éropositives, VIH et VHC (Hépatite) **I**tinérantes et toxicomanes) dépose une demande de financement de $1 000,00 dans le cadre du budget discrétionnaire de l'arrondissement.

L'organisme **GEIPSI** (Groupe d'Entraide à l'intention des Personnes Séropositives et Itinérantes), est un **groupe d'entraide entre pairs** qui rejoint les hommes et les femmes (18 ans et plus) touchés par le **VIH/sida** et l'hépatite (VHC) qui présentent un profil de **toxicomanie**, **d'itinérance** et parfois des problèmes de **santé mentale**.

Notre mission première est de favoriser la **prise en charge par les participants de leur santé,** et ce, **par le support d'un centre de jour**.

GEIPSI a comme autre objectif de défendre et promouvoir les intérêts de ses membres, auprès des personnes, instances ou organisations, face aux réalités vécues par nos membres.

Suite au retrait du soutien du financement de l'Agence de Santé publique du Canada (ASPC) à notre organisme à partir du 1er avril 2018. Nous devons modifier notre horaire de la semaine ouvert 25hres semaines au lieu de 32hres pour le centre de jour. Également, nous avons supprimé un poste d'intervenant. Nous opérons présentement avec 1 poste de directeur et 1 poste d'intervention. En plus, nous avons dû réduire plusieurs dépenses telles que : activités extérieures, camps, cafés, jus, etc.

Depuis avril 2018, nous avons déposé plusieurs demandes de financement dont : le Fonds Québécois d'initiatives sociales --2018-2019 pour l'arrondissement ; Fonds Québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité – pour l'Itinérance 2019-2019 ; réduction des méfaits – Programme fédéral 2018- 2020 ; malheureusement, nous avons reçu des réponses négatives à nos demandes. Nous avons été invités de se réinscrire pour ces mêmes programmes pour l'année 2019.

.../2

REÇU LE
06 AVR. 2019

Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes
1223, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R5 • Tél.: 514-523-0979 • Fax: 514-523-3075 • Courriel info@geipsi.ca
Site Web: www.geipsi.ca

L'organisme **GEIPSI** est membre et impliqué dans les regroupements tels que :

-La Coalition des organismes communautaires québécois contre le sida (COCQ-SIDA);
-Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM);
-Corporation de développement communautaire Centre-Sud, (CDC-Centre-sud)
-L'association des intervenants en dépendance du Québec, (AIDQ) ;
-Fondation Québécoise du Sida, (F.Q.S.);
-Regroupement Intersectoriel des organismes communautaires de Montréal, (RIOCM);
-Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre les sida; (TOMS);

Nous avons un membership de 416 personnes. Nous avons de 20 à 25 personnes individuellement par jour à notre centre de jour.

Nous analysons, depuis quelques années, avec nos partenaires, que la santé s'améliore pour un certain nombre de nos participants avec la trithérapie. Malheureusement pour un grand nombre c'est le contexte de la toxicomanie et l'itinérance qui vient nuire à leur santé et qui retarde leur prise en charge. Nous constatons également que plusieurs de nos participants qui sont atteints du **VIH/SIDA ou VHC** (Hépatite) avec les problématiques de l'itinérance et la toxicomanie ont aussi des problèmes de santé mentale.

Sachez que votre don servirait directement les participants de **GEIPSI** par de l'intervention psychosociale dans le cadre de notre centre de jour.

Merci de l'attention que vous porterez à notre demande.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Veuillez agréer, M. Beaudry, mes salutations les plus distinguées.

M. Yvon Couillard,
Directeur-GEIPSI

Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes
1223, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R5 • Tél.: 514-523-0979 • Fax: 514-523-3075 • Courriel info@geipsi.ca

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat:

" Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- *500 $ au Jardin communautaire Médéric-Martin;*
- *500 $ au Carrefour de ressources en interculture;*
- *1 000 $ au Groupe Entraide À l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes;*
- *500 $ au Jardin communautaire des 50 citoyens;*
- *1 000 $ à l'Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda (PAGE-RWANDA);*
- *3 000 $ à Maisons Adrianna;*
- *3 000 $ à Oxy-Jeunes inc;*
- *2 500 $ au Service des loisirs St-Jacques de Montréal;*
- *200 $ au Salon international de la femme noire;*
- *3 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM)*
- *3 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **18 200,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		18 200,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **18 200,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no **VM90619005**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-05-03**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.06

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240370 afin de modifier la durée de la convention avec l'Université McGill concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford

Il est recommandé :

1. D'approuver la modification à la convention de partenariat et d'utilisation avec l'Université McGill, concernant le pourcentage d''utilisation du terrain sportif synthétique Rutherford ainsi que la durée de la convention.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 15:17

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, dans le cadre de la construction et de l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford afin d'en corriger les informations dans les annexes

Il est recommandé :

1. D'approuver la modification à la convention de partenariat et d'utilisation avec l'Université McGill.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-25 20:37

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 6 juillet 2016	Résolution: CA16 240370

Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

Il est proposé par Steve Shanahan

appuyé par Jean-Marc Gibeau

D'approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;

D'accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1161903001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2016

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240094

Modifier la résolution CA16 240370 afin de modifier la durée de la convention avec l'Université McGill concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford

Attendu que le conseil a, par sa résolution du CA16 240370 adoptée à sa séance du 6 juillet 2016, approuvé une convention concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;

Attendu qu'un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill, pour le partage des coûts d'aménagement du terrain, a été accepté :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De modifier la résolution CA16 240370 et de modifier la convention avec l'Université McGill quant à sa durée et au pourcentage d'utilisation du terrain sportif synthétique Rutherford.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1161903001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240370 afin de modifier la durée de la convention avec l'Université McGill concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford

CONTENU

CONTEXTE

La convention de partenariat et d'utilisation établit les conditions du versement par l'Université McGill à l'arrondissement de Ville-Marie d'une somme de 997 554,74 $ relative au partage des coûts d'aménagement d'un terrain sportif muni d'une surface synthétique et d'un éclairage permanent, de même qu'une permission d'utilisation entre le 1er mai et le 30 novembre de chaque année accordée à l'Université McGill. La convention de partenariat se terminait initialement au 31 décembre 2025 et doit être modifiée jusqu'au 20 décembre 2027, suite au retard de la livraison des travaux du terrain synthétique.
De plus, comme le ratio d'utilisation du terrain sportif par l'Université correspond au pourcentage des coûts d'aménagement assumés par l'Université excluant la subvention accordée par le MELS et suite à l'étalage des coûts des travaux qui ont été plus élevés qu'estimés, le ratio d'utilisation par l'Université McGill, qui était anciennement de 47 %, doit être revu à 42 %.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

514 868-5133
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, dans le cadre de la construction et de l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford afin d'en corriger les informations dans les annexes

CONTENU

CONTEXTE

L'annexe 1 de la convention de partenariat et d'utilisation du terrain multisports au parc Rutherford établit la grille horaire et les heures d'utilisation pour chacune des parties. Deux changements ont été effectués à cette annexe.
Tout d'abord, les heures de l'arrondissement de Ville-Marie ont été modifiées pour ce qui est des samedis et dimanches afin de rectifier une erreur qui s'était glissée dans le premier document. En effet, les heures réelles d'utilisation de l'arrondissement sont de 16h30 à 22h00 les fins de semaine des mois de septembre, octobre et novembre.

De plus, afin d'éviter de devoir faire un addenda chaque année jusqu'à la fin de la convention, l'année 2018 a été retirée à chaque mois dans le premier tableau. En effet, d'année en année, le nombre de jours de semaine et de fin de semaine change très peu.

Le partage des heures d'utilisation du terrain autant entre l'Université McGill et l'arrondissement de Ville-Marie demeure donc le même.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

514 868-5133
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

D'approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;
D'accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université pour le partage des coûts pour l'aménagement du terrain;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-06-30 10:23

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161903001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal et l'Université McGill se partagent l'utilisation du terrain sportif situé dans le parc Rutherford depuis 1997. Ce terrain sportif est situé sur le réservoir d'eau potable McTavish. Le Service de l'eau a dû effectuer des travaux importants d'imperméabilisation du toit du réservoir d'eau potable (infrastructure sous la surface du parc) au cours des années 2013-2015. La réalisation de ces travaux majeurs occasionnent un réaménagement complet du parc Rutherford. Tant l'arrondissement de Ville-Marie que l'Université McGill souhaitent maintenir un terrain sportif au parc Rutherford afin de répondre aux besoins croissants des résidants, des associations sportives et des étudiants. Présentement, l'arrondissement ne dispose d'aucun grand terrain multisports permettant de desservir les clientèles autres que les joueurs de 5 à 9 ans. Afin de répondre aux besoins des jeunes de 10 ans et plus, aux demandes de nos citoyens, de l'Association régionale de soccer de Montréal, de la Commission Sportive Montréal-Concordia, du Club de soccer Les Boucaniers, de la Table interaction Peter-McGill, des étudiants de l'Université McGill, le choix d'une surface de gazon synthétique a été privilégié. Ce nouveau revêtement permettra de répondre aux besoins d'utilisation intensive et combiné à un éclairage permanent, il permettra d'accueillir tant les matchs que les pratiques des clientèles de tout âge. Une subvention a été demandée par l'arrondissement de Ville-Marie au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (phase II), du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Un montant maximum de 1 500 000 $ sera accordé à l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation d'un terrain multisports au parc Rutherford. L'Université McGill a toujours maintenu sa volonté d'établir un partenariat dans la réalisation et l'utilisation de ce terrain sportif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA11 240511 - 12 septembre 2011 - Appuyer le dépôt d'une demande de financement au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (phase II) du ministère, du Loisir et du Sport pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports avec surface en gazon synthétique au parc Rutherford et confirmer l'engagement de l'arrondissement d'autoriser une affectation de surplus de 750 000 $.

DESCRIPTION

La convention de partenariat et d'utilisation, établit les conditions et les modalités du versement par l'Université McGill à l'arrondissement de Ville-Marie d'une somme de 997 554,74 $ relative au partage des coûts d'aménagement d'un terrain sportif muni d'une surface synthétique et d'un éclairage permanent, de même qu'une permission d'utilisation entre le 1er mai et le 30 novembre de chaque année accordée à l'Université McGill, et ce, jusqu'au 31 décembre 2025. Le ratio d'utilisation du terrain sportif par l'Université correspond au pourcentage des coûts d'aménagement assumés par l'Université, excluant la subvention accordée par le MELS. Le ratio d'utilisation par l'Université McGill sera au maximum de 47%. Durant l'occupation par l'Université du terrain sportif, les résidants auront accès au parc Rutherford, puisqu'aucune clôture n'entoure le parc.

JUSTIFICATION

L'Université McGill a confirmé à l'arrondissement de Ville-Marie, dès 2011, sa volonté d'établir un partenariat pour l'aménagement et l'utilisation du terrain sportif au parc Rutherford. Le partage des heures d'utilisation correspond aux besoins, tant des citoyens de l'arrondissement que des étudiants de l'Université. La Table Interaction Peter-McGill et des représentants des citoyens se sont montrés favorables à l'horaire d'utilisation du terrain proposé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Université McGill versera à l'arrondissement la somme de 997 554,74$ qui devra être affectée à l'aménagement du terrain multisports au parc Rutherford.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de cette entente permettra un partage des heures pour répondre aux besoins de tous les groupes d'usagers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le projet, une fois terminé, fera l'objet d'une annonce publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de construction juillet 2016
Période des travaux août 2016 à décembre 2016
Mise en service du terrain sportif printemps 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre CHARRON, Service des finances
Philippe LEMIRE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée POIRIER
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-28

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

Contrat_Ville_Montreal_Université_McGill_V_23_juin.doc

Aspect financier_GDD 1161903001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée POIRIER
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1161903001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-30

Corinne ANDRIEU
Chef de Division
Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières et matérielles



Addenda_1161903001 - UMcGill 2018.doc



Addenda_1161903001 - UMcGill 2019-2027.pdf

CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'UTILISATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelé «la **VILLE** »

ET : **L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGill,** deux personnes morales légalement constituées sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est située au 1010, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 2R7, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Robert Couvrette, vice-principal adjoint, gestion des installations et services auxiliaires, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

CI-APRÈS APPELÉE l **«**l' **Université »**

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire d'un terrain constitué du lot 1 339 024 du cadastre du Québec où est aménagé, en sous-sol, un réservoir d'eau potable connu et désigné comme étant le *Réservoir d'eau potable McTavish* ;

ATTENDU QUE ce terrain est situé dans les limites du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE le conseil municipal avait adopté 7 juillet 1997 le Règlement 97-123 permettant à l'Université McGill d'occuper le domaine public avec des terrains sportifs, sur une partie du parc Rutherford tout en lui confiant l'aménagement et l'entretien du parc ainsi que l'utilisation partagée des terrains sportifs le tout selon les termes et conditions d'une permission qui est intervenue entre la Ville et l'Université McGill;

ATTENDU QUE en 2002 à la fin du premier terme de cinq ans, l'Université McGill a donné avis à la Ville qu'elle ne renouvelait pas la convention avec la Ville;

ATTENDU QUE le Service de l'eau a effectué au cours des années 2013-2015 des travaux d'imperméabilisation du toit du réservoir d'eau potable McTavish. Ces travaux ont permis de poser une membrane d'étanchéité et un système permanent de détection de fuite, hautement sophistiqués;

ATTENDU QUE les parties désirent maintenir l'utilisation de la partie recouverte de ce réservoir d'eau potable à des fins récréatives et sportives;

ATTENDU QUE cette utilisation commune dudit terrain nécessite la réalisation préalable de travaux sur la partie recouverte de ce réservoir d'eau potable afin d'y aménager un terrain éclairé, multisports, et à surface synthétique;

ATTENDU QUE ces aménagements et l'utilisation par la suite, devront respecter les directives émises par le Service de l'eau afin de préserver l'intégralité de la membrane d'étanchéité du réservoir;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie a déposé un projet pour l'obtention d'un soutien financier de 1 500 000 $ en vue de l'aménagement d'un terrain multisports au parc Rutherford et que l'arrondissement a obtenu cette subvention du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE l'Université McGill désire poursuivre l'occupation partagée du terrain sportif du parc Rutherford et que pour se faire l'Université versera à l'arrondissement de Ville-Marie la somme n'excédant pas 997 554,74$; qui représentera le ratio d'utilisation du *Terrain sportif* dédié à l'Université McGill lequel sera de 47% ou moins.

ATTENDU QUE ce terrain sportif répondra aux besoins de la population résidente, des clubs sportifs locaux et régionaux;

ATTENDU QUE ce terrain est situé dans les limites du site patrimonial déclaré du parc du Mont-Royal et que le ministère de la Culture et des Communications doit émettre son avis sur l'aménagement proposé;

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications a autorisé le 6 mai 2016 l'arrondissement de Ville-Marie à exécuter les travaux visant l'installation d'une surface synthétique et d'un système d'éclairage pour l'aménagement d'un terrain multisports selon les plans, devis et autres documents soumis le 18 décembre 2015 par l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE selon le sous-paragraphe i) du paragraphe 3º l'article 1 du *Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (07-053),* le conseil de la Ville subdélègue aux conseils d'arrondissement les droits, pouvoirs et obligations que le conseil d'arrondissement exerçait le 31 décembre 2005 relativement à l'aménagement et le réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans le secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie est responsable de l'aménagement et de l'entretien de l'ensemble du parc Rutherford;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « ***Comité conjoint*** »: le comité constitué en vertu de l'article 8 de la présente convention;

1.2 « ***Calendrier annuel*** » : le document intitulé « *Calendrier annuel* » qui prévoit le temps d'utilisation de chaque partie; ledit document constitue l'Annexe 1 de la présente convention;

1.3 « ***Clientèle*** » : la clientèle inscrite aux programmes formellement autorisés par l'*Université,* durant ses périodes d'utilisation prévues au *Calendrier annuel*, du *Terrain sportif*;

1.4 « ***Directrice*** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, de la Ville de Montréal ou son représentant dûment désigné;

1.5 *« **Plans et devis** »* :
les plans finaux du terrain multisports lesquels feront partie des cahiers de charge de l'appel d'offres. Considéré en annexe 2 sans qu'il soit nécessaire de les joindre physiquement;

1.6 *« **Parc Rutherford** »* : le terrain constitué du lot 1 339 024 du cadastre du Québec où est aménagé, en sous-sol, un réservoir d'eau potable connu et désigné comme étant le *Réservoir d'eau potable Mc TAVISH;*

1.7 « ***Terrain sportif*** » : les équipements sportifs à savoir une surface synthétique multifonctionnelle notamment pour le soccer et le football, y compris tous les équipements accessoires, et l'éclairage permanent, aménagés pour le compte de la *Ville* sur la surface du parc Rutherford, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;

1.8 « ***PEHD*** » signifie « polyéthylène haute densité »;

1.9 *« **Système de détection de fuites** »* **:** ensemble de capteurs, fils et sondes enfouies dans le terrain du parc Rutherford et qui servent à la détection de fuites.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

Le préambule et les Annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes 1 et 2 qui seront inconciliables avec celui-ci.

Les parties s'engagent, en toute circonstance, à agir raisonnablement et de bonne foi.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention établit les conditions et les modalités du versement par l'Université McGill à l'arrondissement de Ville-Marie d'une somme n'excédant pas 997 554,74 $ relative au partage des coûts pour l'aménagement du *Terrain sportif* au *parc Rutherford*, à la propriété du *Terrain sportif* aménagé de même qu'à une permission d'utilisation (entre le 1 mai et le 30 novembre) accordée à l'Université McGill pendant toute la durée de la présente convention. Il est une condition précédente et essentielle à la signature de cette convention par l'Université que le *Terrain sportif* doit être muni d'un surface synthétique et d'un système d'éclairage permanent permettant l'utilisation du *Terrain sportif* pendant les heures d'utilisation de l'Université McGill. Advenant que l'une ou l'autre de ces conditions ne se réalise pas l'Université se réserve le droit de mettre fin à cette convention et d'exiger le remboursement de toute somme qu'elle aura versée à la Ville dans le cadre de ce projet.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet le 6 juillet 2016 et prend fin **au 31 décembre 2025.** Advenant que l'aménagement du *Terrain sportif* soit retardé, la durée de cette convention sera modifiée en conséquence pour respecter les périodes d'utilisation prévues à l'article 3. À échéance, la convention et l'entente pour le partage des heures d'utilisation pourront être renouvelées après entente entre les deux parties.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

En contrepartie de la somme versée par l'Université, la Ville s'engage à :

5.1 Assurer la préparation des *plans et devis* ainsi que la réalisation du *Terrain sportif*, selon les normes en vigueur des fédérations sportives, notamment pour la pratique du soccer et du football;

5.2 Consulter l'Université sur les aménagements et les *plans et devis* afin d'obtenir son approbation, dans la mesure où la confidentialité et la légalité entourant la pratique de lancement légal de l'appel d'offres VMP-16-022 ne sont pas compromises;

5.3 Affecter la totalité de la somme reçue de l'Université à la réalisation du *Terrain sportif*;

5.4 Effectuer, à ses frais, tous les travaux d'entretien du *parc Rutherford*, y compris les travaux de réparation sur le *Terrain sportif*, y compris les réparations majeures, de façon à en assurer le bon état d'utilisation, et tous les frais d'opération y compris les coûts d'électricité et les coûts de réparation et d'entretien de l'équipement du *Terrain sportif* ce, durant toute la durée de la présente convention;

5.5 Mettre en place des mécanismes permettant d'assurer le respect des permis d'utilisation;

5.6 Mettre à la disposition de l'Université, un maximum de 1 470 heures et 30 minutes annuellement comprises à l'intérieur du *calendrier annuel* de l'annexe 1;

5.7 Informer l'Université, trente (30) jours à l'avance, des projets d'entretien, y compris les projets d'entretien devant être effectués par le Service de l'eau, qui pourraient priver *l'Université* de son utilisation, et ce, sans aucune compensation de la part de la Ville étant entendu que la Ville déploie les meilleurs efforts pour limiter les inconvénients que pourrait subir l'Université du fait de l'entretien ou des réparations. Advenant que ces projets d'entretien ou de réparations ont pour effet de priver l'Université McGill de son utilisation du *Terrain sportif* pendant plus d'une semaine les parties conviennent de soumettre au *comité conjoint* une modification du calendrier;

5.8 Informer l'Université des résultats de l'appel d'offres VMP-16-022

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE *L'UNIVERSITÉ*

En contrepartie de l'aménagement par la Ville d'un *Terrain sportif* et du partage de son usage, l'Université s'engage à :

6.1 Verser à la Ville une somme n'excédant pas 997 554,74 $ incluant toutes les taxes applicables, ladite somme devant être affectée exclusivement aux contrats octroyés en vue de la réalisation du *Terrain sportif*, le tout conformément aux dispositions de la présente convention. Cette somme sera précisée et pourrait être ajustée à la baisse lors de l'octroi de contrat.

Cette somme est payable en deux versements :

6.1.1 Transmettre cinquante pour cent (50%) de la somme établie en vertu de l'article 6.1, à l'octroi du contrat à l'entrepreneur;

6.1.2 Transmettre cinquante pour cent (50%) de la somme établie en vertu de l'article 6.1, suite à l'acceptation provisoire par l'Université des aménagements du *Terrain sportif;*

6.2 Ne faire aucune modification, addition, amélioration ou réparation sur le *Terrain sportif* ou à l'intérieur des limites du *parc Rutherford*, sans l'approbation préalable de la Ville;

6.3 Permettre aux citoyens résidants d'utiliser les autres espaces libres du *parc Rutherford* durant ses heures d'utilisation du *Terrain sportif,* l'Université n'assume à l'égard de ces citoyens résidants aucune responsabilité de tout dommage, blessure ou perte pouvant résulter de l'utilisation du *Terrain sportif* par sa *Clientèle* durant ses périodes d'utilisation;

6.4 Donner libre accès au *Terrain sportif*, aux employés de la Ville de même qu'à ses représentants ou mandataires, et ce, en tout temps pour permettre d'y faire les inspections et, le cas échéant, les travaux jugés nécessaires pour assurer et maintenir le bon état et le bon fonctionnement du réservoir d'eau potable. Dans le cas d'une situation jugée urgente ou dangereuse, l'Université doit se conformer aux directives émises par la *Directrice*; y compris l'interdiction d'accéder au *parc Rutherford* ou d'utiliser le *Terrain sportif*;

6.5 Gérer l'utilisation avec sa *Clientèle* pour permettre à cette dernière d'utiliser le *Terrain sportif* dans la mesure où elle respecte notamment les horaires, les modalités et les conditions d'utilisation prévues par la présente convention;

6.6 Communiquer au plus tard le 1er avril de chaque année à la Ville, aux fins d'information, une liste de sa *Clientèle* qui mentionne le nom et les coordonnées de la personne responsable pour la *Clientèle* de l'Université, et la tenir à jour. Il est entendu que les périodes d'utilisation, qu'elles soient utilisées ou non par l'Université, appartiennent exclusivement à l'Université, et ne peuvent être utilisées par des tiers parties sans l'approbation écrite de l'Université;

6.7 Faire un bon usage, pendant les heures allouées et durant l'utilisation par sa *Clientèle*, du *Terrain sportif* de façon à le garder propre et en bon état;

6.8 Assurer, durant l'utilisation par sa *Clientèle* des périodes d'utilisation prévues au *Calendrier annuel* (Annexe 1), le bon déroulement des activités sur le *Terrain sportif*;

6.9 Fournir, sur demande de la *Directrice*, aux fins d'information, tout renseignement, document ou information relative à son utilisation du *Terrain sportif;*

6.10 Utiliser des efforts raisonnables pour interdire l'accès au *Terrain sportif* aux animaux domestiques; durant l'utilisation par sa *Clientèle* des heures allouées dans la présente convention;

6.11 Ne doit pas installer ou permettre que soit installé une toilette permanente ou portative sur le terrain, en tout temps;

6.12 Ne doit pas installer ou permettre que soit installé des chapiteaux, ou toutes autres installations qui pourraient affecter l'intégrité de la membrane d'imperméabilisation *PEHD*, ainsi que son *système de détection de fuites*;

6.13 Durant l'exploitation du *Terrain sportif*, l'Université doit respecter la limite de surcharge théorique pouvant être appliquée sur le dessus du toit du réservoir qui est de 7.5 KPa (à titre indicatif, cela représente un véhicule de 8 tonnes);

6.14 Tout dommage causé par l'Université au système de membrane d'étanchéité, incluant le *système de détection de fuites* durant l'utilisation par sa *Clientèle* et pendant ses périodes d'utilisation, sera réparé par la Ville, puis facturé à l'Université.

ARTICLE 7
RESPONSABILITÉS ET GARANTIES

7.1 Sujet à l'article 5.7 , nonobstant le fait que des travaux d'étanchéité de la membrane du réservoir et que plusieurs autres améliorations viennent d'être réalisés au *parc Rutherford*, l'Université reconnaît, par la signature de la présente convention, que la Ville ne lui donne aucune garantie à l'effet qu'elle ne subira aucun inconvénient, préjudice ou dommage que ce soit dans le cadre de

l'exploitation de son réservoir d'eau potable ou de tout travail ou intervention qu'elle pourrait être appelée à exécuter au *parc Rutherford* ou sur le *Terrain sportif* ou du fait qu'elle en est propriétaire étant entendu qu'avant de débuter la réalisation desdits travaux ou desdites interventions, la *Directrice* donnera à l'Université un préavis à cet effet de trente (30) jours, sauf en cas d'urgence;

7.2 Sujet à l'article 5.7, l'Université n'aura aucun recours contre la Ville, de perte de jouissance dans les cas de travaux d'entretien et de réparation y compris les réparations majeures du *Terrain sportif*, que la Ville devra exécuter pour en assurer le bon état d'utilisation, et ce, pendant toute la durée de la présente convention. Par conséquent, l'Université renonce, par la signature de la présente convention, à toute réclamation contre la Ville, ses préposés, employés ou mandataires et garantit les tiers indemnes de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent article;

7.3 À l'exception de ce qui relève de la responsabilité de l'Université en vertu de la présente convention, la Ville continue d'assumer toutes ses obligations et responsabilités à titre de propriétaire du *parc Rutherford*;

ARTICLE 8
COMITÉ CONJOINT

8.1 Dans le but de faciliter la mise en œuvre et la gestion de la présente convention, les parties conviennent de créer, dans les dix (10) jours de son entrée en vigueur, un *Comité conjoint* composé de deux représentants désignés par l'Université et de deux représentants désignés par la *Directrice;*

8.2 Le *Comité conjoint* se réunit au besoin pour évaluer le respect des engagements qui découlent de la présente convention;

ARTICLE 9
CALENDRIER ANNUEL

9.1 La période de référence pour la conception du *Calendrier annuel* (Annexe 1) débute le 1er avril et se termine le 30 novembre de chaque année et ledit *Calendrier annuel* est reconduit annuellement;

9.2 Le *Calendrier annuel* peut être modifié par les parties au plus tard le 1er mars de chaque année dans la mesure où cette modification respecte les modalités et conditions prévues par la présente convention;

Article 10
ASSURANCES

10.1 L'Université doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000,00 $),incluant l'assurance excédentaire, par événement et par année et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un préavis écrit de trente (30) jours en cas de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
RESPONSABILITÉ

11.1 L'Université assume l'entière responsabilité et tient la Ville indemne de toute réclamation ou poursuite pour tous dommages ou pertes pouvant survenir durant l'utilisation par leur *Clientèle* et pendant leurs périodes d'utilisation prévues au *Calendrier annuel.*

ARTICLE 12
DISPOSITIONS FINALES

12.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

12.2 Avis

Tous documents, avis, approbation ou consentement, qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention et de ses annexes, doivent être expédiés sous pli recommandé ou envoyés par télécopie ou courriel à l'adresse prévue ci-après;

À LA VILLE

Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8
Courriel : darchamb@ville.montreal.qc.ca
À l'attention de Madame Dominique Archambault, directrice de la Direction culture, sports, loisirs et développement social

À L'UNIVERSITÉ

Université McGill
1010 rue Sherbrooke Ouest, 10e étage
Montréal Québec H3A 2R7
Numéro de télécopieur : 514- 398-5191
Courriel : robert.couvrette@mcgill.ca

À l'attention de Monsieur Robert Couvrette , Vice- principal adjoint , gestion des installations et services auxiliaires

Une partie pourra aviser l'autre partie d'un changement de destinataire ou d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

S'il est impossible de faire parvenir un avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'Université en lui laissant copie au Greffe de la Cour supérieure du district de Montréal.

12.3 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.4 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.5 L'Université doit se conformer, le cas échéant, aux exigences de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. c-19).

12.6 Incessibilité

L'Université ne peut céder ou transporter les droits et obligations découlant directement ou indirectement de la présente convention.

12.7 Organisme indépendant

Une partie n'est pas le mandataire de l'autre partie et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque façon que ce soit.

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 La Ville ou l'Université peut mettre fin à la présente convention, si l'autre partie fait défaut de respecter tous et chacun des engagements pris aux termes des présentes et ne remédie pas à ce défaut dans les trente (30) jours d'un avis reçu de l'autre partie à cet effet, le tout sans indemnité ni recours de la part de chaque partie

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE :

Le jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Monsieur Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le jour de 2016

L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES/UNIVERSITÉ MCGILL

Par :_____
Monsieur Robert Couvrette
Vice-principal adjoint, Gestion des installations et services auxiliaires

Cette entente a été approuvée par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie le……..e jour de

ANNEXE 1
CALENDRIER ANNUEL

Grille horaire et heure d'utilisation du terrain multisports au parc Rutherford

			mai-16	juin-16	juil-16	AOÛT * 2016	sept-16	oct-16	nov-16
	No. Jours - Semaine		21	22	22	22	22	21	22
	No. Jours - Weekend		10	8	9	9	8	10	8
Arr. Ville-Marie	**Lundi au vendredi**		18h30 à 22h30	08h00 à 16h30 18h30 à 22h30	08h00 à 16h30 18h30 à 22h30	08h00 à 22h30	16h30 à 19h00	16h30 à 19h00	16h30 à 19h00
Arr. Ville-Marie	**Samedi et dimanche**		08h00 à 22h30	08h00 à 22h30	08h00 à 22h30	08h00 à 22h30	16h00 à 22h30	16h00 à 22h30	16h00 à 22h30
U. McGill	**Lundi au vendredi**		08h00 à 18h30	16h30 à 18h30	16h30 à 18h30	08h00 à 22h30	08h00 à 16h30 19h00 à 22h30	08h00 à 16h30 19h00 à 22h30	08h00 à 16h30 19h00 à 22h30
U. McGill	**Samedi et dimanche**						08h00 à 16h00	08h00 à 16h00	08h00 à 16h00
			Nbr hres totales/mois						
Total V-M:	**1632,5**	**53%**	229	391	405,5	275,5	107	117,5	107
Total McGill:	**1470,5**	**47%**	220,5	44	44	174	328	332	328
	3103	**100%**							

* = En août, du lundi au vendredi, l'horaire est partagé: les deux premières semaines du mois d'août sont accordées à Ville-Marie et les deux dernières à McGill.

Juin 2016

ANNEXE 2

Plans et devis

N° de dossier : 1161903001

Nature du dossier : Revenus

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Université McGill	3459

Financement : Revenus / Subventions / Contributions

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Recevoir de l'Université McGill la somme totale de 997 554,74 $

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant								**0,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1161903001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

" D'approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;

D'accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université pour le partage des coûts pour l'aménagement du terrain."

Important: Cette contribution servira t à financer une partie du contrat faisant l'objet du dossier 1160225001. Un financement temporaire par affectation de surplus a été utilisé dans l'attente des versements de la présente contribution, il y aura donc lui de libérer l'affetation de surplus temporaire une fois les sommes encaissées.

- Montant total à encaisser pour ce dossier : 997 554,74 $

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant		498 777,37 $	498 777,37 $					**997 554,74 $**

Il est à noter que la base budgétaire 2017 sera ajustée pour tenir compte du revenu de 498 777,37 $ à encaisser pour ce dossier en 2017.

Informations comptables:

Le montant perçu sera déposé au compte de bilan indiqué ci-dessous.

Montant: 997 554,74 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07165	46510	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill – CA16 240370

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du Règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APELLÉ (la« **VILLE »))**

ET : **L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGill,** deux personnes morales légalement constituées sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est située au 1010, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 2R7, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Robert Couvrette, vice-principal adjoint, gestion des installations et services auxiliaires, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : 101088342 RT
No d'inscription TVQ : 1006371163 RQ0001

CI-APRÈS APELLÉ (l'« **UNIVERSITÉ** »**)**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA16 240370 du 6 juillet 2016:**

L'Université McGill désire poursuivre l'occupation partagée du terrain sportif du parc Rutherford et que pour se faire l'Université versera à l'arrondissement de Ville-Marie la somme n'excédant pas 997 554,74$; qui représentera le ratio d'utilisation du *Terrain sportif* dédié à l'Université McGill lequel sera de **42%;**

La présente convention prend effet le 6 juillet 2016 et prend fin au **20 décembre 2027**. À échéance, la convention et l'entente pour le partage des heures d'utilisation pourront être renouvelées après entente entre les deux parties.

En remplaçant l'ANNEXE 1, Calendrier annuel par l'ANNEXE 1 jointe à cet addenda.

2. **Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.**

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par : _____
Monsieur Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGILL

Par :

_____

Monsieur Robert Couvrette
Vice-principal adjoint, Gestion des installations et services auxiliaires

Cette convention a été approuvée par la résolution **CA18** votée au conseil d'arrondissement le 13 mars 2018.

ANNEXE 1
CALENDRIER ANNUEL

Grille horaire et heure d'utilisation du terrain multisports au parc Rutherford/Scénario proposé (McGill)

	Mai 2018	Juin 2018	Juillet 2018	AOÛT 1-19 * 2018	AOÛT 20-31 * 2018	SEPT 2018	OCT 2018	NOV 2018
Nb. Jours - Semaine	**23**	**21**	**22**	**13**	**10**	**20**	**23**	**22**
Nb. Jours - Weekend	**8**	**9**	**9**	**6**	**2**	**10**	**8**	**8**

Arr. Ville-Marie	**Lundi au vendredi**	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30		16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h
	Heures / Jour	12	12	12	14.5		2.5	2.5	2.5
	Samedi et dimanche	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h
	Heures / Jour	14.5	14.5	14.5	14.5	14.5	6.5	6.5	6.5
U. McGill	**Lundi au vendredi**	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h		8 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30
	Heures / Jour	2.5	2.5	2.5		14.5	12	12	12
	Samedi et dimanche						8 h - 16 h	8 h - 16 h	8 h - 16 h
	Heures / Jour						8	8	8
		Nbr hres totales/mois							
Total V-M:	**1805,00** **58%**	392,00	382,50	394,50	275,50	29,00	115,00	109,50	107,00
Total McGill:	**1298,00** **42%**	57,50	52,50	55,00	0,00	145,00	320,00	340,00	328,00
	3103,00 **100%**								

*** = En août, du lundi au vendredi, l'horaire est partagé: les deux premières**
semaines du mois d'août sont accordées à Ville-Marie et les deux dernières à McGill.

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill – CA16 240370 et modifiée le 13 mars 2018 par la Résolution: CA18 240094

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APELLÉ (la« **VILLE »))**

ET : **L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGill,** deux personnes morales légalement constituées sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est située au 1010, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 2R7, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Robert Couvrette, vice-principal adjoint, gestion des installations et services auxiliaires, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : 101088342 RT
No d'inscription TVQ : 1006371163 RQ0001

CI-APRÈS APELLÉ (l'« **UNIVERSITÉ** »**)**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA16 240370 du 6 juillet 2016:**

En remplaçant l'ANNEXE 1, Calendrier annuel par l'ANNEXE 1 jointe à cet addenda.

2. **Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.**

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par : _____
Monsieur Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2019

L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGILL

Par :

_____

Monsieur Robert Couvrette
Vice-principal adjoint, Gestion des installations et services auxiliaires

Cette convention a été approuvée par la résolution **CA19** votée au conseil d'arrondissement le 7 mai 2019.

ANNEXE 1
CALENDRIER ANNUEL

Grille horaire et heure d'utilisation du terrain multisports au parc Rutherford/Scénario proposé (McGill)

		MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT * 1er au 19	AOÛT * 20 au 31	SEPT	OCT	NOV
Arr. Ville-Marie	Lundi au vendredi	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30		16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h
	Heures / Jour	12	12	12	14.5		2.5	2.5	2.5
	Samedi et dimanche	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	16 h 00 – 22 h 30	16 h 00 – 22 h 30	16 h 00 – 22 h 30
	Heures / Jour	14.5	14.5	14.5	14.5	14.5	6.5	6.5	6.5
U. McGill	Lundi au vendredi	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h		8 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30
	Heures / Jour	2.5	2.5	2.5		14.5	12	12	12
	Samedi et dimanche						8 h - 16 h	8 h - 16 h	8 h - 16 h
	Heures / Jour						8	8	8
		Estimé nombre d'heures totales/mois							
Total V-M:	1805,00 58%	392,00	382,50	394,50	275,50	29,00	115,00	109,50	107,00
Total McGill:	1298,00 42%	57,50	52,50	55,00	0,00	145,00	320,00	340,00	328,00
	3103,00 100%								

*** = En août, du lundi au vendredi, l'horaire est partagé: les deux premières semaines du mois d'août sont accordées à Ville-Marie et les deux dernières à McGill.**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1190318011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 25 novembre 2019, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet « Cyclocitoyen arrondissement de Ville-Marie », édicter l'ordonnance nécessaire à la tenue du projet et accorder une contribution de 70 000 $

D'approuver la convention à intervenir avec *Un vélo une ville* en soutien à la 3e édition de son projet Cyclocitoyen, conformément aux modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, soutien aux projets économiques non commerciaux* duquel il répond aux critères.
D'accorder à cette fin, une contribution de 70 000 $ à l'organisme, à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-26 15:03

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190318011**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 25 novembre 2019, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet « Cyclocitoyen arrondissement de Ville-Marie », édicter l'ordonnance nécessaire à la tenue du projet et accorder une contribution de 70 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 2013, l'organisme de bienfaisance Un vélo une ville a une double mission qu'il accomplit entre autres via un service de transport par triporteur offert gratuitement aux ainés de quelques villes au Québec. Ces triporteurs ayant un coque rigide rappelant la forme d'un oeuf sont opérés par de jeunes étudiants recevant une formation en accueil touristique, ce qui permet à Un vélo une ville de contribuer à la fois à la lutte à l'isolement des ainés et à la persévérance scolaire.
Après une première expérience sur le territoire de Ville-Marie, en 2017, l'organisme a déplacé le centre névralgique de son projet vers la Place d'Armes en 2018, ce qui lui a permis de mieux desservir la clientèle touristique du Vieux-Montréal. À la lumière des résultats obtenus au cours de ces deux premières années, Un vélo une ville souhaite donner un nouveau souffle à son projet Cyclocitoyen en ajoutant un nombre significatif de triporteurs à sa flotte et en étendant la zone desservie dans le Vieux-Montréal, espérant faire de Cyclocitoyen l'alternative écologique et nouveau genre aux circuits touristiques offerts jusqu'à ce jour par les calèches. Le projet dispose d'un appui financier et logistique significatif de commanditaires privés de renom, d'un accompagnement de PME Mtl et d'une participation financière de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal.

Se qualifiant pour le soutien offert dans le volet 3 du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019 - 2020,* lequel est destiné à appuyer les projets de nature économique non commerciaux, le présent dossier décisionnel vise à autoriser l'octroi d'un soutien financier de 70 000 $ à Un vélo une ville et à adopter les ordonnances qui lui permettront d'installer des points de service Cyclocitoyen à la Place d'Armes, sur la Place Jacques Cartier et sur la rue Saint-Laurent près de la rue de la Commune et d'opérer ses billetteries sur le domaine public. Le projet de convention à intervenir, joint à la présente est aussi à approuver.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

12 juin 2018 - CA18 240334 - Autoriser une affectation de surplus de 30 000 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet Cyclo Citoyen et édicter l'ordonnance nécessaire ;
CA17 240171 - 11 avril 2017 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec Un vélo une ville pour le projet «

CycloCitoyen - arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution de 30 000 $ pour l'année 2017.

DESCRIPTION

Le projet Cyclocitoyen un service qui offre des visites guidées historiques et patrimoniales du Vieux-Montréal, à l'aide de vélos triporteurs en forme de coquille d'oeuf, un mode de transport alternatif qui se veut écologique, flexible, familial et ludique.

Cyclocitoyen 2019 - Concept	
Lieux d'embarquement	Place d'Armes Place Jacques-Cartier Intersection Saint-Laurent - De la Commune
Territoire couvert	Ensemble du Vieux-Montréal
Durée	15 semaines (du 13 mai au 25 août 2019)
En opération	60h/sem, 7 jours sur 7, de 10h00 à 18h00
Service offert	Tours guidés de 45 minutes vers des lieux historiques, des sites patrimoniaux du Vieux-Montréal et sur l'histoire de Ville-Marie
Coût du tour	45 $
Nombres de triporteurs prévus	12
Emplois créés	Vise 24 opérateurs, 6 superviseurs de service, 1 gestionnaire
Promotion et vente	Stratégie web et médias écrits en collaboration avec Québecor Média et Tourisme Montréal

Pour assurer une visibilité accrue à son projet Cyclocitoyen, l'organisme qui en est le promoteur, Un vélo une ville mise sur la contribution de commanditaires et le soutien de divers programmes publics. Estimant ses dépenses à 650 000 $, Un vélo une ville, estime, à ce jour, pouvoir compter sur les revenus apparaissant au tableau qui suit.

Cyclocitoyen 2019 - Revenus estimés	
REVENUS	
Vente / visites guidées	150 000 $
PME MTL	15 000 $
SDC du Vieux-Montréal	15 000 $
Arrondissement de Ville-Marie	70 000 $
Odotrack (en services)	21 600 $
Quebecor (en services)	100 000 $
Un vélo une ville	85 000 $
Commandites variées (dont affichage sur les triporteurs)	82 400 $
Magazine Géocitoyen	13 500 $
Subvention salariales - Service Canada	62 500 $

JUSTIFICATION

Cyclocitoyen est un projet d'économie sociale qui bénéficie d'un soutien financier et logistique d'une quinzaine de partenaires prestigieux, dont des entreprises, des organismes du milieu culturel et d'autres du milieu touristique; la contribution demandée à

l'arrondissement de Ville-Marie atteint 11 % du budget d'opération estimé pour 2019. Son créateur et gestionnaire, Un vélo une ville est une organisation qui donne une bonne crédibilité au projet et qui reçoit une contribution financière et un accompagnement de PME Mtl centre-ville. Fondé en 2013, accrédité en 2015 à titre d'organisme de bienfaisance, à terme, Un vélo une ville souhaite que son projet de triporteurs touristiques se développe en service de transport urbain structuré et reconnu comme un service alternatif aux visites touristiques par calèche. La DAUSE est d'avis que le projet Cyclocitoyen offre un potentiel de valeur ajoutée à l'économie de Ville-Marie en créant de l'emploi, en offrant un service innovateur et en permettant à ses utilisateurs de découvrir un des quartiers les plus marquants de Montréal. L'appui financier de la SDC du Vieux-Montréal et de PME Mtl, ainsi que les contributions privées dont jouit le projet accordent une crédibilité additionnelle à son potentiel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément aux pratiques en usage, le versement du soutien financier de 70 000 $, prenant fin le 25 novembre 2019, fera l'objet d'une convention dans laquelle sont spécifiées les conditions et les modalités de versement. Le projet de convention à approuver est joint à la présente.
Une première somme représentant 80 % du montant accordé au projet sera versée à la Un vélo une ville dès que les documents requis aient été fournis et que la convention ait été signée par les deux parties. Un second versement, proportionnel à 20 % du soutien accordé, sera versé en guise de paiement final à la réception du bilan complet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le promoteur a l'obligation d'installer des bacs de collecte visibles, appropriés et distincts, pour la disposition des déchets et des matières recyclables près de ses installations. La saine gestion des matières résiduelles à proximité des activités économiques sur le domaine public permet de sensibiliser les participants à l'importance de contribuer aux différentes collectes. Les efforts des promoteurs s'inscrivent dans la mise en oeuvre de l'action 6 du Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016 - 2020, qui prévoit de réduire et de valoriser les matières résiduelles afin de protéger nos ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cyclocitoyen offre un potentiel non négligeable de contribuer à l'expérience urbaine écologique dans Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre du projet faisant l'objet d'un soutien financier. En outre, l'habillage des triporteurs CycloCitoyen prévoit arborer la mention « Avec le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie» logo à l'appui.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'approbation du projet, une rencontre de coordination sera convoquée avec les instances impliquées dans l'occupation du domaine public ainsi qu'avec la SDC du Vieux-Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-18

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-8723
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190318011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 25 novembre 2019, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet « Cyclocitoyen arrondissement de Ville-Marie », édicter l'ordonnance nécessaire à la tenue du projet et accorder une contribution de 70 000 $

Aspect financier_GDD 1190318011.pdf Plan_realisation2019.pdf

Convention_Un vélo une ville_2019.docx

CA-24-085, o. xxxTriporteurs Vieux-Montreal.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 25 novembre 2019, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet « Cyclocitoyen arrondissement de Ville-Marie », édicter l'ordonnance nécessaire à la tenue du projet et accorder une contribution de 70 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318011.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318011

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Un vélo une ville	335828

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		70 000,00 $						**70 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	mai	2019		31	décembre	2019

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 24 avril 2019 14:19:57



S'engager, persévérer, réussir!

CycloCitoyen

Plan de réalisation projet CycloCitoyen édition 2019

Sommaire du projet

Montréal, ville d'histoire et de culture, trésor inestimable s'offrant à la découverte par un service original de visites guidées en triporteur, bonifiant l'offre existante de visites touristiques dans le Vieux-Montréal. Un service de mobilité durable, ayant pour objectif d'assurer une expérience de qualité aux visiteurs dans leur découverte des richesses historiques et patrimoniales de la Ville. Une initiative citoyenne à valeur sociale ajoutée, mettant Montréal en valeur comme ville d'accueil, d'avant-garde, de créativité et de développement durable. Un service ayant fait ses preuves depuis 2 ans, en regard de la qualité du service offert et de son appréciation par la clientèle touristique. Une signature distinctive apte à devenir une icône écotouristique emblématique de la Métropole.

Le recrutement des employés favorisera la relève dans l'industrie touristique et l'entreprenariat, ciblant des candidats plus particulièrement intéressés par l'industrie du tourisme ou des étudiants déjà inscrits en technique ou gestion du tourisme, histoire, communications et administration. Outre l'embauche étudiant, le recrutement s'étendra auprès de jeunes récemment arrivés au Canada ou personnes issues de la diversité culturelle, l'objectif étant d'offrir le service en 6 langues, soit français, anglais, espagnol, allemand, mandarin, et japonais.

Douze (12) triporteurs CycloCitoyen assureront ce service de mobilité durable sur une période de 15 semaines, du 13 mai au 25 août 2019. La formation des employés se tiendra préalablement du 6 au 10 mai 2019. Trente (30) emplois de qualité seront ainsi créés, soit 24 opérateurs de triporteur et 6 superviseurs de service. Un gestionnaire de projet assurera la bonne conduite du projet. Chacun des employés sera habillé de manière distinctive signée "CycloCitoyen" et chacun recevra, préalablement à la mise en service du projet, une solide formation portant sur l'histoire et les richesses patrimoniales de Montréal, donnée en collaboration avec des professionnels du milieu.

Une formation technique portant sur la conduite et l'entretien du triporteur et sur les règles de sécurité sera aussi donnée. Un guide pratique expliquant l'ensemble des procédures à suivre afin d'offrir un service de qualité totale, sera aussi remis à chaque employé. Les emplois ont pour but de favoriser la relève dans l'industrie touristique auprès des jeunes et de stimuler l'entreprenariat. À cet égard, chacun des employés ayant complété ses 15 semaines de travail, se verra attribuer une bourse d'études d'une valeur de 1000$, applicable sur une formation de gestion en tourisme, assortie d'une formation dispensée par l'École des entrepreneurs du Québec. Le but de cette bourse d'études est de développer chez les candidats l'intérêt pour une carrière éventuelle dans le domaine du tourisme et les compétences entrepreneuriales pouvant leur donner l'idée, le goût et les outils pour se partir en affaires dans ce domaine.

Le service en bref

1. Mission

« Offrir aux visiteurs de Montréal un mode de transport durable leur permettant d'apprécier la valeur historique et patrimoniale exceptionnelle de la Métropole, en leur faisant découvrir le Vieux-Montréal et ses attraits à travers des balades récréotouristiques commentées en triporteur »

2. Le service offert

12 triporteurs mis en service sur une période de quinze (15) semaines, soit du 18 mai 2019 au 31 août 2019, 60 h/semaine, 7 jours sur 7. Deux circuits (Est et Ouest) de 45 minutes et d'environ 3 km seront offerts : Le circuit Est couvrant la basilique Notre-Dame, aux palais de Justice, en passant par la place Jacques Cartier, le château Ramzay, le marché Bonsecours et la Place Royale et le circuit Ouest, qui fera découvrir les édifices bancaires du Vieux Montréal, les sculptures et œuvres d'art publics, l'authenticité de la rue Saint-Jacques, les lampadaires à gaz de la rue Sainte-Hélène, l'édifice des douanes, le Silo numéro 5 aux abords du Saint Laurent et la Place D'Youville.

3. Le Prix

Les balades de 45 minutes sont offertes au prix très compétitif de 45$ (taxes incluses) pour deux personnes. Mode de paiement : Comptant, Visa, Mastercard, Amex, Interac. Système de paiement mobile Ingenico et plateforme de réservation et paiement en ligne Fareharbor de Booking.com.

4. Points d'embarquement

Place d'Armes coin Saint-Jacques (4 triporteurs), Place Jacques-Cartier coin Notre-Dame Est (4 triporteurs) et rue Saint-Laurent entre de la Commune Ouest et Est (4 triporteurs). Un kiosque d'information et de ventes sera aménagé à chacun de ces 3 emplacements et sera monté et démonté chaque jour de service. Les triporteurs seront remisés pour la nuit dans des espaces de stationnement situés à proximité de ces 3 sites d'embarquement.

Détails du service

- Le service de visites guidée en triporteur CycloCitoyen proposera aux visiteurs une autre façon de découvrir le Vieux-Montréal par un mode de transport alternatif, qui se voudra écologique, flexible, familial, ludique, instructif. Un service de mobilité durable respectueux de l'environnement, peu encombrant pour sillonner les rues étroites et les ruelles historiques du Vieux-Montréal. Un projet d'économie solidaire et sociale capitalisant sur l'humain et la convivialité, qui optimisera l'expertise et les connaissances acquises par l'organisme lors du projet pilote réalisé en collaboration avec l'arrondissement de Ville-Marie en 2017 et 2018.
- Un gestionnaire de projet spécifiquement assigné au projet assurera la bonne conduite des opérations, sous l'autorité du directeur général de l'organisme Un vélo une ville. Le projet bénéficiera de plus des compétences professionnelles de divers cadres de l'organisme, soit le directeur des opérations, le directeur du soutien opérationnel, la directrice marketing et communications et l'adjointe administrative.
- L'équipe-terrain se composera de 6 superviseurs et de 24 opérateurs de triporteurs qui se diviseront l'horaire de 60 heures semaine. 30 emplois créés, 30 bourses d'études octroyées. Les membres de l'équipe seront habillés de façon distinctive signé « CycloCitoyen » et les 12 triporteurs seront habillés aux couleurs de la ville de Montréal et des commanditaires qui participeront au projet. Une signature distinctive qui permettra d'accroître l'identité et la notoriété de la marque.

Le rôle du superviseur est de faire le lien entre le gestionnaire de projet et les opérateurs. Il assure au quotidien la gestion des opérations.

Responsabilités :

- Encadrer l'équipe des opérateurs et assurer le respect de leur mission;
- Procéder aux réservations et les répartir aux opérateurs;
- Faire la représentation du service CycloCitoyen auprès des clients potentiels;
- Assurer la saine gestion des transactions monétaires;
- Faire remplir un questionnaire de satisfaction aux clients;
- S'assurer en tout temps du bon état du matériel roulant;
- Communiquer aux gestionnaires de projet les résultats de la journée et problème encouru le cas échéant.

Le rôle des opérateurs est d'assurer la satisfaction des clients en leur offrant des visites guidées de qualité en triporteur.

Responsabilités :

- Offrir un service de qualité agrémenté de commentaires pertinents;
- Respecter les réservations qui lui sont assignées;
- Assurer la promotion du service par la distribution de brochures;
- Distribuer le magazine Géocitoyen et vérifier l'état de l'inventaire au quotidien;
- Installer et désinstaller le kiosque de ventes au quotidien;
- Assurer un entreposage sécuritaire du matériel;
- Reporter tout dysfonctionnement du service à son superviseur.

- Les statistiques recueillies lors du projet pilote indiquent que les touristiques ayant appréciés le service de visites guidées CycloCitoyen, provenaient de pas moins de 27 pays différents. Ainsi, l'embauche d'étudiants locaux multilingues et d'étudiants internationaux provenant de groupes culturels divers sera favorisé, afin d'être en mesure de donner le service dans le plus grand nombre de langues possibles. 6 langues sont principalement visées, soit français, anglais, espagnol, allemand, mandarin et japonais. Une mise à jour du questionnaire de satisfaction de la clientèle permettra la compilation d'un plus grand nombre de données sur le profil de la clientèle, ainsi que sur l'appréciation du service offert.

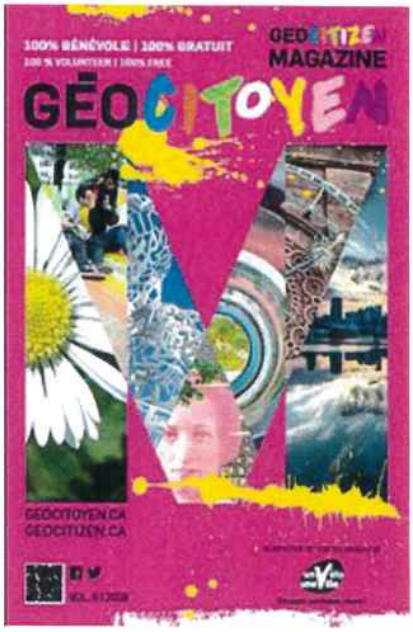
- Chacun des membres de l'équipe-terrain recevra une solide formation portant sur l'histoire et les richesses patrimoniales de Montréal, donnée par Mme Louise Pelletier PhD, en collaboration avec le Centre d'histoire de Montréal. Une formation technique portant sur la conduite du triporteur et son entretien ainsi que sur les règles de sécurité sera aussi donnée par le directeur du soutien opérationnel de l'organisme Un vélo une ville. Chaque membre de l'équipe se verra remettre un guide pratique expliquant l'ensemble des procédures à suivre afin d'offrir un service de qualité totale.

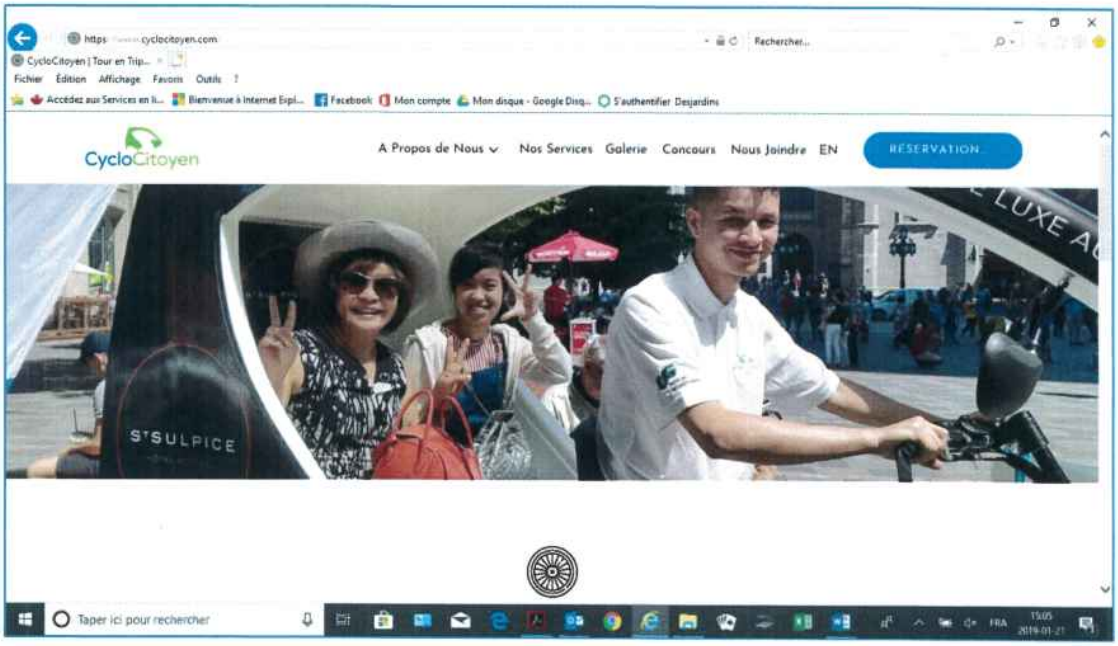
- Une centaine d'établissements hôteliers seront mis à contribution pour assurer, à l'interne, la promotion du service. Par ailleurs, des partenaires publics, institutionnels et corporatifs seront invités à participer au projet soit par le biais d'une commandite ou soit par le biais d'un concours auprès de la clientèle. De plus, l'adhésion à l'espace membre de Tourisme Montréal permettra d'accentuer, avant le début de l'activité CycloCitoyen, la visibilité du service auprès des membres et visiteurs du site de Tourisme Montréal. Notre adhésion à titre de membre de Tourisme Montréal, permettra également de promouvoir le service auprès d'intervenants du milieu au cours de soirées de réseautage et/ou divers événements et activités informationnelles signés Tourisme Montréal.

- Une refonte du site web www.cyclocitoyen.com avec intégration du système de réservation et paiement en ligne Fareharbor de Booking.com sera réalisée afin de promouvoir le service auprès du grand public. La promotion du service sera de plus assurée sur les réseaux sociaux. De plus, une distribution main à main à la clientèle potentielle de brochures promotionnelles sera exécutée par les opérateurs de triporteur et les superviseurs. D'autre part, le magazine d'informations culturelles et touristiques Géocitoyen sera spécifiquement édité en appui au projet. En plus d'être distribué main à main par l'équipe-terrain CycloCitoyen, le magazine bénéficiera de plus d'une distribution parallèle dans les bureaux d'Accès Montréal, les principaux centres d'achats urbains de la Métropole tel que : Place Ville-Marie, Montréal Trust, Complexe Desjardins, Centre Eaton et au kiosque de la STM à l'Aéroport Trudeau.









Résultats quantitatifs et qualitatifs

1. Résultats quantitatifs - Projet pilote (3 triporteurs sur 10 semaines d'opération)

   a) Ventes

   Pour l'an 2017, le projet pilote CycloCitoyen a généré trois fois plus de revenus que pour l'année 2016, confirmant toute la pertinence de ce service original de visites guidées en triporteur. Plus de 5,000 copies du magazine Géocitoyen ont été distribuées, incluant les brochures publicitaires ou offres spéciales des partenaires au projet.

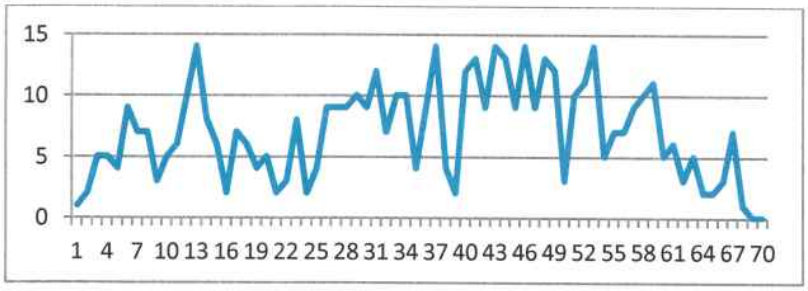
   b) Les circuits

   Cet été 492 circuits ont été effectués. Ces 492 balades, comptant habituellement deux (2) passagers, se sont réparties de la façon suivante :

   - ✓ 487 ont été un de nos deux circuits touristiques historiques
   - ✓ 2 ont constitué des balades promotionnelles gratuites
   - ✓ 3 ont constitué en de la location dans le cadre d'un mariage (photos).

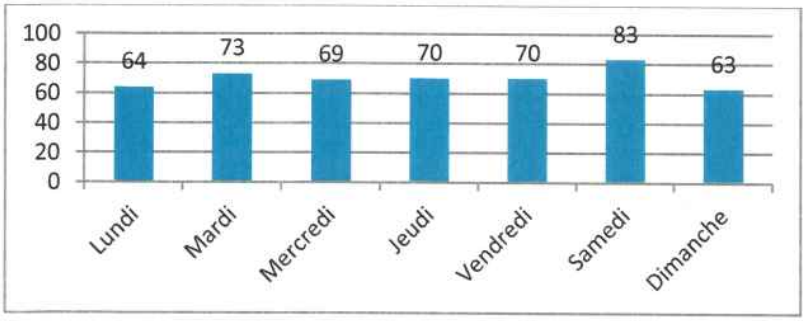
Ces 492 circuits représentent une moyenne de 7 balades par jour sur toute la durée de l'activité. L'activité a duré 10 semaines du 18 juin au 26 août.

Répartition du nombre de tours sur toute la période d'activité d'activités de 70 jours :



Le nombre de circuits maximum par jour a été de 14 par jour et ceci s'est produit 5 fois pendant les 70 jours d'activité.

Répartition du nombre de circuits selon le jour de la semaine du 18 au 26 août :



Encadrement du service

Outre le gestionnaire de projet, le service sera encadré par l'équipe de direction de l'organisme Un vélo une ville, soit un directeur général, un directeur soutien opérationnel, un directeur des opérations, une directrice marketing/communications et une adjointe administrative. Les guides touristiques accompliront leur travail sous l'autorité directe d'un superviseur des opérations, auquel ils devront se rapporter après chaque prestation de service. Le superviseur s'assurera ainsi du maintien quotidien un journal de bord par les guides touristiques sous sa responsabilité, ainsi que de la complétion du mini sondage sur la satisfaction de la clientèle et du formulaire de contrôle consignant par écrit le déroulement général de leur prestation de service. Le superviseur sera ainsi en mesure de fournir au gestionnaire de projet une rétroaction sur la bonne marche des opérations et sur la qualité du service offert, tout en veillant à ce que les pratiques de santé et de sécurité en milieu de travail soient en place et respectées.

Chaque employé recevra une solide formation donnée par des professionnels du milieu portant sur les principes de communication et sur l'histoire de Montréal, sur la conduite et l'entretien du triporteur et sur les règles de sécurité routière. Par ailleurs, un guide de procédures sera remis à chaque employé afin d'assurer une mise en service ordonnée et efficace et une qualité de service impeccable, par une meilleure connaissance des tâches à accomplir. De plus, un code d'éthique et de conduite édictée par l'organisme auquel chaque employé doit se conformer, a pour objectif d'amener chacun à adopter des valeurs d'honnêteté, de responsabilité, de respect et d'ouverture aux autres dans l'exercice de leurs fonctions. Ainsi la formation reçue, les procédures à suivre et les valeurs éthiques à adopter, amènent les employés à développer les attitudes et compétences nécessaires à optimiser l'expérience client, tant au niveau de la qualité d'exécution du service offert, que de la courtoisie et de la convivialité avec les usagers.

Chaque guide touristique dispose d'un téléphone intelligent aux fins de communication constante avec son superviseur. Les guides touristiques seront par ailleurs invités à partager leur expérience de travail avec leurs collègues et leur superviseur, leur donnant ainsi l'opportunité d'apprendre des autres, d'acquérir plus de compétences et de développer l'esprit d'équipe. Ils auront de plus à rapporter verbalement à leur supérieur tout problème rencontré ou tout dysfonctionnement du service et à remplir un formulaire consignant par écrit le déroulement général de leur prestation de service. L'objectif de ces procédures est d'élever le sens des responsabilités de chacun et de créer une atmosphère de rigueur au travail, propice à l'amélioration des habilités et des compétences individuelles.

Le service bénéficiera de plus d'un haut niveau d'efficacité en regard de la gestion et la supervision des opérations, grâce à un système de gestion en ligne par repérage GPS qui équipera chacun des triporteurs en service. Ainsi, chacun des triporteurs en service est géolocalisé en temps réel et une foule de données utiles à la gestion du service sera de même générée. Les guides touristiques activent le système à partir de leur téléphone intelligent par le biais d'une interface utilisateur. De leur côté, le gestionnaire de projet et le superviseur des opérations disposent d'une interface administrateur leur permettant de suivre en temps réel la prestation de service de chacun des guides touristiques. La communication avec ces derniers est ainsi maintenue de façon constante. Ce système de gestion comptabilise par ailleurs les heures travaillées et génère de plus un registre détaillé pour chacun des transports exécutés, indiquant la date, le point de départ et d'arrivée, les kilomètres parcourus, la durée de chaque déplacement et les temps d'arrêt.

Principales étapes de réalisation, saison 2019

Février

- Embauche d'un gestionnaire de projet.
- Élaboration du plan marketing & communications.
- Sollicitation de collaborateurs, partenaires et commanditaires potentiels.
- Inscription du service sur site spécialisés (TM, Québec original et autres).
- Début de la production du magazine Géocitoyen.
- Mise à jour du site cyclocitoyen.com.
- Mise à jour du guide de procédures.
- Ébauche du matériel promotionnel.

Mars

- Affichage des offres d'emplois dans les collèges et universités ciblés et sites de recrutement spécialisés et suivis.
- Intégration de la plateforme de paiement et de réservation Farehabour au site cyclocitoyen.
- Production du matériel promotionnel et composantes des 3 sites de ventes et d'embarquement.
- Élaboration des circuits et du programme de formation des employés.
- Préparation des 12 triporteurs de fonction et ententes pour hébergement hors service.

Avril

- Entrevues des candidats potentiels à l'emploi et embauche.
- Choix des éléments d'habillage distinctif des employés et commande du matériel.
- Impression du matériel promotionnel.
- Design de l'habillage des 12 triporteurs de fonction aux couleurs des partenaires et des commanditaires.
- Implantation de la plateforme de paiement mobile Ingenico.
- Élaboration de la campagne de relations de presse.

Mai

- Habillage des 12 triporteurs de fonction et livraison dans les 3 sites d'hébergement hors service.
- Impression du magazine Géocytoyen et livraison aux partenaires de distribution.
- Formation théorique et pratique des employés terrain.
- Rodage du service et ajustements.
- Distribution du matériel promotionnel aux partenaires et collaborateurs locaux.
- Conférence de presse sur la Place d'Armes
- Lancement du service.

Pratiques de santé et de sécurité au travail

Préalablement à la mise en service, les employés bénéficieront d'une formation théorique et pratique visant essentiellement à optimiser les pratiques de santé et de sécurité au travail. Entre autres, cette formation portera sur l'initiation aux premiers soins à donner en cas d'urgence, incluant une formation certifiée RCR et de secourisme en milieu de travail de la CNESST, dispensée par un professionnel du métier, accompagnée d'un manuel didactique ainsi que d'une trousse de premiers soins, que chaque employé devra en tout temps conserver dans son triporteur. Un autre volet portera sur l'initiation aux règles de sécurité routière basée sur le guide de sécurité à vélo de la SAAQ et du ministère des Transports du Québec, complémentée par une formation pratique sur le terrain relative à la conduite et l'entretien/réparation du triporteur. Chaque employé sera de plus muni d'une trousse d'outils nécessaires à l'entretien et la réparation du triporteur.

Valeur sociocommunautaire du projet

Ce service de visites guidées en triporteur sera offert en plusieurs langues, puisque s'adressant aux visiteurs de Montréal pouvant provenir d'un moins 27 pays différents. Ainsi, outre l'embauche étudiant, le recrutement s'étendra au jeunes immigrants récemment arrivés au Canada ou aux personnes issues de la diversité culturelle ayant les compétences nécessaires à occuper le poste et pouvant bien s'exprimer en anglais et en français et dans une langue priorisée par le service. Par ailleurs, les revenus générés par le service contribueront à financer en partie les activités de bienfaisance de l'organisme Un vélo une ville auprès des personnes âgées et des jeunes. Plus particulièrement pour les jeunes, outre l'attribution d'un taux horaire supérieur au salaire minimum, une partie des revenus générés par le projet sera retournée aux jeunes participants sous forme de bourses d'études d'une valeur de 1000$, applicable sur une formation de gestion en tourisme, assortie d'une formation dispensée par l'École des entrepreneurs du Québec. Le but de cette bourse d'études est de développer chez les candidats l'intérêt pour une carrière éventuelle dans le domaine du tourisme et les compétences entrepreneuriales pouvant leur donner l'idée, le goût et les outils pour se partir en affaires dans ce domaine.

Principaux facteurs de succès pour la saison 2019

- Élargissement de notre visibilité auprès des instances touristiques, des hôtels et agences de voyages, ce qui permettra d'augmenter nos ventes et d'assoir encore plus solidement notre notoriété.
- Développement d'une communauté d'intérêt sur les réseaux sociaux et création d'un compte sur Trip Advisor afin de faire connaître davantage notre service.
- Consolidation de nos partenariats d'affaires publics et privés.
- Outre l'acquisition des permis de circuler et de ventes de services sur l'ensemble du territoire du Vieux-Montréal, acquisition des permis de circuler sur la promenade du Vieux Port et le quai Alexandra.
- Outre les deux circuits déjà existants, développement de nouveaux circuits en collaboration avec la SDC du Vieux-Montréal, Tourisme Montréal, le Centre d'histoire de Montréal et la Société des musées de Montréal.
- Conservation de la tarification actuelle du service. Développement d'une offre de service spéciale auprès des principaux hôtels situés à proximité du Vieux-Montréal.
- Collaboration avec Tourisme Montréal pour la promotion du service. Bonification du système de réservation en ligne du service.

Budget prévisionnel - Saison 2019

Revenus estimés	
Ventes Visites guidées	150,000$
PME MTL	15,000$
Arrondissement Ville-Marie	120,000$
Odotrack (Services offerts)	21,600$
Groupe Québecor (Services offerts)	100,000$
Participation Un vélo une ville	85,000$
Commandites corporatives (affichage sur triporteurs et autres)	82,400$
Publicité magazine Géocitoyen	13,500$
Subventions salariales Services Canada	62,500$
Total :	**650,000$**
Dépenses estimées	
Salaire gestionnaire de projet	36,750$
Salaires - 24 opérateurs, 6 Superviseurs	221,760$
Bourses d'études (30)	30,000$
Salaire responsable marketing	11,250$
Honoraires professionnels - Formation théorique et pratique	18,000$
Honoraires professionnels – Légal, relations publiques, entretien, autres	7,000$
Achat d'équipement et location de terminaux de paiement	9,600$
Équipement fourni aux 24 opérateurs de triporteur et 6 superviseurs (cellulaire, connectivité, habillement)	18,000$
Frais de fonction, représentation et déplacements	9,540$
Frais de publicité et promotion (magazine Géocitoyen, brochures promotionnelles, site web et autres)	27,000$
Publicité médias Québecor + production	102,000$
Gestion par repérage GPS ODOTRACK (12)	21,600$
Location des triporteurs	38,400$
Habillage des triporteurs	24,000$
Hébergement de nuit des 12 triporteurs et frais de manutention	10,700$
Transport en entretien des 12 triporteurs	9,400$
Frais d'administration	55,000$
Total :	**650,000$**

1, complexe Desjardins, 16e Sud, bureau 024, C. P. 7, succursale Desjardins, Montréal (Québec), H5B 1B2
T : (514) 777-7398 @ : dg@unvelouneville.org
www.unvelouneville.org • www.cyclocitoyen.com • www.geocitoyen.ca

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **UN VÉLO UNE VILLE,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 1, complexe Desjardins, 16e Sud, bureau 024, Case postale 7, succursale Desjardins, Montréal, Québec, H5B 1B2 agissant et représentée par monsieur Richard Turgeon, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en à la présente convention.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement pour le projet pilote « Cyclocitoyen » (ci-après appelé le « Projet ») ;

ATTENDU que la demande a été produite à l'aide du formulaire prévu au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020* et que l'Arrondissement la considérant admissible, accepte de soutenir financièrement le « Projet » ;

ATTENDU que *le* « Projet » *est* présenté à **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet « Cyclocitoyen Arrondissement de Ville-Marie ».

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet 3 – Soutien aux projets économiques non commerciaux* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 respecter les conditions émises par la division Circulation, Occupation du domaine public de l'arrondissement de Ville-Marie et par le service de police de la Ville de Montréal;

3.5 obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.8 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.9 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.10 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.11 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.12 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.13 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles, pour lesquelles la contribution financière est accordée;

3.14 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.15 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.16 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.17 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.18 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.19 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives, au plus tard le 25 novembre 2019.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de soixante dix-mille dollars (70 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de cinquante-six mille dollars (56 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté son plan de communication et de visibilité pour l'Arrondissement comme énoncé au paragraphe 3.12 de la présente convention;
- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement une déclaration confirmant avoir complété le financement total requis à la réalisation du Projet et détaillant les sources de revenus et les montants obtenus.

6.1.2 le deuxième versement correspondant à **20 %** de la contribution, soit un montant de quatorze mille dollars (14 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.10 de la présente convention, faute de

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Richard Turgeon
Directeur général
Un vélo une ville
1, complexe Desjardins, 16e Sud, bureau 024
Case postale 7, succursale Desjardins
Montréal, (Québec) H5B 1B2

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ___e jour de _____2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le ___e jour de _____2019

UN VÉLO UNE VILLE

Par : _____
Richard Turgeon, directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1190318011 cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 7 mai 2019.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET



1. **Titre ou nom du projet** : Cyclocitoyen
2. **Lieu de l'événement** : Vieux-Montréal
3. **Dates** de l'événement ou période de réalisation du projet : du 13 mai au 25 août 2019
4. **Budget estimé** du projet : 650,000$
5. **Soutien financier demandé** : 70,000$

Un service de mobilité durable, ayant pour objectif d'assurer une expérience de qualité aux visiteurs dans leur découverte des richesses historiques et patrimoniales de la Ville. Une initiative citoyenne à valeur sociale ajoutée, mettant Montréal en valeur comme ville d'accueil, d'avant-garde, de créativité et de développement durable. Un service ayant fait ses preuves depuis 2 ans, en regard de la qualité du service offert et de son appréciation par la clientèle touristique. Une signature distinctive apte à devenir une icône écotouristique emblématique de la Métropole.

Le recrutement des employés favorisera la relève dans l'industrie touristique et l'entreprenariat, ciblant des candidats plus particulièrement intéressés par l'industrie du tourisme ou des étudiants déjà inscrits en technique ou gestion du tourisme, histoire, communications et administration. Outre l'embauche étudiant, le recrutement s'étendra auprès de jeunes récemment arrivés au Canada ou personnes issues de la diversité culturelle, l'objectif étant d'offrir le service en 6 langues, soit français, anglais, espagnol, allemand, mandarin, et japonais.

Douze (12) triporteurs CycloCitoyen assureront ce service de mobilité durable sur une période de 15 semaines, du 13 mai au 25 août 2019. La formation des employés se tiendra préalablement du 6 au 10 mai 2019. Trente (30) emplois de qualité seront ainsi créés, soit 24 opérateurs de triporteur et 6 superviseurs de service. Un gestionnaire de projet assurera la bonne conduite du projet. Chacun des employés sera habillé de manière distinctive signée "CycloCitoyen" et chacun recevra, préalablement à la mise en service du projet, une solide formation portant sur l'histoire et les richesses patrimoniales de Montréal, donnée en collaboration avec des professionnels du milieu.

Une formation technique portant sur la conduite et l'entretien du triporteur et sur les règles de sécurité sera aussi donnée. Un guide pratique expliquant l'ensemble des procédures à suivre afin d'offrir un service de qualité totale, sera aussi remis à chaque employé. Les emplois ont pour but de favoriser la relève dans l'industrie touristique auprès des jeunes et de stimuler l'entreprenariat. À cet égard, chacun des employés ayant complété ses 15 semaines de travail, se verra attribuer une bourse d'études d'une valeur de 1000$, applicable sur une formation de gestion en tourisme, assortie d'une formation dispensée par l'École des entrepreneurs du Québec. Le but de cette bourse d'études est de développer chez les candidats l'intérêt pour une carrière éventuelle dans le domaine du tourisme et les compétences entrepreneuriales pouvant leur donner l'idée, le goût et les outils pour se partir en affaires dans ce domaine.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le service en bref

1. Mission

« Offrir aux visiteurs de Montréal un mode de transport durable leur permettant d'apprécier la valeur historique et patrimoniale exceptionnelle de la Métropole, en leur faisant découvrir le Vieux-Montréal et ses attraits à travers des balades récréotouristiques commentées en triporteur »

2. Le service offert

12 triporteurs mis en service sur une période de quinze (15) semaines, soit du 18 mai 2019 au 31 août 2019, 60 h/semaine, 7 jours sur 7. Deux circuits (Est et Ouest) de 45 minutes et d'environ 3 km seront offerts : Le circuit Est couvrant la basilique Notre-Dame, aux palais de Justice, en passant par la place Jacques Cartier, le château Ramzay, le marché Bonsecours et la Place Royale et le circuit Ouest, qui fera découvrir les édifices bancaires du Vieux Montréal, les sculptures et œuvres d'art publics, l'authenticité de la rue Saint-Jacques, les lampadaires à gaz de la rue Sainte-Hélène, l'édifice des douanes, le Silo numéro 5 aux abords du Saint Laurent et la Place D'Youville.

3. Le Prix

Les balades de 45 minutes sont offertes au prix très compétitif de 45$ (taxes incluses) pour deux personnes. Mode de paiement : Comptant, Visa, Mastercard, Amex, Interac. Système de paiement mobile Ingenico et plateforme de réservation et paiement en ligne Fareharbor de Booking.com.

4. Points d'embarquement

Place d'Armes coin Saint-Jacques (4 triporteurs), Place Jacques-Cartier coin Notre-Dame Est (4 triporteurs) et rue Saint-Laurent entre de la Commune Ouest et Est (4 triporteurs). Un kiosque d'information et de ventes sera aménagé à chacun de ces 3 emplacements et sera monté et démonté chaque jour de service. Les triporteurs seront remisés pour la nuit dans des espaces de stationnement situés à proximité de ces 3 sites d'embarquement.

Détails du service

- Le service de visites guidée en triporteur CycloCitoyen proposera aux visiteurs une autre façon de découvrir le Vieux-Montréal par un mode de transport alternatif, qui se voudra écologique, flexible, familial, ludique, instructif. Un service de mobilité durable respectueux de l'environnement, peu encombrant pour sillonner les rues étroites et les ruelles historiques du Vieux-Montréal. Un projet d'économie solidaire et sociale capitalisant sur l'humain et la convivialité, qui optimisera l'expertise et les connaissances acquises par l'organisme lors du projet pilote réalisé en collaboration avec l'arrondissement de Ville-Marie en 2017 et 2018.
- Un gestionnaire de projet spécifiquement assigné au projet assurera la bonne conduite des opérations, sous l'autorité du directeur général de l'organisme Un vélo une ville. Le projet bénéficiera de plus des compétences professionnelles de divers cadres de l'organisme, soit le directeur des opérations, le directeur du soutien opérationnel, la directrice marketing et communications et l'adjointe administrative.
- L'équipe-terrain se composera de 6 superviseurs et de 24 opérateurs de triporteurs qui se diviseront l'horaire de 60 heures semaine. 30 emplois créés, 30 bourses d'études octroyées. Les membres de l'équipe seront habillés de façon distinctive signé « CycloCitoyen » et les 12 triporteurs seront habillés aux couleurs de la ville de Montréal et des commanditaires qui participeront au projet. Une signature distinctive qui permettra d'accroître l'identité et la notoriété de la marque.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Principaux facteurs de succès pour la saison 2019

- Élargissement de notre visibilité auprès des instances touristiques, des hôtels et agences de voyages, ce qui permettra d'augmenter nos ventes et d'assoir encore plus solidement notre notoriété.
- Développement d'une communauté d'intérêt sur les réseaux sociaux et création d'un compte sur Trip Advisor afin de faire connaître davantage notre service.
- Consolidation de nos partenariats d'affaires publics et privés.
- Outre l'acquisition des permis de circuler et de ventes de services sur l'ensemble du territoire du Vieux-Montréal, acquisition des permis de circuler sur la promenade du Vieux Port et le quai Alexandra.
- Outre les deux circuits déjà existants, développement de nouveaux circuits en collaboration avec la SDC du Vieux-Montréal, Tourisme Montréal, le Centre d'histoire de Montréal et la Société des musées de Montréal.
- Conservation de la tarification actuelle du service. Développement d'une offre de service spéciale auprès des principaux hôtels situés à proximité du Vieux-Montréal.
- Collaboration avec Tourisme Montréal pour la promotion du service. Bonification du système de réservation en ligne du service.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Principales étapes de réalisation, saison 2019

Février

- Embauche d'un gestionnaire de projet.
- Élaboration du plan marketing & communications.
- Sollicitation de collaborateurs, partenaires et commanditaires potentiels.
- Inscription du service sur site spécialisés (TM, Québec original et autres).
- Début de la production du magazine Géocitoyen.
- Mise à jour du site cyclocitoyen.com.
- Mise à jour du guide de procédures.
- Ébauche du matériel promotionnel.

Mars

- Affichage des offres d'emplois dans les collèges et universités ciblés et sites de recrutement spécialisés et suivis.
- Intégration de la plateforme de paiement et de réservation Farehabour au site cyclocitoyen.
- Production du matériel promotionnel et composantes des 3 sites de ventes et d'embarquement.
- Élaboration des circuits et du programme de formation des employés.
- Préparation des 12 triporteurs de fonction et ententes pour hébergement hors service.

Avril

- Entrevues des candidats potentiels à l'emploi et embauche.
- Choix des éléments d'habillage distinctif des employés et commande du matériel.
- Impression du matériel promotionnel.
- Design de l'habillage des 12 triporteurs de fonction aux couleurs des partenaires et des commanditaires.
- Implantation de la plateforme de paiement mobile Ingenico.
- Élaboration de la campagne de relations de presse.

Mai

- Habillage des 12 triporteurs de fonction et livraison dans les 3 sites d'hébergement hors service.
- Impression du magazine Géocytoyen et livraison aux partenaires de distribution.
- Formation théorique et pratique des employés terrain.
- Rodage du service et ajustements.
- Distribution du matériel promotionnel aux partenaires et collaborateurs locaux.
- Conférence de presse sur la Place d'Armes
- Lancement du service.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE – Contenu attendu

Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020

Volet 3 – Soutien financier aux projets économiques non commerciaux

---

Le bilan final du projet financé via le Programme de soutien financier au développement économique commercial de l'arrondissement de Ville-Marie doit démontrer que le déroulement et les résultats de celui-ci sont conformes à la présente convention.

1. **Conformité du projet réalisé par rapport aux plans, objectifs et prévisions financières :** exposer les réalisations et les résultats atteints. Démontrer, chiffres et explicatifs à l'appui, dans quelle mesure les résultats correspondent aux prévisions déposées le 1er mars 2019. Justifier tout écart.

    - Mettre en valeur les éléments positifs du projet, ceux à améliorer et les ajustements à apporter pour toute prochaine édition.

    - Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **État des revenus et des dépenses :** présenter, sous forme de tableau synthèse, la relation entre les revenus et les dépenses réels et les revenus et dépenses prévus lors de la demande de soutien. Mettre en valeur les dépenses réalisées grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie, expliquer tout écart.

    - Conserver les pièces justificatives pour ces dépenses, elles sont sujettes à être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :** présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement de Ville-Marie dans les tactiques de communications déployées tout au long du projet.

    - Décrire le nombre d'occasions où le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie a été mentionné en public

    - Fournir des copies de documents, des photos ou autres démontrant l'espace accordé à l'arrondissement de Ville-Marie et indiquer le nombre d'imprimés ou de clics référant à ces occasions de visibilité.

    - Si applicable, fournir la revue de presse du projet soutenu.

4. **Évaluation du projet :** accorder un chapitre du bilan final à l'évaluation que fait l'organisme et ses partenaires du projet. Son impact sur la clientèle cible, sur l'achalandage, sur l'expérience urbaine dans le quartier et dans l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que sur la portée économique du projet.

Si requis, joindre toute autre information que vous jugez utile au bilan et qui n'a pas été mentionnée ci-haut. À noter, le bilan est requis au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS
- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS
Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :
- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX
L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. xxx	Ordonnance relative au service de triporteurs dans le Vieux-Montréal

Vu le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis à l'organisme Un vélo une ville d'exploiter un service de visites touristiques par vélos triporteurs sur le domaine public et d'occuper les trois emplacements suivants :

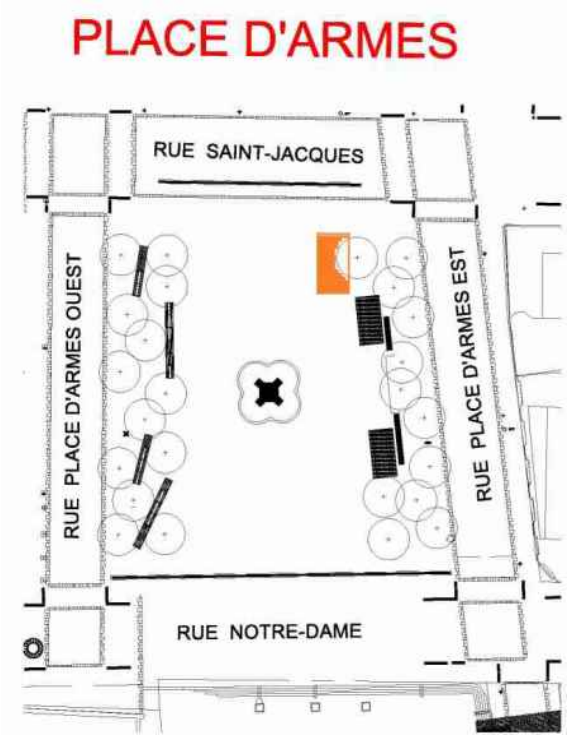
- le coin nord-est de la Place d'Armes (angle des rues Saint-Sulpice et Saint-Jacques) ;
- à l'angle sud-est de la rue de la Commune et du boulevard Saint-Laurent
- sur la Place Jacques-Cartier, face à la rue Notre-Dame

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable du 13 mai au 25 août 2019.

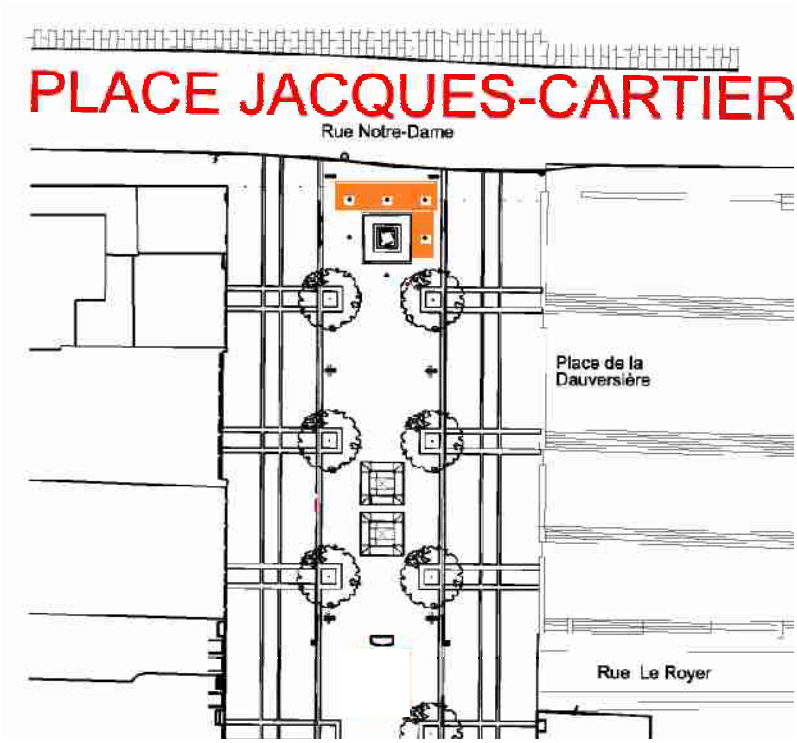
3. Le directeur d'arrondissement délégué Ville-Marie peut retirer en tout temps cette autorisation.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1190318011*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xx mai 2019, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE – EMPLACEMENTS DES TRIPORTEURS







Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318011

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation:

"D'approuver la convention à intervenir avec Un vélo une ville en soutien à la 3e édition de son projet Cyclocitoyen, conformément aux modalités du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, soutien aux projets économiques non commerciaux duquel il répond aux critères.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 70 000,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		70 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 70 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM90318011
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-04-25**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder une contribution de 7 000 $

D'approuver la convention avec l'organisme Sans Oublier le Sourire pour la réalisation de l'événement - Différents, comme tout le monde -;

D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 7 000 $ pour l'année 2019;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-26 15:04

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder une contribution de 7 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Sans Oublier le Sourire est un organisme à but non lucratif qui promeut l'apport et le rôle social des personnes ayant une déficience intellectuelle dans la société. L'organisme est situé dans les locaux du centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie. Sous forme de centre d'activités de jour en contexte communautaire intégré, l'organisme organise des activités sportives et culturelles ainsi que des activités de sensibilisation dans les milieux scolaires et activités de promotion pour un public large et diversifié. Depuis 2006, l'organisme organise, à la place Émilie-Gamelin, l'événement - Différents, comme tout le monde - qui vise à promouvoir l'inclusion des personnes handicapées au sein de la population. Cet événement a lieu dans le cadre de la semaine québécoise des personnes handicapées. L'arrondissement de Ville-Marie contribue de manière significative à l'événement depuis sa création, notamment par le prêt d'équipements, le soutien logistique ainsi que par une contribution financière. L'organisme Sans Oublier le Sourire a déposé une demande de soutien financier à l'arrondissement de Ville-Marie pour l'édition 2019 de l'événement. Un montant de 7 000 $ est recommandé pour ce projet; cette contribution fait l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Cette grande fête se veut un rassemblement pour l'inclusion, la tolérance et la solidarité sociales. Le thème pour cette année est: "À chacun son rythme". L'événement tournera autour de la danse et du rythme. Tout le site sera dansant. Les personnes handicapées seront à l'avant-scène. La fête est devenue un incontournable. Elle rassemble un public diversifié: enfants des écoles primaires du quartier, milieux associatifs des personnes handicapées, groupes communautaires ainsi que le milieu du réseau de la santé/services sociaux. Le Partenariat du Quartier des Spectacles est également impliqué. Cet événement aura lieu, le jeudi 6 juin prochain à la place Émilie-Gamelin. Au programme: prestations et animation musicale, murale collective, BBQ, plancher de danse, tapis rouge et photos et différents kiosques. L'ambiance est inclusive et festive. Nombreux sont les citoyens présents pour célébrer annuellement la différence, la diversité et l'accessibilité.

JUSTIFICATION

L'événement - Différents, comme tout le monde - en est à sa 13e édition et permet de sensibiliser les citoyens à la diversité sous toutes ses formes et principalement à la déficience intellectuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. Le versement se fera conformément aux politiques prescrites à la convention. La contribution est non récurrente. Un montant maximal de 7 000 $ est recommandé par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) pour la réalisation de ce projet. Imputation budgétaire: 3061250718961900-016491-002581

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet événement est devenu un événement phare de la SQPH (Semaine Québécoise des Personnes Handicapées), un incontournable porteur d'impacts sur la tolérance, l'inclusion et l'accessibilité. Il vise à promouvoir l'inclusion des personnes handicapées au sein de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annexe 1 incluse dans la convention stipule que l'organisme doit mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans ses documents promotionnels en lien avec le projet en titre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le jeudi 6 juin 2019 à la place Émilie-Gamelin se tiendra la 13e édition de l'événement - Différents, comme tout le monde -.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

Tél : 514 872-9587
Télécop. : 5148684160

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Pour
Maryse Bouchard
Directeur(trice) - cult., sp., lois. dev.soc
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-04-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder une contribution de 7 000 $


ConventionSOSourire2019.doc


Aspect financier_GDD 1195377002.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

Tél : 514 872-9587
Télécop. : 5148684160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 août 2019, avec Sans Oublier le Sourire, pour la réalisation de l'événement « Différents, comme tout le monde » et accorder une contribution de 7 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195377002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

No d'inscription TPS: 121364749
No d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée « La Ville»

ET : **Sans Oublier le Sourire**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 1700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5, agissant et représentée par madame Marianne Dupéré, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en Annexe 1;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission « Permettre aux participants (membres honoraires) de jouer un rôle social actif en créant des situations où ils ont à interagir avec un environnement aussi large et diversifié que possible. L'ensemble des personnes concernées profitent ainsi de l'apport les uns des autres » ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du l'événement annuel « Différents, comme tout le monde! » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui

verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : N/A

2.12 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de **sept milles (7 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que

le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Partie

13.10 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **1 700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5**, et tout avis doit être adressé à l'attention de Marianne Dupéré, coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SANS OUBLIER LE SOURIRE

Par : _____
Marianne Dupéré, coordonnatrice

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le 7e jour de mai 2019 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Maryse Bouchard, Arrondissement de Ville-Marie

Josée Poirier, Arrondissement de Ville-Marie

Isabelle Legault, Arrondissement de Ville-Marie

28 mars 2019

Bonjour mesdames,

Sans Oublier le Sourire est un organisme à but non lucratif qui promeut l'apport et le rôle social des personnes ayant une déficience intellectuelle dans la société. Nous travaillons sur différents axes, centre d'activités de jour en contexte communautaire intégré, programmation d'activités sportives en milieu intégré; activités de sensibilisation dans les milieux scolaires et activités de promotion pour un public large et diversifié.

C'est dans le cadre du volet promotion que je vous contacte aujourd'hui. Fidèles à la tradition, nous souhaitons profiter de la Semaine Québécoise des Personnes Handicapées pour offrir un événement **inclusif**, festif et coloré sur la Place Émilie-Gamelin !

L'évènement est devenu un évènement phare de la SQPH, et un rassemblement bien enregistré dans la tête des gens qui le fréquentent depuis 13 ans. Toutes les semaines de l'année, les gens nous parlent de cette grande fête, on reçoit des messages de bénévoles potentiels, on nous demande des conseils sur la logistique, notre groupe fait référence au gros party de juin… bref, c'est devenu un incontournable, et bien que compliqué à organiser parfois, un succès garanti! C'est un succès porteur d'impact sur la tolérance, l'inclusion et l'accessibilité!

Nous nous insérerons dans la programmation du Quartier des Spectacles, le **jeudi 6 juin prochain**. La formule de cette année sera axée sur le chant… en plus d'un spectacle sur la scène, il y aura des ateliers inclusifs et d l'animation sur le site! Les objectifs de sensibilisation du public sont maintenus en réunissant un public le plus variés possible! Les objectifs de collaboration le sont aussi de par la variété des partenaires, dont plusieurs sont déjà confirmés! Bref, le site sera vivant, éclatant et surtout chantant!

En date d'aujourd'hui, les préparatifs vont bon train, le montage financier avance, le scénario est fait; nous en sommes à détailler la programmation et à développer nos outils de promotion. Le Quartier des Spectacles, AlterGo , Présence Compassion, Exeko et plusieurs organismes de réseau des personnes handicapées ont confirmé leur présence et leur participation sur divers niveaux.

Sur le site, nous rejoindrons : milieux pré-scolaires (CPE la Sourithèque et org J'me fais une place en Garderie, milieux scolaires (école Marguerite Bourgeoys, Garneau, Pierre Dupuis, François Michelle, Champagnat. etc); milieux associatifs de l'arrondissement Ville-Marie, milieux associatifs des personnes handicapées, AlterGo, grand public ainsi que des travailleurs-ses et décideurs du réseau de la santé/services sociaux. Tous ensembles pour célébrer la différence, la diversité et l'accessibilité!

La contribution que nous demandons à l'Arrondissement est de **7 000$** pour la réalisation du projet.

Je serais ravie de répondre en personne à vos questions, sachez également que nous sommes entièrement disposés-es à mettre de l'avant la contribution de l'Arrondissement, sur le matériel promotionnel, les réseaux sociaux/ site internet et publications ; nous pourrons également accrocher la bannière de l'Arrondissement sur le site comme les années passées!

Vous trouverez en pièce jointe la présentation du projet ainsi que le budget général de l'évènement. Vous recevrez également le cahier des charges demandé par le Quartier des Spectacles très prochainement! Pour toute autre information, n'hésitez pas à nous contacter.

Nous tenons à vous remercier de croire et de soutenir l'événement Différents, comme tout le monde, ce projet est porteur de changements et d'un message inclusif, représentatif de l'Arrondissement de Ville-Marie!



Marianne Dupéré, coordonnatrice

SANS OUBLIER LE SOURIRE

DIFFÉRENTS COMME TOUT LE MONDE

12 mars 2019

03-19-01

Il est proposé par Martin Lalonde et
appuyé par Anaïs Montenegro de
nommer Marianne Dupéré comme signataire-mandataire de tous les documents relatifs à l'activité Différents, comme tout le monde, édition 2019.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- ÉQUIPEMENTS PRÊTÉS À L'ORGANISME

tente easy up (10x10)	6
tente easy up (10x15)	2
chaise pliantes en métal 18x32	50
pesée pour tente easy up 25 lbs 18x18x2	32
table à banquet 30x72x30	20
tables à pique-nique	15
barre d'alimentation (6 sorties) avec disjoncteur	6
extension 15 m rouge, 2 sorties	9
passe câble	25
poubelles	10

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

SANS OUBLIER LE SOURIRE

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2019	au plus tard le 30 septembre
2019	**7 000 $**	7 000 $	NIL

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195377002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Sans Oublier le Sourire	147274

Financement : Autre

Précision: Imputation budgétaire: 3061250718961900-016491-002581

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			7 000.00 $					**7 000.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3 mois

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	08	mai	2019		30	août	2019

Formulaire complété par : Isabelle, Legault

Prénom, nom

Date et heure système : 26 April 2019 15:13:51

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195377002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Approuver la convention avec l'organisme Sans Oublier le Sourire pour la réalisation de l'événement - Différents, comme tout le monde;

Accorder, à cette fin, une contribution financière de 7 000 $ pour l'année 2019."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 7 000,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		7 000,00 $

Informations comptables :

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 7 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par la demande d'achat numéro 596819

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-04-25**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1190318009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 », volet 3, soutien au développement économique non commercial et accorder une contribution de 43 680 $

D'approuver la convention à intervenir avec la Société des arts technologiques (SAT) en soutien à son projet d'animation de la place de la Paix, conformément aux modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, soutien aux projets économiques non commerciaux* duquel il répond aux critères.
D'accorder à cette fin une contribution maximale de 43 680 $ à la Société des arts technologiques, correspondant à 47% des coûts du projet ;

D'affecter un montant de 43 680 $ à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement pour financer cette dépense ;

D'imputer ce soutien financier en conformité aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-26 15:06

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190318009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 », volet 3, soutien au développement économique non commercial et accorder une contribution de 43 680 $

CONTENU

CONTEXTE

Soucieux de poursuivre la mise en place des conditions de dynamisation économique de son territoire, l'arrondissement de Ville-Marie a, le 5 décembre 2018, adopté un nouveau programme de soutien financier au développement économique et commercial pour la période 2019 - 2020. Le soutien offert dans le volet 3 du nouveau programme est destiné à appuyer des projets qui offrent une valeur économique au milieu mais qui ne sont pas de nature commerciale. Le programme d'animation de la Place de la Paix qu'a développé la Société des Arts technologiques depuis 2006, avec l'appui de Ville-Marie, compte parmi les projets pouvant bénéficier d'un soutien financier dans le cadre de ce nouveau volet.
Il s'agit, par ce dossier décisionnel, d'approuver l'octroi d'un soutien financier de 43 680 $ ainsi que la convention à intervenir avec la SAT, en appui à la reconduite de son programme d'animation de la Place de la Paix, prévu se dérouler du 25 juin au 3 septembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240337 - 12 juin 2018 - Approuver la convention avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 34 575 $ pour la période du 1er mai au 31 décembre 2018
CA17 240158 - 11 avril 2017 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec la Société des Arts technologiques pour l'animation à la Place de la Paix 2017, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 et accorder une contribution maximale de 30 450 $;

CA16 240169 - 12 avril 2016 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec la Société des arts technologiques dans le cadre de l'animation de la place de la Paix 2016 et accorder une contribution maximale de 73 000 $;

DESCRIPTION

En continuité avec les initiatives des années antérieures et des résultats constatés sur le milieu, la SAT propose d'animer la place de la Paix pour une 14e année. En misant sur une

programmation culturelle variée, de grande qualité, inclusive et augmentée, la Société des Arts technologiques souhaite poursuivre sa mission d'ouvrir la Place de la Paix à une clientèle élargie et d'augmenter le sentiment de sécurité dans ce secteur fort achalandé du Quartier des spectacles. Par le fait même, l'utilisation de la Place de la Paix à des fins culturelles contribue à l'essor du quartier, à ses commerçants et à la fréquentation touristique. La programmation de cette 14e édition aura de plus comme objectif de préparer le terrain à la venue des nouveaux travailleurs qui s'installeront au Carré Saint-Laurent, situé tout près.
Pour y parvenir, la SAT propose une programmation qui mise, comme au cours des années précédentes, sur la projection d'oeuvres cinématographique^s en plein air. Mais elle y ajoute des dimensions qui transformeraient la Place de la Paix en vitrine du savoir faire, du ludique et de la diversité qui caractérise Montréal. À compter du 25 juin, les mardis soirs seraient toujours consacrés à la projection de films. Cette 14e édition intègre cependant des prestations musicales, une plus grande présence de producteurs et de réalisateurs et la mise en valeur d'événements culturels partenaires de la SAT. L'extrait qui suit permet d'illustrer la portée des activités proposées par la SAT :

DATE AU PROGRAMME COMPLÉMENT ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ
25 juin Innu Nikamu - sur la résistance Cérémonie d’ouverture Festival Présence autochtone
2 juillet Autour de Minuit Duo Harmonica-traitement électro Festival de jazz
9 juillet Turbo Kid Musique « live » par Le Matos Festival Fantasia
16 juillet Buster Keaton Duo de pianos Cinémathèque québécoise
30 juillet Eraserhead Resonorisation en direct Silicon Beat
3 août Black Mother Khalik Allah, photographe de New-York

L'édition 2019 de l'animation de la Place de la Paix comprend aussi la participation, pour une deuxième année, d'un commissaire de programmation provenant de l'Association québécoise des critiques de cinéma, pour une quatrième année, la projection d'oeuvres architecturales sur la façade de l'Hôtel Zéro 1 et pour une première fois, l'installation d'oeuvres vidéo en vitrines par la Galerie Ellephant. Le Partenariat du Quartier des spectacles offre une contribution financière de 30 000 $ en soutien à cette programmation.

JUSTIFICATION

La SAT assure une programmation à la place de la Paix depuis 2006 dans le but de contribuer à faire de cet espace, qui a connu de longues périodes difficiles, un lieu invitant, sécuritaire, intégré à son quartier et d'offrir un lieu de cohabitation. Selon les de la SAT, la place de la Paix jouit d’une ambiance plus paisible qui n’avait jamais été observée auparavant. Elle y observe la présence grandissante d'enfants et de passants profitant du lieu sans se faire importuner. Mais comme il a été remarqué, l’été dernier, que les populations transitoires qui ont habitées la place pendant de nombreuses années reviennent parfois visiter leur lieu d’appartenance, ses dirigeants sont d'avis que l'animation du lieu s'avère encore pertinente, ajoutant qu' « Avec l’arrivée dans le quartier du nouveau centre d’injection supervisée, il faut demeurer vigilant et maintenir d’autant plus une animation constante dans le parc. »
La DAUSE est d'avis que la demande de la SAT, bien qu'elle mise principalement sur une programmation culturelle pour offrir un milieu de vie sécuritaire et accueillant au quartier, contribue à ajouter une valeur économique à Ville-Marie en mettant en valeur des artistes, des disciplines culturelles, des festivals, des événements et des lieux de diffusion culturelle qui bénéficieront de cette visibilité. Le projet est jugé admissible au volet 3, soutien aux projets économiques non commerciaux du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément aux pratiques en usage, le versement du soutien financier de 43 680 $, consenti à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement, fera l'objet d'une convention, jointe à la présente, dans laquelle sont spécifiées les conditions et les modalités de versement.
Une première somme représentant 80 % du montant accordé au projet sera versée à la Société des arts technologiques (SAT) dès que les documents requis aient été fournis et que la convention ait été signée par les deux parties. Un second versement, proportionnel à 20 % du soutien accordé, sera versé en guise de paiement final à la réception du bilan complet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le promoteur a l'obligation d'installer des bacs de collecte visibles, appropriés et distincts, pour la disposition des déchets, des matières recyclables et, si possible, des matières organiques. La saine gestion des matières résiduelles lors des événements commerciaux permet de sensibiliser les participants à l'importance de contribuer aux différentes collectes. Les efforts des promoteurs s'inscrivent dans la mise en oeuvre de l'action 6 du Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016 - 2020, qui prévoit de réduire et de valoriser les matières résiduelles afin de protéger nos ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre du projet faisant l'objet d'un soutien financier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acheminement de la convention au promoteur dès l'approbation du conseil pour signature et versement de la première tranche du soutien accordé en concordance avec les modalités inscrites au projet de convention apparaissant en pièce jointe.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-04-17
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-8723 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 », volet 3, soutien au développement économique non commercial et accorder une contribution de 43 680 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-18

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514-868-4567
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318009

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société des arts technologiques	121974

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		43 680,00 $						**43 680,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	mai	2019	Date de fin :	31	décembre	2019

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 17 avril 2019 14:53:40

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 1201, boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2X 2S6 agissant et représenté par madame Mariana Chucri, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en à la présente convention.

No d'inscription TPS : 139 479 745
No d'inscription TVQ : 101 723 5130

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Arrondissement a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé* géré par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement pour le projet *Programmation culturelle à la place de la Paix* (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire de demande de soutien financier – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé)* sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet «Cinéma urbain à la Place de la paix 2019 ».

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet 3 – Soutien aux projets économiques non commerciaux* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles du programme, pour les quelles la contribution financière est accordée;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de quarante-trois mille six-cent quatre-vingt dollars (43 680 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de trente-quatre mille neuf-cent quarante-quatre dollars (34 944 $) dans les meilleurs délais suivant la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté son plan de communication et de visibilité pour l'Arrondissement comme énoncé au paragraphe 3.11 de la présente convention;

6.1.2 le deuxième versement correspondant à **20 %** de la contribution, soit un montant de huit mille sept cent trente six dollars (8 736 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Mariana Chucri
Société des arts technologiques
1201, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2X 2S6

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de_____ 2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de_____2019

SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES

Par : _____
Mariana Chucri

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1190318009, cette convention a été approuvée par la résolution CA18 240____ du conseil, lors de la séance du 7 mai 2019.

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

SOCIÉTÉ DES ARTS
TECHNOLOGIQUES (SAT)

1201 BOUL. ST-LAURENT,
MONTRÉAL QC,
H2X 2S6, CANADA
T : 514-844-2038
F : 514-982-6093

CINÉMA URBAIN
22/02/19

DESCRIPTION DU PROJET

LA NATURE DU PROJET

La **SAT** propose une programmation culturelle à la place de la Paix qui s'inscrit dans l'offre d'un projet global qui inclut une programmation riche et diversifiée, l'animation de l'espace public et la promotion de la cohabitation pacifique entre les résidents, les populations transitoires, les personnes à risques, les commerçants et les touristes.

Plus précisément, la programmation d'activités culturelles de la **place de la Paix** permet de contribuer à l'amélioration du sentiment d'appartenance et de sécurité dans le quartier tout en favorisant le dialogue. L'animation du lieu permet de susciter l'interaction communautaire, de contrer l'isolement social et contribue à améliorer la qualité de vie des citoyens et des commerçants.

Les projections dans les parcs prennent un essor important à Montréal et la **SAT** souhaite que la programmation de la place de la Paix se démarque par la qualité et la diversité de ses projections. La formule qui était préconisée depuis quelques années était de faire appel à des festivals de films variés pour sélectionner les projections, une approche qui a été reprise par d'autres événements de projections extérieures. 2018 a marqué un renouveau afin d'offrir au public une programmation à caractère unique et de grande qualité cinématographique en invitant un commissaire de programmation. Puisque l'expérience s'est avérée être un succès, nous avons décidé de la reconduire cette année.

LA PROGRAMMATION

Pour la 14e édition de **Cinéma Urbain** à la place de la Paix, la **SAT** propose une programmation augmentée qui célèbre la diversité montréalaise, le "Vivre ensemble" en combinant films, musique en direct et performances. Des films aux thèmes musicaux et rassembleurs, commentés par des artistes illustrant la mosaïque qui compose la ville aux cent clochers.

Le temps de dix projections, concoctées en étroite collaboration avec son commissaire invité, **Sandro Forte**, vice-président de l'Association québécoise des critiques de Cinéma (**AQCC**), le public est convié à venir découvrir des classiques du cinéma dans une atmosphère festive au coeur du Quartier des Spectacles, les mardis, **du 25 juin au 3 septembre**. Des ciné-concerts offrant musique classique, jazz, pop, hip-hop et voix autochtones.

Le 25 juin, une cérémonie d'ouverture, organisée de concert avec nos amis des premières nations, sera guidée par **André Dudemaine**, grand manitou du Festival Présence autochtone. Un beau lendemain de Fête nationale du Québec ainsi qu'une occasion de souligner la **Journée nationale des Autochtones** du 21 juin. Le programme de la soirée : *Innu Nikamu - chanter la résistance* de **Kevin Bacon Hervieux**, nous fait voyager au coeur d'un événement majeur de la culture musicale autochtone en Amérique: le **festival Innu Nikamu**. Un acte de résilience et de réconciliation porté par une superbe trame musicale.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE PROGRAMMATION

25 juin - *Innu Nikamu: Chanter la résistance* - Kevin Bacon Hervieux - ouverture et performances d'artistes des premières nations.

2 juillet - *Round Midnight* - Bertrand Tavernier - performance en ouverture Duo Harmonica-electro

9 juillet - *Turbo Kid* - François Simard, Anouk Whissell et Yoann-Karl Whissell- performance Le Matos

16 juillet - *Buster Keaton* - performance Roman Zavada au piano

23 juillet - *Film muet* - performance Gabriel Thibaudeau au piano

30 juillet - *Eraserhead* - David Lynch - Re-structuré en musique par Silicon Beat

6 août - *Du teweikan à l'électro (voyage aux sources de la musique autochtone)* - Kim O'Bomsawin - performance Shauit

13 août - *Black Mother* - Khalik Allah, Âme noire et McPherson - Martine Chartrand et Rww/FWW – Denis Villeneuve (docu de début de carrière) - performance Z'Isle

27 août - *The film Society* (Phil Spurrell) présente (en Franglais) - le cinéma comme dans le temps (40's ou 50's) - tapis rouge, placeuses, actualités montréalais d'époque (newsreel), le cartoon, les trailers et un film principal : avec Shirley Temple, Poor Rich Girl

3 septembre - *The Lodger* - Hitchcock - performance Trio à corde: Stéphanie Hamelin Tomala, Michelle Picard, Anne-Clémence Kantelberg Rouffet

SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES [SAT] • CINÉMA URBAIN

PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

Depuis 4 ans, chaque semaine, une oeuvre différente de projections architecturales est présentée sur l'**Hôtel Zéro1** à titre d'ajouts à l'animation des soirées ! La **SAT** invite ***Dérapage*** (http://www.derapage.ca/) à faire la programmation des œuvres qui auront le privilège d'être présentées au cœur du **Quartier des spectacles**. Les projections illuminent la nuit et rendent ainsi le lieu moins sombre et plus sécuritaire. Les vidéos projections offrent de nouvelles couleurs au quartier, une opportunité de découvrir l'art des artistes de chez nous et d'enrichir le lieu par les arts technologiques. Elles sont non seulement appréciées durant les soirées de projection par les cinéphiles, les passants et les touristes du **Quartier des spectacles**, mais aussi par les résidents. La dynamique des mappings apporte un nouveau décor, un rythme qui propose un regard contemporain tout en rehaussant l'image de la place de la Paix.

En complément de ces projections, pour la première fois cette année, la **Galerie Ellephant** (https://ellephant.org/ | 1201 rue St-Dominique) sera associée aux événements avec une installation d'œuvres video en vitrine visibles de la rue. Les spectateurs pourront avant les projections visiter cette dernière.

NOM DES ŒUVRES GALERIE ELLEPHANT

6 juin- 6 juillet, 2019 - Sabrina Ratté : Installation vidéo est visible du crépuscule à l'aube.

15 juillet - 24 août, 2019 - Nathalie Bujold : Installation vidéo est visible du crépuscule à l'aube.

LES ÉTAPES ET CALENDRIER DE RÉALISATION

FIN FÉVRIER

Dépôt de la proposition du projet au Partenariat du **Quartier des spectacles** et à l'arrondissement de **Ville-Marie**. Confirmation de la subvention pour le projet par le Partenariat du **Quartier des spectacles**.

MARS

Confirmation de la subvention pour le projet par l'arrondissement de **Ville-Marie**. Finalisation du calendrier de programmation avec chacun des partenaires de projection.

AVRIL

Production et élaboration du cahier des charges, demande de permis et fermeture de rue.
Élaboration du plan de communication.
Création de l'identité visuelle et conception des messages de la campagne de promotion.
Création des déclinaisons graphiques.

MAI

Conception de la bande-annonce officielle.
Conception de mini clips vidéo personnalisés.
Mise en ligne des pages web.
Impression et distribution des cartons promotionnels.
Création des événements Facebook.
Rédaction du communiqué pour le lancement de la programmation et préparation des listes d'envoi.

JUIN

Promotion de la programmation.
Pré-production avec les performeurs.

JUIN À SEPTEMBRE

Réalisation des activités.

VISIBILITÉ LIÉE AU PROJET

STRATÉGIE DE PROMOTION ET DE COMMUNICATION

L'équipe des communications de la **SAT** met beaucoup d'efforts pour faire rayonner les événements à la place de la Paix. Il s'agit d'un des projets qui fait la fierté de la **SAT** et dont on aime faire la promotion. L'apport des partenaires est cité dans toutes les communications.

La force de la stratégie de promotion pour les événements de projection est dû au relais de la programmation par l'ensemble des partenaires et des participants.

Nous réunissons toutes les informations concernant les événements sur une seule et même page web sur le site de la **SAT** et nous créons pour chaque projection un événement sur Facebook.

Une bande-annonce est créée pour faire la promotion de la saison. Elle est diffusée sur le web et au début de chacune des projections. Cette vidéo d'une durée approximative de 2 minutes présente l'ensemble de la programmation, les partenaires et les extraits des films présentés pendant l'été.

PLAN DE VISIBILITÉ OFFERT À L'ARRONDISSEMENT VILLE MARIE

Comme chaque année, le logo de l'arrondissement de **Ville-Marie** paraitra sur chacun des éléments de communication présents dans la stratégie de communication et la mention suivante sera indiquée dans les outils de communication:
« Coproduction de la **Société des arts technologiques [SAT]**, du **Quartier des spectacles** et de l'arrondissement de **Ville-Marie**. »

Mention dans le mot de remerciement avant chaque projection.

LE PROFIL DES CLIENTÈLES VISÉES

Les habitants du quartier et de la **Ville de Montréal**
Les amateurs de cinéma
Les touristes
Les travailleurs du quartier
Les initiés et non-initiés du quartier

BUDGET PRÉVISIONNEL

REVENUS	Budget 2019	Résultat 2019
Quartier des spectacles	30 000 $	
Arrondissement Ville Marie (Dev économique, cultu	43 680 $	
SAT		
Sous-total	**73 680 $**	**- $**
Échange de services		
SAT	20 036 $	
Sous-total	**20 036 $**	**- $**
TOTAL | REVENUS	**93 716 $**	
DÉPENSES		
Projections		
Personnel de production + Commissaire	16 400 $	
Personnel technique + Gérant	10 000 $	
Personnel de communication	4 700 $	
Graphisme	1 000 $	
Matériel promotionnel, vidéo et photo	1 000 $	
Impression, distribution et affichage	3 000 $	
Personnel de sécurité	6 250 $	
Agents de ménage	900 $	
Cachets d'artistes et de création	14 650 $	
Location matériel / backline	2 000 $	
Divers		
Assurance	1 500 $	
Administration 15%	9 210 $	
Contingence 5%	3070,00 $	
Sous-total	**73 680 $**	**- $**
Échange de service		
SAT		
Matériel audiovisuel	13 000 $	
Équipements	6 100 $	
Local de rangement	936 $	
Sous-Total	**20 036 $**	**- $**
TOTAL | DÉPENSES	**93 716 $**	

SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES (SAT) • CINÉMA URBAIN

ANNEXE B

BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE – Contenu attendu

Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020

Volet 3 – Soutien financier aux projets économiques non commerciaux

---

Le bilan final du projet financé via le Programme de soutien financier au développement économique commercial de l'arrondissement de Ville-Marie doit démontrer que le déroulement et les résultats de celui-ci sont conformes à la présente convention.

1. **Conformité du projet réalisé par rapport aux plans, objectifs et prévisions financières :** exposer les réalisations et les résultats atteints. Démontrer, chiffres et explicatifs à l'appui, dans quelle mesure les résultats correspondent aux prévisions déposées le 1er mars 2019. Justifier tout écart.

    - Mettre en valeur les éléments positifs du projet, ceux à améliorer et les ajustements à apporter pour toute prochaine édition.

    - Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **État des revenus et des dépenses :** présenter, sous forme de tableau synthèse, la relation entre les revenus et les dépenses réels et les revenus et dépenses prévus lors de la demande de soutien. Mettre en valeur les dépenses réalisées grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie, expliquer tout écart.

    - Conserver les pièces justificatives pour ces dépenses, elles sont sujettes à être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :** présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement de Ville-Marie dans les tactiques de communications déployées tout au long du projet.

    - Décrire le nombre d'occasions où le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie a été mentionné en public

    - Fournir des copies de documents, des photos ou autres démontrant l'espace accordé à l'arrondissement de Ville-Marie et indiquer le nombre d'imprimés ou de clics référant à ces occasions de visibilité.

    - Si applicable, fournir la revue de presse du projet soutenu.

4. **Évaluation du projet :** accorder un chapitre du bilan final à l'évaluation que fait l'organisme et ses partenaires du projet. Son impact sur la clientèle cible, sur l'achalandage, sur l'expérience urbaine dans le quartier et dans l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que sur la portée économique du projet.

Si requis, joindre toute autre information que vous jugez utile au bilan et qui n'a pas été mentionnée ci-haut. À noter, le bilan est requis au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet.

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318009

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

" Accorder une contribution maximale de 43 680 $ à la Société des arts technologiques dans le cadre du «Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020»"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **43 680,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		43 680,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **43 680,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **596319**
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-04-18**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195382010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 3 376 522,56 $ à Ramcor construction inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ (Appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires)

Autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie;

Accorder, à cette fin, un contrat à Ramcor construction inc. soit au prix total approximatif de 3 376 522,56 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires);

Autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 506 478,38 $;

Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de 147 554,03 $.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-26 16:53

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195382010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 3 376 522,56 $ à Ramcor construction inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ (Appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux du présent dossier font partie du programme de réfection routière pour l'année 2019 de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.
La nature des travaux de reconstruction de trottoirs proviennent de deux sources; la reconstruction de sections mineures de trottoirs (RMT) et la reconstruction des trottoirs endommagés par la construction de projets immobiliers (trottoirs sur dépôt).

Ces travaux font partie de la stratégie que l'arrondissement a entreprise depuis quelques années dans le but d'améliorer l'état des trottoirs. Cela se traduit par la réparation de petites sections de trottoirs qui présentent des signes de détérioration ou bien qui sont jugés dangereux afin de les rendre sécuritaires pour les piétons et d'améliorer la satisfaction de ces derniers lors de leurs déplacements. De plus, plusieurs fosses d'arbres agrandis seront construites à travers les réparations des sections de trottoirs afin de végétaliser les rues de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

En vertu de la résolution du CM17 1046 visant à Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 42 000 000 $ afin de financer la réalisation du Plan de gestion de la forêt et de la résolution CE17 1895 visant à Adopter le programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et après analyse du dossier présenté par l'arrondissement Ville-Marie conformément aux critères d'acceptation du programme
Dossier 1186071001 -résolution CA18 240113 du 13 mars 2018 : Recommander la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et désigner M. José Pierre, chef de division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers" .

DESCRIPTION

La reconstruction de petites sections de trottoirs dangereux, dénivelés, asphaltés qui dont la nature de l'intervention peuvent varier entre la reconstruction d'une dalle de béton ou de plusieurs dalles soit en continue ou en discontinue sont comprises dans les RMT. La reconstruction, en entier ou en partie, des trottoirs et des bordures qui ont été endommagés par des travaux d'excavation sont comprises dans les trottoirs sur dépôt. La construction des nouvelles entrées charretières à la demande des citoyens est aussi incluse. Ce projet permettra d'améliorer le réseau routier de l'arrondissement de Ville-Marie et par conséquent, d'assurer son maintien à un niveau acceptable pour les années ultérieures.

Les emplacements des trottoirs à reconstruire se situent à divers endroits à l'intérieur du territoire de l'arrondissement. Une liste préliminaire des emplacements définis est présentée dans la section pièces jointes de ce dossier. Une mise à jour de cette liste sera remise à l'adjudicataire lors de la réunion de démarrage afin de compléter la quantité mentionnée au bordereau de la soumission. Les quantités des travaux sont estimées à 3600 mètres carrés.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public, VMP-19-008, pour les travaux de reconstruction de sections de trottoirs là où requis, a été lancé le 21 mars 2019 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres).

- Sept (7) entreprises se sont procurées les documents de soumission;
- Les entreprises ont eu un délai de 26 jours afin de soumissionner;
- Un addenda ne modifiant pas le prix a été publié;
- Deux (2)entreprises ont déposé des soumissions le 15 avril à 11 heures.

Voici la liste des soumissionnaires ainsi que les montants de leurs soumissions :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingence) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
VMP-19-008 | 123726 - RAMCOR CONSTRUCTION INC.	3 376 522,56 $	506 478,38 $	3 883 000,95 $
VMP-19-008 | 370462 - GROUPE ABF INC.	3 950 615,73 $	592 592,36 $	4 543 208,09 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 429 425,30 $	514 413,79 $	3 943 839,09 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			4 213 104,52 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			8,50%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			660 207,15 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			17,00 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-60 838,14 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-1,54 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			660 207,15 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			17,00 %

Toutes les soumissions reçues sont conformes aux documents d'appels d'offres.

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme est Ramcor construction inc. avec un montant de 3 376 522,56 $.

L'écart entre l'estimation faite par la firme de génie conseil mandaté pour effectuer les plans et devis et le plus bas soumissionnaire conforme est de moins de 2 %, ce qui est acceptable.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 15 avril 2019. Ces validations ont montré que :

- Ramcor construction inc, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreinte de la régie du bâtiment du Québec;
- Ramcor construction inc, ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Ramcor construction inc, a une autorisation de contracter de l'AMF;
- Ramcor construction inc, et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait pas partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à Ramcor construction inc, au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer est de 3 376 522,56 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (15 %) est de 506 478,38 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents ''contrôle laboratoire'' est de 100 958,02 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents ''utilités publiques'' est de 46 596.01 $, incluant les taxes.

Le coût total du projet est évalué a 4 030 554,98 $

Résumé des sources de financement :

- PTI Arrondissement, RMT (Réfection mineure de trottoir) : 2 549 031,94 $
1. Corporatif (74 %) : 1 886 283.64 $
2. Arrondissement (26 %) : 662 748.30 $
- Budget de fonctionnement, trottoir sur dépôts : 1 079 258,68 $ "Une partie du présent contrat est consacrée à des réparations rendues nécessaires pour réparer des infrastructures endommagées à la suite de travaux réalisés par un ou des promoteurs. Ces travaux sont financés à même des dépôts promoteurs et ne sont pas capitalisables."
- Budget de déminéralisation : 402 264.38 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux prévoient l'implantation et l'élargissement de certaines fosses d'arbres dont l'aménagement pourra contribuer au verdissement des rues de l'arrondissement. Cette action s'inscrit dans la priorité 2 du Plan de développement durable de Ville-Marie : « Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources ». Elle contribue, plus spécifiquement, à l'atteinte des cibles de l'action 4.1 qui porte sur la plantation d'arbres sur le domaine public.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas accordé au mois de mai, les travaux prévues en 2019 seront retardés et risque de ne pas être complétés. Le promoteur des projets immobiliers devront attendre à l'an prochain pour reconstruire les trottoirs en béton.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En collaboration avec la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie, une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période sera définie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier préliminaire est le suivant :
Début travaux du contrat Juin 2019
Fin des travaux du contrat Octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

José PIERRE, Ville-Marie

Lecture :

Daniel D DESJARDINS, 18 avril 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-04-18
Alejandro RESTREPO Ingénieur		Éric BELLEVILLE c/d voirie	
Tél : **Télécop. :**	438-985-3736 000-0000	**Tél :** **Télécop. :**	514-872-1048 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-04-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195382010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 3 376 522,56 $ à Ramcor construction inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ (Appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires)

Avis public_VMP-19-008_LeDevoir.pdf

SEAO__Résultats d'ouverture.pdf

VMP-19-008 - Analyse d'admissibilité et de conformité.pdf

VMP-19-008_PV signé.pdf

VMP-19-008RAMCOR_NEQ.pdf

VMP-19-008-Soumission.pdf

VMP-19-008_Répartition des couts.pdf

VMP-19-008-Aspect financier.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Ingénieur

Tél : 438-985-3736
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1195382010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 3 376 522,56 $ à Ramcor construction inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ (Appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1195382010-Information comptable.pdf

GDD 1195382010_report PTI-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétarie
Tél : 514 872-1054
Division : Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195382010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 3 376 522,56 $ à Ramcor construction inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 4 030 554,98 $ (Appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195382010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **11 h 00** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : VMP-19-008 Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'ouverture : 15 avril 2019

Dépôt de garantie : Cautionnement de 10 %.

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du **28 mars 2019** par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Renseignements :
vm-appedoffres@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, 28 mars 2019

Le Secrétaire d'arrondissement
Domenico Zambito, avocat

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-19-008
Numéro de référence : 1253040
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans l'arrondissement rues locales et artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans l'arrondissement rues locales et artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie
Date de fermeture de l'avis :	2019-04-15 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Domenico Zambito Courriel : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, (QC) CAN H1P 1Y1	1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	3 376 552,56 $
	GROUPE ABF INC. 7981 17e Avenue Montréal, (QC) CAN H1Z 3R2	1169985711	Monsieur Robert Jourdain Téléphone : 514 376-0024 Télécopieur : 514 722-4764	3 950 615,73 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-19-008**
Titre d'AO :	**VMP-19-008 Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différe**
Date d'ouverture :	**15-04-2019**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Ramcor Construction Inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	3 376 522,56 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Groupe ABF Inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	3 950 615,73 $
Dernière estimation :	3 429 425,30 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-2%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	17%
Nombre de soumissions déposées :	2

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Ramcor Construction Inc.	3 376 522,56 $	Conforme	CONFORME	
2	Groupe ABF Inc.	3 950 615,73 $	Conforme	CONFORME	
3			Conforme	À COMPLÉTER	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Julie Roy Date : 16-04-2019

Vérifiée par : Alejandro Restrepo Date : 17-04-2019

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :
VMP-19-008 Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues locales et artérielles

No D'APPEL D'OFFRES :
VMP-19-008

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):
3 376 522,56 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :
Ramcor Construction Inc.

No SEAO :

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :
1

Julie Roy / Alejandro Restrepo
(Nom et titre du responsable de la conformité)

17-04-2019
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2221	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☐	☑	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2231	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2232	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2233	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☐	☑							☐	☑
5	2234	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.6	2.11	**Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)**											
			• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			• Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			• Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la ListeRGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			• Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2247	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			• Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2243	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			• Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2244	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			• Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2245	2.5.1	**Formulaire**											
			• La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			• Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2245	2.6	**Signature**											
			• La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2246	3.2	**Consortium**											
			• Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2247	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			• Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

17-04-2018
Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :
VMP-19-008 Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues locales et artérielles

No D'APPEL D'OFFRES : VMP-19-008

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 3 950 615,73 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Groupe ABF Inc.

No SEAO :

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 2

Julie Roy / Alejandro Restrepo
(Nom et titre du responsable de la conformité)

17-04-2019
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER / QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			• Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☐	☑	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			• Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			• Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☑	☐									
			• Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☐						présent au REA (AMP)	☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			• Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*											
			• Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☐	☑							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			• Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			• Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.6	2.11	**Politique de gestion contractuelle.**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☐	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☐							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☐							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2242	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			• Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2243	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			• Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2244	2.3.1/ 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			• Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2245	2.5.1	**Formulaire**											
			• La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			• Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2245	2.6	**Signature**											
			• La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2246	3.2	**Consortium**											
			• Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☐
15	2247	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			• Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

17-04-2019
Date

Alejandro Restrepo
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

Ville-Marie
Montréal

Travaux de réfection routière de différentes rue et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-19-008

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 15 avril 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 28 mars 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Julie Roy, préposée à la gestion des contrats, de monsieur Yann Bouchard, agent(e) technique en ingénierie municipale et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Ramcor construction inc. 1161184792	3 376 552,56 $
Groupe ABF inc. 1169985711	3 950 615,73 $

Julie Roy 2019-04-15
Julie Roy date
Préposée à la gestion des contrats

Meilleur 2019.04.15
Jacinthe Meilleur date
Analyste de dossiers

2019-04-15
Josée Kenny date
Analyste de dossiers

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2019-04-15 11:51:00

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1161184792
Nom	RAMCOR CONSTRUCTION INC.

Adresse du domicile

Adresse	8085 RUE Champ D'Eau St-Léonard Québec H1P1Y1 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2002-12-03
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2002-12-03
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2002-11-28 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2018-09-20
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-01-17 2018
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2020-03-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2019-03-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	4011
Activité	Promotion et construction de maisons individuelles
Précisions (facultatives)	CONSTRUCTION-GÉNIE CIVIL

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	GESTION RAMCOR INC.
Adresse	8085 rue du Champ-d'Eau Montréal (Québec) H1P1Y1 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	CORMIER, GUY
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	1667 av. Lajoie Montréal (Québec) H2V1R8 Canada

Nom	AGOZZINO, MARCO
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	16 crois. Fernlea Mont-Royal (Québec) H3P1T6 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-01-17
Déclaration de mise à jour de correction	2018-09-20
Déclaration de mise à jour courante	2018-03-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-12-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-01-25

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-01-23
Déclaration de mise à jour courante	2015-09-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-01-16
Déclaration de mise à jour courante	2014-08-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-02-16
Déclaration de mise à jour courante	2013-03-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-02-25
Déclaration de mise à jour courante	2012-06-14
Déclaration annuelle 2011	2012-01-27
Déclaration annuelle 2010	2011-05-03
État et déclaration de renseignements 2009	2010-03-10
État et déclaration de renseignements 2008	2009-02-05
Déclaration modificative	2008-10-15
État et déclaration de renseignements 2007	2008-03-07
Certificat de modification	2008-02-05
État et déclaration de renseignements 2006	2007-03-15
Déclaration annuelle 2005	2006-03-03
Modification correction / Acte de régularisation	2005-06-30
Déclaration modificative	2005-05-25
Déclaration annuelle 2004	2005-01-14
Déclaration modificative	2004-07-26
Déclaration annuelle 2003	2003-12-03
Déclaration initiale	2003-05-26
Certificat de constitution	2002-12-03

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2002-11-28

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
RAMCOR CONSTRUCTION INC.		2002-11-28		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-19-008

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement Ville-Marie 800, boul. de Maisonneuve, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
21	**3**	**2019**	**15**	**4**	**2019**	

VMP-19-008-Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues locales et artérielles

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie	
Montant total avant taxes :	2 936 745,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	146 837,25 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	292 940,31 $
Montant total :	**3 376 522,56 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1161184792

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): RAMCOR CONSTRUCTION INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

8085 Champ d'Eau, St-Léonard, Montréal, Qc, H1P1Y1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514-329-4545	
GUY CORMIER , SECRETAIRE TRÉSORIER	Télécopieur :	514329-4818	
	Courriel :	info@ramcorconstruction.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	15	AVRIL	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

RÉPARTITION DES COÛTS POUR PROJET VMP-19-008 SOUMISSIONNÉS												
TRAVAUX	**BUDGET**	**SUBDIVISION**	**SOUS-TOTAL (avant taxes)**	**TPS**	**TVQ**	**TOTAL CONTRAT**	**% DU PROJET**	**CONTINGENCES (Taxes incluses)**	**FRAIS INCIDENTS (Contrôle laboratoire) (Taxes incluses)**	**FRAIS INCIDENTS (Autres) (Taxes incluses)**	**TOTAL FRAIS INCIDENT**	**TOTAL GDD**
RMT	PTI	Corporatif (74%)	1 332 372,83 $	66 618,64 $	132 904,19 $	1 531 895,67 $	45%	274 435,70 $	54 704,18 $	25 248,08 $	79 952,27 $	1 886 283,628 $
	PTI	Arrondissement (26%)	468 131,00 $	23 406,55 $	46 696,07 $	538 233,61 $	16%	96 423,35 $	19 220,39 $	8 870,95 $	28 091,34 $	662 748,302 $
TOTAL PTI			**1 800 503,83 $**	**90 025,19 $**	**179 600,26 $**	**2 070 129,28 $**	**61%**	**370 859,05 $**	**73 924,57 $**	**34 119,03 $**	**108 043,60 $**	**2 549 031,930 $**
Trottoir sur dépôts	Budget de fonctionnement		786 370,00 $	39 318,50 $	78 440,41 $	904 128,91 $	27%	135 619,34 $	27 033,45 $	12 476,98 $	39 510,43 $	1 079 258,677 $
TOTAL BUDGET FONCTIONNEMENT			**786 370,00 $**	**39 318,50 $**	**78 440,41 $**	**904 128,91 $**	**27%**	**135 619,34 $**	**27 033,45 $**	**12 476,98 $**	**39 510,43 $**	**1 079 258,68 $**
Fosses d'arbre	Déminéralisation - Prog. aide Ville-Marie		349 871,17 $	17 493,56 $	34 899,65 $	402 264,38 $	12%					402 264,378 $
TOTAL BUDGET DÉMINÉRALISATION			**349 871,17 $**	**17 493,56 $**	**34 899,65 $**	**402 264,38 $**	**12%**					**402 264,378 $**
TOTAL VMP-19-008			2 936 745,00 $	146 837,25 $	292 940,31 $	3 376 522,56 $	100%	506 478,38 $	100 958,02 $	46 596,01 $	147 554,04 $	4 030 554,98 $

N° de dossier : 1195382010

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Ramcor Construction Inc.	123726

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Budget de fonctionnement

Source 3 Autre

► Préciser la source "Autre":

Déminéralisation - Programme aide Ville-Marie

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le coût du contrat à octroyer est de 3 376 522,56 $ (Incluant les taxes).
Le coût du budget prévisionnelle de contingence de 15% (506 478,38$)
Le coût du budget prévisionnelle pour les frais incidents "contrôle laboratoire" (100 958,02$)
Le coût du budget prévisionnelle pour les frais incidents "les utilités publiques" (46 586,01$)
Le coût total : 4 030 554,98$

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		2 549 031,94 $						**2 549 031,94 $**
Montant-Source 2		1 079 258,68 $						**1 079 258,68 $**
Montant-Source 3		402 264,38 $						**402 264,38 $**
Total	**0,00 $**	**4 030 555,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**4 030 555,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	04	juin	2019	Date de fin :	31	octobre	2019

Formulaire complété par : Restrepo, Alejandro

Prénom, nom

Date et heure système : 24 avril 2019 11:26:45

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382010

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

  "Autoriser une dépense maximale de 4 030 554.98 $ pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie;

  Accorder, à cette fin, un contrat à Ramcor construction inc. soit au prix total approximatif de 3 376 522,56 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges; (Appel d'offres public VMP-19-008 - 2 soumissionnaires);

  Autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 506 478,38 $;

  Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de : 147 554,04 $."

- Nous attestons que le présent dossier n'est pas certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38 ***et nécessite une intervention du Service des finances*** .

Information budgétaire PTI de Ville-Marie (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55832 Surplus PTI 2018

Sous-projet: 1955832020 - Corpo.

2019	2020	2021	Total
1 722,0			1 722,0

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
605,0			605,0

Imputation

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737090 PRR 2019-Corpo_Travaux de reconstruction de trottoirs_VMP-19-008

2019	2020	2021	Total
1 722,0			1 722,0

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737100 PRR 2019-Arrond._Travaux de reconstruction de trottoirs_VMP-19-008

2019	2020	2021	Total
605,0			605,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé :

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
4 030 554,98 $	3 680 433,93 $	3 376 522,56 $	3 083 215,15 $

Financement PTI

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 1 722 428,38 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 605 177,54 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
1 531 895,67 $ 1 398 824,93 $ **Corpo - Contrat**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	57201	000000	0000	178847	000000	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
274 435,70 $ 250 596,37 $ **Corpo - Contingences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	57201	000000	0000	178847	028057	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
79 952,27 $ 73 007,08 $ **Corpo - Incidences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	54301	000000	0000	178847	028058	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
538 233,61 $ 491 479,03 $ **Arrond - Contrat**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03103	57201	000000	0000	178848	000000	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
96 423,35 $ 88 047,37 $ **Arrond - Contingences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03103	57201	000000	0000	178848	028057	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
28 091,34 $ 25 651,14 $ **Arrond - Incidences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03103	54301	000000	0000	178848	028058	17030	00000

Financement trottoirs sur dépôts - budget de fonctionnement

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 904 128,90 $ Crédits (Net ristourne): 825 590,20 $ **BF - Contrat**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306188	03103	54590	000000	0000	000000	028068	00000	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 135 619,34 $ Crédits (Net ristourne): 123 838,53 $ **BF - Contingences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306188	03103	54590	000000	0000	000000	028068	00000	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 39 510,43 $ Crédits (Net ristourne): 36 078,29 $ **BF - Incidences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306188	03103	54590	000000	0000	000000	028068	00000	00000

Financement déminéralisation

Cette portion de la dépense est financée au PTI du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-royal.

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 402 264,38 $ Crédits (Net ristourne): 367 321,00 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717072	801550	07165	54507	000000	0000	178785	000000	99000	00000

- Les virements requis seront effectués suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél.: 514 872-2661
Date: **2019-04-23**

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1195382010

Taux taxes 2019: 1,0951303727

No d'engagement 2018 : CC95382010

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

13-048 Réfection du réseau routier local, réfection de rue collectrices locales

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7713048.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	1 886 283,64 $	1 722 428,38 $	1 722 430 $

Imputation

Travaux de réfection routière

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713048.801550.03103.57201.000000.0000.178847.000000.17030.00000	1 531 895,67 $	1 398 824,93 $	1 398 825 $
Contingences	6101.7713048.801550.03103.57201.000000.0000.178847.028057.17030.00000	274 435,70 $	250 596,37 $	250 597 $
Incidences	6101.7713048.801550.03103.54301.000000.0000.178847.028058.17030.00000	79 952,27 $	73 007,08 $	73 008 $

Total :	1 886 283,64 $	1 722 428,38 $	1 722 430,00 $

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1195382010

Le budget de la dépense sera disponible lors du report du budget PTI 2018. Le report du budget de compétence Corpo pour Ville-Marie est suffisant. Le présent dossier est conditionnel à l'acceptation du report du budget PTI 2018 au PTI 2019-2021 par le conseil municipal:

Informations budgétaires

L'objet du présent dossier nécessite un virement administratif comme suit :

Provenance:

Projet : 55832 Surplus PTI 2018

Sous-projet : 1955832020 Corpo

1 722 430 $

Imputation

Projet : 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet : 1955737090 PRR 2019-Corpo-Travaux de reconstruction de trottoirs

1 722 430 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195382013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 139 157,38 $ pour des services professionnels pour la conception des plans, des devis et du suivi pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019, conformément à l'entente-cadre 1197493 avec Axor Experts-Conseils inc.

D'autoriser une dépense maximale de 139 157,38 $ pour l'obtention de services professionnels afin de réaliser la conception des plans, des devis et du suivi d'appel d'offres pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019 conformément à l'entente-cadre 1197493 avec la firme Axor Experts-Conseils inc.
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-29 10:02

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195382013**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 139 157,38 $ pour des services professionnels pour la conception des plans, des devis et du suivi pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019, conformément à l'entente-cadre 1197493 avec Axor Experts-Conseils inc.

CONTENU

CONTEXTE

À l'été 2018, l'Arrondissement de Ville-Marie a approché le consultant Axor Experts-Conseils inc., afin de guider l'équipe interne dans la conception du projet de reconstruction de trottoir avec saillies. Au cours de ce premier mandat, l'Arrondissement a demandé au consultant de faire des travaux supplémentaires à l'offre de service initiale afin de livrer des travaux de meilleure qualité aux citoyens.

Il a été demandé de procéder aux travaux suivants :

- revoir complètement les rampes pour handicapés (RPH);
- faire le relevé du marquage existant;
- modifier la géométrie de certains saillies;
- ajouter le remplacement d'entrée de service en plomb;
- relever additionnel en période hivernale;
- relance de l'appel d'offres publics.

Le présent dossier vise à faire autoriser la dépense maximale de 139 157,38 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution du conseil d'agglomération CG17 0094 le 30 mars 2017 ententes-cadres de services professionnels avec Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 16-15643 (7 soum.)

DESCRIPTION

L'arrondissement souhaite implanter des saillies afin de réduire le temps de traversée des piétons, d'apaiser la circulation et d'offrir plus de sécurité aux jeunes et moins jeunes au pourtour des écoles de l'arrondissement, elles embellissent les coins de rue et rendent l'environnement plus vert. Par conséquent, la Division de la voirie sollicite les services

professionnels du consultant Axor Experts-Conseils, via l'entente d'achat contractuelle 1197493, entente-cadre 16-15643-3-035.

La Division de la voirie a déjà effectué les démarches auprès du Service des infrastructures du réseau routier (SIVT) afin de faire autoriser les sommes nécessaires à la réalisation du projet.

JUSTIFICATION

Entre 2000 et 2014, le nombre de blessés aux intersections où ont été implantées des saillies de trottoir a diminué de 23 % pour les piétons et de 54 % pour les occupants de véhicule, selon les résultats d'une étude publiés par la Direction régionale de la santé publique (DSP) de Montréal. L'Arrondissement de Ville-Marie souhaite implanter plus de 59 saillies de trottoir pour l'année 2019, toutefois, l'équipe interne ne suffisant pas à la tâche, la Division de la voirie doit retenir les services professionnels d'un consultant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un contrat a été accordé à Axor Experts-Conseils inc. au montant de 79 996,05 $ à l'intérieur de l'entente cadre no 1198493 (Bon de commande 1301618) conformément à la délégation de pouvoir de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009)
Afin de relancer l'appel d'offres VMP-19-011 et effectuer des modifications aux plans et devis, une dépense supplémentaire de 59 161,33 $ est nécessaire augmentant la dépense totale 139 157,38 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les saillies de trottoir aident à réduire les îlots de chaleur, à verdir l'espace public et à détourner les eaux de ruissellement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Agent technique

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-04-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195382013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense totale de 139 157,38 $ pour des services professionnels pour la conception des plans, des devis et du suivi pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019, conformément à l'entente-cadre 1197493 avec Axor Experts-Conseils inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195382013.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-26

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382013

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'autoriser une dépense maximale de 139 157,38 $ pour l'obtention de services professionnels afin de réaliser la conception des plans, des devis et du suivi d'appel d'offres pour le projet de reconstruction de trottoir avec saillies pour l'année de réalisation 2019 conformément à l'entente-cadre 1197493 avec la firme Axor Experts-Conseils inc."

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55832 Surplus PTI 2018

Sous-projet: 1955832020 - Corpo.

2019	2020	2021	Total
32,0			32,0

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
95,0			95,0

Imputation

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737160 Construction de saillies_corpo_ Services professionnels et techniques

2019	2020	2021	Total
32,0			32,0

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737150 Construction de saillies_arron_ Services professionnels et techniques

2019	2020	2021	Total
95,0			95,0

Information comptable (Montants en dollars)

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 31 767,31 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713025	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 95 301,92 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3812182	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation :

Dépenses (taxes incluses):
34 789,35 $

Crédits (Net ristourne):
31 767,31 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713025	801550	03103	54301	000000	0000	176591	000000	17030	00000

Imputation :

Dépenses (taxes incluses):
104 368,03 $

Crédits (Net ristourne):
95 301,92 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3812182	801550	03103	54301	000000	0000	176586	000000	17030	00000

- Les montants ci-dessus concernent la totalité du contrat, soit 139 157,38 $ (taxes incluses). Toutefois, un montant de 79 996,05 $ a deja été accordé à cette firme pour ces travaux, en vertu de l'entente cadre 1197493 et conformément à la délégation de pouvoir de l'arrondissement de Ville-Marie.

  Les virements de crédits relatifs à la demande supplémentaire seront effectués suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-04-26**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195382009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de service professionnel à IGF axiom inc. de 367 023,20 $. pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximal de 403 725,51 $ (appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 403 725,51 $ pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie;
D'accorder, à cette fin, un contrat à IGF axiom inc. soit au prix total approximatif de 367 023,20 $ (taxes incluses), conformément au cahier des charges; (Appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire);

Autoriser un budget prévisionnelle de contingence d'un montant de 36 702,32 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-29 14:08

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195382009**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de service professionnel à IGF axiom inc. de 367 023,20 $. pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximal de 403 725,51 $ (appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) procéderont pour l'année 2019 à un programme de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement.
Dans le contexte d'accroissement du nombre de chantiers, et dans l'optique que la Direction des travaux publics souhaite exercer une surveillance et un contrôle adéquat de ses chantiers compte tenu que les ressources à l'interne sont limitées, la Division de la voirie de l'arrondissement de Ville-Marie requiert des services professionnels afin de la soutenir dans ses activités de gestion et de surveillance des travaux.

Les trois chantiers qui seront à surveiller par la firme seront :

1. - « Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie» désigné ci-après par « Contrat VMP-19-009 » ;
2. - « Travaux de reconstruction de trottoirs avec saillies » désigné ci-après par « Contrat VMP-19-011 »;
3. - « Travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie» désigné ci-après par « Contrat VMP-19-008 ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1160615005 - CM16 1452 adoptée le 20 décembre 2016 par le conseil municipal - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.
GDD 1171097005 - CM17 1251 adoptée le 25 septembre 2017 par le conseil municipal - Accepter, en vertu de l'article 85, 2e alinéa, de la Charte de la Ville de Montréal, l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge la planification, la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de deux saillies de trottoir dans l'Avenue des

Pins.

GDD 1184657005 - CA18 240350 adoptée le 12 juin 2018 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018.

GDD 1194657002 - CA19 240098 adoptée le 12 mars 2019 - D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.

GDD 1195382001 - CA19 240166 adoptée le 9 avril 2019 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Les services professionnels d'une firme de génie-conseil formant une équipe multidisciplinaire s'assurera de la surveillance des différents projets que la Direction des travaux publics doit exécuter pendant l'année 2019. Les services professionnels requis serviront à effectuer les tâches suivantes : inspection sur le terrain, vérification des quantités prévues, vérification des documents techniques, vérification des listes de points, vérification des planches de signalisations, surveillance et gestion des travaux des différents contrats.
La surveillance des projets de construction 2019, permettra de s'assurer du respect des normes, des règlements et des règles de l'art afin d'améliorer le réseau routier de l'arrondissement de Ville-Marie pour les années ultérieures.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public, VMP-19-007, pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues a été lancé le 21 mars 2019 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres).

- Sept (7) entreprises se sont procuré les documents de soumission.
- Les entreprises ont eu un délai de 26 jours afin de soumissionner.
- Aucun addenda n'a été publié.
- Une (1) entreprise a déposé une soumission le 15 avril à 11 heures.
- Une (1) entreprise s'est désistée, car son carnet des commandes est complet.

Voici la liste des soumissionnaires ainsi que les montants de leurs soumissions :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
IGF axiom Inc.	367 023,20 $	36 702,32 $	403 725,52 $

Dernière estimation réalisée ($)	400 965,00 $	40 096,50 $	441 061,50 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			403 725,52 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			0,00%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			0,00 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-37 335,98 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-8,47 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			

La soumission reçue est conforme aux documents d'appels d'offres.

Suite à l'analyse des documents du soumissionnaire, la soumission s'élève à un montant de 367 023,20 $ (taxes incluses). (Ce montant a été corrigé suite à une erreur de taxe.)

L'écart entre l'estimation faite à l'interne par les professionnels de la division des travaux et le soumissionnaire conforme est de moins de 9 % ce qui est acceptable.

L'analyse d'admissibilité a été faite le 17 avril 2019 par un comité de sélection. Ces validations ont montré que :

- IGF axion inc, à réussi sont évaluation avec une note de 78,5 % selon le comité d'évaluation.
- IGF axiom inc, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreinte de la régie du bâtiment du Québec.
- IGF axiom inc, ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)
- IGF axiom inc, a une autorisation de contracter de l'AMF
- IGF axiom inc, et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait pas partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à IGF axiom inc, au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 367 023,20 $ (taxes incluses).

Le coût du budget prévisionnel de contingence de 10 % (36 702,32 $).

Le coût total : 403 725,52 $

Résumé des sources de financements des différents intervenants :

1. La Surveillance du PRR Local 2019, le PCPR Local 2019, le PRCPR Local 2019, le PAR 2019 et les saillies seront assumés entièrement par le service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la mobilité (SUM).
- (SUM) - Surveillance du contrat PRR 2019 - 172 027,97 $ (incluant les taxes et contingences).
- (SUM) - Surveillance du contrat des saillies 2019 - 55 275,63 $ (incluant les taxes et contingences).

1. La Surveillance des RMT / Trottoir sur dépôt ainsi que le PRR 2019 arrondissement seront assumés entièrement par l'arrondissement de Ville-Marie.
- (PTI- Ville-Marie) - Surveillance du contrat des RMT - 140 349,64 $ (incluant les taxes et contingences)
- (BF - Ville-Marie) - Trottoir sur dépôt 2019 - 36 072,28$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de services professionnels permettra d'offrir une surveillance continue de tous nos travaux et d'éviter des délais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En collaboration avec la division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie, une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période sera définie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CA de mai 2019, début des travaux vers le début juin 2019, fin des travaux vers la fin novembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéfan GALOPIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 23 avril 2019
Stéfan GALOPIN, 18 avril 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Ingénieur

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-18

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-04-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195382009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de service professionnel à IGF axiom inc. de 367 023,20 $. pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximal de 403 725,51 $ (appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire)

VMP-19-007_PV_Signé.pdf

VMP-19-007 - Aspect financier.pdf

Avis_Devoir_2019-03-21.pdf

VMP-19-007_Comité - Évaluation_pointage final.pdf

IGF_Axiom_SommairePrix_AR.pdf

VMP-19-007-Répartition des coûts.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Ingénieur

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1195382009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de service professionnel à IGF axiom inc. de 367 023,20 $. pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximal de 403 725,51 $ (appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1195382009-Information comptable.pdf

GDD 1195382009_report PTI-Information comptable.pdf

1195382009 SUM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-3087

Co-auteure:Fanny Lalonde-Gosselin
Préposée au budget
514-872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-29

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétarie
Tél : 514 872-1054

Division : Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195382009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de service professionnel à IGF axiom inc. de 367 023,20 $. pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximal de 403 725,51 $ (appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195382009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



VMP-19-007_Convention_IGF.doc

Ville-Marie
Montréal

Acquisition de services professionnels pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-19-007

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 15 avril 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 21 mars 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Julie Roy, préposée à la gestion des contrats, de monsieur Yann Bouchard, agent(e) technique en ingénierie municipale et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

S'agissant de soumissions relatives à la fourniture de services professionnels dont le prix soumis doit, à cette étape, demeurer confidentiel selon la loi, seules les informations qui suivent concernant les soumissionnaires sont déclarées à haute voix :

Soumissionnaires
IGF Axiom inc. 1147455431

Julie Roy 2019-04-15
Julie Roy date
Préposée à la gestion des contrats

Jacinthe Meilleur 2019.04.15
Jacinthe Meilleur date
Analyste de dossiers

Josée Kenny 2019-04-15
Josée Kenny date
Analyste de dossiers

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382009

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur			Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	IGF Axiom inc.			273150

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI L'arrondissement de Ville-Marie

Source 2 Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la mobilité (SUM)

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le coût total du contrat à octroyer est de 367 023 $ $ (taxes incluses).
Le coût du budget prévisionnel de contingence de 10% (36 702,32$).
Le coût total : 403 725,32$
(SUM) - Surveillance du contrat PRR 2019 - 172 027,97$ (incluant les taxes et contingences)
(SUM) - Surveillance du contrat des saillies 2019 - 50 250,57$ (incluant les taxes et contingences)
(PTI) - Surveillance du contrat des RMT/Trottoir sur dépot 2019 et PRR arrondissement - 176 421,91$ (incluant les taxes et

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		176 421,91 $						**176 421,91 $**
Montant-Source 2		227 303,60 $						**227 303,60 $**
Total	**0,00 $**	**403 725,51 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**403 725,51 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	04	juin	2019	Date de fin :	31	octobre	2019

Formulaire complété par : Restrepo, Alejandro
Prénom, nom

Date et heure système : 18 avril 2019 13:31:16

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **11 h** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : VMP-19-007 Acquisition de services professionnels pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'ouverture : 15 avril 2019

Dépôt de garantie : aucune

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du **21 mars 2019** par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Renseignements :
vm-appedoffres@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 21 mars 2019

Le Secrétaire d'arrondissement
Domenico Zambito, avocat

VMP-19-007 - Services professionnels surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe de travail 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
IGF Axiom inc.	4,50	12,00	20,67	16,33	25,00	78,50	367 023,20 $*	3,50	1
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	

Comité	
Date	mercredi 17-04-2019
Heure	16 h 00
Lieu	800 De Maisonneuve est, 20e étage Salle Quartier du musée

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Julie Roy , préposée à la gestion des contrats

Julie Roy

17-04-2019

* Montant corrigé dû à une erreur de calcul de taxe

Montréal

Arrondissement Ville-Marie **Bureau d'accès** **800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage** **Montréal (Québec) H2L 4L8**	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° VMP-19-007 services professionnels

Acquisition de services professionnels pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie soumission

Description	
Montant de la proposition	319 220,00 $
SOUS-TOTAL	319 220,00 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	15 961,00 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	~~31 914,02~~ $ 31 842,19 $
TOTAL :	~~367 095,02~~ $ 367 023,20 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

IGF axiom inc.

Adresse
4125, Autoroute des Laurentides

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Laval	H7L 5W5	514-645-3443	450-688-9879

Nom de la personne responsable (en majuscules)

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	12	04	2019

18-04-2019

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

Stéphanie Boivin
Commissaire à l'assermentation pour le Québec
225905

ORIGINAL

RÉPARTITION DES COÛTS POUR SERVICES PROFESSIONNELS EN SURVEILLANCE DE TRAVAUX VMP-19-007								
BUDGET	**SUBDIVISION**	**SOUS-TOTAL (Avant taxes)**	**TPS**	**TVQ**	**TOTAL CONTRAT**	**% DU PROJET**	**CONTINGENCES (Taxes incluses)**	**TOTAL GDD**
PTI SUM (SIVT)	PRR Local	5 338,89 $	266,94 $	532,55 $	6 138,38 $	2%	613,84 $	6 752,22 $
	PCPR Local	85 866,19 $	4 293,31 $	8 565,15 $	98 724,65 $	27%	9 872,46 $	108 597,11 $
	PRCPR Local	7 413,64 $	370,68 $	739,51 $	8 523,83 $	2%	852,38 $	9 376,21 $
	Artériel	37 401,35 $	1 870,07 $	3 730,78 $	43 002,20 $	12%	4 300,22 $	47 302,42 $
TOTAL PTI - PRR SUM		**136 020,06 $**	**6 801,00 $**	**13 568,00 $**	**156 389,07 $**	**43%**	**15 638,91 $**	**172 027,97 $**
PTI SUM (SIVT)	Saillie	43 705,65 $	2 185,28 $	4 359,64 $	50 250,57 $	14%	5 025,06 $	55 275,63 $
TOTAL PTI - Saillies SUM		**43 705,65 $**	**2 185,28 $**	**4 359,64 $**	**50 250,57 $**	**14%**	**5 025,06 $**	**55 275,63 $**
PTI Arrondissement	Corporatif (59%)	45 678,75 $	2 283,94 $	4 556,46 $	52 519,14 $	14%	5 251,91 $	57 771,06 $
	Arrondissement (41%)	65 293,70 $	3 264,69 $	6 513,05 $	75 071,43 $	20%	7 507,14 $	82 578,58 $
TOTAL PTI - ARRONDISSEMENT		**110 972,45 $**	**5 548,62 $**	**11 069,50 $**	**127 590,58 $**	**35%**	**12 759,06 $**	**140 349,64 $**
Budget fonctionnement		28 521,84 $	1 426,09 $	2 845,05 $	32 792,98 $	9%	3 279,30 $	36 072,28 $
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT - Arrondissement		**28 521,84 $**	**1 426,09 $**	**2 845,05 $**	**32 792,98 $**	**9%**	**3 279,30 $**	**36 072,28 $**
TOTAL VMP-19-007		**319 220,00 $**	**15 961,00 $**	**31 842,20 $**	**367 023,20 $**	**86%**	**36 702,32 $**	**403 725,51 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382009

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

  "Autoriser une dépense maximale de 403 725,51 $ pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie;

  Accorder, à cette fin, un contrat à IGF axiom inc. soit au prix total approximatif de 367 023,20 $ (taxes incluses), conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-007 - 1 soumissionnaire);

  Autoriser un budget prévisionnelle de contingence d'un montant de 36 702,32 $."

- La portion de la dépense assumée par l'arrondissement de Ville-Marie s'élève à 176 421,91 $. L'autre portion de la dépense au montant de 227 303,61 $ sera assumée par le Service de l'urbanisme et de la mobilité.

- Nous attestons que le présent dossier n'est pas certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38 **et *nécessite une intervention du Service des finances*** .

Information budgétaire PTI de Ville-Marie (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55832 Surplus PTI 2018

Sous-projet: 1955832020 - Corpo.

2019	2020	2021	Total
53,0			53,0

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
75,0			75,0

Imputation

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737070 PRR 2019-Corpo_Serv prof. Surveillance des travaux_VMP-19-007

2019	2020	2021	Total
53,0			53,0

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737080 PRR 2019-Arrond._Serv prof. Surveillance des travaux_VMP-19-007

2019	2020	2021	Total
75,0			75,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé :

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
176 421,91 $	161 096,72 $	160 383,56 $	146 451,57 $

Financement PTI

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 52 752,67 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 75 405,25 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3815244	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
52 519,14 $ 47 956,98 $ Corpo - Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	54301	000000	0000	178845	000000	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
5 251,91 $ 4 795,69 $ Corpo - Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	54301	000000	0000	178845	028057	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
75 071,43 $ 68 550,22 $ Arrond - Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3815244	801550	03103	54301	000000	0000	178846	000000	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
7 507,15 $ 6 855,03 $ Arrond - Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3815244	801550	03103	54301	000000	0000	178846	028057	17030	00000

Financement budget de fonctionnement - portion trottoirs sur dépôts

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
32 792,98 $ 29 944,36 $ BF - Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306188	03103	54590	000000	0000	000000	028068	00000	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
3 279,30 $ 2 994,44 $ BF - Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306188	03103	54590	000000	0000	000000	028068	00000	00000

- Les virements requis seront effectués suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-04-24**

Convention - Services professionnels - Planification et surveillance de travaux/Programme de réfection routière (P.R.R.)

Date de création : 2001-05-11 **Date de modification :** 2018-09-11

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal QC H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement);

ci-après appelée la « Ville »

ET :

IGF Axiom inc, société de service d'ingénierie intégrée ayant sa principale place d'affaires au 4125 aut. Des Laurentides, Laval (Québec) H7L5W5 Canada, représentée par Alexandre Beaupré, ing., M,ing.. déclarant lui-même être associé(e) et être expressément autorisé(e) par ses coassociés, à agir aux fins des présentes;

ci-après appelé(e) le « Contractant »

Numéro d'inscription T.P.S. : 1415 57819 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1019 494132 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application :**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Définitions :**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.2.1 **« Directrice » :**

la Directrice du Service des travaux publics et de l'environnement de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.2.2 **« Ingénieur » :**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.2.3 **« Patron » :**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.2.4 **« Personnel auxiliaire » :**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.2.5 **« Personnel de soutien » :**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.2.6 **« Projet » :**

Les travaux de surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autres travaux connexes sur différentes rues de la Ville;

1.2.7 **« Annexe A » :**

Les termes de référence pour services professionnels en date du 21 mars 2019 relatifs au Projet, inscrits au cahier des charges VMP-19-007;

1.2.8 **« Annexe B » :**

L'offre de services, en date du 15 avril 2019 présentée par le Contractant;

1.2.9 **« Annexe C » :**

Taux horaires maximums.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les y annexer physiquement, à effectuer et à réaliser la coordination, le soutien technique, la planification et la surveillance relatifs aux travaux de surveillance des travaux de réfection routière de différentes rue de l'arrondissement de Ville-Marie et autres travaux connexes sur différentes rues de la Ville, dans le cadre du programme

de réfection routière (2019). Ces services comprennent la préparation de tout rapport d'expertise jugé pertinent par la Directrice.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A, B et C qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte des Annexes A et C prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par la Directrice et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, en conformité de l'échéancier spécifié à l'Annexe A, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite de la Ville;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par la Ville, ses officiers ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services prévus aux présentes; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des appareils, matériaux ou services qui pourraient être utilisés dans la construction des ouvrages qui seront exécutés dans les limites de la présente convention; toutefois, la seule possession de moins de un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, le cas échéant, à ses frais, un exemplaire de tous les plans approuvés des ouvrages sur un film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm, et sur support informatique réalisé avec le logiciel AutoCad;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences de la Ville; s'assurer de respecter l'échéancier de la Ville pour la remise, le cas échéant, des plans, devis et autres documents;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet et le transmettre à la Directrice selon les modalités qu'elle lui indique;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre à la Directrice selon les modalités qu'elle lui indique, notamment un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de chantier décrivant la progression des travaux, les défauts ou manquements constatés et ses interventions pour les faire corriger; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux et mis, en tout temps, à la disposition de la Directrice sur demande de celle-ci;

5.15 fournir par écrit à la Ville la liste du personnel qui sera affecté aux différentes étapes du Projet avec la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun des membres de celui-ci;

5.16 fournir par écrit à la Ville, et ce, dès le début du Projet, le nom du patron de même que celui du chargé de Projet;

5.17 collaborer au respect du calendrier des travaux, lors de l'exécution de ceux-ci en chantier, par sa coopération et par la célérité de ses services;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit de la Directrice;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte, dans sa facturation, uniquement des dépenses telles que définies, réellement encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention, et ce, sans frais supplémentaires.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

6.1 fournir une copie reproductible des plans et profils des rues ou sections de rues relatifs à la présente convention, si requis;

6.2 fournir, sur demande du Contractant, les informations disponibles quant à l'évaluation des chaussées lorsque, dans les cas spéciaux, ces informations sont requises pour compléter les observations visuelles;

6.3 fournir au Contractant tous les renseignements, autorisations, approbations, instructions nécessaires à la réalisation de la présente convention et ceci dans les meilleurs délais possibles.

ARTICLE 7
SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre les divers services professionnels décrits ci-après :

7.1 Études préliminaires

7.1.1 visite des rues couvertes par la présente convention;

7.1.2 rencontre avec les représentants des services de la Ville impliqués dans les travaux;

7.1.3 coordination et planification des travaux.

7.2 Services durant la construction

Les services durant la construction comprennent :

7.2.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.2.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitant considération sans visite au chantier;

7.2.1.2 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.2.1.3 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec la Ville;

7.2.1.4 la recommandation quant à l'acceptation des travaux;

7.2.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de l'enveloppe budgétaire.

7.2.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.2.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.2.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.2.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.2.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.2.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.2.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finale;

7.2.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.2.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et final selon les formulaires de la Ville;

7.2.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.2.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.2..2.11 prendre, sur demande, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.2.2.12 procéder, sur demande, à l'enregistrement vidéo des travaux, sous forme de parcours, tenir en tout temps ces enregistrements à la disposition de la Directrice sur demande de celle-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux;

7.2.2.13 fournir un exemplaire des plans tels que construits sur un film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel AutoCad;

7.2.2.14 s'assurer que le coût des travaux réalisés demeure à l'intérieur du montant prévu au contrat accordé à l'entrepreneur;

Il est à noter que les services de contrôle qualitatif sont fournis par le Laboratoire de la Ville. Toutefois, il est de la responsabilité du Contractant de s'assurer de la qualité des matériaux choisis et des méthodes de travail employées.

7.2.2.15 transmettre à la Directrice, selon les modalités que lui indique cette dernière, les rapports de surveillance de chantier;

7.3 Services complémentaires

7.3.1 Avec l'autorisation préalable et écrite de la Directrice, le Contractant pourra retenir les services de tout autre spécialiste pour des essais et rapports sur les sols ou les matériaux, des actes de contrôle qualitatif nécessitant plus qu'une inspection visuelle, ou pour tout autre travail pour lequel il est usuel d'avoir recours à des gens hors de son cabinet.

7.3.2 Les frais encourus pour ces services seront cependant puisés à même la somme maximale prévue à l'article 9 (Honoraires).

7.4 Services supplémentaires

7.4.1 Tous autres services requis par écrit par la Directrice aux fins du Projet.

7.4.2 Les frais encourus pour ces services seront cependant puisés à même la somme maximale prévue à l'article 9 (Honoraires).

ARTICLE 8
QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), incluant le patron, devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable de la Directrice, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9
HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale de trois cent dix-neuf mille deux cent vingt) dollars (319 220,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

ARTICLE 10
CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire et se conformera aux critères suivants :

10.1 Méthode horaire :

10.1.1 Les taux horaires maximums sont fixés à l'Annexe C de la présente convention.

10.1.2 La méthode horaire comporte le paiement du temps d'utilisation des membres du personnel du Contractant appelés à travailler directement à la réalisation du Projet, à l'exclusion des services du personnel de secrétariat et du personnel de bureau.

Seul le temps affecté à la dactylographie des devis définitifs et des rapports techniques directement reliés au Projet est rémunéré, et ce, sur la base du taux horaire du personnel auxiliaire.

10.1.3 Les modalités d'application de la méthode horaire sont les suivantes :

10.1.3.1 Le personnel affecté au travail et sa qualification pour fins de rémunération, doivent avoir été acceptés par écrit, par la Directrice, avant le début de la prestation des services.

10.1.3.2 Le taux horaire de base, pour le personnel du Contractant autre que le patron, est établi en fonction du salaire annuel de base qui lui est effectivement versé, divisé par 1 730; ce taux ne peut excéder les taux horaires maximums établis à l'Annexe C, selon la classification à laquelle appartient le personnel concerné.

Le taux horaire de base ainsi établi est majoré d'un pourcentage de 150 % pour tenir compte des frais directs, indirects et du profit.

Malgré l'alinéa précédent, le pourcentage de majoration applicable au taux horaire de base est de 120 % pour le personnel professionnel affecté à la surveillance du chantier en permanence et de 75 % pour le personnel de soutien ou auxiliaire.

10.1.3.3 Le taux horaire du patron établi à l'Annexe C est un taux horaire fixe, déjà majoré, fixé selon la classification à laquelle il appartient. Aux fins de la rémunération, il n'est admis qu'un seul patron.

Le nombre d'heures payables pour du temps de patron ne doit pas, sans l'autorisation écrite de la Directrice, excéder 10 % des

heures que le personnel professionnel et technique consacre au Projet.

10.1.3.4 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas est celui correspondant à cette dernière classification.

10.1.3.5 Un professionnel, autre qu'un ingénieur, qui fait partie du personnel du Contractant et dont la participation au Projet est approuvée par la Directrice, est rémunéré au même taux horaire qu'un ingénieur.

10.1.4 Le Contractant doit enregistrer quotidiennement le nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à chaque Projet et l'utilisation qui en a été faite par son personnel.

10.1.5 Le temps supplémentaire n'est pas remboursable; la rémunération des heures supplémentaires excédant la semaine normale de travail est calculée au taux horaire établi pour les heures normales de travail en conformité avec les dispositions de la présente convention.

10.2 Dépenses admissibles :

Seules les dépenses suivantes préalablement autorisées par écrit, par la Directrice, sont admissibles aux fins du Projet et remboursées par la Ville, dans la mesure fixée par la Directrice et selon les conditions ci-après décrites :

10.2.1 l'impression des plans et devis selon les taux approuvés par la Ville;

10.2.2 les frais de voyage autorisés, conformément aux directives de la Ville;

10.2.3 les services de soutien technique que le Contractant se procure à l'extérieur de son étude, après autorisation, y compris la main d'œuvre non technique, les taux devant être conformes à tout décret, convention collective ou loi applicables;

10.2.4 l'engagement d'experts-consultants dûment autorisés, sur présentation de pièces justificatives;

10.2.5 les frais d'utilisation d'automobile sans excéder 0,30 $ par kilomètre.

10.3 Dépenses non remboursables :

Pour plus ample précision et sans limiter la généralité de l'article 10.2, ne sont pas remboursables les dépenses suivantes :

10.3.1 les frais de représentation;

10.3.2 les frais de repas;

10.3.3 les dépenses de services de messagerie et de communication (téléphone, télex, fax, cellulaire, affranchissement, etc.);

10.3.4 les dépenses reliées à l'usage d'ordinateurs, de logiciels ou de traçage de plans;

10.3.5 les dépenses relatives aux appareils de mesure et d'enregistrement et à l'équipement semblable;

10.3.6 les dépenses relatives à l'équipement de sécurité et de protection du personnel.

10.4 Taxes :

La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11
MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

La Directrice pourra vérifier ces pièces et registres relatifs auxdites dépenses et au temps qui est calculé selon la méthode horaire. Cette vérification devra être effectuée à un moment convenant aux deux (2) parties, durant les heures d'affaires au bureau du Contractant, et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

11.6 Pour fins de contrôle et de planification, le Contractant devra représenter graphiquement l'évolution réelle des dépenses et des travaux vis-à-vis l'évolution projetée de ceux-ci.

ARTICLE 12
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

12.1.1 un million de dollars (1 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 un million de dollars (1 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande de la Directrice, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désignée comme coassuré du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13
ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET/RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire

continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14
SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : M^{e} Dominico Zambito
Secrétaire d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie
800, Boul. de Maisonneuve Est, 17 étages
Montréal, Québec, H2L 4L8

Le Contractant : Alexandre Beaupré, ing., M.ing.
IGF Axiom inc.
4125 aut. Des Laurentides, Laval (Qébec) H7L5W5 Canada

ARTICLE 17
CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

_____
M^e^ Dominico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

IGF Axiom inc.

_____
Alexandre Beaupré,ing., M.ing.

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie, de la Ville de Montréal, le 7 e jour de mai 2019 (Dossier Décisionnel : 1195382009 Résolution CA19 240____)

ANNEXE A

(Voir DAO / cahier des charges VMP-19-007)

ANNEXE B

(Voir offre de services **IGF Axiom inc** Soumission du 15 avril 2019)

ANNEXE C
TAUX HORAIRES

TAUX HORAIRES CLASSIFICATION	EXPÉRIENCE	MAXIMUMS
INGÉNIEURS		
- Chargé de Projet	Note 1	39,95 $
- Senior	10 à 15 ans	35,80 $
- Intermédiaire	5 à 10 ans	33,25 $
- Junior	0 à 5 ans	24,15 $
TECHNICIENS/DESSINATEURS		
- Principal	15 ans et plus	32,95 $
- Senior	10 à 15 ans	25,95 $
- Intermédiaire	5 à 10 ans	20,00 $
- Junior	0 à 5 ans	17,25 $
PATRON Note 2	TAUX HORAIRE FIXE	
	15 ans et plus	99,85 $
	10 à 15 ans	89,50 $
	5 à 10 ans	83,10 $
	0 à 5 ans	60,40 $
PERSONNEL AUXILIAIRE		14,75 $
PERSONNEL DE SOUTIEN		14,75 $

Note 1 : Le taux horaire applicable à cette classification est réservé à l'ingénieur chargé de Projet qui exécute des tâches engageant à un très haut degré la responsabilité du Contractant et caractérisées par un très fort contenu technique. Cet ingénieur assume normalement la coordination et la gestion d'une ou de plusieurs spécialités offertes par le Contractant. Ces tâches sont habituellement confiées à des professionnels ayant au moins 15 ans d'expérience.

Note 2 : Le taux horaire fixe pour le patron est déjà majoré.

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1195382009

Taux taxes 2019: 1,0951303727

No d'engagement 2019 : CC95382009

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

13-048 Réfection du réseau routier local, réfection de rues collectrices locales

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7713048.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	57 771,05 $	52 752,67 $	52 753 $

Imputation

Travaux de réfection routière

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713048.801550.03103.54301.000000.0000.178845.000000.17030.00000	52 519,14 $	47 956,98 $	47 957 $
Contingences	6101.7713048.801550.03103.54301.000000.0000.178845.028057.17030.00000	5 251,91 $	4 795,69 $	4 796 $

Total :	57 771,05 $	52 752,67 $	52 753,00 $

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1195382009

Le budget de la dépense sera disponible lors du report du budget PTI 2018. Le report du budget de compétence Corpo pour Ville-Marie est suffisant. Le présent dossier est conditionnel à l'acceptation du report du budget PTI 2018 au PTI 2019-2021 par le conseil municipal:

Informations budgétaires

L'objet du présent dossier nécessite un virement administratif comme suit :

Provenance:

Projet : 55832 Surplus PTI 2018

Sous-projet : 1955832020 Corpo

52 753 $

Imputation

Projet : 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet : 1955737070 PRR 2019-Corpo_Services prof. Surveillance travaux

52 753 $

NO GDD : 1195382009

Taux 2019: 1,0951303727

No d'engagement CC95382009

Ce financement implique une dépense nette à la charge de contribuables de: **157 084,47 $**

Provenances

Programme de réfection des rues locales (PRR local)		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 18-044	6101.7718044.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	172 027,97 $	157 084,47 $	157 086,00 $
Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 15-032	6101.7715032.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	55 275,62 $	50 474,01 $	50 475,00 $
Total imputations		**227 303,59 $**	**207 558,48 $**	**207 561,00 $**

Imputations

PRR VM 2019-Surveillance des travaux de voiries-IGF Axiom inc		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat chaussée	6101.7718044.802701.03103.54301.000000.0000.179024.000000.17025.00000	156 389,06 $	142 804,06 $	142 805 $
Contingences chaussée	6101.7718044.802701.03103.54301.000000.0000.179024.070008.17025.00000	15 638,91 $	14 280,41 $	14 281 $
Contrat trottoirs	6101.7715032.802701.03107.54301.000000.0000.179044.000000.17030.00000	50 250,57 $	45 885,47 $	45 886 $
Contingences trottoirs	6101.7715032.802701.03107.54301.000000.0000.179044.070008.17030.00000	5 025,05 $	4 588,54 $	4 589 $
Total imputations		**227 303,59 $**	**207 558,48 $**	**207 561,00 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jean-François Rondou Téléphone : 514-868-3837
Service/Arrondissement :

Période : Année : Description de l'écriture :

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0,00**	**0,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1194951004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 334 174,84 $, taxes incluses, à Sodem inc. pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense maximale de 401 011,01 $ (appel d'offres public 19-17442 - 6 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 367 592,32 $ pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart, du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 (appel d'offres public 19-17442 - 5 soumissionnaires conformes);
D'accorder, à cette fin, un contrat à Sodem inc., plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 334 174,84 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 33 417,48 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-30 14:40

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194951004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 334 174,84 $, taxes incluses, à Sodem inc. pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense maximale de 401 011,01 $ (appel d'offres public 19-17442 - 6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre Jean-Claude Malépart a été inauguré en 1996 et depuis, l'arrondissement de Ville-Marie avait mandaté de gré à gré un organisme à but non lucratif afin d'en assurer la gestion et l'opération. Bien ancré au cœur du quartier Sainte-Marie, le centre permet à la population d'avoir accès à différents espaces de loisirs afin de partager des expériences positives, où la vie de quartier peut se vivre au rythme de la famille.
L'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi 155, modifie les règles d'octroi de contrat, et l'arrondissement doit maintenant aller en appel d'offres public pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart. Un appel d'offres public a donc été lancé le 6 mars dernier afin de trouver un mandataire pour assurer la gestion du centre Jean-Claude Malépart, incluant la gestion et l'opération des installations aquatiques pour une durée de 18 mois, soit entre le 1er juillet 2019 et le 31 décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O

DESCRIPTION

Le mandat de l'adjudicataire est d'assurer la gestion du Centre Jean-Claude Malépart, incluant la gestion et l'opération de la piscine du centre Jean-Claude-Malépart. Plus spécifiquement :
1. Gestion du centre Jean-Claude-Malépart

- Accueillir, informer, diriger et référer les usagers du Centre,
- Établir l'horaire d'utilisation des locaux, selon la programmation des divers partenaires, et en assurer le respect,
- Préparer les salles selon la disposition et le matériel requis,
- Favoriser le bon déroulement des activités à l'intérieur du Centre,
- Accueillir les organismes et les écoles du quartier selon les besoins et la disponibilité des locaux,
- Procéder à la location des espaces disponibles;

- Veiller au respect des règlements touchant tant la propreté que la sécurité des lieux,
- Dispenser les premiers soins au besoin.

2. Gestion et l'opération des installations aquatiques

- Accueillir et faire la gestion de l'installation;
- Surveiller les plans d'eau;
- Assurer une programmation d'activités aquatiques;
- Entretenir les équipements électromécaniques et de filtration de la piscine;
- Effectuer l'entretien sanitaire de la plage, des vestiaires et des équipements aquatiques;
- Peut procéder à la location des bassins

Le tout tel que stipulé dans les documents d'appel d'offres, plus précisément dans le devis technique.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public a été publié dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir le 6 mars 2019. 3 addendas ont été émis pour répondre aux questions des soumissionnaires et un addenda a été émis pour informer du report de la date d'ouverture des soumissions et de de la date de modification de la période de visite des lieux . L'appel d'offres est resté sur le marché 35 jours. Suite à l'entrée en vigueur de la Loi 155 en avril 2018, les services compris dans l'**Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne** dont la valeur **est égale ou supérieure à 365 700 $** doivent faire l'objet d'un appel d'offres public.

Loi sur les cités et villes :

Article 573. *1. Ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques faite par annonce dans un journal, s'il comporte une dépense égale ou supérieure au seuil décrété par le ministre.*

Loi 155 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec

Paragraphe 3° *qui, lorsqu'il s'agit d'un contrat d'approvisionnement ou d'un contrat pour la fourniture de services énumérés au paragraphe 2.3° du premier alinéa de l'article 573.3 qui comporte une dépense égale ou supérieure au plafond décrété par le ministre, sont présentées par des entrepreneurs ou des fournisseurs qui ont un établissement situé au Canada ou dans un des territoires d'application de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et qui sont mentionnés dans le système électronique d'appel d'offres approuvé par le gouvernement;*

Dans le cadre de ce processus d'appel d'offres public, au total 10 fournisseurs se sont procurés les documents d'appel d'offres via SÉAO et six (6) ont déposé une soumission. Il y a donc eu 4 désistements dont les raisons seront évoquées dans la fiche d'intervention du Service de l'approvisionnement.

L'ouverture des soumissions, prévue initialement le 9 avril 2019 a donc été repoussée au 11 avril 2019 et s'en est suivi l'analyse de conformité.

Suite à cette analyse, seulement 5 soumissionnaires ont été jugés conformes.

L'entreprise Sports Montréal Inc. n'a pas été jugée conforme administrativement puisque le bordereau de prix était disponible sur la même clé USB que les documents qui concernaient l'offre alors qu'il aurait dû se trouver uniquement dans une enveloppe cachetée, prévue à cet effet.

Le comité de sélection a donc évalué les 5 offres le 29 avril 2019.

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (contingences) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Sodem inc.	75,50	3,46	334 175,84 $	33 417,58 $	367 593,42 $
Camp sportmax inc.	85,7	2,42	520 301,23 $	52 030,12 $	572 331,35 $
Conception et gestion intégrées inc.	83,5	1,99	619 140,38 $	61 914,04 $	681 054,42 $
Corporation du centre Jean-Claude Malépart	75,5	1,29	893 068,31 $	89 306,83 $	982 375,14 $
Service de sauveteurs Q.N. inc.	66,0				
Dernière estimation réalisée ($)			709 155,45 $	70 915,55 $	780 071,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					-412 477,57 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					-58,16%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($)					204 737,93 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)					55,70%

Suite à la nouvelle législation, c'est la première fois que nous octroyons ce contrat la sous forme d'appel d'offres et qu'il a été difficile de faire l'exercice d'estimation au prix du marché. Par ailleurs, nous prévoyons une contingence de 10 % étant donné le grand écart entre la dernière estimation réalisée et la valeur du contrat de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel qu'inscrit dans le document en pièce jointe de ce dossier décisionnel.

Le coût du contrat à octroyer est de 334 174,84 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (10 %) est de 33 417,48 $, incluant les taxes.

Le coût total du contrat est évalué a 367 592,32 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement d'un milieu de vie sain et de qualité pour l'ensemble de la collectivité de l’arrondissement de Ville-Marie est au cœur de l'intervention de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Le centre Jean-Claude Malépart permet la cohabitation de différents acteurs du milieu et assure la mise en œuvre d'une gamme de

services et d'activités culturelles, de loisirs, sportives et sociales favorisant une cohabitation harmonieuse entre les résidents et les clientèles marginales tout en encourageant la participation citoyenne. La vie de quartier souffrirait énormément si l'arrondissement fermerait les portes de ce centre communautaire. Il est donc primordiale de trouver un gestionnaire qui saura assurer une continuité des services présentement offerts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 7 mai 2019
1ère rencontre préparatoire avec l'adjudicataire / visite des lieux / inventaire du matériel: le 9 ou 10 mai 2019
Formation du personnel de l'adjudicataire pour le logiciel Ludik 13 mai au 28 juin 2019
Entrée en poste de l'adjudicataire : 1er juillet 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-29

Josée POIRIER
Chef de division

Tél :	514 868-5133	**Tél :**	514 872-1769
Télécop. :		**Télécop. :**	514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Pour
Maryse Bouchard
Directeur(trice) - cult., sp., lois. dev.soc
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-04-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1194951004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un contrat de 334 174,84 $, taxes incluses, à Sodem inc. pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense maximale de 401 011,01 $ (appel d'offres public 19-17442 - 6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17442 PV.pdf 19-17442_DetCah.pdf

19-17442_Tableau Résultats Comité de sélection.pdf 19-17442_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-30

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	19-17442
Titre de l'appel d'offres	A52 - Acquisition de services de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart
Mode d'adjudication	Système de pondération - Double enveloppe
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	SODEM inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1142830182
Adresse du soumissionnaire	2099, boul. Fernand-Lafontaine, Longueuil, Québec, J4J 2G4

Note : Ce document doit être versé dans l'« Enveloppe B - Offre financière ».

Numéro d'article	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	**Services de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart**	290 650,00 $	14 532,50 $	28 992,34 $	334 174,84 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	19-17442
Titre de l'appel d'offres	A52 - Acquisition de services de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart
Mode d'adjudication	Système de pondération - Double enveloppe
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	SODEM inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1142830182
Adresse du soumissionnaire	2099, boul. Fernand-Lafontaine, Longueuil, Québec, J4J 2G4

Note : Ce document doit être versé dans l'« Enveloppe B - Offre financière ».

Numéro d'article	Description	Prix forfaitaire pour 18 mois/ Montant total (avant taxes)
1	**Acquisition de service de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart selon les documents d'appel d'offres**	290 650,00 - $
	Montant total (avant taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire	- $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP19 0223

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 11 avril 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe
Mme Nathalie Pelletier, agente de bureau principale – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 19-17442

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 - Acquisition de services de gestion et d'opération pour le centre Jean-Claude Malépart » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires

CAMP SPORTMAX INC.
101, rue Gaston-Dumoulin, bureau 102
Blainville (Québec) J7C 6B4

(Cautionnement de 15 000 $)

CONCEPTION ET GESTION INTÉGRÉES INC.
85, rue Saint-Paul Ouest, bureau 300
Montréal (Québec) H2Y 3V4

(Cautionnement de 15 000 $)

CORPORTATION DU CENTE JEAN-CLAUDE-MALÉPART
2633, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H2K 1W8

(Traite bancaire de 15 000 $)

SERVICE DE SAUVETEURS Q.N. INC.
3178, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1X 1R4

(Cautionnement de 15 000 $)

SODEM INC.
2099, boulevard Fernand-Lafontaine
Longueuil (Québec) J4G 2J4

(Cautionnement de 15 000 $)

SPORTS MONTRÉAL INC.
1000, avenue Émile-Journault
Montréal (Québec) H2M 2E7

(Cautionnement de 15 000 $)

.../2

SP19 0223/2

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 6 mars et le 3 avril 2019 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 6 et 29 mars 2019 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Guillaume Bélanger
Agent de bureau – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17442
Numéro de référence : 1243883
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52 - Acquisition de services de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Association sportive et communautaire du Centre Sud 2093, rue de la Visitation Montréal, QC, h2l3c9 http://asccs.qc.ca NEQ :	Monsieur José Rebelo Téléphone : 514 522-2246 Télécopieur : 514 522-6702	**Commande : (1565340)** 2019-03-21 12 h 18 **Transmission :** 2019-03-21 12 h 18	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Conception & Gestion Intégrées Inc. 85 rue Saint-Paul 300 Montréal, QC, H2y 3v4 NEQ : 1161044608	Monsieur Olivier Perron-Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1569790)** 2019-03-29 10 h 02 **Transmission :** 2019-03-29 10 h 02	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-29 10 h 02 - Téléchargement 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart 2633 Rue Ontario Est Montréal, QC, H2K1W8 NEQ : 1145116761	Madame Emilie Houle Téléphone : 514 521-6884 Télécopieur :	**Commande : (1556401)** 2019-03-06 11 h 35 **Transmission :** 2019-03-06 11 h 35	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 28 - Courriel 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ENTRETIEN DSM 320 edgewood Rosemère, QC, j7a3s6 NEQ : 1143624410	Monsieur MARTIN RIOUX Téléphone : 514 827-6516 Télécopieur : 450 430-8873	**Commande : (1558221)** 2019-03-08 18 h 52 **Transmission :** 2019-03-08 18 h 52	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 28 - Courriel 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Domisa Inc 900 industriel #140 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, j3b 8j4	Monsieur Dominique Brasseur Téléphone	**Commande : (1566088)** 2019-03-22 11 h 32	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 28 - Courriel

	NEQ : 1140563538	: 450 358-6651 Télécopieur :	**Transmission :** 2019-03-22 11 h 32	3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Sodem inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 NEQ : 1142830182	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 514 527-9546 Télécopieur : 450 646-9832	**Commande : (1557505)** 2019-03-07 16 h 26 **Transmission :** 2019-03-07 16 h 26	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 28 - Courriel 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Piscines PLPS Inc. 715 rue Saint-Aubin Montréal, QC, H4M2J7 NEQ : 1170776026	Monsieur Vincent-Pierre Fullerton Téléphone : 514 922-6694 Télécopieur :	**Commande : (1557096)** 2019-03-07 10 h 41 **Transmission :** 2019-03-07 10 h 41	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 28 - Courriel 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 -

				Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Service de sauveteurs inc. 3178 chemin Ste-foy Québec, QC, G1X1R4 NEQ : 1160078896	Monsieur Stéphane Joly Téléphone : 418 687-4047 Télécopieur : 418 780-3714	**Commande : (1556431)** 2019-03-06 11 h 53 **Transmission :** 2019-03-06 11 h 53	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 29 - Télécopie 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 38 - Télécopie 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Télécopie 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 16 h 10 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	SPORTMAX inc. 101 Gaston-Dumoulin suite 102 Blainville, QC, J7C 6B4 https://sportmax.ca NEQ : 1173970279	Madame Marie-Josée Aubin Téléphone : 450 434-2207 Télécopieur :	**Commande : (1561169)** 2019-03-14 13 h 33 **Transmission :** 2019-03-14 13 h 33	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 28 - Courriel 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sports Montreal 1000 avenue Émile-Journault Montréal, QC, H2M2E7 http://www.sportsmontreal.com NEQ : 1142085910	Madame Caroline Pujol Téléphone : 514 872-7177 Télécopieur : 514 872-9626	**Commande : (1560681)** 2019-03-13 21 h 09 **Transmission :** 2019-03-13 21 h 09	3095234 - 19-17442 Addenda #1 2019-03-27 15 h 28 - Courriel 3097326 - 19-17442 Addenda #2 2019-03-29 13 h 37 - Courriel 3097573 - 19-17442 Addenda #3 - Report de date 2019-03-29 15 h 27 - Courriel 3100552 - 19-17442 Addenda #4 2019-04-03 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec

À propos
À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

© 2003-2019 Tous droits réservés

19-17442 - A52 - Acquisition de services de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart.

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise - de la firme et des travaux semblables 10%	Expérience et expertise - du directeur et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Camp Sportmax inc.	4,00	7,33	26,67	22,67	8,67	16,33	85,7	520 301,23 $	2,42	**2**
Conception et gestion intégrées inc.	4,33	8,00	22,00	21,17	9,33	18,67	83,5	619 140,38 $	1,99	**3**
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart	3,17	8,00	21,00	20,67	6,67	16,00	75,5	893 068,31 $	1,29	**4**
Service de sauveteurs Q.N. inc.	3,00	6,67	19,33	17,00	6,00	14,00	66,0			**Non conforme**
Sodem inc.	3,50	7,67	22,00	17,00	9,67	15,67	75,5	334 174,84 $	3,46	**1**

Agent d'approvisionnement	Francesca Raby

Comité

Date	lundi 29-04-2019
Heure	**9 h 00**
Lieu	**255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400**

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17442 — No du GDD : 1194951004

Titre de l'appel d'offres : A52 - Acquisition de services de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 3 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 9 - 4 - 2019

Ouverture faite le : 11 - 4 - 2019

Date du comité de sélection : 29 - 4 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 3 - 4 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 60

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Sports Montréal inc.	Administratif
Service de sauveteurs Q.N. inc.	N'a pas obtenu le pointage interimaire minimum de 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 8 - 2019

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes		Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Camp Sportmax inc.	**Note : 2,42**	520,301.23 $		
Conception et gestion intégrées inc.	**Note : 1,99**	619,140.38 $		
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart	**Note : 1,29**	893,068.31 $		
Sodem inc.	**Note : 3,46**	334,174.84 $	√	

Information additionnelle

Les quatre (4) raisons de désistement sont les suivantes : (1) le projet ne se situe pas dans notre secteur d'activités, (1) nous n'avons pas eu le tmeps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué, (1) votre demande nous apparaît restrictive sur certains points et (1) pas de réponse malgré la relance.

Préparé par : Francesca Raby — Le 29 - 4 - 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194951004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un contrat de 334 174,84 $, taxes incluses, à Sodem inc. pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense maximale de 401 011,01 $ (appel d'offres public 19-17442 - 6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194951004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-30

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194951004

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Sodem inc.	116302

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		134 783,85 $	232 808,47 $					**367 592,32 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 18

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	juillet	2019	Date de fin :	31	décembre	2020

Formulaire complété par : Valérie Leduc

Prénom, nom

Date et heure système : 30 avril 2019 10:13:36

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194951004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense maximale de 367 592,32 $ $ pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart, du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020;

Accorder, à cette fin, un contrat à Sodem inc. soit au prix total approximatif de 334 174,84 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public 19-17442 - 5 soumissionnaires conformes);

Autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 33 417,48 $ taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 367 592,32 $

		2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Contrat		122 530,77 $	211 644,07 $					**334 174,84 $**
Contingences		12 253,08 $	21 164,40 $					**33 417,48 $**
Total		**134 783,85 $**	**232 808,47 $**					**367 592,32 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 335 660,78 $

		2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		111 886,93 $	193 259,24 $					**305 146,17 $**
Contingences		11 188,69 $	19 325,92 $					**30 514,61 $**
Total		**123 075,62 $**	**212 585,16 $**					**335 660,78 $**

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Contrat 305 146,17 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306125	07123	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Contingences 30 514,61 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306125	07123	54590	000000	0000	000000	028057	00000	00000

- Les crédits pour 2019 sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM94951004.
- Les crédits requis pour l'année 2020 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-04-30**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195382011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. de 4 984 523,12 $ taxes incluses pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (PRR) pour 2019 et autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ (appel d'offres public VMP-19-009 – 3 soumissionnaires)

Autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41$ pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie ;
Accorder, à cette fin, un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro Inc. soit au prix total de 4 984 523,12$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-009 - 3 soumissionnaires);

Autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 996 904,62 $;

Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de 358 885,66 $.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-01 14:53

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195382011**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. de 4 984 523,12 $ taxes incluses pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (PRR) pour 2019 et autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ (appel d'offres public VMP-19-009 – 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux du présent dossier font partie du programme de réfection routière pour l'année 2019 de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1378: d'accepter, pour une période de trois ans (2019-2021), les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie dans des rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .
1174657004 -CA17 240484 adoptée le 12 septembre 2017 par le conseil d'arrondissement - D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de deux saillies sur l'avenue Des Pins.

1194657001 -CA19 240097 adoptée le 12 mars 2019 par le conseil d'arrondissement: D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.

1195382001 -CA19 240166 adoptée le 9 avril 2019 par le conseil d'arrondissement: D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Ce projet se compose comme suit :

PRR local 2019 : travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là où requis;

PCPR local 2019 : travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là où requis;

PRCPR local 2019: travaux de planage de rive et de pavage;

PRR artériel 2019 : travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là où requis, travaux de construction de saillies;

Saillies des Pins 2019: travaux de construction de deux saillies sur l'avenue des Pins (Académie Michèle Provost);

PRR arrondissement : travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là où requis, travaux de reconstruction de ruelles.

Ce projet permettra d'améliorer le réseau routier des rues locales, rues artérielles et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie et d'assurer son maintien à un niveau acceptable pour les années ultérieures. La construction de saillies vise à réduire la longueur de traversées piétonnes et à rehausser la visibilité générale. Elles permettent aussi de modifier le comportement des automobilistes en réduisant la vitesse et d'améliorer ainsi l'environnement pour les résidents et les piétons.

La liste des rues se trouve en pièce-jointe.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public VMP-19-009 pour les travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019 a été lancé le 28 mars par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres). L'ouverture des soumissions a e le 23 avril 2019 à 11 heures.

- Huit (8) entreprises se sont procurées les documents de soumission;
- Les entreprises ont eu un délai de 27 jours afin de soumissionner;
- Trois (3) addenda ont été publié, dont une modifiant le prix de l'estimation à baisse et une qui a reportée la date d'ouverture;
- Trois (3) entreprises ont déposé des soumissions le 23 avril à 11 heures.

Prendre note que suite à un erreur de formule dans les documents Excel les montants ont dû ê corrigé, voir Procès-verbal (PV), sans modifier l'ordre des soumissionnaires.

Voici la liste des soumissionnaires ainsi que les montants corrigés de leurs soumissions :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUS
VMP-19-009 |104280 - Les Entrepreneurs Bucaro Inc.	4 984 523 $	996 905 $	5 981 428 $
VMP-19-009 |338030 - De Sousa	5 906 481 $	1 181 296 $	7 087 777 $
VMP-19-009 | 330015 - Pavages Métropolitain inc.	6 042 924 $	1 208 585 $	7 251 509 $
Dernière estimation réalisée ($)	4 991 075 $	1 012 454 $	6 003 529 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	6 773 571,37
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	13,24%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	1 270 081 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	21,23%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-22 101 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-0,37%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	1 106 350 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	18,50%

Toutes les soumissions reçues sont conformes aux documents d'appels d'offres.

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme es
Entrepreneurs Bucaro Inc. avec un montant de 4 984 523,12$ $.

L'écart entre l'estimation faite par la firme de génie conseil mandaté pour effectuer les plans et
et le plus bas soumissionnaire conforme est de moins de 1%, ce qui est acceptable.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 23 avril 2019. Ces validations ont montré que :

- Les Entrepreneurs Bucaro Inc, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreinte de la régie du bâtiment du Québec;
- Les Entrepreneurs Bucaro Inc, ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Les Entrepreneurs Bucaro Inc, a une autorisation de contracter de l'AMF;
- Les Entrepreneurs Bucaro Inc, et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait pas partie de la liste des personnes qui doivent être décla non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à Les Entrepreneurs Bucaro Inc, au mo de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer est de 4 984 523,12 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (20 %) est de 996 904,62$, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents ''contrôle laboratoire'' est de 149 535,69 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents ''utilités publiques'' est de 209 349,97 $, incluant les taxes.

Le coût total du projet est évalué à 6 340 313,41$

Résumé des sources de financement :

- PTI Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) : 5 230 537,52$

PRR Local : 232 602,01$, soit une dépense de 212 396,64 $ net de ristourne, financée par le règlement d'emprunt 18-044.
PCPR Local : 2 179 341,39$, soit une dépense de 1 990 029,17$ net de ristourne, financée par le règlement d'emprunt 18-048.
PRCPR Local : 97 869,73$,soit une dépense de 89 368,11 $ net de ristourne, financée par le règlement d'emprunt 17-013.
PRR Artériel : 2 539 320,67$,soit une dépense de 2 318 738,24 $ net de ristourne, financée par le règlement d'emprunt 18-045.
Saillies des Pins: 181 403,71$, soit une dépense de 165 645,77 $ net de ristourne, financée par le règlement d'emprunt 15-032.

- PTI Direction des réseaux d'eau (DRE) : 459 292,47$

Remplacement d'entrée de service en plomb: 459 292,47$

- PTI Arrondissement: 650 483,42$

PRR ARRONDISSEMENT (Corporatif 100%) : 650 483,42$

LE PRR Local, le PCPR Local, le PRCPR Local, le PRR Artériel et les saillies des Pins seront entièrement assumés par la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM). La Direction des réseaux d'eau assumera les montants pour le remplacement des entrées de service en plomb. La portion assumée par la DRE du Service de l'eau, soit la dépense de 459 292.47 $ taxes incluses, représente un coût net de 419 39.26 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par le règlement d'emprunt **# 18-071**. L'Arrondissement assumera les montants pour le PRR Arrondissement et la répartion est de 100% corporatif.

Le tableau détaillé se trouve en pièce-jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux prévoient l'implantation et l'élargissement de certaines fosses d'arbres dont l'aménagement pourra contribuer au verdissement des rues de l'arrondissement. Cette action s'inscrit dans la priorité 2 du Plan de développement durable de Ville-Marie : « Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources ». Elle contribue, plus spécifiquement, à l'atteinte des cibles de l'action 4.1 qui porte sur la plantation d'arbres sur le domaine public

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas accordé pour le CA du mois de mai, une partie des travaux risque de ne pas être complétée en 2019 et le financement provenant de Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) risque de ne plus être disponible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier préliminaire est le suivant :

Début des travaux du contrat : Juin 2019

Fin des travaux du contrat : Octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévision de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Kathy DAVID, Service de l'eau
Stéfan GALOPIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Kathy DAVID, 1er mai 2019
Jean CARRIER, 30 avril 2019
Stéfan GALOPIN, 29 avril 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO
Agent technique

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-04-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195382011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. de 4 984 523,12 $ taxes incluses pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (PRR) pour 2019 et autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ (appel d'offres public VMP-19-009 – 3 soumissionnaires)

VMP-19-009_Répartition des coûts.pdf

VMP-19-009_Aspect financier_dossier 1195382011.pdf

VMP-19-009__SÉAO__Résultats ouverture.pdf VMP-19-009 - PV signé pdf.pdf

VMP-19-009_Les Entrepreneurs Bucaro_NEQ.pdf Bucaro AMF.pdf

Avis public_VMP-19-009_LeDevoir.pdf Avis public_VMP-19-009_LeDevoir - Report.pdf

VMP-19-009_Les Entrepreneurs Bucaro sommaire section A.pdf

VMP-19-009_Tableau_Travaux_2019.pdf

VMP-19-009_Analyse de conformité de soumission_signée.pdf

VMP-19-009_Les Entrepreneurs Bucaro_Sommaire section A corrigé.pdf

VMP-19-009_Liste rues remplacement entrées de service en plomb.pdf

VMP-19-009_Tableau aspects financiers GDD.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alejandro RESTREPO

Agent technique

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195382011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. de 4 984 523,12 $ taxes incluses pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (PRR) pour 2019 et autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ (appel d'offres public VMP-19-009 – 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1195382011 SUM.xls
GDD 1195382011-Information comptable.pdf
GDD 1195382011_report PTI-Information comptable.pdf
Info_comptable_DRE 1195382011.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteure : Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél. : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-01

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5597

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195382011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. de 4 984 523,12 $ taxes incluses pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie (PRR) pour 2019 et autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41 $ (appel d'offres public VMP-19-009 – 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195382011.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-29

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

RÉPARTITION DES COÛTS POUR LE PROJET VMP-19-009												
BUDGET	**SUBDIVISION**	**SOUS-TOTAL (Avant taxes)**	**TPS**	**TVQ**	**TOTAL CONTRAT**	**% DU PROJET**	**CONTINGENCES (Taxes incluses)**	**FRAIS INCIDENTS (Contrôle laboratoire) (Taxes incluses)**	**FRAIS INCIDENTS (Autres) (Taxes incluses)**	**TOTAL FRAIS INCIDENTS (Taxes incluses)**	**TOTAL PROJET**
PTI SUM	PRR Local	159 046,07 $	7 952,30 $	15 864,85 $	182 863,22 $	3,7%	36 572,64 $	5 485,90 $	7 680,26 $	13 166,15 $	232 602,01 $
	PCPR Local	1 490 166,30 $	74 508,32 $	148 644,09 $	1 713 318,70 $	34,4%	342 663,74 $	51 399,56 $	71 959,39 $	123 358,95 $	2 179 341,39 $
	PRCPR Local	66 920,30 $	3 346,02 $	6 675,30 $	76 941,61 $	1,5%	15 388,32 $	2 308,25 $	3 231,55 $	5 539,80 $	97 869,73 $
	PRR Artériel	1 736 309,01 $	86 815,45 $	173 196,82 $	1 996 321,28 $	40,1%	399 264,26 $	59 889,64 $	83 845,49 $	143 735,13 $	2 539 320,67 $
	Saillies des Pins	124 038,25 $	6 201,91 $	12 372,82 $	142 612,98 $	2,9%	28 522,60 $	4 278,39 $	5 989,75 $	10 268,13 $	181 403,71 $
TOTAL PTI SUM		**3 576 479,93 $**	**178 824,00 $**	**356 753,87 $**	**4 112 057,80 $**	**82,5%**	**822 411,56 $**	**123 361,73 $**	**172 706,43 $**	**296 068,16 $**	**5 230 537,52 $**
DRE entrée service en plomb		314 050,00 $	15 702,50 $	31 326,49 $	361 078,99 $	7,2%	72 215,80 $	10 832,37 $	15 165,32 $	25 997,69 $	459 292,47 $
TOTAL DRE		**314 050,00 $**	**15 702,50 $**	**31 326,49 $**	**361 078,99 $**	**7%**	**72 215,80 $**	**10 832,37 $**	**15 165,32 $**	**25 997,69 $**	**459 292,47 $**
PTI ARRONDISSEMENT	PRR arrondissement (corporatif 100%)	444 780,46 $	22 239,02 $	44 366,85 $	511 386,33 $	10,3%	102 277,27 $	15 341,59 $	21 478,23 $	36 819,82 $	650 483,42 $
TOTAL PTI DE L'ARRONDISSEMENT		**444 780,46 $**	**22 239,02 $**	**44 366,85 $**	**511 386,33 $**	**10,3%**	**102 277,27 $**	**15 341,59 $**	**21 478,23 $**	**36 819,82 $**	**650 483,42 $**
TOTAL		4 335 310,39 $	216 765,52 $	432 447,21 $	4 984 523,12 $	100%	996 904,62 $	149 535,69 $	209 349,97 $	358 885,66 $	6 340 313,41 $

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382011

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les Entrepreneurs Bucaro Inc.	104280

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 PTI

Source 3 PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

La première source est pour le PTI SUM incluant taxes, contingences et frais incidents.
La deuxième source est pour le PTI DRE, incluant les taxes, contingences et frais incidents.
La troisième source est pour le PTI Arrondissementincluant taxes, contingences et frais incidents.

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		5 230 537,52 $						**5 230 537,52 $**
Montant-Source 2		459 292,47 $						**459 292,47 $**
Montant-Source 3		650 483,42 $						**650 483,42 $**
Total	**0,00 $**	**6 340 313,41 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**6 340 313,41 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		juin	2019	Date de fin :		octobre	2019

Formulaire complété par : Restrepo, Alejandro
Prénom, nom

Date et heure système : 25 avril 2019 11:57:47

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-19-009
Numéro de référence : 1253043
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'Arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'Arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019
Date de fermeture de l'avis :	2019-04-23 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2019-04-23 12 h 02
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Domenico Zambito

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, (QC) CAN H1H 3L6	1144756336	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	4 990 388,57 $
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, (QC) CAN H7E1A1	1160862596	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	5 913 890,12 $
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, (QC) CAN J3Y6T1	1168058395	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	6 050 530,70 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Publier

© 2003-2019 Tous droits réservés

Ville-Marie
Montréal

Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019

VMP-19-009

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 23 avril 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 28 mars 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Nathalie Deret, agente de recherche, et en présence de madame Julie Roy, préposée à la gestion des contrats, de monsieur Yann Bouchard, agent(e) technique en ingénierie municipale et de madame France Guillemette, secrétaire de direction.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Les Entrepreneurs Bucaro inc. 1144756336	4 990 388,57 $
De Sousa. 1160862596	5 913 890,12 $
Pavage Métropolitain inc. 1168058395	6 050 530,70 $

Julie Roy 2019-04-23
Julie Roy — date
Préposée à la gestion des contrats

France Guillemette 2019-04-23
France Guillemette — date
Secrétaire de direction

19/04/23
Nathalie Deret — date
Agente de recherche

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2019-04-23 14:53:29

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1144756336
Nom	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.

Adresse du domicile

Adresse	10441 av. Balzac Montréal (Québec) H1H3L6 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-06-08
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-06-08
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	1967-05-01 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 1 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2019-03-28
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2018-02-09 2017
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2020-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2019-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

La personne morale a fait l'objet d'une continuation.

Loi applicable	
Date de la continuation ou autre transformation	1983-03-25

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	4216
Activité	Travaux d'asphaltage
Précisions (facultatives)	PLANAGE, PAVAGE, EXCAVATION

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	4224
Activité	Coulage et finition du béton
Précisions (facultatives)	AMÉNAGEMENT PAYSAGER

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 26 à 49

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire n'est pas majoritaire.

Nom	GESTION BUCARO INC.
Adresse	10441 av. Balzac Montréal (Québec) H1H3L6 Canada

Deuxième actionnaire

Nom de famille	BUCARO
Prénom	Andréa
Adresse	10441 av. Balzac Montréal (Québec) H1H3L6 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	BUCARO, ANDRÉA
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	10441 av. Balzac Montréal (Québec) H1H3L6 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2019-03-28
Déclaration de mise à jour courante	2019-03-27
Certificat de modification	2019-03-26

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-02-09
Déclaration de mise à jour courante	2017-09-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-04-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-03-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-04-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2014-04-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-04-15
Déclaration de mise à jour courante	2013-01-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-09-06
Déclaration de mise à jour courante	2012-07-16
Déclaration annuelle 2010	2011-05-26
État et déclaration de renseignements 2009	2010-06-03
Déclaration annuelle 2008	2009-05-22
Déclaration annuelle 2007	2009-02-20
Avis de défaut	2008-11-14
Déclaration annuelle 2006	2008-05-23
Déclaration modificative	2007-04-18
Déclaration annuelle 1995	2006-12-01
Déclaration modificative	2006-09-14
Certificat de modification	2006-09-14
Déclaration annuelle 2005	2005-11-17
Déclaration annuelle 2004	2004-11-11
Déclaration annuelle 2003	2003-11-03
Déclaration annuelle 2002	2002-09-27
Déclaration annuelle 2001	2001-10-23
Modification correction / Acte de régularisation	2001-09-05
Déclaration annuelle 2000	2000-10-31
Déclaration annuelle 1999	1999-09-21
Déclaration annuelle 1998	1998-10-29
Déclaration annuelle 1997	1997-11-26
Déclaration annuelle 1996	1996-11-19
Avis de défaut	1996-06-08
Modification correction / Acte de régularisation	1996-05-21
Déclaration modificative	1996-04-23
Déclaration d'immatriculation	1995-06-03

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2009-05-22

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.		1967-05-01		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
BUCARO		2007-04-18	2009-05-22	Antérieur
LES ENTREPRENEURS BUCARP INC.		1995-06-08	2007-04-18	Antérieur

Québec
© Gouvernement du Québec

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 28 février 2017

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
A/S MONSIEUR ANDREA BUCARO
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD (QC) H1H 3L6

N° de décision : 2017-CPSM-1012406
N° de client : 2700022178

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **10 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **11 h 00** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : VMP-19-009 Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019

Date d'ouverture : 15 avril 2019

Dépôt de garantie : Cautionnement de 10 %.

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du **28 mars 2019** par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Renseignements :
vm-appedoffres@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, 28 mars 2019

Le Secrétaire d'arrondissement
Domenico Zambito, avocat

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

VMP-19-009 – Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'Arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019

Suite à l'appel d'offres ci-haut mentionné publié dans Le Devoir le *28 mars 2019*, avis est par la présente donné que la date d'ouverture des soumissions est reportée au ***23 avril 2019***.

Les soumissions sont demandées et devront être reçues **avant 11 h** à la date ci-dessus, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8.

Montréal, 12 avril 2019

Le Secrétaire d'arrondissement
Domenico Zambito, avocat

Montréal

ORIGINAL

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-19-009
ADDENDA NO 3

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement de Ville-Marie 800 de Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
28	3	2019	15	4	2019	

Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'Arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'Arrondissement Ville-Marie pour l'année 2019 (PRR-PCPR-PRCPR)	
Montant total avant taxes :	4,340,411.89 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	217,020.59 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	432,956.09 $
Montant total :	**4,990,388.57 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144756336
Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Entrepreneurs Bucaro Inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

10441 Rue Balzac Mtl Nord H1H 3L6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514 325-7729		
Andrea Bucaro VP	Télécopieur : 514 325-7183		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année
	23	4	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Liste des projets 2019

Arrondissement de Ville-Marie

	Limites du projet			Intervention
	Rue	**De**	**A**	
PRR Local	Charlotte	Hotel-de-ville	De Bullion	Reconstruction de chaussée + trottoirs là où requis
PCPR Local	Argyle	Guy	Lucien-L'Allier	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Charlotte	De Bullion	Berger	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Sainte-Rose	De Champlain	Papineau	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Av. Mcgregor	Avenue des Pins	Sherbrooke	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Berger	Sainte-Catherine	Charlotte	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Lusignan	Saint-Antoine	Saint-Jacques	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Saint-Norbert	Hotel-de-ville	Saint-Dominique	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Tansley	De Lorimier	Dorion	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
PRCPR Local	Avenue des Érables	Disraeli	Ontario	Planage de rive et pavage
PRR Artériel	Chemin Barat	limite Ouest arron.	Atwater	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis + Remplacement des ESP
	De Bullion	René-Lévesque	Sainte-Catherine	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	De Rouen	Florian	Lim. Est Arrond.	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Hôtel-de-Ville	René-Lévesque	Sainte-Catherine	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Lambert-Closse	Maisonneuve	Sherbrooke	Planage et pavage + reconstruction de trottoirs là où requis
	Saint-Henri	Notre-Dame	Saint-Maurice	Reconstruction de chaussée + trottoirs là où requis
PRR Arrondissement	Ruelle 1255 de Bullion	Entre de Bullion	Et Hotel-de-Ville	Reconstruction de ruelles
	Ruelle 2051 Stanley	Entre Peel	Et Mackay	Reconstruction de ruelles

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	VMP-19-009
Titre d'AO :	Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement Ville-Marie
Date d'ouverture :	2019-04-23
Heure d'ouverture :	11h

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Les Entrepreneurs Bucaro
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	4 984 523,12 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	De Sousa
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	5 906 481,13 $
Dernière estimation :	4 991 075,14 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-0,13%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	18,50%
Nombre de soumissions déposées :	3

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les entrepreneurs Bucaro Inc.	4 984 523,12 $	Conforme	CONFORME	
2	De Sousa	5 906 481,13 $	Conforme	CONFORME	
3	Pavages Métropolitain inc.	6 042 924,14 $	Conforme	CONFORME	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Julie Roy — Date : 23 avril 2019

Vérifiée par : Alejandro Restrepo — Date : 25 Avril 2019

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :
Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement Ville-Marie pour l'année 2019

No D'APPEL D'OFFRES :
VMP-19-009

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):
4 984 523,12 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :
Les entrepreneurs Bucaro Inc.

No SEAO :

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :
1

Julie Roy, préposée à la gestion des contrats
(Nom et titre du responsable de la conformité)

25-04-2019
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

Alejandro Restrepo
(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER / QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			• Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐		Correction faite due à une erreur de formule dans le bordereau (item 5.6)	☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☐	☑	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			• Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐ -							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			• Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☑	☐									
			• Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☐						inscrit au REA (AMP)	☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			• Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise*											
			• Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☐	☑							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que défini dans les IAS)?	☑	☐									
			• Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			• Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
			Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)											

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
7	2236	2.11	• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			• Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			• Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la ListeRGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2241	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			• Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
9	2242	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			• Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2243	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			• Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
	14	1 / 5	**Visite supervisée des lieux**											

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	JAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
11	2.2.4	2.3. 2.3.	• Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			• La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			• Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			• La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			• Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.5	**Format**											
			• Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
		2.5.4 / 2.5.5	• Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

25-04-19
Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :
Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement Ville-Marie pour l'année 2019

No D'APPEL D'OFFRES :
VMP-19-009

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):
5 906 481,13 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :
De Sousa

No SEAO :

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :
2

Julie Roy, préposée à la gestion des contrats
(Nom et titre du responsable de la conformité)

25-04-19
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			• Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐		Correction faite due à une erreur de formule dans le bordereau (item 5.6)	☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☐	☑	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			• Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			• Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☑	☐									
			• Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☐						inscrit au REA (AMP)	☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			• Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*											
			• Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☐	☑							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			• Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			• Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
			Politique de gestion contractuelle											

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
7	2.3.6	2.11	• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			• Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			• Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			• Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
9	2.3.4.2	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			• Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.3.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			• Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
	1.4	1./5	**Visite supervisée des lieux**											

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
11	2.2.4	2.3. 2.3	• Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			• La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			• Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			• La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			• Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			• Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

25-04-19
Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :
Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement Ville-Marie pour l'année 2019

No D'APPEL D'OFFRES :
VMP-19-009

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):
6 042 924,14 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :
Pavages Métropolitain inc.

No SEAO :

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :
3

Julie Roy, préposée à la gestion des contrats
(Nom et titre du responsable de la conformité)

25-04-19
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

Alejandro Restrepo
(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER / QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			• Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐		Correction faite due à une erreur de formule dans le bordereau (item 5.6)	☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☐	☑	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			• Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			• Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☑	☐									
			• Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			• Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise*											
			• Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☐	☑							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			• Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			• Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
			Politique de gestion contractuelle											

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
7	2.2.3.6	2.11	• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			• Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			• Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
			Garantie de soumission											
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			• Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
8	2.2.4.1	2.9.1	o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire											
9	2.2.4.2	2.9.1.3	• Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			• Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
	1.4	1.1.5	**Visite supervisée des lieux**											

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
11	2.2.4	2.3 / 2.3	• Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2.2.4.6	2.5.1	**Formulaire**											
			• La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			• Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			• La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.0	3.2	**Consortium**											
			• Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			• Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

25-04-14
Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

Montréal

ORIGINAL

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-19-009
ADDENDA NO 3

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement de Ville-Marie 800 de Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
28	3	2019	15	4	2019	

Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'Arrondissement Ville-Marie pour l'année de réalisation 2019

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'Arrondissement Ville-Marie pour l'année 2019 (PRR-PCPR-PRCPR)	
Montant total avant taxes :	4 335 310,39 $ ~~4,340,411.89 $~~
Taxe sur les produits et services 5 % :	216 765,52 $ ~~217,020.59 $~~
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	432 447,21 $ ~~432,956.09 $~~
Montant total :	4 984 523,12 $ ~~4,990,388.57 $~~

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144756336
Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

25-04-2019

Je (Nous), soussigné(s): Les Entrepreneurs Bucaro Inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

10441 Rue Balzac Mtl Nord H1H 3L6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514 325-7729		
Andrea Bucaro VP	Télécopieur : 514 325-7183		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année
	23	4	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Liste des rues avec remplacement des entrées de service en plomb 2019

Arrondissement de Ville-Marie

	Limites du projet			Intervention
	Rue	De	A	
Rues remplacement ESP	Sainte-Rose	De Champlain	Papineau	Remplacement de cinq (5) ESP publics et privés
	Chemin Barat	Limite ouest de l'arrondissement de Ville-Marie	Atwater	Remplacement de huit (8) ESP publics
	Lusignan	Saint-Antoine	Saint-Jacques	Remplacement de trois (3) ESP privés

RÉPARTITON DES MONTANTS
VMP-19-009

PRR LOCAL			
Rubrique	Avant taxes	Txes incluses	Net ristourne
Réfection de chaussées	111 014,15	127 638,52	116 550,98
Réfection de trottoirs	48 031,92	55 224,70	50 427,51
Contingences (20%)	31 809,21	36 572,64	33 395,70
Total contrat	**190 855,28**	**219 435,86**	**200 374,19**
Incidences	11 451,32	13 166,15	12 022,45
Total dépense	**202 306,60**	**232 602,01**	**212 396,64**

PCPR LOCAL			
Rubrique	Avant taxes	Txes incluses	Net ristourne
Réfection de chaussées	947 745,76	1 089 670,69	995 014,58
Réfection de trottoirs	542 420,53	623 648,01	569 473,76
Contingences (20%)	298 033,26	342 663,74	312 897,67
Total contrat	**1 788 199,56**	**2 055 982,44**	**1 877 386,01**
Incidences	107 291,98	123 358,95	112 643,16
Total dépense	**1 895 491,53**	**2 179 341,39**	**1 990 029,17**

PRCPR LOCAL			
Rubrique	Avant taxes	Txes incluses	Net ristourne
Réfection de chaussées	66 920,30	76 941,61	70 257,95
Réfection de trottoirs	-	-	-
Contingences (20%)	13 384,06	15 388,32	14 051,59
Total contrat	**80 304,35**	**92 329,93**	**84 309,53**
Incidences	4 818,26	5 539,80	5 058,58
Total dépense	**85 122,62**	**97 869,73**	**89 368,11**

PRR ARTÉRIEL			
Rubrique	Avant taxes	Txes incluses	Net ristourne
Réfection de chaussées	1 234 515,70	1 419 384,43	1 296 087,17
Réfection de trottoirs	501 793,30	576 936,85	526 820,24
Contingences (20%)	347 261,80	399 264,26	364 581,49
Total contrat	**2 083 570,81**	**2 395 585,54**	**2 187 488,91**
Incidences	125 014,25	143 735,13	131 249,33
Total dépense	**2 208 585,06**	**2 539 320,67**	**2 318 738,24**

SAILLIES DES PINS			
Rubrique	Avant taxes	Txes incluses	Net ristourne
Réfection de chaussées	71 073,92	81 717,24	74 618,73
Réfection de trottoirs	52 964,33	60 895,74	55 605,93
Contingences (20%)	24 807,65	28 522,60	26 044,94
Total contrat	**148 845,91**	**171 135,58**	**156 269,60**
Incidences	8 930,75	10 268,13	9 376,17
Total dépense	**157 776,66**	**181 403,71**	**165 645,77**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382011

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense maximale de 6 340 313,41$ pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie ;

Accorder, à cette fin, un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro Inc. soit au prix total approximatif de 4 984 523,12$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-009 - 3 soumissionnaires);

Autoriser un budget prévisionnel de contingence d'un montant de 996 904,62 $;

Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de 358 885,66 $."

- La portion de la dépense assumée par l'arrondissement de Ville-Marie s'élève à 650 483,42 $. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité assumera une partie de la dépense au montant de 5 230 537,52 $ et la Direction des réseaux d'eau assumera une autre portion au montant de 459 292,47 $.

- Nous attestons que le présent dossier n'est pas certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38 **et *nécessite une intervention du Service des finances*** .

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55832 Surplus PTI 2018

Sous-projet: 1955832020 - Corpo.

2019	2020	2021	Total
594,0			594,0

Imputation

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1955737040 PRR 2019 Corpo Travaux de réfection de ruelles - VMP-19-009

2019	2020	2021	Total
594,0			594,0

Information comptable (Montants en dollars)

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 593 978,07 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

511 386,33 $ 466 963,88 $ **Contrat**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	57201	000000	0000	178388	000000	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

102 277,27 $ 93 392,78 $ **Contingences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	57201	000000	0000	178388	028057	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

36 819,82 $ 33 621,40 $ **Incidences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713048	801550	03103	54301	000000	0000	178388	028058	17025	00000

- Les virements requis seront effectués suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél.: 514 872-2
Date: **2019-04-26**

NO GDD : 1195382011

Taux 2019: 1,0951303727

No d'engagement CC95382011

Ce financement implique une dépense nette à la charge de contribuables de: **4 776 177,95 $**

Provenances

Programme de réfection des rues locales		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 18-044	6101.7718044.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	232 602,02 $	212 396,65 $	212 400 $
Programme complémentaire de planage-revêtement - Local		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 18-048	6101.7718048.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	2 179 341,39 $	1 990 029,17 $	1 990 031 $
Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement-Local		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-013	6101.7717013.802701.01909.57201.000000.0000.166504.000000.98001.00000	97 869,73 $	89 368,11 $	89 369 $
Programme de réfection d'artères		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 18-045	6101.7718045.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	2 539 320,67 $	2 318 738,24 $	2 318 743 $
Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 15-032	6101.7715032.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	181 403,72 $	165 645,78 $	165 647 $
Total provenances		**5 230 537,53 $**	**4 776 177,95 $**	**4 776 190 $**

Imputations

PRR-V-M-2019-Reconstruction de chaussées-plusieurs rues-Bucaro Inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat chaussée	6101.7718044.802701.03107.57201.000000.0000.179065.000000.17020.00000	127 638,52 $	116 550,98 $	116 551 $
Contingences chaussée	6101.7718044.802701.03107.57201.000000.0000.179065.070008.17020.00000	25 527,70 $	23 310,20 $	23 311 $
Contrat trottoirs	6101.7718044.802701.03107.57201.000000.0000.179066.000000.17030.00000	55 224,70 $	50 427,51 $	50 428 $
Contingences trottoirs	6101.7718044.802701.03107.57201.000000.0000.179066.070008.17030.00000	11 044,94 $	10 085,50 $	10 086 $
Incidences prof.	6101.7718044.802701.03107.54301.000000.0000.179067.070003.17020.00000	5 485,90 $	5 009,36 $	5 010 $
Incidences tech.	6101.7718044.802701.03107.54590.000000.0000.179067.070003.17020.00000	7 680,26 $	7 013,10 $	7 014 $
Sous-total		**232 602,02 $**	**212 396,65 $**	**212 400 $**
PCPR V-M 2019-Réfection chaussées-diverses rues-Bucaro Inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat chaussée	6101.7718048.802701.03103.57201.000000.0000.179068.000000.17025.00000	1 089 670,69 $	995 014,58 $	995 015 $
Contingences chaussée	6101.7718048.802701.03103.57201.000000.0000.179068.070008.17025.00000	217 934,14 $	199 002,92 $	199 003 $
Contrat trottoirs	6101.7718048.802701.03107.57201.000000.0000.179069.000000.17030.00000	623 648,01 $	569 473,76 $	569 474 $
Contingences trottoirs	6101.7718048.802701.03107.57201.000000.0000.179069.070008.17030.00000	124 729,60 $	113 894,75 $	113 895 $
Incidences prof.	6101.7718048.802701.03103.54301.000000.0000.179070.070003.17025.00000	51 399,56 $	46 934,65 $	46 935 $
Incidences tech.	6101.7718048.802701.03103.54590.000000.0000.179070.070003.17025.00000	71 959,39 $	65 708,51 $	65 709 $
Sous-total		**2 179 341,39 $**	**1 990 029,17 $**	**1 990 031 $**
PRCPR V-M 2019-Réhabilitation chaussées-plusieurs rues-Bucaro inc		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat chaussée	6101.7717013.802701.03103.57201.000000.0000.179071.000000.17005.00000	76 941,61 $	70 257,94 $	70 258 $
Contingences chaussée	6101.7717013.802701.03103.57201.000000.0000.179071.070008.17005.00000	15 388,32 $	14 051,59 $	14 052 $
Incidences prof.	6101.7717013.802701.03103.54301.000000.0000.179072.070003.17005.00000	2 308,25 $	2 107,74 $	2 108 $
Incidences tech.	6101.7717013.802701.03103.54590.000000.0000.179072.070003.17005.00000	3 231,55 $	2 950,84 $	2 951 $
Sous-total		**97 869,73 $**	**89 368,11 $**	**89 369,00 $**
PRR V-M 2019-Réhabilitation chaussées-plusieurs rues-Bucaro Inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat chaussée	6101.7718045.802701.03103.57201.000000.0000.179080.000000.17025.00000	1 419 384,43 $	1 296 087,18 $	1 296 088 $
Contingences chaussée	6101.7718045.802701.03103.57201.000000.0000.179080.070008.17025.00000	283 876,89 $	259 217,44 $	259 218 $
Contrat trottoirs	6101.7718045.802701.03107.57201.000000.0000.179081.000000.17030.00000	576 936,85 $	526 820,24 $	526 821 $
Contingences trottoirs	6101.7718045.802701.03107.57201.000000.0000.179081.070008.17030.00000	115 387,37 $	105 364,05 $	105 365 $
Incidences prof.	6101.7718045.802701.03103.54301.000000.0000.179082.070003.17025.00000	59 889,64 $	54 687,22 $	54 688 $
Incidences tech.	6101.7718045.802701.03103.54590.000000.0000.179082.070003.17025.00000	83 845,49 $	76 562,11 $	76 563 $
Sous-total		**2 539 320,67 $**	**2 318 738,24 $**	**2 318 743 $**
Saillies avenue Des Pins VM 2019 - Entrepreneurs Bucaro		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7715032.802701.03103.57201.000000.0000.179047.000000.17025.00000	142 612,98 $	130 224,66 $	130 225 $
Contingences	6101.7715032.802701.03103.57201.000000.0000.179047.070008.17025.00000	28 522,60 $	26 044,94 $	26 045 $
Incidences prof.	6101.7715032.802701.03103.54301.000000.0000.179048.070003.17025.00000	4 278,39 $	3 906,74 $	3 907 $
Incidences tech.	6101.7715032.802701.03103.54590.000000.0000.179048.070003.17025.00000	5 989,75 $	5 469,44 $	5 470 $
Sous-total		**181 403,72 $**	**165 645,78 $**	**165 647 $**
Total imputations		**5 230 537,53 $**	**4 776 177,95 $**	**4 776 190 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jean-François Rondou Téléphone : 514-868-3837
Service/Arrondissement :

Période : Année : Description de l'écriture :

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0,00**	**0,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1195382011

Taux taxes 2019: 1,0951303727

No d'engagement 2019 : CC95382011

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

13-048 Réfection du réseau routier local, réfection de rue collectrices locales

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7713048.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	650 483,42 $	593 978,07 $	593 979 $

Imputation

Travaux de réfection routière

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713048.801550.03103.57201.000000.0000.178388.000000.17025.00000	511 386,33 $	466 963,88 $	466 964 $
Contingences	6101.7713048.801550.03103.57201.000000.0000.178388.028057.17025.00000	102 277,27 $	93 392,78 $	93 393 $
Incidences	6101.7713048.801550.03103.54301.000000.0000.178388.028058.17025.00000	36 819,82 $	33 621,40 $	33 622 $

Total :	650 483,42 $	593 978,06 $	593 979,00 $

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1195382011

Le budget de la dépense sera disponible lors du report du budget PTI 2018. Le report du budget de compétence Corpo pour Ville-Marie est suffisant. Le présent dossier est conditionnel à l'acceptation du report du budget PTI 2018 au PTI 2019-2021 par le conseil municipal:

Informations budgétaires

L'objet du présent dossier nécessite un virement administratif comme suit :

Provenance:

Projet : 55832 Surplus PTI 2018

Sous-projet : 1955832020 Corpo

593 979 $

Imputation

Projet : 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet : 1955737040 PRR 2019-Corpo-Travaux de réfection de ruelles

593 979 $

Information financière pour dépense PTI - Service de l'eau

GDD #	1195382011

Taux 2019: 1,0951303727

Direction	DRE

Engagement #		Date	2019-xx-xx

Provenance

Description du règlement d'emprunt:

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout												Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 18-071	6130	7718071	802705	01909	57201	000000	0000	169431	000000	98001	00000	459 292,47 $	419 395,26 $	419 397 $

Imputations

Entrées de services en plomb - arrond.Ville-Marie- Multiples rues												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6130	7718071	802705	04121	57201	000000	0000	174077	000000	13020	00000	361 078,99 $	329 713,25 $	329 714 $
Contingences	6130	7718071	802705	04121	57201	000000	0000	174077	070008	13020	00000	72 215,80 $	65 942,65 $	65 943 $
Incidences	6130	7718071	802705	04121	54301	000000	0000	178753	070003	13020	00000	25 997,69 $	23 739,36 $	23 740 $

Total Direction :	459 292,47 $	419 395,26 $	419 397 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195382012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Manufacturier Sheltec inc. pour la fourniture de 80 supports à vélo modèle Cyclofixe au montant de 99 982,26 $ et autoriser une dépense maximale de 99 982,26 $

D'autoriser une dépense maximale de 99 982.26 $ taxes incluses pour la fourniture de 80 supports à vélos modèle Cyclofixe;
Accorder un contrat gré à gré à l'entreprise Manufacturier Sheltec inc. , au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 99 982.26 $ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-01 13:19

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195382012**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Manufacturier Sheltec inc. pour la fourniture de 80 supports à vélo modèle Cyclofixe au montant de 99 982,26 $ et autoriser une dépense maximale de 99 982,26 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie, année après année, améliore son offre de stationnement aux utilisateurs de vélos.

La demande pour des places de stationnement sur chaussée a augmenté au cours des dernières années et l'installation de support à vélo de type CYCLOFIXE^{MD} s'avère nécessaire.

Pour ce qui a trait au modèle CYCLOFIXE^{MD} :
Dans le but de pouvoir reproduire une grande quantité de modèles de support à vélo CYCLOFIXE^{MD}, l'arrondissement a signé le 1er mars 2013 une convention de licence avec Mouvement Créatif, qui détient tous les droits d'auteur sur le produit en question. Cette convention a établi les modalités de concession de la licence d'utilisation à la Ville par la Société, à savoir principalement :

a) les droits de reproduction et la publication dans ses cahiers d'appels d'offres, les plans techniques et les visuels pour la fabrication du modèle de support à vélo CYCLOFIXE^{MD};
b) une redevance de 50 $ par support à vélo payable à Mouvement Créatif par l'adjudicataire du contrat de fabrication du modèle CYCLOFIXE^{MD};
c) la pose, par l'adjudicataire, de plaques d'identification du modèle CYCLOFIXE^{MD} sur chaque support à vélo produit.

Un appel d'offres sur invitation a été lancé par la Direction de l'approvisionnement pour l'octroi d'un contrat concernant la fourniture de supports à vélo modèle CYCLOFIXE^{MD} pour la saison estivale 2019. Malheureusement, les soumissions étant au dessus du montant prescrit, la division de la voirie a décidé d'annuler cette dernière et de revoir ses besoins à la baisse.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240279 : D'affecter une somme de 500 000 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (dossier 1187128003).

CA18 240457: D'autoriser une dépense maximale de 160 931.66 $ taxes incluses pour la fourniture de 100 supports à vélos modèle CP3 au montant de 26 762.73 $ et de 600 supports à vélos modèle type 2 au montant de 134 168.93$ (dossier 1185382008).

DESCRIPTION

Le présent contrat vise la fabrication de 80 supports à vélos CYCLOFIXE[MD].

Un processus d'appel d'offres sur invitation (19-17626) s'est déroulé du 15 au 26 avril 2019. Les soumissions ont été rejetées en raison des montants plus élevés que le seuil permis sans sollicitation public (art. 573 LCV)

Nous avons donc utilisé les documents de cette appel d'offres et revu à la baisse les quantités (de 100 à 80 cyclofixe).

JUSTIFICATION

Devant les demandes récurrentes de citoyens concernant le stationnement pour les vélos, l'arrondissement a décidé d'augmenter son offre de stationnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir intervention financière au dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'augmentation et la qualité des supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville -Marie contribueront à améliorer l'expérience de déplacement à vélo dans le quartier. L'octroi de ce contrat nous permet d'atteindre nos objectifs en lien avec la politique Montréal durable 2016-2020. En effet, l'utilisation du vélo permet de réduire les émissions de GES (priorité 1) et permet d'assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé (priorité 3). De plus, nous répondons directement à l'action 1 - de l'administration municipale en augmentant la part modale des déplacements à vélo.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Amélioration de la qualité de vie du citoyen de l'arrondissement en favorisant la disponibilité des stationnements pour vélo et en favorisant le transport à vélo.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 7 mai : Octroi du contrat

Mai - Juin : Fabrication des supports

Juillet : Installation des supports pouvant demeurer sur trottoir en saison hivernale

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'appel d'offres a été préparé par le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal incluant les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude relativement aux prescriptions administratives.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-30

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-04-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195382012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Manufacturier Sheltec inc. pour la fourniture de 80 supports à vélo modèle Cyclofixe au montant de 99 982,26 $ et autoriser une dépense maximale de 99 982,26 $

Validation Sheltec.pdf NEQ.pdf Gré à gré Soumission.pdf

Aspect financier_ dossier 1195382012.pdf 18-17047 Intervention.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195382012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Manufacturier Sheltec inc. pour la fourniture de 80 supports à vélo modèle Cyclofixe au montant de 99 982,26 $ et autoriser une dépense maximale de 99 982,26 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195382012.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-01

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Page de garde (EMAILWATCH)

IMPRIMANTE = EMAILWATCH

TITRE = SiMON:90893808:SIMON Rapport - Validation du respect des règles de r

COURRIEL = MA.DESHAIES@VILLE.MONTREAL.QC.CA

ENV = 25- 999

SIMON Rapport - Validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré			Date du rapport :		29 / 04 / 2019
			Période (90 jours)		du 29/01/2019 au 29/04/2019
Unité d'affaires :	Ville-Marie				
Nom fournisseur	Numéro de BC	Description du BC	Montant total engagé	Annexes	Commentaires - Note à l'approbateur

Selon les informations inscrites aux bons de commande SIMON, le fournisseur **MANUFACTURIER SHELTEC INC.** pourrait être éligible à un contrat de gré à gré.

Mise en garde : les résultats du rapport dépendent grandement de la bonne saisie de l'information dans SIMON.

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2019-05-01 08:05:00

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1143176999
Nom	MANUFACTURIER SHELTEC INC.
Version du nom dans une autre langue	SHELTEC MANUFACTURING INC.

Adresse du domicile

Adresse	5313 boul. Cléroux Laval (Québec) H7T2E5 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-03-03
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-03-03
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	1980-09-22 Constitution
Régime constitutif	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44
Régime courant	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2017-10-10
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2018-08-31 2018
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-09-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2019-04-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	4299
Activité	Autres travaux spécialisés
Précisions (facultatives)	FABRICATION D'ABRIBUS

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	3039
Activité	Autres industries des produits métalliques d'ornement et d'architecture
Précisions (facultatives)	FABRICATION DE COLONNES ET DE PANNEAUX D'AFFICHAGE

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom de famille	Mergl
Prénom	Barbara
Adresse	5349 boul. Cléroux Laval (Québec) H7T2E5 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	MERGL, BARBARA
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président, Vice-président, Secrétaire, Trésorier
Adresse	5349 boul. Cléroux Laval (Québec) H7T2E5 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-08-31
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-10-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-03-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-04-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-04-02
Déclaration de mise à jour courante	2014-10-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-05-27
Déclaration de mise à jour courante	2013-07-26
Déclaration de mise à jour courante	2013-07-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-04-02

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2011	2012-04-02
Déclaration annuelle 2010	2011-04-27
État et déclaration de renseignements 2009	2010-04-20
État et déclaration de renseignements 2008	2009-03-17
État et déclaration de renseignements 2007	2008-01-07
Déclaration modificative	2007-08-20
État et déclaration de renseignements 2006	2006-10-28
Déclaration annuelle 2005	2006-02-10
Déclaration annuelle 2004	2004-11-10
Déclaration annuelle 2003	2003-12-11
Déclaration annuelle 2002	2002-12-24
Déclaration annuelle 2001	2001-12-20
Déclaration annuelle 2000	2000-10-17
Déclaration annuelle 1999	2000-01-26
Déclaration annuelle 1998	1999-01-13
Déclaration modificative	1998-05-29
Déclaration modificative	1998-04-22
Déclaration annuelle 1997	1998-01-28
Déclaration annuelle 1996	1997-01-10
Déclaration annuelle 1995	1995-11-28
Déclaration d'immatriculation	1995-03-03

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2013-07-26

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
MANUFACTURIER SHELTEC INC.	SHELTEC MANUFACTURING INC.	2013-07-26		En vigueur
INDUSTRIES A. MERGL INC.	A. MERGL INDUSTRIES INC.	1980-09-22	2013-07-26	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec
© Gouvernement du Québec

Montréal
Service de l'approvisionnement

FORMULAIRE – SOMMAIRE DE LA DÉMARCHE GRÉ À GRÉ

1. Identification

No. de document d'achat provisoire	**N/A**	Date de la demande	29/04/2019
Description du projet d'achat	A52 - Fourniture de supports à vélos pour l'arrondissement Ville-Marie		
Nom du demandeur (Requérant)	Martin Lazure		
Unité d'affaires (Requérant)	52 VILLE-MARIE		
Approbateur du BC (Requérant)	Passera au CA		

2. Déroulement de la démarche

2.2. Transmission de la demande des prix

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Date demande de prix	Date de retour exigée	Date de retour réelle	Commentaires/ Relances
320151	Manufacturier Sheltec inc.	29/04/2019	30/04/2019	30/04/2019	

2.3. Analyse comparative des soumissions suite à une demande des prix

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Montant total de la soumission (avant taxes)	Délai promis	Durée de la garantie	Autres exigences
320151	Manufacturier Sheltec inc.	86960,00$	Devis	1 an	

Commentaires	Selon le devis technique et le contrat fournis au soumissionnaire.

3. Résultat final de la démarche et justification d'octroi

Fournisseur retenu	Manufacturier Sheltec inc.	**Montant adjugé (avant taxes)**	86960,00$

Justification d'octroi	Manufacturier Sheltec inc. a démontré lors d'un appel d'offres récent qu'il était le plus compétitif.

4. Signatures et approbation

Démarche réalisée par	Marc-André Deshaies	**Date**	29/04/19

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382012

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Manufacturier Sheltec inc.	320151

Financement : Fonds parcs ou stationnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

CA18 240279 : D'affecter une somme de 500 000 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (dossier 1187128003).

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		99 982,26 $						**99 982,26 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	08	mai	2019	Date de fin :	31	décembre	2019

Formulaire complété par : Forcier, Marie-Laine

Prénom, nom

Date et heure système : 01 mai 2019 09:12:09

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17047 — No du GDD : 1185382008

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de support à vélos

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 6 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2018

Ouverture faite le : 17 - 7 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 1 - 2019

Date d'échéance révisée : 13 - 1 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Equipars Manufacturier d'Équipement de Parcs Inc.	26 762,73 $	√	1,2
Tessier Récréo-Parc inc.	30 698,33 $		1,2
Equipars Manufacturier d'Équipement de Parcs Inc.	134 168,93 $	√	1,3
Tessier Récréo-Parc inc.	140 729,40 $		1,3

Information additionnelle

Pour les lots 1,1; 2,1; 2,2 et 3,1 aucune soumissionne n'a été reçue.

Préparé par : Simona Radulescu Tomescu — Le 6 - 8 - 2018

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382012

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense maximale de 99 982.26 $ taxes incluses pour la fourniture de 80 supports à vélos modèle Cyclofixe;

Accorder un contrat de gré à gré à l'entreprise Manufacturier Sheltec inc., au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 99 982.26 $ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission."

- Cette dépense sera imputée à même les crédits déjà autorisés au dossier 1187128003, en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 99 982,26 $

	Années antérieures	2019
Montant		99 982,26 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 91 297,13 $

	Années antérieures	2019
Montant		91 297,13 $

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 91 297,13 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0013000	306175	03819	57402	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM95382012.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-05-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1196440001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais en recouvrement du montant impayé de permis d'occupation temporaire du domaine public émis notamment pour l'entrave d'une ruelle en conséquence de l'incendie qui a endommagé l'immeuble le 8 novembre 2012, en règlement de l'action intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07.

d'accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais de l'action en recouvrement du montant impayé pour des permis d'occupation temporaire du domaine public portant 34 permis d'occupation, intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07;

1. d'imputer cette radiation comme suit :

- radiation taxes foncières : **2101-0000000-000000-00000-11808-000000**
- montant à radier **90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760 -1, exercice 2013/Mod 01 à 07.**

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 16:52

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196440001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais en recouvrement du montant impayé de permis d'occupation temporaire du domaine public émis notamment pour l'entrave d'une ruelle en conséquence de l'incendie qui a endommagé l'immeuble le 8 novembre 2012, en règlement de l'action intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07.

CONTENU

CONTEXTE

Le 12 septembre 2014, la Ville de Montréal a poursuivi Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau (ci-après « GFRB »), 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc., dans le but de recouvrer la somme de 190 580,97 $ en capital. Ce montant correspond au coût total de 34 permis d'occupation temporaire du domaine public émis par la Ville entre le 8 août 2012 et le 30 septembre 2013 relativement à un immeuble sis au 31, rue Saint-Jacques O.
Les permis d'occupation temporaire du domaine public avaient été requis à l'époque où la défenderesse Artdév inc. était propriétaire de l'immeuble qu'elle a ensuite cédé le 17 octobre 2013. Les permis d'occupation temporaire avaient d'abord été requis pour entreprendre des travaux de rénovation, mais le 8 novembre 2012, l'immeuble de la rue Saint-Jacques (voisin de La Presse) a été passablement endommagé par un incendie. L'immeuble a également fait l'objet de plusieurs financements et ventes. Les autres défenderesses (autres que Artdév) sont d'ailleurs les propriétaires subséquentes de l'immeuble. C.Q.M. : 500-22-215351-142; N/D : 13-001482 et dossier connexe 13-004044.

Le 3 novembre 2011, un créancier (GFRB) a déposé un préavis d'exercice pour prise en paiement. Dans un jugement rendu le 19 août 2013, mais rectifié le 14 janvier 2014, la Cour supérieure déclare GFRB seul et unique propriétaire de l'immeuble rétroactivement au 3 novembre 2011. Les deux hypothèques légales de la Ville, publiées en mai et juillet 2013 sur l'immeuble afin de protéger sa créance, avaient alors été radiées par l'Officier de la publicité des droits.

Or, il s'agissait à notre avis de mesure de conservation de créances d'entrave sur le domaine public, visant l'immeuble pour l'utilité duquel cette occupation du domaine public avait cours, de sorte qu'en novembre et décembre 2013, suivant la décision de la Cour supérieure et la radiation de ses hypothèques, la Ville a publié à nouveau deux nouvelles hypothèques légales sur l'immeuble en vertu de son droit de suivre l'immeuble en quelques

mains qu'il soit. GFRB et les propriétaires subséquentes ont alors pris action contre la Ville afin d'obtenir la radiation des nouvelles hypothèques légales. En raison d'une requête en rétractation du jugement rendu le 19 août 2013, tous les autres dossiers incluant le présent dossier avaient été suspendus en attendant jugement ou règlement dans le dossier de la rétractation de jugement. Une entente serait intervenue en octobre 2017, mais la Ville n'en n'a pas été avisée.

En février 2019, l'assureur responsabilité de Artdév, Intact assurance, nous a contacté pour soumettre des propositions permettant de mettre fin aux litiges en cours. Le procureur de l'assureur nous a informés que Artdév a été dissoute le 1er mars 2017. De plus, il nous a informés que Intact assurait la responsabilité civile de Artdév jusqu'au 31 décembre 2012. Or, la Ville réclame pour des permis d'occupation temporaire du domaine public émis entre le 1er janvier et le 30 septembre 2013. Quant aux autres entités défenderesses, les difficultés de preuve anticipées feraient obstacle à toute possibilité de récupération de quelque somme que ce soit.

Considérant l'écoulement du temps, ce qui précède et le fait qu'il soit possiblement très compliqué et difficile de recouvrer la totalité des sommes réclamées par la Ville, la partie défenderesse est prête à régler ce litige hors cour en payant à la Ville la somme de **100 000 $** en capital, intérêts et frais et nous croyons qu'il est dans le meilleur intérêt de la Ville d'accepter ce règlement.

Considérant ce qui précède, il est nécessaire de radier la somme de 90 670,83 $ en capital et tous les intérêts accumulés à ce jour au **compte 25-151760-1 exercice 2013/Mod 01 à 07.**

C.Q.M. : 500-22-215351-142
N/Réf. : 13-001482 connexe au dossier 13-004044.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais en recouvrement du montant impayé de permis d'occupation temporaire du domaine public pour l'entrave de ruelle en conséquence notamment de l'incendie qui a endommagé l'immeuble le 8 novembre 2012, en règlement de l'action intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07. C.Q.M. : 500-22-215351-142, n/d : 13-001482.

JUSTIFICATION

Après discussions avec la partie défenderesse, cette dernière offre de régler ce litige hors cour par le paiement de la somme de 100 000 $ en capital, intérêts et frais. Vu les frais liés au processus judiciaire et les risques qui y sont liés, nous estimons qu'il est dans l'intérêt de la Ville d'accepter de règlement.

Vu les circonstances, nous recommandons, sur réception du chèque et après imputation de la somme de 100 000 $ au compte portant le numéro 25-151760-1, la radiation de la somme de 90 670,83 $ ainsi que tout solde dû des livres de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

IMPUTATION RADIATION (SIMON) : Arrondissement Ville-Marie.
RADIATION RECETTES DIVERSES: **2101-0000000-000000-00000-11808-000000**
MONTANT À RADIER : **90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1 (exercice 2013/Mod 01 à 07).**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Jean-Yves ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-04-01
Sarah SIMARD	Paule BIRON	

Avocate

Tél : 5148680914
Télécop. :

Avocate et chef de division

Tél : 514-872-2932
Télécop. : 514-872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2019-04-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2019-04-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1196440001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Accepter le paiement de 100 000 $ en capital, intérêts et frais en recouvrement du montant impayé de permis d'occupation temporaire du domaine public émis notamment pour l'entrave d'une ruelle en conséquence de l'incendie qui a endommagé l'immeuble le 8 novembre 2012, en règlement de l'action intentée par la Ville de Montréal contre Artdév inc., Groupe Financier René Bilodeau, 9286-4891 Québec inc. et 9287-9907 Québec inc. Suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 90 670,83 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-151760-1, exercice 2013/Mod 01 à 07.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-Yves ROUSSEAU
Agent comptable
Tél : 514-872-4750

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-12

Mahamadou TIRERA
agent(e) comptable
Tél : 514-872-2008
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1197763002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la Ville, que l'arrondissement prenne en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement d'une aire de jeux dans le parc de Dieppe dans l'arrondissement de Ville-Marie

Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la Ville, que l'arrondissement prenne en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement d'une aire de jeux dans le parc de Dieppe dans l'arrondissement de Ville-Marie

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-03 10:01

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197763002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-114) au conseil de la Ville, que l'arrondissement prenne en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement d'une aire de jeux dans le parc de Dieppe dans l'arrondissement de Ville -Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) est responsable de la planification et de l'aménagement du parc de Dieppe. Des discussions entre l'arrondissement et le SGPMRS ont eu lieu afin de valider la pertinence de déménager et relocaliser le module de jeux 5-12 ans du parc des Joyeux-Vikings au parc de Dieppe..

En vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la délégation d'une compétence liée au conseil de la ville se fait deux étapes. Ces deux étapes se concrétisent sous cette forme :

· Le conseil d'arrondissement doit procéder avec un sommaire décisionnel pour offrir au conseil de la ville de prendre en charge la réalisation du projet d'aménagement proposé à l'égard d'un parc relevant de la compétence du conseil de la ville et doit inclure le SGPMRS comme partie prenante (le présent dossier).

· Le conseil de la ville doit accepter que l'arrondissement prenne en charge les travaux.

Une troisième étape est à prévoir, à savoir d'approuver l'octroi du contrat par un sommaire décisionnel (selon les délégations de pouvoir effectives dans l'arrondissement), auquel le SGPMRS est partie prenante et le Service des finances est intervenant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

L'Arrondissement a prévu le réaménagement complet du parc des Joyeux-Vikings dans le district Saint-Jacques où il existe présentement un module de jeux pour les enfants de 5 à 12 ans en très bon état qui pourrait être installé au parc de Dieppe.

Les travaux consistent à enlever le module du parc des Joyeux-Vikings et de le transporter dans le parc de Dieppe, d'en préparer la surface d'absorption conformément aux normes et d'installer le module.

JUSTIFICATION

Le SGPMRS a signifié son accord au projet, mais conditionnellement aux approbations des instances municipales pour la délégation à l'arrondissement de la réalisation de travaux.
Le SGPMRS la responsabilité d'autoriser les lignes directrices du projet d'aménagement

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût des travaux sera assumé par la ville Centre.
Les budgets requis à cet effet seront imputés au Programme triennal d'immobilisation (PTI) du SGPMRS.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise.
La récupération d'un module de jeux contribue à la réutilisation des ressources disponibles

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision favorable permettra de récupérer un module de jeux existant et d'offrir une activité compatible et complémentaire aux aires de pique-nique du parc Dieppe.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux sont prévus à l'automne 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'arrondissement de Ville-Marie procédera à la réalisation des travaux en respectant les politiques et les encadrements en vigueur à la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BARRIAULT, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Sylvie BARRIAULT, 3 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-26

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-04-26

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195158001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 mars 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie.

Il est recommandé:

De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 mars 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-29 14:39

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195158001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 mars 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, modifié par la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) prévoit ce qui suit :

> «**105.4.** Au cours de chaque semestre, le trésorier dépose, lors d'une séance du conseil, deux états comparatifs. Le premier compare les revenus et dépenses de l'exercice financier courant, réalisés jusqu'au dernier jour du mois qui s'est terminé au moins 15 jours avant celui où l'état est déposé, et ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante de celui-ci. Le second compare les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose alors le trésorier, et ceux qui ont été prévus par le budget de cet exercice.
>
> Les états comparatifs du premier semestre doivent être déposés au plus tard lors d'une séance ordinaire tenue au mois de mai. Ceux du second semestre doivent être déposés lors de la dernière séance ordinaire tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté.»

Le deuxième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement «exerce au nom de la ville, à l'égard de ses compétences et compte tenu des adaptations nécessaires, tous les pouvoirs et est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou une autre loi attribue ou impose au conseil d'une municipalité locale». Dans la mesure où le conseil d'arrondissement perçoit des revenus et fait des dépenses, qu'il est responsable de la gestion du budget d'arrondissement adopté par le conseil municipal et qu'il est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes impose au conseil d'une municipalité, nous sommes d'avis que l'obligation prévus à l'article 105.4 précité s'applique au conseil d'arrondissement.

Par ailleurs, selon les directives du Service des finances de la Ville de Montréal, quatre résultats périodiques et évolutions budgétaires sont exigés et produits par les unités d'affaires. Les évolutions budgétaires sont fixées au 31 mars, 30 juin et 31 août et les états

financiers au 31 décembre. Les arrondissements sont tenus de produire ces évolutions pour leurs unités.

Dans un processus de saine gestion, il est indispensable de réviser périodiquement la situation financière en examinant la tendance des résultats. Ainsi, l'évolution budgétaire s'avère un instrument très efficace pour permettre le suivi des revenus et des charges autant pour les gestionnaires des unités d'affaires que pour l'administration municipale.

Les objectifs du processus de production des résultats financiers sont les suivants :

· Présenter les dépenses et les revenus anticipés par rapport au budget et d'en dégager les écarts les plus significatifs;
· Faciliter la planification des besoins financiers;
· Allouer stratégiquement les ressources financières disponibles aux besoins les plus prioritaires;
· Permettre une reddition de comptes à l'administration municipale de l'avancement réel des différents projets ou programmes et des charges de fonctionnement;
· Uniformiser l'enregistrement des informations financières aux livres comptables de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240541 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 août 2018, pour l'arrondissement de Ville-Marie et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2018 comparé avec le 31 août 2017
CA18 240485 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 30 juin 2018, pour l'arrondissement de Ville-Marie et de l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2018 comparé avec le 30 juin 2017
CA18 240275 - Prendre acte du dépôt de l'évolution budgétaire au 31 mars 2018

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie anticipe au 31 mars 2019 un excédent d'opération de 2 394,4 K$ pour la fin de l'exercice 2019.

JUSTIFICATION

Variation budget original - budget modifié : 4 060,3 K$

Le budget original de dépenses de l'arrondissement de Ville-Marie est de 93 580,2 K$ pour l'exercice 2019 et le budget modifié au 31 mars 2019 s'élève à 97 640,5 K$ soit un écart de 4 060,3 K$ par rapport au budget original.

Cet écart s'explique de la manière suivante :

· Affectation de surplus de l'arrondissement : 3 931,5 K$ pour financer divers projets de l'arrondissement de Ville-Marie (Gestion de paniers de rue, approvisionnement en sel de déglaçage, contrat pour le rejointement des dalles de granite au Quartier des spectacles, PPU des Faubourg 2018-2020, décorations hivernale, contribution à Expérience Centre-Ville 2019-2021 pour animation Sainte-Catherine, asssignations temporaires, achat et l'installation de supports à vélo, etc.)
· Crédits additionnels : 500 K$ pour le déploiement d’un projet d’animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest
· Virement du budget : (427,5) K$ pour centralisation 311

· Crédits additionnels : 56,3 K$ pour Politique de l'enfant.

REVENUS : Dépassement anticipé de 1 848,7 K$

Les revenus présentent un dépassement anticipé de la cible de 1 848,7 K$ qui se répartit de la manière suivante :

· DTP: Permis d'occupation temporaire du domaine public; frais d'études techniques et d'inspection du domaine public; divers travaux exécutés par la Ville de Montréal : 1 098,0 K$
· DAUSE : Permis de construction et de modification, dépassement anticipé de la cible établie à 6 100,0 K$: 475,3 K$
· DTP: Constats - Surveillance du stationnement : 225,0 K$
· DCSL : Location de salles et d'espaces : 42,6 K$
· Divers : 7,8 K$

DÉPENSES : Économie anticipée de 545,5 K$

Les dépenses présentent une économie anticipée de 545,5 K$ par rapport au budget modifié, qui se répartit de la manière suivante :

Rémunération globale - économie anticipée de 542,8 K$:

· Postes vacants (employés à traitement) : 547,3 K$
· Temps supplémentaire : (101,6) K$ (dont Cols blancs : (6,4) K$ et Cols bleus : (95,2) K$)
· Écarts salariaux : 345,0 K$
· Structure cols bleus : 343,6 K$
· Banques d'heures (Bibliothèques & Sports-Loisirs) : (375,0) K$
· Maladie : 7,3 K$
· Programme de parrainage professionnel, étudiants : (350,2) K$
· Primes : 13,1 K$
· Cotisations de l'employeur : 113,3 K$

Autres familles - économie anticipé de 2,7 K$:

· Transport et communication : (14,6) K$
· Services prof. techniques & autres : (243,0) K$
· Location, entretien et réparation : 142,6 K$
· Biens non durables, achats en Aqueduc : 89,0 K$
· Biens durables : 24,3 K$
· Contributions à des organismes : 4,4 K$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le rapport d'évolution budgétaire au 31 mars 2019, tel que transmis au Service des finances le 15 avril 2019, est déposé en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514.872.2661
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Télécop. : 514 868-3330

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313

Approuvé le : 2019-04-26

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 31 mars 2019
Analyse des écarts par familles de REVENUS
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Taxes- Autres	72,6	72,6	70,8	72,6	-	-	-	-		-	72,6	72,6	70,8	72,6	-		
Autres services rendus	19 814,0	19 814,0	4 283,8	20 958,9	1 144,9	-	-	-		-	19 814,0	19 814,0	4 283,8	20 958,9	1 144,9	- DTP: Permis d'occupation du domaine public temporaire; Frais d'études techniques et d'inspection du domaine public; Divers travaux exécutés par la Ville de Montréal = 1 098,0 - DCSL : Location de salles et d'espaces = 42,6 - Aures variations de revenus = 4,3	
Licences et permis	60,5	60,5	5 052,6	460,5	400,0	-	-	-		-	60,5	60,5	5 052,6	460,5	400,0	- DAUSE : La cible pour les permis de construction et de modification est établie à 6 100,0$. Le dépassement de la cible, au 1e trimestre, est estimé à 400,0 $.	
Contraventions - circulation et stationnement	275,0	275,0	381,3	500,0	225,0	-	-	-		-	275,0	275,0	381,3	500,0	225,0	- DTP: Constats - Surveillance du stationnement	
Autres - amendes et pénalités	106,0	106,0	33,5	106,0	-	-	-	-		-	106,0	106,0	33,5	106,0	-		
Autres- autres revenus	25,0	25,0	103,8	103,8	78,8	-	-	-		-	25,0	25,0	103,8	103,8	78,8	- DAUSE : Frais d'études pour permis de construction / modification (erreur de saisie de code caisse) = 75,3 Autres variations de revenus = 3,5	
Transferts - Loisirs et culture	20,0	20,0	-	20,0	-	-	-	-		-	20,0	20,0	-	20,0	-		
TOTAL	**20 373,1**	**20 373,1**	**9 925,9**	**22 221,8**	**1 848,7**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**20 373,1**	**20 373,1**	**9 925,9**	**22 221,8**	**1 848,7**		

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 31 mars 2019
Analyse des écarts par familles de DÉPENSES
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Rémunération	41 235,9	41 681,8	8 577,2	41 252,2	429,6	-	-	-		-	41 235,9	41 681,8	8 577,2	41 252,2	429,6	- Voir onglet "Analyse rémunération"	
Cotisations de l'employeur	11 597,8	11 801,3	2 450,4	11 688,1	113,2	-	-	-		-	11 597,8	11 801,3	2 450,4	11 688,1	113,2	- Proportionnel à la rémunération	
Transport et communications	728,9	623,4	102,2	638,0	(14,6)	-	-	-		-	728,9	623,4	102,2	638,0	(14,6)	- Divers	
Honoraires professionnels	675,3	1 324,4	291,0	1 378,0	(53,6)	-	-	-		-	675,3	1 324,4	291,0	1 378,0	(53,6)	- DAUSE : Services d'évaluateurs et paiement aux membres des CCU : (37,5) - DAUSE : Frais d'études pour conception et réalisation de Placotoirs : (16,1)	
Services techniques et autres	11 293,3	13 445,2	2 177,6	13 634,6	(189,4)	-	-	-		-	11 293,3	13 445,2	2 177,6	13 634,6	(189,4)	- Communication : Impression calendrier culturel et Calendrier estival : (120,0) - DTP : Location équiments et matériels avec opérateurs : (69,4)	
Location, entretien et réparation	6 770,8	6 351,6	1 312,6	6 209,0	142,6	-	-	-		-	6 770,8	6 351,6	1 312,6	6 209,0	142,6	- DTP : Soutien aux opérations : 82,1 - DCLSDS : Sports et loisirs : 60,5	
Biens non durables	7 053,5	7 995,0	2 440,8	7 906,0	89,0	-	-	-		-	7 053,5	7 995,0	2 440,8	7 906,0	89,0	- DTP : Achats en Aqueduc	
Biens durables	60,5	947,5	91,2	923,2	24,3	-	-	-		-	60,5	947,5	91,2	923,2	24,3	- Divers	
Contributions à des organismes	4 833,5	6 336,8	1 539,0	6 332,4	4,4	-	-	-		-	4 833,5	6 336,8	1 539,0	6 332,4	4,4	- Divers	
Autres objets de dépenses	6 126,9	3 929,7	1 046,8	3 929,7	(0,0)	3 203,8	3 203,8	-	3 203,8	-	9 330,7	7 133,5	1 046,8	7 133,5	(0,0)		- N/A
TOTAL	**90 376,4**	**94 436,7**	**20 028,7**	**93 891,2**	**545,5**	**3 203,8**	**3 203,8**	**-**	**3 203,8**	**-**	**93 580,2**	**97 640,5**	**20 028,7**	**97 095,0**	**545,5**		

Évolution budgétaire au 31 mars 2019
Principaux écarts - Rémunération

(en milliers de dollars)

Catégories	Local	Agglo	Total	Explications d'écarts	
				Local	Agglo
Gestion performante des ressources humaines			-		
PQMO			-		
Postes vacants	547,3		547,3	Employés à traitement	
Assignations temporaires			-		
Abolitions de postes			-		
Créations de postes			-		
Temps supplémentaire	(101,6)		(101,6)	Cols blancs : (6,4) / Cols bleus : (95,2)	
Écarts salariaux	345,0		345,0		
Collisions			-		
Structure cols bleus	343,6		343,6	Voirie - Travaux	
Banques d'heures	(375,0)		(375,0)	Banques d'heures - Bibliothèques & Sports-Loisirs	
Maladies	7,3		7,3		
Contraintes budgétaires, optimisation 2,5 %			-		
Programme de parrainage professionnel, étudiants	(350,2)		(350,2)	Étudiants	
Main d'oeuvre capitalisable			-		
Employés en disponibilité, hors structure, postes sans budget, etc.			-		
Facturation interne Marquage signalisation			-		
Affectations non dépensées (fonds de voirie, eau)			-		
Autres (primes,griefs, etc.)	13,1		13,1	Prime	
Impact revenus dépenses			-		
Charges sociales	113,3		113,3	Proportionnel à la rémunération	
TOTAL*	**542,8**	**-**	**542,8**		

Validation *			
Onglet «Dépenses » - objet Rémunération	542,8	-	542,8
Explications	542,8	-	542,8
Écart (doit être à zéro)	**0,0**	**-**	**0,0**

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 31 mars 2019
Analyse des écarts par familles d'AFFECTATIONS
(en milliers de dollars)
Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Excédent de fonctionnement - autres	8 450,7	12 063,2	12 063,2	12 063,2	(0,0)	-	-	-		-	8 450,7	12 063,2	12 063,2	12 063,2	(0,0)		
Fonds réservés stationnement	-	319,0	319,0	319,0	0,0	-	-	-		-	-	319,0	319,0	319,0	0,0		
TOTAL	**8 450,7**	**12 382,2**	**12 382,2**	**12 382,2**	**0,0**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**8 450,7**	**12 382,2**	**12 382,2**	**12 382,2**	**0,0**		

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 31 mars 2019
REVENUS - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
REVENUS	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
Total revenus	-	-	-	-	-	-			

Ville-Marie
Évolution budgétaire au 31 mars 2019
DÉPENSES - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
DÉPENSES	1 386,5	-			1 386,5		CA15 240674	Réouv2019 GDD 1157128001 Paniers de rue et sel de déglaçage	
	4,0	-			4,0		CA15 240663	Réouv 2019-Contribution accordée à Sentier urbain	
	354,5	-			354,5		CA19 240022	Contrat accordé à Construction Momentum inc. Pour le rejointement des dalles de granite au Quartier des spectacles	
	345,0	-			345,0		CA18 240044	Ouv 2019- Assignations temporaires 2018 et 2019	
	319,0	-			319,0		CA18 240279	Réouv 2019- Autorisation de dépense pour l'achat et l'installation de supports à vélo	
	46,4	-			46,4		CA15 240511	Réouv 2019-Contrib versée à Corp dev urbain faubour St Laurent	
	15,0	-			15,0		CA18 240106	Réouv 2019- Contrib versée à SDC Quartier Latin	
	3,0	-			3,0		CA16 240178	Réouv 2019-Contrib versée à Carrefour jeunesse emploi	
	469,4	-			469,4		CA18 240544	Réouv 2019- PPU des Faubourg 2018-2020	
	8,0	-			8,0		CA16 240630	Réouv 2019- Provision pour dossiers RH	
	1,3	-			1,3		CA15 240453	Réouv 2019- Animation Square Cabot et offre de service dans l'ouest	
	12,1	-			12,1		CA16 240637	Réouv 2019- Offre de services culturels	
	44,4	-			44,4		CA17 240342	Réouv 2019- Mobilier pour bibliothèque et maison de la culture	
	28,4	-			28,4		CA15 240302	Réouv 2019- Réserve pour nettoyage des graffitis	
	45,0	-			45,0		CA15 240303	Réouv 2019- Piétonnisation	
	46,6	-			46,6		CA17 240543	Réouv 2019- Réalisation du programme Propreté-contributions aux organismes partenaires 2018-2020	
	29,0	-			29,0		CA17 240525	Réouv 2019- réalisation de projets de verdissement 2018-2020	
	5,6	-			5,6		CA17 240543	Réouv 2019- affectation pour réalisation de murales dans le cadre du plan de propreté	
	51,6	-			51,6		CA17 240085	Réouv 2019-Contrat accordé à WSP- Serv prof en gestion de projets 2017-2019	
	118,6	-			118,6		CA17 240153	Réouv 2019-Contrat accordé à Groupe Nicky pour l'entretien du Square Dorchester	
	25,0	-			25,0		CA18 240273	Contribution 2019 versée à Théâtre espace libre pour compenser les frais de permis occ domaine public	
	5,5	-			5,5		CA18 240336	Ouv 2019- Montant versé à Comité logement Ville-Marie pour Étude du potentiel de développement du logement social	
	250,0	-			250,0		CA18 240403	Ouv 2019- Décorations hivernales 2018-2020 phases I, II et III.	
	200,0	-			200,0		CA18 240665	Ouv 2019- Contribution à Expérience Centre-Ville 2019-2021 pour animation Sainte-Catherine	

Ville-Marie

Évolution budgétaire au 31 mars 2019

DÉPENSES - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original

(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
	45,7	-			45,7		CA17 240342	Ouv 2019- Mobilier bibliothèque et maison de la culture	
	71,9	-			71,9		CA17 240085	Ouv 2019-Contrat accordé à WSP- Serv prof en gestion de projets 2017-2019	
	(427,5)	-	(427,5)				CM18 1531	Centralisation 311	
	500,0	-	500,0				CE18 2006	Autoriser un virement budgétaire de 2,1 M $ à l'arrondissement de Ville-Marie, entre 2018 et 2022, pour le déploiement d'un projet d'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest	
	56,3	-	56,3				CE19 0419	Politique de l'enfant	
Total Dépenses	**4 060,3**	**-**	**128,8**	**-**	**3 931,5**	**-**			

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192701026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection

Adopter le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-20 09:39

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1192701026**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection

CONTENU

CONTEXTE

Certains employés municipaux ont, de par la nature de leur tâche, le devoir de procéder à l'inspection des propriétés privées pour veiller à l'application des règlements municipaux. La délégation et l'exercice du pouvoir de visite et d'examen sont encadrés par la loi.
L'article 411 de la *Loi sur les cités et villes* permet à toute municipalité de faire des règlements pour autoriser les fonctionnaires ou employés de la municipalité à visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques pour :

- constater si les règlements du conseil y sont exécutés;
- vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par la municipalité du pouvoir de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission, qui lui est conféré par une loi ou un règlement;
- obliger les propriétaires ou occupants de ces propriétés, bâtiments et édifices à y laisser pénétrer les fonctionnaires ou employés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le règlement proposé est un règlement général qui viendra encadrer l'ensemble des règlements existants ou à venir de l'arrondissement afin de permettre le droit de visite et d'inspection sur la propriété privée.

JUSTIFICATION

Les officiers municipaux n'ont, en principe, pas le droit de pénétrer sur un terrain privé ou d'entrer dans un bâtiment sans être expressément autorisés à le faire via une réglementation habilitante.
Le droit d'inspection n'est pas implicite ou sous-jacent aux compétences pertinentes des municipalités. Selon la loi, l'autorisation réglementaire de procéder doit se retrouver soit dans un règlement spécifique (ex. le règlement sur les nuisances) soit dans un règlement général encadrant l'exercice des pouvoirs d'inspection visant l'application d'une pluralité de

règlements municipaux.

Certains règlements, dont l'application relève de l'arrondissement, ne possèdent pas de dispositions spécifiques à cet égard. L'adoption d'un règlement général encadrant l'ensemble des règlements existant ou à venir, pourra combler cette lacune.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Article 411 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie TURCOTTE, 15 mars 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 avril 2019	Avis de motion: CA19 240178

Adopter le Règlement concernant le droit de visite et d'inspection - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse suppléante Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de Règlement concernant le droit de visite et d'inspection, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.09
CA-24-302
1192701026

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 avril 2019

Ville-Marie
Montréal

CA-24-302 **Règlement concernant le droit de visite et d'inspection**

Vu les articles 369 et 411 de Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À sa séance du _____ 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« fonctionnaire ou employé » : désigne tous les fonctionnaires et employés de l'arrondissement ainsi que toute personne chargée de l'application des règlements.

CHAPITRE II
VISITE DES PROPRIÉTÉS

2. Le fonctionnaire ou employé est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques pour :

1° constater si les règlements sont respectés;

2° vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par l'arrondissement du pouvoir de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission, qui lui est conféré par une loi ou un règlement.

Le fonctionnaire ou employé doit, sur demande, s'identifier au moyen d'une carte d'identité délivré par l'arrondissement attestant sa qualité.

CHAPITRE III
OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE OU OCCUPANT

3. Tout propriétaire ou occupant du lieu visité doit laisser pénétrer le fonctionnaire ou employé, communiquer tout renseignement qu'il requiert relativement à l'application des règlements et ne doit nuire d'aucune manière à l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS PÉNALES

4. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $;
b) pour toute récidive, d'une amende de 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 2 000 $;
b) pour toute récidive, d'une amende de 4 000 $.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS FINALES

5. Le présent règlement abroge et remplace le Règlement sur les inspections (6678) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1192701026*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192701028

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-20 14:33

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192701028**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) régit la construction, l'installation et l'occupation des abribus de la Société de transport de Montréal (ci-après la « STM ») sur le territoire de l'arrondissement. Il encadre l'émission de permis pour l'installation des abribus conformément à une entente signée par l'arrondissement et la STM concernant l'espace publicitaire réservé à l'arrondissement. Cette entente fait partie intégrante du règlement CA-24-221.
La Société de transport de Montréal s'apprête à modifier les abribus sur le territoire de l'arrondissement, il y a donc lieu d'adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221).

En vertu de l'article 67.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal (RLRQ., chapitre C-11.4*), l'occupation du domaine public relève de la compétence des arrondissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA14 240350 - 10 juin 2014 - d'adopter le règlement CA-24-221 intitulé Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus.

DESCRIPTION

Le Règlement vise à modifier l'Annexe A du Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin d'y introduire des abribus de type marquise. De plus, ce règlement vise à permettre qu'une source d'alimentation solaire peut être déployée pour alimenter les abribus.

JUSTIFICATION

L'adoption de ce règlement permettra à la STM d'installer sur le domaine public un nouveau modèle d'abribus de type marquise

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion
Adoption
Entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie
Isabelle ROUGIER, Ville-Marie

Lecture :

Driss EZZAHER, 20 mars 2019
Isabelle ROUGIER, 20 mars 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-14

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 avril 2019	Avis de motion: CA19 240179

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse suppléante Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus (CA-24-221) afin de modifier l'annexe A pour permettre l'installation d'un modèle d'abribus de type marquise, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.10
CA-24-303
1192701028

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 avril 2019

Ville-Marie
Montréal

CA-24-303 **Règlement modifiant Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus**

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4)*;

À sa séance du _____ 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 5 de l'annexe A du *Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus* est modifié comme suit :

1º par le remplacement, à la première ligne, du mot « *six* » par le mot « *sept* »;

2º par l'insertion, à la suite du paragraphe 6°, du paragraphe suivant :

« *7º le modèle « en marquise standard » dont les caractéristiques sont les suivantes :*

a) la colonne technique doit être fabriquée d'acier inoxydable (type 316L) et d'aluminium et doit mesurer au maximum 3,31 m de hauteur, 1,53 m de largeur sur 0,45 m de profondeur;

b) les murs doivent être en verre trempé et mesurer 2,74 m de hauteur (incluant les ancrages), 3,76 m de longueur sur 0,61 m de profondeur de côté, pouvant incorporer 2 modules d'affichage et un éclairage intégré; chaque surface doit avoir une superficie maximale de 4,4 m^2;

c) le toit doit être incliné, fait d'aluminium, ayant comme dimension maximum une longueur de 3,58 m et une largeur de 1,53 m. »

2. L'article 10 de l'annexe A de ce règlement est modifié par l'insertion, entre les mots « *« universel »* » et « *et* », des mots « *« en marquise standard »* ».

3. L'annexe A de ce règlement est modifiée par l'insertion, à la suite de l'article 14, de l'article suivant :

« *15. Un abribus peut être muni d'un système d'éclairage solaire.* »

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1192701028*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1197400001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un garage de voirie satellite de l'arrondissement dont l'entrée et une partie des locaux seront situés sur la rue Nazareth, et de calculer la densité sur l'ensemble du terrain actuel malgré des subdivisions futures potentielles, et ce, en dérogation aux articles 44, 227 et 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-28 08:56

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197400001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Le site de la cour de voirie satellite de la Commune fait l'objet d'un appel à projets international, *Reinventing Cities* , à l'issue duquel il sera vendu. L'arrondissement exige toutefois l'intégration d'un garage de voirie afin de desservir adéquatement le territoire. Or cette insertion implique de permettre l'usage cour de voirie à cet emplacement et en rez-de -chaussée. De plus, le calcul de la densité doit être le même pour toutes les équipes, peu importe les opérations cadastrales prévues. L'arrondissement souhaite donc autoriser ces dérogations en amont des résultats de l'appel à projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 240286 – 8 mai 2012 : Dérogation mineure relativement à la construction d'une dépendance en cour avant du bâtiment pour permettre la construction des entrepôts à abrasifs de la cour de voirie

DESCRIPTION

Le site
Le terrain de 9 910,5 m² est occupé par un bâtiment d'un étage comprenant des garages et salles de repos, et par des entrepôts à sel et gravier. Les activités de la cour de voirie ont été en grande partie déplacées dans la cour de voirie rue de Bercy. On y retrouve des vestiges archéologiques (moulin à vent) qui doivent demeurer *in situ* et être protégés.

Le terrain est situé aux abords du canal de Lachine. Il est bordé par trois voies publiques : la rue de la Commune, la rue Nazareth et l'autoroute Bonaventure en viaduc. Une bande de 10 mètres de large le long du viaduc fait l'objet d'une servitude de passage (piste multifonctionnelle et accès pour l'entretien du mur de soutènement).

Le site est situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité) et fait partie de l'unité de paysage Faubourg des Récollets. Les hauteurs sur rue autorisées sont de 11 à 30 mètres avec une surhauteur de 80 mètres. La densité autorisée (COS) est de 9 et le taux d'implantation de 100%.

Le projet

L'appel à projet Reinventing Cities
En janvier 2018, la Ville de Montréal a proposé le site de la cour de voirie de la Commune dans le cadre de l'appel à projet international *Reinventing Cities* , organisé par l'organisme C-40. *Reinventing Cities* vise à encourager la régénération urbaine sobre en carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés appartenant aux municipalités en hauts lieux du développement durable et de la résilience urbaine. Ainsi, le projet lauréat doit répondre à une dizaine de défis environnementaux définis par C-40, dont l'efficacité énergétique des bâtiments, l'inclusion sociale, ou la biodiversité. De plus, la Ville impose un ratio de 20% de logements sociaux et 20% de logements abordables pour la partie résidentielle.

Dans une première phase d'expression d'intérêt (printemps-été 2018), quatre équipes ont été sélectionnées par un jury composé de professionnels de l'aménagement, de l'environnement et du développement immobilier. Ces équipes devront remettre leurs propositions finales en avril 2019. Par la suite, une présentation publique des projets, devant le jury, aura lieu et se conclura par le choix de l'équipe lauréate (juin 2019). Un comité technique composé de professionnels de différents services de la Ville effectue une première évaluation des projets aux deux étapes. À l'issue de l'appel à projet, la Ville vendra son site au lauréat.

Le garage de voirie
En outre, l'acquéreur doit réserver dans son projet un espace pour un garage de voirie satellite de l'arrondissement, qui sera cédé à la Ville comme lot superficiaire. Cet espace d'environ 1 165 m² comprendra un entrepôt à saumure (chlorure de sodium) et permettra d'accueillir des véhicules de voirie pour des opérations de recharge électrique et de remplissage de saumure. Le programme fonctionnel et technique (PFT) du garage a été remis aux équipes finalistes. Il impose différents éléments :
- le garage est accessible par la rue Nazareth et situé au moins en partie au rez-de-chaussée;
- la configuration doit permettre aux camions de ne pas faire de marche arrière;
- l'ensemble du garage doit être couvert.

Le cadre réglementaire

L'inclusion du garage dans le projet entraîne des dérogations concernant:
- *l'usage « cour de voirie »* : selon l'article 227, l'usage actuel n'est pas permis dans un secteur M.7, il est donc en droits acquis, or il risque de s'interrompre et ne plus être reconnu comme tel après la réalisation du projet.
- *l'occupation commerciale ou institutionnelle du rez-de-chaussée rue Nazareth* : selon l'article 228, dans un secteur M.7, le rez-de-chaussée devrait être occupé par un usage commercial ou un équipement collectif ou institutionnel, or la cour de voirie est un usage industriel et le PFT exige qu'elle se situe au rez-de-chaussée sur la rue Nazareth.

Par ailleurs, une dérogation est à prévoir concernant le calcul de la densité :
- selon l'article 44, le calcul de la densité se fait par terrain. Or un projet pourrait inclure une subdivision du terrain de la cour de voirie, auquel cas, la densité devrait être calculée pour chacun des nouveaux terrains.

JUSTIFICATION

La direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie a besoin d'un garage satellite dans l'ouest de l'arrondissement afin de desservir ce secteur pour les opérations de déglaçage. Les opérations de voirie qui se dérouleront sur le site seront ponctuelles

puisqu'elles se concentreront l'hiver, lors des opérations de déglaçage. Le reste de l'année, le site sera utilisé comme stationnement occasionnel.
Les exigences qu'un usage industriel doit respecter dans un secteur mixte selon le Règlement d'urbanisme sont incluses dans les critères généraux de performance du programme fonctionnel et technique (PFT) du garage, à savoir la cohabitation harmonieuse des opérations avec les usages résidentiels et la minimisation des nuisances sonores et visuelles. De plus, les exigences comme la configuration sans manœuvres en marche arrière et l'emplacement dans un espace intérieur contribueront à minimiser les nuisances sonores et les enjeux de sécurité à la sortie du bâtiment.

L'usage est donc jugé compatible avec un projet à usages mixtes.

Par ailleurs, le garage doit être accessible par la rue Nazareth et situé en partie au rez-de-chaussée, ce qui pourrait comprendre des espaces en façade (local pour les employés, réservoir de saumure). L'espace dédié au garage est inclus dans le concept architectural de l'ensemble du site et doit respecter les différents critères d'intégration. De plus, le projet lauréat sera présenté au CCU pour la révision architecturale (surhauteur).

Enfin, en vue de garantir des conditions équivalentes de calcul de densité pour tous les finalistes, ainsi qu'une densité acceptable à l'échelle de cet îlot, la densité maximale (COS 9) devrait s'appliquer au terrain actuel et non aux subdivisions potentielles du site.

À l'issue de la séance du 14 mars 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable pour cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption d'un premier projet de résolution :9 avril 2019
· Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet;
· Assemblée publique de consultation : 24 avril 2019
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : 7 mai 2019
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution :5 juin 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514 868-8723
Approuvé le : 2019-03-27

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 avril 2019	Résolution: CA19 240184

Adopter une résolution autorisant l'intégration d'un garage satellite de cour de voirie sur la rue Nazareth ainsi que le calcul de la densité sur l'ensemble du terrain pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 987, rue de la Commune Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un garage de voirie satellite de l'arrondissement dont l'entrée et une partie des locaux seront situés sur la rue Nazareth, et de calculer la densité sur l'ensemble du terrain actuel malgré des subdivisions futures potentielles, et ce, en dérogation aux articles 44, 227 et 228 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.14
pp 402
1197400001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 avril 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 mars 2019
3001513422
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 987, rue de la Commune Ouest

Responsables : Charlotte Horny et Marie-Ève Gravel

Description : La demande concerne le site de la cour de voirie de la Commune dans le cadre de l'appel à projets international Reinventing Cities, organisé par l'organisme C-40. Reinventing Cities vise à encourager la régénération urbaine sobre en carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés appartenant aux municipalités en hauts lieux du développement durable et de la résilience urbaine. Ainsi, le projet lauréat doit répondre à une dizaine de défis environnementaux définis par C-40, dont l'efficacité énergétique des bâtiments, l'inclusion sociale, ou la biodiversité. De plus, la Ville impose un ratio de 20% de logements sociaux et 20% de logements abordables pour la partie résidentielle.

Dans une 1ere phase d'expression d'intérêt (printemps-été 2018), quatre équipes ont été sélectionnées par un jury composé de professionnels de l'aménagement, de l'environnement et du développement immobilier. Ces équipes devront remettre leurs propositions finales en avril 2019. Par la suite, une présentation publique des projets, devant le jury, aura lieu et se conclura par le choix de l'équipe lauréate (juin 2019). Un comité technique composé de professionnels de différents services de la Ville effectue une première évaluation des projets aux deux étapes. À l'issue de l'appel à projets, la Ville vendra son site au lauréat.

En outre, l'acquéreur doit réserver dans son projet un espace pour un garage de voirie satellite de l'arrondissement, qui sera cédé à la Ville comme lot superficiaire. Cet espace d'environ 1 165 m² comprendra un entrepôt à saumure (chlorure de sodium) et permettra d'accueillir des véhicules de voirie pour des opérations de recharge électrique et de remplissage de saumure. Le programme fonctionnel et technique (PFT) du garage a été remis aux équipes finalistes. Il impose que le garage soit accessible par la rue Nazareth et situé au moins en partie au rez-de-chaussée, que la configuration permette aux camions de ne pas faire de marche arrière et que l'ensemble du garage soit couvert.

Le terrain de 9 910,5 m² est occupé par un bâtiment d'un étage comprenant des garages et salles de repos, et par des entrepôts à sel et gravier. Les activités de la cour de voirie ont été en grande partie déplacées dans la cour de voirie rue de Bercy. On y retrouve des vestiges archéologiques (moulin à vent) qui doivent demeurer in situ et être protégés.

Le terrain est situé aux abords du canal de Lachine. Il est bordé par trois voies publiques : la rue de la Commune, la rue Nazareth et l'autoroute Bonaventure en viaduc. Une bande de 10 m de large le long du viaduc fait l'objet d'une servitude de passage (piste multifonctionnelle et accès pour l'entretien du mur de soutènement).

Le site est situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité) et fait partie de l'unité de paysage Faubourg des Récollets. Les hauteurs sur rue autorisées sont de 11 à 30 m avec une surhauteur de 80 m. La densité autorisée est de 9 et le taux d'implantation de 100%.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : En janvier 2018, la Ville de Montréal a proposé le site de la cour de voirie de la Commune dans le cadre de l'appel à projets international Reinventing Cities, organisé par l'organisme C-40. Reinventing Cities vise à encourager la régénération urbaine sobre en carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés appartenant aux municipalités en hauts lieux du développement durable et de la résilience urbaine. Ainsi, le projet lauréat doit répondre à une dizaine de défis environnementaux définis par C-40, dont l'efficacité énergétique des bâtiments, l'inclusion sociale, ou la biodiversité. De plus, la Ville impose un ratio de 20% de logements sociaux et 20% de logements abordables pour la partie résidentielle.

Considérant que : La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie a besoin d'un garage satellite dans l'ouest de l'arrondissement afin de desservir ce secteur pour les opérations de déglaçage.

Considérant que : Les opérations de voirie qui se dérouleront sur le site seront ponctuelles puisqu'elles se concentreront l'hiver, lors des opérations de déglaçage alors que e reste de l'année, le site sera utilisé comme stationnement occasionnel.

Considérant que : Les exigences qu'un usage industriel doit respecter dans un secteur mixte selon le *Règlement d'urbanisme 01-282* sont incluses dans les critères généraux de performance du programme fonctionnel et technique (PFT) du garage, à savoir la cohabitation harmonieuse des opérations avec les usages résidentiels et la minimisation des nuisances sonores et visuelles.

Considérant que : Les exigences comme la configuration sans manœuvres en marche arrière et l'emplacement dans un espace intérieur contribueront à minimiser les nuisances sonores et les enjeux de sécurité à la sortie du bâtiment.

Considérant que : L'usage est donc jugé compatible avec un projet à usages mixtes.

Considérant que : Le garage doit être accessible par la rue Nazareth et situé en partie au rez-de-chaussée, ce qui pourrait comprendre des espaces en façade (local pour les employés, réservoir de saumure).

Considérant que : L'espace dédié au garage est inclus dans le concept architectural de l'ensemble du site et doit respecter les différents critères d'intégration.

Considérant que : Le projet lauréat sera présenté au CCU pour la révision architecturale (surhauteur).

Considérant que : La densité maximale (COS 9) devrait s'appliquer au terrain actuel et non aux subdivisions potentielles du site afin de garantir des conditions équivalentes pour tous les finalistes, ainsi qu'une densité acceptable à l'échelle de cet îlot.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1197199003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:

a) de déroger notamment à l'article 296 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'autoriser, en plus des usages complémentaires déjà autorisés, les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour l'occupation des bâtiments suivants :
i) le pavillon du Canada (salle « La Toundra »);
ii) le pavillon de la Jamaïque;
iii) la tour de Lévis;
iv) les paddocks de l'île Notre-Dame.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-27 14:30

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197199003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier (3001513402) a été déposée afin d'autoriser les usages « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 3 986 721 du cadastre du Québec pour l'île Sainte-Hélène (en excluant La Ronde et l'emprise du pont Jacques-Cartier) et des lots 2 596 862, 2 596 863, 2 596 866 et 3 063 794 du cadastre du Québec pour l'île Notre-Dame (en excluant le Casino de Montréal). L'ensemble forme le territoire du parc Jean-Drapeau, une propriété de la Ville de Montréal gérée par la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD), une société paramunicipale constituée à cette fin.

L'emplacement est en partie situé dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène et il est compris dans la catégorie E.3(2) « Grands parcs de l'arrondissement – secteur du parc Jean -Drapeau, de l'île Sainte-Hélène et de l'île Notre-Dame » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
La demande vise à autoriser la possibilité d'occuper certains locaux des bâtiments et pavillons du parc Jean-Drapeau aux fins des usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour permettre la location de salles pour de petits événements, réceptions ou réunions.

Ainsi, ces usages seraient confirmés dans une série d'espaces locatifs déjà formellement offerts par la SPJD, à savoir : au pavillon du Canada (salle « La Toundra »), au pavillon de la Jamaïque et, jusqu'à il y a quelque temps, à la tour de Lévis (temporairement fermée en

attente de travaux de restauration) ainsi que dans les paddocks de l'île Notre-Dame actuellement en construction, comprenant de vastes espaces intérieurs libres hors des événements du Grand Prix, qui s'ajouteront à cette offre de location dès l'été prochain, faisant de cela leur usage principal le reste de l'année.

Par ailleurs, la SPJD offre aussi ponctuellement des salles au Centre aquatique de l'île Sainte-Hélène, au Chalet de la plage Jean-Doré, au Quartier des athlètes du bassin Olympique, etc., ainsi que la possibilité de louer des sites extérieurs comme les jardins des Floralies ou la Terrasse du lac de l'île Notre-Dame, sous un chapiteau. Ces activités, accessoires à l'usage principal du parc Jean-Drapeau, se retrouvent également chez les autres partenaires insulaires, notamment à La Ronde, au Musée Stewart, à la Biosphère ou au Casino de Montréal, qui offrent une variété d'espaces analogues.

Le cadre réglementaire
Les usages « salle de réception » et « salle de réunion » souhaités pour certains pavillons et bâtiments dérogent aux dispositions du Règlement d'urbanisme, à savoir :

· aux usages commerciaux complémentaires autorisés dans un secteur de catégorie E.3(2) (article 296).

Ces usages peuvent actuellement s'exercer comme usages accessoires à un usage principal occupant un bâtiment, lorsqu'ils sont nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'usage principal et qu'ils ne font l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment, par exemple, pour la location de salles ponctuelles dans certains des pavillons de parc servant d'abord à autre chose.

Au Plan d'urbanisme, l'affectation « Grand espace vert ou parc riverain » comprend la composante « Commerce ou bureau complémentaire aux installations de récréation » permettant les usages commerciaux complémentaires envisagés.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet d'occupation satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.
En effet, les usages envisagés sont cohérents avec l'utilisation effectuée des installations du parc Jean-Drapeau au courant des années. Ainsi, tout en régularisant les espaces dédiés existants et l'ajout des nouveaux paddocks de l'île Notre-Dame, celle-ci permettrait l'occupation, l'animation et même la préservation des bâtiments visés.

Ce type d'activité est également présent dans d'autres grands parcs analogues, notamment au chalet du Mont-Royal, au pavillon du Lac-aux-Castors ou dans des équipements municipaux, tels que ceux d'Espace pour la vie, ailleurs sur le territoire montréalais.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;

· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable pour un projet particulier avec condition

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514 868-8723
Approuvé le : 2019-03-27

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 avril 2019	Résolution: CA19 240181

Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » dans certains bâtiments du parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le parc Jean-Drapeau, dont le siège social est situé au 1, circuit Gilles-Villeneuve, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 296 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'autoriser, en plus des usages complémentaires déjà autorisés, les usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour l'occupation des bâtiments suivants :
      i) le pavillon du Canada (salle « La Toundra »);
      ii) le pavillon de la Jamaïque;
      iii) la tour de Lévis;
      iv) les paddocks de l'île Notre-Dame.

Adoptée à l'unanimité.

40.11
pp 403
1197199003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 avril 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 mars 2019
3001513402
4.3.1

Objet : **MODIFICATION DE ZONAGE / PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1, circuit Gilles-Villeneuve

Responsable : Étienne Longtin

Description : La demande vise à autoriser l'occupation de certains locaux des bâtiments et pavillons du parc Jean-Drapeau aux fins des usages commerciaux complémentaires « salle de réception » et « salle de réunion » pour permettre la location de salles pour de petits événements, réceptions ou réunions.

La SPJD offre déjà une série d'espaces locatifs formels (salle « La Toundra » du pavillon du Canada ou le pavillon de la Jamaïque) où ces usages sont exercés en exclusivité, en complémentarité à l'usage principal du parc Jean-Drapeau. Les paddocks de l'île Notre-Dame, comprenant de vastes espaces intérieurs libres hors des événements du Grand Prix, s'ajouteront à cette offre de location dès l'été prochain, faisant de cela leur usage principal le reste de l'année.

Par ailleurs, la SPJD offre aussi ponctuellement des salles au Centre aquatique de l'île Sainte-Hélène, au Chalet de la plage Jean-Doré, au Quartier des athlètes du bassin Olympique, etc., incluant même autrefois la tour de Lévis, ainsi que la possibilité de louer des sites extérieurs comme les jardins des Floralies ou la Terrasse du lac de l'île Notre-Dame, sous un chapiteau. Ces activités, accessoires à l'usage principal du parc Jean-Drapeau, se retrouvent également chez les autres partenaires insulaires, notamment à La Ronde, au Musée Stewart, à la Biosphère ou au Casino, qui offrent une variété d'espaces analogues.

Les usages « salle de réception » et « salle de réunion » souhaités pour certains pavillons et bâtiments dérogent aux dispositions du Règlement d'urbanisme, soit aux usages commerciaux complémentaires autorisés dans un secteur de catégorie E.3(2) (article 296). Ces usages peuvent actuellement s'exercer comme usages accessoires à un usage principal occupant un bâtiment, lorsqu'ils sont nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'usage principal et qu'ils ne font l'objet d'aucune enseigne visible de l'extérieur d'un bâtiment, par exemple, pour la location de salles ponctuelles dans certains des pavillons de parcs servant d'abord à autre chose.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La modification de zonage envisagée est cohérente avec l'utilisation effectuée des installations du parc Jean-Drapeau au courant des années, mais qu'il pourrait être préférable d'autoriser ces usages par projet particulier pour des bâtiments spécifiquement identifiés.

Considérant que : Ce type d'activité est également présent dans d'autres grands parcs analogues, notamment au chalet du Mont-Royal, au pavillon du Lac-aux-Castors ou dans des équipements municipaux, tels que ceux d'Espace pour la vie, ailleurs sur le territoire montréalais.

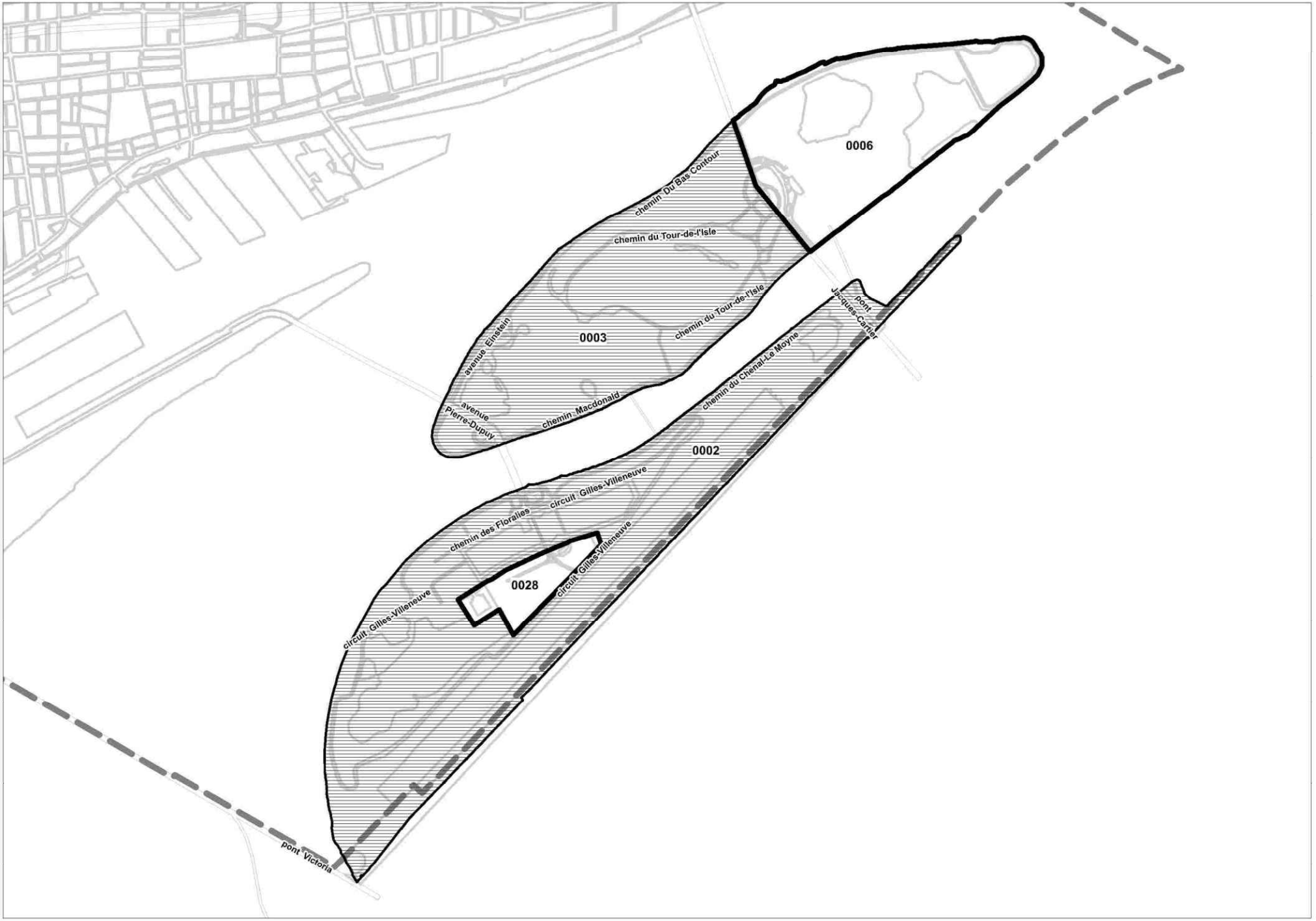
Considérant que : L'identification de la vocation des bâtiments au travers du parc Jean-Drapeau est en cours dans le cadre de la démarche de révision du Plan directeur et qu'au besoin des modifications règlementaires pourront alors être apportées en cohérence de la vision ainsi dégagée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard d'une demande de projet particulier à la condition suivante :

- **Autoriser les usages souhaités uniquement pour les emplacements existants et les nouveaux paddocks de l'île Notre-Dame.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



Localisation | **Dossier: 1197199003** | **Date: 27 mars 2019**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1197303003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

- seuls les usages commerciaux de la catégorie M.7, à l'exception de l'usage restaurant, sont autorisés, selon les conditions de la classe C, dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa aux niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019;
- seul l'usage « restaurant » est autorisé dans les locaux aménagés du bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa à tous les niveaux représentés sur les plans numérotés A101, A102, A103, A104 réalisés par Riopel Associés architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 16 avril 2019.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 14:49

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197303003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant l'occupation par les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant » pour un bâtiment situé au 1333, boulevard Robert-Bourassa

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre l'occupation de l'usage restaurant dans un local situé sur le site de la Cathédrale Christ Church. Un tel usage n'est pas autorisé dans ce secteur en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282), mais peut être autorisé en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales qui y sont prévues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le projet
Le site du projet est présentement occupé par la Cathédrale Christ Church, un édifice à bureaux de 34 étages (tour KPMG) et un espace commercial en sous-sol, les Promenades Cathédrale. Le bâtiment visé par la demande constitue une reconstitution du presbytère qui a été démantelé lors de la construction des Promenades Cathédrale. Depuis sa reconstruction et jusqu'en 2017, le bâtiment était entièrement occupé par un restaurant. L'interruption des deux dernières années a entraîné la perte des droits acquis de sorte que l'usage commercial n'y est plus autorisé.

Le projet consiste à modifier un projet particulier existant afin de reconnaître le caractère commercial de tous les locaux conçus et utilisés à cette fin dans le complexe Cathédrale Christ Church. Également, il s'agit de modifier le volume bâti de l'ancien presbytère, notamment en y ajoutant un escalier d'issue.

Le cadre réglementaire
Le secteur de catégorie d'usages visé, E.5 – Lieux de culte patrimoniaux, ne comprend aucun usage commercial. Le demandeur souhaiterait qu'y soient autorisés les usages commerciaux de la catégorie M.7C, qui correspond aux commerces et services caractéristiques du centre-ville, et l'usage « restaurant » aux trois niveaux.

JUSTIFICATION

Considérations

· le caractère commercial du site est établi depuis la reconstruction du presbytère et les trois niveaux du bâtiment sont occupé par les usages restaurant et débit de boissons alcooliques depuis plus de 20 ans;
· le plan d'urbanisme reconnaît les usages commerciaux compris dans les sites de lieux de culte dont l'existence précède 2004, soit la date d'entrée en vigueur de la seconde version du plan d'urbanisme;
· l'exploitation de ces usages tels usages, qui sont compatibles avec le milieu environnant, permettrait d'assurer la pérennité d'un bâtiment vacant.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de la demande de projet particulier à la condition suivante:
l'usage débit de boissons alcooliques ne serait pas autorisé à un niveau supérieur au rez-de-chaussée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Première lecture du projet de résolution

- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement – Deuxième lecture du projet de résolution
- Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution de projet particulier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-16

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-8692
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-04-17

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
n° à venir
4.2.4

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1333, boulevard Robert-Bourassa
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	La demande vise à autoriser l'occupation de l'usage restaurant dans un local situé sur le site de la Cathédrale Christ Church. Un tel usage n'est pas autorisé dans ce secteur en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282), mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales qui y sont prévues. Le site du projet est présentement occupé par la Cathédrale Christ Church, un édifice à bureaux de 34 étages (tour KPMG) et un espace commercial en sous-sol, les Promenades Cathédrale. Le bâtiment visé par la demande constitue une reconstitution du presbytère qui a été démantelé lors de la construction des Promenades Cathédrale. Depuis sa reconstruction, le bâtiment est occupé aux trois niveaux par des restaurants, mais le dernier, l'Apollo, a cessé ses activités depuis deux ans. La transformation du bâtiment correspondant à l'ancien presbytère, afin d'y ajouter un nouveau volume contenant un escalier d'issue, fait l'objet d'une demande de permis distincte. La demande à l'étude vise à y autoriser l'exploitation d'un restaurant tel qu'à l'origine. Le secteur de catégorie d'usages visé, E.5 – Lieux de culte patrimoniaux, ne comprend aucun usage commercial. Le demandeur souhaiterait qu'y soient autorisés les usages commerciaux de la catégorie M.7C qui correspond aux commerces et services caractéristiques du centre-ville et l'usage « restaurant » aux trois niveaux.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 13 décembre 2018, le comité a émis un avis favorable à la demande de permis de transformation du bâtiment afin d'ajouter une cage d'escalier vitrée.
Considérant que :	Le caractère commercial du site est établi depuis la reconstruction du presbytère et les trois niveaux du bâtiment sont occupés par les usages restaurant et débit de boisson alcoolique depuis plus de 20 ans.

Considérant que : Le plan d'urbanisme reconnaît les usages commerciaux compris dans les sites de lieux de culte dont l'existence précède 2004, soit la date d'entrée en vigueur de la seconde version du plan d'urbanisme.

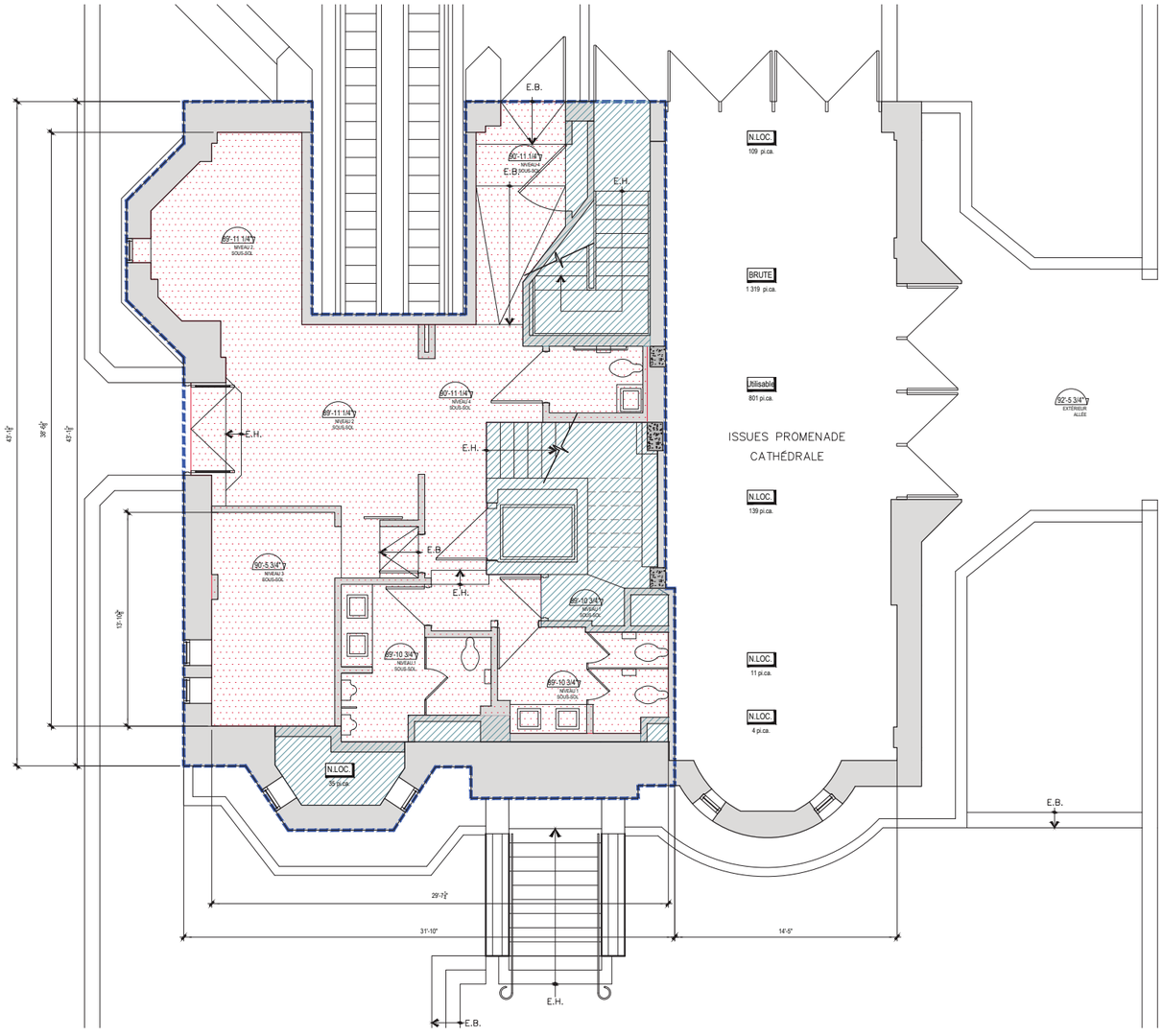
Considérant que : L'exploitation de ces usages tels usages, qui sont compatibles avec le milieu environnant, permettrait d'assurer la pérennité d'un bâtiment vacant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Que l'usage débit de boissons alcooliques ne soit pas autorisé à un niveau supérieur au rez-de-chaussée.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



1 A101 PLAN RDC EXISTANT
ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS. TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1
T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
EGD
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

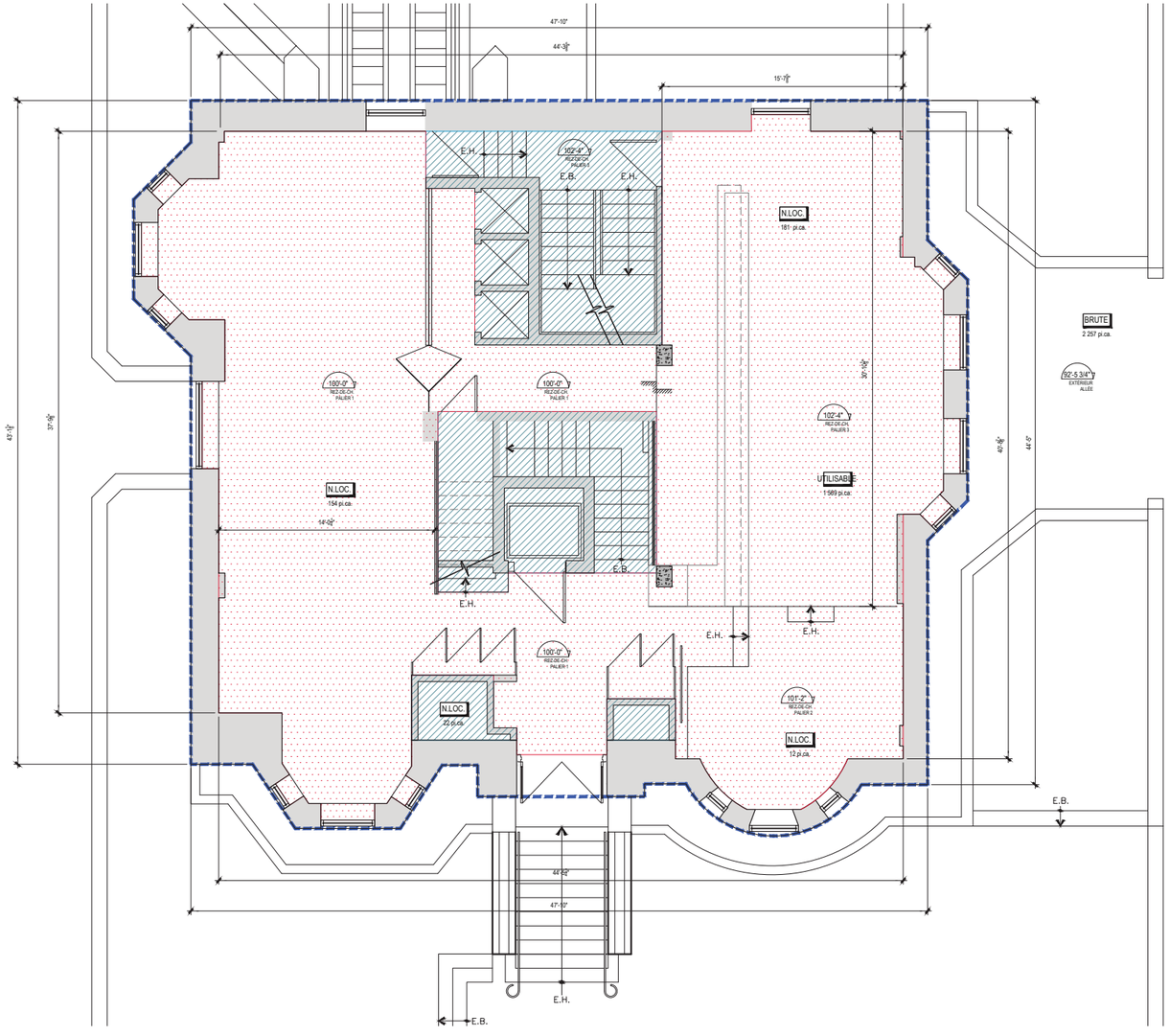
INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTRÉAL QUÉBEC
TEL.:(514) 342-2730
FAX.:(514) 342-7389

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN RDC
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A101
DESSINÉ PAR	CRNG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		



1 A102 PLAN 1er ÉTAGE EXISTANT
ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1
T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

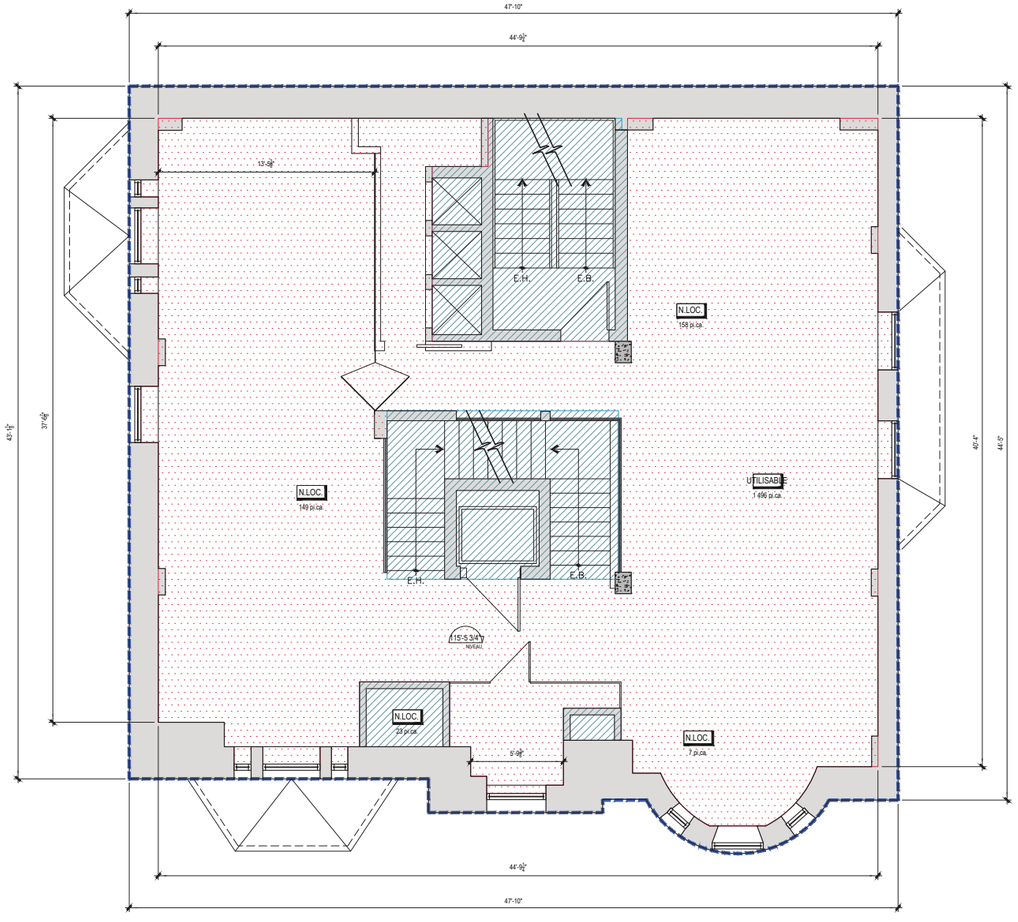
INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTREAL QUEBEC
TEL.:(514) 342-2730
FAX.:(514) 342-7389

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN 1er ÉTAGE
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A102
DESSINÉ PAR	CR/NG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		



1 PLAN 2e ÉTAGE EXISTANT
A103 ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1

T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
EGP
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

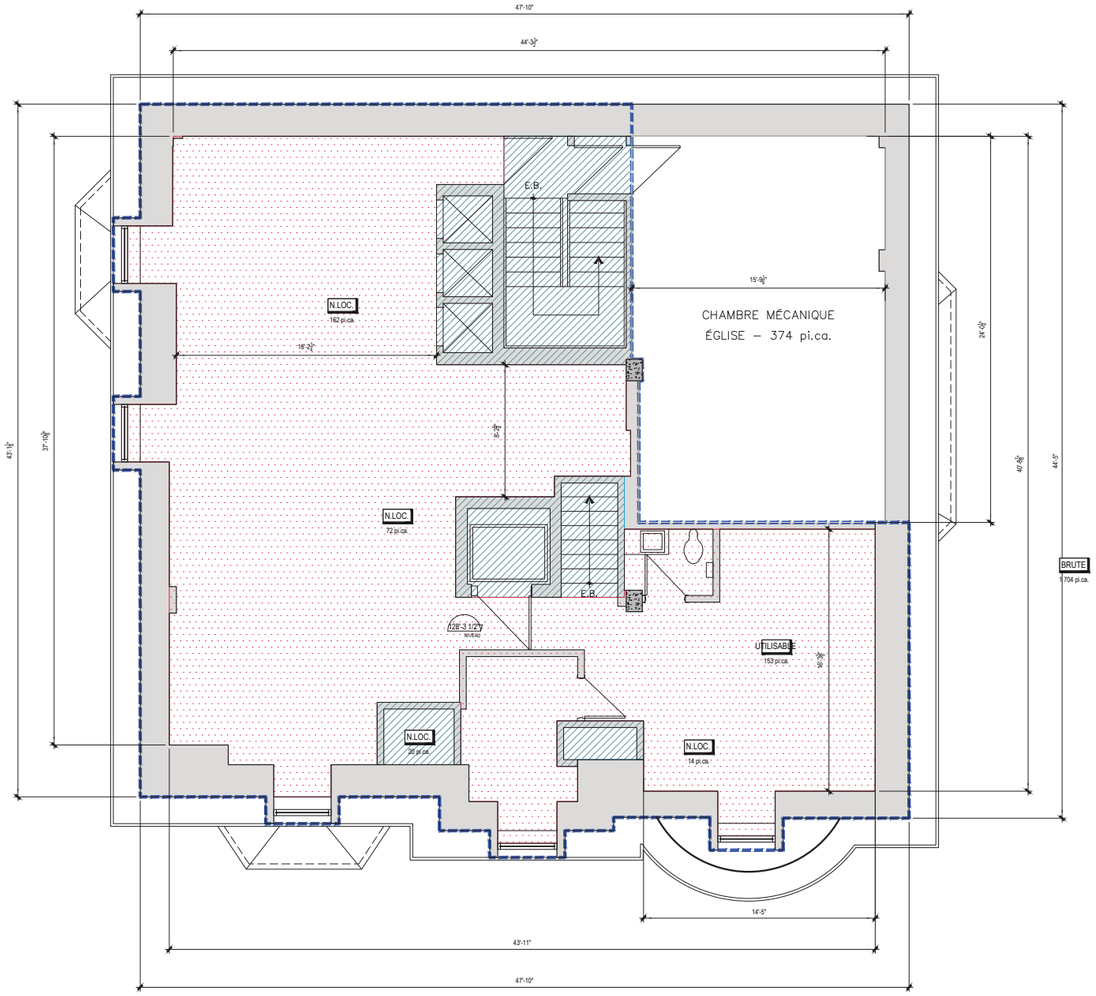
INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTREAL QUEBEC
TEL.:(514) 342-2730
FAX.:(514) 342-7389

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN 2e ÉTAGE
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A103
DESSINÉ PAR	CR/NG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		



1 A104 PLAN 3e ÉTAGE EXISTANT
ÉCHELLE : 1/4" - 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

16 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- ZONE HORS CONTRAT
- CLOISON EXISTANTE CONSERVÉE
- NOUVELLE CLOISON
- SUPERFICIE UTILISABLE
- SUPERFICIE NON-LOCATIVE
- SUPERFICIE BRUTE

SUPERFICIE (pi.ca.)

ÉTAGES	SUPERFICIE (pi.ca)			
	UTILISABLE	NON-LOCATIVE	BRUTE	TERRASSE EXT.
RDC	801	298	1 319	1 349
1er ÉTAGE	1 569	369	2 257	-
2e ÉTAGE	1 496	337	2 136	-
3e ÉTAGE	1 153	268	1 704	-
TOTAL	5 017	1274	7 416	1 349

SUR FEUILLE 24"X36"

NOTES
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTES LES ERREURS ET OMISSIONS DOIVENT ÊTRE SIGNALÉES AUX ARCHITECTES ET INGÉNIEURS. LES DIMENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE MESURÉES DIRECTEMENT SUR CE DESSIN. CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ SIGNÉ PAR LES EXPERTS CONSEILS.

NO.	DESCRIPTION	DATE
	RÉVISIONS	
02	ÉMISSION POUR CCU	31-10-2018
01	ÉMISSION POUR DISCUSSION	10-09-2018

NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION

ARCHITECTES
777 RUE DE LA COMMUNE O.
SUITE 400
MONTRÉAL QUÉBEC H3C 1Y1
T : 514.521.2138
F : 514.521.2139
info@riopel-associes.com

INGÉNIEUR STRUCTURE
Experts conseil
1801 Avenue McGill College
Montréal, Québec
H3a 2n4
Tél. : 514-845-2545

INGÉNIEUR ÉLECTRIQUE
SCOMATECH EXPERTS CONSEILS INC.
Experts conseil
5000 Rue Jean-Talon Ouest
Montréal, Québec
H4P 1W9
Tél. : 514-342-2730
Fax. : 514-342-7389

INGÉNIEUR MÉCANIQUE
EXPERTS-CONSEILS DAOUST INC.
MONTREAL QUEBEC

CLIENT
Bentall Kennedy

PROJET
MISE AUX NORMES
1333 BOUL. ROBERT BOURASSA
MONTRÉAL

TITRE
PLAN 3e ÉTAGE
EXISTANT

DATE	OCTOBRE 2018	PROJET NO.	BEN-17-2850
ÉCHELLE	TEL QU'INDIQUÉ	DESSIN NO.	A104
DESSINÉ PAR	CRNG		
VÉRIFIÉ PAR	SSM		

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1186399003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est, sur le lot 2 161 583

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément au paragraphe 1° de l'article 247 de ce règlement, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est, sur le lot 2 161 583 du cadastre du Québec.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 14:45

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186399003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est, sur le lot 2 161 583

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel (3001313229) a été déposée afin d'autoriser l'aménagement de logements aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée pour un bâtiment mixte projeté de sept étages (demande de permis de construction 3001296759) suivant la démolition d'un bâtiment commercial de trois étages (demande de certificat d'autorisation de démolition (3001276585) actuellement situé aux 151-157, rue Sainte-Catherine Est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé par la présente, d'une superficie de 470 m², occupe la tête d'îlot entre les rues De Boisbriand et Sainte-Catherine, à l'intersection est de la rue De Bullion. Le secteur a connu d'importants changements depuis les constructions récentes en lieu et place des parcs de stationnement de surface et de petits bâtiments en mauvais état.

Le bâtiment de trois étages visé par la demande de démolition est d'un gabarit typique de la période de développement de la rue Sainte-Catherine à la fin du XIXe siècle. Il a subi plusieurs altérations au fils des décennies et a perdu l'essentiel de ses caractéristiques architecturales d'origine.

Le projet
Le projet vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 38 logements, alors que le rez-de-chaussée sur la rue Sainte-Catherine est plutôt dédié à un commerce de 250 m². La construction d'une hauteur d'environ 22 mètres, répartie sur sept étages, propose une volumétrie qui exprime le plein potentiel de développement du site.

Le cadre réglementaire
Le site est inclus dans la catégorie d'usage M.9 qui comprend les établissements de service et de vente au détail typiques et caractéristiques de la rue Sainte-Catherine. En vertu du paragraphe 1° de l'article 247, l'usage résidentiel peut être autorisé, sans limitation quant

au nombre de logements, pour autant qu'il exclut le rez-de-chaussée et qu'il réponde à des exigences et critères relatifs à la qualité, la compatibilité et la complémentarité de l'usage proposé avec le milieu environnant.

JUSTIFICATION

Le fait d'ajouter des logements à cette intersection est parfaitement compatible et complémentaire avec le secteur en transformation. La consolidation de la fonction résidentielle, dans ce secteur du faubourg Saint-Laurent, tout en maintenant une continuité commerciale au niveau du rez-de-chaussée permet de rehausser la qualité et l'encadrement bâti de la rue Sainte-Catherine et de la rue De Boisbriand.
Enfin par la volumétrie proposée, la modulation des ouvertures et la matérialité le projet assure une insertion heureuse en continuité avec le bâtiment adjacent récemment construit (Hôtel Best Western) et une intégration adéquate avec le contexte immédiat.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de sa séance du 15 juin 2017, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

Lors de sa séance du 27 mars 2019, le comité d'étude des demandes de démolition a autorisé la démolition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Affichage sur le site 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;

· Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

Sophie COURNOYER
Conseillère en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-29

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-04-17

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 juin 2017
3001313229
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	149, rue Sainte-Catherine E
Responsable :	Stéphanie Turcotte
Description :	La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 38 unités d'habitation, alors que le rez-de-chaussée sur la rue Sainte-Catherine est plutôt dédié à un commerce de 250m^2. La construction d'une hauteur d'environ 22 mètres, répartie sur sept étages, propose une volumétrie qui exprime le plein potentiel de développement du site. L'accès au stationnement intérieur, comptant six unités (demande de contribution au fonds de compensation pour dix unités manquantes) pour les automobiles et 14 pour le vélo, est accessible par la rue De Bullion. Le site est inclus dans la catégorie d'usage M.9 qui comprend les établissements de service et de vente au détail typique et caractéristique de la rue Sainte-Catherine. En vertu du premier paragraphe de l'article 247, l'usage résidentiel peut être autorisé, sans limitation quant au nombre de logements, pour autant qu'il exclut le rez-de-chaussée et qu'il réponde à des exigences et critères relatifs à la qualité, la compatibilité et la complémentarité de l'usage proposé avec le milieu environnant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le fait d'ajouter des logements à cette intersection est parfaitement compatible et complémentaire avec le secteur en transformation. La consolidation de la fonction résidentielle, dans ce secteur du faubourg Saint-Laurent, tout en maintenant une continuité commerciale au niveau du rez-de-chaussée permet de rehausser la qualité et l'encadrement bâti de la rue Sainte-Catherine et de la rue De Boisbriand.
Considérant que :	Par la volumétrie proposée, la modulation des ouvertures et la matérialité, le projet assure une insertion heureuse en continuité avec le bâtiment adjacent récemment construit (Hôtel Best Western) et une intégration adéquate avec le contexte immédiat.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Karine Boivin-Roy
Présidente

Julie Potvin
Secrétaire substitut

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES D'AUTORISATION D'EXERCER UN USAGE CONDITIONNEL

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu de la procédure des usages conditionnels du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)*, sur les demandes approuvant :

- aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment projeté portant le numéro 149, rue Sainte-Catherine Est, sur le lot 2 161 583 du cadastre du Québec, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements », et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 247 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1186399003];
- pour le bâtiment portant les numéros 2018-2020 rue Saint-Denis, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements », et ce, conformément au paragraphe 2° de l'article 136 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1190607004].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 7 mai 2019, à 18 h 30, à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes d'autorisation peut communiquer avec la Division de l'urbanisme de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossiers indiqués précédemment.

Fait à Montréal, le 18 avril 2019

Le secrétaire d'arrondissement,
Domenico Zambito, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195914006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 8 espaces de stationnement tarifés sur la rue Saint-Antoine Ouest

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 8 espaces de stationnement tarifés sur le côté sud de la rue Saint-Antoine Ouest, entre la rue Lucien-L'Allier et la rue Versailles.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-24 12:13

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195914006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 8 espaces de stationnement tarifés sur la rue Saint-Antoine Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Nous proposons d'implanter 8 espaces de stationnement tarifés sur la rue Saint-Antoine Ouest, côté sud, entre la rue Lucien L'Allier et la rue Versailles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution du conseil d'arrondissement CA19 240114.

DESCRIPTION

Ajout de 8 espaces de stationnement tarifés sur la rue Saint-Antoine côté sud, entre la rue Lucien L'Allier et la rue Versailles.

- Retrait du temps limité 2 heures de 9 h-23 h.

JUSTIFICATION

Le taux d'occupation approchant les 100 % des espaces gratuits présentement disponibles démontrent qu'ils sont principalement utilisés par des travailleurs, des étudiants et des usagers du transport en commun, et ce durant plusieurs heures consécutives.
Ces ajouts sont situés à proximité de générateurs d'affluence comme le Centre Bell, qui est un des plus gros générateurs d'affluence de Montréal, la rue Sainte-Catherine et divers commerces du centre-ville Cette mesure vise donc à augmenter l'offre de stationnement de courte durée et tarifée du secteur et, par le fait même, de créer une meilleure rotation des véhicules stationnés sur rue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ajout de revenus reliés à la mise en place de 8 espaces de stationnement tarifés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Améliorer l'offre de stationnement tarifé et de courte durée à proximité des générateurs d’affluence.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Samer EL-AHMADIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Samer EL-AHMADIE, 17 avril 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-16

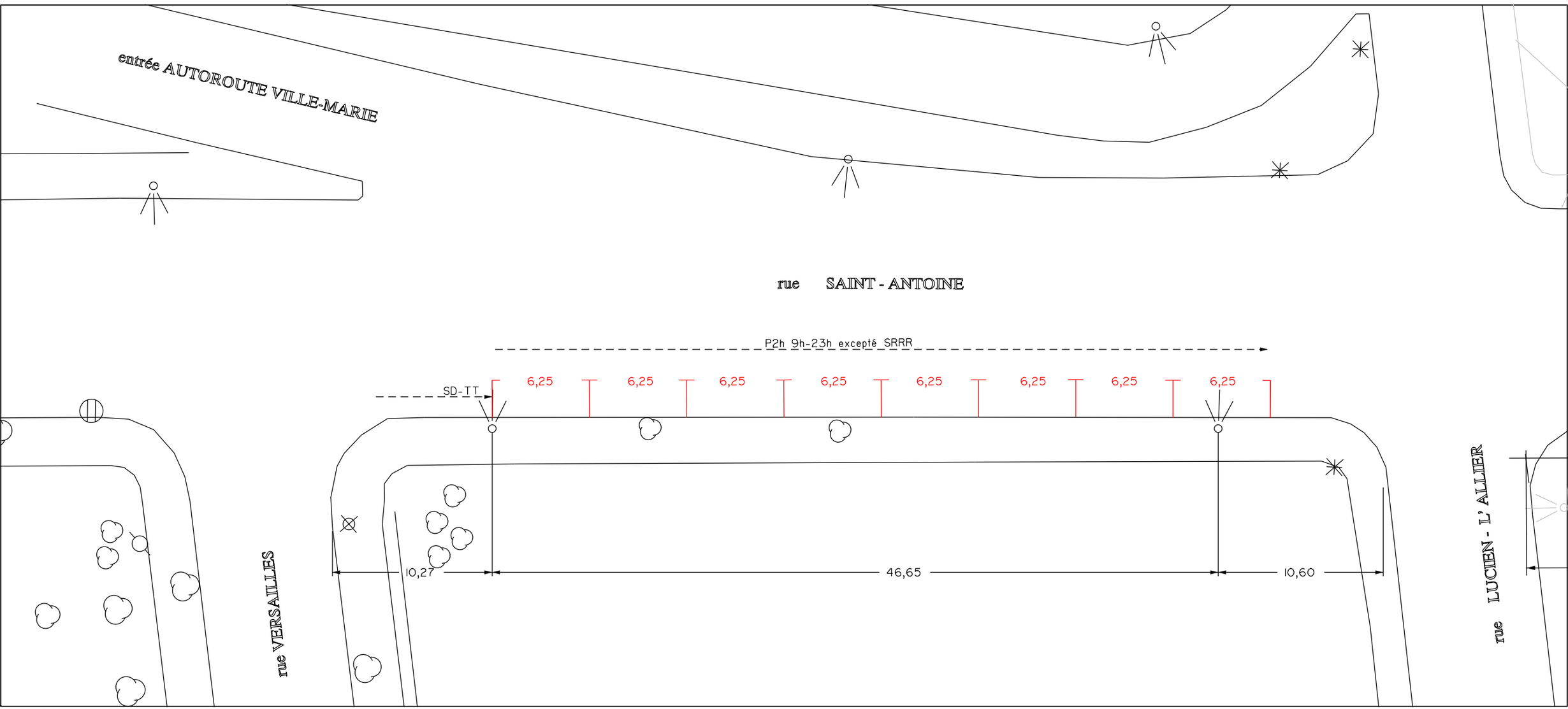
Driss EZZAHER
Chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. : 514 872-2802

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763

Approuvé le : 2019-04-16



UP-221.DGN Default 2018-11-23 10:01:07 Patrice Dansereau

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1192701036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27)

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27)

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-23 12:51

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

_____

Directeur des relations avec les citoyens des communications
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192701036**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires afin de déléguer au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions dévolues au dirigeant de l'organisme municipal par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27)

CONTENU

CONTEXTE

Le 1er décembre 2017, le gouvernement du Québec adoptait la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27) (ci-après la « LAMP »). Notamment, la LAMP institue l'Autorité des marchés publics chargée de surveiller l'ensemble des contrats des organismes publics, incluant les organismes municipaux et d'appliquer les dispositions de la Loi sur les contrats des organismes publics concernant l'inadmissibilité aux contrats publics, l'autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public ou d'un sous-contrat public et les rapports de rendement des contractants relativement à l'exécution d'un contrat. Pour la Ville de Montréal, c'est le Bureau de l'Inspecteur général qui exercera la majeure partie des pouvoirs confiés à l'Autorité eu égard à l'examen de la conformité du processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat.
Les contrats visés par la LAMP sont les contrats pour l'exécution de travaux ou pour la fourniture d'assurance de matériel, de matériaux ou de services comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande publique de soumissions. À ce jour, ce seuil minimal est établi au montant de 101 100$.

La LAMP vient également introduire de nouveaux articles dans la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) qui impliquent des changements dans les pratiques en matière de sollicitation des marchés. Elle oblige les municipalités à publier un avis d'intention avant de conclure certains contrats de gré à gré et à se doter d'une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes qui sont formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat. À cet effet, la Ville de Montréal doit se doter d'une telle procédure lui permettant de recevoir et de traiter de façon équitable les plaintes formulées.

La LAMP fait donc référence à deux personnes ayant un rôle-clé: le dirigeant et la personne responsable des plaintes. La personne responsable des plaintes est celle qui sera désignée par la municipalité pour recevoir et traiter les plaintes et adopter la procédure en conséquence. À la Ville de Montréal, il est souhaité qu'il y ait qu'une procédure unique et que le seul responsable soit le contrôleur général. À noter que cette désignation ne fait pas l'objet du présent dossier.

Le présent sommaire décisionnel concerne la deuxième personne clé prévue dans la LAMP, soit le dirigeant, dont le rôle est notamment de recevoir du Bureau de l'Inspecteur général les recommandations de ce dernier concernant le processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, concernant l'exécution d'un contrat ou concernant la gestion contractuelle de l'organisme. Or, en vertu de l'article 33 de la Loi, le dirigeant, lorsqu'il est question d'un organisme municipal, correspond au conseil de celui-ci. Ainsi, à la Ville de Montréal, il y a un dirigeant par instance. Toutefois, il est possible pour chaque conseil de déléguer tout ou partie des fonctions qui lui sont dévolues au comité exécutif ou au directeur général ou, à défaut, à l'employé occupant les plus hautes fonctions de l'organisme.

Ainsi, pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat relevant de la compétence du conseil d’arrondissement, il est recommandé d'adopter un règlement prévoyant la délégation au directeur d’arrondissement délégué de toutes les fonctions qui, selon la LAMP, sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter un règlement déléguant au directeur d’arrondissement délégué les pouvoirs dévolus au dirigeant par la LAMP, et ce, pour assurer une meilleure fluidité dans le déroulement des mécanismes qui y sont prévus.

JUSTIFICATION

Compte tenu du fait qu'il est possible que les nouveaux mécanismes prévus par la LAMP fassent en sorte que les instances municipales soient plus fréquemment interpellées par le Bureau de l'Inspecteur général, l'adoption de ce règlement est nécessaire pour assurer une meilleure fluidité dans le déroulement des opérations. Notamment, l'Inspecteur général pourrait avoir à s'adresser au dirigeant pour convenir d'une période plus longue pour lui permettre d'analyser une plainte, comme le prévoit la LAMP. S'il était nécessaire de saisir le conseil d’arrondissement pour obtenir cet accord, le processus contractuel alors en cours serait considérablement retardé.
À cette fin, il est proposé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de mettre en oeuvre la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27). Il est recommandé que ce règlement soit en vigueur au moment où les dispositions concernant le mécanisme de traitement des plaintes entrera en vigueur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les fonctions dévolues par la LAMP au dirigeant de l'organisme municipal devront être exercées par le conseil d’arrondissement pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat relevant de sa compétence dans la mesure où aucun règlement de délégation n'est adopté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt
Adoption du règlement
Publication du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 33 de la LAMP

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-12

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

CA-24-304	**Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

Vu l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 33 de la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27);

À sa séance du _____ 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié par l'insertion, dans la définition « fonctionnaire de niveau A », entre les mots « citoyens, » et « du », des mots « des communications, ».

2. Le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié par l'ajout, après l'article 21, de l'article suivant :

« **19.4.** Pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, sont déléguées au directeur d'arrondissement délégué toutes les fonctions qui, selon la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27), sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal. ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1192701036*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1195907002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 4e partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 4e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 8 permettant de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), article 45 permettant de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-25 13:51

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195907002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 4e partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le quatrième dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2019 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);
- Règlement sur le respect, le civisme et la propreté (CA-24-085);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195607001 / CA19 240190 adopté le 9 avril 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 3e partie, A) et édicter les ordonnances
1192624001 / CA19 240124 adopté le 12 mars 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans

d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-04-24
Geneviève LEDOUX Agente de projets, promotions et événements spéciaux		Josée POIRIER Chef de division	
Tél :	514 872-8862	**Tél :**	514 872-1769
Télécop. :	514 868-3292	**Télécop. :**	514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Pour
Maryse Bouchard
Directeur(trice) - cult., sp., lois. dev.soc
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-04-24

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 4E PARTIE, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

– –

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 4E PARTIE, A)

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 4E PARTIE, A)

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1, édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), est autorisée.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT SUR LE CIVISME, LE RESPECT ET LA PROPRETÉ
CA-24-085

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 4E PARTIE)

Vu l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085).

À la séance du 7 mai 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

Et, si nécessaire :

2. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifié sur le site;

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe.

4. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 4e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté	17-079 art.55 Circulation de véhicules hippomobiles	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques								
Lancement de la saison	SDC du VIllage	10-May-19	Galerie Blanc	16h à 21h				16h à 21h	16h à 21h	16h à 21h			16h à 21h			R-A-MA
Fête de la famille	Arrondissement DCSLDS	11-May-19	Parc Médéric-Martin - Sud	10h à 13h			10h à 13h			10h à 13h						R-A-MA
You Missed a Spot	Melanoma Network of Canada	30-May-19	Square Victoria	8h à 20h						8h à 20h			8h à 20h			N-AF-PA
Danse en ligne	Arrondissement DCSLDS	Tous les vendredis du 17 mai au 30 août	Parc Charles S.- Campbell	18 h à 20h						18 h à 20h						R-A-PA
Distribution de fleurs	Éco-quartier de Saint-Jacques	18 mai 20149	Parc Charles S.- Campbell	9h à 14h			9h à 14h			9h à 14h						R-A-MA
Gala Loisirs Saint-Jacques	Loisirs Saint-Jacques	24-May-19	Parc Toussaint-Louverture	9h à 20h30			9h à 20h30			9h à 20h30						R-A-MA
Quartier Éphémère	Fonderie Darling	30 mai, 13-20-27 juin, 4-11-18-25 juillet, 1-8-15-22-29 août, 19 septembre	745 Rue Ottawa	10h à 24h	10h à 24h		15h à 23h	15h à 23h	15h à 23h	15h à 23h						R-AF-PA
Danse en ligne	Arrondissement DCSLDS	Tous les lundis du 3 juin au 26 août	Parc Médéric-Martin - Sud	18h à 20h						18h à 20h						R-A-PA
Activités de promotion - Conseil jeunesse	Arrondissement DCSLDS	01-Jun-19	Parc Toussaint-Louverture	14h à 17h			14h à 17h			14h à 17h						N-A-PA
Formule Peel, sud de Maisonneuve	Association des commercants de la rue Peel	3 au 10 juin	Rue Peel entre Saint-Catherine et Dorchester	7h à 23h	7h à 23h	7h à 23h	7h à 23h			7h à 23h			7h à 23h			R-A-GA
Le grand chœur de Centre-Sud	Voies culturelles des faubourgs	07-Jun-19	Espace Pierre-Bourgault	16h à 20h					16h à 20h	16h à 20h						N-A-PA
BBQ 2019 pour les gens de la rue	Donner pour aider	08-Jun-19	Parc Émilie-Gamelin	9h à 17h		9h à 17h				9h à 17h						R-A-MA
Kermesse Familiale	Mision Catholique Notre dame de Guadalupe	08-Jun-19	Parc des Faubourgs	10h à 19h		10h à 19h	10h à 19h			10h à 19h						R-A-PA
Exposition de voitures de luxes	Association des commercants de la rue Crescent	09-Jun-19	Rue Crescent	7h à 20h	7h à 20h	7h à 20h				7h à 20h			7h à 20h			R-A-GA
Danse en ligne	Arrondissement DCSLDS	Tous les mercredis du 26 juin au 14 août	Sun Yat Sen	18h30 à 20h30						18h30 à 20h30						R-A-PA
Mardis musicaux au parc Médéric-Martin	Arrondissement DCSLDS	les mardis du 2 juillet au 20 août	Parc Médéric-Martin	18h à 21h						18h à 21h						R-A-MA
Les midis musicaux au square Dorchester	Arrondissement DCSLDS	les mercredis du 3 juillet au 21 août	Square Dorchester	11h à 14h						11h à 14h						R-A-MA
La Roulotte	Arrondissement DCSLDS	11-Jul-19	Parc Médéric-Martin	9h à 12h						9h à 12h						R-A-GA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 4e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques								
La Roulotte	Arrondissement DCSLDS	25-Jul-19	Parc Toussaint-Louverture	9h à 12h						9h à 12h						R-A-GA
La Roulotte	Arrondissement DCSLDS	30-Jul-19	Square Cabot	16h à 21h						16h à 21h						R-A-GA
Concert Campbell Roxanne Bruneau	Arrondissement DCSLDS	14-Aug-19	Parc Médéric-Martin	18h à 21h						18h à 21h						N-A-GA
Concerts Zone musique	La SDC du Vieux-Montréal	17 juin au 6 septembre (lundi au vendredi)	Place d'Armes	10 h à 14 h						12 h à 13 h						R-A-MA
La Roulotte - théatre pour familles	Service de la Culture Ville de Montréal	28-Jun	Place D'Youville	15h à 21h						15h à 21h						R-A- GA

Légende

R : Récurrent
N : Nouvel événement
A : Amplification
AF : Amplification faible
PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)
MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes
GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907002 a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1198305005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, dans le cadre d'un projet pilote, comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai 2019 au 10 mai 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

De désigner comme étant une place publique la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai à 8 h au 10 mai 2020 à 7 h, dans le cadre du projet pilote, et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, o. 241 permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), l'ordonnance B-3, o. 600 autorisant exceptionnellement le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur sur les sites et selon les horaires des événements déterminés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 146 autorisant de peindre sur la rue Rouen, entre les rue du Havre et Gascon, avec de la peinture, sur la chaussée, à partir du 8 mai 2019 à 00h01.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-29 13:47

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198305005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, dans le cadre d'un projet pilote, comme étant une place publique, la rue de Rouen entre la rue du Havre et l'avenue Gascon, du 8 mai 2019 au 10 mai 2020, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'équipements d'embellissements et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

La volonté de fermeture de la rue De Rouen s'inscrit dans les intentions d'unifier le parc Médéric-Martin établit de chacun des côtés de la rue.
Il s'agit donc de recoudre les deux portions du parc en créant un espace de convivialité et de circulation favorables aux mobilités actives.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Dans la poursuite de ses objectifs de créer des espaces de convivialité, il à été convenu de changer la vocation de la rue De Rouen et de la maintenir fermée à la circulation automobile pendant une année à compter du 8 mai 2019, entre les rues Du Havre et Gascon.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du règlement C-4.1, le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, déterminer les directions des voies et les manœuvres obligatoires ou interdites.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La fermeture de la rue De Rouen privera d’un lien routier entre les rues Du Havre et Gascon. Une alternative s’offre aux automobilistes par l'emprunt de la rue Hochelaga, au nord ou Ontario au Sud.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toutes les communications relatives à la fermeture de rue, à des travaux de construction et à un éventuel réaménagement seront coordonnées avec les responsables de communication de l’arrondissement de Ville-Marie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2019 adoption de l'ordonnance.
Mai 2019 fermeture de la rue et début des travaux d'aménagement.
Juin 2019 accès et aménagements de la place publique disponible aux citoyens.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc FLEURY
Contremaître

Tél : 514 714-1531
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-12

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE

Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-04-26

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. xxx **Ordonnance relative à l'application de peinture sur la chaussée de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion du projet pilote de fermeture de la rue Rouen, il est permis de peindre sur la rue Rouen, entre les rue du Havre et Gascon, avec de la peinture, sur la chaussée, à partir du 8 mai 2019 à 00h01.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 1,5m doit être maintenue à la disposition des piétons.

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 8 mai 2019.

4. À l'expiration du projet pilote, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier XXXX*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xx, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance relative à la programmation des festivals et évènements culturels sur le domaine public (saison 2019) – Piétonnisation de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon dès le 8 mai 2019**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements déterminés.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

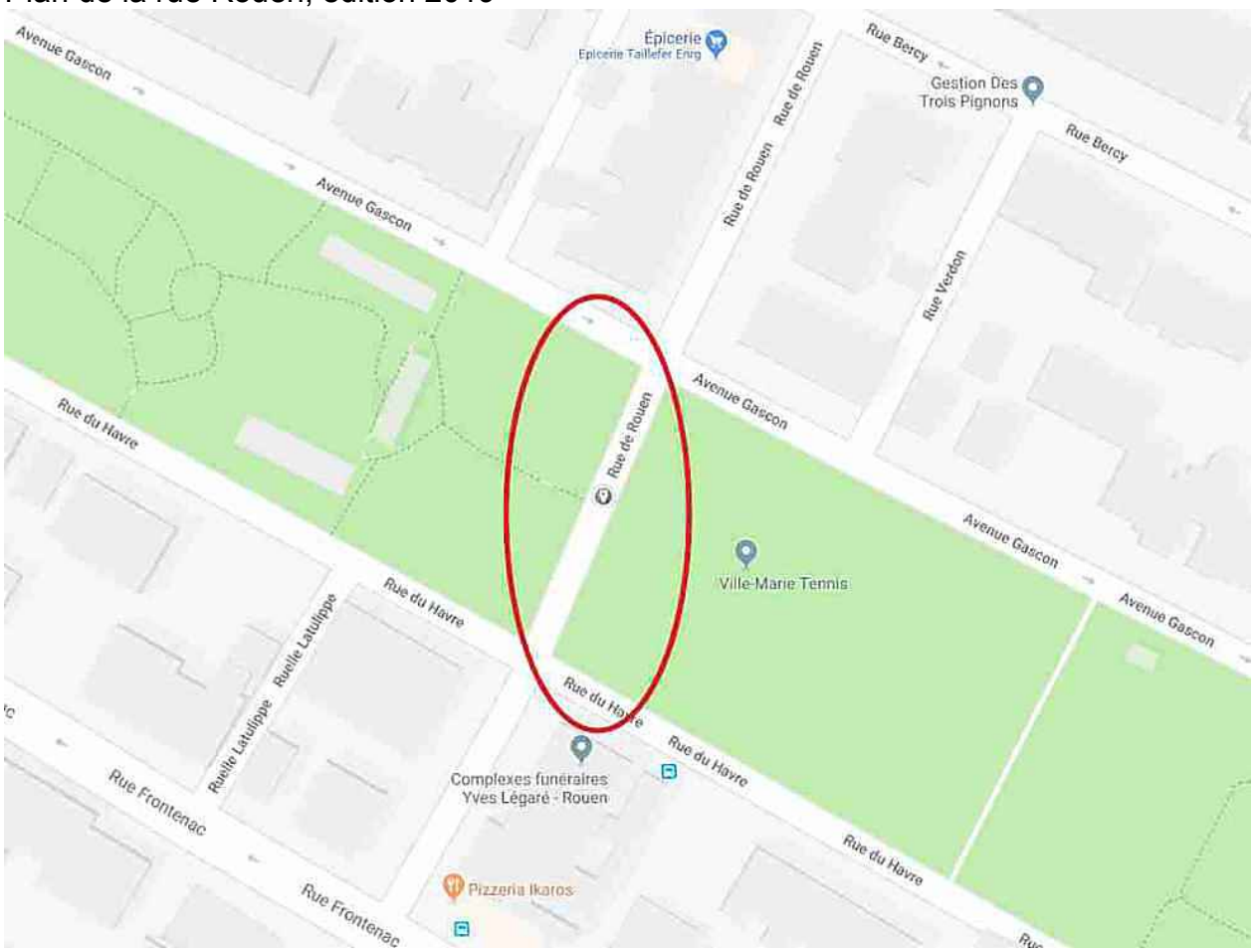
2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
Plan de la rue Rouen, édition 2019

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier XXXX*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xx, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1
Plan de la rue Rouen, édition 2019



Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. 243	**Ordonnance relative à la fermeture de la de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon du 8 mai 2019 au 10 mai 2020**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 9 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la de la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon du 8 mai 2019 à 00h01 au 10 mai 2020 à 23h59

2. La circulation de tout véhicule routier sur la rue Rouen entre les rues Du Havre et Gascon sera interdite pendant la période mentionnée à l'article 1.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1198305005*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le 11 mai 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1197195017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 4e partie, B)

Il est recommandé:
d'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 4e partie, B), soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282, article 560) l'ordonnance 01 -282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons , selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

Signé par	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**Le**	2019-04-26 14:06

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197195017**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 4e partie, B)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un 4e dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 90 permettant la peinture sur la chaussé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240183 - 9 avril 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240113 - 12 mars 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240051- 12 février 2019 pour les mêmes demandes
CA18 240622 - du 21 novembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240496 - du 11 septembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240420 - du 04 juillet 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240356 - du 12 juin 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240204 - du 10 avril 2018 pour les mêmes demandes
CA17 240690 - du 12 décembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240607 - du 22 novembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240506 - du 12 septembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240353 - du 14 juin 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240273 - du 9 mai 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240182 - du 11 avril 2017 pour les mêmes demandes

DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle sportive, historique ou de développement social.

Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée
MTL XP - Saison printemps	Expérience Centre-Ville	9 mai au 18 juin	Trottoir Ouest de la rue McGill College entre Maisonneuve et Sainte-Catherine	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin de 16h à 21h	9 mai au 15 juin de 16h à 21h	9 mai au 15 juin les mercredis et samedis entre 12h et 18h les jeudis et vendredis de 12h à 21h	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin	7 mai au 18 juin
Jardins Gamelin (modification)	Partenariat du Quartier des Spectacles	10 mai au 9 octobre	Place Émilie-Gamelin	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre, de 8h à 23h		10 mai au 9 octobre	30 mai au 29 septembre	
Ariel et les Va -Nu-Pieds	Festival Vue sur la relève des arts de la scène	10 et 16 mai	Rue Sainte-Catherine entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain	9 h à 16 h				9 h à 16 h		9 h à 16 h	9 h à 16 h	
Marche Ukrainienne - Les chemises brodées	Comité d'aide à l'Ukraine de Montréal	19-mai	Ville Marie					13 h à 18 h				
OFFTA	LA SERRE - arts vivants	Bannière - 15 mai au 5 juin Montage - 22 au 23 mai	Place de la Paix		24-mai			24 mai au 2 juin entre 12h et 22h		15 mai au 5 juin 2018		

		2019 Événement - 24 mai au 2 juin 2019 Démontage - 3 juin 2019										
PouzzaFest	Le Festival Pouzza	Montage - 15 au 17 mai 2019 Événement - 17 mai au 19 mai 2019 Démontage - 19 au 20 mai 2019	Parterre du Quartier des Spectacles	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai de 10h à 22h30	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	
Innervision	Festival TransAmériques	24 mai au 2 juin	Place des Festivals					24 mai au 2 juin de midi à 22h		24 mai au 2 juin	24 mai au 2 juin	
Marche Don	Collège Français	24-mai	mont Royal - chemin Olmsted					9 h à 13 h 30				
Journée Vélo-Boulot	Vélo Québec Événements	29-mai	Square-Victoria	11 h à 15 h	11 h à 15 h (Food Truck)			11 h à 15 h			11 h à 15 h	
Les Francos de Montréal	Les FrancoFolies de Montréal inc.	Montage - 30 mai au 13 juin 2019 Événement: 14 au 22 juin 2019 Démontage: 23 au 25 juin 2019	QDS- délimité par les rues suivantes: Saint-Laurent, De Bleury, René-Lévesque et De Maisonneuve.	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	Du 11 au 13 juin 2019: calibration audio de 9h à 22h. Du 14 au 22 juin: Scène Sainte-Catherine et Jeanne-Mance: du 13h à 21h30. Scène Place des Festivals: de 13h à 23h30. Scène Promenade des Artistes: de 16h à 24h30. Scène Petit-Parterre: de 14h30 à 22h30. Scène Grand-Parterre de 12h30 à 22h30.	du 30 mai au 25 juin 2019	du 30 mai au 25 juin 2019	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 30 mai au 25 juin 2019
Tour la Nuit	Vélo Québec Événements	Du jeudi 30 mai à 8 h au dimanche 2 juin à 23 h	MHM, Plateau Mont-Royal, RPP, Ville-Marie		31 mai à 16 h à 1 h le 1er juin	31 mai à 16 h à 1 h le 1er juin	31 mai à 16 h à 1 h le 1er juin	jeudi 30 mai : de 14 h à 17h 31 mai : de 10 à 22 h 30 (site de départ) et de 17 h à 00 h 30 (parc Jeanne-Mance			11 h à 15 h	
Grand Vélo	Fondation des maladies du cœurs et de l'AVC	30 et 31 mai 2019	Rues dans Ville-Marie avec départ et arrivée du Square Cabot					30 mai de 8h à 20h 31 mai de 8h à 16h		30 et 31 mai		
Duathlon Urbain	Fondation Hôpital Sainte-Justine	vendredi 31 mai 2019	Square-Victoria, rue Saint-Jacques, Saint-Antoine, du Square Victoria, Gauvin et Notre Dame	11h à 14h				11h à 14h				

Tour de l'île	Vélo Québec Événements	02-juin	av. du Parc, av. Beaumont, av. Dunbar, Ch. Rockland, Ch. Clyde, av. Dresden, Jean-Talon O. Ch. De la Côte des neiges, av. Barclay, Av. Plamondon, Av. McLynn, Av. Dupuis, Av. Earnscliffe, Av. Old Orchard, Av. Notre-Dame-de-Grâce, boul. Décarie, Ch. De la Côte Saint-Antoine, Av. Prud'homme, boul. de Maisonneuve O., West Broadway, Coffee, Elmhurst, Harley, Ballantyne S., Ch. Avon, Av. Saint-Pierre, Notre-Dame O., Saint-Louis, 6e Av., Ch. du Canal, Ch. du Musée, boul. LaSalle, Wellington, des Filles du Roy, Fafard, Ash, rue du Parc Marguerite-Bourgeoys, LeBer, de la Congrégation, Peel, De la Commune O., Prince, Queen, McGill, Notre Dame O., Saint-Laurent, Sainte-Catherine, Berri, Roy, Laval, Rachel.	2 juin 7 h à 18 h	2 juin 7 h à 18 h (boisson et nourriture)	2 juin 10 h à 18 h (alcool)	2 juin 10 h à 18 h (alcool)	1er juin : 7 h à 11 h et 13 h à 19 h (test de son) 2 juin : 7 h à 11 h (animation site départ) et 9 h 30 à 18 h (animation parc Jeanne-Mance			2 juin 7 h à 18 h	
Pédalez pour les enfants	Fondation de l'hôpital Montréal pour enfants	du 10 au 14 juin 2019	Rues dans Ville-Marie avec départ et arrivée du Square Cabot					du 10 au 14 juin de 10h à 16h		du 10 au 14 juin		
La Grande Récompense + l'Arrivée du 1000 km	Grand Défi Pierre Lavoie	15 et 16 juin 2019	Hochelaga-Maisonneuve et Ville-Marie (Stade olympique)					14h à 21h				
Fête de Dieu	Archidiocèse de Montréal	20-juin-19	Ville-Marie					20 h à 22 h				

Les événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ou se réalisent sur le mont Royal.

Les projets d'événements ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation d présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile est remis à la Ville.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures ; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de projets qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-André VOLCY, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Josée POIRIER, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David LACOSTE
agent(e) de développement culturel

Tél : 514 872-4058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884

Approuvé le : 2019-04-25

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 7 mai, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
3. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.
5. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, Leq 15 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur ce site.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1;

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 7 mai 2019, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

Programmation des événements publics, 4e partie, B
Sommaire 1197195017 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 7 mai 2019

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
MTL XP - Saison printemps	Expérience Centre-Ville	9 mai au 18 juin	Trottoir Ouest de la rue McGill College entre Maisonneuve et Sainte-Catherine	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin de 16h à 21h	9 mai au 15 juin de 16h à 21h	9 mai au 15 juin les mercredis et samedis entre 12h et 18h les jeudis et vendredis de 12h à 21h	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin	9 mai au 15 juin	7 mai au 18 juin	9 mai au 18 juin
Jardins Gamelin (modification)	Partenariat du Quartier des Spectacles	10 mai au 9 octobre	Place Émilie-Gamelin	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre	30 mai au 29 septembre, de 8h à 23h		10 mai au 9 octobre	30 mai au 29 septembre		
Ariel et les Va-Nu-Pieds	Festival Vue sur la relève des arts de la scène	10 et 16 mai	Rue Sainte-Catherine entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain	9 h à 16 h				9 h à 16 h		9 h à 16 h	9 h à 16 h		
Marche Ukrainienne - Les chemises brodées	Comité d'aide à l'Ukraine de Montréal	19-May	Ville Marie					13 h à 18 h					
OFFTA	LA SERRE - arts vivants	Bannière - 15 mai au 5 juin Montage - 22 au 23 mai 2019 Événement - 24 mai au 2 juin 2019 Démontage - 3 juin 2019	Place de la Paix		24-May			24 mai au 2 juin entre 12h et 22h		15 mai au 5 juin 2018			22 mai au 3 juin entre 12h et 22h
PouzzaFest	Le Festival Pouzza	Montage - 15 au 17 mai 2019 Événement - 17 mai au 19 mai 2019 Démontage - 19 au 20 mai 2019	Parterre du Quartier des Spectacles	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai de 10h à 22h30	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai	17 mai au 19 mai		17 mai au 19 mai
Innervision	Festival TransAmériques	24 mai au 2 juin	Place des Festivals					24 mai au 2 juin de midi à 22h		24 mai au 2 juin	24 mai au 2 juin		
Marche Don	Collège Français	24-May	mont Royal - chemin Olmsted					9 h à 13 h 30					
Journée Vélo-Boulot	Vélo Québec Événements	29-May	Square-Victoria	11 h à 15 h	11 h à 15 h (Food Truck)			11 h à 15 h			11 h à 15 h		

Programmation des événements publics, 4e partie, B
Sommaire 1197195017 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 7 mai 2019

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Les Francos de Montréal	Les FrancoFolies de Montréal inc.	Montage - 30 mai au 13 juin 2019 Événement: 14 au 22 juin 2019 Démontage: 23 au 25 juin 2019	QDS- délimité par les rues suivantes: Saint-Laurent, De Bleury, René-Lévesque et De Maisonneuve.	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	Du 11 au 13 juin 2019: calibration audio de 9h à 22h. Du 14 au 22 juin: Scène Sainte-Catherine et Jeanne-Mance: du 13h à 21h30. Scène Place des Festivals: de 13h à 23h30. Scène Promenade des Artistes: de 16h à 24h30. Scène Petit-Parterre: de 14h30 à 23h30. Scène Grand-Parterre de 12h30 à 22h30. Scène stationnement Jeanne-Mance de 12h30 à 23h30	du 30 mai au 25 juin 2019	du 30 mai au 25 juin 2019	du 14 au 22 juin 2019 de 17h à 01h00	du 30 mai au 25 juin 2019	du 30 mai au 25 juin 2019
Tour la Nuit	Vélo Québec Événements	Du jeudi 30 mai à 8 h au dimanche 2 juin à 23 h	MHM, Plateau Mont-Royal, RPP, Ville-Marie		31 mai à 16 h à 1 h le 1er juin	31 mai à 16 h à 1 h le 1er juin	31 mai à 16 h à 1 h le 1er juin	jeudi 30 mai : de 14 h à 17h 31 mai : de 10 à 22 h 30 (site de départ) et de 17 h à 00 h 30 (parc Jeanne-Mance			11 h à 15 h		
Grand Vélo	Fondation des maladies du cœurs et de l'AVC	30 et 31 mai 2019	Rues dans Ville-Marie avec départ et arrivée du Square Cabot					30 mai de 8h à 20h 31 mai de 8h à 16h		30 et 31 mai			
Duathlon Urbain	Fondation Hôpital Sainte-Justine	vendredi 31 mai 2019	Square-Victoria, rue Saint-Jacques, Saint-Antoine, du Square Victoria, Gauvin et Notre Dame	11h à 14h				11h à 14h					
Tour de l'Île	Vélo Québec Événements	02-Jun	av. du Parc, av. Beaumont, av. Dunbar, Ch. Rockland, Ch. Clyde, av. Dresden, Jean-Talon O. Ch. De la Côte des neiges, av. Barclay, Av. Plamondon, Av. McLynn, Av. Dupuis, Av. Earnscliffe, Av. Old Orchard, Av. Notre-Dame-de-Grâce, boul. Décarie, Ch. De la Côte Saint-Antoine, Av. Prud'homme, boul. de Maisonneuve O., West Broadway, Coffee, Elmhurst, Harley, Ballantyne S., Ch. Avon, Av. Saint-Pierre, Notre-Dame O., Saint-Louis, 6e Av., Ch. du Canal, Ch. du Musée, boul. LaSalle, Wellington, des Filles du Roy, Fafard, Ash, rue du Parc Marguerite-Bourgeoys, LeBer, de la Congrégation, Peel, De la Commune O., Prince, Queen, McGill, Notre Dame O., Saint-Laurent, Sainte-Catherine, Berri, Roy, Laval, Rachel.	2 juin 7 h à 18 h	2 juin 7 h à 18 h (boisson et nourriture)	2 juin 10 h à 18 h (alcool)	2 juin 10 h à 18 h (alcool)	1er juin : 7 h à 11 h et 13 h à 19 h (test de son) 2 juin : 7 h à 11 h (animation site départ) et 9 h 30 à 18 h (animation parc Jeanne-Mance			2 juin 7 h à 18 h		

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

Programmation des événements publics, 4e partie, B
Sommaire 1197195017 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 7 mai 2019

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Pédalez pour les enfants	Fondation de l'hôpital Montréal pour enfants	du 10 au 14 juin 2019	Rues dans Ville-Marie avec départ et arrivée du Square Cabot					du 10 au 14 juin de 10h à 16h		du 10 au 14 juin			
La Grande Récompense + l'Arrivée du 1000 km	Grand Défi Pierre Lavoie	15 et 16 juin 2019	Hochelaga-Maisonneuve et Ville-Marie (Stade olympique)					14h à 21h					
Fête de Dieu	Archidiocèse de Montréal	20-Jun-19	Ville-Marie					20 h à 22 h					

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1196290002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques -Cartier du 26 juin au 24 septembre 2019 et une portion de la rue St-Vincent entre les rues Ste-Thérèse et Saint-Paul du 6 juin au 24 septembre, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue Marché Bonsecours et Place Jacques-Cartier du 26 juin au 24 septembre 2019, et une portion de la rue St-Vincent entre Ste-Thérèse et Saint-Paul du 6 juin à 7 h au 24 septembre 2019 à 14 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés -terrasses et édicter les ordonnances;
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 8) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcooliques ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses selon les sites, dates et horaires des événements identifés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue, selon les sites, dates et horaires des événements identifés;

D'édicter, en vertu Règlement sur la propreté et la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance permettant de peindre au pochoir avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-02 15:18

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196290002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, une portion de la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques -Cartier du 26 juin au 24 septembre 2019 et une portion de la rue St-Vincent entre les rues Ste-Thérèse et Saint-Paul du 6 juin au 24 septembre, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances.

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement commercial du Vieux-Montréal (SDC), l'Association des résidants du Vieux-Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont accepté, encore cette année, de piétonniser une partie de la rue Saint-Paul pour rendre le domaine public accessible à tous les piétons et visiteurs. Deux parties de rues seront donc piétonnisées, la rue Saint-Paul entre les rues du Marché Bonsecours et Place Jacques-Cartier du 26 juin au 24 septembre et une portion de la rue St-Vincent entre Ste-Thérèse et Saint-Paul pour la période du 6 juin au 24 septembre . La rue sera rouverte à la circulation à compter du 27 septembre 2019 - 14 h 00.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890002 - CA17 240201 du 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la portion est de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, du 23 mai au 10 octobre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'exploitation de cafés terrasses et édicter les ordonnances.

DESCRIPTION

En collaboration avec la SDC du Vieux-Montréal et l'Association des résidants du Vieux-Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser, pour une septième année, la rue Saint-Paul Est. Quotidiennement, la rue Saint-Paul devient piétonnière à partir de 11 h le matin jusqu'à 5 h le lendemain matin, la rue est rouverte à la circulation.
Les cafés-terrasses pourront être exploités de 11 h à 23 h, du 26 juin au 24 septembre 2019, suivant l'obtention d'un permis émis par l'arrondissement de Ville-Marie. La vente de nourriture et de boissons alcooliques ou non y sera autorisée conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés-terrasses.

La SDC du Vieux-Montréal devra notamment :

- Assurer la coordination de l'installation des cafés-terrasses;

- Assurer l'animation, en déterminer la programmation et encadrer les amuseurs publics qui seront invités sur le site, s'il y a lieu;

Désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et Place Jacques-Cartier, du 26 juin 2019 à 7 h au 24 septembre 2019 à 14 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés-terrasses et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installées le long de ce tronçon, du 26 juin au 24 septembre 2019, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue;

D'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Saint-Paul, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) et, à la fin de la piétonnisation, d'enlever toutes traces de peinture sur la chaussée.

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Avec le succès obtenu avec la piétonnisation de la rue Saint-Paul Est des dernières années, l'arrondissement de Ville-Marie, la SDC du Vieux-Montréal et l'Association des résidants du Vieux-Montréal voient dans la reconduction de la piétonnisation de la rue Saint-Paul Est une façon de continuer à contribuer au développement durable et à l'appropriation du domaine public par la population montréalaise, les visiteurs et les commerçants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La piétonnisation de la rue Saint-Paul Est permettra de promouvoir le Vieux-Montréal à titre de destination culturelle et d'offrir aux visiteurs un lieu de qualité festif et sécuritaire. Elle mettra ce territoire en valeur et favorisera sa vitalité commerciale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec la SDC du Vieux-Montréal, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics cibles concernés. Des avis seront acheminés aux commerçants et aux résidants du secteur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de l'événement pendant la saison estivale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra BORGELA
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-7880
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-02

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-05-02

VIEUX-
MONTRÉAL
SDC

M. Marc Fleury
Contremaître propreté-travaux
Direction des travaux publics
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Montréal, le 23 avril 2019

Objet : Piétonnisation, rue St-Paul Est – Édition 2018

Bonjour M. Fleury,

Je vous informe par la présente, que la Société de développement commercial Vieux-Montréal - Quartier historique demande à l'arrondissement de ville-Marie, la fermeture de la rue St-Paul Est (entre la rue Marché Bonsecours et la place Jacques-Cartier) du 26 juin au 24 septembre 2019.

Notre organisation doit privilégier la mise en place d'un secteur piétonnier à l'occasion de la saison estivale afin que touristes et montréalais puissent se promener en toute sécurité, magasiner, manger ou prendre un verre.

La SDC procèdera à l'installation d'éléments décoratifs dans le tronçon visé par le projet de fermeture de rue.

Cordialement,

Mario Lafrance
Directeur général

10, rue Notre-Dame Est, bureau 505 | Montréal (QC) – H2Y 1B7
514-732-8685 | info@sdcvieuxmontreal.com

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX	Ordonnance relative à la fermeture de la rue Saint-Paul Est entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Saint-Paul Est », la portion de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques Cartier est désignée comme étant une place publique du mercredi 26 juin à 7h au mardi 24 septembre 2019 à 14 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situées le long de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du mercredi 26 juin au mardi 24 septembre 2019, de 11 h à 23 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196290002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la rue Saint-Paul Est, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la rue Saint-Paul, entre la rue du Marché Bonsecours et la Place Jacques-Cartier, est interdite du mercredi 26 juin au mardi 24 septembre 2019 à 14 h

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 05 h 00 et 11 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196290002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Saint-Paul**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la rue Saint-Paul, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Saint-Paul, entre la la rue du Marché Bonsecours et la rue Saint-Laurent, avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du mercredi 26 juin au mardi 24 septembre 2019.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du mercredi 26 juin au mardi 24 septembre 2019.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196290002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1194869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia)

1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur une le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation

a) de déroger notamment aux articles 10, 34, 81, 85, 207, 381 et 656 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) de déroger au Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018);
c) de construire, d'occuper temporairement, puis de démolir un bâtiment de deux étages, aux fins de l'usage « université », conformément aux plans numérotés 2 à 20, réalisés par la firme *Lapointe Magne et associés* , estampillés le 8 avril 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'apparence doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) seul l'usage « université » est autorisé dans l'ensemble du bâtiment;
c) fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment lors du dépôt de la demande de permis;
d) fournir un plan d'aménagement paysager temporaire lors de la demande de certificat d'autorisation de démolition;
e) dans les 6 mois suivant l'obtention du certificat d'autorisation de démolition, déposer une demande de permis de construction pour l'érection d'un nouveau bâtiment ou réaliser les travaux d'aménagement paysager temporaire.

3) De fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation pour l'occupation temporaire, puis la démolition complète visés par la présente autorisation.

Signé par	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**Le**	2019-04-26 17:07

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194869004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction, l'occupation temporaire, puis la démolition d'un bâtiment sur le lot 1 066 120 du cadastre du Québec, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Pavillon temporaire Concordia)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire sur le lot 1 066 120 pour l'aménagement de salles de cours pour répondre aux besoins de l'Université Concordia. Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur minimale sur rue, à l'usage « université », à la marge latérale et arrière, aux équipements mécaniques prescrits par le Règlement d'urbanisme (01-282), mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011),* moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé est un terrain vacant d'une superficie de 1 085 m^2, utilisé comme stationnement extérieur depuis 1969. Depuis l'automne dernier, l'Université Concordia a acquis ce lot en vue de l'utiliser pour répondre à leur besoin d'espace à court, moyen et long termes.

Le lot est situé dans un secteur mixte M.4C (commerces et services de faible intensité) et fait partie de l'unité de paysage Centre-ville. Lorsqu'une demande de permis de construction sera déposée, celle-ci fera l'objet d'une approbation conformément au Titre VIII dans une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.

Le projet
Afin de pallier au manque d'espace pour maintenir les activités d'enseignements pendant la durée des rénovations majeures de l'édifice Hall, il est proposé d'ériger un bâtiment temporaire de 2 étages soit d'environ 9 m de hauteur pour une durée approximative d'au plus 5 ans. Cette proposition permettrait l'aménagement de 8 ou 10 salles de cours qui pourraient accueillir entre 648 et 816 étudiants.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment:

· Selon l'article 10, la hauteur doit être en tout point égale ou supérieure à 11 m alors que le bâtiment projeté prévoit une hauteur d'environ 9 m;
· Selon l'article 34 et 207, l'usage « université » n'est pas autorisé dans la catégorie d'usage M.4
· Selon l'article 81, un mur latéral doit être à 0 ou 3 m minimum de la limite latérale du terrain alors qu'une marge latérale de 0,4 m est prévue;
· Selon l'article 85, le mur arrière doit être implanté à 4 m minimum de la limite arrière du lot alors qu'une marge arrière de 2,78 m est prévue;
· Selon l'article 381, un équipement mécanique doit être à une distance minimale de 3 m par rapport à toute limite de terrain alors que le projet prévoit l'installation d'équipements mécaniques à 1,16 m de la limite;
· Selon l'article 656, une unité de stationnement pour vélo doit être situé sur le même terrain alors que les unités de vélos sont prévus sur le terrain adjacent au site visé par la présente demande.

Le projet prévoit également déroger à certaines dispositions du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) compte tenu de la particularité du bâtiment.

JUSTIFICATION

Analyse et avis
Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.

L'implantation du volume sur la presque totalité du lot permet l'élimination complète du stationnement de surface qui occupe les lieux depuis 50 ans et ainsi contribuer à la diminution d'îlot de chaleur en plein cœur du centre-ville.

L'occupation temporaire du site se traduit par un volume de 2 étages, disproportionnée par rapport au contexte urbain, mais qui répond entièrement aux besoins immédiats de l'Université Concordia. Le nombre de classes n'étant pas encore déterminé, le projet propose deux options soit, un bâtiment occupant un minimum de 60 % du lot permettant l'aménagement de 8 salles de cours ou une implantation maximale de 85 % du lot permettant l'aménagement de 10 salles de cours.

L'aspect temporaire du bâtiment s'explique également dans le choix de la matérialité et des détails de l'enveloppe. Le volume est habillé d'un revêtement métallique ondulé prépeint de couleur anthracite et la façade principale est surmontée d'un élément architectural en saillie qui sert d'écran végétal par l'aménagement de plantes grimpantes. L'objectif étant de créer un objet qui serait un événement dans la ville, il est proposé d'apposer une membrane autocollante avec l'inscription « Concordia » sur une toiture blanche qui viendrait ajouter un élément signalétique et qui serait vu par les occupants des tours voisines.

Un aménagement paysager serait réalisé en lien avec la place Norman-Bethune qui favorisera une intégration urbaine en continuité avec les aménagements existants. La présence du bâtiment, bien qu'elle soit temporaire, doit assurer une plus-value qui se traduit dans ce cas-ci par l'amélioration du paysage urbain.

La proposition prévoit l'aménagement de 14 unités de stationnement pour vélo situées à l'extérieur près de l'entrée principale sur le lot voisin, propriété appartenant à l'Université Concordia. La volonté d'aménager les unités de vélos à un endroit accessible et sécuritaire en plus de maximiser la végétation en bordure de la future construction justifie son

emplacement sur le lot voisin situé en bordure du boulevard De Maisonneuve directement adjacent à l'entrée principale du bâtiment projeté. Aucune unité de stationnement pour véhicule automobile n'est prévue.

Le projet n'engendrait aucun impact par rapport aux conditions d'ensoleillement puisque le volume est inférieur au bâti environnant.

À plus long terme, selon le zonage en vigueur, le bâtiment temporaire proposé pourrait être remplacé par une construction en surhauteur et ainsi offrir des espaces supplémentaires pour les besoins futurs de l'université. Pour assurer un développement futur qui s'insèrerait dans le contexte du centre-ville, la démolition du bâtiment temporaire est une condition à l'obtention du permis de construction.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment;
- Fournir un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du site;
- Présenter une version révisée du projet lors de la révision architecturale à l'étape de l'étude du permis de construction, en prenant compte les éléments suivants:
    - Profiter du caractère temporaire du bâtiment afin d'y réaliser un projet plus dynamique, en optant par exemple pour un traitement des murs et du toit qui serait davantage animé et coloré.
- Fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation, pour la réalisation des travaux de construction, l'occupation et la démolition complète visées par la présente autorisation.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 11 avril 2019, les membres ont émis un avis favorable.

Les membres du comité sont d'avis que l'Université Concordia pourrait mettre à contribution sa faculté des arts pour la réalisation d'un traitement artistique du bâtiment. Une réflexion pourrait être amorcée relativement à la proposition de grillage avec plantes grimpantes pour lequel le comité émet une réserve en raison des résultats souvent non concluants pour ce type d'installation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-8692
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001508758
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1535, boulevard De Maisonneuve Ouest

Responsables : Catherine Beaulieu et Thomas Fontaine

Description : La demande vise la construction, l'occupation et la démolition d'un bâtiment temporaire pour l'aménagement de salles de cours afin de répondre aux besoins de l'Université Concordia. Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur minimale sur rue, à l'usage « université », à la marge latérale et arrière, aux équipements mécaniques prescrits par le *Règlement d'urbanisme 01-282*, mais peut être autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)*. Le projet prévoit également déroger à certaines dispositions du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018)* compte tenu de la particularité du bâtiment.

Le site visé est un terrain vacant d'une superficie de 1 085 m^2, utilisé comme stationnement extérieur depuis 1969. Depuis l'automne dernier, l'Université Concordia a acquis ce lot en vue de l'utiliser pour répondre à leur besoin d'espace à court, moyen et long termes.

Afin de pallier au manque d'espace pour maintenir les activités d'enseignements pendant la durée des rénovations majeures de l'édifice Hall, il est proposé d'ériger un bâtiment temporaire de 2 étages soit d'environ 9 m de hauteur pour une durée approximative d'au plus 6 ans. Cette proposition permettrait l'aménagement de 8 ou 10 salles de cours qui pourraient accueillir entre 648 et 816 étudiants.

Le volume est habillé d'un revêtement métallique ondulé prépeint de couleur anthracite et la façade principale est surmontée d'un élément architectural en saillie qui sert d'écran végétal par l'aménagement de plantes grimpantes. L'objectif étant de créer un objet qui serait un événement dans la ville, il est proposé d'apposer une membrane autocollante avec l'inscription « Concordia » sur une toiture blanche qui viendrait ajouter un élément signalétique et qui serait vu par les occupants des tours voisines.

Un aménagement paysager serait réalisé en lien avec la place Norman Bethune qui favorisera une intégration urbaine en continuité avec les aménagements existants. La proposition prévoit également l'aménagement de 14 unités de stationnement pour vélo situées à l'extérieur près de l'entrée principale sur le lot voisin, propriété appartenant à l'Université Concordia. Aucune unité de stationnement n'est prévue.

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.
Considérant que :	L'implantation du volume sur la presque totalité du lot permet l'élimination complète du stationnement de surface qui occupe les lieux depuis 50 ans et ainsi contribuer à la diminution d'îlot de chaleur en plein cœur du centre-ville.
Considérant que :	L'occupation temporaire du site se traduit par un volume de 2 étages, disproportionnée par rapport au contexte urbain, mais qui répond entièrement aux besoins immédiats de l'Université Concordia.
Considérant que :	La présence du bâtiment, bien qu'elle soit temporaire, doit assurer une plus-value qui se traduit dans ce cas-ci par l'amélioration du paysage urbain.
Considérant quw :	L'aspect temporaire du bâtiment s'explique également dans le choix de la matérialité et des détails de l'enveloppe.
Considérant que :	La volonté d'aménager les unités de vélos à un endroit accessible et sécuritaire en plus de maximiser la végétation en bordure de la future construction justifie son emplacement sur le lot voisin situé en bordure du boulevard De Maisonneuve directement adjacent à l'entrée principale du bâtiment projeté.
Considérant que :	Le projet n'engendrait aucun impact par rapport aux conditions d'ensoleillement puisque le volume est inférieur au bâti environnant.
Considérant qu' :	À plus long terme, selon le zonage en vigueur, le bâtiment temporaire proposé pourrait être remplacé par une construction en surhauteur et ainsi offrir des espaces supplémentaires pour les besoins futurs de l'université.
Considérant que :	Pour assurer un développement futur qui s'insèrerait dans le contexte du centre-ville, la démolition du bâtiment temporaire est une condition à l'obtention du permis de construction.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir un rapport de conformité au Code national du bâtiment ;**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du site ;**
- **Présenter une version révisée du projet lors de la révision architecturale à l'étape de l'étude du permis de construction, en prenant en compte les éléments suivants :**
  - **Profiter du caractère temporaire du bâtiment afin d'y réaliser un projet plus dynamique, en optant par exemple pour un traitement des murs et du toit qui seraient davantage animé et coloré.**
- **Fixer un délai de 72 mois dès la prise d'effet de cette autorisation, pour la réalisation des travaux de construction, l'occupation et la démolition complète visées par la présente autorisation.**

Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que l'Université Concordia pourrait mettre à contribution sa faculté des arts pour la réalisation d'un traitement artistique du bâtiment. Une réflexion pourrait être amorcée relativement à la proposition de grillage avec plantes grimpantes pour lequel le comité émet une réserve en raison des résultats souvent non concluants pour ce type d'installation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

INSTALLATION MODULAIRE
Université Concordia



Proposition conceptuelle
Lapointe Magne et associés
05 Avril 2019 Rév. 02
Dossier 1255-43

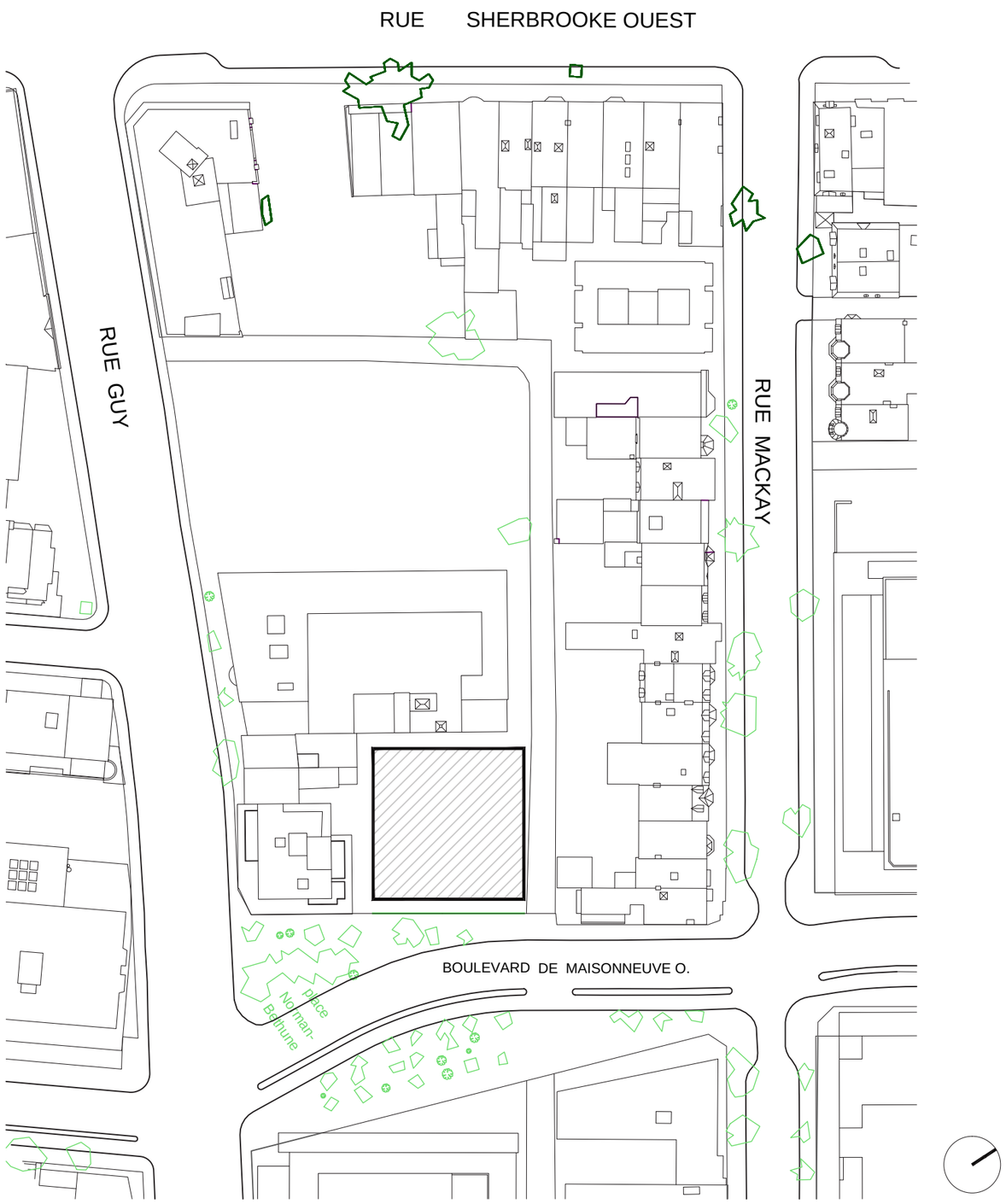
LM&a

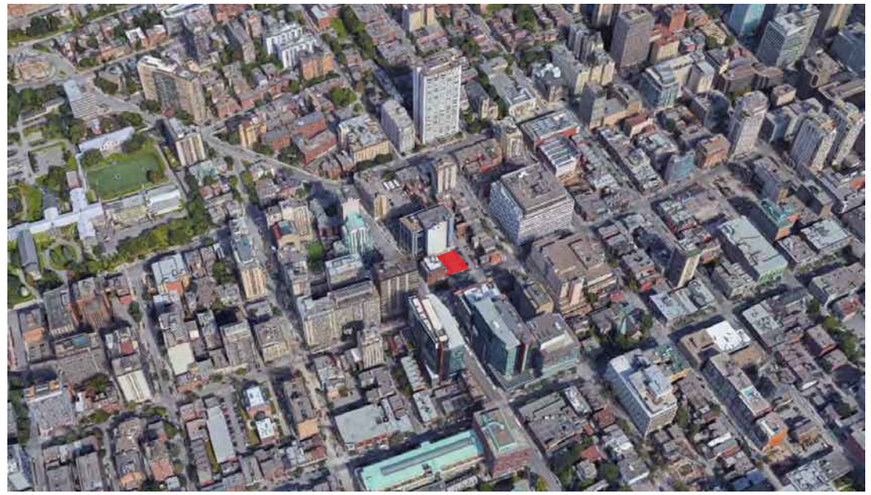
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

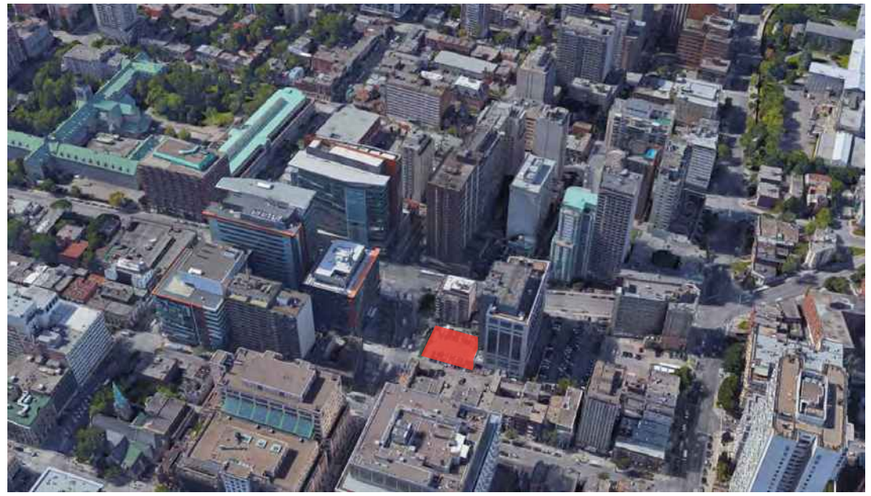
8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN DU SITE









VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PHOTOGRAPHIES DU SITE

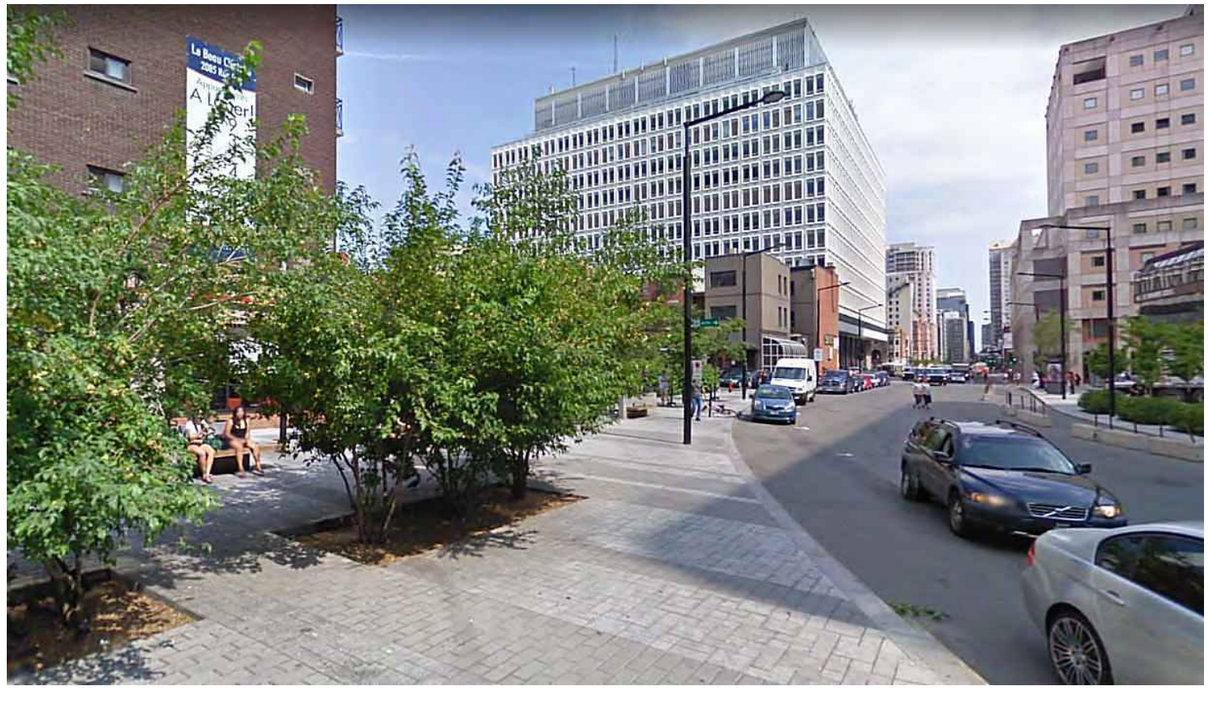
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

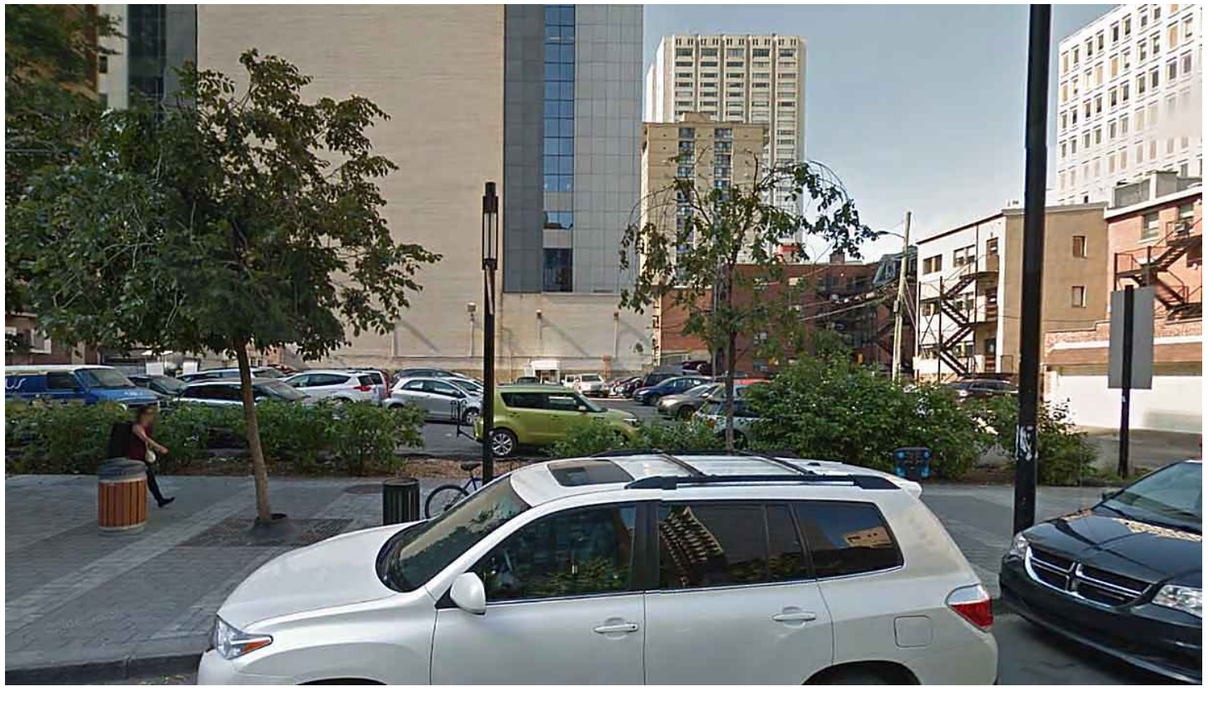
8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES







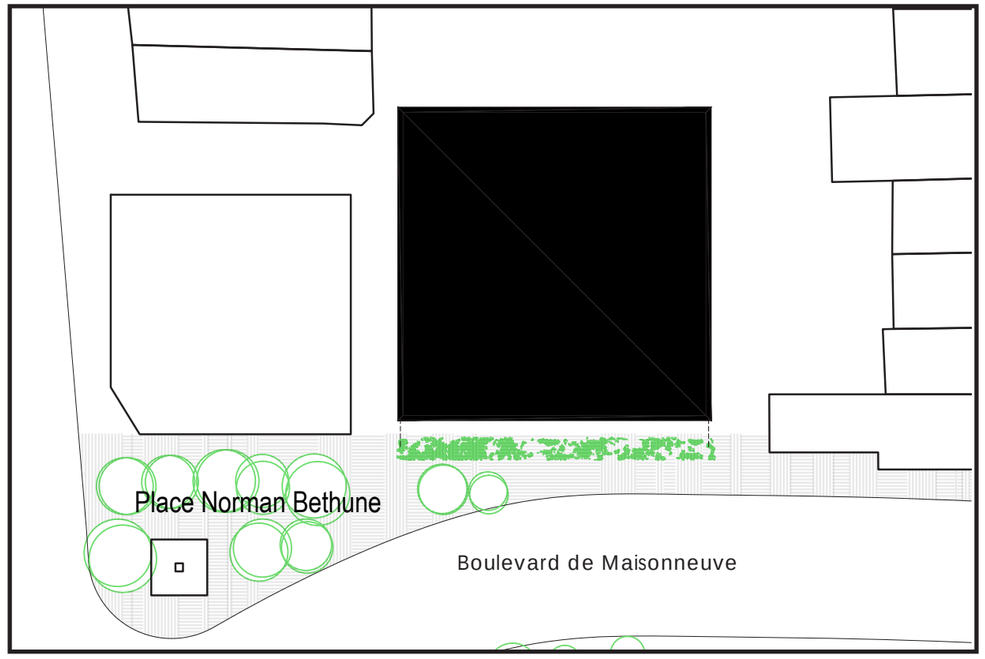


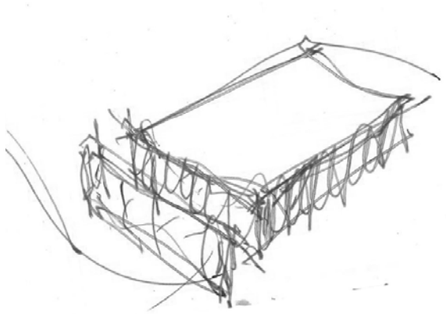
APPROCHE CONCEPTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

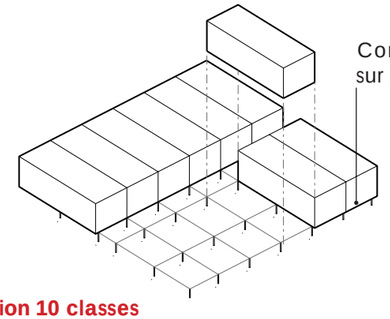




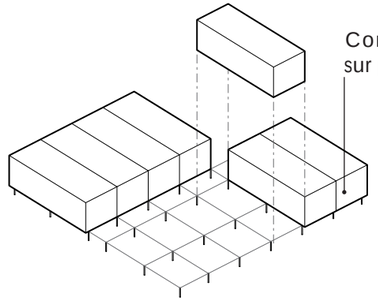
Croquis conceptuel



Image conceptuelle

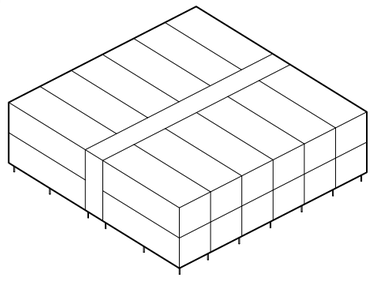


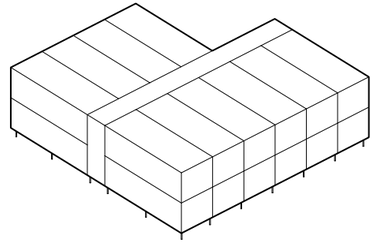
Option 10 classes



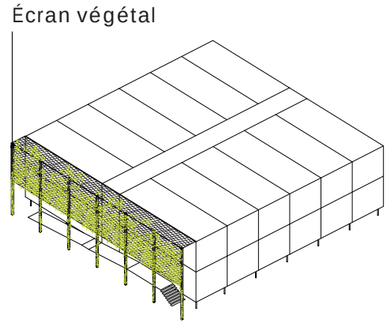
Option 8 classes

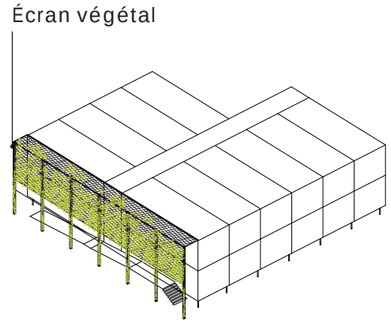
Étape 1: Préparation du site et livraison des unités modulaires





Étape 2: Installation rapide et efficace des unités modulaires





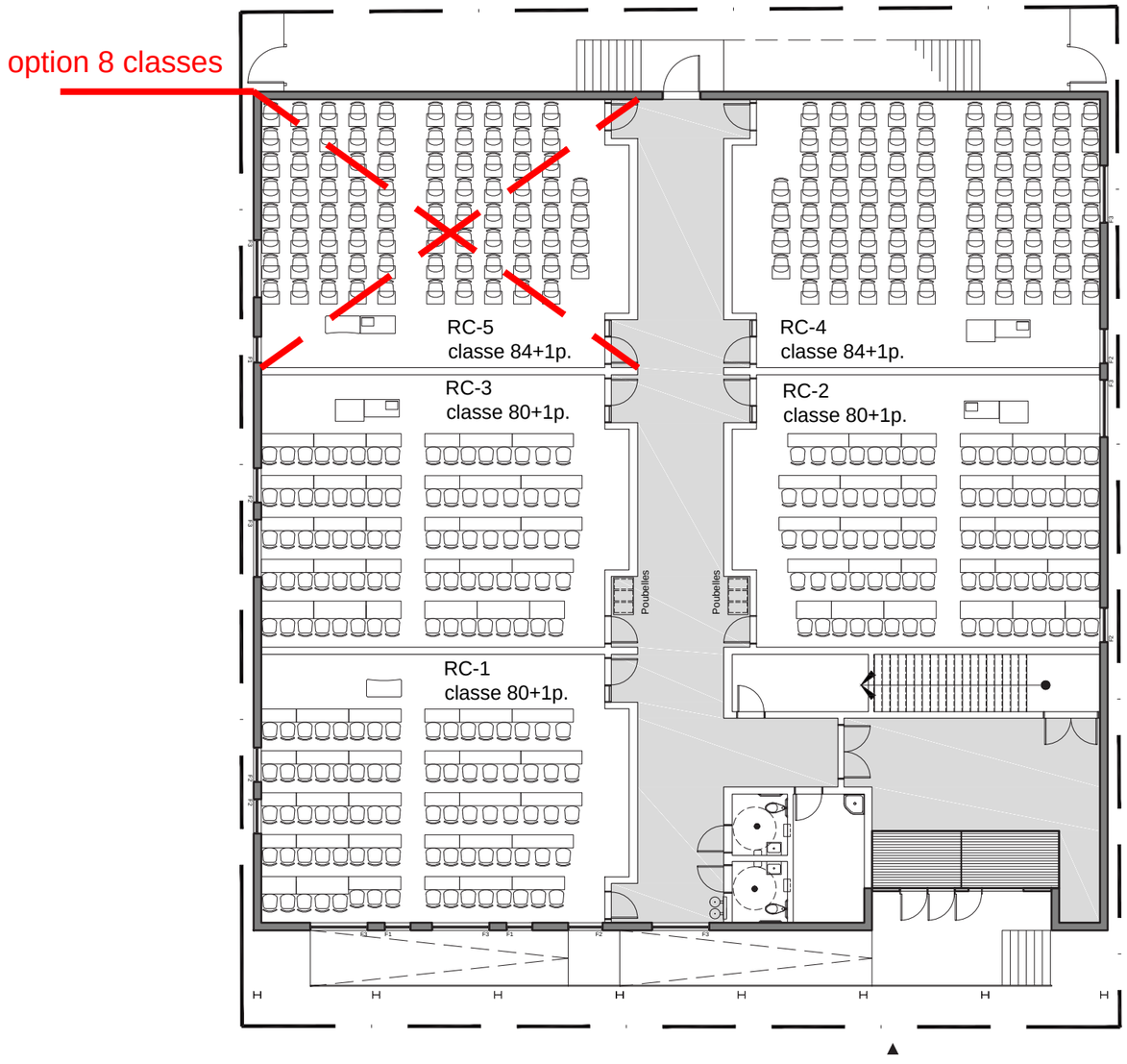
Étape 3: Bonification de l'entrée et élément signalétique par un écran végétal

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Boulevard de Maisonneuve



Projet-pilote de maisons classes à l'école primaire de l'Avenir

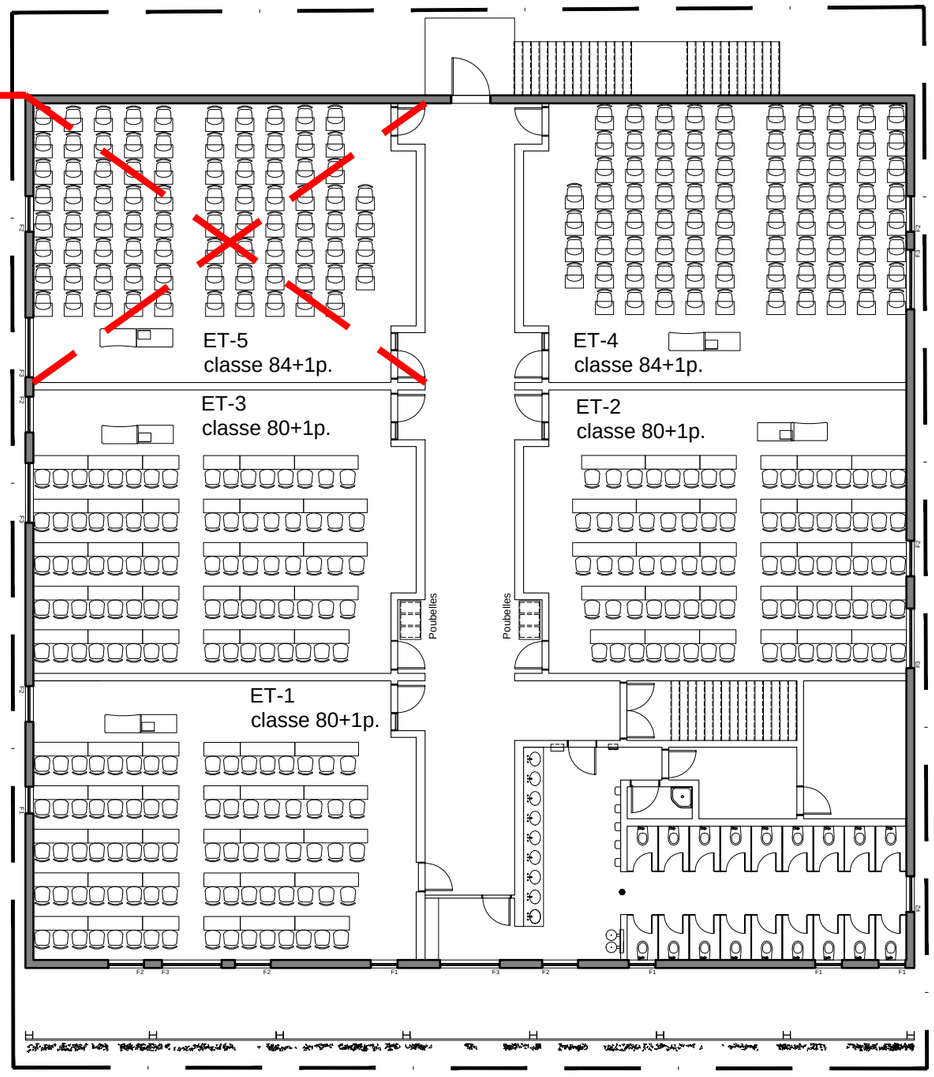
PLAN DU NIVEAU 2

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

option 8 classes





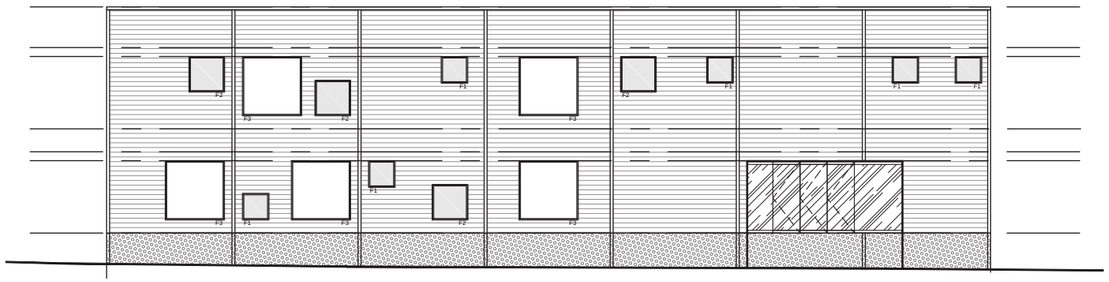
Projet-pilote de maisons classes à l'école primaire de l'Avenir

ÉLÉVATIONS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



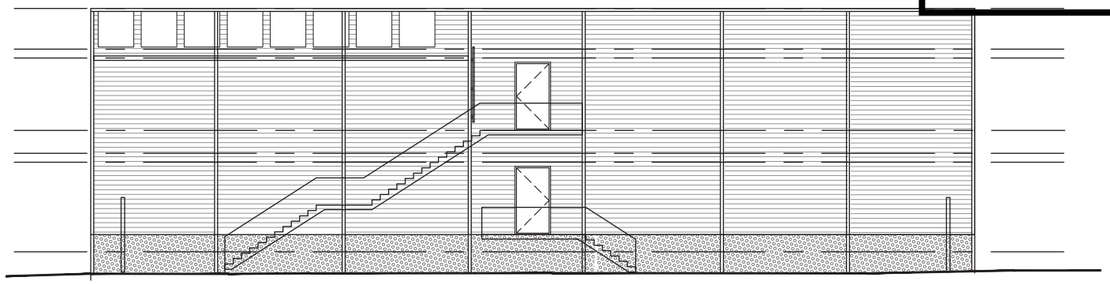
ÉLÉVATION SUD-EST

ACIER ONDULÉ PRÉPEINT - COULEUR ANTHRACITE

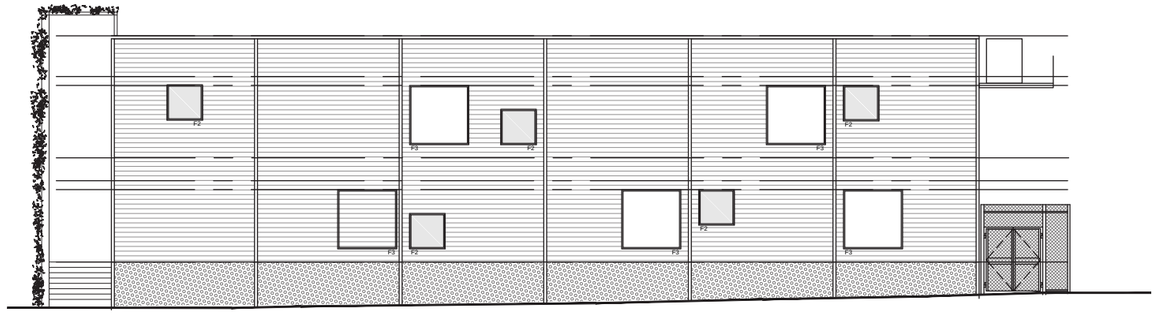
ACIER ONDULÉ PRÉPEINT PERFORÉ - COULEUR ANTHRACITE

FENÊTRE TRANSPARENTE

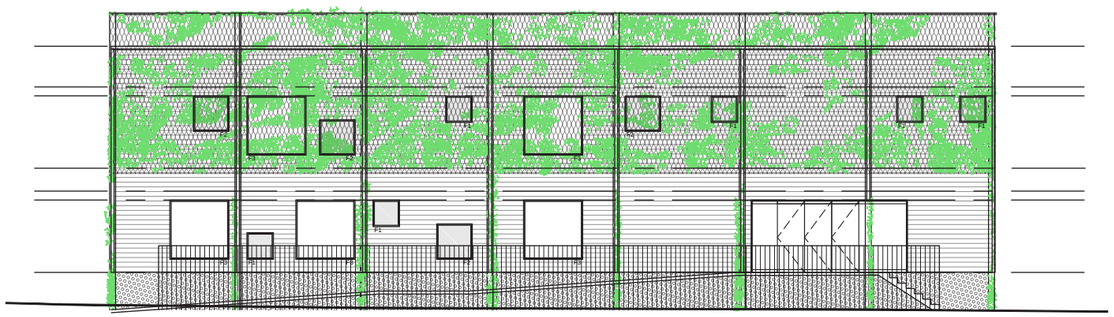
FENÊTRE TRANSLUCIDE ISOLANTE ACOUSTIQUE ET THERMIQUE



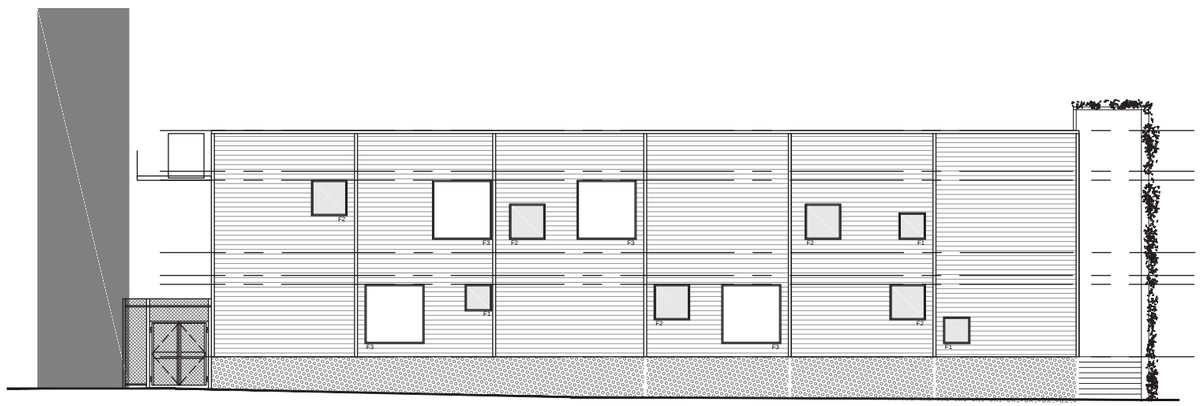
ÉLÉVATION NORD-OUEST



ÉLÉVATION NORD-EST



ÉLÉVATION SUD-EST AVEC ÉCRAN VÉGÉTAL



ÉLÉVATION SUD OUEST

COUPE TRANSVERSALE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

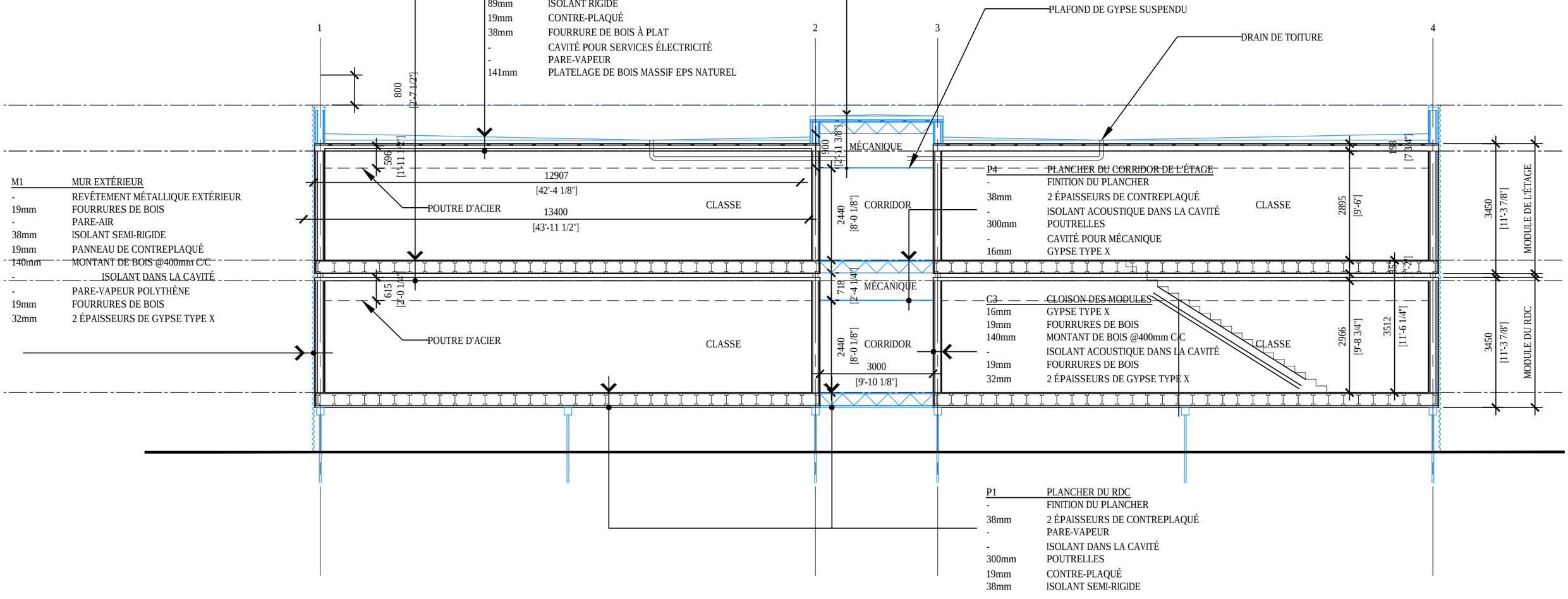
EN BLEU: INSTALLATION AU CHANTIER
PAR L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL OU LE FABRICANT

P2	PLANCHER DES MODULES À L'ÉTAGE
-	FINITION DU PLANCHER
38mm	2 ÉPAISSEURS DE CONTREPLAQUÉ
300mm	POUTRELLES
-	ISOLANT DANS LA CAVITÉ
19mm	CONTRE-PLAQUÉ
-	ESPACE D'AIR ENTRE LES MODULES
89mm	PLATELAGE DE BOIS MASSIF EPS NATUREL

T1	TOITURE DES MODULES
-	MEMBRANES DE TOITURE
-	ISOLANT DE PENTE
89mm	ISOLANT RIGIDE
19mm	CONTRE-PLAQUÉ
38mm	FOURRURE DE BOIS À PLAT
-	CAVITÉ POUR SERVICES ÉLECTRICITÉ
-	PARE-VAPEUR
141mm	PLATELAGE DE BOIS MASSIF EPS NATUREL

T2	TOITURE DES CORRIDORS À L'ÉTAGE
-	MEMBRANES DE TOITURE
89mm	ISOLANT RIGIDE
-	PARE-VAPEUR
19mm	CONTRE-PLAQUÉ
300mm	POUTRELLES
-	CAVITÉ POUR MÉCANIQUE
19mm	FOURRURES DE BOIS
16mm	GYPSE TYPE X

M1	MUR EXTÉRIEUR
-	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE EXTÉRIEUR
19mm	FOURRURES DE BOIS
-	PARE-AIR
38mm	ISOLANT SEMI-RIGIDE
19mm	PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ
140mm	MONTANT DE BOIS @400mm C/C
-	ISOLANT DANS LA CAVITÉ
-	PARE-VAPEUR POLYTHÈNE
19mm	FOURRURES DE BOIS
32mm	2 ÉPAISSEURS DE GYPSE TYPE X



PERSPECTIVES



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PERSPECTIVES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES







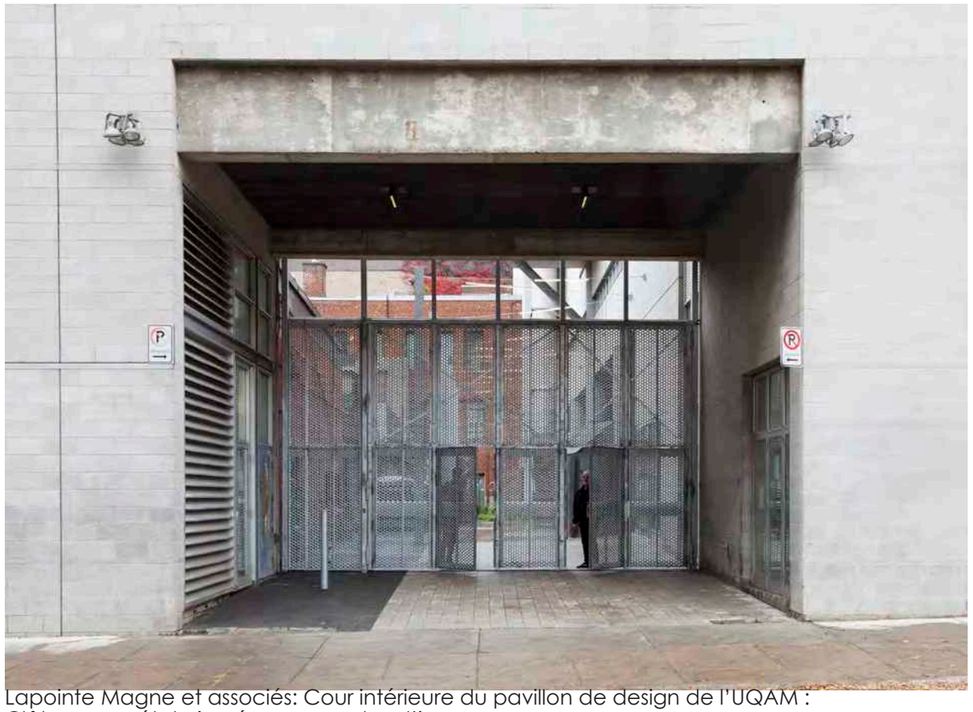


ÉCRAN VÉGÉTAL / CLÔTURE - PRÉCÉDENTS

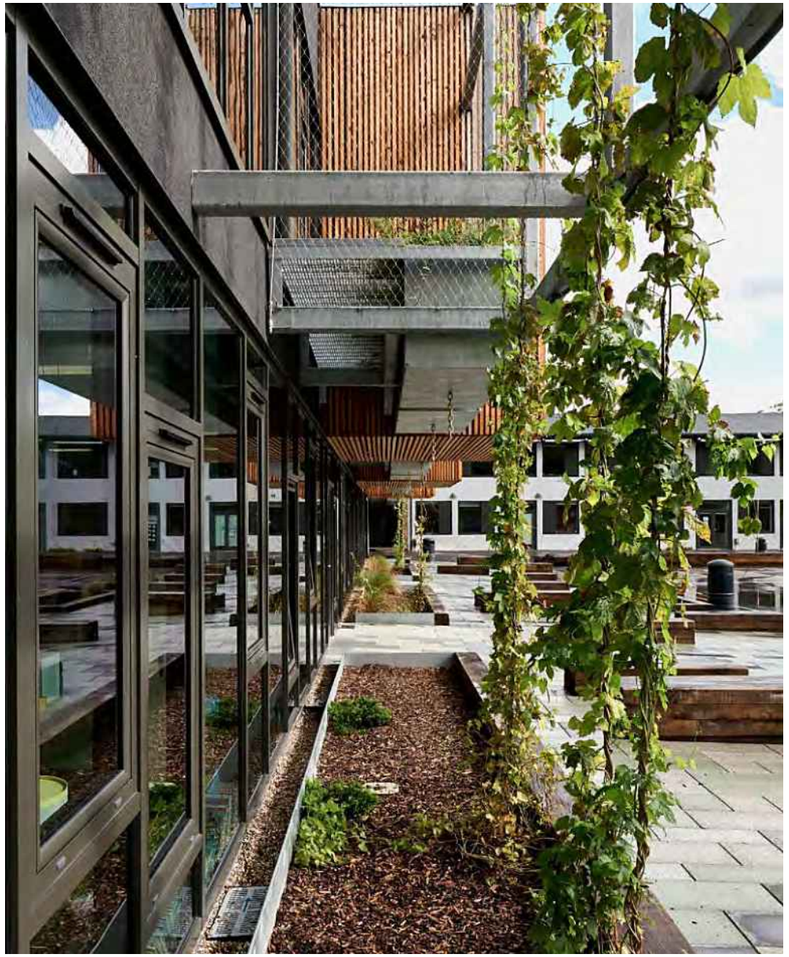
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Lapointe Magne et associés: Cour intérieure du pavillon de design de l'UQAM :
Clôture en métal ajourée avec portes d'issues



Précédent: Végétation grimpante sur câbles d'acier inoxydable





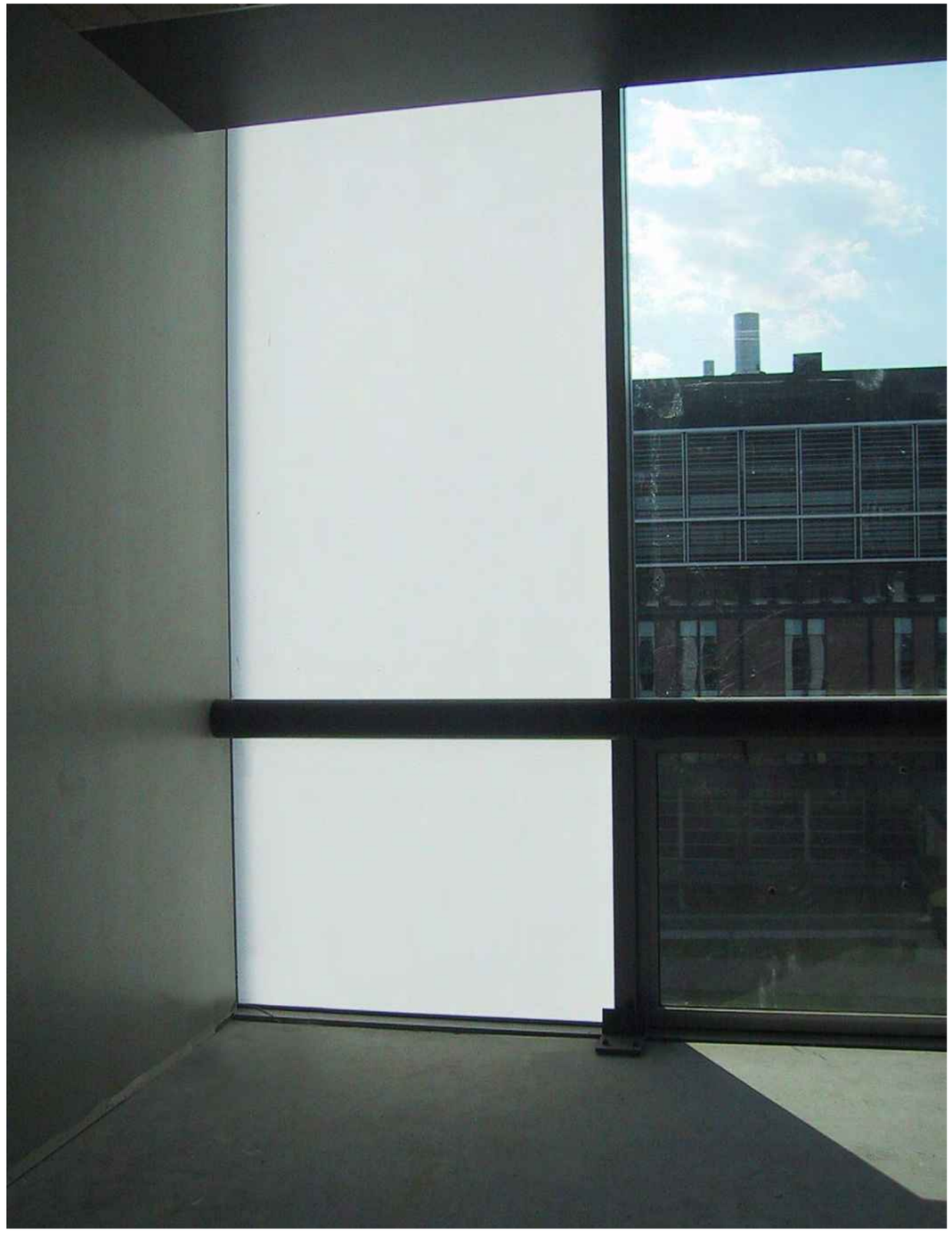
Cour intérieure du pavillon de design de l'UQAM : Écran végétal sur filet en acier inoxydable en hiver



Précédent: Végétation grimpante déployée sur câbles d'acier inoxydable

VERRE TRANSLUCIDE HAUTE PERFORMANCE





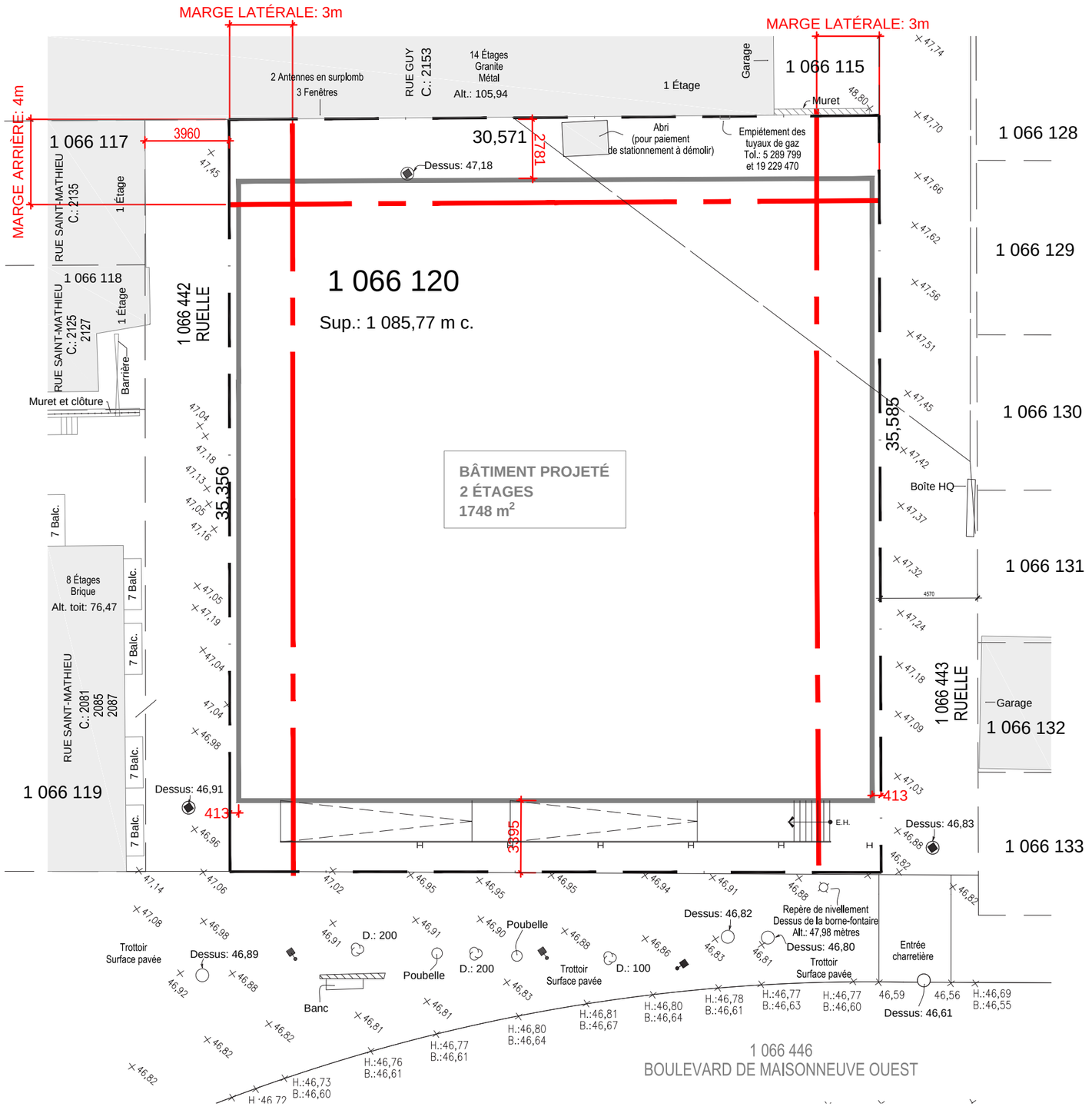
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Lapointe Magne et associés: Département de communication et de journalisme - Université Concordia

ÉLÉMENTS DÉROGATOIRES - MARGES LATÉRALES ET ARRIÈRE



MARGE ARRIÈRE:
REQUIS: 4m
OBTENU: 2.78m

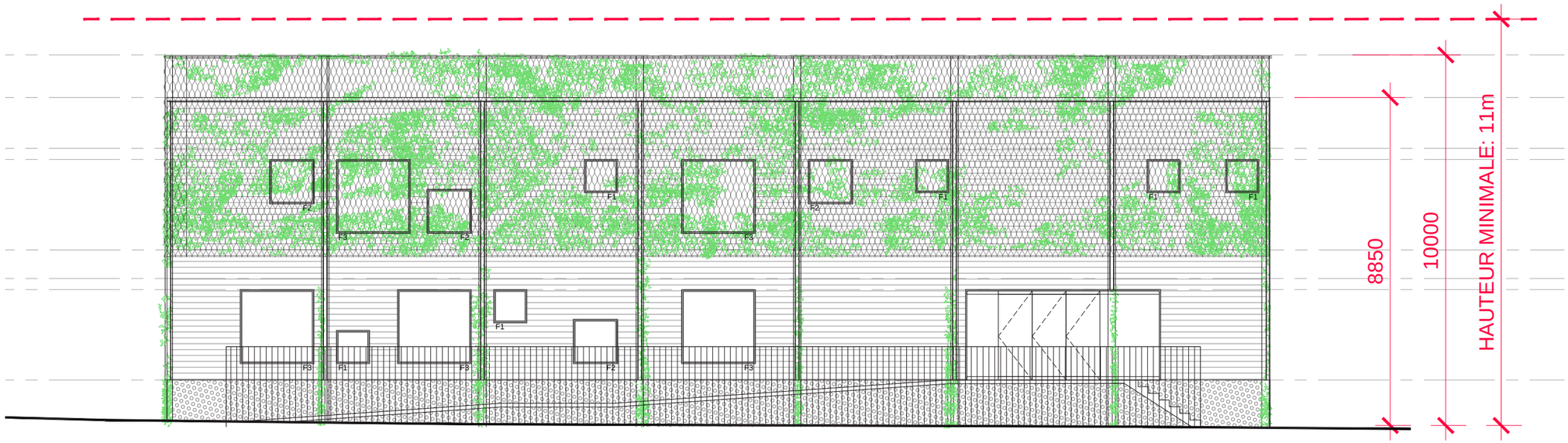
MARGE LATÉRALE:
REQUIS: 3m
OBTENU: 0.4m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉMENTS DÉROGATOIRES - HAUTEUR MINIMALE



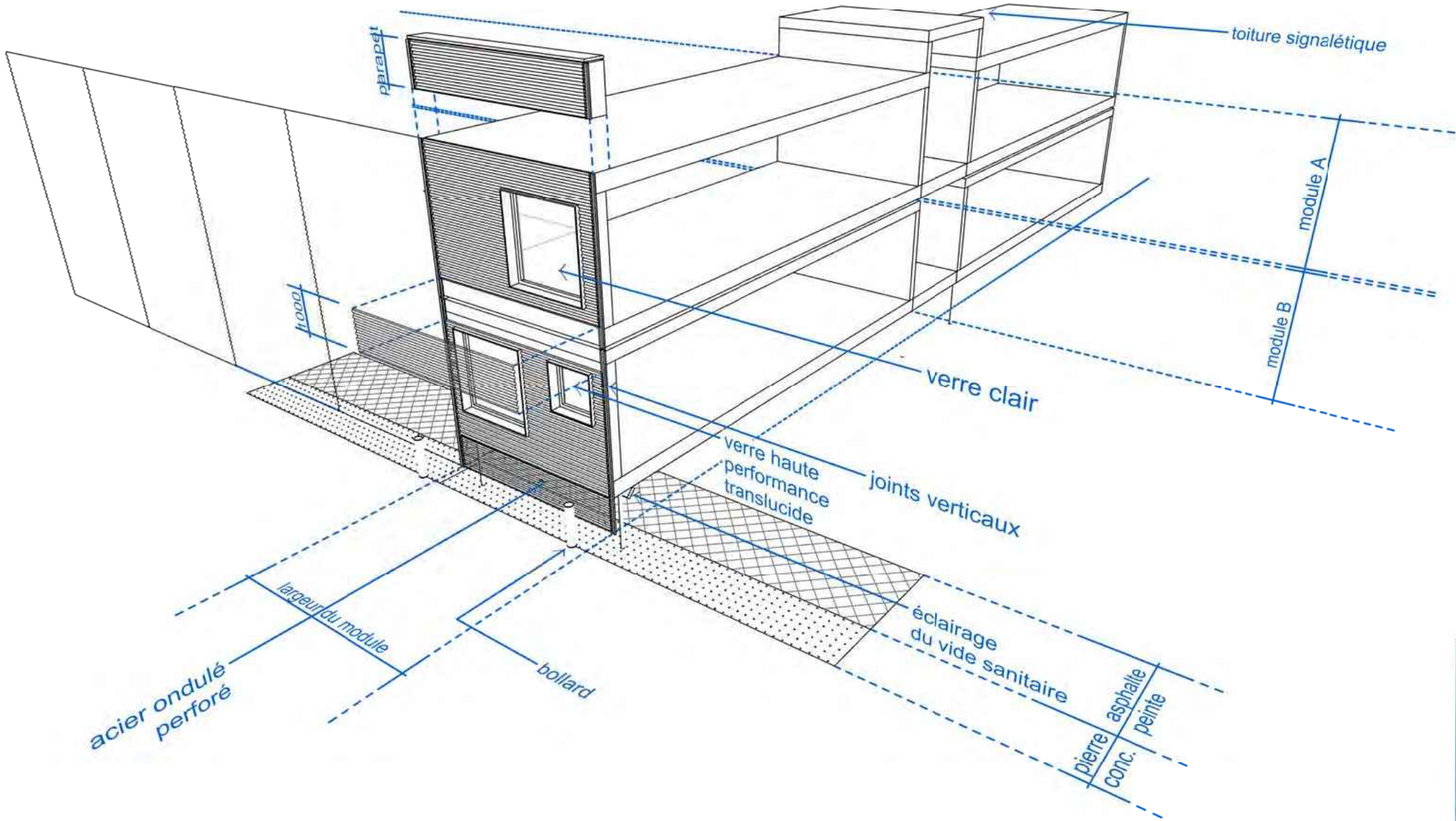
ÉLÉVATION AVEC ÉCRAN VÉGÉTAL
BOUL. DE MAISONNEUVE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

STRATÉGIE MODULAIRE



Les caractéristiques de bâtiments modulaires et de préfabrication furent parties intégrantes de la conception de ce bâtiment à caractère temporaire.

Les modules de classes de 16' (L) par 11'4'' (H) et de 44' (l) seront préfabriqués en usine et assemblés et installés par la suite au chantier. Le bâtiment doit également prévoir d'être désassemblé et réinstallé sur un autre site.

Éléments de conception des façades

1. Un parement de métal ondulé fut prescrit pour être installé en usine ou au chantier.

2. L'installation de parapets au chantier qui pourront facilement s'intégrer en continuité avec le parement de métal ondulé à l'horizontal des façades.

3. Le joint horizontal entre les deux modules superposés sera recouvert au chantier avec une lisière continue de parement métallique assurant la continuité du revêtement.

4. Les joints verticaux, à tous les 16' recouvreront les modules des éléments préfabriqués.

5. Installé au chantier, un parement de métal ondulé identique mais finement perforé permettra l'obstruction et la ventilation naturelle du vide sanitaire d'environ 1,2m sous les modules préfabriqués.

6. Un éclairage nocturne sur gradateurs viendra éclairer ce vide sanitaire à travers le métal perforé ondulé, mettant en valeur le caractère préfabriqué et temporaire de l'installation.

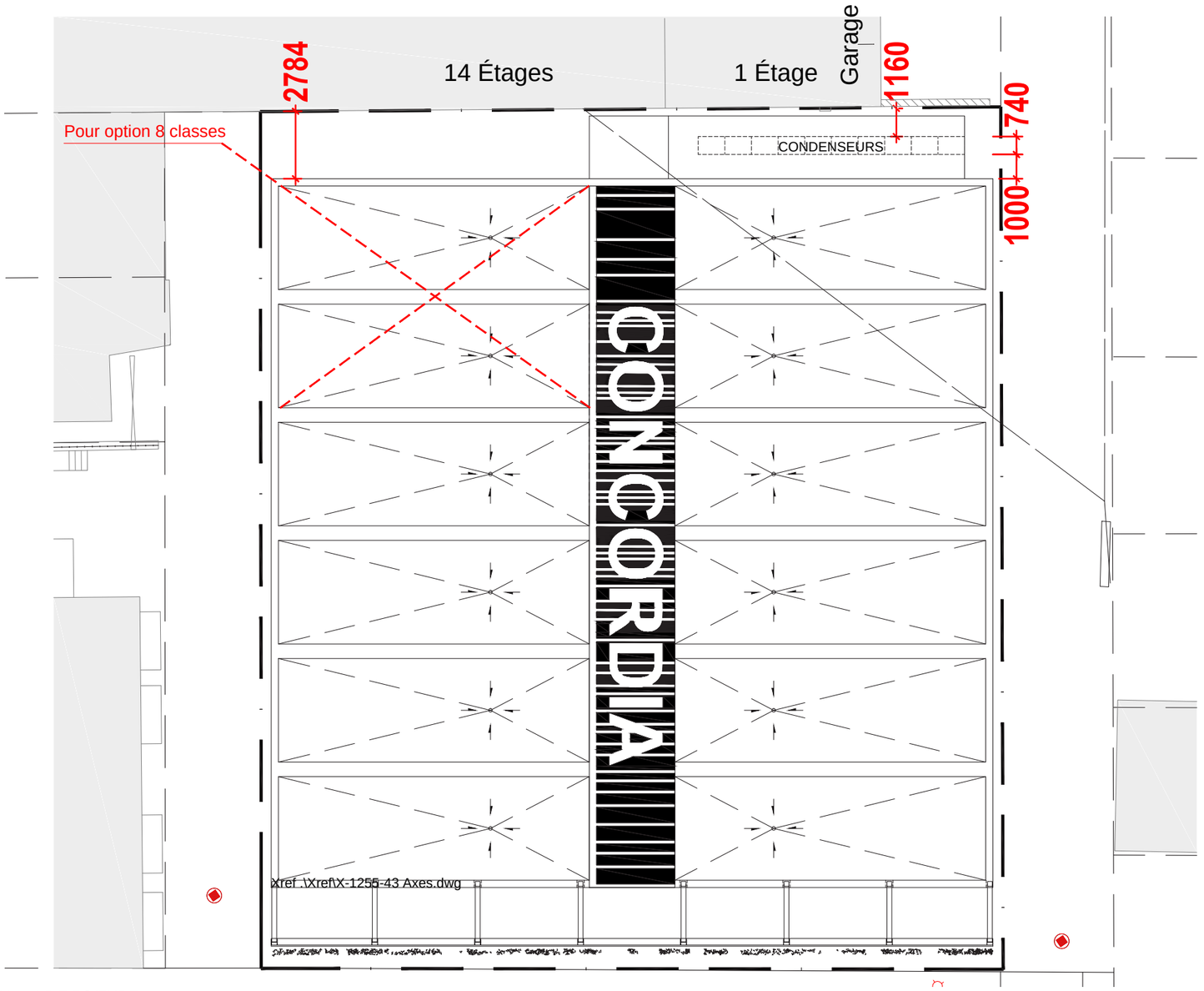


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

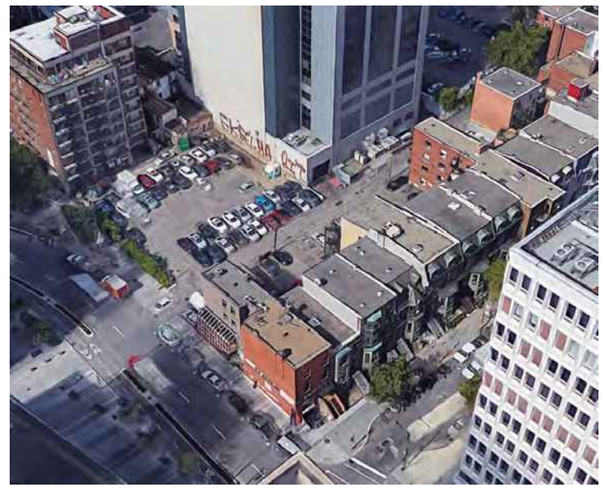
AMÉNAGEMENT DE LA TOITURE



PLAN DE TOITURE
ÉLÉMENT SIGNALÉTIQUE EN MEMBRANE AUTOCOLLANTE
TOITURE BITUME ÉLASTOMÈRE BICOUCHE
FINITION BLANCHE



VUE AÉRIENNE



CONDITIONS EXISTANTES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ACIER ONDULÉ PERFORÉ



PERSPECTIVE
ACIER ONDULÉ PERFORÉ
DE JOUR



PERSPECTIVE
ACIER ONDULÉ PERFORÉ
DE NUIT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

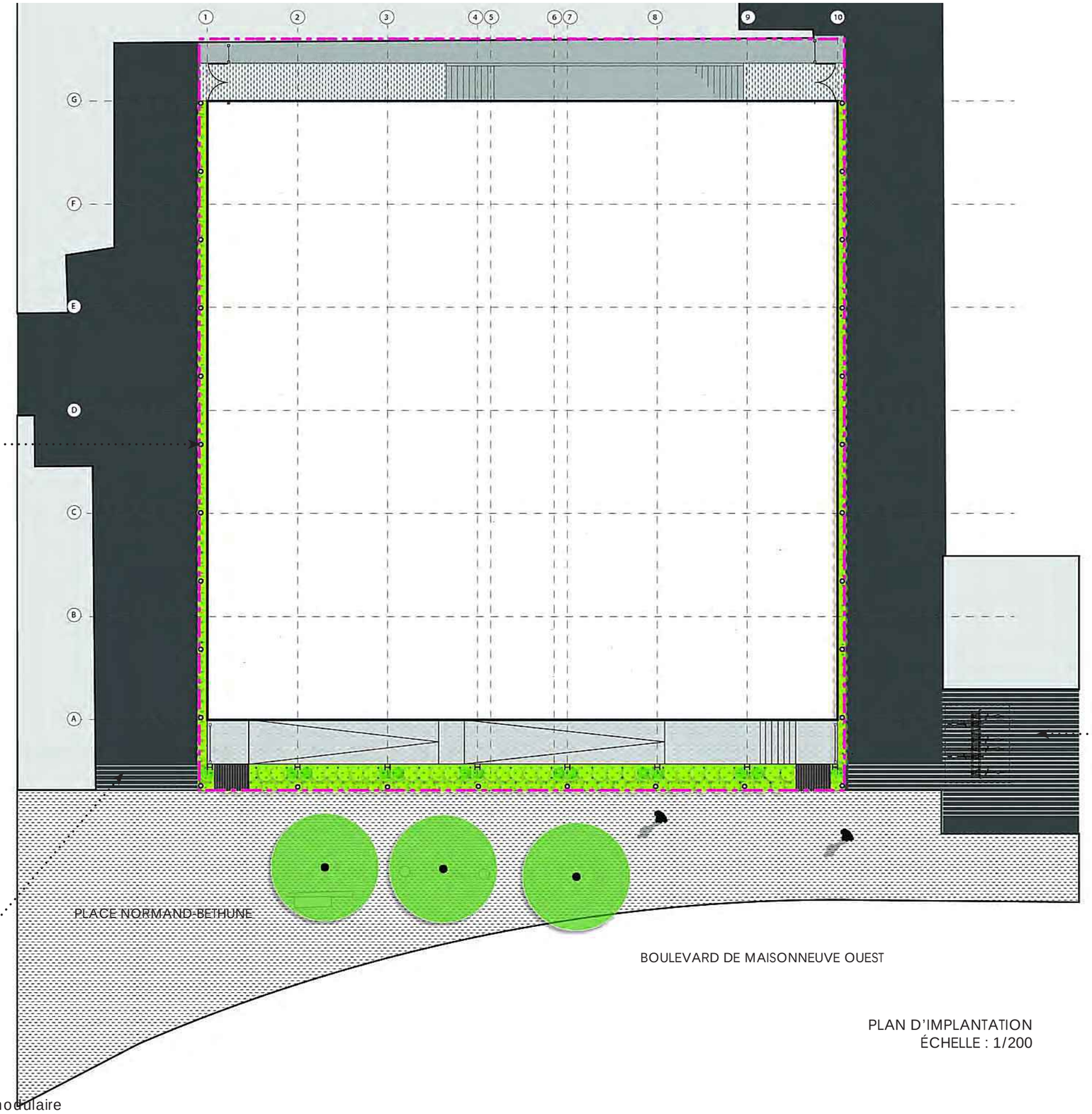
AMÉNAGEMENT PAYSAGER

- PAVÉ PERMÉABLE DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ ALVÉOLÉ GRIS
- PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ NOIR
- PIERRE CONCASSÉE NOIRE
- ACCÈS EN CAILLEBOTIS
- ASPHALTE
- LIMITE DE PROPRIÉTÉ
- EMPRISE BÂTIE
- BANDE PLANTÉE

BOLLARDS
En acier galvanisé avec structure de béton au centre



LIGNAGES AU SOL POUR RALENTIR LES VÉHICULES QUI EMPRUNTENT LA RUELLE



N

PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE : 1/200

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

STRATÉGIE SAISONNIÈRE



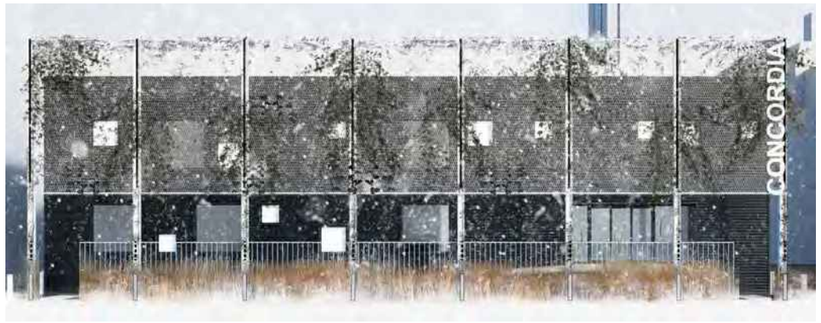
ÉLÉVATION - PRINTEMPS



ÉLÉVATION - ÉTÉ



ÉLÉVATION - AUTOMNE



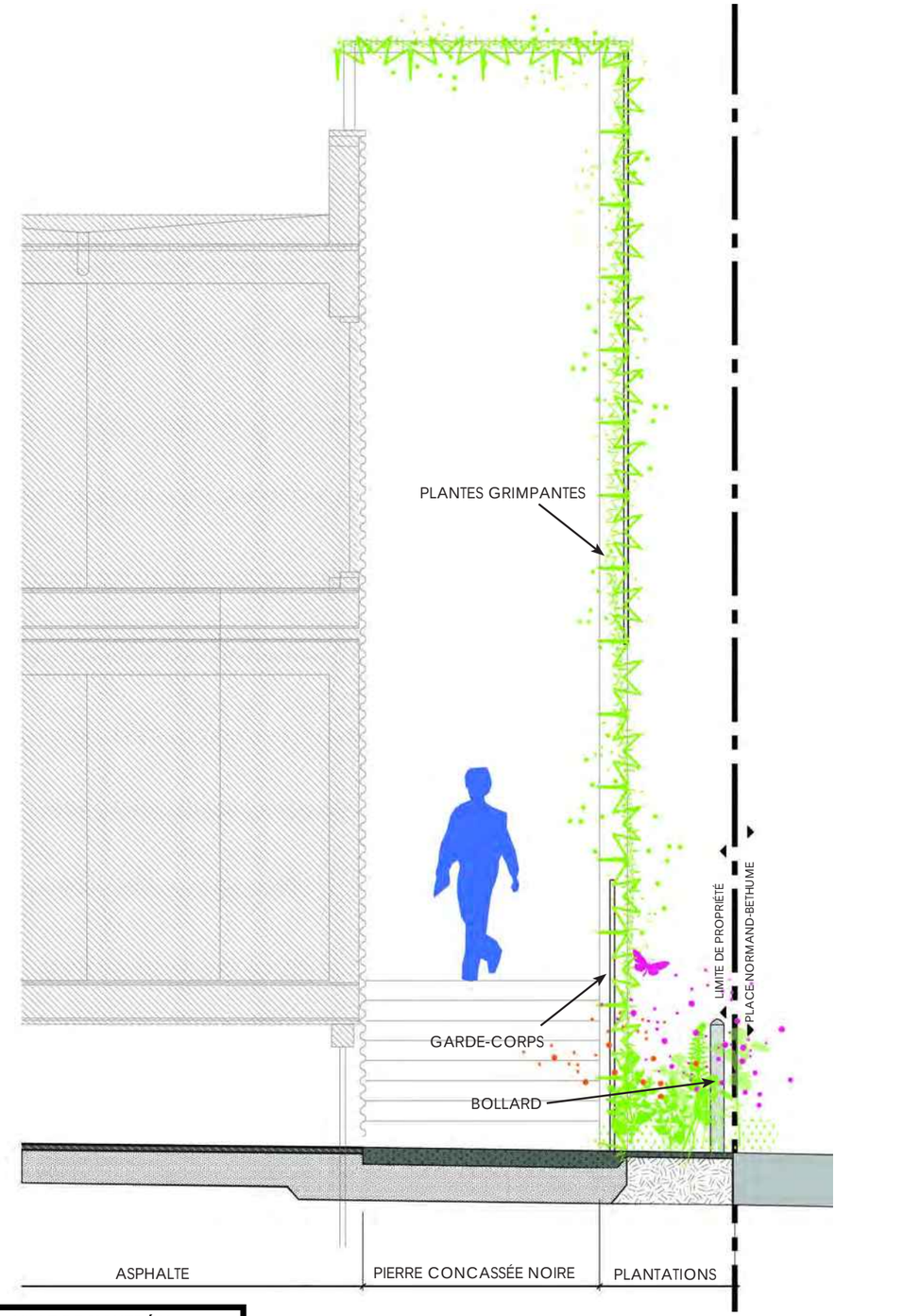
ÉLÉVATION - HIVER

STRATÉGIE D'ÉCLAIRAGE :

ÉCLAIRAGE LED DE 500 MM DE HAUTEUR À PARTIR DU NIVEAU LE PLUS BAS DU FILET DE L'ÉCRAN VÉGÉTAL (TYPIQUE À TOUTES LES COLONNES DE L'ÉCRAN VÉGÉTAL)
ÉCLAIRAGE ORIENTÉ VERS LE BOULEVARD MAISONNEUVE

ÉCLAIRAGE LED LINÉAIRE DE 900 MM DE HAUTEUR À PARTIR DU NIVEAU LE PLUS HAUT DE LA RAMPE (TYPIQUE À TOUTES LES COLONNES DE L'ÉCRAN VÉGÉTAL)
ÉCLAIRAGE ORIENTÉ VERS LE BÂTIMENT

BOLLARD



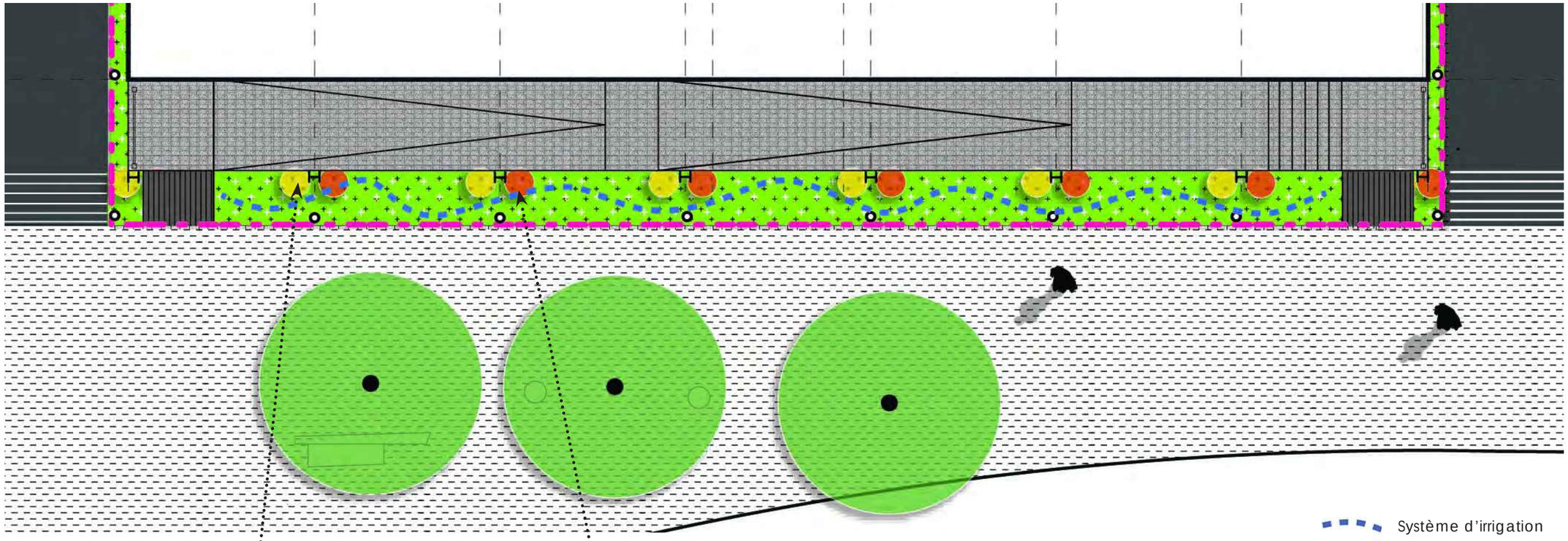
DÉTAIL DE PLANTATION

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

VÉGÉTAUX



PLAN DE PLANTATION
ÉCHELLE : 1/100



VITIS RIPARIA
Vigne de rivage sans raisin



PARTHENOCISSUS QUIN. ENGELMANII
Vigne vierge d'Engelman

N

Système d'irrigation

Bande plantée

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

8 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1193332001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011)

Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), afin d'autoriser les usages, épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur au 3460 rue Peel,

1) D'accorder pour l'immeuble situé au 3640, rue Peel les usages dépanneur, restaurant, traiteur conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) donnant l'autorisation :

a) de déroger notamment à article 1 du Règlement portant sur l'approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel.

b) de déroger notamment aux articles 21.4 (construction hors toit), 21.6 (conditions d'aménagement d'une terrasse), 21.8 (construction hors toit) et 21.10 (écran des équipements mécaniques).

c) d'aménager les constructions hors toit substantiellement conforme au plan réalisé par la firme AEdifica et estampillé le 5 avril 2019 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :

a) les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur doivent être localisés au rez -de-chaussée du bâtiment ;

b) l’aire de plancher au totale pour ces usages ne devra pas dépasser une superficie maximale de 110 m^2;

c) d'optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux.

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

ANNEXE

Plan réalisé par la firme AEdifica et estampillé le 5 avril 2019 par la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-26 17:09

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193332001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant les usages épicerie, dépanneur, restaurant et traiteur pour l'immeuble situé au 3460, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée dans le cadre d'une transformation d'un bâtiment situé au 3460, rue Peel. Le requérant procède actuellement aux travaux intérieurs et voudrait implanter de nouveaux usages commerciaux au rez-de-chaussée. Le plan d'ensemble qui a été adopté pour les trois tours qui longent la rue Peel autorise seulement un restaurant sans spécifier sa localisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM - 21 avril 1987 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel.

DESCRIPTION

Le site
Situé dans le Golden Square Mile, il se trouve dans l'aire de protection du Mount Royal Club. Témoin de la densification d'après-guerre du centre-ville de Montréal, ce bâtiment issu du mouvement brutaliste, comprend 20 étages hors sol et deux étages de stationnement en sous-sol.

Le projet
Le projet consiste à la mise à niveau les appartements existants et à la reconfiguration de certains d'entre eux. Le réaménagement du toit-terrasse, la réfection des façades et des aires paysagers, ainsi que l'installation d'équipements mécaniques de meilleures performances énergétiques, sont aussi prévus.

À terme, la tour comprendra un nombre total de 343 logements répartis comme suit :

	Studio	1 chambre	2 chambres	2 chambres sur 2 niveaux	3 chambres
Nombre	188	76	37	1	41
%	55 %	22 %	37 %	0,01%	12%

De plus, le rez-de-chaussée accueillera de nouveaux commerces de proximité avec, entre autres l'ajout d'un traiteur et d'une épicerie d'appoint (dépanneur).

Le cadre réglementaire

· Compte tenu que règlement 7325, à l'article 1, spécifie « (…) y construire et occuper un bâtiment résidentiel et un restaurant. », il doit être modifié par le biais d'un projet particulier afin d'autoriser ces nouveaux usages.

· Des dérogations seront aussi accordées au Règlement d'urbanisme (RCA 01-282) sur les éléments suivants :

- o Construction hors toit (art. 21.4)
- o Les conditions d'aménagement d'une terrasse (art. 21.6)
- o Les construction hors-toit (art. 21.8)
- o L'écran des équipements mécaniques (21.10)

· Le projet sera soumis subséquemment à la révision architecturale (titre VIII);
· Il nécessite aussi une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

JUSTIFICATION

Considérant que :

· Le projet permet de diversifier les services de proximité aux résidants;
· L'aménagement de ces nouveaux commerces n'a pas d'impact sur l'apparence extérieure du bâtiment.
· Les constructions et les aménagements hors toit devront être substantiellement conforme au plan annexé au projet particulier.

Pour ces raisons, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

· De fixer une superficie maximale de l'ensemble de ces espaces commerciaux à 110 m2;
· Ils devront être localisés au rez-de-chaussée du bâtiment;
· D'optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA - Avis de motion et adoption du projet de règlement
Avis public annonçant l'assemblée publique
Assemblée publique sur le projet de règlement
CA - Adoption du deuxième projet de règlement
Avis public décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire
Délai de 8 jours requis pour recevoir une demande signée d'ouverture d'un registre menant à la tenue d'un référendum
CA - Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-04-24
Christine RACINE Conseillère en aménagement - Aménagement urbain et services aux entreprises	Sylvain VILLENEUVE Directeur	
Tél : 872-5485	**Tél :** 514-872-8692	

Télécop. : 872-4912	**Télécop. :** 000-0000

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001529800
4.2.5

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	3460, rue Peel
Responsable :	Christine Racine
Description :	La demande vise l'autorisation d'un projet particulier dans le cadre d'une transformation d'un bâtiment situé au 3640, rue Peel. Le requérant procède actuellement aux travaux intérieurs et voudrait implanter de nouveaux usages commerciaux au rez-de-chaussée. Le plan d'ensemble qui a été adopté pour les trois tours qui longent la rue Peel autorise seulement un restaurant sans spécifier sa localisation. Situé dans le Golden Square Mile, il se trouve dans l'aire de protection du Mount Royal Club. Témoin de la densification d'après-guerre du centre-ville de Montréal, ce bâtiment issu du mouvement brutaliste, comprend 20 étages hors sol et deux étages de stationnement en sous-sol. Le projet consiste à la mise à niveau les appartements existants et en reconfigurer certains. Le réaménagement du toit-terrasse, la réfection des façades et des aires paysagères, ainsi que l'installation d'équipements mécaniques de meilleures performances énergétiques sont aussi prévus. À terme, la tour comprendra un nombre total de 343 logements répartis comme suit : 188 studios (55 %), logement d'une chambre (22 %), logements de 2 chambres (37 %), logements de 2 chambres sur 2 étages (0,01 %) et logements 3 chambres (12 %). De plus, rez-de-chaussée accueillera de nouveaux commerces de proximité avec, entre autres l'ajout d'un traiteur et d'une épicerie d'appoint (dépanneur).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	CM - 21 avril 1987 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et d'un restaurant situé au côté nord de la rue Sherbrooke et du côté ouest de la rue Peel.
Considérant que :	Le projet permet de diversifier les services de proximité aux résidants.
Considérant que :	L'aménagement de ces nouveaux commerces n'a pas d'impact sur l'apparence extérieure du bâtiment.
Considérant que :	Les constructions et les aménagements hors toit devront être substantiellement conformes au plan annexé au projet particulier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fixer une superficie maximale de l'ensemble des espaces commerciaux à 110 m² ;**
- **Les espaces commerciaux devront être localisés au rez-de-chaussée du bâtiment ;**
- **Optimiser la signalétique des aires de circulation pour les espaces commerciaux.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

—Plans et zones d'intervention Terrasse et Piscine



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 avril 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1196255006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution afin de permettre l'animation de l'esplanade de la Place des Arts et certains usages pour le complexe sis au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 105, rue Sainte-Catherine Ouest (Place des Arts), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 381, 387, 388 et 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, les usages liés à la catégorie M.9, suivant les dispositions applicables à la classe d'occupation C;
c) d'occuper et d'aménager temporairement l'esplanade de la Place des Arts, conformément aux plans numérotés 13, 25 à 27, 29, 30, 32 et 33, préparés par Provencher Roy, datés de mars 2019, et estampillés par l'arrondissement le 24 avril 2019.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) Les usages commerciaux et industriels situés à l'intérieur du bâtiment doivent cumuler une superficie d'au plus 3 000 m²;
b) Les zones d'animation extérieures doivent cumuler une superficie d'au plus 2 300 m²;
c) En tout temps, le nom du commanditaire pourra occuper une superficie maximale de 15% de l'enseigne numérique;
d) L'enseigne numérique doit être conçue de manière à afficher un écran noir ou à s'éteindre en cas de défaillance;
e) Les stèles signalétiques et le mobilier pour les matières résiduelles devront présenter la même signature architecturale que les structures en aluminium déjà soumises;
f) À l'exception du café-terrasse, aucune activités de commerces de détails n'est autorisé sur l'esplanade.

Toute autre disposition non incompatible avec la présente autorisation continue de s'appliquer.

Signé par	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**Le**	2019-04-29 10:56

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196255006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution afin de permettre l'animation de l'esplanade de la Place des Arts et certains usages pour le complexe sis au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre un aménagement encadrant les événements de la Place des Arts sur son esplanade et de pouvoir exercer les usages liés à la catégorie M.9.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

31 janvier 1989 – Règlement modifiant le règlement intitulé « Autorisation d'utilisation de terrains, de construction et d'occupation de bâtiments à des fins spécifiques » afin d'agrandir et d'occuper la salle Wilfrid Pelletier;
17 août 1991 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard de Maisonneuve et les rues Jeanne Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764);

CA09 240681 - 29 septembre 2009 - Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant la construction d'une salle de concert pour l'Orchestre symphonique de Montréal dans le quadrant Nord-est de l'îlot de la Place des Arts, en bordure de la rue Saint-Urbain et du boulevard De Maisonneuve;

CA14 240042 - 11 février 2014 - Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux de la catégorie M.9 pour les locaux directement accessibles de la rue situés au 105 à 175 Sainte Catherine Ouest (Place des Arts), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble;

CA18 240364 - 12 juin 2018 - Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

DESCRIPTION

Le site
La Place des Arts (PDA) occupant l'îlot formé des rues Saint-Urbain, Sainte-Catherine, Jeanne-Mance et De Maisonneuve, regroupe le Musée d'art contemporain, six salles de spectacles, des salles d'exposition et de réception, ainsi que 8 locaux commerciaux. Le site est connecté au réseau souterrain qui mène au Complexe Desjardins, ainsi qu'au métro. Au-dessus du complexe se trouve une esplanade qui fait l'objet d'une rénovation depuis 2017 et dont l'achèvement se terminera cette année avec la réfection des escaliers donnant sur la rue Sainte-Catherine. Cet espace extérieur possède aussi des accès depuis les autres artères qui l'entourent, pour un total de sept. Le Musée d'art contemporain fera aussi l'objet d'une rénovation majeure au cours des prochaines années.

Le projet
Dans le cadre de son Programme d'accessibilité aux arts (PAAA), la Société de la Place des Arts souhaite rejoindre plus largement les communautés artistiques et culturelles. Pour atteindre cet objectif, la stratégie développée par l'organisme prévoit animer son esplanade à l'aide d'une programmation variée à échelle locale durant les mois de mai et de septembre. Pour accueillir la programmation du projet Hors-Les-Murs, des installations temporaires seraient déployées à travers six zones réparties sur l'esplanade. Une scène de 71 m² et une piste de danse occupent la place centrale et permettront d'y offrir des cours de danse et des spectacles de musique. Des structures en aluminium gris anthracite d'une hauteur de 3,5 mètres avec un éclairage intégré viendront encadrer ces zones. Elles seront fixées au système d'ancrage scénique déjà intégré au dallage. Avec leur caractère adaptable selon la programmation, elles pourront accueillir des tables et bancs, un kiosque d'information, des toiles solaires ou encore des projecteurs d'ambiance ou scéniques. Parallèlement à la demande de projet particulier, une ordonnance pour la diffusion de son amplifié devra être édictée.

Un affichage signalétique en aluminium qui se greffera aux structures métalliques identifiera l'activité en cours, ainsi que le logo de la Place des Arts et celui du commanditaire. La superficie totale de cet affichage est de 1,25 m², dont 70% est accordé à l'activité, 15% à la PDA et 15% au commanditaire. Une enseigne électronique composée de six écrans est aussi prévue à la zone d'accueil, en haut des escaliers de la rue Sainte-Catherine. Dans les mêmes proportions que pour l'affichage statique, elle fera dérouler la programmation, accompagnée du logo de la PDA et du commanditaire.

En parallèle, l'organisme gouvernemental souhaite également diversifier les usages commerciaux à l'intérieur du complexe de la PDA. Il souhaite obtenir les usages permis sur la rue Sainte-Catherine. Actuellement, seuls deux locaux ayant pignon sur rue bénéficient des usages permis dans la catégorie M.9. Enfin, un café-terrasse destiné aux restaurateurs du complexe sera aménagé à l'extérieur au dessus des locaux commerciaux sur la rue Sainte-Catherine.

Le cadre réglementaire

- La Place des Arts est située dans un secteur de catégorie E.6 regroupant entre autres les établissements opérant dans le domaine de la culture, ainsi que des sociétés paragouvernementales ;
- Selon l'article 387 du Règlement d'urbanisme, un café-terrasse est autorisé dans un secteur de la catégorie M.3 à M.9;
- Selon l'article 388, un café-terrasse ne doit pas excéder 50 % de la superficie occupée par l'établissement au niveau auquel le il se rattache;
- Selon l'article 381, les dépendances, ainsi que les équipements mécaniques et récréatifs ne sont pas permis en cours avant;
- Aucune enseigne n'est autorisée sur un toit et aucune enseigne installée sur un bâtiment ne peut dépasser le parapet ou la ligne de faîte (article 501).

JUSTIFICATION

Considérant que :

- Le projet répond aux critères établis par le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;
- Les usages demandés associés à la catégorie M.9 permettront de diversifier l'offre commerciale de l'ensemble du complexe de la Place des Arts, tout en assurant une cohabitation harmonieuse et compatible avec les usages culturels de l'immeuble et de la rue Sainte-Catherine;
- L'aménagement des zones d'activité permet d'animer l'espace en dehors de la période des festivals et répond au caractère dynamique de la rue Sainte-Catherine;
- L'offre commerciale du secteur est déjà bien implantée et diversifiée;
- Les installations seront peu visibles à partir de la rue Saint-Urbain;
- Les structures modulables en aluminium gris anthracite proposées sont simples et favorisent une unité architecturale avec le nouvel aménagement de l'esplanade;
- La programmation sur l'esplanade répond à l'objectif du PPU du Quartier des spectacles – secteur Place des Arts quant à assurer l'ancrage de manifestations culturelles dans des lieux urbains bien encadrés et animés durant toute l'année, et répond à un souhait du PPU qui incite la PDA à s'ouvrir sur la rue et contribuer à son animation;
- Le projet respecte les paramètres du Plan d'urbanisme;
- À la séance du 11 avril 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec conditions.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Les usages commerciaux et industriels situés à l'intérieur du bâtiment devront avoir une superficie totale maximale de 3 000 m²;
- Les zones d'animation extérieures auront une superficie totale maximale de 2 300 m²;
- Réduire la dimension des écrans numériques;
- En tout temps, le nom du commanditaire pourra occuper une superficie maximale de 15% de l'ensemble de l'enseigne numérique;
- L'enseigne électronique doit être conçue de manière à afficher un écran noir ou à s'éteindre en cas de défaillance;
- La superficie des enseignes des établissements devra se limiter aux quotas établis par le Règlement d'urbanisme (01-282);
- Déposer les documents détaillés des stèles signalétiques et du mobilier pour les matières résiduelles qui devront présenter la même signature architecturale que les structures en aluminium déjà soumises;
- Exclure l'aspect commercial de la programmation "Hors-les-Murs".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
Avis annonçant le processus d'approbation référendaire;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-24

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-8692
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001479160
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 105, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsable : Gabrielle Leclerc-André, Bruno Collin et Thomas Fontaine

Description : La demande vise l'autorisation d'un projet particulier pour l'aménagement encadrant les événements de la Place des Arts sur son esplanade et pour l'exercice des usages liés à la catégorie M.9.

La Place des Arts occupant l'îlot formé des rues Saint-Urbain, Sainte-Catherine, Jeanne-Mance et De Maisonneuve, regroupe le Musée d'art contemporain, six salles de spectacles, des salles d'exposition et de réception, ainsi que 8 locaux commerciaux. Le site est connecté au réseau souterrain qui mène au Complexe Desjardins, ainsi qu'au métro. Au-dessus du complexe se trouve une esplanade qui fait l'objet d'une rénovation depuis 2017 et dont l'achèvement se terminera cette année avec la réfection des escaliers donnant sur Sainte-Catherine. Cet espace extérieur possède aussi des accès depuis les autres artères qui l'entourent, pour un total de 7.

Le Musée d'art contemporain fera également l'objet d'une rénovation majeure au cours des prochaines années.

Dans le cadre de son Programme d'accessibilité aux arts (PAAA), la Société de la Place des Arts souhaite rejoindre plus largement les communautés artistiques et culturelles. Pour atteindre cet objectif, la stratégie développée par l'organisme prévoit animer son esplanade à l'aide d'une programmation variée à échelle locale durant les mois de mai et de septembre. Pour accueillir la programmation du projet Hors-Les-Murs, des installations temporaires seraient déployées à travers six zones réparties sur l'esplanade. Une scène de 71 m² et une piste de danse occupent la place centrale et permettront d'y offrir des cours de danse et des spectacles de musique. Des structures en aluminium gris anthracite d'une hauteur de 3,5 m avec un éclairage intégré viendront encadrer ces zones. Elles seront fixées au système d'ancrage scénique déjà intégré au dallage. Avec leur caractère adaptable selon la programmation, elles pourront accueillir des tables et bancs, un kiosque d'information, des toiles solaires, des projecteurs d'ambiance ou scéniques ou encore des concessions alimentaires. Pour ces dernières, des huches abriteront des équipements utiles à l'assemblage des aliments servis sur l'esplanade (aucune cuisson). Les locataires commerciaux situés à l'intérieur du complexe seraient aussi invités à participer à la programmation en y offrant leurs services et produits.

Parallèlement à la demande de projet particulier, une ordonnance pour la diffusion de son amplifié devra être édictée.

Un affichage signalétique en aluminium qui se greffera aux structures métalliques identifiera l'activité en cours, ainsi que le logo de la Place des Arts et celui du commanditaire. La superficie totale de cet affichage est de 1,25 m², dont 70% est accordé à l'activité, 15% à la PDA et 15% au commanditaire. Une enseigne électronique de 3 m² composée de six écrans est aussi prévue à la zone d'accueil, en haut des escaliers de la rue Sainte-Catherine. Dans les mêmes proportions que pour l'affichage statique, elle fera dérouler la programmation, accompagnée du logo de la PDA et du commanditaire. Il est prévu qu'à certains moments, l'enseigne affichera aussi entièrement le titre de la programmation, ou le nom de la PDA accompagné de celui du commanditaire. Cette apparition sera de trois minutes, six fois par heure pour un total de dix-huit minutes par heure, soit 30% de l'heure.

En parallèle, l'organisme gouvernemental souhaite également diversifier les usages commerciaux à l'intérieur du complexe de la PDA. Il souhaite obtenir les usages permis sur la rue Sainte-Catherine. Actuellement, seuls deux locaux ayant pignon sur rue bénéficient des usages permis dans la catégorie M.9. Enfin, un café-terrasse destiné aux restaurateurs du complexe sera aménagé à l'extérieur au-dessus des locaux commerciaux sur Sainte-Catherine.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : 31 janvier 1989 – Règlement modifiant le règlement intitulé « Autorisation d'utilisation de terrains, de construction et d'occupation de bâtiments à des fins spécifiques » afin d'agrandir et d'occuper la salle Wilfrid Pelletier ;

17 août 1991 - Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard de Maisonneuve et les rues Jeanne Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764) ;

CA09 240681 - 29 septembre 2009 - Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant la construction d'une salle de concert pour l'Orchestre symphonique de Montréal dans le quadrant nord-est de l'îlot de la Place des Arts, en bordure de la rue Saint-Urbain et du boulevard De Maisonneuve ;

CA14 240042 - 11 février 2014 - Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux de la catégorie M.9 pour les locaux directement accessibles de la rue situés au 105 à 175, Sainte-Catherine Ouest (Place-des-Arts), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

CA18 240364 - 12 juin 2018 - Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

Considérant que : Le projet répond aux critères établis par le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*.

Considérant que : Le projet respecte les paramètres du Plan d'urbanisme.

Considérant que : L'aménagement des zones d'activité permet d'animer l'espace en dehors de la période des festivals et répond au caractère dynamique de la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : L'offre commerciale du secteur est déjà bien implantée et diversifiée.

Considérant que : Les installations seront peu visibles à partir de la rue Saint-Urbain.

Considérant que : Les structures modulables en aluminium gris anthracite proposées sont simples et favorisent une unité architecturale avec le nouvel aménagement de l'esplanade.

Considérant que : La programmation sur l'esplanade répond à l'objectif du PPU du Quartier des spectacles – secteur Place des Arts quant à assurer l'ancrage de manifestations culturelles dans des lieux urbains bien encadrés et animés durant toute l'année, et répond à un souhait du PPU qui incite la PDA à s'ouvrir sur la rue et contribuer à son animation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Les usages commerciaux et industriels situés à l'intérieur du bâtiment devront avoir une superficie totale maximale de 3 000 m² ;**
- **Les zones d'animation extérieures auront une superficie totale maximale de 2 300 m²;**
- **Réduire la dimension des écrans numériques ;**
- **En tout temps, le nom du commanditaire pourra occuper une superficie maximale de 15% de l'ensemble de l'enseigne numérique ;**
- **L'enseigne électronique doit être conçue de manière à afficher un écran noir ou à s'éteindre en cas de défaillance ;**
- **La superficie des enseignes des établissements devra se limiter aux quotas établis par le *Règlement d'urbanisme 01-282* ;**
- **Déposer les documents détaillés des stèles signalétiques et du mobilier pour les matières résiduelles qui devront présenter la même signature architecturale que les structures en aluminium déjà soumises ;**
- **Exclure l'aspect commercial de la programmation « Hors-les-murs ».**

Par ailleurs, les membres du comité ont exprimé leurs préoccupations quant à la stratégie de montage/démontage et d'entreposage des équipements temporaires.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1 MISE EN CONTEXTE

1.3 SITE À L'ÉTUDE

INTÉRIEUR

Le complexe intérieur de la PDA dispose d'une offre commerciale diversifiée qui comprend des bistros, restaurants, cafés et bars pour prendre un repas, une collation, l'apéro, avant ou après les divers évènements. Il héberge également une librairie, une institution financière ainsi qu'un stationnement souterrain accessible depuis la rue Saint-Urbain.

L'intérieur du complexe permet l'accès aux différentes salles et espaces culturels et est relié au Montréal souterrain. L'espace offre ainsi une connexion directe à la station de métro Place des Arts et au Complexe Desjardins.



Billetterie de la Place des Arts



Boutique Archambault



Circulation intérieure dans le Complexe



Restaurant Van Houtte



Place Deschamps

Source : PDA.

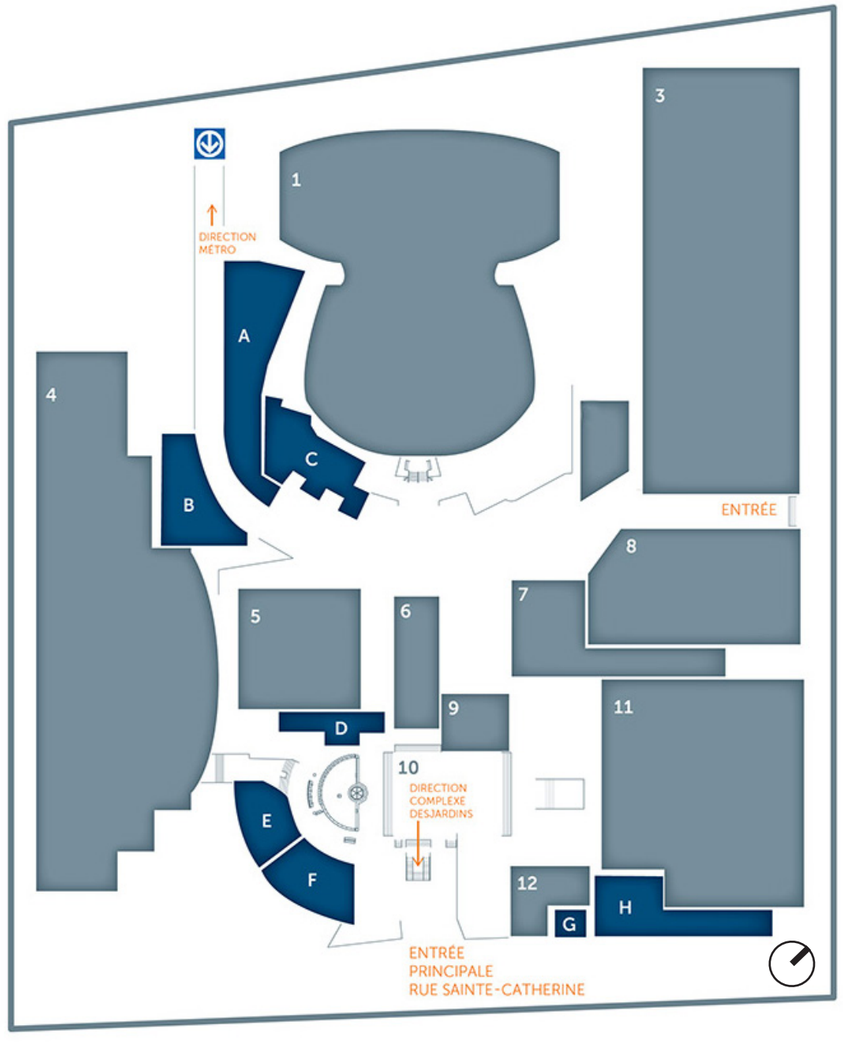


Figure 5 - Plan intérieur du Complexe de la Place des Arts
Source : Société de la Place des Arts.

PLACE DES ARTS (SALLES, ESPACES, BILLETTERIE, MUSÉE)

1. Salle Wilfrid-Pelletier
3. Maison Symphonique de Montréal
4. Musée d'art Contemporain
5. Cinquième Salle
6. Mosaïque d'écrans de l'espace culturel George-Émile-Lapalme
7. Billetterie
8. Salon urbain
9. Salle d'exposition de l'espace culturel George-Émile-Lapalme
10. Place publique de l'espace culturel Georges-Émile-Lapalme
11. Théâtre Maisonneuve / Jean-Duceppe
12. Salle Claude Léveillée

BOUTIQUES, RESTAURANTS ET SERVICE

A. Boutique Archambault
B. Restaurant Van Houtte
C. Restaurant Seingalt
D. Bar Deschamps
E. Vacant
F. Vacant
G. Havre aux glaces
H. Banque Nationale

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

3 PRÉSENTATION DU PROJET

3.1 PROGRAMMATION DU PROJET HORS-LES-MURS

IDENTIFICATION DES ZONES D'ACTIVITÉS

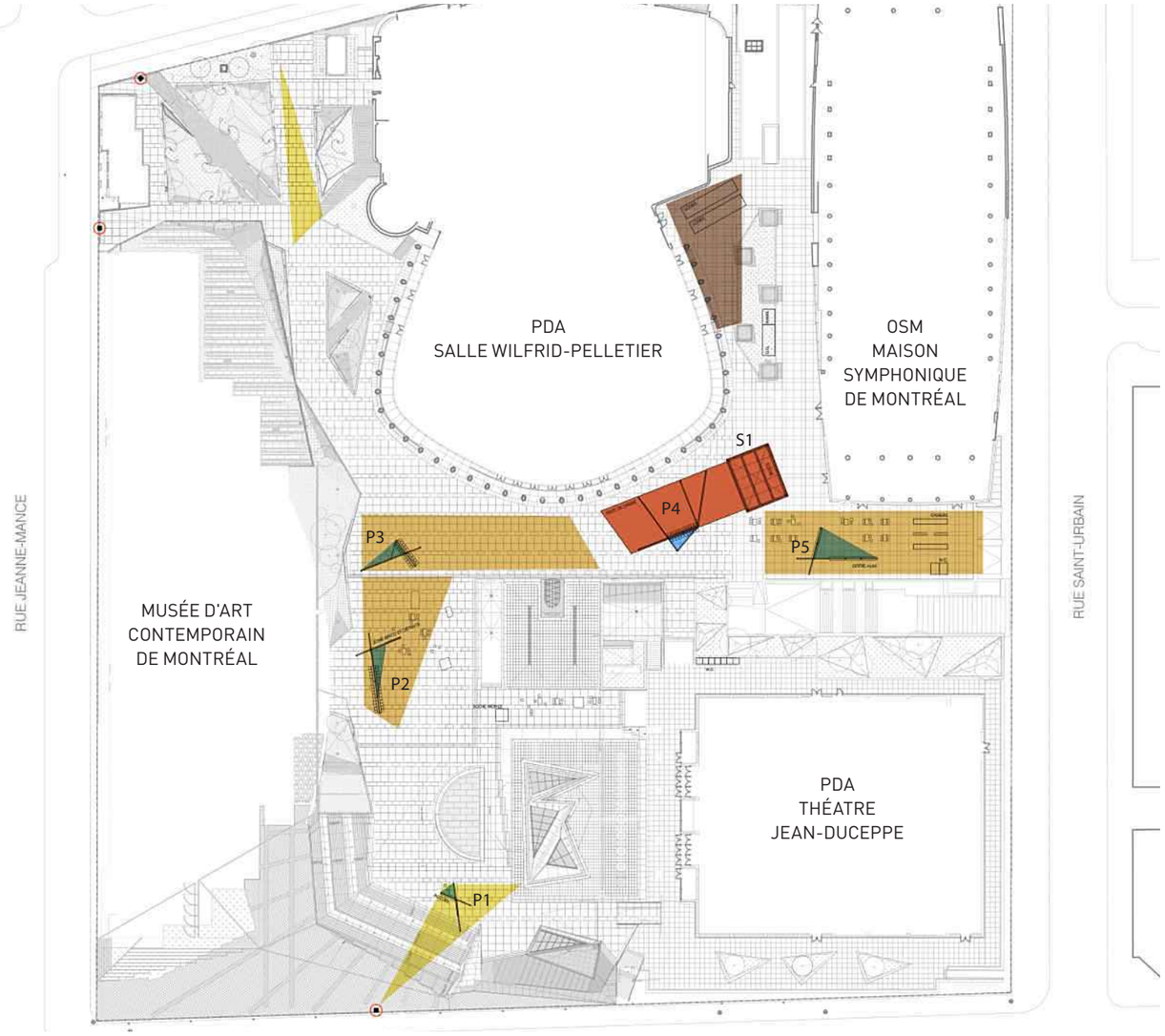


Figure 11 - Concept d'organisation spatiale des usages projetés sur l'Esplanade
Source : Provencher_Roy, 2019.

ZONE A: ACCUEIL (nombre d'occupants : 1- 5 occ.)

La zone d'accueil sera un point d'information situé en haut des marches du côté de la rue Sainte-Catherine. Cette structure devra être en partie couverte. Elle pourra accueillir un employé et inclura un système d'affichage pour informer sur la programmation Hors-Les-Murs. Un appel visuel sera également installé du côté de Maisonneuve pour inviter les gens qui sortent du métro vers l'Esplanade.

- Accueil (± 16'x16')
- Appel visuel sur Sainte-Catherine
- appel visuel Maisonneuve

ZONE B: MULTI-USAGES (nombre d'occupants : 1- 200 occ.)

Les zones multifonctionnelles pourront être utilisées à la fois comme espace de détente et espace d'atelier. Du mobilier amovible y sera présent de façon à rendre ces espaces flexibles. Certaines sections de ces zones seront couvertes offrant ainsi des espaces protégés.

- Section de détente
- Performance midi
- Offre alimentaire
- Ateliers

ZONE C: SCÈNE (nombre d'occupants : 1- 1000 occ.)

La zone scène est le coeur de l'installation scénographique. Elle comporte une scène et une piste de danse faisant face. Des activités pourront se tenir dans cette section matin (yoga), midi (initiation au cirque, spectacle de musique des étudiants du conservatoire de Montréal) et soir (tango, swing, salsa, etc). Des structures doivent être envisagées pour le support de l'éclairage, du système audio et l'ajout de zones couvertes. Un plancher de danse sera également nécessaire pour permettre la pratique de certaines danses. La scène sera accessible universellement.

- Scène (± 24'x32')
- Piste de danse (± 32'x90')

ZONE D: ARRIÈRE SCÈNE (nombre d'occupants : 1- 20 occ.)

La zone d'arrière-scène accueillera les loges pour les artistes, du rangement pour les bénévoles et pour certains éléments du site, ainsi que des toilettes réservées aux artistes. Ces espaces se doivent d'être sécuritaires et intégrés visuellement dans l'intervention scénographique quoiqu'ils soient de moindre importance.

- Rangement
- Loges
- Quartier général
- Toilettes réservées aux artistes

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

3 PRÉSENTATION DU PROJET

3.1 PROGRAMMATION DU PROJET HORS-LES-MURS

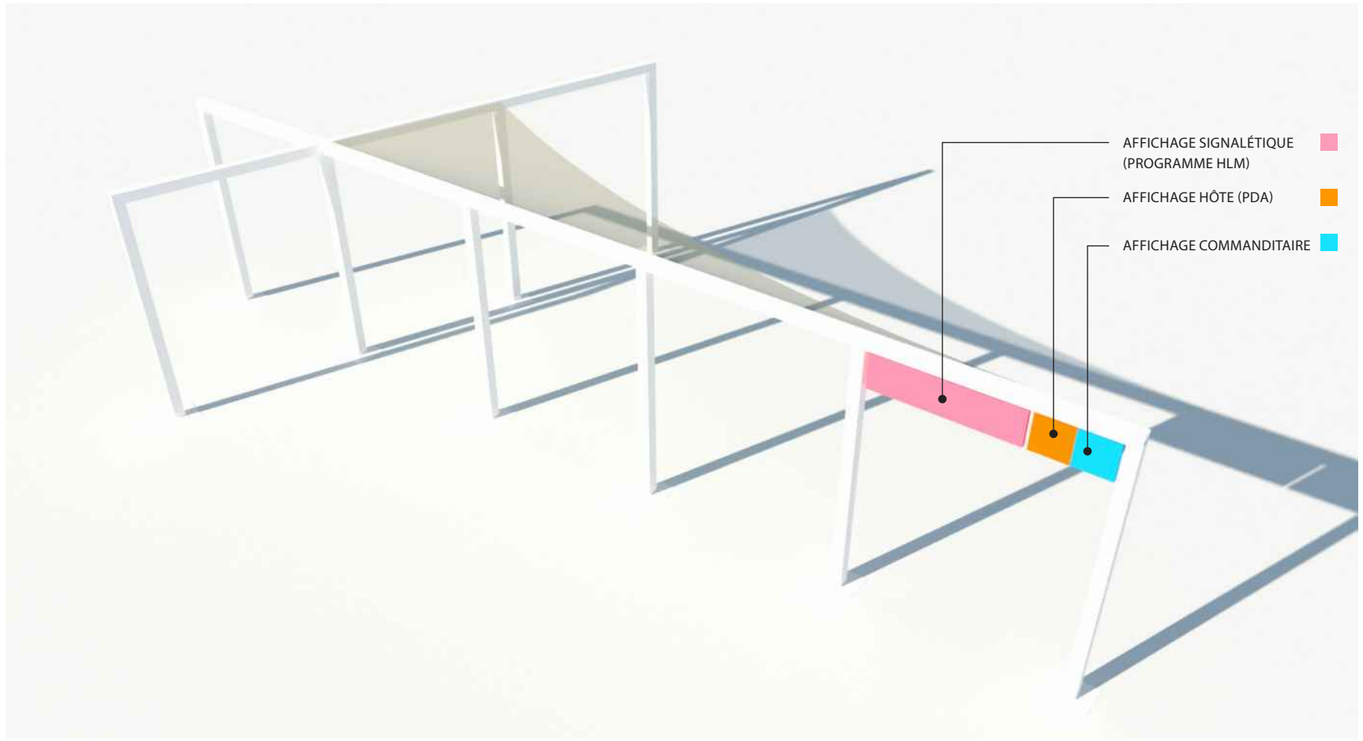


Figure 12 - Schéma du principe d'affichage minimal - **couleur schématique non représentative de la matérialité construite**
Source : Provencher_Roy, 2019.

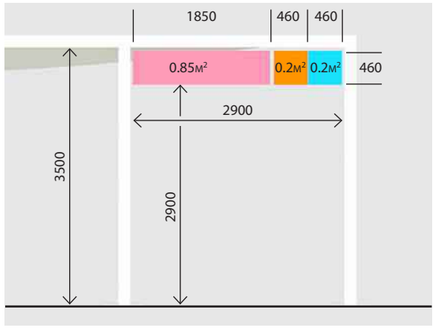


Figure 13 - Élévation schématique du principe d'affichage
Source : Provencher_Roy, 2019.



Figure 14 - Élévation schématique de l'écran numérique de l'accueil
Source : Provencher_Roy, 2019.

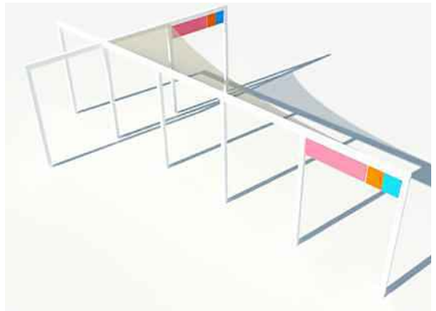


Figure 15 - Schéma du principe d'affichage médian
Source : Provencher_Roy, 2019.

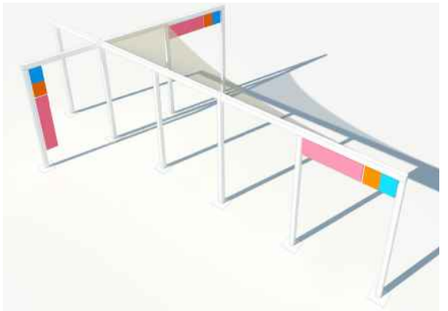


Figure 16 - Schéma du principe d'affichage maximal
Source : Provencher_Roy, 2019.

CONCEPT SCÉNOGRAPHIQUE - PRINCIPE D'AFFICHAGE

Le principe d'affichage du projet Hors-Les-Murs épouse le concept initial d'une architecture minimaliste, élégante et à la géométrie simple. Tels des papillons adhésifs (post-it) insérés sous la structure , l'affichage se décline sur trois tableaux: la signalétique des portiques (atelier), l'identification de l'hôte (La Place des Arts) et enfin l'identification du ou des commanditaires du portique. Tout comme le choix de la matérialité des portiques découle de contraintes techniques, la suspension de l'affichage, en utilisant un système durable et flexible, répond ainsi au changement potentiel des commanditaires d'une année à l'autre.

Dans le même ordre d'idée, le support de l'affichage se veut aussi durable et léger, il sera donc rigide en aluminium. L'affichage sera alors apposé sur le support.

L'illustration ci-dessus illustre la situation maximale d'affichage et les deux images ci-contre les situations d'affichage plus probable. Dans tous les cas, la portion allouée au commanditaire ne devrait pas dépassée 15% de l'ensemble de l'affichage, ajoutée à cela l'identification de l'hôte de l'évènement à 15%, ces deux derniers à 30% laissent ainsi 70% de l'affichage pour la signalétique. Cette dernière permettra de nommer le portique et d'identifier le programme évènementiel s'y produisant.

Enfin, le portique d'accueil supporte une surface d'affichage numérique composée de plusieurs écrans. Les informations sur cet écran varieront dans le temps et une proportion maximale de 15% de l'affichage numérique serait dédiée en permanence aux commanditaires et 15% pour l'hôte pour un total de 30%. Toutefois, quelques fois durant la journée, l'ensemble de la surface peut être utilisée pour présenter en gros titre l'évènement ou le commanditaire jumelé à l'hôte, à la manière d'un générique de film. Cette apparition ne doit pas dépasser trois (3) minutes, six (6) fois par heure pour un total de dix-huit (18) minutes par heure, soit 30% de l'heure.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Figure 17 - Perspective de l'accueil
Source : Provencher_Roy, 2019.



Figure 18 - Perspective d'un portique type
Source : Provencher_Roy, 2019.



Figure 19 - Perspective de la scène et de la piste de danse
Source : Provencher_Roy, 2019.



Figure 20 - Perspective de la scène et de la concession
Source : Provencher_Roy, 2019.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

3 PRÉSENTATION DU PROJET

3.1 PROGRAMMATION DU PROJET HORS-LES-MURS

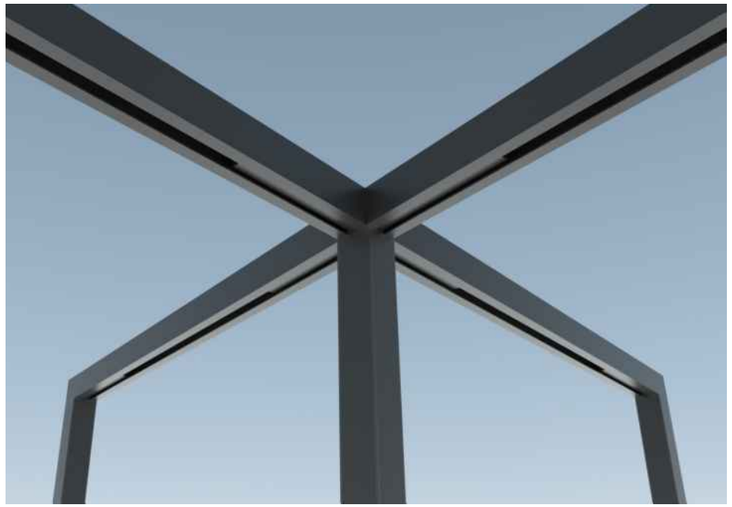


Figure 23 - Principe constructif du rail technique des portiques - jour
Source : Provencher_Roy, 2019.

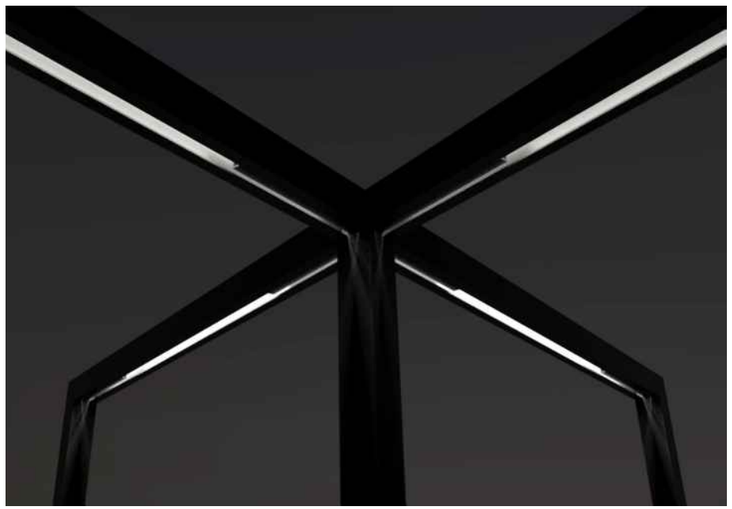


Figure 24- Principe constructif du rail technique des portiques - nuit
Source : Provencher_Roy, 201

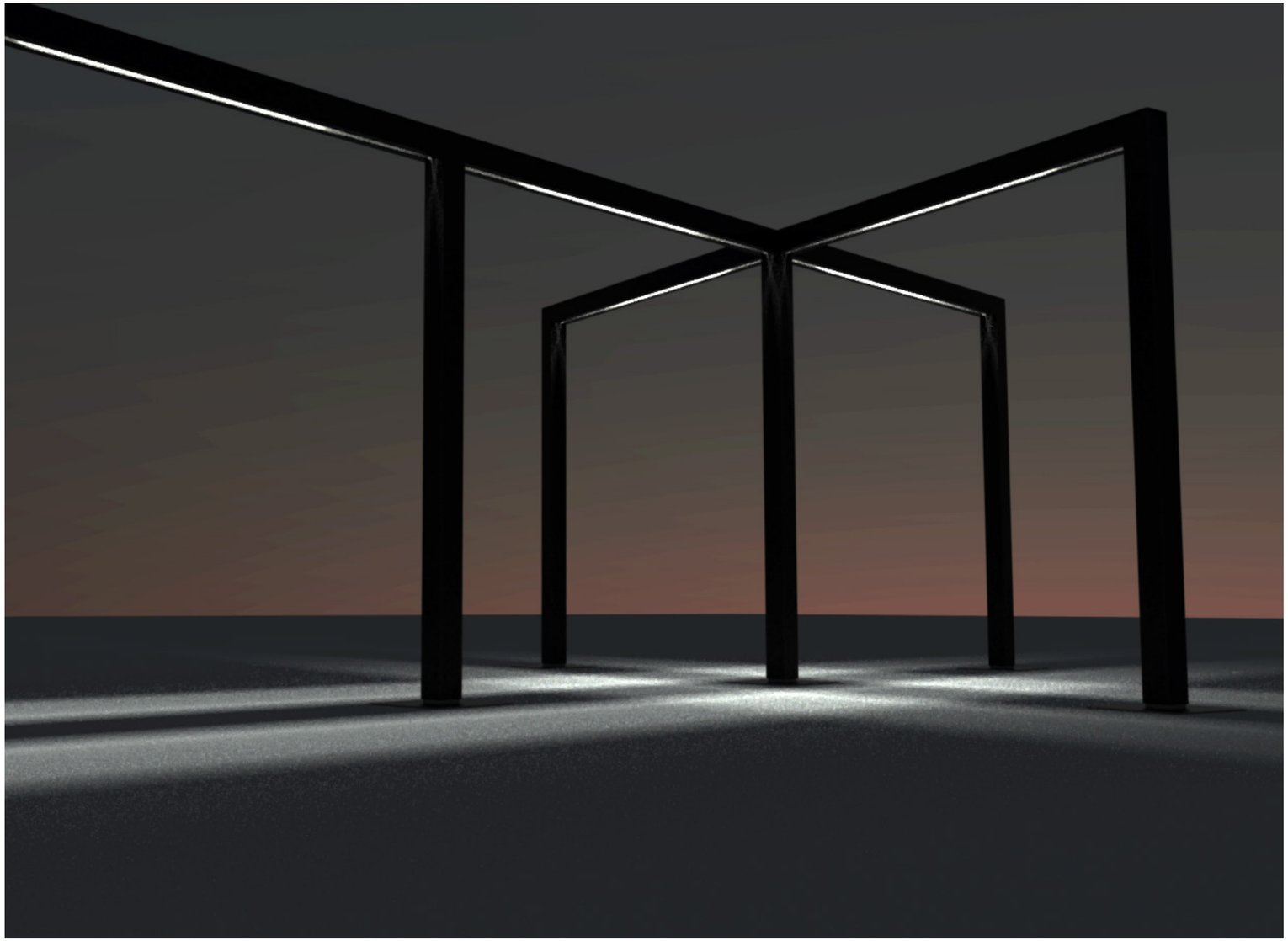


Figure 25 - Perspective de l'éclairage des portiques
Source : Provencher_Roy, 2019.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

3 PRÉSENTATION DU PROJET

3.1 PROGRAMMATION DU PROJET HORS-LES-MURS



Figure 26 - Photo de l'emplacement du portique P5
Source : Provencher_Roy, 2019.

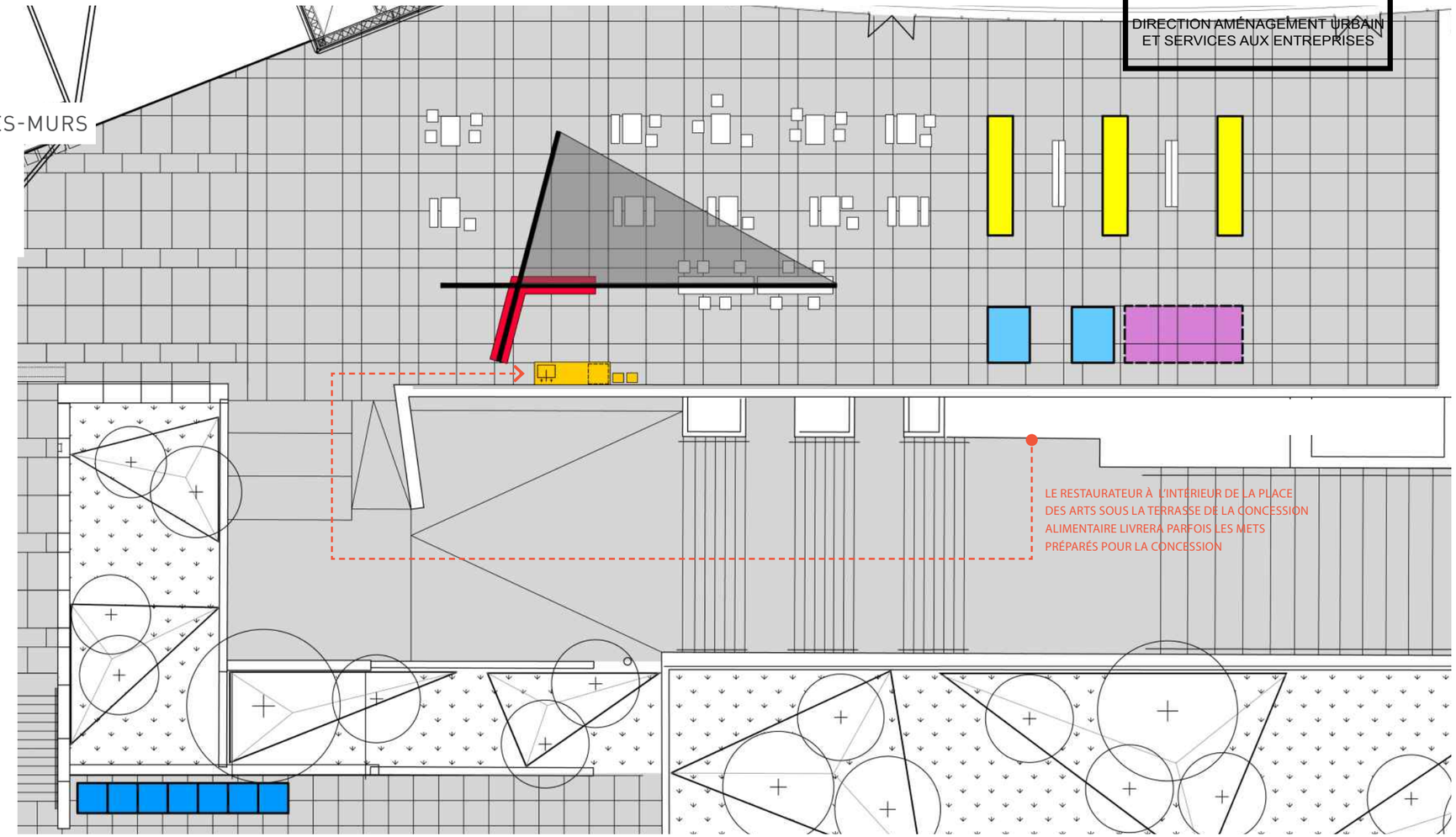


Figure 27 - Plan de la zone P5 (portique intégrant la concession alimentaire)
Source : Provencher_Roy, 2019.

PROGRAMMATION CONCESSION ALIMENTAIRE

La concession alimentaire intégrée au portique 5 est composée d'un comptoir de service en ''L'' et d'un comptoir de préparation légère (sans cuisson) ; qui comportera un évier, un espace de rangement, un réfrigérateur et sera protégé des intempéries (partie supérieure couverte), comme prescrit par le MAPAQ. D'ailleurs cet espace répondra, sans s'y limiter, aux exigences suivantes du MAPAQ: une installation réservée à la préparation d'aliments (sans cuisson), d'une aire ou d'un local pourvu d'un évier, d'eau potable courante froide et chaude (60 °C ou plus), d'un distributeur à savon liquide et de serviettes jetables, d'un système de récupération des eaux usées, d'un récipient pour les déchets.

Le service et la facturation des clients se feront au comptoir de service.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

3.2 TERRASSE COMMERCIALE

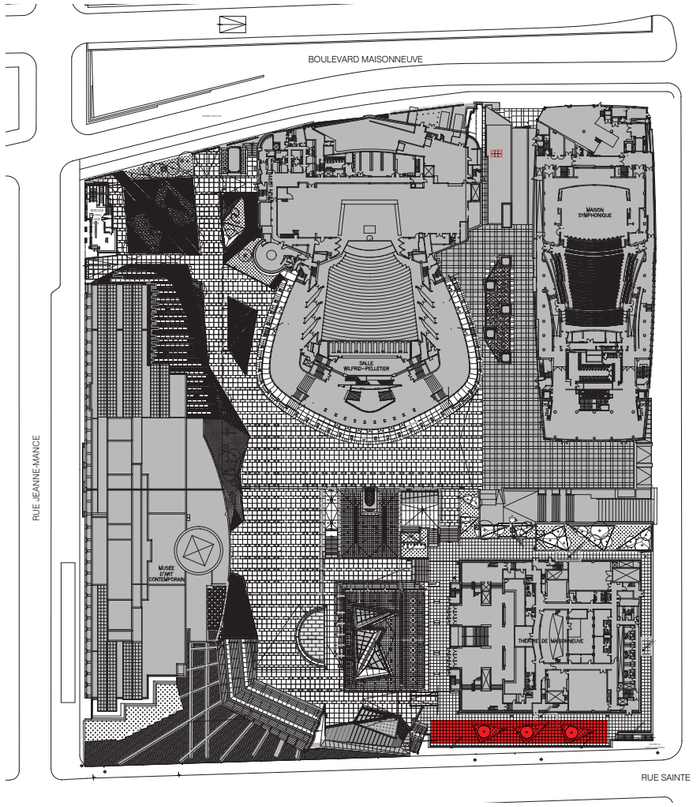


Figure 29 - Plan clé de La Place des Arts - Localisation terrasse saisonnière
Source : Provencher_Roy, 2019.



Figure 30 - Perspective regardant vers la terrasse à partir du trottoir Sud de Sainte-Catherine
Source : Provencher_Roy, 2019.

TERRASSE COMMERCIALE SAISONNIÈRE

Indépendamment du projet Hors-Les-Murs de l'Esplanade, la PDA souhaite profiter de l'occasion de rédaction d'un projet particulier pour autoriser l'érection d'une terrasse commerciale sur l'Esplanade. L'exploitation de cette terrasse ne suivra pas la programmation du projet Hors-Les-Murs comme c'est le cas pour les autres installations. Aucun équipement de cuisson ne sera installé sur la terrasse. Cependant, la vente d'alcool est prévue et la terrasse sera clôturée, tel que montré à la figure 31. Un affichage discret (lettres collées) est prévu sur le garde-corps en verre (voir figure 30).

Le choix du mobilier (chaises, tables, parasols) devrait s'inspirer du même traitement architectural prévu pour les installations temporaires du projet Hors-Les-Murs. Ainsi, un traitement minimaliste et épuré sera privilégié et le concessionnaire devra s'harmoniser au type de matériau, aux couleurs et aux textures privilégiés dans la grille de critères élaborée pour la construction des portiques dans le cadre du projet Hors-Les-Murs.

Actuellement, deux locataires de la Place des Arts ont manifesté leur intérêt pour l'exploitation de la terrasse :

- Place Deschamps : 263 m² (2838 pi²)
- Le Seingalt : 286 m² (3 085 pi²)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

3 PRÉSENTATION DU PROJET

3.2 TERRASSE COMMERCIALE

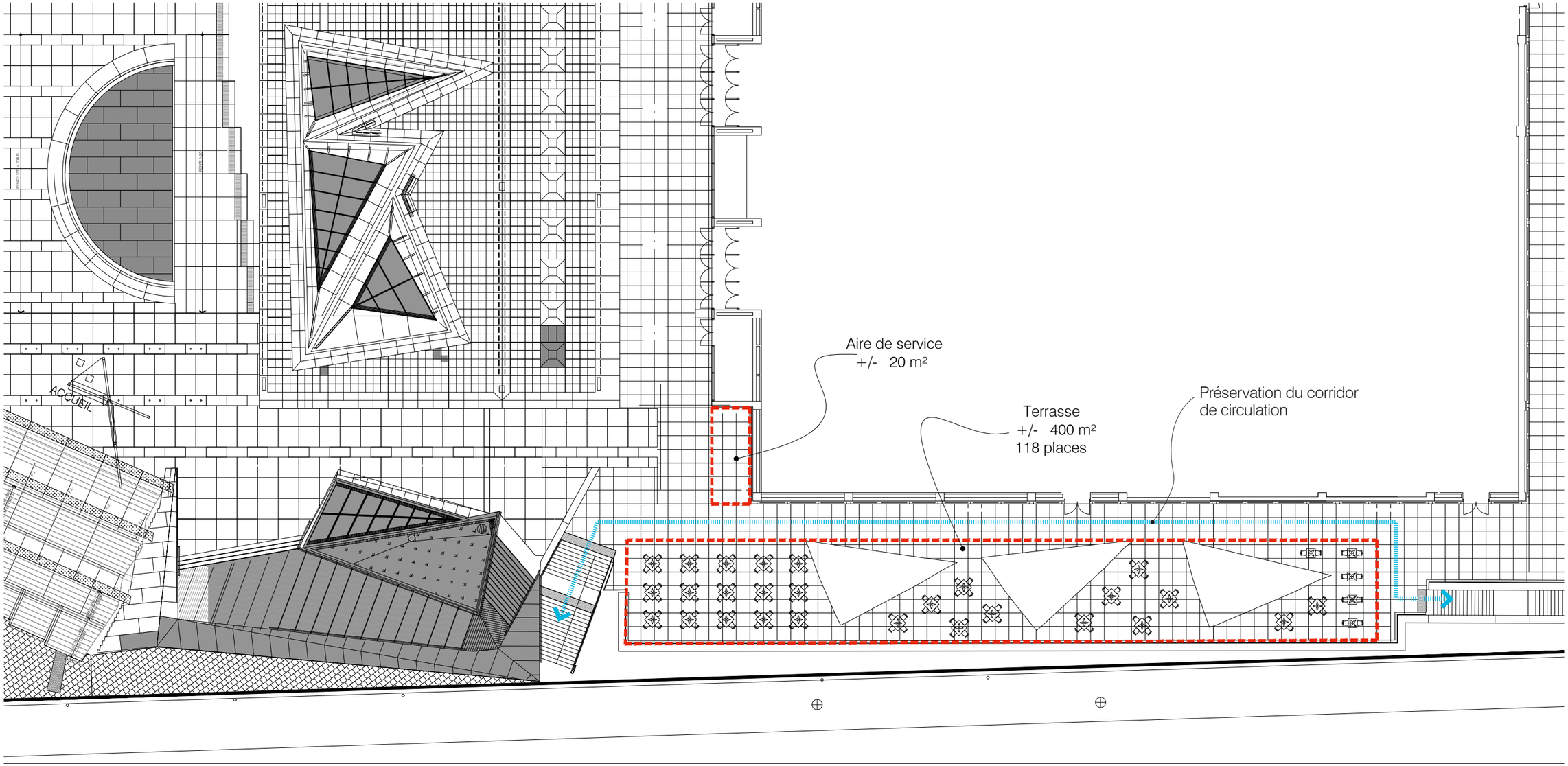


Figure 31 - Plan d'implantation de la terrasse sur la coursive
Source : Provencher_Roy, 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1196255007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'installation de nouvelles enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 257, 259, 496 et 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'installer des enseignes pour le restaurant, le débit de boissons alcooliques et l'hôtel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 5 à 10, 12 et 14, préparés par BC2, Lemay et Sid Lee architecture, datés d'avril 2019, et estampillés par l'arrondissement le 29 avril 2019.

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) Les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 mètre par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-04-29 11:33

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196255007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'installation de nouvelles enseignes sur le bâtiment situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre l'installation d'enseignes pour le restaurant de l'hôtel, ainsi qu'un drapeau affichant le nom de l'hôtel à une hauteur de plus de 16 mètres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 240513 - 11 septembre 2013 - Accorder une dérogation mineure relativement au nombre d'unités de chargement exigé d'un bâtiment projeté au 1440, rue De la Montagne;
CA14 240102 - 11 mars 2014 - Adopter une résolution autorisant la construction d'une tour mixte (commerces et habitation) sur un terrain vacant de la rue de la Montagne constitué des lots portant les numéros 1 341 066, 1 341 077 et 1 341 076 (1440, rue de la Montagne) et abroger la résolution CA12 240356, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

CA16 240268 - 10 mai 2016 - Adopter une résolution modifiant les résolutions CA14 240102 et CA14 240511 autorisant l'occupation et la construction d'un complexe immobilier mixte aux 1307, rue Sainte-Catherine et 1430 au 1440, rue de la Montagne (magasin Ogilvy, terrain de l'ancien Hôtel de la Montagne et le stationnement de surface adjacent), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment mixte en cours de réalisation est situé sur la rue de la Montagne, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine, aux abords du centre des affaires. Le complexe dont la construction s'achève comprend l'agrandissement du Ogilvy et le développement d'une tour de 65 mètres comprenant l'hôtel Four Seasons et une quinzaine d'appartements. Un restaurant avec débit de boissons alcooliques s'installera au 3^{e} étage.

L'offre commerciale de la rue de la Montagne se caractérise par la présence de restaurants et de bars, ainsi que des boutiques de vêtements dans sa portion au nord du boulevard De

Maisonneuve. Face au site, se trouve un stationnement de surface ainsi que l'hôtel Loews.

Le projet
La chaîne hôtelière a décidé de s'associer à un restaurateur pour l'ouverture de son restaurant au 3e étage du complexe. Le restaurant disposera donc de son propre nom, indépendamment de la signature du Four Seasons. Il souhaite s'afficher et ainsi avoir une certaine visibilité à partir de la rue. Deux enseignes sur boîtier reprenant le même design que celles déjà approuvées sont proposées : l'une à l'entrée de l'hôtel et l'autre au dessus de l'entrée du stationnement intérieur. La première enseigne aura une superficie de moins de 0,25 m² et sera placée tout juste en dessous celle de l'hôtel, perpendiculaire au trottoir. La seconde sera introduite dans le concept d'enseignes regroupées des autres établissements du complexe.

D'autre part, l'hôtel souhaite installer quatre drapeaux représentant le Canada, le Québec, la ville de Montréal ainsi que le Four Seasons. Ils surmonteront le volume de trois étages au nord de l'entrée de l'hôtel, avec une saillie de 1,5 mètres au dessus du domaine public.

Le cadre réglementaire

- La rue de la Montagne est située dans un secteur de la catégorie M.7, autorisant les commerces et les services de moyenne intensité;
- Selon les articles 257 et 259 du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie, le restaurant et le débit de boisson alcoolique sont considérés comme des usages complémentaires à l'hôtel, et ne peuvent pas posséder une enseigne visible de l'extérieur;
- Un drapeau présentant le nom d'un établissement est considéré comme une enseigne commerciale (article 454.1);
- Une enseigne en saillie fixée à un bâtiment ne doit pas excéder une hauteur de 16 mètres (article 496);
- Le drapeau correspondant à une enseigne ne peut pas être installé sur un toit (article 501).

JUSTIFICATION

Le projet d'enseignes du complexe de l'hôtel Four Seasons permet de donner une certaine visibilité à un restaurant possédant une identité propre. L'ajout des enseignes s'inscrit en cohérence avec le caractère commercial de la rue de la Montagne. Les enseignes proposées adoptent la même signature graphique et le même gabarit que les autres déjà approuvées, favorisant une certaine simplicité et unité de la signalétique des établissements. Elles assurent aussi une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment. L'ajout du nom du restaurant au dessus de l'entrée du garage permet d'indiquer à la clientèle que le stationnement lui est destiné.
À la séance du 11 avril 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- Les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 mètre par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-29

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

Tél : 514-872-8692
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 avril 2019
3001509604
4.2.3 et 4.6.29

Objet : **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1440, rue de la Montagne

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise l'autorisation d'un projet particulier afin de permettre l'installation d'enseignes pour le restaurant de l'hôtel, ainsi qu'un drapeau à une hauteur de plus de 16 m.

Le bâtiment mixte en cours de réalisation est situé sur la rue de la Montagne, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine, aux abords du centre des affaires. Le complexe dont la construction s'achève comprend l'agrandissement du Ogilvy et le développement d'une tour de 65 m comprenant l'hôtel Four Seasons et une quinzaine d'appartements. Un restaurant avec débit de boissons alcooliques s'installera au 3^{e} étage.

L'offre commerciale de la rue de la Montagne se caractérise par la présence de restaurants et de bars, ainsi que des boutiques de vêtements dans sa portion au nord de Sainte-Catherine. Face au site, se trouve un stationnement de surface ainsi que l'hôtel Loews.

La chaîne hôtelière a décidé de s'associer au restaurateur Marcus Samuelsson pour l'ouverture de son restaurant au 3^{e} étage du complexe. Le restaurant disposera donc de son propre nom, indépendamment de la signature du Four Seasons. Il souhaite s'afficher et ainsi avoir une certaine visibilité à partir de la rue. Deux enseignes sur boîtier reprenant le même design que celles déjà approuvées sont proposées : l'une à l'entrée de l'hôtel et l'autre au-dessus de l'entrée du stationnement intérieur. La première enseigne aura une superficie de moins de 0,25 m² et sera placée tout juste en dessous celle de l'hôtel, perpendiculaire au trottoir. La seconde sera introduite dans le concept d'enseignes regroupées du complexe (Nespresso, SAQ, Ogilvy). La superficie du nom affiché représente moins de 0,80 m².

Parallèlement à l'affichage, l'hôtel souhaite installer quatre drapeaux représentant le Canada, le Québec, la Ville de Montréal ainsi que le Four Seasons. Ils surmonteront le volume de trois étages au nord de l'entrée de l'hôtel, avec une saillie de 2,6 m au-dessus du domaine public.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 13 septembre 2018, le comité a émis un avis favorable à l'installation des deux enseignes annonçant le nom d'un immeuble.
CA13 240513 - 11 septembre 2013 - Accorder une dérogation mineure relativement au nombre d'unités de chargement exigé d'un bâtiment projeté au 1440, rue de la Montagne ;

CA14 240102 - 11 mars 2014 - Adopter une résolution autorisant la construction d'une tour mixte (commerces et habitation) sur un terrain vacant de la rue de la Montagne constitué des lots portant les numéros 1 341 066, 1 341 077 et 1 341 076 (1440, rue de la Montagne) et abroger la résolution CA12 240356, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

CA16 240268 - 10 mai 2016 - Adopter une résolution modifiant les résolutions CA14 240102 et CA14 240511 autorisant l'occupation et la construction d'un complexe immobilier mixte aux 1307, rue Sainte-Catherine et 1430 au 1440, rue de la Montagne (magasin Ogilvy, terrain de l'ancien Hôtel de la Montagne et le stationnement de surface adjacent), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Considérant que : Le projet d'enseignes du complexe de l'hôtel Four Seasons permet de donner une certaine visibilité à un restaurant possédant une identité propre.

Considérant que : L'ajout des enseignes s'inscrit en cohérence avec le caractère commercial de la rue de la Montagne.

Considérant que : Les enseignes proposées adoptent la même signature graphique et le même gabarit que les autres déjà approuvées, favorisant une certaine simplicité et unité de la signalétique des établissements.

Considérant qu' : Elles assurent aussi une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment.

Considérant que : L'ajout du nom du restaurant au-dessus de l'entrée du garage permet d'indiquer à la clientèle que le stationnement lui est destiné.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande à la condition suivante :

- **Les drapeaux ne devront pas faire saillie de plus de 1,5 m par rapport au mur sur lequel ils sont installés et avoir une distance minimale mesurée en plan de 0,6 m par rapport à la chaussée.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

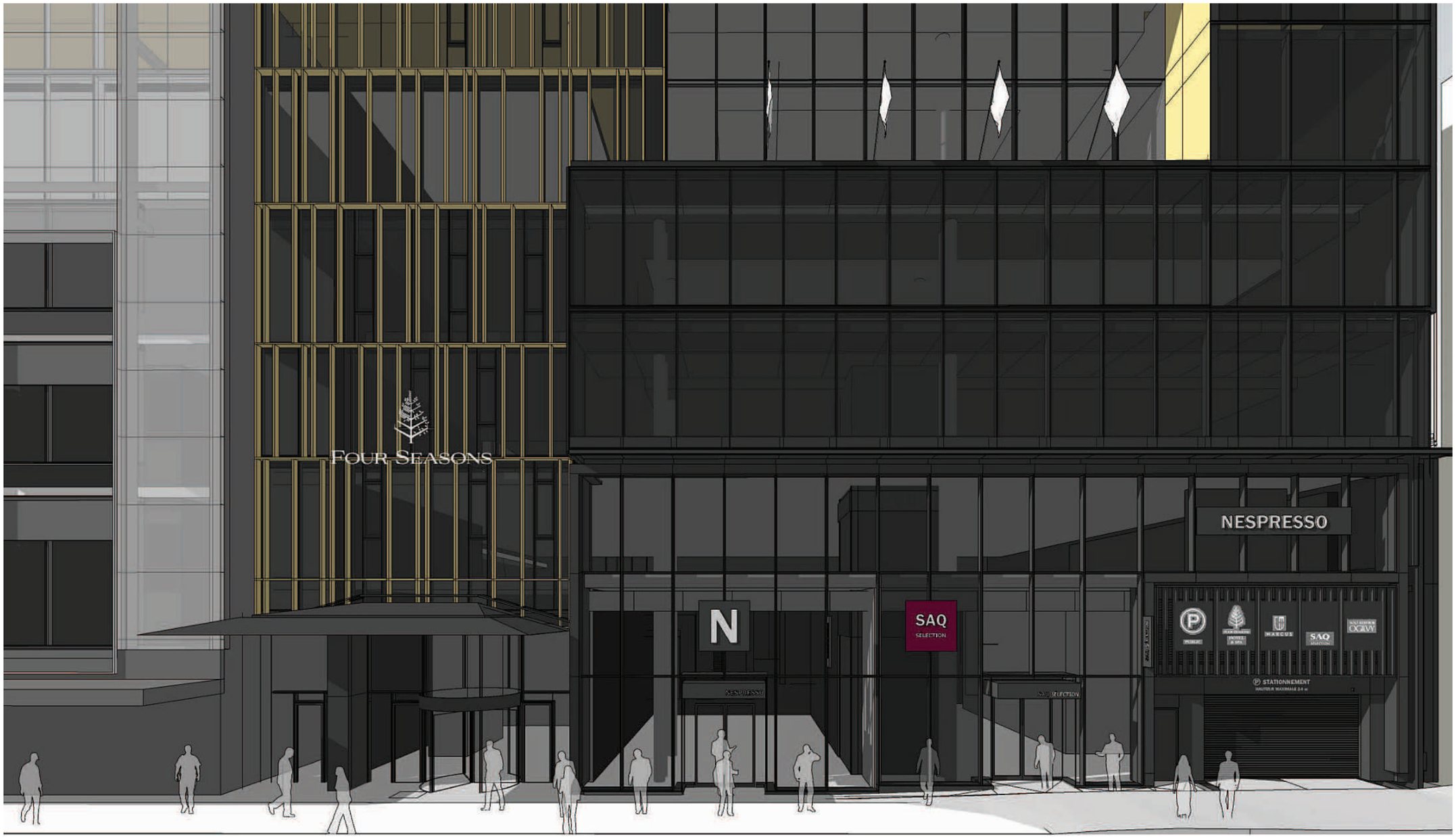
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE



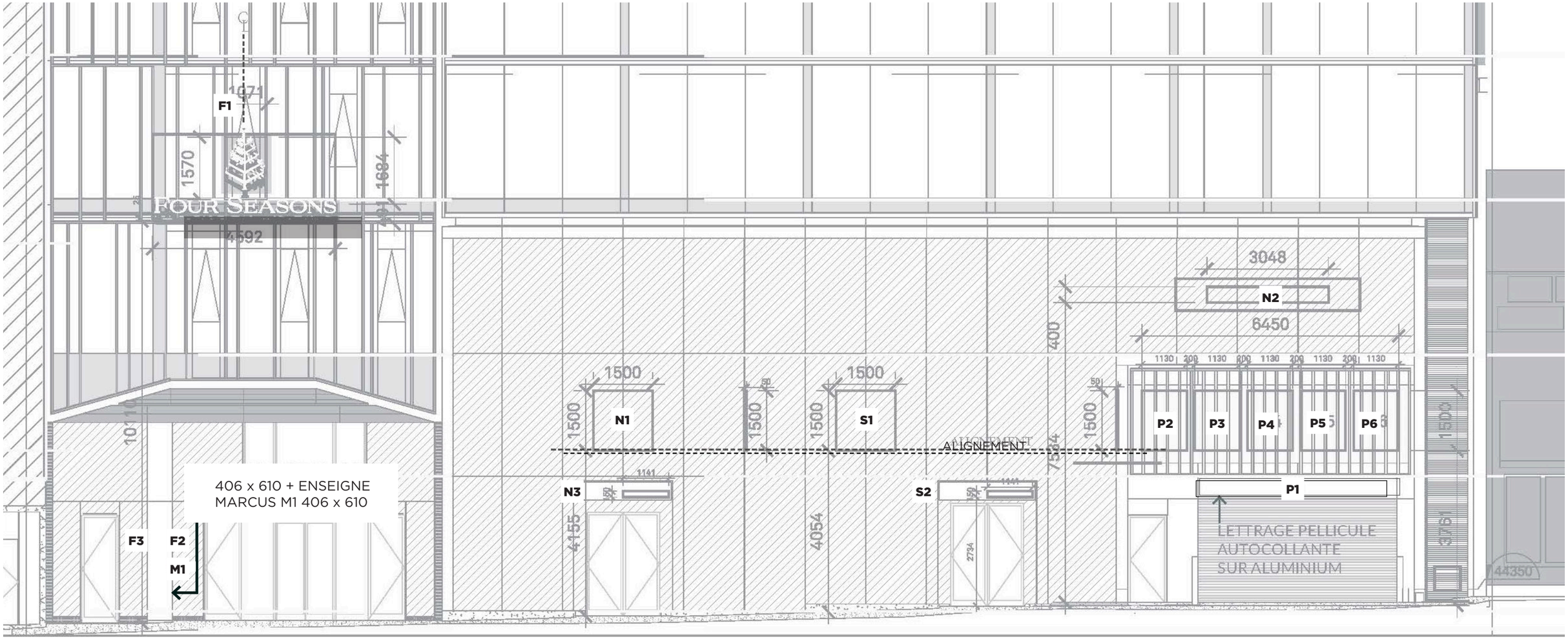
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

DIMENSIONS DES ENSEIGNES



CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE

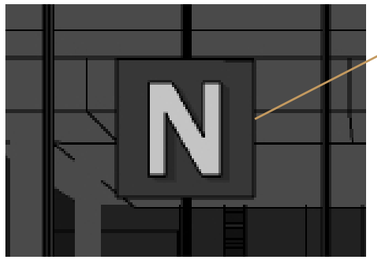
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



F1 | Enseigne « Four Seasons »
en lettres détachées
(approuvée)



N1 | Enseigne « N »
sur boîtier
(approuvée)



P2 | Enseigne directionnelle
« P »
sur boîtier (nouveau)



F2 | Enseigne « Four Seasons »
sur boitier (nouveau)



N2 | Enseigne « Nespresso »
en lettres détachées
(approuvée)



N3 | Enseigne « Nespresso »
en lettres détachées
(approuvée)



P3-4-5-6 | Enseignes commerciales sur boîtier (nouveau)
- « Four Seasons Hôtel et Spa »
- « Marcus »
- « SAQ Sélection »
- « Nespresso »
- « P public »
- « Holt Renfrew Ogilvy »



M1 | Enseigne « Marcus »
sur boîtier (nouveau)



S1 | Enseigne « SAQ Sélection »
sur boîtier
(approuvée)



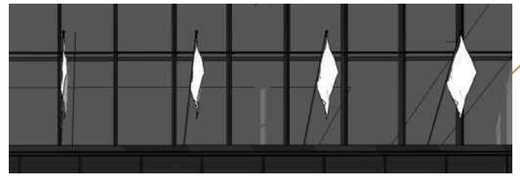
S2 | Enseigne « SAQ Sélection »
en lettres détachées
(approuvée)



P1 | Enseigne directionnelle
« Stationnement »
sur pellicule (nouveau)



F3 | Enseigne « Four Seasons »
Résidences privées
(nouveau)



D1-2-3-4 | Enseignes commerciales et gouvernementales
sur drapeau (nouveau)
- « Four Seasons »
- « Gouv. Canada»
- « Gouv. Québec »
- « Ville d eMontréal »

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE



rue de la Montagne

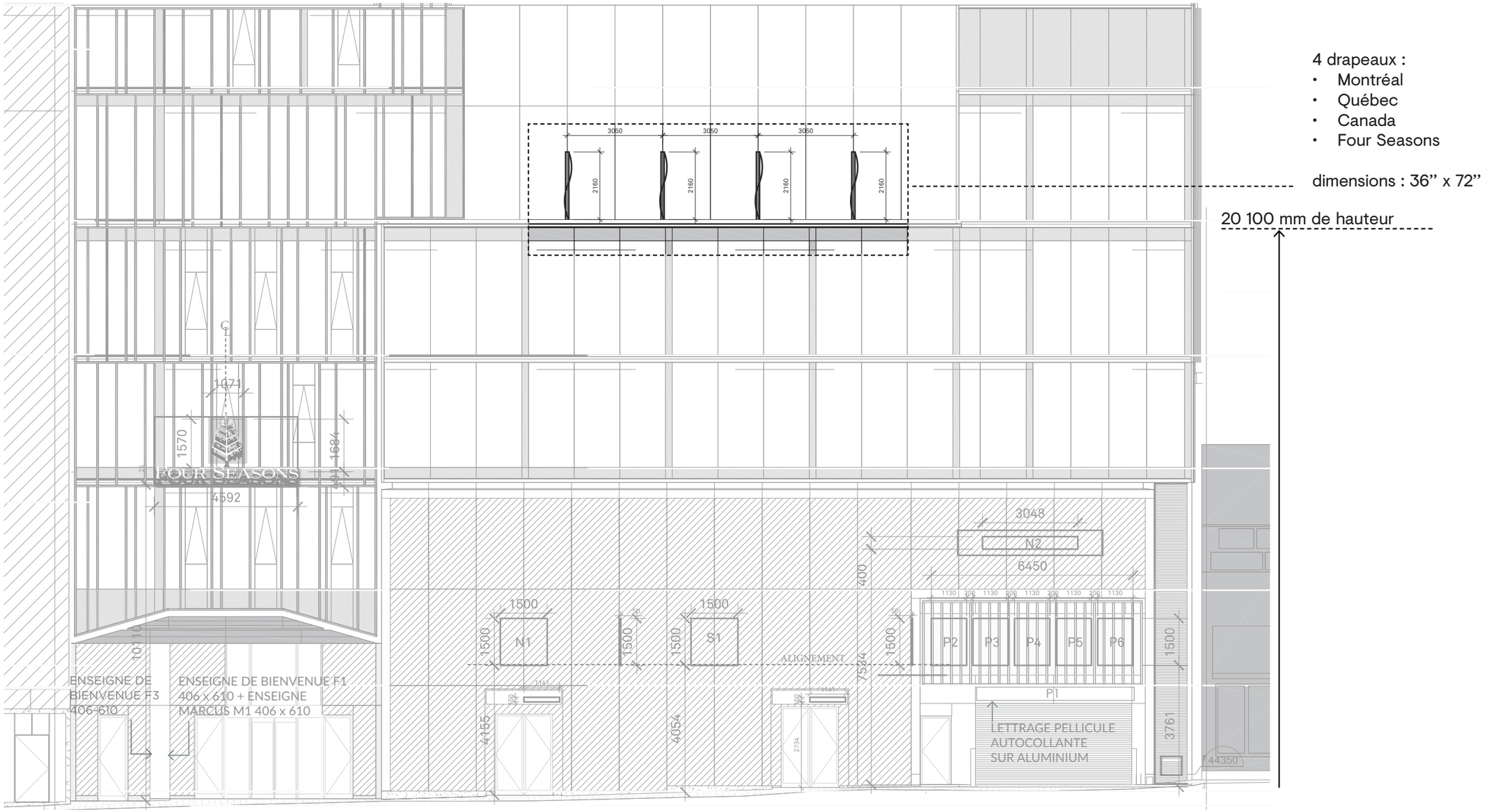
CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



4 drapeaux :

- Montréal
- Québec
- Canada
- Four Seasons

dimensions : 36" x 72"

20 100 mm de hauteur

rue de la Montagne

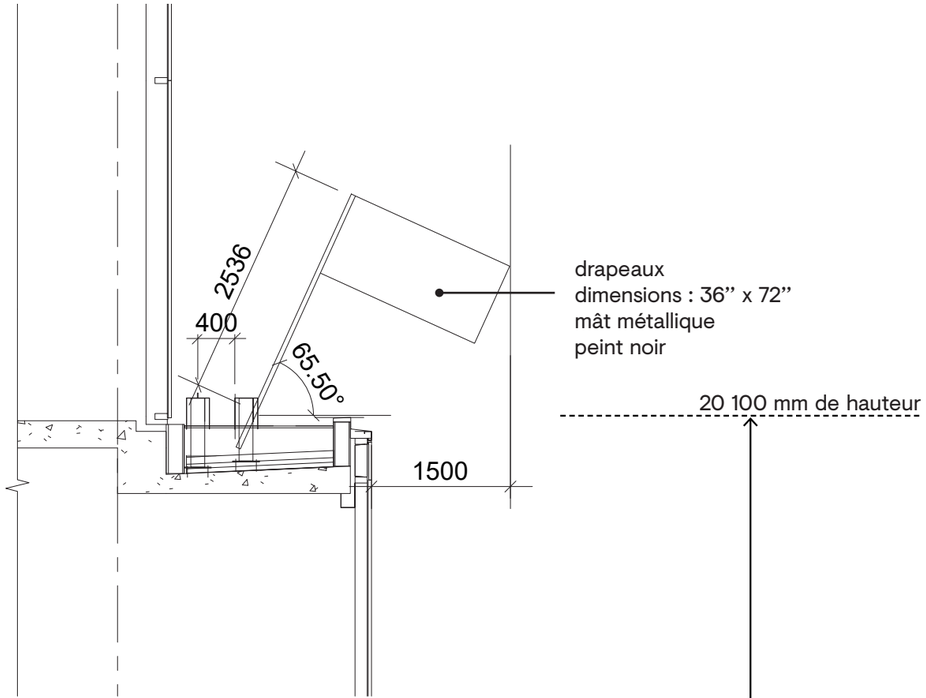
CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION SUR LA RUE DE LA MONTAGNE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



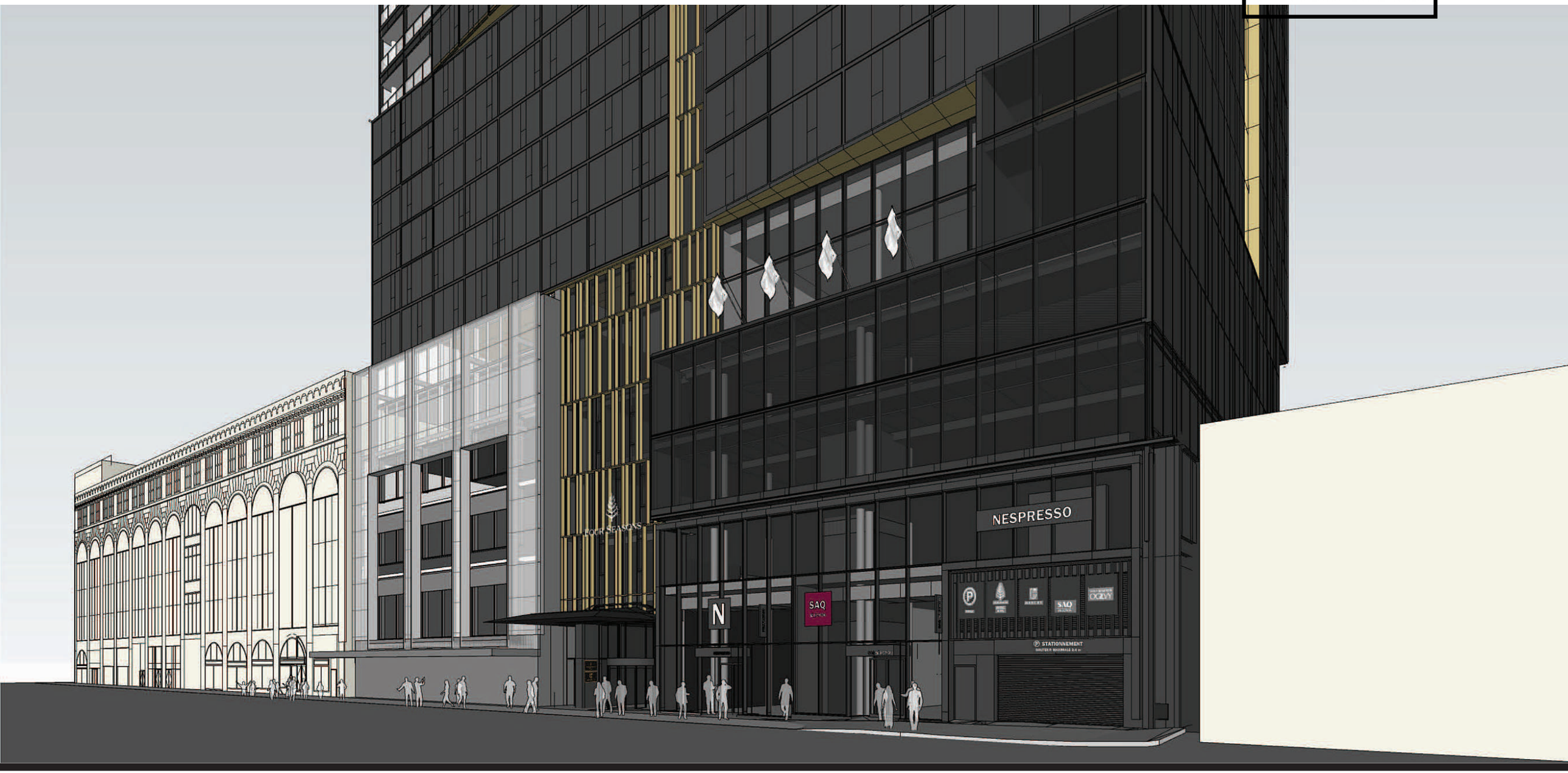
CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

PERSPECTIVE AU COIN DU BOULEVARD DE MAISONNEUVE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



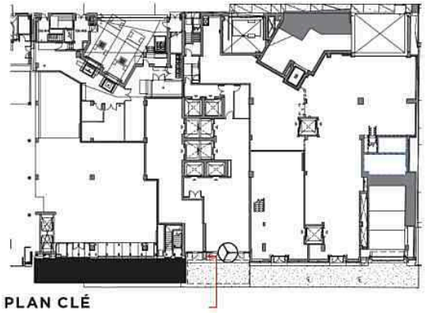
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 AVRIL 2019

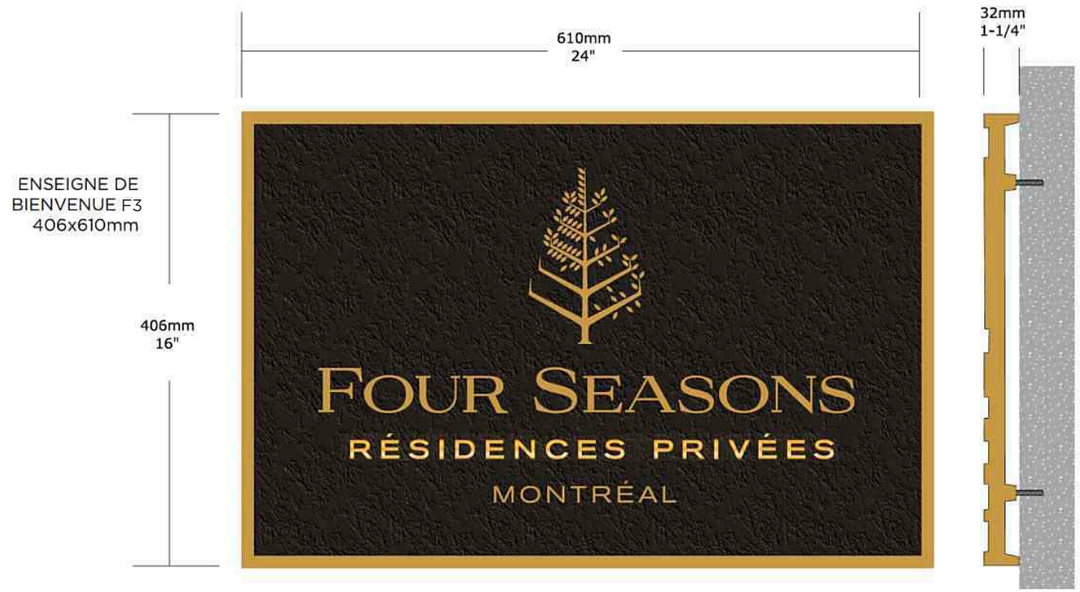
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

DÉTAILS DES TROIS ENSEIGNES



PLAN CLÉ





Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2019/05/07
18:30

(1)

Dossier # : 1190318010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur Sylvain Villeneuve, directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement à titre de membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination Centre-ville.

De désigner Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme représentant de Ville-Marie au conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination Centre-ville.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-05-01 11:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190318010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur Sylvain Villeneuve, directeur de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement à titre de membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination Centre-ville.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 458.24 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), le conseil de la ville doit désigner, parmi ses membres ou parmi les fonctionnaires ou employés de la municipalité, une personne à titre de membre de la Société de développement commercial (SDC) Destination Centre-ville. En vertu du Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial, le conseil municipal a délégué ce pouvoir de nomination des représentants municipaux auprès des SDC à sa séance du 25 août 2003 (CM03 0623).
Il s'agit, par le présent dossier décisionnel, de désigner Monsieur Sylvain Villeneuve pour représenter l'arrondissement au conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination Centre-ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

3 février 2009 - CA09 240070 - De désigner monsieur Alain Dufort, directeur d'arrondissement, pour représenter l'Arrondissement au conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination centre-ville.
4 novembre 2008 - CA08 240762 - De désigner monsieur Pierre Sainte-Marie, directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, pour représenter l'Arrondissement au conseil d'administration de la Société de développement commercial Destination centre-ville.

DESCRIPTION

En conformité avec les obligations de la Loi sur les cités et villes applicables aux municipalités ayant une Société de développement commercial sur leur territoire, un représentant de l'arrondissement doit être nommé, par voie de résolution, pour siéger au conseil d'arrondissement de chacune de ces SDC. Il s'agit, par le présent dossier décisionnel, de désigner de monsieur Sylvain Villeneuve au c.a. de la SDC, en remplacement de monsieur Alain Dufort, présent de 2009 à 2018, à titre de membre du c.a. de Destination Centre-ville.

JUSTIFICATION

Afin de maintenir les relations économiques de premier rang avec la SDC, dont le territoire correspond au centre-ville de Montréal et en conformité avec les dispositions de la Loi sur les cités et villes applicables aux SDC, la représentation de l'arrondissement par un de ses gestionnaires à la table décisionnelle de la SDC est assurée depuis la création de la SDC. La désignation de monsieur Sylvain Villeneuve au c.a. de la SDC maintiendra une présence administrative de première importance pour le centre-ville et pour Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier de rencontre de la SDC déterminera le début effectif du mandat de monsieur Villeneuve ainsi que sa récurrence.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-25

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548